



# John Adams Library.



IN THE CUSTODY OF THE  
BOSTON PUBLIC LIBRARY.



SHELF NO

★ ADAMS

233.2

v.5

(8-11)

10, 11





~~ADAMS~~ 233, 2

v. 5

Vol. 8 (pp. 257-268), 9 (pp. ccxlix-cccxlix), 10,  
11 (Journal, pp. 1-16; Letters, pp. i-ccxxix).

T<sup>ps</sup> qui s'en suit.

---

## AVERTISSEMENT

*SUR la continuation du Recueil des  
Affaires (anciennés & nouvelles) de  
l'Angleterre & de l'Amérique.*

**L'**OUVERTURE des ports de France aux Vâisseaux Américains, facilitant à l'Editeur de ce Recueil une correspondance plus active avec l'Amérique, la distribution de ses Cahiers sera aussi plus rapide. De plus, pour l'intérêt des Armateurs & Assureurs des deux Nations amies, il sera joint à chaque Cahier une liste exacte des prises faites à la mer, tant par les Anglois que sur eux, avec les noms, chargemens & destinations, &c.

Le prix de l'abonnement des vingt Cahiers, qui désormais seront donnés chacun en deux parties, est toujours de 24 liv. franc de port pour Paris, & il sera de 32 liv. pour la Province. Il faut s'adresser à P I S S O T, Libraire, quai des Augustins, en affranchissant lettres & argent.

Messieurs les Abonnés sont priés de

## ij AVERTISSEMENT.

se souvenir que l'Editeur, qui seul a publié dans ce Recueil les diverses Constitutions des Etats-unis, qui ont paru jusqu'au moment actuel, se propose de donner un *Code Américain*, où elles seront toutes rassemblées, & qui leur fera délivré *gratis* comme une dépendance de leur abonnement. Quelques-uns de ces Etats n'ayant point encore achevé cet important ouvrage, ou voulant y retoucher, on ne peut pas dire avec certitude dans quel temps cet engagement aura son effet.

On trouve chez le même Libraire, les quarante premiers numéros.

possible, & pour la défense de laquelle il n'est rien de juste & de raisonnable que nous n'entreprenions avec le meilleur cœur.

1776.  
Mai  
Juin.  
&  
Juillet.

W. Hamilton, Orateur.

N<sup>o</sup>. II. A l'honorable Congrès des Colonies-Unies de l'Amérique Septentrionale. — Le 29 Mai. Mémoire du Comité de la ville & des libertés de Philadelphie, remontrant respectueusement, ainsi qu'il suit.

Le Comité n'a pu voir qu'avec un extrême déplaisir que l'assemblée de la province de Pensylvanie se soit retirée de son union avec le Congrès (suivant ses instructions à ses Délégués) à l'occasion de l'arrêté du Congrès du 15 du présent mois, pour supprimer toute autorité émanée de la Couronne de la Grande-Bretagne dans les Colonies-Unies.

Le Comité regarde la sûreté, la liberté & la prospérité futures de cette Colonie comme inséparablement liées à son union avec les autres Colonies.

Il a toujours cru que son principal bonheur consistoit dans l'exécution fidelle des arrêtés du Congrès qui tendoient à maintenir cette union.

Les Délégués nommés par l'assemblée de Pensylvanie s'étant retirés de l'union avec les autres Colonies, le Comité croit pouvoir

R

regarder cette défection comme un appel au  
 1776. peuple.

Mai Conformément à la requête d'une plura-  
 Juin. lité considérable des Habitans de la ville &  
 & des libertés de Philadelphie, le 20 du présent  
 Juillet, mois, le Comité (en vertu d'un pouvoir à  
 lui donné dans une assemblée provinciale  
 tenue à Philadelphie au mois de Janvier  
 1775) a expédié des lettres pour demander  
 une conférence des Comités afin de recueillir  
 l'opinion des habitans sur le susdit arrêté du  
 Congrès, & d'opérer, s'il est possible, la  
 réunion de la Province avec les autres Co-  
 lonies, en demandant une assemblée Provin-  
 ciale dans la vue de former un gouverne-  
 ment pour cet objet.

Le Comité a été très-étonné d'apprendre  
 que l'assemblée de cette Province est sur le  
 point de présenter un Mémoire à votre ho-  
 norable corps, en conséquence d'une requête  
 qui lui a été adressée par quelques habitans  
 de Philadelphie, & dans laquelle il est dit  
 qu'ils ont demandé une interprétation de  
 votre arrêté du 15 de ce mois.

La requête sur laquelle ce Mémoire est  
 établi porte une atteinte directe à l'union  
 des Colonies, en ce qu'elle sollicite pour cette  
 Province la continuation d'un gouvernement  
 qui, dans ses parties exécutrices roule entiè-  
 rement sur un Gouverneur & des Officiers  
 qui exercent tout leur pouvoir sous l'auto-  
 rité du Roi de la Grande-Bretagne.

Cette requête a été obtenue sur de faux exposés & par des menées inconcevables. Elle est signée principalement par des personnes qui ont des places dépendantes de la Couronne, ou par des gens qui leur sont liés, ou par ceux qui se sont constamment opposés à toutes les opérations du Congrès (à l'exception des seules petitions au Roi) ou enfin par ceux qui ont ouvertement blâmé quelques-unes des démarches faites dans cette province pour soutenir l'union des Colonies.

1776.

Mai

Juin

&amp;

Juillet.

Le Comité ayant résolu d'acquiescer à l'arrêté du Congrès du 15 de ce mois, dans la manière susdite, il déclare que l'assemblée actuelle de la province n'a point été légalement élue, & qu'elle n'a pas les pouvoirs nécessaires pour mettre à exécution ledit arrêté.

La répugnance de la Chambre d'assemblée à en appeler au peuple, & les mouvemens qu'elle s'est donnés pour obtenir du Congrès de s'ingérer dans notre police intérieure, décelent la crainte où est cette Chambre, que son refus de se conformer à l'arrêté du Congrès n'éprouve de l'opposition de la part de ses constituans.

La plupart des Membres de l'assemblée actuelle n'ont point la confiance du peuple. Cette assemblée ne forme point une représentation égale & complète de cette province. Elle est composée de gens qui exercent des charges sous l'autorité de la Couronne Britannique; le pouvoir qui

1776.

Mai  
Juin.  
&  
Juillet.

étoit confié à eux seulement, ils l'ont confié à d'autres qui n'ont point la sanction de la voix du peuple pour des objets de législation, & nous avons raison de croire qu'ils n'ont adhéré à la plupart des arrêtés du Congrès que par l'apprehension de donner lieu à une assemblée provinciale.

Nous croyons avoir tout autant à redouter d'un Gouvernement composé de gens connus par de pareilles inconséquences, par leurs préjugés & leurs vues tyranniques, que de l'exercice illimité du pouvoir qui a prétendu hautement jouir du droit de nous taxer sans notre consentement, & de nous assujettir à ses volontés dans tous les cas possibles.

Le Comité a trop de confiance dans la sagesse de votre corps pour croire (en vous supposant informés de la vraie situation de notre Province), que vous ayez pû comprendre son assemblée dans vos recommandations aux assemblées pour former de nouveaux gouvernemens. L'origine & la tenance actuelle de votre pouvoir ne vous permettent jamais d'oublier que c'est en subordonnant les mots aux choses & les formes de la justice à sa substance, que vous avez acquis la confiance de l'Amérique & l'admiration de l'univers.

Le Comité supplie le Congrès de ne point se laisser tromper par de faux exposés. Il déclare solennellement qu'il n'a ni le dessein



ni le désir d'alterer les parties de la Charte ou des loix de cette Province, qui assurent à tout homme la jouissance de sa propriété & de sa liberté, ainsi que les droits sacrés de la conscience. Il souhaite seulement qu'on fasse quelque changement aux loix qui doivent fixer la représentation dans la Province, & à celles qui exigent le consentement du Roi & de son Gouverneur, pour donner de l'efficacité & de l'exécution à nos loix; & il considère ces changemens comme tout aussi essentiels à l'Amérique en général qu'à la sûreté & au bonheur de notre Colonie en particulier.

1776.  
Mai  
Juin  
&  
Juillet

Il est vrai que la situation de notre Province exige de la vigueur & de l'harmonie dans la conduite des affaires tant civiles que militaires; mais cette vigueur & cette harmonie manquent toujours quand le peuple n'a plus de confiance dans ses chefs. Le Comité ne craint point qu'il éclate une fatale désunion dans la Province; mais il appréhende qu'on n'ait trop de raison d'imputer la foiblesse de nos Conseils à notre union avec des gens qui n'ont que des vues étroites & intéressées. En tems de guerre la force d'un pays consiste dans le nombre de ses combattans. Les constituans de ce Comité, principalement composés d'hommes de cette classe, ont déclaré qu'ils soutiendroient l'union de cette Province avec les autres Colonies à tout événement, & c'est

1776.

Mai  
Juin  
&

Juillet.

avec une vraie satisfaction qu'ils ont le plaisir de vous informer que la plupart des bataillons de la Province sont dans la même résolution.

Par ordre du Comité.

Thomas M'kean, Président.

*Troubles dans le Maryland, sur la résolution qui avoit été prise de ne plus prier pour le Roi de la Grande Bretagne.*

De Baltimore le 28 Mai.

D'autant que Sa Majesté Britannique, le Roi George, a fait & fait encore la guerre aux Colonies Britanniques en Amérique, & a donné son approbation aux actes du Parlement, qui déclarent les habitans desdites Colonies en rébellion actuelle, & d'autant que le bon peuple de cette Province a pris les armes pour défendre ses droits & libertés, & pour repousser les hostilités dirigées contre lui, & que tant qu'il sera engagé dans cette querelle il ne peut pas former des vœux sincères pour la prospérité des armes dudit Roi; en conséquence il est arrêté que toute prière & intercession pour Sa Majesté dans le livre des prières ordinaires, & administrations des sacrements & autres droits & cérémonies de l'Eglise Anglicane, à l'exception de la seconde collecte pour le Roi dans le service ordinaire, sera dorénavant omise dans toutes Eglises & Chapelles

de cette Province, jusqu'à ce que nos malheureux différends soient terminés.

1776.

Extrait des minutes des délibérations de la convention.

Mai  
Juin  
&  
Juillet

Signé, G. Duval, Clerc.

Cet arrêté ayant causé quelque rumeur dans la Province, le Congrès y fit passer trois mille hommes, qui désarmèrent les mutins. La lecture de l'ouvrage politique attribué à M. Adams, intitulé le (a) *Sens commun*, acheva la conviction, & le parti de l'indépendance l'emporta généralement, tant dans cette Province que dans celle de Pensylvanie, sur celui qui vouloit que l'on continuât la guerre seulement jusqu'à ce que le Ministère Anglois eut accordé aux Colonies des conditions honorables & équitables.

*Etat exact des troupes Américaines à la fin de Mai.*

*Au Canada*, 9,000 hommes de troupes du Continent, commandées par le Major général Sullivan, & les Brigadiers Arnold & Wædkle. Les Généraux Schuyler & Wooster étoient à *Albany* avec un corps de milice, dont on ne fait pas exactement le nombre.

*A New-York*, 12,000 hommes de troupes du Continent, 11,000 hommes de milices

(a) Il a pour Auteur M. Payne.

1776. & la Brigade de Jersey de 3,300 hommes ;  
 Mai commandés par le Général Washington, les  
 Juin. Majors Généraux Putnam & Gates, & les  
 & Brigadiers Heath, Green, Lord Sterling,  
 Juillet. Waterbury & Mercer.

*Dans les Jerseys & la Pensylvanie*, un camp volant de 10,000 hommes commandé par les Brigadiers Mifflin, Dean & Johnson.

*Dans la Virginie*, 8,000 hommes de troupes du Continent.

*Dans la Caroline Septentrionale*, 4,000 ditto.

*Dans la Caroline Méridionale*, 1,000 ditto, commandés par le Major général Lee. & les Brigadiers Armstrong, Howe, Moore & Lewis.

*A Boston*, 2,000 hommes de troupes du Continent, aux ordres du Major général Ward & du Brigadier général Spencer.

Suivant cet état il y avoit 36,000 hommes de troupes du Continent, & 24,300 hommes de milices en campagne ou prêtes à y entrer. Si on y ajoute 20,000 hommes de milices dont la station n'étoit pas déterminée, le total se monte à plus de 80,000 hommes.

Voici cet état des forces Américaines plus développées. Il est garanti authentique au 31 Mai 1776, mais il faut observer qu'alors il y avoit plusieurs des régimens, dont on va voir la liste, qui ne venoient que d'être créés, & que beaucoup d'autres n'étoient

pas complets. Ainsi le nombre d'hommes porté vis-à-vis du nom de chaque régiment n'est point sa force actuelle, mais celle que le Congrès avoit fixée.

1776.  
Mai  
Juin.  
&  
Juillet

INFANTERIE.

Régimens.	Hommes.	Stations.
1 Putnam's .....	810	New-York.
2 Thomas.....	751	ditto.
3 Wooster .....	759	Canada.
4 Pribble.....	790	Massachusetts.
5 Gardiner.....	703	Canada.
6 Warner.....	804	New-York.
7 Wilcoe.....	760	ditto.
8 Raymond.....	665	ditto.
9 Jackson .....	750	Rhode-Island.
10 Phipps.....	670	ditto.
11 Simmons.....	860	New-Jersey.
12 Cox.....	784	Long-Island.
13 Lée .....	690	Virginie.
14 Washington ...	800	ditto.
15 Webster.....	677	ditto.
16 Sams.....	701	ditto.
17 Scheppery.....	660	ditto.
18 Dickinson.....	700	ditto.
19 Caldwell.....	664	ditto.
20 Gaynors.....	790	ditto.
21 Arnold.....	664	ditto.
22 Fields.....	664	New-York.
23 Bynes.....	894	Boston.
24 Peins.....	900	New-York.
25 Williams...e..	850	Boston.
26 Grigg.....	700	ditto.
27 Eultum.....	660	ditto.
28 Hewitts.....	700	ditto.
29 Timmon.....	696	New-York.
30 Swan.....	908	Virginie.

# 266 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

1776.

Mai  
Juin  
&  
Juillet.

Régiments.	Hommes	Stations.
31 M'cabe.....	544	ditto.
32 Dunn.....	694	Caroline Méridionale.
33 Bradshaw.....	946	New-York.
34 Pemberton....	840	Annapolis.
35 Hearder.....	621	ditto.
36 Gordon.....	495	ditto.
37 Neel.....	740	Kent.
38 M'dowell.....	576	New-York.
39 Gibson.....	911	Philadelphie.
40 Ryau.....	699	Boston.
41 Hamilton.....	990	ditto.
42 Thompson.....	800	ditto.
43 Hartley.....	798	ditto.
44 Swash.....	696	ditto.
45 Poifom.....	700	ditto.
46 Villet.....	676	ditto.
47 O'Sullivan....	840	ditto.
48 Hodfons.....	777	ditto.
49 Lamb.....	696	ditto.
50 Wens.....	944	ditto.
51 Hammon.....	817	ditto.
52 Parsons.....	741	ditto.
53 Daly.....	700	ditto.
54 Ford.....	680	New-York.
55 Minetern.....	695	ditto.
56 Mac Donald...	676	ditto.
57 Wilmot.....	596	ditto.
58 Savage.....	810	Boston.
59 Upton.....	676	Canada.
60 Haley.....	554	ditto.
61 Madden.....	819	New-York.
62 O'Hara.....	1000	ditto.
63 Pendergrafs....	501	Boston.
64 Flood.....	497	ditto.
65 Crecas.....	450	ditto.
66 Mare.....	671	ditto.
67 Barrow.....	997	ditto.

Régimens.	Hommens.	Stations.	1776.
68 Hirys.....	856	ditto.	Mai
69 Thornton.....	821	ditto.	Juin.
70 Walsh.....	851	ditto.	&
71 Hume.....	710	ditto.	Juillet.
72 Thrale.....	412	New-York.	
73 Rimmon.....	377	ditto.	
74 Swamp.....	440	Canada.	
75 Handle.....	666	ditto.	
76 O'Mara.....	666	Boston.	
77 White.....	542	Virginie.	
78 Wrixon.....	480	ditto.	
79 Webster.....	556	ditto.	
80 Rone.....	499	Caroline Septentrionale.	
81 Schalin.....	666	ditto.	
82 Rogin.....	499	ditto.	
83 Hope.....	480	Boston.	
84 Wilfon.....	480	Charles-Town.	
85 Wane.....	666	ditto.	
86 Brunen.....	390	ditto.	
87 Handles.....	390	ditto.	
88 O'Dermott....	480	Connecticut.	
89 Adams.....	666	ditto.	
90 Tay.....	556	ditto.	
91 O'Madden....	1000	New-York.	
92 Hunt.....	550	ditto.	
93 Flin.....	480	ditto.	
94 Sterling.....	666	ditto.	
95 Newcomb....	666	Pensylvanie.	
96 Halfpenny ....	770	ditto.	
97 Fitzpattick....	390	ditto.	
98 King.....	550	ditto.	
99 Hancock.....	550	Albany.	
100 Kovers.....	390	ditto.	
1 Nowlan.....	550	ditto.	
2 Blake.....	390	Canada.	
3 Bryan.....	480	ditto.	
4 Powers.....	834	ditto.	

1776.	Régimens.	Hommes.	Stations.
Mai	5 Milla.....	954	ditto.
Juin.	6 Collier.....	666	ditto.
&	7 Daniel.....	666	ditto.
Juillet.	8 Crofsley.....	550	New-York.
	9 Powel.....	550	New-London.
	10 Smith.....	550	Boston.
	11 Ormston.....	666	Virginie.
	12 Nash.....	480	ditto.
	13 Blofs.....	390	Caroline Méridionale.
	14 Dowson.....	666	ditto.
	15 M'Nabas.....	480	ditto.
	16 Tubbers.....	390	ditto.
	17 Nought.....	390	Caroline Septentrionale.
	18 Molloy.....	550	ditto.
	19 Dermot.....	390	ditto.
	20 Talbot.....	550	Boston.
	1 Edmund.....	550	New-York.
	2 Gannon.....	390	ditto.
	3 Whal.....	390	Albany.
	4 Nans.....	390	Kent.
	5 Grand.....	390	Annapolis.
	6 Westema.....	390	ditto.
	7 Moore.....	480	ditto.
	8 Marsh.....	480	ditto.
	9 Pomput.....	390	ditto.
	130 Pin.....	390	ditto.
	1 Lemon.....	390	ditto.
	2 Lawfon.....	480	New-York.
	3 Sonds.....	480	ditto.
	4 Mander.....	480	ditto.
	5 Archer.....	480	Kent.
	6 Burcher.....	390	ditto.
	7 Downing.....	390	ditto.
	8 Hutcginfon....	390	Annapolis.
	9 Templeton....	390	ditto.
	140 Tury.....	310	Georgie.
	1 Hampden.....	480	ditto.



Régimens.	Hommes.	Satians.	1776
2 M'Guire.....	390	ditto.	Mai
3 Abftam.....	390	ditto.	Juin.
4 Hobongh.....	390	ditto.	&
5 Thompfon.....	480	ditto.	Juillet.
6 Punge.....	320	Caroline Septentrionale.	
7 Ponteland.....	390	ditto.	
148 Punchard.....	390	Caroline Méridionale.	

TOTAL. 91,380

### CAVALERIE LÈGERE.

1 Dickinson.....	440	Penfylvanie.
2 Williamfon....	500	Boston.
3 Duncan.....	445	Jerfey.
4 Tomkin.....	520	ditto.
5 Anvouloup....	520	Penfylvanie.
6 Lemaitre.....	445	New-York.
7 Shamvier.....	445	Boston.

TOTAL. 3,315

### ARTILLERIE.

1 Nuncons.....	420	Boston.
2 Phipry.....	420	ditto.
3 Shimpory.....	420	Penfylvanie.
4 Avocoop.....	390	New-York.
5 Simonades.....	390	Canada.
6 Hart.....	390	Virginie.
7 Shordoff.....	390	Sundry Places.
8 Temple.....	390	Caroline.

TOTAL. 3,210

# 270 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

1776. Répartition de ces troupes ainsi qu'elle avoit été  
arrétée par le Congrès.

Mai Juin & Juillet.		Infanterie. Cavalerie Artillerie. Total. legere.			
	Boston.....	24,088	945	840	25,873
	Connecticut.....	1,702	945	840	1,702
	New-London.....	550			550
	Massachusetts.....	790			790
	Rhode-Island.....	1,420			1,420
	Canada.....	7,808		390	8,198
	Albany.....	1,880			1,880
	New-York.....	18,417	445	390	19,252
	Long-Island.....	784			784
	New-Jersey.....	860	965		1,825
	Philadelphie.....	3,287			3,287
	Pensylvanie.....		960	420	1,380
	Kent.....	2,396			2,396
	Annapolis.....	5,646			5,646
	Virginie.....	10,522		390	10,612
	Caroline Septentri.	3,774			3,774
	Caroline Mérid....	3,010		390	3,900
	Charles-Town.....	1,926			1,926
	Georgieo.....	2,520			2,520
	Sundry places.....			390	390
T O T A U X.		91,380	3,315	3,210	97,905

Nombre des régiments fournis par chaque Province  
dans les 148, dont la levée a été ordonnée  
par le Congrès.

Boston.....	33
New-York.....	30
Virginie.....	16

Canada.....	12	<hr/> 1776. Mai Juin & Juillet.
Annapolis.....	12	
Caroline Septentrionale...	8	
Caroline Méridionale.....	6	
Georgie.....	6	
Philadelphie.....	5	
Charles-Town.....	4	
Albany.....	4	
Connecticut.....	3	
Kent.....	3	
Rhode-Island.....	2	
Massachussets.....	1	
New-Jersey.....	1	
Long - Island.....	1	
New-London.....	1	
<hr/> Total		148

On a remarqué que la Province de Pensylvanie , quoiqu'une des plus riches , ne fournissoit que 5 régimens ; mais on va voir que cette même proportion a été suivie pour la milice , dont les calculs ont été faits sur la population ; & il faut considérer que c'est la Pensylvanie qui a le plus armé de bâtimens pour la course. Voyez ci-après.

*Etat de la Milice dans chaque Province de l'Amérique , suivant les rôles arrêtés par le Congrès*

Provinces.	Hommies.
Massachussets.....	19.990

# 272 AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

	P oviñces.	Hommes.
1776	New-Hampshire.....	13,100
Mai	Connecticut.....	12,000
Juin	Rhode-Island.....	10,500
&	New-York.....	16,600
Juillet,	Jersey.....	9,000
	Maryland.....	15,000
	Pensylvanie.....	11,100
	Delavare.....	6,500
	Virginie.....	17,000
	Caroline Septentrionale....	6,100
	Caroline Méridionale.....	7,000
	Géorgie.....	3,300
	Total	147,190

Il n'y en avoit pas à la fin de Mai la moitié de levés, faute des armes nécessaires pour l'exercice.

*Dépense (a) de l'armée du Continent de l'Amérique.*

## ÉTAT-MAJOR

	Par jour.		
	lb	s	d
Commandant en chef; Général Washington, ( pour sa table.....	2		
4 Aides de Camp à 4 s. 6 d. chacun.		18	
1 Adjudant général.....		18	
1 Quartier-Maitre général.....		12	
1 Aide Quartier - Maitre général.		4	6
1 Trésorier général.....		13	6
6 Majors de Brigades à 4 s. 6 d..	1	7	
Secrétaire du Commandant en chef.		9	9

( a ) Il faut se souvenir que l'argent d'Amérique appelé *eurremy* à Boston, a un tiers en sus de valeur sur l'argent sterling, & à Philadelphie plus de moitié. 165 liv. y équivalent à 100. Directeurs

## L E T T R E

*D'un Banquier de Londres, à M. \*\*\*  
à Anvers.*

De Londres le 10 Avril 1778.

**V**ous préférerez sûrement, Monsieur, un écrit bien raisonné sur la position actuelle de l'Angleterre, à tout ce que je pourrois vous envoyer de nouvelles hazardées ou de vains clabaudages contre les Ministres. Cet écrit sera suivi de quelques détails parlementaires, tant de l'Irlande que de la Grande-Bretagne, & d'une lettre de Philadelphie, d'une date très-fraîche, par laquelle vous jugerez qu'il ne se passera rien d'intéressant jusqu'au retour des milices Américaines aux diverses armées de Washington, de Gates & de Putnam.

N.<sup>o</sup> I. L'excellent écrit (a) suivant a été mis sous les yeux des Ministres, & on l'offre aujourd'hui au public Anglois comme présentant les seules ressources qui restent pour sauver la nation Britannique de la ruine affreuse dont elle est menacée, si elle ne profite pas du moment présent pour s'accommoder avec l'Amérique.

» Tant que nous avons eu quelque espoir

---

(a) Il y a grande apparence que cet écrit est du Duc de Richmond.

## «cl AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

de conserver l'Empire Américain , nous ne pouvions pas commencer un traité pour reconnoître son indépendance dès le premier article , attendu que les Américains auroient pû rompre le traité aussi-tôt ce préliminaire obtenu , & se servir de cette condescendance pour autoriser les autres Nations à commercer avec eux ; alors nous n'aurions point été fondés à prendre les vaisseaux Etrangers qui seroient arrivés sur leurs côtes «.

» Cette précaution est aujourd'hui inutile , car la France est résolue à traiter & à commercer avec eux. Or , si la France est dans cette disposition , nous n'avons aucun intérêt à empêcher les autres nations de faire la même chose ; il vaut encore mieux qu'elles aient leur part de ce commerce , que de le laisser tout entier à la France «.

» Les Américains tireront dorénavant de la France toutes leurs munitions de guerre , sans que nous puissions l'empêcher ; & si nous avons la guerre , ils prendront chez elle & les vaisseaux & les hommes & tout ce qu'il leur faudra , tant pour se défendre que pour nous attaquer «.

» Ainsi toute espérance de conquête est détruite «.

» L'Amérique tient le haut du pavé , c'est à la France & à l'Angleterre à la courtoiser «.

» Nous ne voyons aucune possibilité de faire la paix-avec elle qu'en reconnoissant

la parfaite indépendance par un Acte immédiat du Parlement «.

» Si nous prétendons retenir quelque autorité sur elle, nous la forçons à se jeter entre les bras des François, & à les regarder comme des protecteurs & des défenseurs, & les seuls qui puissent aider l'Amérique à obtenir & à consolider ce qu'elle appelle sa liberté «.

» Si un pareil acte n'est point passé sur le champ & envoyé en Amérique avant que les Américains aient eu connoissance d'un commencement d'hostilités entre la France & l'Angleterre, alors les Américains se lieront avec la France pour faire cause & guerre commune contre nous; & après cette alliance nous serons à la merci non seulement des Américains, mais des François «.

» Aujourd'hui il nous est libre de ne traiter qu'avec l'Amérique, & dès qu'elle sera sûre de son indépendance, elle n'aura point de raison pour désirer de continuer la guerre avec nous. Si nous réduisons les Américains à s'allier étroitement avec la France pour nous faire la guerre, notre futur traité avec l'Amérique ne pourra se faire qu'avec le concours de la France, qui ne manquera pas d'exciter ses alliés à faire les demandes les plus extravagantes, afin de retarder la paix & de les éloigner encore davantage de nous «.

» Il n'est pas possible de retenir à présent les Américains comme sujets : le seul espoir

cclij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

qui nous reste est de les regagner comme amis «.

» Mais ils ne feront jamais nos amis , tant que nous paroîtrons vouloir conserver quelque ombre d'autorité sur eux , & qu'en conséquence ils croiront avoir quelque chose à craindre de notre part «.

» Je n'ai pas besoin de faire voir les terribles conséquences d'une guerre que nous aurions à soutenir contre la France & l'Amérique réunies , ni jusqu'à quel point ces deux puissances peuvent s'entraider mutuellement contre nous à tous égards , & sur-tout par les connoissances qu'elles se donneront mutuellement pour faire avec succès une guerre de cette nature «.

» N'hésitez donc point à déclarer l'indépendance de l'Amérique , & dès cet instant vous n'avez plus de sujet de querelle avec la France. Nous n'aurons point de motif pour nous brouiller avec cette Puissance , sur ce qu'elle a déclaré Etats libres les Américains : lorsque nous mêmes nous aurons pris le même parti «.

» Alors les Américains seront absolument les maîtres de commercer avec telle nation qu'il leur plaira. Ils aimeront mieux commercer avec les deux Puissances , c'est-à-dire avec la France & avec l'Angleterre ; & nous y aurons toute la part que nous pouvons y avoir. Les usages , les mœurs , les vêtemens des Américains sont encore les mêmes que



les nôtres : si nous les déclarons tout de suite indépendans , ils continueront de les conserver : mais si nous avons une longue guerre avec eux & que nous les forçons de tirer tous leurs besoins de la France , avec le tems ils se *franciseront* totalement , ils nous deviendront étrangers , & ils préféreront les manufactures & les productions Françaises aux nôtres «.

» Leurs enfans seront envoyés en France pour y être élevés ( ainsi que Franklin en a donné l'exemple ) , pour y apprendre la Langue Française , pour être en apprentissage dans des maisons Françaises , pour établir des comptoirs , &c. «.

» Quand nous serions sûrs de l'emporter à la fin sur eux & sur la France , quel fruit recueillerons-nous d'une guerre même de la plus longue durée ? Toutes les victoires possibles peuvent-elles nous dédommager de l'indifférence ou même de la répugnance que les Américains auront prise nécessairement pendant un si long espace de tems pour les mœurs & les manufactures Angloises ? «

» Je ne fais pas d'observations sur l'accroissement énorme & inévitable de la dette nationale ( en supposant encore que nos fonds puissent tenir aussi long-tems ) accroissement qui mettra le prix de notre main-d'œuvre & de nos manufactures bien au-dessus de celles des autres nations. Je ne

ccliv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

dis rien non plus de toute la dépense que cette guerre nous occasionnera inutilement «.

» Quand même il y'auroit déjà eu un commencement d'hostilités entre la France & l'Angleterre, plus nous nous hâterons encore de passer cet acte d'indépendance & de l'envoyer aux Américains, & mieux ce sera pour nous. Car ils ne ratifieront point un traité avec la France, ou du moins ils seront moins disposés à assister les François, lorsqu'ayant obtenu ce qu'ils demandent ils se verront dans une situation à avoir moins besoin de leurs secours «.

» La déclaration que la France nous a fait faire par son Ambassadeur, n'a eu pour objet que de nous provoquer à faire la guerre, dans l'espérance certaine que si nous prenions les armes, elle s'assureroit tous ces bons effets & qu'elle feroit tomber tous ces malheurs sur l'Angleterre : malheurs dont on ne verra pas sitôt la fin «.

» Telle a été précisément l'intention de la France en nous menaçant de cette guerre. Les Politiques ne connoissent ni passions, ni ressentimens, ils n'envisagent que l'intérêt de la nation. Je conclus de ce principe que puisqu'il est de l'intérêt de la France de nous provoquer à la guerre, il est de notre intérêt de l'éviter, jusqu'à ce que nous aions fait notre arrangement avec l'Amérique «.

» Il est impossible que la France se con-

tienne long-tems , & c'est une raison de plus qui nous prouve la nécessité de passer sans délai un acte pour l'indépendance Américaine, & d'accélérer une paix avec l'Amérique avant de nous précipiter dans une guerre avec la France. Actuellement il ne peut pas y avoir grand inconvénient à rappeler nos Croiseurs & à laisser passer les vaisseaux François. La France n'aura donc nul prétexte pour nous faire la guerre. Assurément le petit nombre de vaisseaux que nous pourrions prendre parmi tous ceux qu'elle enverra en Amérique , ne nous dédommageroit pas de toutes les calamités qu'entraîneroit une rupture précipitée «.

» Tant que vous tiendrez dans la crainte les Américains , en retenant sur eux quelque autorité ou même quelque ombre d'autorité , ils resteront tous unis contre vous. Abandonnez cette prétention, ils ne penseront plus , chacun en particulier , qu'à s'établir une forme de gouvernement qui leur soit convenable. Peut-être ne seront-ils pas d'accord sur tout les points. Avec le tems quelques-uns de ces Etats reconnoîtront que leur condition étoit meilleure quand ils étoient unis à l'Angleterre ; ils offriront alors de revenir à elle : & c'est ce qu'ils ne feront jamais tant que nous nous débattons avec eux. Ainsi le seul espoir qui nous reste pour en recouvrer quelques-uns , c'est de les abandonner tous «.

cclvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

N<sup>o</sup>. II. *Discours de l'Alderman-Bull prononcé dans la Séance des Communes de la Grande-Bretagne du lundi 30 Mars, à l'occasion de la motion du Colonel Barré pour faire nommer un Comitté chargé d'examiner les comptes des dépenses extraordinaires de l'armée dans l'année dernière.*

» Mes obligations envers mes Constituans & ma Patrie, me font un devoir de déclarer mes sentimens sur des points relativement auxquels les Membres de cette Chambre me paroissent être investis d'une maniere plus spéciale, de la garde & de la représentation des peuples en général «.

» Mon objet a quelque rapport avec la motion sur laquelle vous allez délibérer. Les faits que je rapporterai sont bien connus, quoique, selon moi, on n'y ait pas donné toute l'attention qu'ils méritoient «.

» Depuis la dernière guerre l'administration a remboursé onze millions de la dette nationale. Cependant la nation ne s'est point apperçue qu'elle eût gagné à cette réduction, & cela étoit bien impossible, puisque les taxes sont restées toujours les mêmes, jusqu'au moment où l'on nous a dit que, dans le cas d'une guerre, le gouvernement feroit en état d'emprunter de nouveau la somme remboursée sans mettre de nouvelles charges sur le peuple «.

» Elle est venue cette guerre, & comment  
les

les promesses ministérielles se sont elles effectuées. L'événement a fait voir que ce n'étoit qu'un vain artifice. Au premier besoin de subsides, de nouvelles taxes ont été proposées. En 1776, l'intérêt de deux millions cent cinquante mille livres, a été hypothéqué sur de nouvelles taxes. L'année dernière cinq millions ont été constitués de même. Enfin *nos Maîtres* viennent de nous donner connoissance d'une partie de l'emprunt additionnel de l'année présente: c'étoit une observation qu'il étoit essentiel de faire à la Chambre, & dont aucun de ses Membres ne s'étoit encore occupé «.

» Je ne puis m'empêcher d'ajouter un mot relativement à la guerre malheureuse où nous nous trouvons engagés. Mes sentimens n'ont point varié sur cette guerre. Je l'ai toujours crue *injuste* dans son principe, & *barbare* dans la manière dont on l'a faite jusqu'ici. J'espère que les peuples ouvriront enfin les yeux sur l'état critique où ils se trouvent. Peut-être n'y a-t'il pas une semaine d'intervalle, de ce moment-ci à celui où nous serons rayés du nombre des Puissances. Nous avons perdu l'Amérique, en la poussant à l'indépendance, & je suis persuadé que tous les arrêtés du Parlement ne l'empêcheront pas de s'y maintenir. Mais les Ministres nous rendront-ils les milliers de braves Sujets & les millions d'argent sterling que cette affreuse guerre nous a coûtés; & pouvons nous assez

cclviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

gémir de tous les malheurs où elle nous précipite « ?

» M. Barré a dit que l'abbattement de la ville de Londres étoit si grand , qu'elle avoit à peine le courage de faire entendre ses plaintes. Cependant , quoique Citoyen de Londres , je demande la permission de déclarer mes sentimens dans cette Chambre en présence de certains Lords (North & Germaine) qui m'écoutent. Je suis d'autant plus empressé de faire connoître ma façon de penser , que je la crois celle , non-seulement de la *minorité* , mais de la *majorité* de cette Chambre. Je la déclare donc hautement cette opinion , & je dis que le seul objet de l'administration actuelle , de ses *entours* & *suppôts* , est & a toujours été de *s'aggrandir* & de *s'enrichir* , en réduisant les peuples au plus honteux esclavage «.

LE Comité choisi pour l'examen des dépenses extraordinaires de l'armée s'assemblera pour la première fois le samedi 11 Avril.

Ces dépenses sont celles auxquelles le Parlement n'avoit point pourvu d'avance dans la Session précédente. Il s'en fait de semblables tous les ans. C'est ce qui fait que le subside accordé pour l'année , ne fait jamais connoître exactement qu'elles seront les dépenses de l'année , puisqu'il se fait toujours des dépenses imprévues auxquelles on pourroit par le subside suivant. Il pourroit y avoir de même des épargnes.

N°. III. Séance de la Chambre des Communes  
de la Grande-Bretagne.

Le 3 &amp; le 4 Avril.

Le Lord North informa la Chambre qu'il croyoit devoir remettre à la semaine prochaine la proposition qu'il avoit annoncée pour cette Séance, relativement à une indemnité pour les Souscripteurs de l'emprunt, attendu qu'il se trouvoit dans la Chambre un trop petit nombre de Députés.

M. David Hartley pria le Ministre de renoncer à sa proposition, puisqu'indépendamment des objections dont elle est susceptible sur l'article de l'économie, & sur beaucoup d'autres, il y en a une capitale qui doit la faire rejeter sans examen; c'est qu'elle fera le plus grand tort au *crédit public*.

Le Chevalier George Yonge fut du même avis, & il proposa de mettre sous les yeux de la Chambre la liste des noms de ceux qui devoient souscrire, envoyée de la Trésorerie à la Banque, & celle renvoyée de la Banque à la Trésorerie où l'on trouvera les noms de ceux qui ont payé les dix pour cent au premier des termes fixés.

Après quelques mots d'une conversation particulière avec le Lord North, M. Hartley reprit la parole pour engager M. Yonge à retirer sa motion pour le moment afin de voir si le Lord North persisteroit dans son

## cclx AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

projet relativement à la proposition , ce qu'il ne croyoit pas. » En effet , dit il , le premier effet d'une pareille démarche seroit une confusion générale , & elle empêcheroit les peuples de mettre à l'avenir aucune confiance dans les actes du Parlement , relativement aux affaires d'argent «.

Le Chevalier Yonge consentit à retirer sa motion , & la Chambre se sépara à sept heures après s'être ajournée au 6 Avril.

Le 6.

Le Chevalier William Meredith porta la motion qu'il avoit annoncée , pour la révocation de l'acte déclaratoire du droit de la Grande Bretagne à l'exercice de la taxation dans ses Colonies.

M. Graves demanda que l'examen de cette motion fût renvoyé à deux mois , c'est-à dire , qu'on arrêtât de ne point s'en occuper dans la Session actuelle.

Les débats durèrent jusqu'à dix heures du soir , & enfin l'opinion de M. Graves , prévalut sans qu'on allât aux voix.

### N° IV. *Etat de la Milice d'Angleterre lorsque les corps seront assemblés.*

Hommes.		Hommes.	
Bedford .....	400	Chester .....	560
Berks.....	560	Cornwal .....	640
Bucks.....	560	Cumberland .....	320
Cambridge.....	480	Derby.....	560



# ET DE L'AMÉRIQUE. cclxj

Hommes.		Hommes.	
Devon.....	1,600	Southampton.....	960
Dorset.....	640	Staffords.....	560
Durham.....	400	Suffolk.....	960
Essex.....	960	Surry.....	800
Glocester.....	960	Suffex.....	800
Hereford.....	480	Warwick.....	640
Hertford.....	560	Westmorland.....	240
Hutington.....	320	Worcester.....	500
Kent.....	960	Willts.....	800
Lancastre.....	800	York.....	1240
Leicester.....	560	— N. Ri. 720	} 2,360
Lincoln.....	1200	— E. Ri. 400	
Middlesex.....	1600	Anglesey.....	80
Montmouth.....	240	Btecknock.....	160
Norfolk.....	960	Cardigan.....	120
Northampton.....	640	Carmarthen.....	200
Northumberland..	560	Cornarvon.....	80
Nottingham.....	480	Denbigh.....	280
Oxford.....	560	Flint.....	120
Rutland.....	120	Glamorgan.....	360
Salop.....	640	Merioneth.....	80
Sommerfet.....	840	Montgommery....	240
		Pembrock.....	160
		Radnor.....	120
		Total.....	30.840

## N°. V. Parlement d'Irlande.

LA CHAMBRE des Communes d'Irlande a délibéré le 26 Mars sur les moyens d'offrir au Roi les secours les plus prompts, & à cet effet de passer un Bill pour lever des compagnies franches, pour lequel on pourroit

avoir obtenu l'agrément de la Cour avant le 7 Avril. Il fut agité si on ne se contenteroit point de Milices, dont chaque Comté fourniroit de cent à trois cents hommes. Mais quinze ou vingt mille hommes parurent un nombre insuffisant pour défendre le royaume en cas d'invasion, ou pour détourner l'idée de l'ennemi d'un pareil projet. On convint que le Bill pour la levée de la Milice & pour celle des compagnies franches n'en formeroient qu'un, & la Chambre en Comité, travailla à le rédiger.

Le 27 le Secrétaire d'Etat remit à la Chambre un message du Vice-Roi, par lequel elle étoit informée » que le Vice-Roi avoit ordre de Sa Majesté de donner connoissance à la Chambre de la conduite de la Cour de France & de la déclaration remise par son Ambassadeur au Lord Weymouth, & d'assurer ses fideles Communes, que Sa Majesté mettant la plus grande confiance dans leurs sentimens, comptoit fermement sur leur appui ».

Il fut proposé sur le champ de répondre à ce message par une adresse où » l'on assureroit Sa Majesté du ressentiment & de l'indignation dont la Chambre étoit remplie contre la France, & du zele qu'elle montreroit pour Sa Majesté dans une occasion si importante en lui fournissant tous les secours qui seroient jugés nécessaires ».

Ce projet d'adresse passa d'une voix una-

nime, & quelques Membres félicitèrent la Chambre sur ce que sa précédente adresse pour offrir des secours au Roi avoit été pareillement le vœu général de la Chambre, avant qu'elle en eût été sollicitée par aucun message. M. Gardiner & le Chevalier Henri Cavendish en augurèrent que la Cour satisfaite de ces expressions de la loyauté de tout le peuple d'Irlande ne tarderoit pas à accorder au commerce de ce royaume, quelques nouvelles facilités qui lui fourniroient le moyen de subvenir aux efforts extraordinaires qu'il se préparoit à faire. M. Gratton demanda seulement qu'il fût ajouté à l'adresse que la Chambre attendoit de la sagesse de Sa Majesté, & de son affection paternelle pour ses peuples, que dans la crise actuelle, Sa Majesté prendroit conseil des hommes les plus sages & les plus éclairés, & que relativement à l'Irlande, dont la détresse aujourd'hui est excessive sur tous les points, Sa Majesté prendroit en considération les charges, les revenus & le commerce de ce royaume. Cette motion fut admise.

Le 30 de Mars, le Procureur-général du Parlement d'Irlande proposa à la Chambre un vote de crédit de 300,000 livr. sterling pour mettre ce Royaume dans un état convenable de défense. Après un débat assez court, il fut fait une motion pour restreindre cette somme à moitié ; mais cet avis fut rejeté à la pluralité de cent quatorze voix,

ccxix AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
contre treize. Elle doit être levée par ton-  
tines.

N°. VI. *Lettre écrite par un Officier de l'armée  
Angloise à Philadelphie , à son ami à Londres  
datée de Philadelphie le 25 Février 1778.*

» J'attendois toujours, dans l'espoir de vous  
écrire quelque événement intéressant , mais  
j'ai le déplaisir d'avoir attendu en vain. Il  
n'y a encore rien de fait , & je ne vois point  
d'apparence qu'il soit possible de rien faire.  
Tout est ici à un prix exorbitant. Aucun  
Subalterne ne peut vivre de sa paye. Ceux  
qui ne peuvent tirer des lettres de change  
sur leurs familles se voient forcés de faire des  
dettes. Plusieurs d'entre eux sont très-embar-  
rassés , & le sort des volontaires qui sont  
venus ici servir leur Roi & leur Patrie est  
réellement digne de pitié. La nécessité en a  
forcé plusieurs à user de moyens mal hon-  
nêtes pour lesquels ils ont été renvoyés du  
service «.

» A l'ouverture de la campagne dans le  
Jersey (en Mai 1777) notre dessein étoit  
de nous rendre à Philadelphie *par le chemin  
le plus court* , mais ces brutaux d'Américains  
nous barrèrent le chemin , & nous fûmes  
obligés de nous retirer. Depuis ce tems nous  
avons eu environ dix huit cents hommes tués  
ou blessés , & je doute fort que sur le nombre  
des blessés il en reste cent en état de servir  
la Campagne prochaine «.

« Vous aurez su le désastre de Burgoyne long-tems avant que cette lettre vous parvienne. C'est un bruit général que lui & son armée n'auront pas la permission de retourner en Europe, ou que si la capitulation s'exécute, l'Angleterre ne verra pas mille hommes de cette armée ».

» Le Général Howe hiverne à Philadelphie où il est bien fortifié avec 15000 hommes. Le Général Washington est baraqué sur un terrain très-avantageux à *Valley-Forge*, & aux environs à sept lieues de Philadelphie. Il n'a que 12000 hommes de troupes réglés. Ses Milices passent l'Hiver dans leurs familles ».

» Les Généraux Gates & Arnold font tout leur possible pour resserrer & affamer le Général Clinton ; & les Partisans de l'Angleterre dans New-York. Le Général Pigot est bloqué par le Général Putnam à Rhodéislant ; mais Pigot a trouvé moyen de fortifier ce poste de manière que son ennemi n'a pas osé jusqu'à présent lui livrer l'assaut. On dit que le parapet du Général Pigot est en pierres ».

» Le bruit court depuis quelque tems que les Américains veulent tenter une expédition contre le Canada où commande le Général Carleton : que pour cet effet, sur les hommes de Milice de la Province de New-York & des autres Provinces Septentrionales, on a levé le cinquième homme, & que ces levées ont

cclxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

ordre de se tenir prêtes à marcher au premier coup de tambour «.

« Le Général - Washington ( sans doute pour donner de l'ardeur à son armée , car on veut ici que rien de tout cela ne soit vrai ) a donné l'information suivante dans l'ordre du 17 Décembre «.

« La France nous accorde tous les secours que nous demandons , & il y a des raisons pour croire que le tems n'est pas loin où elle doit prendre une part plus active en déclarant la guerre à la Grande-Bretagne «.

Quant au terme de notre malheureuse querelle , je pense que nous en sommes encore plus éloignés qu'il y a trois ans , lorsque nous étions bloqués à Boston. Dieu fait quelle sera l'issue de la campagne prochaine. Nous ne pouvons rien faire avec nos forces actuelles. Cinquante mille hommes de plus pourroient nous mettre en état d'agir ; mais même avec ce renfort je ne crois pas que nous puissions conquérir l'Amérique. Nous n'y réussirons pas à moins d'exterminer toute la race en passant tout au fil de l'épée , hommes , femmes & enfans. Cela est-il juste , cela est-il sage , cela est-il même praticable ? Nous avons fait notre devoir , mais je crains bien que les Ministres n'ayent pas fait le leur : il n'est sorti de leurs têtes que des folies & des chimères ; mais quoique nous ayons supporté toute la peine & la fatigue de cette guerre , je ne doute pas qu'ils ne s'efforcent

ET DE L'AMÉRIQUE cclxvii  
de faire tomber sur nous le blâme qui est  
dû à leur conduite : il faut pourtant espérer  
qu'ils succomberont à la fin , & que même  
ils seront punis s'ils ne savent pas à propos  
se dérober à l'orage qui s'amassera sur leurs  
têtes. Quoique je vous aie toujours connu  
pour leur admirateur, vous verrez que tout  
ce que je vous prédis se vérifiera tôt ou  
tard.

*Précis de la Séance du 7 Avril dans la  
Chambre des Pairs.*

Le Duc de Richmond , après avoir retracé  
à la Chambre le tableau de la détresse ac-  
tuelle de la Grande-Bretagne dans toutes les  
branches de son administration , après avoir  
démontré de nouveau l'impossibilité où elle  
étoit de soutenir une guerre qui , en trois  
campagnes lui avoit coûté vingt-trois mil-  
lions sterling (542,950,819 livres 13 sols  
5 den.  $\frac{2}{3}$  tournois ) & qui lui en auroit coûté  
33 avant que la quatrième fût finie , proposa ,  
pour conclusion , à la Chambre , de supplier le  
Roi de retirer ses Escadres & ses troupes  
d'Amérique , & de changer son ministère.

Le Lord Weymouth fit voir , en réponse  
au Duc , que les raisons qui avoient fait  
rejeter déjà plusieurs fois les mêmes propo-  
sitions subsistant encore , la Chambre ne  
devoit y avoir aucun égard ; & il y opposa  
la question préalable , de savoir s'il conve-  
noit dans le moment actuel que la Cham-  
bre fît cette démarche.



Le Comte de Charham, qu'on n'avoit point vu au Parlement depuis sa rentrée des vacations de Noel, parla ensuite. Mais il étoit si foible, qu'il sembloit que ce fût son dernier soufle, & qu'il eût obtenu du sort ce moment de plus pour rappeler sa nation de ses égaremens, & prendre un éternel congé d'elle par ces mots du grand *Cobham*. » Dieux, sauvez mon pays & que je meure. « ! Il soutint, contre l'opinion du Duc de Richmond, que rien au monde ne devoit porter l'Angleterre à reconnoître l'indépendance de l'Amérique. Il rappella la gloire passée de la nation, & les droits des Princes héritiers & appuis du trône, qui ne devoient point être ainsi sacrifiés. Il dit que le désespoir étoit le plus mauvais parti que l'on pût prendre, & que les Anglois, s'ils étoient dignes de leurs ancêtres, devoient montrer un courage proportionné aux difficultés où ils se trouvoient, quoiqu'il fût obligé d'avouer qu'il ne savoit pas de quel moyen ils useroient pour s'en retirer. Enfin, dans l'ardeur de son zèle pour les races futures, il s'écria : » Si l'Amérique » prétend se rendre indépendante, elle me » trouvera par tout sur son chemin. « Mais ce transport lui ayant coûté plus de forces qu'il n'en avoit apporté à la Chambre; il fut contraint de s'asseoir pour reprendre haleine.

Le Duc de Richmond repliqua au Lord



Chatham en insistant sur la nécessité de reconnoître l'indépendance, & sur l'absurdité d'un Conseil qui précipiteroit la Grande-Bretagne dans une guerre où il lui étoit impossible de s'engager, & dans laquelle, celui qui prétendoit l'y pousser ne voyoit point comment elle pourroit s'y prendre pour la faire à son honneur.

Ce Seigneur auroit parlé plus long-tems, mais on vit le Lord Chatham s'évanouir, & les secours qu'il fallut lui donner jetterent la Chambre dans un tel désordre, que les débats furent remis au lendemain.

Le 8, Milord Chatham se trouvoit un peu mieux, quoique les Médecins ne le jugeassent pas encore en état d'être transporté chez lui de l'appartement du Greffier de la Chambre où on l'avoit reçu.

#### Le 8.

Il fut apporté un message du Roi dans lequel Sa Majesté demande à la Chambre qu'il soit fait un fonds particulier pour l'entretien des douze enfans de Sa Majesté & des deux enfans du Duc de Gloucester son frere; & sur le champ le Lord Weymouth, qui avoit apporté ce message, proposa une adresse qui eut l'approbation générale de la Chambre, & dans laquelle Sa Majesté étoit assurée de son empressement à satisfaire à une demande si juste.

La motion du Duc de Richmond ayant

## cclxx AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

été reprise, le Lord Shelburne soutint fortement l'opinion du Lord Chatham. » Du moment, dit-il, que l'indépendance de l'Amérique sera reconnue, le soleil de l'Angleterre est couché pour toujours, & la guerre avec la France devient inévitable ».

Le Lord *Ravensworth* déclara que si les Ministres vouloient agir en honnêtes-gens & regagner la confiance des peuples, ils iroient trouver le Roi & lui diroient : » nous nous sommes trompés : nous avons engagé la nation dans des embarras d'où nous ne pouvons pas la tirer : recevez nos démissions.

La motion du Duc de Richmond fut rejetée par cinquante voix contre trente-trois : pluralité dix-sept.

Le 9.

Il y eut de nouveaux débats sur la taxe des maisons ; mais malgré les opposans, il fut arrêté que la Chambre délibéreroit de nouveau en Comité sur le Bill, par une pluralité de trente-six contre quinze.

Le Lord Chatham s'est trouvé assez bien le 9 pour qu'on ait pu le transporter chez lui.

*Précis de la Séance de la Chambre des Communes, le 7 Avril.*

La Chambre en comité délibéra sur les adoucissémens qu'il seroit possible d'accorder à l'Irlande, relativement aux diverses restrictions qui gênent son commerce & ses ma-

nufactures. On fit beaucoup valoir les preuves de zèle que ce royaume vient de donner volontairement pour aider l'Angleterre dans sa détresse actuelle, & il fut dit que l'Angleterre l'ayant toujours traitée avec une extrême rigueur, elle n'avoit pas le droit de s'attendre à tant de loyauté & d'affection de sa part. Les objections qui furent faites sur le préjudice que pourroient souffrir certaines manufactures angloises, n'ayant point prévalu, il fut arrêté d'une voix unanime, » que toutes les productions & manufactures d'Irlande, à l'exception des laines & laineries, pourroient en être exportées en droiture pour tous les établissemens anglois au-dehors, & que toutes les productions de ces établissemens, même le sucre, ( quoiqu'il doive en résulter une perte considérable pour les Marchands Anglois, qui gagnent 2 & demi pour cent sur le sucre qu'ils envoient en Irlande, ) pourroient y être importées directement, à l'exception du tabac & de l'indigo. »

Il y fut ajouté que le coton filé & les toiles à voile d'Irlande seroient reçus en Angleterre sans payer de droits.

Ces divers arrêtés passerent à l'unanimité.

#### Le 8.

Le Lord North fit lecture dans la Chambre des Communes d'un message pareil à celui qu'avoient reçu les Lords. Il articula qu'il

cclxxij A F F A I R E S D E L' A N G L E T E R R E  
convenoit d'octroyer au Roi 60,000 liv. st.  
pour les sept princes , 30,000 liv. pour les  
cinq Princesses , & 12,000 liv. pour les enfans  
du Duc de Gloucester. — Ce message donna  
lieu à quelques débats qui n'empêchèrent  
point que l'adresse ne fût votée unanimement.  
— M. Wilkes félicita la Chambre sur la participation  
qui venoit de lui être donnée du mariage du Duc  
de Gloucester , que jusques là on lui avoit laissé  
ignorer. — On remit sur le tapis quelques articles  
du bill pour le commerce d'Irlande , qui furent  
renvoyés à un comité. Il paroît que le seul article  
du tabac sera excepté des importations qui lui  
seront permises.

Le 9.

La Chambre arrêta sur le rapport du comité  
du subside , qu'il seroit accordé les secours  
ordinaires pour les établissemens civils de la  
Géorgie , de la Nouvelle-Ecosse , des deux  
Florides , & de Sénégarie. — De plus un  
million sterling à compte de la dette de la  
marine , & quinze cent mille livres sterling  
à lever par billets de l'échiquier. M. Hartley  
reprit l'examen de l'état de la Nation sur lequel  
il parla pendant deux heures. Le Lord North  
lui fit une réponse qui dura une heure & demie ;  
tous deux ne firent que répéter ce que l'on a vu  
tant de fois dans les débats des deux Chambres ,  
l'un insistant sur la ruine de la Nation , sur sa  
foiblesse , sur son discrédit , sur la nécessité de  
renvoyer les Ministres

nistres; l'autre soutenant le contraire. C'est une matière si usée, qu'il suffira désormais d'indiquer les sujets des débats, au moins jusqu'à ce que la face des affaires ait totalement changé, ce qui ne peut gueres arriver que quand on verra bien décidément ici qu'on ne doit plus compter sur l'Amérique.

Les fonds ont repris un peu de faveur, quoiqu'ils soient encore au-dessous du taux où ils étoient lors de l'emprunt. On attribue cette hausse à l'espoir où sont quelques personnes que le Ministère va changer. Suivant d'autres, il y a eu de la manœuvre dans la baisse, & ceux qui l'ont procurée venant acheter aujourd'hui pour en profiter, c'est ce qui les fait hausser quelque peu. Les bruits que le Ministère fait répandre que le Congrès est divisé, & qu'il refuse de ratifier le Traité avec la France, peuvent aussi y contribuer. A cette occasion, je dois vous prévenir, Monsieur, que je viens de voir dans les gazettes une prétendue copie d'une longue lettre de M. Benjamin Franklin à M. Samuel Adams (a), qui n'est ni le frere ni peut être le parent de John Adams qui vient d'arriver en France. Cette lettre, sans date, a été trouvée, dit-on, sur un vaisseau Américain qui a été amené à Corke le 12 Mars. Dans tout son contenu elle tend à

---

(a) On a mal à propos avancé dans le dernier N.º qu'ils étoient freres.

cclxxiv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
décider le Congrès à ne pas rejeter d'abord  
les propositions de Milord North, & à sacrifier  
s'il le faut, le nom d'indépendance, pour  
en avoir la réalité, par l'assurance que l'Amé-  
rique ne sera jamais taxée. Mais il est visible que  
cette piece a été fabriquée à Londres, pour  
soutenir pendant quelques instans les efforts  
que fait le crédit pour se relever. Il retom-  
bera de plus belle quand il sera généralement  
connu que le Congrès a pris dans le mois  
de Novembre dernier l'arrêté suivant :

*En Congrès le 22 Novembre 1777.*

» Arrêté que toutes propositions pour un traité entre  
le Roi de la Grande-Bretagne ou aucun de ses Commis-  
saires & les Etats-unis d'Amérique, lesquelles ne s'ac-  
corderoient point avec l'indépendance desdits Etats ou  
avec les traités ou alliances qui pourroient avoir été con-  
tractés sous leur autorité, seront rejetées par le Congrès.

Je vous enverrai, Monsieur, par le prochain ordinaire  
l'arrêté motivé du Congrès, relativement à l'armée du  
Général Burgoyne, qui, suivant les apparences, ne fera  
pas de si-tôt de retour en Angleterre. En substance : - » le  
Congrès ayant eu de fortes raisons de croire que le Général  
Burgoyne se proposoit de ne point tenir sa capitulation, a  
résolu que ce Général seroit retenu en Amérique, jusqu'à  
ce que ladite capitulation eût été ratifiée par le Roi de la  
Grande-Bretagne «.

Vous savez que la frégate Américaine sur  
laquelle M. John Adams est venu en France,  
a pris sur sa route un vaisseau Anglois qui  
alloit à New-York, & qui est estimé soixante  
& quinze mille livres sterling. Il a été ama-  
riné & envoyé à Boston.

# ET DE L'AMÉRIQUE. cclxxv

## PRISES FAITES A LA MER.

### Vaisseaux pris par les Anglois.

Noms ou désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus, &c.
Un Vaisseau. . .	De la Martinique : 49 boucaults de tabac : 126 barriques de sucre blanc : 116 de café : 2 caisses de cuivre & environ mille piaftres.	Pour Boston & Bordeaux.	Pris par le <i>Bess</i> , Capitaine Parcy de Liverpool, qui l'a envoyé à Cast le Haven.
<i>La Fidele</i> . . . .	De Saint Domingue, avec sucre, café, coton & indigo.	Pour le Havre.	L'un & l'autre vaisseaux François saisis le 29. Mars dans le port de Plymouth, par le Receveur de la Douane.
<i>Le Succès</i> . . . .	De Cadix, avec du tabac de la Hayane.	Pour Morlaix.	
<i>L'Adelaide</i> . . .	De la Caroline méridionale, riz & indigo.	Pour France.	Pris & mené aux Bermudes.
Un Brigantin François.	De Nantes, armes & munitions.		Pris par 41 d. Lat. Nord, & 13 d. Long. w. par les Capitaine Ben & M <sup>g</sup> larry de Glasgow, pour la Jamaïque.
<i>Le Landover</i> . . .	Guadeloupe.	Boston.	Mené à New-York
<i>Le Sally</i> . . . . .	Caroline Mé. riz & indigo.	Guadeloupe.	Mené à Antigua
Un Corsaire de 12 canons & 45 hommes.	.....		Pris par le Corsaire <i>l'Antigua</i> , de 12 canons, après un combat dans lequel quatre hommes du Corsaire ont été tués.
<i>Le Léopard</i> . . .	De la Caroline Septentrionale avec douves & cire d'abeille.	Pour Ténérif.	Pris par le <i>Sirist</i> , lettre de marque, & amené à Plymouth.

# ccclxxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus &c.
<b>L'Indépendance.</b>	De la Virginie avec 52 boucaults de tabac & mercurein pour le commerce, pris par 45 Lat. & 6. 39 Long. Occidentale.	Pour la Jamaïque.	Pris par le Cachran, lettre de marque, de 20 canons de 12, & 20 pierriers, & envoyé à Glasgow.

## Vaisseaux pris sur les Anglois.

<b>Le Peggy. ....</b>	De Cadix, chargé de fruits.	Pour Exeter.	Fouillé par un vaisseau de Nantes pour l'Amérique, qui croioit y trouver de l'argent.
<b>Le Wrow-Ju-Eith.</b>	De Damarate & Saint Eustache.	Pour Amsterd.	Pris & mené à Boston d'où il a été relâché. Il n'a été retenu qu'une partie de la cargaison, qui a dû être condamnée.
<b>Le Nancy. ....</b>	D'Antigoa par Saint Jean en Floride.	Pour Glasgow.	Pris le 23 Octobre 1777 par le Corsaire la Représaille. Le Capitaine & l'équipage ont été débarqués à Boston.
<b>La Lady Gage.</b>	De Madere.	.....	Pris par le Corsaire le Cumberland, de 20 canons,
<b>Le Duckenfield.</b>	De Londres.	Pour la Jamaïque.	Pris après un combat opiniâtre par le Corsaire le Portsmouth, de 24 canons & 110 hommes.

F I N.



## L E T T R E

*D'un Banquier de Londres, à M. \*\*\*  
à Anvers.*

De Londres le 16 Avril 1778.

Vous avez vu, Monsieur, que dans les débats du huit à la Chambre des Pairs le Lord Shelburne plaida avec force pour la guerre, soutenant que le plus sûr moyen de recouvrer l'Amérique, étoit de déclarer sur le champ la guerre à la France. Comme il avoit entrepris d'expliquer & de défendre la thèse du Lord Chatham, il retorqua contre le Duc de Richmond le ridicule dont celui-ci avoit prétendu couvrir ce Lord. » Vous l'accusez, dit-il, de vouloir nous pousser à la guerre, quoiqu'en avouant qu'il ne fait point par quels moyens on la feroit. Mais observez je vous prie qu'un tel aveu est une manière de parler : il signifie seulement qu'on ne fait point ce qu'on sauroit si on étoit Ministre. Vous demandez où on prendroit des hommes. Est-ce que les rues, est-ce que les grands chemins n'en sont pas couverts : est-ce que tout ce que je vois ici de Lords, ne sont pas des hommes, du moins tant qu'ils n'auront pas souscrit à l'indépen-

*suiv*

cclxxviiij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

dance de l'Amérique? Vous manquez d'argent; faites renvoyer les Ministres & il abondera de toutes parts dans vos coffres ». Le zèle de ce Lord l'emporta jusqu'à exposer le système de défense qu'il croyoit nécessaire d'adopter, pour que la France ne fût point tentée d'agir offensivement contre l'Angleterre. » Il ne faut pas moins de quarante mille hommes, dit-il, pour garder toutes les parties foibles de nos côtes. Plimouth a besoin de dix mille hommes, ce port étant situé de manière qu'il ne pourroit pas entretenir de communication avec la grande armée. Un pareil nombre seroit nécessaire à Portsmouth, & de-là on formeroit une chaîne de postes jusqu'à Harwich. Je voudrois qu'il y eût à Newcastle un corps respectable. La France connoît aussi bien que nous l'importance de Newcastle. Toute la côte de Newcastle à Harwich seroit pareillement gardée. Peut-être, ajouta-t-il, me taxera-t-on d'imprudence, sur ce que je semble indiquer à l'ennemi, les endroits où il peut nous attaquer : mais je n'apprens rien de nouveau aux François : ce sont nos Ministres qui ne savent pas un mot de tout cela «.

Sur l'article de la commission conciliatoire il assura qu'on ne devoit en attendre aucun autre effet que de voir les Ministres conserver leurs places quelques mois de plus. Il eût, dit-il, espéré un succès plus heureux.

d'un système de réunion qui auroit fait de la ville de Londres la Métropole de la Grande-Bretagne, de l'Irlande, de l'Amérique & de l'Asie : & il parut compter beaucoup sur le gros de la nation Américaine, qui ne s'étoit révolté que contre l'obstination des Ministres actuels, & contre leurs indignes Ecrivains, contre les Ecrivains qui leur ont servi à perdre d'honneur & de réputation des Généraux honnêtes & habiles comme les deux freres Howe.

Le Duc de Richmond continua de lui opposer, dans sa réponse, le manque d'hommes. Il le pria d'observer que ce ne sont point les hommes qu'on voit dans les rues & sur les grandes routes qui font la guerre; & pour l'en convaincre, il lui cita l'embarras où l'on étoit encore actuellement pour compléter les équipages des trente vaisseaux de ligne rassemblés à Spithead.

QUELQUES-UNS des détails de l'état de la nation sur lesquels étoit appuyée la motion portée le 7 Avril & reprise le 8, par le Duc de Richmond, étant de nature à ne devoir point être confondus avec les vaines déclamations dont ces sortes de discours sont ordinairement remplis, je crois devoir vous en faire ici un exposé sommaire. Quoiqu'ils n'aient point réuni les suffrages de toute la Chambre, & que même la motion de ce Seigneur ait été rejetée par une pluralité de dix-sept voix, il m'a paru qu'on avoit généralement applaudi

cclxxx AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
à l'exactitude des recherches , & que la seule  
appréhension de prononcer en les admettant ,  
la condamnation des Ministres , avoit em-  
pêché qu'elles ne fussent consacrées par le  
vœu unanime de la Chambre.

*Troupes de terre dans l'Amérique  
Septentrionale.*

*Hommes.*

Leur nombre étoit en 1774.....	6,884
en 1775.....	11,219
en 1776.....	45,865
en 1777.....	48,616

Elles ont été soutenues d'une artillerie  
très-forte & bien distribuée.

» La consommation d'hommes qui s'est  
faite dans cette armée, a été, d'après les  
derniers états de revue produits à la Chambre,

Tués ou manquans (ou déserteurs).	19,381
Prisonniers (non échangés).....	5,336
Malades.....	4,639

» L'Armée actuelle de l'Amérique, tant  
à Philadelphie qu'à New-York, à Rhode-  
Island & dans le Canada, est de 36,731 «.

» Ce nombre joint aux tués ou manquans,  
aux prisonniers non échangés & aux malades  
actuels, porte à 66,706 le nombre des  
hommes qui ont été envoyés en Amérique.  
Cette armée ne peut point être recrutée.

## ET DE L'AMÉRIQUE. cclxxxj

qu'il n'y soit envoyé un nouveau renfort de 11,885 hommes, pour qu'elle soit du même nombre d'hommes que l'année dernière, c'est-à-dire de 48,616 hommes de vieilles troupes «.

» Dans le danger actuel d'une invasion de la France, il n'est pourtant point possible de détacher pour l'Amérique des forces aussi considérables, ni même aucune partie des vieux ou des nouveaux corps qui sont encore bien loin d'être en nombre suffisant pour la défense de l'Isle de la Grande-Bretagne, de celle d'Irlande, ainsi que de Gibraltar & de l'Isle de Minorque «.

### *Forces navales dans l'Amérique Septentrionale.*

» Pendant les quatre années dernières l'Angleterre a constamment employé à la guerre d'Amérique quatre vingt-trois vaisseaux, frégates & corvettes, avec un grand nombre de petits bâtimens armés, qui sont équipés encore actuellement par 22 mille 337 matelots. Les derniers états font voir que par les pertes, les désertions & les maladies, il y a eu dans cette partie une consommation de 6,794 hommes «.

» Jamais l'Angleterre n'a mis dehors, à la fois, des forces de terre & de mer plus respectables : cependant il lui reste à conquérir neuf grandes provinces, & elle ne possède qu'en partie celles où ses troupes se sont maintenues. L'Amérique, seule ou

cclxxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
avec des secours foibles & clandestins , dé-  
nuée d'argent , d'armes , de munitions , de  
magasins , d'Habits , de discipline , & presque  
dans l'anarchie , a pu faire avorter à ce point  
tous les efforts de la Grande-Bretagne !  
comment peut-on espérer de la réduire au-  
jourd'hui , qu'elle sera soutenue ouvertement  
par la France , qui s'est déclarée hautement  
pour elle « ?

» Le Duc de Richmond produisit encore  
divers autres résultats , tant sur l'état actuel  
de l'armement de Portsmouth dont il fit  
voir (a) l'insuffisance , sur les captures  
faites par les Américains , dont il porta la  
valeur à plus de 2,600,000 liv. sterling ,  
sur la perte du commerce d'Afrique , qu'il

---

(a) Il est de trente vaisseaux de ligne ; mais il  
n'y a plus [ le 12 Avril ] un seul vaisseau de ligne  
en croisière devant les ports de France , ni dans le  
Golfe de Biscaye : il n'y en a que trois dans la Mé-  
diterranée où les 30 de Spithead ne seroient pas des  
forces trop considérables , en cas de guerre avec la  
France & l'Espagne , & où tout au moins il en faut  
vingt. L'Amérique n'en a que six , encore dans le plus  
mauvais état ; & il lui en faudroit 20 au moins.  
Terreneuve doit en employer deux : les Indes Occi-  
dentales dix : l'Inde qui n'en a que deux , doit en  
avoir 8 ou dix : ajoutez à cette distribution une es-  
cadre de quinze au moins , qui est nécessaire dans  
le golfe de Biscaye. Voilà de l'emploi pour 77 , sans  
qu'il reste un seul vaisseau de ligne pour garder la  
Grande-Bretagne : autrement l'Angleterre n'est en  
état de défense nulle part.

## ET DE L'AMÉRIQUE. cclxxxiiij

estima être de plus de 1,400,000 liv. sterl. par année, que sur la ruine du crédit, bien manifeste dans l'emprunt de six millions qui vient de se faire, & qu'on n'espère point de remplir, quoiqu'en donnant un intérêt plus fort que pour les douze millions qui furent empruntés en 1761, après sept années de guerre, & quoiqu'on eût à combattre toutes les forces de la Maison de Bourbon. Il fit voir que dans de si fâcheuses circonstances le seul conseil salutaire qu'on pût donner au Roi, étoit de rappeler aussi-tôt ses troupes & ses armées, qui se détruisoient en Amérique, où elles ne pouvoient subsister qu'avec les plus grandes difficultés & à des frais immenses : tandis que leur présence étoit si nécessaire à la sûreté de l'Angleterre, &c. Sa motion ayant été rejetée, il fut fait une protestation, qui fut signée par dix-neuf autres Lords, à qui le Duc de Richmond proposa de s'unir à lui pour présenter en leur nom une requête au Roi. Mais ils convinrent que cette démarche n'étant point parlementaire, il en seroit traité entre eux hors du Parlement.

EN vertu d'une commission royale passée au grand sceau, l'Archevêque de Cantorbéry, le Lord Chancelier & le Comte de Marchmont, ont donné le 10 le consentement de Sa Majesté à trente-un Bills, après quoi la Chambre des Pairs s'est formée en comité sur le Bill de la taxe des maisons.



#### cclxxxiv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Le Lord Effingham demanda que les délais pour les représentations de ceux qui se croiroient surtaxés, fussent de quatorze jours au lieu de trois qui lui parurent un terme trop court. Mais le Lord Chancelier fit voir que le jugement porté par les Commissaires de la taxe des terres, désignés pour recevoir ces représentations, n'étoit pas définitif, & qu'il restoit aux plaignans un tems suffisant pour se pourvoir devant les Juges. La motion du Lord Effingham ne fit donc rien changer au Bill. Une seconde motion de ce Seigneur pour faire retrancher du Bill la clause qui astreint le plaignant au serment, eut le même sort.

Voilà ce qui s'est passé de plus intéressant dans la Chambre des Pairs dans les Séances du 8, du 9 & du 10. Jevais reprendre celles de la Chambre des Communes du 9 dont je n'ai pu vous dire qu'un mot dans ma dernière lettre. Je laisse de côté toutes les déclamations : je ne m'attache qu'aux seuls faits & à ce qui peut donner des connoissances sur l'état actuel de l'Angleterre.

Le Lord North dans la séance du 9, répondant à M. David Hartley, insista sur la nécessité d'accorder un intérêt additionnel d'un quart pour cent aux Souscripteurs, en faisant voir que tôt ou tard le Parlement seroit obligé de les indemniser, si on vouloit s'assurer de trouver des Prêteurs dans d'autres occasions. Mais il paroît qu'aujourd'hui il a



abandonné ce projet , & qu'il aime mieux que cette indemnité devienne l'affaire de la prochaine session du Parlement , & peut-être d'un nouveau Parlement & d'un nouveau Ministre. Les inconvéniens , dont la considération l'en a détaché , jeteroient un trouble affreux dans les affaires , la plupart des souscriptions ayant déjà passé par plusieurs mains , sur divers marchés où cette spéculation n'est point entrée. Ce fut dans ce même débat que Mylord North avoua que dans l'état actuel des finances de l'Angleterre , il étoit impossible qu'elle eût en réserve dans ses coffres , une somme de quatre à cinq millions sterling , qu'il appella *le nichet* , expression que je crois neuve en finances , & d'après laquelle il sera permis de dire que l'Angleterre *ne pond plus sur ses œufs*.

Mylord North eut occasion de parler de l'acte de Québec , dont la révocation est demandée avec instance , même par le Gouverneur Johnstone , un des Commissaires conciliateurs ; & il le justifia en disant , que cette loi étoit ce qu'on avoit pu faire de mieux pour amener par degrés un peuple tout françois à goûter la constitution angloise , puisque c'étoit le droit civil de France uni au droit criminel d'Angleterre. Sur l'article de l'accroissement de la dette , il soutint à M. Hartley qu'il ne seroit à la fin de l'année présente que de vingt trois millions sterling , quoique ce calculateur de l'opposition le por-

tât pour la même époque à trente-deux millions cinq cents mille livres, d'accord en cela comme sur bien d'autres points avec le Duc de Richmond.

LE 10, lorsque le bill concernant les Annuités demandées pour les Enfans du Roi & pour ceux du Duc de Gloucester eût été lu pour la première fois, le Lord North demanda qu'il en fût fait sur le champ une seconde lecture. Le Lord Irnham, beau-pere du Duc de Cumberland, s'y opposa, désirant qu'on procédât avec moins de précipitation dans une affaire où il s'agissoit de deshériter les Enfans du Prince de Brunswick & du Prince d'Orange, qui jusques à ce moment avoient été aux yeux du Parlement les plus proches héritiers collatéraux du trône, puisque la légalité des mariages des deux freres du Roi n'avoit pas encore été reconnue du Parlement. M. Rigby soutint que personne ne pouvoit douter de cette légalité, dont il avoit vu les preuves sur le Bureau du Conseil. Le Lord North insista pour que la seconde lecture se fît dans la même séance que la première, comme chose d'usage pour les affaires qui concernent la famille royale, afin que les suffrages parussent être unanimes; mais M. Wilkes arrêta la délibération par cette motion, » qu'il seroit demandé » communication des preuves dont le rapport avoit été fait au Conseil privé, pour » établir la légalité des deux mariages. «

Le Lord Irnham appuya la motion & insista pour que cette occasion fût saisie d'éclaircir & de lever tous les doutes que les Ministres en différens tems avoient affecté de jeter sur cette légalité. » Pourquoi, dit-il, » la Duchesse de Gloucester se trouvant » grosse, a-t-on fait proposer au Prince, de » consentir à un nouvel acte de célébration ? » Pourquoi un de ses enfans étant mort, la » sépulture des Rois lui a-t-elle été fermée ? » Pourquoi a-t-on manœuvré auprès des » Cours étrangères, pour que les honneurs » dus aux femmes de l'un & de l'autre, en » leur qualité de sœurs du Roi d'Angleterre, » ne leur fussent point rendus ? « Il insista sur la nécessité de ne rien faire qui pût porter ombrage au Prince de Brunswick dans un moment où l'Angleterre attendroit peut-être de lui seul son salut ? Il fit voir enfin que l'honneur des Duchesses leur faisoit désirer ardemment ces éclaircissemens. — La chaleur avec laquelle avoit parlé ce Député, faisant craindre qu'il ne portât plus de préjudice à la cause des Ducs qu'il ne lui feroit de bien, M. Thomas Townshend, M. Walpole, & le Chevalier James Lowther se réunirent pour obtenir de M. Wilkes de retirer sa motion, ce que ce Député accorda à leurs instances ; & sur l'engagement que prit le Chevalier Lowther, que l'état des deux Duchesses feroit assuré par un Arrêté parlementaire, propre non-seulement à satisfaire toute la nation, mais à

cclxxxviii] AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
mériter ses plus sinceres applaudissemens. —  
Cet obstacle levé: on fit la seconde lecture  
du bill.

La Chambre s'étant formée en Comité,  
pour délibérer sur l'état de la nation, M. Po-  
wis, Député de Northamptonshire, entreprit  
de faire voir à la Chambre que, dans l'épuise-  
ment où étoient les finances du Royaume, &  
aux approches d'une guerre avec la France,  
il devenoit indispensable de traiter de la paix  
avec l'Amérique. Il se montra convaincu,  
qu'après les efforts prodigieux qu'elle avoit  
faits pour obtenir sa liberté, elle ne consenti-  
roit jamais à se remettre au pouvoir d'aucun  
Ministre, & qu'elle ne voudroit entendre  
parler de traiter avec l'Angleterre que sur le  
pied de l'indépendance: de là, il conclut  
que c'étoit une folie, même d'envoyer des  
Commissaires, dont les pouvoirs ne s'éten-  
droient pas jusqu'à traiter avec les Américains  
comme avec des peuples indépendans; & il  
observa que le Royaume étant obéré par une  
dette énorme, l'envoi de ces Commissaires,  
sans les pouvoirs suffisans, étoit une dépense  
très-considérable dont on devoit le soulager.  
Il proposa donc que pour obtenir la paix, de-  
venue aujourd'hui si nécessaire, il convenoit  
que le Parlement donnât plus d'étendue aux  
pouvoirs des Commissaires, & qu'ils fussent  
autorisés à déclarer que l'Angleterre recon-  
noîtroit que l'Amérique étoit en possession  
absolument & pour toujours de l'indépen-  
dance.

dance. Cette motion fut soutenue par M. Fox, & combattue par M. Pulteney, & par le Gouverneur Johnstone. ( Celui ci est un des trois Commissaires.)

M. Henri Dundas, ( autrement appelé *Henri Famine*, pour avoir donné le conseil d'*affamer* l'Amérique par le Bill prohibitif de tout commerce, ) s'éleva avec la dernière violence, contre cette proposition, qui tendoit, dit-il, à couvrir d'infamie la Grande-Bretagne, en déclarant à tout l'univers, qu'il lui étoit impossible de réduire un peuple, dont l'existence étoit l'ouvrage de ses mains. Il soutint que si les offres contenues dans les Bills conciliatoires, ne suffisoient pas pour ramener ces rebelles au sentiment de ce qu'ils doivent à leur patrie, il falloit que la Grande-Bretagne fit voir qu'aucune Puissance au monde n'étoit capable de lui faire la loi, & que ce refus insultant de ses enfans rebelles, suffiroit pour ranimer en elle une indignation & un courage, qui triompheroient des efforts réunis de toute la terre. Ce fier Ecoffois, ( il est député de la Ville d'Edinbourg, & Lord-Avocat d'Ecosse, ) déclara qu'il sentoît son sang bouillir dans ses veines à l'idée seule que sa patrie pourroit abandonner une juste cause, & renoncer à un grand empire par l'impossibilité de faire valoir ses droits.

M. Fox, qui lui répliqua, entreprit de démontrer par les plus solides raisons, & avec une chaleur vraiment patriotique, la nécessité

impérieuse de la motion proposée. Il fut combattu à son tour par le Lord Mulgrave, à qui répondit M. Burke. Celui-ci après avoir analysé le discours du député écossais, & en avoir montré tout le vuide, par la réalité de la détresse de la nation, insista de toutes ses forces pour que la motion fût approuvée. Le lord North parla, M. Dunning lui répondit, & la motion fut rejetée sans qu'on jugeât nécessaire de compter les suffrages. — Mylord North fit entendre dans sa réponse, qu'il regardoit la guerre comme inévitable. C'est vraisemblablement ce qui a fait de nouveau baisser les fonds.

Le 13, il y eut de violens débats dans la Chambre des Communes sur les entreprises de fournitures pour l'armée & la marine. Le Chevalier Philipp Jennings Clarke (député de Totness Comté de Dévon) demanda qu'il fût porté un Bill pour empêcher que les membres du Parlement pussent, par eux-mêmes ou par des prête-noms, faire des marchés avec la Trésorerie, la marine, l'artillerie, ou d'autres départemens de l'administration, à moins que ces marchés ne fussent passés publiquement. — Il fit voir que nombre de ces marchés avoient été donnés secrètement par les ministres, & avec des profits usuraires, à des députés qui étoient devenus par ce moyen les vils dépendans de la Cour; la motion fut appuyée par le Colonel Barré. Celui-ci démontra l'avantage que trouveroit l'administration à prendre ses fournitures de la première main,

étant d'ailleurs ridicule, que ce fût un marchand de drap qui eût l'entreprise des souliers, un marchand de bois, celle du Rum, & un banquier, celle des salaisons. Il exprima le désir de voir dans la Chambre, non seulement moins d'entrepreneurs, mais aussi moins de militaires, les uns & les autres étant également à la merci des ministres. « J'avoue, dit-il, que je suis fâché d'être du Comité des 21 pour l'examen des extraordinaires de l'armée. Je voudrois en être dehors, sans manquer à la Chambre : ce n'est pas que mes bras, mes jambes, ou ma tête, y courent aucun risque. Mais j'y perdrai tout ce que je puis y perdre, de tems en tems mon dîner. » Il poursuivit ainsi : « J'avoue que toutes nos appréhensions relativement aux abus, sont mal fondées, tant que le Ciel nous conserve un ministre de la Trésorerie comme celui que nous avons, vigilant, actif, prudent, attentif, honnête, désintéressé, habile, mais c'est une faveur que la Providence n'accorde qu'une fois dans un siècle, & il peut venir un tems où le premier Lord de la Trésorerie aura tous les vices opposés, où il sera négligent, imprudent, paresseux, inattentif, inepte, & tout ce qu'on peut dire hormis frippon. C'est alors qu'il nous faudra user de la plus grande surveillance.

Le Lord North pria la Chambre de suspendre son jugement sur le marché pour le transport des trois cents mille guinées en Amérique, sur lequel on prétend que M. l'Aldet-



man Hartley a gagné 34,500 liv. st. — Il assura en même tems qu'il y avoit des marchés qui ne pouvoient point être rendus publics. Sur cette assertion du Ministre, M. Thomas Townshend lui observa qu'il falloit passer les marchés de cette espece avec des gens qui ne fussent point membres de la Chambre. Il forma le même vœu que le Colonel Barré concernant les militaires, & cita l'exemple d'un d'entre eux, (le montrant presque au doigt,) à qui sa commission avoit été retirée, parce qu'il avoit voté contre l'ordre du Ministre. —

Ce trait hardi encouragea le jeune Lord George Gordon à former une accusation grave contre Mylord North, en qualifiant de marchés *infâmes* certaines affaires dont ce Lord s'étoit mêlé. —

Le Lord North répondit avec beaucoup de sang-froid, que c'étoit un langage tout neuf pour lui : qu'il étoit accoutumé à s'entendre qualifier d'obstiné, d'imbécille, d'inepte aux affaires, mais que c'étoit la première fois qu'on avoit osé lui reprocher une *bassesse*.

Le Lord Irnham entreprit de faire voir au jeune Lord Gordon, qu'il avoit manqué à toutes les regles de l'honnêteté en outrageant ainsi le premier Ministre; mais ce Lord soutint qu'il étoit fondé dans ce qu'il avoit avancé; & pour se justifier, il apprit à la Chambre, » qu'il n'eût tenu qu'à lui d'avoir un



ET DE L'AMÉRIQUE. ccxciiij

emploi (a) de mille livres sterling de revenu, suivant l'offre que le Ministre en avoit faite au Duc son frere, s'il eût voulu quitter sa place dans la Chambre pour qu'une créature du Ministre pût y être élue. «

Le Lord North se leva de nouveau pour prier la Chambre de ne plus s'occuper de cette querelle qui devenoit une affaire personnelle pour lui : mais l'Orateur exigea du jeune Lord de se rétracter, ce qu'il fit non sans beaucoup de peine.

La motion de M. Clarke passa, avec quelques modifications, à la faveur de ce qu'un grand nombre des Députés étoient sortis pour aller dîner, & Mylord North se trouva dans une minorité de 21 contre 57, pluralité 36.

Je vous ai annoncé, Monsieur, pour l'ordinaire de ce jour, l'arrêté du Congrès relatif à l'armée du Général Burgoyne. Ce morceau vous donnera sûrement la plus haute idée de la sagesse, de la fermeté, ainsi que des lumières de cette auguste assemblée. Pour moi j'y vois un exemple digne de faire autorité dans tous les cas semblables, qui s'offriront entre les nations civilisées, & un monument dont cette République naissante pourra s'honorer à jamais.

---

(a) C'étoit la Vice-Amirauté d'Ecosse.

*En Congrès le 8 Janvier 1778.*

Le Comité chargé de l'examen des Lettres que se sont écrites le Général Heath & le Général Burgoyne , ainsi que de celle du Général Burgoyne au Général Gates , ayant fait son rapport , & ledit rapport pris en considération , le Congrès a délibéré ainsi qu'il suit,

#### R A P P O R T .

» Le Comité a examiné avec une mûre attention la convention faite à Saratoga entre le Major Général Gates & le Lieutenant Général Burgoyne au mois d'Octobre dernier ; & il lui paroît que quantité de boîtes à cartouches & plusieurs autres articles d'équipement militaire à l'usage des bas Officiers & des Soldats dans l'armée du Général Burgoyne , n'ont pas été remis , quoique , conformément à l'esprit de la convention & à l'interprétation technique du mot *armes* , ils eussent dû l'être. Cette opinion est fondée , non-seulement sur le jugement des Publicistes les plus renommés , mais aussi sur l'interprétation & l'usage admis par les Officiers Britanniques dans des cas semblables , qui ont eu lieu pendant la présente guerre , particulièrement dans la Capitulation du Fort Saint Jean , du 2 Novembre 1775. «

» Le Comité pense qu'il y a tant d'autres

circonstances dans la remise des armes & des munitions militaires, lesquelles donnent fortement lieu à soupçonner que la convention n'a pas été remplie strictement de la part du Général Burgoyne, ainsi qu'elle eût dû l'être, suivant le vrai esprit & l'intention des Parties contractantes, & qu'on a eu précédemment tant d'exemples de fraude dans la conduite de nos ennemis, que le Congrès, quoiqu'attentif à éviter jusqu'au soupçon de manque de bonne foi, est autorisé à prendre toutes les mesures qu'il jugera propres à assurer l'accomplissement de la convention, sans que cette précaution puisse impliquer aucune nouvelle condition, ni tendre à différer l'exécution de cette même convention. De cette nature est, au jugement du Comité, la résolution du Congrès du 8 Novembre dernier, qui ordonne au Général Heath » de faire prendre » par écrit le nom & le rang de chaque Officier » breveté, ainsi que le nom, le dernier domicile, la profession, la taille, l'âge, & autres » signalemens de tout Officier non breveté & » simple Soldat, comme aussi de toutes autres » personnes comprises dans la convention de » Saratoga, «

» Un tel Arrêté n'a point pu être envisagé comme établissant aucune nouvelle condition, puisque c'est seulement une précaution résultant naturellement des articles de la convention dont le parti qui a eu la supériorité a droit de se prévaloir, & que l'on pourroit jus-

ratifier strictement, quand même on n'eût eu aucun soupçon légitime de manque de bonne foi, de la part du parti qui a été forcé de céder. L'opinion du Comité est que les raisons sur lesquelles le Général Burgoyne refuse d'acquiescer à cette résolution du Congrès ne peuvent point être appliquées au cas dont il s'agit, & le Comité demande la permission d'observer que ce Général est mal fondé à citer pour exemple la conduite du Chevalier Guy Carleton & la sienne propre relativement aux prisonniers relâchés du Canada au mois d'Août 1776. En effet, quoiqu'il ait déclaré expressément le contraire dans sa lettre du 23 Novembre dernier au Général Heath, il paroît par la liste originale des prisonniers relâchés du Canada, laquelle est jointe au présent rapport, que les Provinces, Comtés & Villes auxquels appartenoient les prisonniers relâchés, étoient placés vis-à-vis de leurs noms respectifs, & que pour plus grande sûreté du parti qui avoit eu l'avantage ces détails avoient été signés par les prisonniers respectifs. En conséquence, le Comité ne peut point s'empêcher d'envisager le refus que fait le Général Burgoyne de donner des listes détaillées des Officiers non brevetés & des soldats de son armée, rapproché de la conduite précédente de ce Général & de son assertion mal fondée dans la présente occasion, comme un juste sujet d'inquiétude, sur-tout, si l'on considère que neuf jours avant de notifier ce

refus, il avoit, sans alléguer aucune juste cause, déclaré dans une lettre au Général Gates, que la foi publique engagée dans la convention de Saratoga avoit été violée de la part des Etats-unis. «

» Cette imputation d'une violation de la foi publique, est d'une nature très sérieuse; elle présente des suites allarmantes & mérite d'autant plus d'attention, qu'elle n'a pas été lâchée dans la chaleur d'une contestation, ni n'est provenue d'un emportement soudain, mais qu'elle a été exprimée par le général Burgoyne comme un acte de jugement réfléchi, mise par écrit & envoyée au Général avec lequel il avoit fait la convention; & si on peut ajouter foi à ce que le Général-Burgoyne a dit de lui-même dans sa lettre du 23 Novembre au Général Heath, on ne peut point lui supposer un caractère assez léger pour avoir agi dans une affaire d'état aussi sérieuse d'après un premier mouvement de vivacité «.

» Le motif de son imputation est que les Officiers compris dans la convention, depuis leur arrivée dans la Baye de Massachusett, n'ont pas eu des quartiers convenables à leurs rangs respectifs; mais à ce sujet si on considère l'arrivée soudaine & inattendue d'un corps de troupes si nombreux, le concours des étrangers dans Boston & dans ses environs, la dévastation & la destruction occasionnées par l'armée Britannique, bloquée peu de temps auparavant dans cette

## CCXCVIij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Ville, & par l'armée Américaine qu'il y avoit tenue assiégée : si on se rappelle que les Officiers ne devoient point être séparés de leurs Soldats , & que les troupes ne pouvoient point être cantonnées avec la même facilité dans aucun autre endroit , au dedans des limites désignées & exprimées dans la convention , puisque dans aucune autre partie de cet état il n'y avoit un nombre suffisant de baraques ; le Comité prend la liberté d'observer que si par toutes ces circonstances inévitables & plusieurs autres, il a pu se faire que le logement du Général Burgoyne & de ses Officiers n'ait point été tel que le public l'auroit pu desirer ou plus au gré de ce Général ; cependant l'imputation qu'il fait d'une violation de foi publique à ce sujet n'est justifiée , ni par la lettre des articles préliminaires convenus entre lui & le Général Gates le 14 Octobre , ni par l'esprit de la convention signée le 16 du même mois , puisque l'examen de ces articles fera voir que la stipulation concernant les quartiers des Officiers n'a pas dû être entendue dans le sens rigoureux que le Général Burgoyne affecte de lui prêter , mais qu'au contraire » on y a consenti autant que les circonstances le permettoient «.

» Le Comité s'abstient de péser sur la tentative faite par l'ennemi pour obtenir qu'on changeât le lieu de l'embarquement , & faire substituer au port de Boston celui de Rhode-

Island ou le *Sound* qui est si proche de celui de New-York, lequel *Sound* est actuellement en sa possession aussi bien que le port de Rhode-Island. Il n'appuie pas non plus sur le nombre des vaisseaux visiblement insuffisant (n'y ayant eu que vingt six bâtimens de transport envoyés à Rhode-Island, ainsi qu'il paroît par une lettre du Général Pigot au Général Burgoyne en date du 5 Décembre) pour une armée consistant en 5,642 hommes qui devoit passer en Europe en Hyver ; ni enfin sur ce qu'il n'étoit point probable que l'ennemi fût en état d'avitailler en si peu de tems une pareille flotte & une pareille armée pour un si long voyage ; puisque la déclaration du Général Burgoyne, que la foi publique avoit été violée, est suffisante par elle-même pour que le Congrès soit autorisé à assurer l'accomplissement de la convention par toutes les mesures que le droit des gens peut permettre d'après une semblable conduite «.

» Tels sont les faits & les opinions que dans une matiere d'une si grande importance pour l'honneur & la sureté de ces Etats, le Comité a cru de son devoir de rapporter au Congrès. Considérant donc que le Général Burgoyne n'a point rempli complètement la convention de Saratoga, spécialement en ce qu'il n'a point remis les boîtes à cartouches & équipemens ; qu'il a accusé expressément & sans juste fondement les Etats-unis

### CCC AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

d'une violation de foi publique ; qu'en conséquence d'une telle déclaration faite tandis qu'il est encore en notre pouvoir , il peut se croire lui & l'armée à ses ordres dispensé de la convention , & qu'il se peut , que ce soit sur ce motif qu'il ait refusé de consentir à une chose qui résulteroit naturellement de la convention , & qui tendoit uniquement à faire craindre à ses Officiers & Soldats de manquer aux termes de cette même convention , & considérant en outre que vû la distance entre l'Amérique & la Grande - Bretagne , il n'est pas possible de s'entendre sur ces différens dans un espace de tems raisonnable avec le Souverain de l'Etat au nom duquel cette convention a été faite , & que les opérations de l'armée du Général Burgoyne en Amérique , non-seulement détruiroient l'objet principal de cette convention , mais deviendroient extrêmement préjudiciables aux intérêts de ces Etats , le Comité soumet le tout aux lumières du Congrès pour qu'il prenne telles mesures qu'il jugera correspondre à la sûreté & à l'honneur des Etats-unis.

Sur quoi le Congrès a pris les résolutions suivantes :

#### *Arrêté*

Qu'attendu que quantité de boîtes à cartouches & divers autres articles dépendans de l'équipement militaire des Officiers non brevetés , & des Soldats compris dans la convention de Saratoga , n'ont pas été



remis, la convention n'a pas été remplie strictement de la part de l'armée Britannique.

*Arrêté*

Que le refus du Lieutenant-Général Burgoyne de donner des listes détaillées des Officiers non brevetés & des Soldats de son armée, à la suite de la déclaration par lui faite que la foi publique avoit été violée, est envisagé par le Congrès sous un point de vue allarmant, puisque son acquiescement à la résolution du Congrès à cet égard n'auroit pu être préjudiciable à cette armée que dans le cas d'une infraction de sa part à la convention.

*Arrêté*

Que l'imputation faite par le Lieutenant-Général Burgoyne dans sa lettre du 14 Novembre au Major général Gates, d'une violation de foi publique de la part des Etats-unis, n'est appuyée sur le vrai sens d'aucun des articles de la convention de Saratoga, & que cette imputation est un fort indice de son intention, & donne tout lieu d'appréhender qu'il ne veuille se prévaloir de cette prétendue violation de la convention, pour se dispenser lui & l'armée à ses ordres de l'obligation où ils sont vis-à-vis des Etats-unis, & que par-là se trouve détruite la sûreté que ces Etats avoient dans son honneur personnel.

## **ccij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE**

*Arrêté en conséquence :*

Que l'embarquement du Lieutenant Général Burgoyne, & des troupes sous son commandement, demeurera suspendu jusqu'à ce que la Cour de la Grande-Bretagne ait fait notifier formellement au Congrès une ratification claire & expresse de la convention de Saratoga.

Par ordre du Congrès.

Henri LAURENT, Président.

*Contresigné* Charles THOMSON, Secrétaire.

*P. S. du 17 Avril.*

LE Roi s'est rendu hier 16 à la Chambre des Pairs, où il a donné son consentement aux divers Bills qui étoient en état. La Chambre s'ajourna ensuite au Mercredi 29 Avril, jour qui a pareillement été choisi par la Chambre des Communes, pour reprendre ses délibérations après les vacations des fêtes. On doute que la prorogation ordinaire du Parlement ait lieu cette année ; il paroît plus vraisemblable qu'il ne prendra de relâche que par des ajournemens d'une courte durée. C'est non-seulement la crise actuelle des affaires qui fait conjecturer que cela se passera ainsi, mais il y a encore une autre raison non moins plausible, je veux dire l'embarras où doivent être les ministres pour rédiger le dis-

cours par lequel il faudroit que le Roi fît la clôture de la session.

Il est statué par le Bill pour assurer la subsistance des enfans & neveux du Roi, qu'il sera fait à chacun des Princes ses fils un revenu de dix mille livres sterling par année, & six mille livres à chacune des Princesses; le fils du Duc de Gloucester aura huit mille liv. & la Princesse sa fille quatre mille.

Il a été fortement question dans la chambre des Communes le 14 du changement de la forme de Gouvernement donnée au Canada, par l'acte de Quebec. La motion portée à cet effet par le Chevalier George Saville a été rejetée par 56 voix contre 54 : pluralité 2.

Les débats du 15, dans la même Chambre, ont roulé sur les secours annuels que le Gouvernement a accordés aux personnes qui ont souffert dans leurs biens par la rébellion de l'Amérique, secours qui de 30,000 l. st. sont montés à la somme de 56,000 l. Le Colonel Barré avoit demandé que les noms de ceux qui sont ainsi assistés par la Nation fussent produits devant la Chambre, tandis qu'elle étoit occupée de vérifier l'utilité de la plupart des dépenses publiques; mais le Ministre intéressa l'humanité de la Chambre en leur faveur, en faisant voir les divers inconvéniens qui résulteroient de cette publication, au préjudice de quelques-uns d'eux qui s'étoient sacrifiés pour l'Etat; & sur la

promesse qu'il fit de distribuer ces graces d'une main plus économe, la motion fut retirée.

Le 16 au matin, le Comte de Carlisle, M. Johnstone, Capitaine des Vaisseaux du Roi, ci-devant Gouverneur de la Floride, & M. Eden, Sous Secrétaire d'Etat au Département du Nord, nommés par Lettres-Patentes avec le Chevalier Howe & le Lord Howe, pour traiter, délibérer & convenir sur les moyens de faire cesser les désordres actuellement subsistans dans certaines des colonies, plantations & provinces de Sa Majesté en Amérique, se sont embarqués à Portsmouth sur le Vaisseau *le Trident* de 64 canons, qui s'est rendu aussitôt à la rade de Sainte-Hélène, où il n'attendoit que le premier vent favorable pour appareiller. — On sait que M. Jackson avoit été choisi par la Cour avant M. Johnstone, mais que des raisons particulières ont donné lieu à ce changement. Les véritables avoient été jusqu'ici ignorées du Public, qui auroit perdu beaucoup à ne pas les savoir, car elles ont été trouvées très-divertissantes. Ce M. Jackson avoit déclaré, dit-on, qu'il n'iroit point en Amérique, si on ne lui permettoit pas de se faire accompagner de sa femme. Celle-ci ne vouloit point absolument partir sans son enfant. Jusques là on ne désespéroit point de s'arranger; mais l'enfant demandoit sa bonne, & celle-ci avoit besoin du consentement de son mari, qui se trouvoit être

être cocher de Milord North. M. de la Bride, bonne tête de cocher, avoit imaginé que ce pouvoit être pour lui un petit moyen de fortune; & il insistoit pour que son maître lui assurât, sur les meilleurs fonds de l'Echiquier, une pension de quatre cents livres sterling sa vie durant, pour le consoler d'une si douloureuse séparation.

Malheureusement pour lui & pour le bien que M. Jackson auroit pu faire à la cause de la Grande Bretagne, il s'est passé, dans l'intervalle des diverses conférences ministérielles qui se sont tenues à ce sujet, plusieurs scènes des plus scandaleuses dans le Parlement, où l'on a reproché aux Ministres l'énorme prodigalité avec laquelle ils dissipoient les trésors de l'Etat. M. Jackson qui a craint d'exposer ses protecteurs à de nouveaux reproches, a pris tout d'un coup le généreux parti de renoncer à sa mission. On assure que le Cocher a été renvoyé pour avoir bû : suivant lui, c'est pour avoir jasé; un Cocher est bien capable de l'un & de l'autre.

Chacun des cinq Commissaires reçoit en présent de la Cour une vaisselle d'argent. La dépense des cinq services complets s'est montée à cinq mille livres sterling. Ce n'est qu'un cinquième de ce que l'Etat dépensera pour enrégimenter la milice.

Mylord Germaine a reçu des nouvelles très fraîches de Philadelphie, par le vais-

cccvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

seau de transport l'Aigle qui est sorti des caps du fleuve Delavare le 17 de Mars. Les fonds publics n'ayant fait appercevoir par aucun mouvement, comment les Ministres avoient pu être affectés de ces nouvelles, le Public s'est décidé à croire le bruit qui se répand depuis quelques jours, que le Général Howe n'attend que le retour du Lord son frere, & des bâtimens que ce Lord avoit menés à Rhode-Island dans l'espoir d'y embarquer l'armée du Général Burgoyne. Aussi-tôt qu'ils seront arrivés, il fera passer en Angleterre, sur ces mêmes bâtimens, tous ses malades & blessés qui sont au nombre de trois ou quatre mille hommes, & il évacuera Philadelphie où il ne s'est soutenu qu'avec les plus grandes peines pendant tout cet hyver, pour aller joindre avec son reste d'armée celle du Général Clinton dans la Nouvelle-Yorck où il attendra les ordres de la Cour qui, dit-on, se propose de l'envoyer au Canada.

Douze vaisseaux de ligne, des trente assemblés à Spithead, doivent former une escadre qui partira incessamment sous les ordres d'un Amiral & de deux Vice-Amiraux, pour aller observer les mouvemens de celle qui s'équipe à Toulon, & dont M. le Comte d'Estain a pris le commandement. Six autres partiront vers le même tems pour les Isles de l'Amérique, qu'on croit menacées de quelque entreprise de la

part des François; & il en partira deux avec trois frégates, pour ramener en sûreté de l'Isle Sainte Hélène la flotte des vaisseaux de l'Inde.

ON vient de me faire lire, Monsieur, un quatrain en vers latins sur l'alliance conclue entre la France & les Etats-Unis d'Amérique. Il me paroît que l'idée en est heureuse, ainsi que l'expression. Je souhaite que vous en portiez le même jugement. Mais vous ferez toujours bon gré à l'Auteur de son zèle. C'est M. Peusqueurs, premier Commis du Bureau de la poste de Dusseldorf.

*Regna alii acquirant, acquirant oppida et urbes,  
Acquis mundos, tu LODOICE novos.*

*Major Alexandro es, lacrimas qui moverat illi  
Mundus, opem implorat, Rex LODOICE tuam.*

Me permettez-vous d'y joindre un essai de traduction? Je dis un essai, parce que vous savez combien il est difficile que la précision du latin passe dans notre langue.

» Que d'autres reculent les limites de leur Empire: qu'ils acquierent de nouvelles Villes & de nouveaux Etats; pour toi, Louis, c'est d'un monde entier que s'accroît tout-à-coup ta puissance. Tu l'emporte sur Alexandre: ce Conquérant pleura de ne point trouver l'hémisphère qui veut aujourd'hui tenir de toi son bonheur «.

# cccviij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

## PRISES FAITES A LA MER.

### Vaisseaux pris par les Anglois.

Noms ou désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus, &c.
<i>Le Prospecl.</i>	Caroline Mérid. avec riz, indigo & tabac.	Pour France.	Mené à Halifax en Nouvelle-Ecosse.
<i>La Lady Elisabeth.</i>	Martinique, draps & baloteries.	Caroline.	Mené à New-York.
<i>La Louise, Cap. westmann.</i>	Nantes, avec 1,100 barils de salpêtre & de poudre.	Guadeloupe.	Mené à Guernsey.
Un Vaisseau.	Caroline Mérid.	Nantes.	Pris par le <i>Be-lour</i> de New-York & envoyé à la Jamaïque.
<i>Le Hanach.</i>	Caroline Mérid.	Nantes.	Mené à la Jamaïque.
Un gros Brigantin	Caroline Mérid.	Nantes.	Mené à Tabago.
<i>Le Trubleue, Contaire.</i>	.....	.....	Pris par le vaisseau de guerre l' <i>Apolo</i> , & mené à Halifax.
<i>Le Betty.</i>	.....	Pour les Isles.	Repris & envoyé à Halifax.
<i>Le Lightfoot.</i>	Caroline Mérid.	Nantes.	Mené à Saint-Augustin.
Deux vaisseaux	estimés chacun 2,000 liv. sterl.	.....	Pris par le <i>Levant</i> , lettre de marque, & envoyé à Saint-Christophe & à la Jamaïque.



# ET DE L'AMÉRIQUE. CCCIX

Noms ou désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus, &c.
Le Molly, Cap. Tabey. . . . .	Nouvelle Angleterre, chargé de poisson, de farine & de bois.	St. Domingue.	Pris par le Gallicia, & mené à Plimouth.

Le Jeudi 2 Avril, les ordres ont été envoyés de Dublin dans tous les ports d'Irlande, d'arrêter tous les vaisseaux François ou autres appartenans à aucuns ports de France ou destinés pour ces ports.

## Vaisseaux pris sur les Anglois.

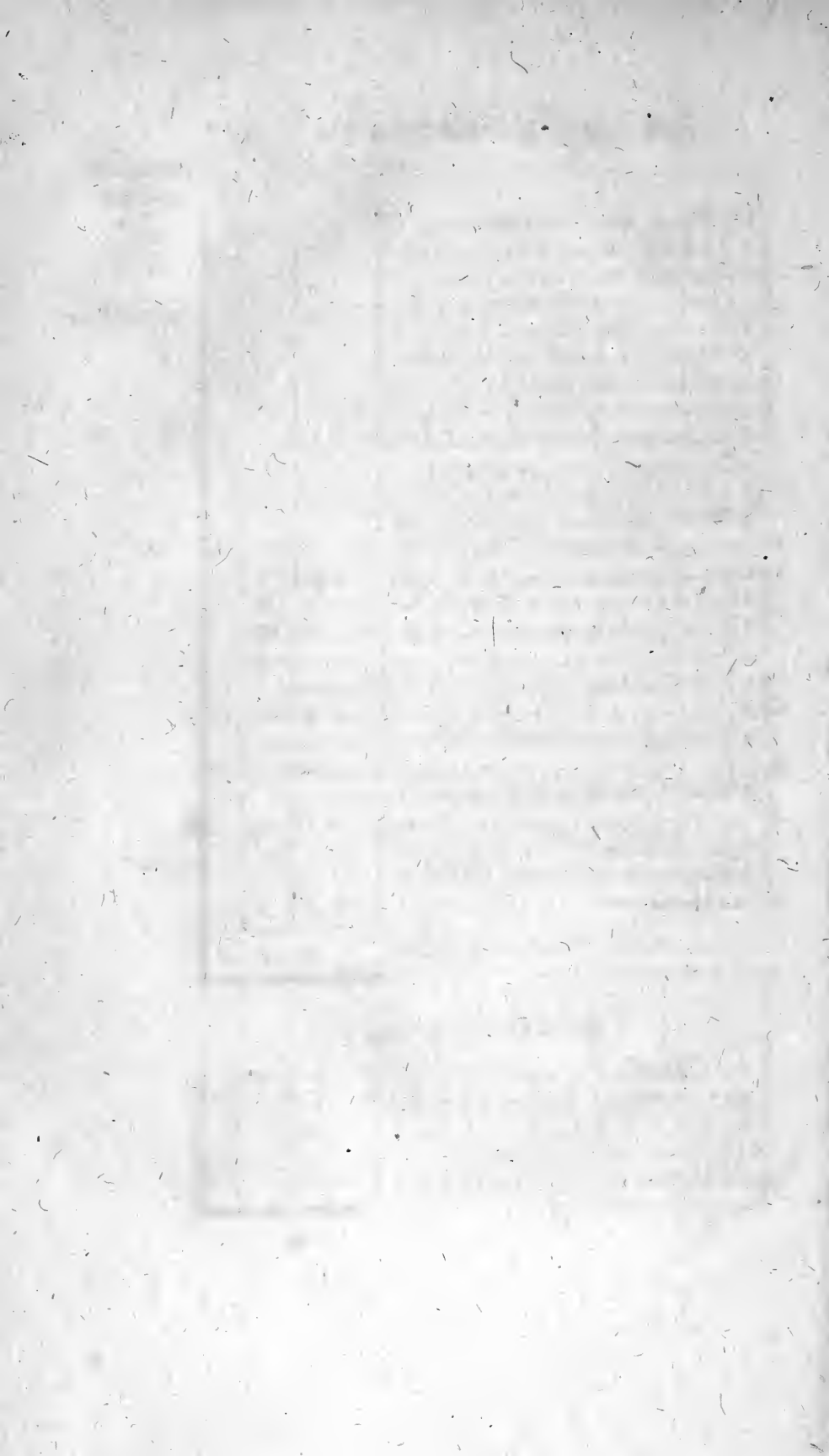
Le Défiant. . .	{ D'Afrique, avec 300 Noirs. }	. . . . .	{ Pris par le Corsaire l'Expériment, de 18 canons, & mené à la Martinique.
Six bâtimens charbonniers. . . .	{ De Sunderland. }	. . . . .	{ Saïs à Dunkerque
Deux bâtimens. . . . .	. . . . .	. . . . .	Saïs à Boulogne.
Trois bâtimens, dont la Minerve. }	De Limerick.	Bordeaux.	Saïs à Bordeaux.
La Rose, bâtiment de transport }	. . . . .	. . . . .	{ Pris & brûlé par les Américains sur la riviere Delaware.
Le Garland. . .	Des Isles du Vent	A S. Augustin.	Mené à Charles-Town.
Le Kitty. . . .	New-York,	Illes du Vent.	{ Pris par le Corsaire l'Aigle, de 12 canons & mené à Boston.

# CCCX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus &c.
Trois vaisseaux.	De Madere avec du vin.		Pris par six Corsaires Américains qui croisent dans ces parages.
Le Corsaire le <i>Hawke</i> . . . . .	De Guernsey & croisant trop près de la côte de France.		Pris par la frégate Française l' <i>Oiseau</i> , & mené à l'Orient.
Le <i>Sarah</i> . . . . . L' <i>Anne</i> . . . . .	De Newcastle.	Pour Gibraltar & Malaga.	Pris & conduits à Salem.
Le <i>Railton</i> , Cap. Waist. . . . .	D'Afrique, avec 200 Noirs.	Pour les Isles Angloises.	Conduit à la Martinique.
L'expériment Cap. Léman. . . . .	Isles Angloises.	New-York.	Mené à la Martinique.
Le <i>New-Tower</i> , Cap. Casteens. . . . .	Isles Angloises chargé de rum.	New-York.	Pris par le Corsaire le <i>Hawke</i> & envoyé à Boston.
Le <i>Lancashire</i> , Cap. Jonas. . . . .	.....		Envoyé à la Martinique.
Le <i>Martha</i> , Cap. McIntosh. . . . .	Londres, effets & provisions pour la valeur de 75,000 liv. sterl.	New-York.	Pris par le <i>Boston</i> , frégate de 32 canons & 170 hommes sur lequel étoit John Adams, Député en France.

F I N.





Par jour.				1776.
#	℔	d.		
Directeurs des Hôpitaux.....		18		Mai Juin & Juillet.
4 Chirurgiens à 6 ℔.....	1	4		
1 Apothicaire.....		6		
2 Garçons & un Commis à 3 ℔.		9		
1 Commissaire général.....		12		
2 Majors généraux sous les ordres du Commandant en chef à 1 ℔. 4 ℔. 9 d.	2	9	6	
4 Aides de camp à 4 ℔. 6 d.....		18		
6 Brigadiers généraux à 18 ℔. 9 d.	5	12	6	
1 Ingénieur.....		9		
4 Sous-Ingénieurs à 4 ℔. 6 d..		18		
4 Majors généraux Commandans des armées séparées, à 4 ℔. 6 d. chacun.....	9	18		
8 Aides de camp à 4 ℔. 6 d....	1	16		
8 Majors de Brigades à 4 ℔. 6 d.	1	16		
4 Secrétaires à 4 ℔. 9 d.....		19		
4 Sous Adjudans généraux, à 9 ℔. 4 ½.....	1	17	6	
4 Sous Quartiers-Mâtres généraux à 6 ℔.....	1	4		
4 Sous Commissaires généraux à 6 ℔.....	1	4		
8 Sous Ingénieurs à 4 ℔. 6 d....	1	16		
9 Brigadiers généraux à 18 ℔. 9 d. ....	8	8	6	
<b>TOTAL...</b>	<b>45</b>	<b>17</b>	<b>6</b>	

*Soixante Régimens.*

60 Colonels à 13 ℔. 6 d.....	40	10	
60 Lieutenans-Colonels à 9 ℔.	27		
60 Majors à 6 ℔.....	18		
540 Capitaines à 4 ℔. 6 d.....	121	10	
1080 Lieutenans à 3 ℔.....	162		

# 274 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Par jour.

1776.

Mai  
Juin  
&  
Juillet.

540 Enseignes à 2 f. ....  
2160 Sergens à 1 f. 3 d. ....  
2160 Caporaux à 1 f. 1 d. ....  
540 Tambours à 1 f. 1 d. & 540  
Fifres à 1 f. 1 d. ....  
30600 Soldats à 1 f. ....  
( Non compris les Aumoniers , les  
Chirurgiens & les aides Chirurgiens.)

# s d.

54		
135		
117		
58	10	
1,530		
2,263		

TOTAL....

*Camp volant.*

14 Colonels à 13 f. 6 d. ....  
14 Lieutenans - Colonels à 9 f..  
14 Majors à 6 f. ....  
128 Capitaines à 4 f. 6 d. ....  
256 Lieutenans à 3 f. ....  
128 Enseignes à 2 f. ....  
512 Sergens à 1 f. 3 d. ....  
512 Caporaux à 1 f. 1 d. ....  
256 Tambours & Fifres à 1 f. 1 d..  
8,692 Soldats à 1 f. ....

9	9	
6	6	
4	4	
28	16	
38	8	
12	16	
32		
27	14	8
13	7	4
434	12	
607	0	6

TOTAL....

*Brigade de Jersey.*

5 Colonels à 13 f. 6 d. ....  
5 Lieutenans - Colonels à 9 f..  
5 Majors à 6 f. ....  
42 Capitaines à 4 f. 6 d. ....  
84 Lieutenans à 3 f. ....  
42 Enseignes à 2 f. ....  
168 Sergens à 1 f. 3 d. ....  
168 Caporaux à 1 f. 1 d. ....

3	7	
2	5	
1	10	
9	9	
12	12	
4	4	
10	10	
9	2	



# 276 AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

1776.

Par jour.

		£	s	d.
Mai	Généraux & autres, 4,898 à 2			
Juin	£ 6 d. ....	612	5	
&	Bas Officiers & Soldats, 80,248			
Juillet.	à 10 d. ....	3,343	13	4
	Habillement pour l'armée du Con-			
	tinent, le camp volant & la Brigade			
	de Jersey, 49,248 hommes à 2 d.			
	par jour. ....	410	8	8
	<i>Dépense journaliere.....</i>	9,380	17	4

Ce qui sur le pied de 28 shellings d'Amérique pour une guinée, fait 7,035 l. 13 s.  $\frac{3}{4}$  d. sterl.

On ne comprend point dans ce compte les dépenses accidentelles de la Marine ni les extraordinaires des Guerres.

Ces comptes des armées Américaines ont été faits à la fin de Mai 1776. Lorsque le Congrès eut avis qu'on avoit ioué des troupes étrangères & que le Général Howe se proposoit de venir d'Halifax à New-York, il ordonna de porter le nombre des troupes du Continent à soixante & dix mille hommes. On envoya en même tems les rôles de revue des hommes à la minute (*celeres*). Ils montoient à cent quarante mille hommes.

## Etat de la Marine Américaine au mois de Mai.

Provinces.	Vaiffeaux.	Canons.
Massachuffets .....	21	de 10 à 40.
Idem.....	10	plus petits.
Nouvelle-Hampshire...	27	petits & autres.
Connecticut.....	37	ditto.
Rhode-Island.....	40	ditto.
New-York.....	50	de 10 à 40.



Provinces.	Vaiffeaux.	Canons.	
Maryland .....	15	de 10 à 30.	1776.
Idem .....	10	plus petits.	Mai
Penfylvanie .....	40	de 10 à 40.	Juin
Idem .....	50	plus petits.	&
Delavare .....	25	petits & autres.	Juillet.
Virginie .....	30	ditto.	
Caroline Septentrionale..	27	ditto.	
Caroline Méridionale ...	33	ditto.	
TOTAL.....			445

*Troubles dans la Nouvelle-York.*

Aux honorables repréfentans de la Province de la Nouvelle-York, afsemblés en Congrès Poyincial le 29 Mai.

Humble adrefse du Comité Général des Artifans en union, des Ville & Comté de la Nouvelle-York.

MESSIEURS,

» Nous, comme faifant partie de nos Conftituans & comme inviolablement attachés à notre malheureux pays, demandons humblement la permiffion d'élever aujourd'hui la voix jufqu'à vous qui êtes nos Repréfentans, & nous vous fupplions d'accueillir favorablement notre refpectueufe adrefse ».

» Lorsque notre idée s'arrête fur le Continent qui nous eft fi cher & où nous avons joui long-tems de la liberté civile & religieufe, Continent qui offre aux defirs de

1776.

Mai

Juin

&amp;

Juillet.

l'homme les plus riches productions multipliées encore par le commerce & l'industrie des Colons, nos âmes sont navrées de douleur en voyant aujourd'hui ce même Continent gémir sous les coups redoublés de l'oppression, de la tyrannie & de la mort ; mais lorsque nous portons un peu plus loin nos regards & que nous découvrons la verge de fer levée sur nous, lorsque nous voyons que cette verge est tenue par notre Souverain, que son serment & sa place obligeroient de nous soutenir & de nous défendre dans la paisible jouissance de tous les privilèges glorieux dont nous jouissons en qualité d'hommes libres, lui dont les possessions ont été conservées & enrichies par notre commerce, alors il ne nous est plus possible de garder le silence, ni de nous regarder plus longtemps comme Sujets d'un Prince qui ferme l'oreille à toutes nos pétitions, & qui, au lieu d'interposer son autorité Royale pour redresser nos griefs, semble tout au contraire prendre plaisir à notre destruction. Une année entière de meurtres & de désolation n'a pas suffi pour assouvir la rage d'un cruel ministère, il ne s'est pas contenté de brûler nos villes, d'enlever nos vaisseaux, massacrer nos précieux enfans de la liberté, de condamner à des larmes éternelles nos veuves & nos orphelins, en massacrant inhumainement les objets infortunés de leur plus tendre affection ; ce ministère impitoyable ne se

rallentit point dans son système de sang & d'atrocité, il continue de nous poursuivre le fer & la flamme à la main; & quels sont nos crimes? C'est parce que nous refusons de devenir ses esclaves & de nous laisser taxer sans notre consentement ».

1776.

Mai  
Juin  
&  
Juillet

» A ces causes, comme nous aimons mieux nous séparer de ces barbares opresseurs, que d'être liés plus long-tems avec eux; Nous, le Comité des Artisans en union, déclarons ici publiquement & pour nous, & pour nos Constituans, que si vous, Messieurs, de notre honorable Congrès provincial, vous jugez à propos d'ordonner à nos très-honorables Délégués au Congrès Continental d'user de tous les moyens possibles dans cette auguste assemblée pour que ces Colonies-Unies deviennent indépendantes de la Grande-Bretagne, cette démarche nous donnera la satisfaction la plus complète; & en conséquence nous vous faisons la promesse la plus solennelle de sacrifier tous nos biens, & de verser jusqu'à la dernière goutte de notre sang pour soutenir une résolution à laquelle nous attachons tout notre bonheur ».

Signé par ordre du Comité.

Lewis Thibou, Président.

A l'Assemblée des Artisans à New-York,  
le 29 Mai 1776.

Siv

1776.

*Etat de Boston.*Mai  
Juin  
&  
Juillet.

De Boston le 29 Mai. Par l'activité des habitans & de quelques Ingénieurs Prussiens, les fortifications de cette place seront sous peu de jours en état de n'en avoir rien à craindre de nos ennemis avec quelques forces qu'ils viennent l'attaquer.

Le Général Howe faisoit embarquer le 28 Mai à Halifax la plus grande partie de ses troupes, sans qu'on sçût encore à quelle expédition il les destinoit. Il n'y avoit rien à craindre pour Halifax de la part des Provinciaux, puisqu'outre que M. Howe l'avoit fait fortifier, il devoit y laisser une Garnison de 2000 hommes, sous les ordres du Général Major Massey, Officier aussi vaillant qu'expérimenté (les troupes sont restées long-tems à bord sans partir.

*Remerciemens du Général Howe pour les souscriptions faites à Londres en faveur des troupes.*

*Lettre du Général Howe à George Danheny, à Bristol. Halifax 29 Mai.*

J'ai eu l'honneur, Monsieur, de recevoir votre lettre du 17 Février, & je vous fais part de l'arrivée du vaisseau le *Renown*, fretté par la Société de Marine de Londres, dans des vues qui font autant d'honneur à la fidélité des souscripteurs, en leur qualité de sujets, qu'à leur bienfaisance comme

hommes. J'espère que la répartition de ce bienfait, par les Officiers généraux qui en sont chargés, remplira les intentions de nos bons amis de Bristol : le secours généreux qu'ils apportent à la partie souffrante des troupes qui sont sous mes ordres, doit pénétrer l'armée d'un sentiment si vif de ce qu'elle doit à son honneur & à sa patrie, que j'espère de ses efforts, que la rébellion fera bientôt supprimée.

Je ne puis terminer ma lettre sans vous remercier des expressions honnêtes & flatteuses dont vous avez bien voulu vous servir au nom du Comité, & sans vous assurer que je suis avec le respect le plus sincère, Monsieur, votre, &c.

WILLIAM HOWE.

*Difette dans les Isles Angloises.*

N°. I. Extrait d'une lettre datée des Barbades le 29 Mai.

Le peuple d'Angleterre aura peine à croire l'effet que l'interruption du Commerce Américain a produit ici & dans les Isles voisines. Ce n'est pas tant pour nous mêmes que pour nos esclaves qui peut-être seront morts de faim avant que nous puissions recueillir les grains que nous avons été obligés de semer. Rien ne peut égaler la perte que nous faisons par la privation des bois de l'Amérique.

1776.

Mai  
Juin  
&  
Juillet

1776.

Mai  
Juin  
&

Juillet.

Les douves & les lattes sont des articles considérables pour nous, sans parler de la quantité de melasse & de rum que ce commerce nous faisoit débiter.

N°. II. *Extrait d'une lettre de S. Christophe.*

La guerre civile d'Amérique nous réduit à une grande détresse. Les provisions fraîches sont si rares, que nous avons peine à trouver des vivres, & ceux que nous viennent sont d'une cherté si excessive, que si la guerre duroit encore long-tems, nous mourrions certainement de faim ou nous serions forcés de manger nos Negres.

N°. III. Toutes les provisions quelconques sont beaucoup plus cheres à la Barbade, qu'elles ne l'étoient pendant toute la guerre dernière, parce que les provisions ordinaires d'Irlande n'arrivent point à cause des enlevemens considérables qu'on y a fait pour l'Amérique.

Le continent Septentrional, qui fournissoit de la volaille aux Isles, a défendu tout commerce avec elles, ce qui a fait monter le prix d'une oie à 10 sols 6 den. au lieu de 12 à 18 den. Tout est haussé à proportion. Si le gouvernement n'y porte pas un prompt remède, il en résultera des suites affreuses.

La Barbade, selon les avis du 8 Mai, étoit dans un état qui faisoit tout craindre de la

fureur des Negres, puisque l'on n'avoit plus  
 de quoi les nourrir : déjà au commencement  
 d'Avril, l'on n'y vivoit depuis quelque tems  
 que de fèves gâtées & d'un reste de bled à  
 moitié corrompu, dont la quantité ne suffisoit  
 pas pour la substance de dix à douze jours.  
 Toutes les lettres des Antilles Angloises font  
 envisager les Colons, qui ci-devant nageoient  
 dans le luxe & la bonne-chere, effets de la  
 trop grande prospérité, comme essuyant au-  
 jourd'hui les plus tristes revers.

1776.

 Mai  
 Juin  
 &  
 Juillet.

N°. IV. Suivant une lettre de Kingston  
 dans la Jamaïque, les Isles de Montserrat &  
 de Nevis souffrent une grande disette de  
 provisions, & les Gouverneurs ont offert des  
 gratifications pour l'importation de la farine,  
 du pain, du bœuf, du beurre & divers autres  
 denrées.

N°. V. La défense faite par le Congrès  
 général, de ne rien exporter des Colonies  
 pour les besoins des Domaines de la Cou-  
 ronne a sur-tout été funeste aux Bermudes.  
 Ces Isles recevoient auparavant avec tant  
 d'abondance & à si bon marché, tout ce qui  
 pouvoit être nécessaire à leurs besoins,  
 qu'on y avoit discontinué d'employer les  
 Negres à cultiver des denrées de premiere  
 nécessité. Dans les mois d'Octobre & de  
 Novembre 1775, on fut obligé d'y semer  
 des grains pour suppléer aux secours dont

1776

Mai

Juin

&amp;

Juillet.

on alloit manquer ; mais les ouragans , la sécheresse & le vent , fléaux auxquels ce pays est très exposé chaque année , ont privé les habitans de ces Isles du fruit de leurs travaux , & la famine les désolé aujourd'hui. Les fâcheux effets de cette prohibition s'étendent aussi sur toutes les autres Isles Angloises. A Saint-Vincent , les vivres sont à un prix exorbitant , & il est fort à craindre , si on n'y envoie pas plus régulièrement des provisions , que les Negres qui souffrent depuis long-tems de cette cherté , ne finissent par se révolter.

*Prises de Vaisseaux Américains par l'Escadre de la Jamaïque.*

Le Vice - Amiral Young a écrit à l'Amirauté une lettre datée du 31 Mai , pour annoncer que le Capitaine Bryne , commandant le vaisseau du Roi *The-Hind* , en station à Saint-Augustin , dans la province de Géorgie , ayant appris que les Américains étoient occupés à armer quelques bâtimens dans les rivières voisines , avoit ordonné au Lieutenant Ellis , commandant le Schooner *Hinchinbrooke* , de passer la barre avec son bâtiment , un allege & quelques chaloupes bien équipées & armées , & de détruire tous les bâtimens des Américains ; ce qu'il avoit heureusement exécuté , ayant mis le feu à un brigantin chargé , & à un bâtiment de 20 canons qui étoit sur les chantiers , &



destiné à aller en course. Cet Amiral ajoute que depuis sa lettre du 3 Mars, ses vaisseaux avoient enlevé 17 bâtimens appartenans aux Américains, ou faisant commerce avec eux. La Cour a aussi appris que les vaisseaux de Sa Majesté ont conduit à Hallifax pendant le mois de Mai, neuf bâtimens Américains.

1776.

Mai

Juin

&amp;

Juillet.

*Nouvelle preuve que l'évacuation de Boston n'avoit point été concertée avec la Cour.*

*De Kingston dans la Jamaïque.*

Le 31 Mai est arrivé à la Baye de Montego le *Samuel*, Capitaine Hammond, venant de Cork d'où il étoit parti le 5 Avril. Vingt bâtimens de transport & de provisions pour l'Amérique avoient appareillé de Corke le même jour avec dix mille hommes de troupes parmi lesquels étoient 1000 Allemands. Ils étoient escortés par une frégate & par le *Hound*, Sloop de vingt canons. En cas que quelqu'un de ces vaisseaux fût séparé de la flotte pendant la traversée, le rendez-vous étoit indiqué à Boston (a).

Divers autres bâtimens de cette flotte,

---

(a) Ceci prouve que la Cour n'avoit nullement prévu l'évacuation de Boston, quelqu'effort que les Ministres aient fait dans les débats du mois de Mai 1776, pour persuader le contraire. Aussi plusieurs vaisseaux chargés de munitions & de troupes ont-ils été pris en suivant cet ordre.

1776. qui ont relâché à d'autres Isles, ont fait le même rapport.

Mai

Juin

&

Juillet.

*Les Américains reçoivent des munitions d'Europe, & font des prises qui s'en trouvent chargées*

De Newbury le 30 Mai. Notre frégate, le *Belleisle* est arrivée hier ici d'un port Européen. Elle apporte 90 barrils de poudre à canon, de l'artillerie, & beaucoup de bombes & de grenades pour le service de l'armée provinciale.

Le 28, le *Senau le Ranger*, de 14 canons, commandé par Patrick Dennis, au service du Congrès, a amené ici un vaisseau du port de 280 tonneaux, & un autre de 260, tous deux d'Angleterre & chargés d'habits & de munitions pour les troupes Britanniques. Il y avoit aussi à bord de ces vaisseaux plus de onze mille paires de souliers.

*Engagement Anglois trouvé sur un Soldat Ecoffois qui étoit à bord d'un de ces bâtimens de transport, & qui prouve que les terres des Américains avoient été promises aux Ecoffois.*

Du quartier général de Boston le 18

Décembre 1775.

Duncan Macarthur, porteur de la présente s'étant engagé volontairement à servir Sa Majesté dans le Régiment royal Montagnards Emigrans (levé & créé pour le dessein juste & loyal de traverser & de reprimer une

rebellion aussi extravagante qu'elle est injuste & contraire à la nature ) conformément aux ordres & aux instructions de Son Excellence le Commandant en chef, & conformément aux intentions gracieuses de Sa Majesté, signifiées par le Comte de Dartmouth (Secrétaire d'Etat pour l'Amérique). » Que les Emigrans de l'Ecosse (ainsi que d'autres sujets fideles ) qui voudront s'engager à servir dans le susdit corps, devront être accueillis de la maniere la plus favorable ; & qu'après la conclusion de la malheureuse guerre civile actuelle ( pendant laquelle seulement ils devront servir ), ils auront droit de posséder deux cents acres de terre vagues & vaines ( ou confisquées ) pour chaque chef de famille, avec cinquante acres de plus pour chaque personne dont leur famille sera composée, dont l'octroi leur sera expédié sans aucun frais, & qu'en outre ils seront exempts pendant vingt-un ans de tous cens & rentes envers la Couronne ». En conséquence du consentement & par approbation de Son Excellence le Commandant en chef, je certifie & je déclare que ledit Duncan Macartur sera libre à la fin des présens troubles, (& lorsque la paix, l'ordre & l'obéissance aux loix seront rétablies sur le Continent & dans les Isles Angloises de l'Amérique Septentrionale) qu'il obtiendra son congé absolu du susdit régiment & du service militaire de Sa Majesté.

1776.

Mai

Juin

&amp;

Juillet.

1776.

Mai  
Juin  
&  
Juillet.

& qu'il recevra en même tems comme une juste récompense de sa fidélité & de son courage, la concession sus mentionnée de terres en conséquence des ordres & des instructions qu'il a plû à Sa Majesté de donner à ce sujet.

Donné sous ma signature & mon sceau, au jour, tems & au lieu sus-mentionnés.

*A tous ceux qu'il appartient.*

Au Major John Small.

Murdoch MacLaine, Capitaine des  
Emigrans Royaux.

*Troubles de la Virginie.*

Extrait d'une lettre écrite de *Norfolk harbour*,  
le 30 Mai.

» Le plan de Richard Henri Lée, de Patrick Henri & d'autres factieux, aura enfin son exécution. La *Convention* de cette Colonie, autrefois si heureuse, s'est déclarée elle-même indépendante de la Grande Bretagne. Elle a pris en même tems divers arrêtés pour confisquer les biens de ceux qu'elle appelle les déserteurs de la cause Américaine, qu'elle a forcée de quitter le pays. On vendra ceux de M. Corbyn, le seul particulier riche qu'il y eût dans cette Colonie. — M. Wor-meley, l'un des Membres du Conseil du Roi, a été arrêté pour une lettre par lui écrite au Comte de Dartmouth. Il est dans  
la

L E T T R E

*D'un Banquier de Londres, à M. \*\*\*  
à Anvers.*

De Londres le 23 Avril 1778.

**I**L A ÉTÉ présenté, Monsieur, le 9 de ce mois à Milord Germaine une pétition signée de tous les Négocians du Canada, actuellement à Londres au nombre de 24. Ce Ministre a promis d'y donner toute l'attention que son importance exigeoit, & d'en faire son rapport au Conseil. C'est une piece très-intéressante, dans les circonstances actuelles, où le Canada devient presque la seule possession qui reste à l'Angleterre sur le continent de l'Amérique. La question est de savoir si elle peut espérer de conserver ce pays, sous le régime actuel de l'acte de Quebec passé en 1774. Le Colonel Johnstone, un des Commissaires partis avec les offres conciliatoires, a fait inutilement tous ses efforts dans le parlement pour en obtenir la suppression. Mais Milord North paroît tenir fortement à cette loi ; & on voit qu'il n'avoit point été ébranlé par les remontrances des Canadiens, puisque c'est depuis leur présentation qu'il a opposé la plus ferme résistance à leurs défenseurs.

» Le Mémoire en question rappelle au Ministre que cette loi ne fut pas plutôt passée que le Roi & les deux Chambres du Parlement furent suppliés de la révoquer, ou au moins d'y faire des changemens.

Les Canadiens avoient jusques-là vécu heureux & contents sous le régime des loix Angloises, & ils ne purent voir qu'avec autant de douleur que de surprise qu'ils ne participeroient plus au bénéfice de la constitution Britannique, & de ses excellentes loix mercantiles, & qu'on leur retiroit le droit d'être jugés par leurs Pairs, ce rempart si sûr contre l'injustice & l'oppression. Outre que les Loix Françoises du Canada n'y sont presque plus entendues, elles consistent principalement dans des Ordonnances provisoires d'anciens Gouverneurs qui servent aujourd'hui de titres pour exercer des vexations odieuses contre les Sujets. On envoie les Canadiens aux corvées, sans aucune paye ni indemnité quelconque, & ceux qui s'y refusent sont jettés dans les prisons «.

» Le Gouverneur & le Conseil ont rendu depuis peu une Ordonnance au soutien de l'ancienne loi Françoisé, sans vouloir entendre les représentations des Marchands, animés par la vue de l'intérêt général, qui demandoient qu'on laissât subsister la loi Mercantile d'Angleterre, si généralement connue & entendue, disent-ils, & si sagement calculée pour l'avancement du commerce & de l'industrie «.

» Le Mémoire détaille en outre tous les défauts des Ordonnances nouvelles, & les inconveniens sans nombre qui doivent résulter de leur stile embrouillé & équivoque, des formes longues & dispendieuses qu'elles prescrivent, & du pouvoir trop indéterminé qu'elles laissent aux juges, le tout pour faire prévaloir l'ancienne loi du pays. Elles exposent entre autres la traite des pelleteries avec les Sauvages, à un nombre infini de difficultés & de dangers, tant par l'énoncé louche & insidieux des passeports, que par l'encouragement donné aux délations, ce qui a jetté tant de découragement parmi les Traiteurs, que si jamais la route d'Albany s'ouvre de nouveau, une grande partie de ce commerce se fera par la Nouvelle-York, quoique la situation du Canada y soit infiniment plus favorable «.

» Tous ces maux ont leur source dans l'acte de Quebec. Il a causé un mécontentement général dans la province, sans le moindre avantage pour la Mere-Patrie; & l'affection des Canadiens est aliénée au point de faire craindre qu'ils ne soient disposés à changer leur forme actuelle de gouvernement, si malheureusement l'occasion s'en offroit à eux «.

» Le Ministre est supplié par ce Mémoire de faire substituer à l'acte de Quebec, une loi qui établisse dans le Canada un gouvernement libre par une assemblée où le peuple

CCCXVJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

soit représenté, conformément à la promesse de Sa Majesté dans la proclamation de l'année 1763. Il n'y a que ce seul moyen également fondé en justice & en politique, qui puisse ramener des esprits mécontents, raffermir leur affection chancelante & faire revivre dans le Canada cette confiance mutuelle entre le peuple & les Administrateurs qui est si nécessaire au bonheur de l'un & de l'autre.

Le Mémoire est daté du 2 Avril.

CINQ jours après que Milord Germaine eût assuré les Canadiens que le Conseil prendroit leur demande en considération, ce même acte de Quebec fut mis de nouveau sous les yeux de la Chambre des Communes. Le Chevalier George Savile, ne se laissant point décourager par la mauvaise issue de la tentative du Gouverneur Johnstone dans la séance du 9, informa la Chambre qu'il avoit en vue une motion pour demander la révocation de cette loi. » Ce n'est pas mon intention, dit-il, que la Chambre s'en occupe sur le champ, & pour ordonner la rédaction du Bill, de manière à le faire passer en loi sans délai. Il me suffira qu'à l'occasion de ma proposition, le Parlement Britannique se montre disposé à écarter toutes les justes défiances des Américains sur ses offres conciliatoires, & qu'il prouve aux Colonies que ses déclarations sur les droits des deux pays



## ET DE L'AMÉRIQUE. cccxvii

sont sérieuses & sinceres. Le Gouverneur Johnstone , un des Commissaires nommés par la Cour pour réaliser ses offres , s'est montré persuadé qu'elles ne seroient suivies de quelque effet , qu'autant que la loi déclaratoire du droit de taxation , ainsi que l'acte de Quebec seroient révoqués , ou qu'on pourroit promettre cette révocation aux Colonies. La loi déclaratoire laissoit l'Amérique à la merci de la Grande - Bretagne , qui restoit toujours la maîtresse de faire valoir ses prétendus droits aussi-tôt qu'elle en trouveroit l'occasion. L'autre est un envahissement de la propriété des Colonies , effectué en établissant la Religion Romaine & une nouvelle forme de gouvernement , non pas seulement dans les territoires proprement compris dans les limites de la Province Françoisse du Canada , mais dans de vastes pays appartenans aux Provinces voisines ou en dépendans. Il y a d'ailleurs plusieurs fortes raisons pour que cette révocation soit accordée. D'abord l'incertitude des limites sera une source éternelle de contestations & de mécontentemens. Je dirai ensuite que le gros des Habitans François désapprouve en sa totalité la forme de gouvernement civil instituée par l'acte. Les anciens Sujets du Roi la condamnent de même. Enfin si nous souhaitons sincèrement la réconciliation , & si nous voulons qu'elle soit durable , c'est un motif qui rend cette révocation , au moins très-convenable ,

cccxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
si même il n'en fait pas voir la nécessité  
absolue «.

» M. Joliff, Député de Petersfield & un  
des Lords Commissaires du Bureau du Com-  
merce, prétendit au contraire, que cette  
révocation porteroit plus de préjudice à la  
cause de la Grande-Bretagne, qu'elle ne lui  
seroit favorable «. Le Parlement n'est-il pas  
assez humilié ? De quelle disgrâce nouvelle  
veut-on l'accabler encore ? Que penserons  
de nous les Américains s'ils nous voient oc-  
cupés sans cesse à passer des loix & à les  
révoquer ; & cela sans autre fondement que  
les vagues suggestions de quelques mauvais  
raisonneurs. Où sont les preuves produites  
à la Chambre que les Canadiens, anciens ou  
nouveaux Sujets du Roi, désapprouvent la  
loi actuelle ? Je n'en vois pas une. ( Ce Dé-  
puté ignoroit-il de bonne-foi la démarche  
que vingt-quatre Canadiens avoient faite  
le 9 en présentant leur petition au Conseil ?  
Et comment les Ministres ont-ils pu l'entendre  
articuler ce doute sans informer la Chambre  
de ce qui se passoit à cet égard ? ) Il ne seroit  
donc rien de plus absurde que de retirer la  
constitution donnée à une province, sans avoir  
pour cela d'autres motifs que l'opinion de  
deux ou trois individus. Une telle conduite  
ne serviroit qu'à rendre le Parlement ridicule  
& méprisable. Si on prétend que l'acte de  
Quebec a pris sa source dans l'ignorance,  
je soutiens moi que ce seroit pareillement

Pignorance qui le feroit révoquer. Avant que j'y donne ma voix , il faudra qu'on me prouve qu'une grande pluralité des Canadiens , s'élève contre cet acte sur des raisons valables & justes , & que ce n'est point l'effervescence d'une faction «.

M. *Field* , Député de Hertford , & qui n'a aucune place dans le ministère , rappella à la Chambre que quand cet acte avoit été passé , on avoit prédit tout le mal qu'il causeroit. Il assura qu'il savoit de science certaine que tout le Canada étoit soulevé contre ce même acte , & que l'Etat seroit bien heureux si telles mesures que l'ont pût prendre pour arrêter les progrès de ce mécontentement , & si sage & modérée que fût la conduite du Parlement envers les Canadiens , on faisoit jamais rentrer l'Angleterre dans ses droits sur leur confiance & leur affection. » Je n'hésite point , dit il , à déclarer , & je soutiendrai avec persévérance qu'en justice comme en politique , c'est la loi la plus mauvaise qui ait jamais été passée par le Sénat Britannique. C'est la première des opérations du gouvernement qui ait donné aux Américains un juste sujet de se défier de la parole du Roi , puisque sa proclamation royale du mois d'Octobre 1763. devoit être sacrée. Par cette proclamation il étoit dit que les peuples du Canada jouiroient de toutes les libertés & de tous les privilèges des Sujets Britanniques. Nonobstant cette assurance royale , la Pro-

cccxx AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
vince est restée pendant onze ans dans le plus grand désordre. Les propriétés, les loix, la police & les réglemens civils de toute espece y ont été abandonnés au hazard. Le Corps des Habitans François a souffert les vexations les plus tyranniques de la part de ses propres Seigneurs, & de celle des Administrateurs Anglois envoyés dans la province. Enfin, au lieu de la liberté qui leur étoit promise, on leur a donné un gouvernement François de l'espece la plus vicieuse. La Noblesse a exercé impunément les vexations les plus criantes sur le tiers Etat, le Gouverneur la soutenant dans toutes ses injustes prétentions, & le Clergé même s'étant rendu si désagréable au peuple que les plus zélés Catholiques, y soupirent après une administration purement Angloise. Je ne connois point de moyen plus efficace pour la nation Britannique, que la révocation de l'acte, si elle veut s'assurer la conservation de cette importante acquisition «.

» Ce Député ajouta encore, que le gouvernement avoit agi contre toutes les regles de la politique en donnant au Canada une étendue infiniment plus grande que celle qu'il avoit lorsqu'il appartenoit à la France: que son intention avoit frappé toutes les Colonies, qui en avoient conçu une juste indignation, puisqu'elles avoient vu qu'en réunissant à cette province tous les pays que les autres Colonies se contestoient entre elles

elles, il cherchoit à étendre l'empire des loix arbitraires sur un nombre considérable de Sujets Britanniques qui n'étoient pas nés pour les connoître, & que par-là il avoit fait voir aux autres Colonies que c'étoit la liberté générale de l'Amérique qu'on cherchoit à resserrer dans d'étroites bornes pour la proscrire quelque jour entièrement de l'Amérique «.

» Le Chevalier George *Howard*, Colonel du régiment de la Reine & Gouverneur de l'Hôpital des Invalides de terre, soutint, pour le Ministre, que la motion du Chevalier Saville étoit absurde. Il alla jusqu'à dire qu'il n'imaginait que deux choses qui pussent faire perdre le Canada, l'une la révocation de l'acte de Quebec, l'autre le rappel du Général Carlton, Gouverneur de cette province (on fait pourtant qu'il est rappelé & remplacé par le Général Haldiman, qui est aujourd'hui sur le point de partir. Il s'étoit déjà embarqué avant l'hyver; mais les vents l'ont retenu) «.

» M. Thomas *Townshend* répondit à ce dernier que l'acte en question n'avoit point fait d'honneur à la Chambre des Pairs, ni à celui de ses Membres (Milord Mansfield) qui en avoit donné le projet. Il détailla les motifs que cette Chambre avoit eus, ainsi que les fâcheux effets de l'acte; & il appuya sur les plus solides raisonnemens la nécessité de le révoquer sans le moindre délai «.

cccxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

» Le Lord *Ongley* essaya de faire voir que les circonstances n'y étoient nullement propres, & qu'au moins falloit-il attendre que l'on fût avec certitude les dispositions actuelles des Colonies «.

» Le Chevalier *George Saville* étoit sorti pour prendre quelques rafraîchissemens : on profita de son absence pour recueillir les suffrages, ce qui ne s'est jamais fait jusqu'ici dans le Parlement ; & il fut décidé que sa motion ne seroit point admise. La pluralité fut seulement de deux voix : cinquante - six , contre cinquante-quatre «.

DANS les circonstances présentes , Monsieur, ne regarderiez-vous pas la résistance opiniâtre du Ministère en faveur de l'acte de *Quebec*, qui donne au gouvernement une autorité presque illimitée dans cette grande & belle province , comme un indice presque sûr du parti que le Conseil a pris de s'y maintenir par la force. Il me semble que cette conduite dévoile l'intention secrète où il est d'y réunir promptement toutes ses armées ; & si j'étois entiché de la manie de ce pays ci pour les gageures , je parierois avec la plus ferme assurance qu'avant le mois d'*Août* on apprendra que les armées Angloises ont entièrement évacué les pays qu'elles occupent sur diverses parties des côtes de l'*Amérique* , & qu'elles sont rassemblées, tant à *Quebec* qu'à *Montréal*. Mais je ne parierois pas que ce moyen fût le plus effi-

cace que l'Angleterre pût employer pour conserver cette importante possession.

Il y a ici des gens qui s'inquiètent sérieusement du sort réservé au Canada, sur-tout depuis les bruits qui se sont répandus, que le Congrès a formé le plan d'une expédition contre cette province, & que le Marquis de la Fayette aura du commandement dans l'armée qui y sera envoyée. Cette dernière circonstance leur paroît inquiétante, en ce que tous les habitans François opprimés par un Gouverneur Anglois qui veut faire exécuter des loix qu'ils ne peut pas entendre, ne manqueront sûrement pas d'accourir en foule pour se ranger sous les drapeaux Américains, autour d'un grand Seigneur François, dont le nom seroit pour eux, en France même, un appui imposant contre les petits gentil-lâtres campagnards qui les tyrannisent. — Le rappel du Général Carlton dans de pareilles circonstances ne se conçoit pas; ou plutôt on le trouve parfaitement d'accord avec le plan de conduite qui a fait perdre à l'Angleterre un grand tiers de ses possessions. Voici comme s'en explique un Ecrivain qui signe *fuius*.

» LES Américains comprirent à merveille, dès le commencement des troubles, qu'il seroit extrêmement important pour eux de débiter par la conquête du Canada que l'Angleterre avoit laissé presque sans défense. Malgré tout ce que peut dire Milord Germaine,

il n'y a que la judicieuse intrépidité de Carlton qui ait fait manquer ce coup. Dans la situation actuelle des choses, il est incontestable que l'Amérique va faire les plus sérieux efforts pour s'emparer de ce pays, parce que ses chefs ne peuvent point ignorer, que tant qu'il restera entre les mains de la Grande-Bretagne, leur indépendance ne pourra jamais être regardée comme solidement établie. Leurs derniers succès feront revivre & soutiendront leur espoir avec d'autant plus d'efficacité, qu'ils peuvent aujourd'hui faire un emploi plus direct de leurs forces : que les mécontents du Canada se montreront avec plus d'assurance, & que les Emissaires de la France dans le pays trouveront plus de liberté pour agir. — Or quel est le plan défensif de nos Ministres ? Jusqu'ici on n'en voit aucun. Il y a sur les lieux un homme qui, autant par le bien qu'il a fait, que par les fautes de ses prédécesseurs, doit avoir toutes les connoissances locales & pratiques qui sont nécessaires dans une situation si périlleuse : un homme qui connoît les sentimens & les intérêts de chaque habitant : qui a déjà une fois sauvé le pays ; & c'est cet homme qu'on rappelle au moment d'un nouveau danger ! Il est difficile d'imaginer un acte d'impéritie plus impardonnable «.

VOUS venez de voir, Monsieur, tant dans les débats parlementaires, que dans les écrits des patriotes, les mêmes raisons que le



Gouverneur Johnstone s'est efforcé de faire entendre au Ministère avant son embarquement. Il semble que la confiance à laquelle ce Commissaire conciliateur avoit droit de prétendre , & que le choix des Ministres faisoit naturellement supposer, eût dû donner plus de poids à ses représentations ; mais le système ministériel a prévalu , & il est parti avec la pleine conviction que ses propositions seroient rejetées , puisqu'il ne pouvoit pas annoncer sa mission par la révocation de la loi, qui a plus qu'aucune autre soulevé les Américains contre le Gouvernement. Une circonstance très-fâcheuse de cette campagne pacifique, c'est que dès son début la confiance ou le cœur manquent également aux trois Commissaires : à M. Johnstone la confiance, parce qu'il est persuadé qu'il ne sera pas plus écouté en Amérique qu'en Angleterre ; & aux deux autres le cœur, par le mal de mer qui les a cruellement tourmentés depuis le moment qu'ils ont eumis le pied sur le bord, & surtout le Lord Carlisle. Il a fallu que ce Lord fût descendu à terre, à la pointe de Sainte-Helene, où le *Trident* a été retenu par le vent jusqu'au 21. Je vais vous transcrire la lettre par laquelle on a appris cette triste aventure.

*De la pointe de Sainte Helene le 20 Avril.*

» Hier, le Lord Carlisle, l'un des trois Commissaires qui vont porter la branche d'o-

livier en Amérique , a été obligé de prendre terre ici , se trouvant très mal de la connoissance qu'il venoit de faire avec celui des Elémens qui a le moins de (a) *savoir vivre*. Il étoit si foible , qu'il a fallu le porter jusqu'à l'auberge du *Chat musqué* , où il a vécu hier & aujourd'hui d'éther & de bouillon de poulet. Il prétend que c'est l'odeur du goudron qui l'a incommodé. Si cela est , supposé toutes fois que son tempéramment délicat puisse résister à un voyage de six semaines , il sera donc tué roide par les exhalaisons des cheveux gras des Membres du Congrès & de leurs crasseux bonnets de laine «.

P. S. » On ne fait pas encore avec certitude si ce Lord continuera ou non son voyage. Toutes les personnes qui l'approchent sont émues de pitié , en l'entendant crier ses pauvres nerfs «.

» Il est arrivé le même jour un Courier porteur de nouvelles instructions pour les Commissaires , qui , sans doute , sont relatives aux dernières dépêches du Chevalier Howe , dont on n'a pas jugé à propos de donner connoissance au public. S'ils partent le 22 , on ne peut guères attendre de leurs nouvelles que vers le 10 Juillet. Il faut compter près de cinq semaines pour aller ; & un mois ( car la traversée est plus courte en revenant ) pour le retour du bâtiment par lequel on

---

(a) Ce Lord est Président de la coterie appelée *le bon-ton* ou le *savoir vivre*.

apprendra leur arrivée. Comme on croit qu'ils trouveront le Congrès dans Philadelphie, que l'armée du Roi aura évacuée, une huitaine leur suffira pour remonter jusqu'à cette ville présenter leurs propositions, recevoir en réponse l'arrêté du Congrès du 22 Novembre, & repartir *sous peine de mort* «.

Voilà, Monsieur, ce que l'on pense à Portsmouth de cette expédition. Ce port sera bientôt le théâtre des grands mouvemens. Depuis la nouvelle reçue ici que la France envoie en Amérique une escadre formidable, qui même est déjà partie de Toulon, l'Amiral Keppels s'est rendu chez le Roi, & après avoir eu un entretien avec Sa Majesté, il est parti de Londres. Si c'est en droiture pour Portsmouth, il doit avoir rencontré en route l'Amiral Gayton, arrivé de son commandement de la Jamaïque avec 70,000 livres sterl. formant son huitième des prises que son escadre y a faites. Cet Amiral a vu aujourd'hui (21) le Lord Germaine. L'argent qu'il apporte, tant à lui qu'aux marchands, arrive dans une circonstance où le besoin d'espèces est des plus pressans. Les Dividendes des actions qui depuis nombre d'années n'avoient point été retardés, le sont aujourd'hui de (a) quinze jours. La Banque

---

(a) Pendant les guerres de la Reine Anne le Ministère eut tellement à cœur de paroître satisfait à ses payemens, que le Comte d'Oxford imagina de payer

cccxxviii AFFAIRES DEL'ANGLETERRE  
vient d'escompter pour la Maison Irlandoise de Finlay & compagnie 56,000 liv. sterl. Ce nouvel effort de la Banque pour soutenir le Gouvernement, a donné lieu à des observations très-judicieuses sur l'abus que les Ministres ont fait de sa complaisance, & que je mettrai incessamment sous vos yeux. Il s'est fait en outre une association des principaux négocians de Dublin pour recevoir le papier de la Maison Finlay; le Vice-Roi & la Noblesse ont déclaré & publié qu'ils avoient la plus grande confiance dans la solidité de cette Maison, & qu'ils se joignoient aux Négocians pour escompter ses billets : mais on assure que le double de la somme avancée par la banque d'Angleterre ne suffiroit pas pour la relever. Cette faillite a été occasionnée par celles qui ont eu lieu à Londres depuis (a) peu. Un commerce d'escompte

---

en argent quelques demandes faites sur la Trésorerie, au lieu de les payer en or. C'étoit un expédient pour gagner du tems, parce que les porteurs étoient obligés de compter leur argent à diverses reprises, & qu'on ne les laissoit approcher que chacun à leur tour. Quoique cette ressource soit pitoyable, on assure très-positivement qu'on va y avoir recours. Il y a quelques personnes employées à ramasser tout l'argent possible, & entr'autres les petites monnoies frappées à Birmingham; il n'est pas difficile de conjecturer dans quel dessein. Le Docteur Price dit hautement, à qui veut l'entendre, que la banqueroute est très-prochaine.

(a) Un des principaux Brasseurs de Londres man-

trop étendu pour les affaires du ministère , a été la source de ces (a) fâcheux événemens. Pour avoir trop escompté , on ne le fait plus , & il reste du papier pour des sommes immenses sans circulation. Le crédit de l'Irlande éprouve cette secousse dans un moment où ses beaux jours commençoient à luire. Les voilà déjà obscurcis de nuages. Il est à craindre qu'elle ne se soit flattée d'un espoir trompeur. Le commerce de Bristol allarmé de l'indulgence avec laquelle le Parlement se dispose à traiter l'Irlande , a délibéré le 15 d'adresser des remontrances au Roi , aux Pairs & aux Communes pour s'en plaindre , & d'exposer aux yeux de toute la Nation le préjudice énorme qui en résultera pour toutes ses manufactures. Suivant l'arrêté , il est nécessaire pour le bien général de la Grande-Bretagne que l'Irlande reste sous les entraves que lui donnent les loix actuellement subsistantes , & qui ne permettent point qu'elle puisse exporter dans aucune

---

qua dans les premiers jours d'Avril. Sa maison avoit été obligée vers le 15 Mars de vendre pour 9,000 liv. sterl. d'effets publics qu'elle avoit achetés 77 & dont elle n'a tiré que  $60\frac{1}{4}$ .

[ a ] En 1772 il y eut vingt commissions de banqueroute passées au grand sceau en un jour , & le 17 Mars dernier il y en eut *vingt-six* dans la même journée. Il fut dit dans le tems que cette secousse seroit ressentie dans plusieurs autres grandes Villes , Cette prédiction s'est vérifiée bien des fois depuis.

CCCCXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
des Colonies Britanniques d'autres marchandises que des comestibles, des chevaux & des toiles; les laines & lainages d'Irlande ne pouvant en fortir que pour la Grande-Bretagne.

*J'ai l'honneur d'être, &c.*

*P. S. du 24 Avril.*

Si le vent de Nord-Nord-Est continue, le *Stafford*, vaisseau de la Compagnie des Indes, pourra arriver des Dunes à Portsmouth le 26. — Mais il n'en partira point sous l'escorte de l'*Asia*, ayant ordre, je crois, d'attendre de nouvelles dépêches. Le *Trident*, avec les Commissaires, aura sûrement appareillé le 22: le vent y étoit propre. L'Amiral Keppel pourroit bien être arrivé hier (23) à Portsmouth, ainsi que l'Amiral Paliser & l'Amiral Hyde Parker. Ces trois Officiers généraux compléteront la soixantaine: il n'y a pourtant que trente vaisseaux de ligne en rade; & il s'en faut qu'ils ne soient tous complètement équipés. On dit que M. Keppel attendra pour sortir, que le Roi soit venu faire la revue de son escadre. Cependant le moment actuel ne permet gueres que le Roi s'éloigne de la Capitale. Son voyage à Chatham a été retardé d'un jour par l'arrivée d'un Courier; & Chatham n'est qu'à quelques lieues de Londres. On apprendra

demain 25 , par un Exprès dépêché à la Reine, le retour prochain du Roi , & nous aurons le plaisir de voir Sa Majesté rentrer dans Londres le 28 au bruit du canon & des acclamations de son peuple , dont l'affluence sera prodigieuse sur toute la route.

*L'Esprit de Merlin* ( c'est le titre d'une nouvelle Gazette Angloise qui a embouché la trompette prophétique ) nous annonce pour cette semaine la nouvelle de quelque entreprise heureuse des Américains. Son langage énigmatique laisse pénétrer que l'événement se fera passé sur mer. » Le sixieme jour du onzieme mois , dit-il , appelé *Sabbat* , ( c'est le 27 Janvier dans le Calendrier Hébraïque ) ils ont sucé le grain le plus gros d'une grappe de cinq cens grains ; & après avoir rempli de son jus plusieurs cuves , ces cuves & eux-mêmes ont disparu «.

Autant que je puis interpréter les rêves de cette espece , le sage consolateur de Bradamante nous parle d'une expédition de quelques Corsaires Américains à l'Isle de la Nouvelle Providence, la plus considérable des cinq cents Isles Lucayes. S'il ne l'eût pas si clairement désignée , j'aurois pû craindre pour l'Isle Tortola, l'une des Antilles, que je soupçonne menacée d'une entreprise par plusieurs vaisseaux armés à Charles-Town. L'événement s'étant passé à la Nouvelle-Providence , c'est la seconde fois de cette guerre

7  
cccxxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
que les Américains se feront emparés de  
cette Isle. Mais il paroît qu'ils n'y font que  
des coups de main quand ils sont appelés  
par les Habitans , interressés sans doute dans  
leurs captures.

Si on peut s'en rapporter au même Pro-  
phète , l'absence du Roi aura été prolongée  
par un *désappointement* : c'est un mot Anglois  
très-noble pour rendre une expression Fran-  
çoise fort triviale. Merlin nous dit gravement  
» la marée n'attend personne «. Est-ce que  
Milord Sandwich auroit fait ses dispositions,  
de sorte que le Roi seroit sorti pour monter  
sur son yacht après la marée descendue , &  
que Sa Majesté se seroit vue obligée de remettre  
la partie au lendemain ? C'est ce qui ne peut  
pas s'imaginer d'un Ministre aussi habile  
qui sûrement n'a jamais eu l'intention que le  
Roi commençât sa première campagne sur  
un vaisseau échoué. Dieu le garde d'avoir  
commis une pareille balourdise , car l'oppo-  
sition lui en feroit bien payer la façon , sur-  
tout si le yacht du Ministre avoit toujours  
été de l'avant , tandis que celui du Roi seroit  
resté à sec. Mais jusqu'à ce que les Gazettes  
nous aient appris authentiquement ce fait  
remarquable , nous avons le droit de supposer  
que c'est un radotage du vieux Merlin , qui  
aura cru bonnement que la leçon donnée  
par *Alfred le Grand* aux flatteurs de sa Cour ,  
au sujet de la marée , pouvoit encore être de  
quelque prix dans le siècle éclairé de George III.



ON DIT que le Lord Chatham est toujours dans un état inquiétant à sa terre de *Haies*, où il s'est fait transporter. Quelqu'un a fait un parallèle assez ingénieux entre ce Lord & l'Angleterre.

» Le Lord Chatham assure que nous devons insister sur la dépendance de l'Amérique, & ne point permettre son indépendance. A la bonne-heure. Mais en nous donnant ce conseil, pourquoi balbutier, pourquoi trembler de tout son corps ? Ne devoit-il pas au contraire se tenir ferme, sans béquilles, & parler avec cette éloquence qui lui étoit familière avant que les principes vitaux fussent éteints en lui ? Si je faisois une pareille observation à ce Lord, il me répondroit sans doute. » Ce que vous demandez est impossible, l'âge & la maladie ont détruit mes facultés, je ne suis plus ce que j'étois il y a trente ans. Cette vigueur de raisonnement qui me rendit autrefois si célèbre, cette éloquence que l'on admiroit dans mes discours, tous ces avantages & la vie même ne sont bientôt plus qu'un songe pour moi «.

» Hélas ! l'Angleterre & le Comte de Chatam sont précisément dans le même cas ; les forces de l'Angleterre sont épuisées par des maladies, tant intérieures qu'extérieures. Elle est devenue vieille & décrépite, les béquilles qui la soutiennent encore pourront échapper à ses défaillantes mains, comme il est arrivé au Comte Chatam, & elle fera comme lui

transportée dans la maison d'un voisin son ennemi.

PLUS d'une fois le Lord Chatam sert à des allusions prophétiques sur les grands intérêts de la nation. Le Roi ne fut pas plutôt parti pour sa première expédition navale, qu'on a imprimé une chanson avec ce refrain, *Chatam n'a pas voulu aller au Roi, & le Roi est allé à Chatam.*

Lorsque M. Pitt (Milord Chatam) quitta le ministère en 1761, par un mécontentement, il y avoit peu de semaines que George III, avoit été sacré. On peut se souvenir (car toute l'Europe le fut alors) que dans cette cérémonie, le plus gros des diamants de la Couronne s'en détacha. La retraite de M. Pitt fut regardée comme l'événement sinistre que ce petit accident avoit annoncé; aujourd'hui on ne manque pas de dire que c'étoit la perte du *grand Empire de l'Amérique*, qui ne seroit pas arrivée si le Roi n'eût pas retiré à M. Pitt sa confiance.

# ET DE L'AMÉRIQUE. CCCXXV

## PRISES FAITES A LA MER.

### *Vaisseaux pris par les Anglois.*

<u>Noms ou désignations des vaisseaux.</u>	<u>Lieu de leur départ &amp; chargement.</u>	<u>Lieu de leur destination.</u>	<u>Ce qu'ils sont devenus, &amp;c.</u>
Trois bâtimens de Bermudes. }	.....		{ Pris en Février par le Chevalier Parker & conduits à la Jamaïque,
La Liberté. . . . .	{ Caroline Mérid. 180 barrils de riz & 60 boucaults de tabac. }	Nantes.	{ Pris par un vaisseau armé & conduit à Liverpool.
Deux gros bâtimens Américains. }	{ Caroline Mérid. riz & indigo. }	.....	{ Pris par un vaisseau ayant lettres de marque le 4 Février & conduit à la baye de Honduras.
Deux Corsaires de force, l'un desquels est le <i>Badger</i> de 30 canons. }	.....		{ Pris à 25 heures de Rhode-Island par la frégate de guerre la <i>Brune</i> .
Deux gros bâtimens.	{ Caroline Mérid. riz, tabac & indigo. }	. . . . .	{ Pris par le Comte de Rochford, vaisseau armé de New-York pour les Isles & conduits à la Jamaïque.
Un Sloop & un Brigantin. }	.....		{ Pris par la frégate le <i>Winchelsea</i> & mené à la Jamaïque.
Un brigantin. . . . .			{ Amené à Kingston de la Jamaïque par le vaisseau de guerre le <i>Bristol</i> .

# CCCXXXVJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Noms ou désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus, &c.
Deux bâtimens, . . . . .			Amenés à Kingston de la Jamaïque par les frégates la <i>Diligence</i> & le <i>Hornet</i> .
Un bâtiment. . .	{ chargé de bois, merrain & de poisson salé. }	. . . . .	{ Amené à la Jamaïque par la frégate la <i>Diligence</i> .
<i>La Salby</i> , Cap. Bilby.	{ Caroline Mérid. }	Pour France.	{ Pris par un vaisseau armé & conduit à Halifax.

## Vaisseaux pris sur les Anglois.

<i>La Restitution</i> . Capitaine Barron	{ Terre neuve avec du poisson. }	Jamaïque.	{ Pris en Décembre & conduit à Piscataqua.
<i>Le Pierre &amp; Jean</i> Cap. Lainbon.	{ Oporto. }	Terre neuve,	{ Pris par un Corsaire Américain & conduit à Salem.
Quatorze bâtimens.	{ Un des quatorze étoit chargé d'habits, de bierre forte & d'autres articles pour l'armée. }	{ Il étoit pour New-York. }	{ Pris par un Corsaire Américain de 30 canons, Capit. Cornelius Stag. C'est sa première campagne. Ils ont été tous les quatorze conduits & vendus à la Guadeloupe.

La flotte avec les sucres nouveaux doit partir de la Jamaïque le 20 Mai pour les ports de Liverpool, de Bristol & de Londres. Celle qui va d'Angleterre aux Indes

Occidentales , partira le 30 Avril : elle doit être de 25 voiles , dont cinq pour la Jamaïque & le reste pour les autres Isles.

La flotte pour Quebec & Montréal avec des chargemens très-considérables , partira d'Angleterre aussi vers le 30 Avril , sous l'escorte de la frégate le *Montréal* , sur laquelle sera embarqué le Général Haldiman.

Il doit partir vers le même tems un convoi de Spithead pour Gibraltar.

L'*Asia* , de 64 canons , n'attend aussi que ses derniers ordres pour appareiller. Il prend sous son convoi les vaisseaux de la Compagnie des Indes le *Calcuta* , le *Gratton* , le *Morse* , le *Royal Amiral* , le *Henri* , & le *Colebrook*. Ces vaisseaux ne relâcheront point aux Isles Madere. Ce sont ceux pour lesquels la Compagnie avoit demandé inutilement des convois aux Ministres le 12 Mars. Je ne suis point surpris qu'on leur recommande aujourd'hui de ne point s'arrêter en route.



la prison des malfaiteurs à Williamsbourg.  
On le jugera comme traître à la cause Améri- 1776.  
caine, & ses biens seront confisqués par  
ordre de la Convention. Mai  
Juin.  
&  
Juillet.

*Prévoyance du Congrès général relativement  
aux consommations*

En Congrès le 30 Mai.

D'autant qu'il a été représenté au Congrès  
que certaines personnes mal-intentionnées &  
guidées par une basse cupidité, avoient osé  
mettre le sel à un prix exorbitant, sous  
le prétexte de la résolution du Congrès  
passée le 30 Avril, à l'effet de retirer aux  
Comités d'inspection le pouvoir de régler le  
prix des denrées.

Arrêté qu'il soit recommandé aux Comi-  
tés d'observation & d'inspection dans les  
Colonies-unies, de régler le prix du sel de  
manière à empêcher toute exaction déraison-  
nable de la part du vendeur, sans toute-  
fois négliger d'avoir égard à la difficulté &  
aux risques de l'importation, sans préjudice  
des reglemens déjà faits ou qui seront faits  
à l'avenir par la Législation des Colonies  
respectives.

Extrait des minutes.

Charles Thomson, Secrétaire

T

1776. *Convocation de l'assemblée de la Nouvelle Jersey  
par le Gouverneur pour le Roi.*

Mai  
Juin.  
&  
Juillet.

Le 30 Mai, William Franklin, Gouverneur de la Nouvelle Jersey, publia au nom du Roi une convocation de l'assemblée générale de la Province pour le 20 Juin.

*Départ du Général Clinton pour son expédition au Sud.*

Le Général Clinton n'ayant point reçu le 30 Mai les ordres que lui avoit envoyés d'Halifax le Général Howe pour venir le joindre au Nord, avant de quitter le Cap Fear, il a fait route vers le Sud pour attaquer Charles-Town dans la Caroline Méridionale, conformément aux premiers ordres qui lui avoient été donnés avant de quitter l'Angleterre.

*Résolutions prises par la Nouvelle-York relativement à la formation d'un nouveau Gouvernement.*

*Arrêté pris le 31 Mai par le Congrès de la Colonie de la Nouvelle-York.*

D'autant que le présent Gouvernement de cette Colonie a été établi par les Comités & le Congrès, pendant que le Gouvernement précédent sous la Couronne de la Grande-Bretagne subsistoit en pleine vigueur, & qu'il a été établi dans la seule vue de



résister à l'usurpation du Parlement Britannique, & qu'il devoit cesser au moment d'une réconciliation avec la Grande-Bretagne, qu'on regardoit alors comme très-prochaine ; mais qui est envisagée aujourd'hui comme un événement également éloigné & incertain.

1776.

Mai

Juin

&amp;

Juillet.

Et d'autant que ledit système de gouvernement par Congrès & Comité est sujet à de grands & de nombreux inconvéniens, puisque dans bien des occasions la nécessité a fait confier aux mêmes personnes à la fois les pouvoirs législatifs, judiciaires & exclusifs, particulièrement depuis la dissolution du Gouvernement précédent, opérée par l'abdication du dernier Gouverneur & par l'exclusion donnée à cette Colonie, quant à la protection du Roi de la Grande-Bretagne.

Et d'autant que le Congrès continental a arrêté ce qui suit (a) :

Et d'autant qu'il s'est élevé des doutes sur la question de savoir, si le Congrès étoit revêtu de pouvoir & d'autorité suffisans pour délibérer & statuer sur un objet aussi important que la nécessité d'ériger & détablir une nouvelle forme de Gouvernement & de police intérieure, indépendante de toute juridiction, domination & inspection étrangère quelconque.

Et d'autant que de droit, c'est unique-

---

(a) Voyez l'arrêté du Congrès du 15 Mai.

ment au peuple de cette Colonie qu'il appartient de prononcer sur ces doutes.

1776.

Mai

Juin

&

Juillet.

*A ces causes.*

Il a été arrêté qu'il sera recommandé aux Electeurs dans les divers districts de cette Colonie, d'autoriser en s'assemblant & en observant les formalités requises pour l'élection du présent Congrès, ou bien les députés actuels, par un supplément aux pouvoirs dont ce Congrès est revêtu, ou d'autres en place de leurs députés actuels ou l'un d'entr'eux, à prendre en considération la nécessité & la convenance d'établir un nouveau gouvernement conformément à l'arrêté du Congrès continental; & si la majorité des districts, par leurs députés dans le Congrès provincial, opine pour qu'il soit érigé & établi un nouveau gouvernement semblable, d'ériger & d'établir alors ce gouvernement sur le pied qu'ils jugeront le plus convenable pour assurer les droits, les libertés & le bonheur du bon peuple de cette Colonie, lequel gouvernement devra subsister jusqu'à ce que la paix vienne à se faire avec la Grande-Bretagne & le rende inutile.

Arrêté que lesdites élections dans les divers Comtés devront se faire aux jours & dans les endroits que le Comité de chaque Comté jugera à propos de fixer. Il est recommandé auxdits Comités de fixer les jours pour les élections, assez-tôt pour que

tous les Députés qui seront élus , ayant suffisamment de tems pour se rendre à la ville de New-York le second Lundi du mois de Juillet prochain , qui est le jour où tous lesdits députés devront s'y trouver sans faute.

1776.

Mai

Juin

&amp;

Juillet.

Et d'autant que l'objet des arrêtés ci-dessus est de la plus grande importance pour le bon peuple de cette Colonie.

Arrêté qu'il est recommandé instamment par les présentes aux Comités , Francs-tenanciers & autres Electeurs dans les divers Comtés de cette Colonie , de se presser de mettre ces arrêtés en exécution.

*Elections des Représentans au Congrès général pour la Ville & Comté de New-York, relativement à une nouvelle forme de gouvernement.*

Conformément à un arrêté du Congrès Provincial du 31 Mai, les particuliers dont les noms sont rapportés ci-après , ont été élus pour cette Ville & Comté, à l'effet de servir l'année prochaine dans le Congrès , & on leur a donné en outre le pouvoir de former un nouveau gouvernement pour cette Colonie. Ils doivent s'assembler ici en Congrès avec les Députés des autres Comtés le second Lundi (le 14) du mois de Juillet.

John Day

Francis Lewis.

James Duane

Isaac Stoutenberg.

Philip Livingston.

William Denning.

Tij

## 294 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

1776.	Abraham Brasher.	Thomas Randle.
	Henri Remfen.	Isaac Roosevelt.
Mai	Jo. Van. Corlandt.	John Broome.
Juin	Jonh M. Scots.	Pét. P. Van Zandt
&	James Beckman.	Garret Abel.
Juillet.	Antony Rutgers.	Robert Harpur.
	Evert Bantker.	Abraham P. Lott.

Dan Eunscombe.

### *Changement dans le gouvernement de la Géorgie.*

Vers la fin de Mai, la province de Géorgie suivit l'exemple général. Il y eut des lettres écrites de *Savannah* qui portoient que tout le système de gouvernement étoit changé. Un vaisseau qui en partit pour l'Angleterre avec ces lettres eut beaucoup de peine à obtenir ses expéditions. Il fut déclaré aux habitans qui voulurent profiter de cette occasion pour passer en Angleterre qu'ils seroient réputés bannis de leur patrie, & que leurs biens & effets seroient mis en sequestre, & peut être confisqués. Enfin on avoit imposé une forte amende à tous ceux qui refusoient de prendre les armes, & cette amende devoit se lever tous les mois.

*Le Congrès s'occupe des moyens d'employer tous les bras utilement pour le pays.*

Le Congrès a fortement recommandé aux

Créanciers de cesser leurs poursuites contre leurs Débiteurs, & de prendre avec eux des arrangemens amiables d'après l'inspection des affaires de ces débiteurs : la défense du pays, ainsi que ses manufactures & son agriculture exigeant que tous les bras soient employés.

1776.

Mai  
Juin.  
&  
Juillet.

*Il prend les mesures nécessaires pour que l'ennemi ne trouve aucunes subsistances.*

En Congrès le 3 Juin 1776.

Arrêté qu'il sera sérieusement recommandé aux Assemblées, Conventions & Comités de sûreté dans les Colonies-unies, de s'occuper des moyens les plus efficaces d'éloigner les provisions, les grains & la farine des différentes parties de leurs Colonies respectives qui sont envahies, ou en danger d'être envahies par l'ennemi.

Extrait des minutes.

Charles Thomson, Secrétaire.

*Dispositions du Congrès, relativement au Canada.*

N.° I. Extrait d'une lettre écrite par un Marchand de la Nouvelle-York.

« Nous sommes ici dans les plus vives alarmes, notre ville est menacée d'être bientôt détruite ou par les troupes réglées d'An-

1776.

Mai

Juin.

&amp;

Juillet.

gleterre ou même par nos Provinciaux, dont les forces augmentent journellement. Quoique les frégates Angloises nous aient pris quelques vaisseaux, les Américains ont fait, de leur côté, des captures pour le triple de la valeur. Quelques Membres du Congrès général qui avoient voté contre la résolution d'envoyer des forces en Canada, & qui vouloient attendre encore quelque tems à déclarer l'indépendance, se sont enfin rangés du côté des autres, & je puis vous assurer qu'il regne entr'eux la plus parfaite unanimité.

N.<sup>o</sup> II. Huit bataillons des troupes de Pensylvanie sont partis pour le Canada : sept régimens de New-York sont commandés pour la même destination. Le Congrès regarde comme une chose très importante la conservation de ce qu'il possède dans cette Province, il se fera en sorte d'y occuper les troupes du Roi pendant tout l'Eté, pour les empêcher de tomber sur les autres Colonies.

### VIRGINIE.

La Convention de la Virginie a publié le premier Juin une déclaration expostive de ses droits pour l'établissement de son libre gouvernement.

[ Cette déclaration se trouve en entier au Tame V. des Affaires de l'Angleterre & de l'Amérique, page lix.

*Promotion dans l'armée Américaine.*

De Cambridge le 2 Juin.

1776.

Juin.

&amp;

Juillet.

Le Général Washington a fait les promotions suivantes :

Le Major John Mills, de Philadelphie, a été élevé au grade de Quartier - Maître général de l'armée Américaine.

Le sieur James Dillon, de Philadelphie, à celui d'Assistant Quartier-Maître général,

Richard Boot, de Connecticut, à celui de Major de Brigade.

Thomas Coles & le Capitaine Georges Self, tous deux Virginiens, à celui d'Aides de Camp.

*Traité du Congrès avec les Sauvages.*

Au commencement de Juin, un Député des Six Nations étoit à Philadelphie où il négocioit un traité avec le Congrès.

*Les Américains trouvent chez eux des munitions de guerre.*

Extrait d'une lettre de Boston du 3 Juin.

On a fait à Andover, depuis six semaines, environ un millier de livres de poudre par semaine. Comme il y a à Stoughton des moulins à poudre qui commenceront à travailler sous peu de jours, ainsi que dans deux ou trois autres endroits, notre Colo-

— nie fera en état de fournir au Continent ;  
1776. chaque semaine , plus d'une tonne de pou-

Juin dre à canon. L'accroissement de notre ma-  
& nufacture de salpêtre a été si rapide dans  
Juillet. notre Colonie , que le 28 Mai dernier on  
a apporté dans les magasins du Commissaire  
général , à Watertown , 12,310 livres de  
salpêtre , le Trésor de la Colonie a payé ce  
salpêtre sur le pied de 14,360 piastrres , ce  
qui revient à 7 schellings la livre.

» Il est surprenant de voir les Habitans  
de cette Ville , qui , pendant que les trou-  
pes Royales en étoient en possession , pa-  
roissoient les plus fideles sujets , travailler  
volontairement aux fortifications que l'on  
élève sur les hauteurs qui défendent notre  
voisinage : une telle conduite ne justifie-t elle  
pas ce mot ; *que le petit peuple ressemble aux  
bêtes de somme , qui portent tout ce que leurs  
Maîtres chargent sur leurs épaules* ».

*Bon état de défense de la Nouvelle-York.*

De Boston le 3 Juin.

M. James Blake , Aide de camp du Géné-  
ral à Newydeken , est arrivé ici ce matin avec  
des dépêches pour le Général Washington.

Le Général Lée termine ainsi une de ses  
lettres au Général Washington à Boston.

» Je suis actuellement bien retranché de-  
vant la Nouvelle-York , avec 18,000 hommes  
de bonnes troupes ; à 5 milles d'ici il y a



une forte batterie où sont 900 Sauvages & 1,600 Provinciaux. Ce sera pour moi une retraite en cas de nécessité. Les Sauvages sont repandus dans le pays, où ils forment diverses embuscades. Si je prenois le parti de me retirer, & que les Royalistes voulussent me poursuivre, il en resteroit bien peu pour rapporter des nouvelles de leur expédition.

1776.

Juin.  
&  
Juillet.

*De Frederik'stown, le 3 Juin.*

Il est arrivé ici hier quatre guerriers Sauvages, accompagnés de leurs fils. Leur visage étoit peint de couleur de sang. Ils nous ont rapporté que plusieurs Tribus de l'intérieur du Continent alloient arriver pour secourir leurs freres.

*Suite des troubles de la Nouvelle-York.*

Réponse du Congrès Provincial à M Lewis Thibou.

*En Congrès Provincial, à New-York le  
4 Juin 1776*

Nous regardons les Artisans en union comme une association volontaire d'un certain nombre d'habitans de cette Ville, fortement attachés à la cause de la liberté. Nous présumons cependant que ni cette Association, ni son Comité, ne prétendent à aucune autorité quelconque dans les affaires publiques.

1776.

Juin.

&amp;

Juillet.

dont il est question actuellement; mais qu'au contraire ils sont prêts à se soumettre à l'autorité constitutionnelle qui a été confiée par une élection libre aux divers Congrès & Comités. Le Congrès Provincial fera en tout tems disposé à écouter toutes les Requêtes de l'Assemblée, ou de telle autre que ce puisse être. Nous estimons que le seul Congrès Continental connoît assez parfaitement toute l'étendue de nos affaires pour pouvoir décider sur les moyens qui tendent le plus directement au bien général. Ainsi nous ne pouvons point prendre sur nous de donner des instructions aux Députés de cette Colonie sur l'affaire importante qui fait l'objet de votre adresse, jusqu'à ce que nous sachions qu'elle a été mise sous les yeux du Congrès Continental, & jusqu'à ce que ce Congrès ait requis l'avis de notre Colonie.

Par ordre.

Nathaniel Woodhull, Président.

# GEORGIE.

N.º I. *La Géorgie se déclare pour le Congrès.*

De Savanah le 8 Juin.

Notre Congrès Provincial s'est assemblé ici le 5 de ce mois, & Son Excellence M. Archibald Bullok, Président & Commandant en chef, a prononcé à cette occasion le discours suivant :

*M. l'Orateur & Messieurs du Congrès.*

1776

Juin.  
&  
Juillet,

D'après la situation de la Province, lors de votre dernière assemblée, il a été nécessaire d'adopter divers réglemens passagers pour le maintien de la paix & de la sûreté publique. Le choix que vous avez fait de moi pour exécuter vos arrêtés dans une circonstance aussi critique & aussi importante pour le bien-être de cette province, demanderoit la plus grande prudence & les talens les plus distingués.

Dans un tems où nos droits & nos privilèges sont envahis, où les principes fondamentaux de la Constitution sont renversés, où des hommes qui devroient nous protéger & nous défendre sont devenus nos délateurs & nos meurtriers; tout citoyen honnête doit se présenter avec courage pour arrêter le torrent impétueux de la corruption & du despotisme.

Les preuves que vous m'avez données en diverses occasions de votre attachement pour ma personne, & un desir ardent de faire le bonheur de mon pays, m'ont engagé à accepter cette Charge importante. Je n'aurai que vos intérêts en vue dans toute ma conduite; & au moyen de votre concours & de votre assistance dans les difficultés, j'ose me flatter de réussir.

Quelques âmes venales & mal intentionnées pourront s'efforcer de persuader aux peuples

1776.

Juin

&amp;

Juillet.

de se soumettre aux ordres du despotisme ; mais certainement tout homme libre voudra considérer la nature & examiner les desseins & la marche du gouvernement sous lequel il peut être destiné à vivre. Les Habitans de cette Province , en s'opposant aux projets d'un Ministère cruel & corrompu ont triomphé de ce qui paroissoit être des difficultés insurmontables. Et malgré l'artifice & l'adresse qui ont été pendant long-tems mis en œuvre pour détourner leur attention de la cause publique , ils ont enfin réussi par des degrés imperceptibles , & fait connoître la résolution qu'ils ont prise d'assurer leurs libertés & privilèges , & de les maintenir à tout événement , concurremment avec les autres Colonies associées. De mon côté , je déclare hautement que dès l'origine de ces malheureuses contestations , j'ai approuvé de tout mon cœur la conduite des Américains. Mon approbation n'étoit point l'ouvrage du préjugé ou de la partialité , elle provenoit d'une ferme persuasion qu'ils avoient agi conformément aux principes constitutionnels & aux obligations d'une conscience pure & désintéressée.

Nous devons tous reconnoître l'étendue de nos obligations envers nos ancêtres , pour les inestimables privilèges dont nous jouissons . C'est notre devoir indispensable de les transmettre à nos descendans dans leur intégrité : toute négligence dans une affaire

de cette importance imprimeroit sur l'époque  
actuelle une tache d'infamie inéffaçable. Animé  
de ce principe, je me croirai récompensé si  
je suis assez heureux pour rendre quelque  
service à la cause de la liberté & de la pos-  
térité.

1776.

Juin  
&  
Juillet.

*Monsieur l'Orateur & Messieurs du Congrès.*

Comme je fais que des matieres de la plus  
grande importance pour la Colonie occup-  
peront votre attention dans cette assemblée,  
je prendrai le moins qu'il me fera possible  
sur le tems que vous devez aux affaires pu-  
bliques. Quelques reglemens ultérieurs rela-  
tivement aux Cours de Justice, à l'état des  
bataillons du Continent & à la meilleure  
administration de notre Milice, seront né-  
cessairement le sujet de vos délibérations.

Vous êtes convaincus, sans doute, des  
difficultés sans nombre qui vous seront suf-  
fitées de la part de tous les traîtres qui vi-  
vent parmi nous à l'ombre d'une fausse neu-  
tralité. Les raisons qu'ils alleguent, pour jus-  
tifier leur conduite, paroissent trop foibles  
pour mériter une réfutation: ce n'est point  
le tems de parler de modération. Dans la  
circonstance présente elle cesse d'être une  
vertu. C'est au Ciel que nous en avons ap-  
pellé, appel qui doit faire la plus profonde  
impression dans les ames: c'est pour la sou-  
tenir que des milliers d'Américains exposent  
journallement leur vie. Nos freres du Nord

1776

Juin  
&  
Juillet.

nous montrent leurs blessures & sollicitent nos efforts les plus vigoureux: Dieu nous préserve qu'une si noble querelle se termine d'une manière honteuse pour nous. J'espère donc que vous ne vous laisserez gagner par aucunes suggestions de ces ennemis de la liberté de l'Amérique, & que vous ne ferez retenus par aucune censure qu'ils pourront faire du zèle & de l'ardeur que montrera dans la cause commune cette Colonie naissante. Vous devez sentir la nécessité de faire de nouvelles loix relativement à ces dissidens, & quoiqu'il puisse se faire que quelques-uns d'entr'eux paroissent actuellement disposés à signer l'association, cependant il est de notre intérêt de tenir toujours les yeux ouverts sur leurs motifs & sur leur conduite, dans la crainte que la chose publique ne soit exposée à quelque danger par leur perfidie & par leur prétendue amitié.

Par les arrêtés du Congrès général, il est permis aux Habitans des Colonies-unies de commercer dans toutes les parties du monde connu, excepté dans les domaines du Roi de la Grande-Bretagne. En conséquence il sera nécessaire de choisir quelque manière de procéder pour l'expédition des bâtimens & autres objets qui y sont relatifs, & peut-être jugerez vous qu'il est en outre convenable de nommer les Officiers pour terminer cette affaire, afin que les Armateurs éprouvent le moins d'obstacles qu'il sera possible

L E T T R E.

*D'un Banquier de Londres, à M.\*\*\*  
à Anvers.*

De Londres le 30 Avril 1778.

**J**E vous ai annoncé, Monsieur, un écrit sur les causes de la stagnation du crédit de l'Angleterre. Je crois que dans les circonstances actuelles il est très intéressant de les connoître, parce qu'il est possible de juger par leur nature non seulement du parti pour lequel l'Angleterre pourra se décider, mais encore du système de conduite, en paix ou en guerre, qu'il lui conviendra d'adopter. Cet écrit s'adresse

*A Milord North.*

» QUOIQUE toute la nation en général se ressent, Milord, des funestes effets de votre malheureuse administration, & qu'elle ait entraîné la ruine de plusieurs particuliers, cependant je crains qu'il n'y ait trop peu de personnes qui connoissent la vraie source d'où ces maux sont provenus. Si on la connoît, je doute fort qu'on prévoie jusqu'à quel point les conséquences en feront fatales à la nation : & autant que je puis en juger,

on n'imagine gueres qu'elles se termineront, comme le reste de votre administration, d'une maniere aussi fâcheuse pour l'Angleterre que la guerre d'Amérique «.

» Comme j'imagine, Milord, que vous voyez tous ces maux aussi clairement que moi; je ne vous adresse cette lettre que pour réveiller, par votre nom, l'attention du public sur une matiere d'une aussi grande importance pour l'Etat «.

» La détresse actuelle où se trouve la partie commerçante de la nation, provient de ce qu'il y a une grande quantité de papier monnoie sans circulation. Tant que les particuliers pourront retirer cinq pour cent de leur argent, soit en le plaçant dans les fonds publics, soit en le constituant sous hypothèque, ils ne l'employeront pas pour escompter des billets au même intérêt «.

» La Banque a fait de si grands efforts depuis quelque tems pour le service du gouvernement, en employant tout son crédit pour lui avancer de l'argent, qu'elle est actuellement hors d'état de remplir sa premiere institution, qui consistoit à soutenir le crédit national; c'est une calamité, Milord, qui provient uniquement de ce que vous avez pu contracter une énorme dette (a) non fondée,

---

(a) C'est ainsi que s'appelle la partie de la dette contractée sur le papier Ministériel, & pour laquelle le Parlement n'a fait aucuns fonds, ni assigné aucune



## ET DE L'AMÉRIQUE. ccxxxxix

par le moyen des billets de marine & de vivres , que vous avez eu le crédit de faire acheter par la Banque à mesure qu'ils sont sortis de vos mains , pour sauver par ce moyen le gros escompte qu'ils auroient subi sans cela «.

» Par un calcul moyen, Milord , entre la somme à laquelle vous portez nos especes en circulation , & celle du Docteur Price , nous devons avoir pour environ vingt millions d'especes d'or & d'argent ( 450,000,000 liv. tournois ). Ces especes réelles faisoient circuler quatre-vingt millions au moins de papier monnoie ( 1,800,000,000 liv. tournois ) parce qu'il se trouvoit des gens disposés à escompter ce papier. Mais aujourd'hui que la Banque & les Particuliers , graces à votre sage administration , sont hors d'état , ou ce qui est encore plus fâcheux , refusent d'escompter , il en résulte qu'une grande partie de ce papier monnoie se trouve comme supprimée. Au lieu de cent millions ( 2,250,000,000 livres tournois ) que nous avions ci-devant pour faire nos opérations de commerce , nous n'avons peut-être pas actuellement

---

hypotéque. Elle consiste dans les billets de l'Echiquier , les billets de la Marine & ceux des vivres , qui tous sont mis en circulation par la Banque. Cette dette étoit en 1776 de près de six millions sterling , y compris les avances de la Banque pour les taxes foncières & annuelles. On croit qu'à la fin de l'année 1778 elle pourra se monter à vingt millions sterling.

# cccxl AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

60,000,000 liv. sterl. ( 1,350,000,000 liv. tournois ) & voilà d'où provient notre détresse. Un corps auquel il faut un poids de cent livres pour le faire mouvoir , ne sauroit être mû par soixante ; c'est ainsi qu'en faisant faire de trop grands efforts à la Banque , vous avez occasionné une baisse prodigieuse des fonds. Nombre de particuliers ont été ruinés : nombre d'autres le seront encore ; & il est à craindre qu'à la fin nos fonds publics , l'unique soutien de ce Royaume , n'éprouvent la même catastrophe. Vous savez, Milord , que telle est la vraie cause du manque d'argent dont gémit aujourd'hui toute l'Angleterre ».

» Si nous entrons en guerre , ( & je puis vous dire qu'il vous sera impossible de l'éviter ) comment pourrez-vous , Milord , ou aucun autre Ministre , lever des taxes pour payer l'intérêt de la dette additionnelle que nous ferons obligés de contracter. Cet accroissement deviendra égal à celui de la dernière guerre. L'augmentation de l'intérêt sera au moins de 3,500,000 livres par an. Or , je demande où vous prendrez cette somme ? Vous voulez savoir sur quel fondement je dis que vous ne pouvez pas empêcher la guerre. Le voici , c'est que je crois fermement qu'elle est déjà commencée quelque part , & que le coup que j'ai annoncé il y a un an est frappé. Oui, Milord , il y a un an que je vous ai averti , & directement &

par les papiers publics, que j'avois les meilleures informations qu'on pût avoir, & que si vous ne preniez pas les mesures les plus promptes pour faire la paix avec l'Amérique, l'Angleterre étoit menacée d'une secoussé qui l'ébranleroit jusques dans ses fondemens. J'aurois pû fournir des preuves de ce que j'avançois, si je n'avois pas vû qu'aucun des amis du Roi n'étoit disposé à me croire «.

TANDIS qu'on élève de si sérieuses plaintes contre le Chancelier de l'Echiquier sur les ruineuses ressources auxquelles l'excessive détresse des finances le contraint d'avoir recours, on attaque avec tout autant de violence dans la personne du même Ministre, le premier Lord de la Trésorerie, pour les marchés qu'il a passés de son autorité privée, tant à des Marchands dans le Parlement qu'à des gens en société avec eux. Son affaire avec le Lord George Gordon paroît avoir donné un nouveau ressort à l'ardeur de ceux qui veulent que son systême de corruption soit dévoilé, pour que toute la nation voye à découvert la vraie cause de sa perte. — On a publié un nouveau récit de l'altercation du Lord Gordon avec le Ministre. La crise actuelle est si intéressante, que je me reprocherois de ne pas vous présenter sous leurs plus vraies couleurs tous les événemens qui y concourent.

*Voici un exposé plus exact que ceux qu'on a vus dans les papiers publics, de ce qui s'est passé le Lundi 13 Avril dans la Chambre des Communes, entre le Lord George Gordon & le Lord North.*

» M. Philippe Clarke ayant fait la motion pour son Bill concernant les marchés & entreprises, qui fut appuyée par la minorité & qui n'a trouvé d'opposition que de la part du Lord North & des Courtiers & Entrepreneurs qui sont dans le Parlement, le Lord George Gordon se leva & dit qu'il étoit fâché de ne pouvoir pas être du même sentiment que le noble Lord au ruban bleu (Milord North) qu'il qualifia de Courtier du Cabinet, & les autres personnes de la Chambre qui s'étoient opposées à la motion; qu'il prenoit la liberté de déclarer qu'il se joignoit de tout son cœur aux Membres très-respectables qui, avec tant de force, d'éloquence & de précision & par des raisons si victorieuses, s'étoient efforcés d'engager la Chambre à passer le Bill «.

» Qu'ayant fait mention du Lord North comme du chef des Courtiers, il alloit appuyer d'un seul exemple & en peu de mots ce qu'il avoit avancé. Il dit donc que le Lord North étoit le plus grand de tous les faiseurs de marchés: qu'il étoit un maquignon d'hommes: des hommes de votre troupeau, M.

l'Orateur , ( tournant ses regards du côté du fauteuil ) un Courtier qui fait sa marchandise des Représentans du peuple. — Ce noble Lord a fait proposer par un Duc ( le Duc de Gordon ) un office de mille livres sterling par an au Membre le moins important de la Chambre , sous la condition qu'il quitteroit sa place dans le Parlement «.

» Le Duc en question , poursuivit-il , s'est comporté dans cette occasion en homme , en ami & en frere ; il a rejeté l'infâme proposition du noble Lord & s'est montré indigné d'une démarche si effrontée «.

» Le Lord Gordon ajouta qu'il n'avoit aucune liaison avec le Ministre , qu'il ne lui avoit jamais parlé & qu'il n'avoit jamais eu l'honneur d'aller chez lui ; mais qu'il souhaitoit sincèrement que ce Lord songeât à mettre en sûreté sa tête & sa patrie : qu'il le prioit de rappeler des Colonies ses bouchers & ses loups ravisseurs ; de se retirer avec les autres habiles Conseillers de Sa Majesté , du gouvernement public : de faire place à des gens plus honnêtes & plus sages : d'abandonner enfin ses mauvais desseins & de changer de vie ; qu'il l'avertissoit lui & ses collègues de profiter du dernier moment pour se repentir , tandis que le cri de la vengeance publique ne s'étoit pas encore fait entendre contr'eux , & que les troupes de Sa Majesté en Amérique n'étoient pas encore entiere-ment défaites «.

» Après avoir remercié la Chambre de l'attention qu'elle lui avoit donnée, quoique ce fût la première fois qu'il eût eû l'honneur de parler devant elle, il finit en disant qu'il ne vouloit point abuser davantage de sa complaisance «.

» Le Lord North se leva ensuite & nia que la proposition dont le Lord Gordon venoit de parler, fût une proposition *infâme*; il prétendit que le mot *infâme* étoit très-déplacé dans une assemblée de Parlement & contraire à toutes les règles de l'honnêteté «.

» Le Lord George Gordon répliqua qu'il rétractoit l'épithète d'*infâme* comme une expression déplacée dans le Parlement, mais qu'il défioit le noble Lord, ainsi que toute autre personne, de nier la vérité du fait qu'il avoit avancé, & qu'il laissoit chaque Membre du Parlement le maître de substituer une épithète plus convenable à une proposition de cette nature faite à un frère pour son frère «.

L'ECLAT de cette affaire a mis en humeur les Ecrivains patriotes. Je vais joindre ici quelques écrits qui vous feront juger, Monsieur, qu'on ne peut pas la regarder comme terminée, sur-tout dans la circonstance actuelle où les marchés extraordinaires passés par le Ministère sont sous les yeux du Comité des 21, qui est chargé d'en faire l'examen.

N.º I. *Au Lord George Gordon.*

MILORD.

» Quelque soit le motif qui fait agir un homme raisonnable, ressentiment particulier ou zèle du bien public, si sa conduite tend visiblement à l'avantage de son pays, elle mérite approbation «.

» L'imputation que vous avez faite dans la Chambre des Communes au Lord North, d'avoir tenté lâchement de vous engager par le canal de votre frère à quitter votre place dans le Parlement, a été soutenue par vous avec une si généreuse chaleur & un ressentiment si animé, qu'elle ne peut être partie que d'une entière conviction de la vérité du fait. Votre honneur, Milord, vous dictera sans doute la vengeance que vous devez tirer de l'insulte personnelle que vous avez reçue par cette tentative; mais il faut autre chose à la nation. L'outrage que le Ministre a fait à vos commettans, & l'atteinte qu'il a portée aux loix fondamentales de la Constitution, doivent être expiés «.

» Que penseroit de vous le monde, Milord, si après avoir intenté avec tant de publicité & de véhémence une accusation d'une nature si odieuse contre le Ministre, vous aviez la pusillanimité de garder le silence pendant que celui même que vous avez accusé vous donneroit le démenti & attaque-

roit ainsi votre honneur & votre véracité? Les sentimens par lesquels vous vous êtes toujours distingués, & plus encore les devoirs sacrés attachés à la confiance qu'ont mise en vous ceux que vous représentez, exigent que vous fassiez ordonner sur le champ & que vous poursuiviez avec toute la vigueur dont vous êtes capable, des recherches parlementaires pour constater la vérité de votre accusation contre le Lord North «.

Signé *Amator Patriæ.*

N.<sup>o</sup> II. — » Toutes les fois qu'on a découvert un déficit énorme dans les fonds, la phrase ordinaire, la même dont le Lord North s'est servi pour se justifier, a été qu'au fond pourtant le Ministre est un honnête homme, & que s'il a fait des marchés ruineux pour le gouvernement, il n'en a pas retiré le moindre profit. Ces raisons & le ton dont elles sont dites, ont souvent arrêté toutes recherches. Mais devons nous conclure dans ces grandes affaires d'après de simples assertions, pendant qu'il existe des faits qui peuvent guider nos opinions? «

» Le Secrétaire de cet honnête Ministre (M. John Robinson) est le patriote & l'ami intime du fameux Entrepreneur Atkinson. On auroit pû garder le silence, si le Lord après avoir été une fois dupé par un Entrepreneur adroit, se fût tenu sur ses gardes pour



la suite. Mais il est notoire à tous ceux qui connoissent le commerce des Isles, que M. Bayley favoit bien ce qu'il faisoit, quand il offrit, l'année dernière, de fournir à la flotte & à l'armée du rum pour la moitié du prix qu'en en avoit donné l'année précédente. Que dirons-nous de voir que le marché est continué au même Entrepreneur, à un prix encore plus avantageux, quoique M. Bailey ait fait éclater en plein Parlement son indignation avec plusieurs autres Membres contre ce Marché, & qu'il ait renouvelé ses offres de fournir du rum pour la moitié du prix ? «

» N'avons-nous pas le droit d'en tirer cette conclusion, que le Ministre, son Secrétaire & l'Entrepreneur ont un intérêt commun, quoique le premier soit seul responsable envers sa patrie offensée ? «

» Le marché pour les transports est encore plus odieux que celui du rum, & nous avons quelque soupçon que ce même M. Atkinson a un nouveau marché pour du bled «,

» Toutes ces découvertes ont été faites par le Comité des 21, qui doit démontrer clairement à la Chambre que c'est le Lord North qui a mandé Atkinson, & qui a fait secrètement avec lui le nouveau marché pour le rum, sans que ce marché ait été porté sur les registres, quoiqu'il fût passé depuis plusieurs jours, & enfin qu'il s'est fait sans la connoissance ni le consentement du Bureau de la Trésorerie. C'étoit à ce nouveau

cccxlviij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
marché que le Colonel Barré faisoit allusion  
dans les débats du 13 , lorsqu'il se répandit en éloges ironiques sur les grandes qualités du chef actuel de la Trésorerie , & sur les graces à rendre au Ciel de son rare désintéressement «.

N.<sup>o</sup> III. — Le Lord North a été accusé publiquement d'avoir commis une action basse & infâme. En effet , suivant ce que l'on en fait , il y a complication de crimes dans cette affaire. D'abord , pour avoir tenté d'engager un Duc à tromper son propre frere ; ce qui est un trait odieux de perfidie. En second lieu , par le prix excessif de corruption de mille livres sterling pour une place dans le Parlement. C'est un exemple des plus allarmans d'abus de pouvoir , & de gaspillage des fonds publics. Rarement des manœuvres aussi corrompues viennent au jour , parce qu'en général toutes les parties intéressées sont également attentives à les tenir cachées. De-là cette majorité accablante par laquelle les Ministres font approuver toutes leurs balourdises : de-là aussi la destruction de la Constitution , si nous pouvons nous en rapporter à la prédiction de l'homme le plus éclairé qui ait jamais écrit sur cette matiere.

C'est *Montesquieu* , Liv. XI. Chap. VI. de l'*Esprit des Loix*.

» Comme toutes les choses humaines ont  
» une fin , l'Etat dont nous parlons ( l'Angle-  
» terre ) perdra sa liberté , il périra. Rome,

» Lacédémone & Carthage ont bien péri. Il  
 » périra lorsque la puissance législative sera plus  
 » corrompue que l'exécutrice «.

*Apperçu de l'état des affaires.*

» Les bruits de guerre renouvelés ont eu deux principes : la déclaration du Lord North, qui a dit dans la Chambre des Communes que la guerre sembloit inévitable, & le tour d'agiotage joué une première fois en la personne (a) du Maréchal de la Cité, & une seconde au nom du Député Maréchal du Royaume. Il est aisé de sentir avec quelle facilité ces causes peuvent s'allier, combien elles peuvent concourir à duper les possesseurs de fonds qui ne sont pas sur leurs gardes & effrayer la nation en général. Mais si nos Ministres sont capables de différer, la déclaration de guerre pour mettre une coterie d'Agoteurs en état de tromper l'autre, nous ne devons pas nous étonner de toute allarme vraie ou fausse.

La Nation reste dans le même état d'incertitude entre la paix & la guerre avec tout le monde. Le Seigneur du Château s'amuse à passer en revue ses Gardes - de - Chasse, & les Braconniers tuent & emportent son gibier sur les lisières de ses Domaines. Le Roi va

---

[a] Il est question de deux tentatives assez maladroites faites coup sur coup par des placards affichés ou distribués dans Londres, pour faire croire que l'ordre de la déclaration de guerre étoit expédié.

cccl AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
aller faire l'inspection de sa flotte à Spithead :  
c'est là plus superbe flotte qu'on ait jamais  
vue dans nos ports. Elle en sortira sous les  
yeux de Sa Majesté pour aller attaquer celle  
de Toulon. Mais où est celle de Toulon ?  
C'est ce que nos Ministres ignorent ».

» Nos Commissaires de paix sont partis  
comme nos équipages de guerre un an trop  
tard ; il y a un an que les Américains auroient ,  
peut-être , rempli l'air de cris de *Vive le Roi*  
en les voyant arriver. Aujourd'hui on leur  
criera vive le Congrès & l'Indépendance :  
vive la France & les amis de l'Amérique :  
il est vrai que les Calfs du chantier de  
Chatham , ont chanté l'air Anglois de *Vive*  
*le Roi* d'un cœur qui a fait le plus grand  
plaisir à Sa Majesté , & que Mylord Sandwich  
a prétendu en faire retentir l'Europe par la  
Gazette de la Cour. Les François ne font pas  
tant de bruit , mais ils couvrent les mers de  
leurs escadres. Après tout , ces cris de joie ,  
ces expressions de contentement & d'affec-  
tion , ce n'est qu'à Chatham qu'on les entend ,  
& ils sont d'une toute autre nature à White-  
haven en Irlande , où les (a) Américains vien-  
nent de faire une descente le fer & la flamme

---

[a] Le *Ranger*, petit Corsaire de 18 canons, Capi-  
taine Jean Paul , a mis toute cette partie de l'Irlande en  
défarroi. Il se propose , dit-on , d'y bruler cinq ou six  
Villes & ensuite de changer le nom actuel de son vais-  
seau en celui de *Lord Dunmore*.

à la main , & en Ecosse , chez le Comte de Seikirk , dont ils ont pillé le château «.

» Nos Ministres ont perdu l'Amérique Septentrionale : ils sont sur le point de perdre encore l'Amérique Méridionale ; si après cela ils restent en place , ils n'auront plus qu'à s'occuper de l'Inde l'année prochaine pour être spectateurs de sa perte , & pouvoir rendre témoignage qu'elle s'est faite *secundum artem*. Il leur sera aisé de faire voir que l'Inde n'a pas assez de rapport avec les places des Ministres pour les faire expulser du glorieux emploi de ruiner sans ressources tout l'Empire Britannique. Si vous demandez des nouvelles des freres Howe , on vous dira hardiment que tout est dans une tranquillité profonde , que les quartiers d'hyver sont excellens , que les troupes ont tout autant de provisions qu'il leur en faut , tandis que les Rebelles sont tapis dans des trous comme des lapins. Avec tant d'avantages comment la Grande-Bretagne ne prospereroit-elle point dans une situation si florissante « ?

» Les Ministres ont une telle peur de perdre leurs places & tant d'envie d'y rester , qu'ils s'acrochent indifféremment à toutes les branches qui peuvent les y soutenir : ils n'ignorent pas le peu d'estime que la nation & nos voisins sur le Continent ont pour eux : ils sentent leur inhabileté à subjuguier les Américains tout poltrons qu'ils sont : ils se voyent dupés & outragés par la France : ils savent à n'en

pouvoir douter que la guerre est inévitable : ils savent encore mieux qu'ils sont incapables de la faire ; malgré tout cela ils s'obstinent à garder les rênes du gouvernement jusqu'à ce qu'elles leur soient arrachées honteusement des mains par un peuple qu'ils auront ruiné & mis au désespoir «.

» L'administration adopte actuellement un système qui dévoile de plus en plus sa faiblesse, c'est de s'approprier les opinions & les plans de l'opposition. Les Américains sont des poltrons, *s'écrioient ci-devant* le ministère & ses mirmidons : avec trois régimens, on traverseroit le Continent Américain dans toute sa longueur. Les Américains ne sont point des poltrons, s'est écriée à son tour l'opposition, & vos trois régimens n'effectueraient pas ce que quarante mille hommes n'oseroient pas se promettre d'exécuter. Qu'à fait le gouvernement ? Il a envoyé quarante mille hommes «.

» Il faut marcher à ces poltrons de rebelles, & nous les subjuguons : tel étoit le refrain continuel de la Cour. Encore une fois, les Américains ne sont point des poltrons, a répété l'opposition. Ils se sont moqués de vos quarante mille hommes, un de vos Généraux est renvoyé ici honteusement, lui & son armée ; un autre Général reste là bas au milieu de ses troupes, les bras croisés. Ne traitez pas les Américains en rebelles, continue l'opposition ; appelez-les vos amis, recherchez

recherchez leur alliance. Il n'est pas tems encore, ont répondu les Ministres: le bon moment pour faire des propositions est le moment de la victoire: l'Amérique est à présent trop puissante: nos Freres de l'autre côté de l'Atlantique ressemblent en tous points aux Anglois. Mais la contestation est trop dangereuse pour risquer la guerre, a repliqué l'opposition. Les François connoissent la valeur de vos Colonies, ils ont déjà conclu un traité d'amitié avec elles: vous avez mis l'Amérique entre les mains de la France: les François vous ont joué en Europe, & vous vous êtes trompés en Amérique; vous auriez dû faire la paix avec les Colonies, & déclarer la guerre à vos perfides voisins en Europe. Je nommerai, a répondu le Ministre, des Commissaires pour traiter avec nos freres: je solliciterai leur retour à la Mere-Patrie aux conditions qu'ils dicteront eux-mêmes, & une heure après je déclarerai la guerre à la France. Je rappellerai l'Ambassadeur & je mettrai en même-tems un embargo sur les vaisseaux François, voilà ce que crient à haute voix les Ministres «.

» Pourquoi tout ce fracas? répond l'opposition. Où sont vos troupes. Avec quoi équiperiez-vous une flotte? Cela est vrai, se disent entre eux les Ministres, puis l'ordre donné aux Hérauts-d'Armes d'endosser leurs casques pour la déclaration de guerre est suspendu: puis les Commissaires partent pour l'Amérique «.

» Ce tableau, tout risible qu'il paroît, n'est point trop chargé. Telle a été la conduite de nos Ministres depuis le commencement de la guerre. Aujourd'hui ils se font gloire de céder à la voix du peuple, & d'adopter les mesures proposées par l'opposition même. Mais il faut autant l'habileté pour exécuter un plan que pour l'imaginer; & la victoire ne secondera pas les efforts d'une administration qui met plus de confiance dans une armée d'entrepreneurs que dans les troupes les mieux disciplinées qu'il y ait sur la face du globe α.

Suivant les calculs de *Merlin*, l'armée de Washington, vers la fin de Février, devoit être forte de plus de vingt mille hommes de troupes du continent, pleines d'ardeur, & abondamment fournies de munitions. Vers le milieu de Mars, cette armée qui se grossissoit tous les jours, aura été en état d'agir; & comme le Général *Howe* avoit rassemblé beaucoup de bâtimens de transport sur la *Delavare*, il est très-probable, qu'on ne tardera pas à apprendre son départ de *Philadelphie*. — Dix mille hommes des mêmes troupes, aux ordres du Général *Arnold*, doivent s'être mis en marche, aussi dans le mois de Février, pour le Canada.



# ET DE L'AMÉRIQUE. CCCLV

## PRISES FAITES A LA MER.

### Vaisseaux pris par les Anglois.

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus &c.
Un Brigantin Américain. . . .	Chargé de bois, merrein & de douves.		Pris par le <i>Stanley</i> & conduit à Antigua.
Un Brigantin Américain. . . .	Chargé de tabac. . . . .		Pris par le <i>Suffolk</i> , & conduit à Antigua.
Un gros bâtiment François.	Caroline Mérid. riz, tabac & indigo.	Nantes.	Pris par la <i>Revanche</i> , lettre de marque, & conduit à Guernsey.
<i>Le John</i> . . . .	De Bilbao, chargé de fer & de couvertures.	Amérique Septentrionale	Conduit à Guernsey, pris par l' <i>Antelope</i> de 50 canons, Amiral Gayton.
Un Brigantin Américain.	Riz & tabac. . . . .		S'est perdu devant Figuera.
Deux Corsaires Américains, un de 14 canons, l'autre de 10.	.....		Pris en sortant de Monte-Christ par un vaisseau de guerre Anglois & conduits à la Jamaïque.
<i>Le Chevalier W. Erskine</i> .	Glasgow.	New-York.	A été repris par le vaisseau de guerre l' <i>Ambuscade</i> , & envoyé à Halifax.
<i>Le Hampden</i> , Corsaire de 12 canons, 64 hommes	.....		Pris par le <i>Seaford</i> , vaisseau de guerre, & conduit à la Martinique.

# ccclvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus.
Un petit Corsaire de 8 canons & 30 hommes,	.....		Pris par l' <i>Arian</i> vaisseau de guerre
<i>Le Nancy</i> , Corsaire, 12 canons & 40 hommes.	.....		Pris par le vaisseau armé l' <i>Antigua</i> .
Treize Bâtimens Marchands.	.....		Pris depuis la liste publiée dans la gazette de Londres du 13 Août, tous par l'escadre de l'Amiral Yonge, suivant ses lettres d'Antigua du 12 Mars.
Un Brigantin.	Bilboa, 95 bales de draperies, & 18 tonnes de fer.	Pour Boston.	
Un vaisseau.	Cap François.		Pris par la <i>Daphné</i> , envoyé le premier à New-York, l'autre à Pensacola.
<i>La Comette</i> , Corsaire.	Charles-Town.	France.	
Un Brigantin.	Caroline Septent. 100 barils de goudron, 40 de térébentine, 340 boisseaux de maïs.	Bedford de la baie de Massachusset.	Pris par le vaisseau armé le <i>Keiper</i> , & envoyé à New-York.

## Vaisseaux pris sur les Anglois.

Un Sloop.	Saint Vincent.	La Grenade.	Pris le 16 Décembre par deux Corsaires Américains dont l'un est commandé par Henri Munro.
-----------	----------------	-------------	---

# ET DE L'AMÉRIQUE. ccclvij

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus, &c.
<i>La Paix &amp; l'Harmonie</i> Capitaine Kennedy.	Lisbonne.	Londres.	Tous pris par le Corsaire la <i>Revenge</i> , Capitaine Cunningham de 18 canons. Une corvette du Roi le <i>Sprightly</i> , envoyée à la poursuite de Cunningham, s'est perdue corps & biens devant Jersey. Le Capitaine Cunningham a relâché à Cadix.
<i>La Betsy</i> , Capit. Murphy.	De la Méditerranée, barils & fruits	Pour Newry en Irlande.	
<i>Le Fanmy</i> , Cap. Sainte Barbe, monté de 8 canons & 12 pierriers.	De la Méditerranée, fruits.	Pour Londres.	
<i>L'Entreprise</i> , allége de la frégate de ce nom, montée de 4 canons de 2, & 6 pierriers.	.....		Enlevés de la baie de Carlisle dans cette Isle, par le vaisseau de guerre Américain l' <i>Ulyssé</i> , & conduit à Boston en Février.
Trois vaisseaux de la Barbade.	.....		
<i>Le Prince Frédéric</i> , Cap. Cole.	Jamaïque chargé de rum.	Pour l'armée du Général Howe.	Pris par un Corsaire Américain & conduit à la Martinique.
<i>L'Ester</i> , Capit. Hall.	Isles Angloises.	New-York.	Pris & conduit à Salem.

ccclviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Le fameux Corsaire Américain, appelé le *Serpent à sonnettes*, étoit le 10 Décembre sur le chantier à la Martinique. Il est monté de 22 canons de fonte de 6. : son équipage est composé de François & d'Italiens, & son Capitaine est un Irlandois. Il a une commission du Congrès & le pavillon aux treize bandes.

Les vaisseaux de guerre suivans sont stationnés sur les côtes pour la sûreté du commerce, savoir : dans la Mer d'Allemagne, depuis Harwich jusqu'à l'Ecosse, la *Comtesse de Scarborough* & le *Marchand*, montés chacun de 20 canons, avec deux sloops de guerre.

Dans le canal Saint George, la frégate le *Boston*, de 32 canons : le vaisseau armé la *Harpie*, & le sloop de guerre le *Drake*.

L'Amirauté leur a indiqué dans chaque station un rendez-vous où ils doivent se présenter toutes les semaines, & où ils apprendront s'il y a quelques Corsaires qui se montrent sur la côte.

Le paquebot le *Grenville*, avec la malle de Londres pour Antigoa, a manqué d'être pris par deux Corsaires Américains devant l'Isle Madere. Le Maître de la poste de l'Isle a fait sortir fort à propos des bateaux armés qui ont obligé les Corsaires à s'écarter. Au commencement de l'attaque le Capitaine avoit fait jetter la malle à la mer où elle étoit encore tenue du vaisseau par une corde ; mais

## ET DE L'AMÉRIQUE. ccclix

un boulet ramé ayant coupé la corde, elle a coulé à fond. — Le paquebot d'Antigoa a éprouvé la même catastrophe : des Corsaires Américains l'ont suivi de si près, comme il sortoit de l'Isle, qu'il a été obligé de jeter la malle à la mer.

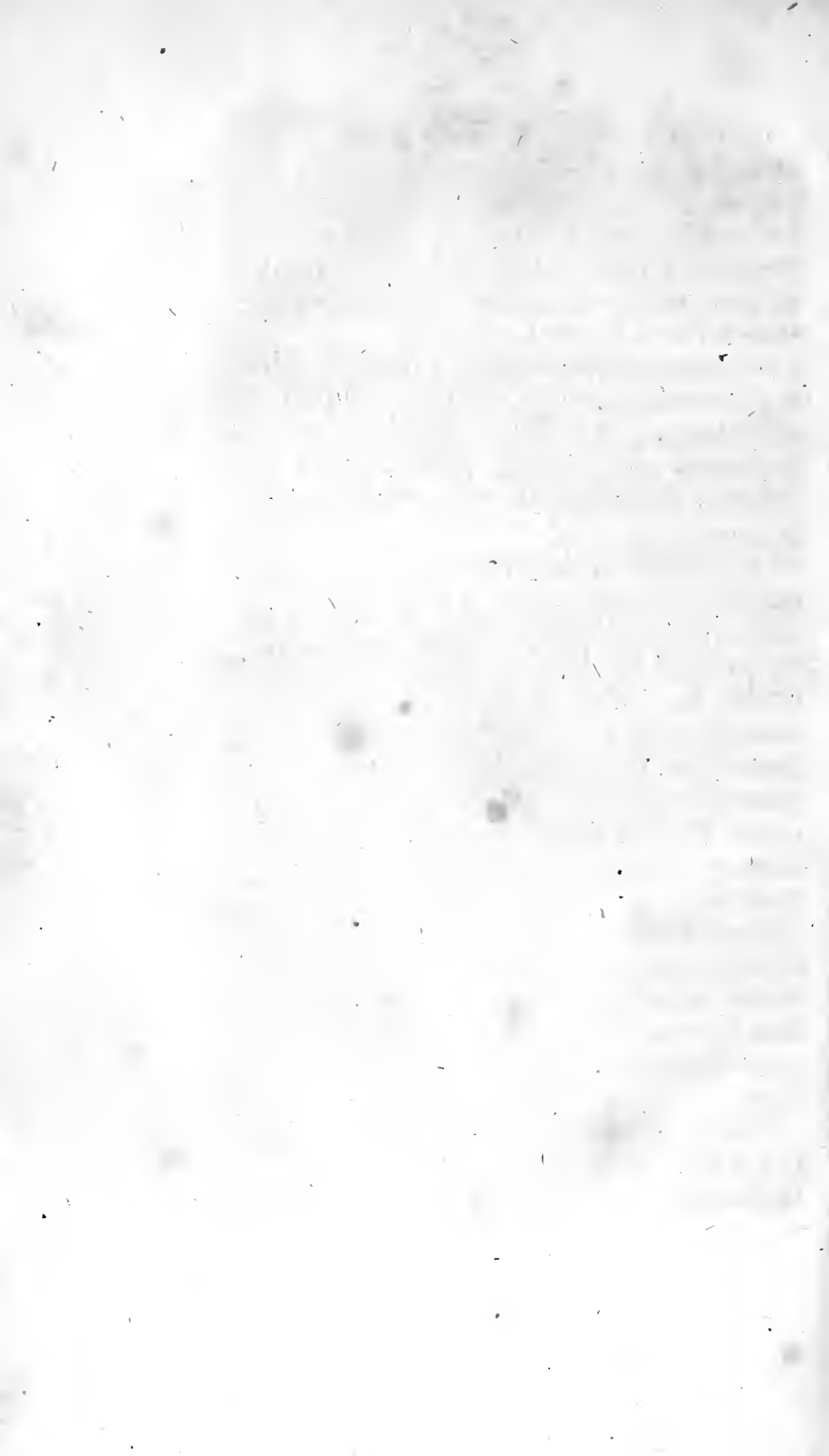
L'Amiral Gayton parti le premier Mars de la Jamaïque sur le vaisseau l'*Antelope* de 50 canons, y a laissé 17 bâtimens prêts à faire voile pour l'Angleterre : aucun n'a obtenu la permission de venir avec l'Amiral.

*P. S. du premier Mai.*

Les deux Chambres sont rentrées le 29 Avril. Il ne s'y est rien passé d'intéressant. Les fonds baissent de ce matin.

*End of vol. 9*

*Table & Index  
missing.*



sible. Je vous recommanderai en même tems de prendre en considération le prix exorbitant des marchandises & des choses de premiere nécessité dans la ville de Savanah & dans toutes les autres parties de la Province. Cet objet demande certainement quelques reglemens qui ne peuvent être faits trop tôt, attendu que le pauvre doit avoir considérablement à souffrir d'extorsions aussi alarmantes & aussi inouïes.

1776.

Juin

&amp;

Juillet.

Relativement aux affaires avec les Sauvages, je croyois avoir le plaisir de vous assurer d'après l'état des opérations des Commissaires que ces peuples étoient à tous égards nos amis, qu'ils avoient à cœur nos intérêts, & qu'on avoit les plus fortes raisons d'attendre la continuation de ces dispositions amicales ; mais j'ai reçu quelques avis moins favorables. Comme cet objet est de la plus grande importance pour la paix & la prospérité de la Colonie, ne seroit il pas nécessaire de prendre quelques arrêtés pour prévenir toute méfintelligence future entre ces Sauvages & les Planteurs qui habitent les derrieres de la Colonie ? je crois pouvoir ajouter que dans la circonstance actuelle on doit sur-tout s'occuper du soin de mettre cette Province dans le meilleur état de défense.

Le Congrès du Continent a toujours cherché à promouvoir l'accroissement & la perfection des connoissances utiles, & regardant

1776.

Juin  
&  
Juillet.

avec la satisfaction la plus vive les progrès des Sciences & des Arts en Amérique, il a jugé à propos de recommander l'encouragement des manufactures de salpêtre, de soufre & de poudre à canon. Le procédé en est très-facile. Je serois fort aise de voir quelques-uns des Habitans de cette Province s'exercer à la fabrique de ces articles utiles & nécessaires. S'ils considerent que c'est l'intérêt du bien public, ils n'auront pas besoin d'autre aiguillon.

*Monsieur l'Orateur & Messieurs du Congrès.*

Ne perdez pas de vue, dans toutes vos délibérations, que vous êtes chargés des devoirs les plus pénibles & les plus importants. Les générations à naître seront redevables de leur liberté & de leur bonheur à vos résolutions; & la maniere dont vous aurez répondu à la confiance de vos Constituans, assurera à jamais à votre mémoire les hommages ou les malédictions de ces Etres dont la destinée est dans votre main. Des considérations de cette nature vous engageront à dépouiller toute espece de prévention & d'animosité particuliere, & à travailler de toutes vos forces à maintenir l'unanimité, la fermeté & l'impartialité dans toutes vos opérations.



N.º II. *A Son Excellence M. Archibald Bullock*, 1776.  
*Président & Commandant en chef de la Pro-* Juin.  
*vince de Géorgie.* &  
 Juillet.

Adresse du Congrès Provincial,

*Sous le bon plaisir de Votre Excellence.*

Nous les Représentans de la Province de Géorgie, assemblés en Congrès, demandons la permission de remercier votre Excellence du discours qu'elle a prononcé hier.

Animés des principes de citoyens honnêtes & remplis des sentimens qui conviennent à la cause glorieuse dans laquelle nous sommes engagés, nous voyons avec plaisir l'élevation de ceux de nos concitoyens qui par leur zele & leurs efforts infatigables, ont mérité la bienveillance & la prédilection de leur pays, & nous sommes fermement persuadés que tant que les places qui donnent les pouvoirs exécutifs du Gouvernement, continueront d'être occupées par de tels personnages, il n'y aura jamais de murmure ou de mécontentement parmi les Habitans de cette Province.

Intimement convaincus que la qualité d'hommes libres dans la Constitution Britannique pour laquelle nos ancêtres ont combattu & versé leur sang, implique le droit d'examiner avec liberté & de censurer ou d'approuver chaque acte du Gouvernement, Nous avons exercé le droit de juger les dernières

1776.

Juin  
&  
Juillet.

mesures suivies contre ces Colonies, & plus nous délibérons sur cette motion, plus nous nous affermissons dans l'opinion que ces mesures ont un objet dangereux & criminel, & que comme elles sont fondées sur l'iniquité, elles finiront, si on s'y soumet, par la ruine & la destruction de nous & de notre postérité.

Tels sont les motifs & les considérations qui nous ont fait accéder à la présente opposition, dans laquelle nous sommes déterminés à persévérer religieusement, jusqu'à ce que la loi & la justice élèvent leurs têtes au-dessus de la tyrannie & de l'opposition, & Votre Excellence peut être persuadée que toute mesure sage & nécessaire, tendant à ce grand objet, aura notre concours & notre appui.

Tant que nous persévererons dans les sentimens qui nous ont portés à secouer le joug de l'autorité usurpée de la Grande-Bretagne, nous espérons que personne ne se formera de nous une idée assez deshonorante pour supposer que nous puissions être gagnés par aucuns autres motifs que ceux qui dans tous les tems doivent être la regle des honnêtes gens & des citoyens libres; en conséquence Votre Excellence doit être bien convaincue que dans toutes nos délibérations & dans toute notre conduite, soit qu'il s'agisse de nos amis ou de nos ennemis, nous procéderons toujours avec fermeté, justice & impartialité.

lité , autant que cela fera compatible avec la grande cause dans laquelle nous sommes engagés.

1776.

Juin

&amp;

Juillet.

C'est avec un vrai déplaisir que nous avons appris par votre discours que les dernières nouvelles touchant les Sauvages sont moins favorables que les précédentes. Mais en même tems que nous désirons mettre en œuvre tous les moyens qui seront en notre pouvoir pour prévenir une aussi grande calamité que celle d'une guerre avec ces peuples barbares ; nous sommes cependant résolus à ne souffrir aucune attaque de leur part , & si nos cruels ennemis les amenoient au point de nous faire la guerre , nous espérons que Dieu , qui s'est déjà déclaré notre protecteur , nous fera triompher de nos persécuteurs.

Permettez nous de féliciter Votre Excellence & la Province , sur divers autres nominations qui se sont faites pendant la Constitution passagere dont nous sortons. Ce doit être pour vous , Monsieur , une reflexion agréable , que votre service dans les affaires importantes de l'Etat vous associe des hommes si connus par leurs talens , leur intégrité & leur zele.

Nous prendrons dans la plus sérieuse considération les différentes affaires qui nous seront recommandées par Votre Excellence , & nous les traiterons avec toute la célérité.

1776.

Juin

&amp;

Juillet.

la prudence & la fermeté que requiert la nature des choses.

*A Savannah le 7 Juin 1776.*

*Son Excellence répondit à ce discours dans les termes suivans.*

*Monsieur l'Orateur & Messieurs du Congrès.*

Recevez tous les remerciemens que je vous dois de cette adresse, je me flatte que vous êtes convaincus que je ne puis avoir d'intérêt séparé des vôtres, & qu'en conséquence vous ne devez avoir aucune inquiétude sur les moyens à employer ou sur les sources où il faudra les chercher, pour procurer à ma patrie les avantages inestimables de la prospérité publique.

Je me suis toujours fait la plus haute idée du zèle des vrais amis de notre glorieuse cause, bien convaincu qu'ils ne sont dirigés par aucun autre motif que par ceux qui conviennent à des hommes & à des citoyens libres.

*Arrêtés pris à Savannah, dans la Georgie.*

Dans le Conseil de sûreté.

Les habitants de Savannah en Georgie, déterminés à réduire leurs vaisseaux & la capitale en cendres, plutôt que de les laisser tomber entre les mains de leurs persé-

cuteurs, ont pris les résolutions suivantes :

1776.

« Dans le Conseil de sûreté, pour le bien de cette Province & celui des Colonies-unies on a décidé unanimement :

Juin  
&  
Juillet.

1°. Que l'on appréciera la valeur des maisons dans cette Ville & ses environs ainsi que des vaisseaux à présent dans ce port, les biens des veuves & orphelins, & tout ce qui appartient à ceux-là seulement qui se sont attachés ou s'attacheront par la suite aux intérêts de ces Colonies, & qui ont assisté ou assisteront à la défense de nos droits & libertés.

2°. Que quiconque quittera la Ville de Savannah, ou les villages & autres endroits qui sont de ce ressort pendant la guerre actuelle, sera traité comme déserteur de la bonne cause & renonçant à tout titre & toute possession dans cette Colonie, sans avoir à espérer le moindre secours ou dédommagement pour ce qu'il aura pu souffrir ou perdre avant cette défection.

3°. Que toute personne ayant à cœur le bien général de l'Amérique, s'obligera à défendre cette Ville (Savannah) envers & contre tous, tant que la place sera tenable.

4°. Que plutôt que de se rendre aux ennemis dans le cas où la résistance deviendrait impraticable, la Ville sera réduite en cendres, ainsi que les vaisseaux qui pourront être alors dans le port.

5.<sup>o</sup> Que communication des présentes sera  
 1776. donnée à l'Officier commandant nos troupes,  
 Juin afin que lesdites résolutions aient leur plein  
 & & entier effet.

Juillet. Ladite copie confrontée à l'original sur  
 les minutes.

*Signé Edward Langworth , Secrétaire.*

*N.<sup>o</sup> III. De Cambridge le 4 Juin.*

Le Général Washington a reçu la nouvelle qu'à l'arrivée des troupes venues de la Géorgie à Saint Augustin , dans la Floride , on avoit sù que la plus grande partie des Habitans de Savanah avoient déclaré la résolution où ils étoient d'adhérer au Congrès , & de concourir autant qu'ils pourront à l'exécution de son plan.

*Départ du Général Washington pour la Nouvelle York,*

Le Général Washington , ayant laissé une forte garnison à Boston , s'est mis en marche avec vingt mille hommes pour la Nouvelle York ; la Province de la Nouvelle Angleterre avoit réitéré au Congrès général ses instances sur la nécessité de rompre avec la Grande Bretagne , en ajoutant que si le Congrès se décidoit pour l'indépendance , la Province le soutiendrait aux dépens de ce qu'elle avoit de plus cher.

Le Général étoit encore à Cambridge le 4 Juin. 1776.

Il a reçu des félicitations à New-York le 8 & le 9 : c'est une preuve qu'il y étoit le 7, & qu'il sera parti de Boston le 5 Mai avant l'armée. Juin & Juillet.

*Navigation du grand convoi, parti d'Angleterre le 7 Mai pour la Nouvelle-York.*

Le Chef d'escadre Hotham, parti le 7 Mai d'Angleterre sur le vaisseau du Roi le *Preston*, ayant sous son escorte le grand convoi avec la premiere division des troupes de Hesse, la brigade des Gardes Angloises, &c. le tout destiné à se réunir au Général Howe, étoit arrivé le 5 Juin au quarante-quatrième degré cinquante-sept minutes de latitude Septentrionale, & au trentième degré douze minutes de longitude Occidentale du Léopard avec tout le convoi, hormis un brigantin, qui en fut séparé par le gros tems le 26 Mai : toutes les troupes étoient pleines de santé & d'ardeur.

N. B. On verra par la suite que tout ce convoi alloit droit à Boston, dont les Ministres ignoroient l'évacuation.

*Suite des troubles de la Nouvelle-York.*

Chambre du Comité, à New-York le 7 Juin 1776.

D'autant qu'au Congrès Provincial il s'est

1776.

Juin

&amp;

Juillet.

élevé des doutes pour savoir : » si les Membres actuels sont revêtus de pouvoirs suffisans pour délibérer & prendre une résolution sur l'objet important & indispensable de dresser & de constituer une nouvelle forme de gouvernement & de police intérieure , à l'exclusion de toute juridiction , domination & inspection étrangère quelconque , conformément à un dernier arrêté de l'honorable Congrès Continental.

Et d'autant que le Congrès Provincial , par son arrêté du 31 Mai dernier , a recommandé aux Electeurs des divers Comtés de cette Colonie , de procéder par élection en la maniere & forme prescrite pour l'élection du présent Congrès , à autoriser leurs Délégués actuels , en ajoutant aux pouvoirs dont ils sont déjà revêtus , ou d'autres Délégués en leur lieu ou tel d'entr'eux , à prendre en considération , avec le pouvoir le plus ample , la nécessité & la convenance d'instituer un nouveau gouvernement , tel qu'il a été décrit & recommandé par l'arrêté du Congrès Continental , & au cas où la pluralité des Comtés , opinant par leurs Députés au Congrès Provincial ( de la Nouvelle York ) seroient d'avis qu'un tel nouveau gouvernement doit être institué & établi , à instituer & à établir ce gouvernement de la maniere qui leur paroîtra la plus propre pour assurer les droits , la liberté & le bonheur du bon peuple de cette Colonie , ce qui subsistera ainsi



jusqu'à la future paix avec la Grande-Bretagne.

---

 1776.

 Juin  
&  
Juillet.

Le Comité général de ces Ville & Comté de New-York, conformément à la recommandation susdite, requiert instamment & prie tous les Francs-tenanciers & hommes libres, comme aussi tous les autres Habitans desdites Ville & Comté, possesseurs de biens & de propriétés en leur nom jusqu'à la somme de quarante livres, de se trouver à l'assemblée de ladite Ville le Lundi 17 du présent mois de Juin à dix heures du matin, pour y donner les pouvoirs susdits à leurs Membres actuels du Congrès Provincial, ou pour élire par scrutin d'autres Membres à leur place ou à la place de quelqu'un d'eux avec pareils pouvoirs, pour continuer de représenter lesdites Ville & Comté au Congrès, jusqu'au second Mardi du mois de Mai 1777, ou jusqu'à ce qu'une réconciliation avec la Grande Bretagne ou l'établissement d'une nouvelle forme de gouvernement rende inutiles ces pouvoirs. Le Président ou le Vice-Président assistera à ladite élection avec six Membres & le Secrétaire. On ne doute point que tout véritable ami de cette Colonie, ayant droit de voter dans ladite assemblée, ne s'empresse de s'y rendre pour déclarer par son suffrage qu'il adhère à l'opinion du Congrès & du Comité, & qu'il approuve l'arrêté suivant, d'autant que la démarche dont il est question ci-dessus est de la plus haute importance pour le

### 316 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

1776

Juin

&

Juillet.

bon peuple de cette Colonie & pour les libertés de l'Amérique en général.

Extrait des minutes publié par ordre  
du Comité.

Joseph Winter, Secrétaire.

*Précautions prises par le Gouverneur de la Jamaïque pour la subsistance des Habitans de cette Isle.*

A Kingston dans la Jamaïque, le 7 Juin 1776.

Son Excellence Basiyle Keith, Gouverneur de la Jamaïque, vient de rendre une ordonnance pour empêcher l'exportation des farines & d'autres provisions de cette Isle pendant deux mois, à compter du 7 Juin, à l'exception des provisions nécessaires pour le voyage de tout vaisseau, bâtiment ou bateau.

*Remerciemens du Congrès Provincial de New-York au Général Washington.*

Délibérations du Congrès Provincial à la Nouvelle York, le 8 Juin 1776.

Arrêté que le Congrès fera ses remerciemens à Son Excellence le Général Washington, pour les services importans qu'il a rendus à cette Colonie, relativement à son intérêt & à son autorité civile, & que le Congrès assurera le Général qu'en tout tems

il sera toujours prêt à lui procurer les secours  
qui dépendront du Congrès, pour le mettre  
en état d'exécuter les entreprises importantes  
qu'on lui a confiées.

1776.

Juin  
&  
Juillet.

Arrêté que le Président rendra visite au  
Général Washington & lui communiquera  
ladite résolution.

Le 9 Juin, Le Président informa le Con-  
grès qu'en conséquence de l'arrêté de la veille,  
il avoit été rendre visite au Général, &  
qu'il lui avoit communiqué ladite résolution:  
que Son Excellence lui avoit fait la réponse  
suivante, avec priere de la communiquer  
au Congrès.

#### MESSIEURS.

» Je vous suis extrêmement obligé du cas  
que voulez bien faire de mes services, &  
des assurances que vous me donnez de me  
fournir toute l'assistance possible pour exé-  
cuter les commissions importantes dont je  
suis chargé. Vous pouvez être certain que je  
mettrai toute mon attention à contribuer au  
bonheur de la Colonie, & que je chercherai  
continuellement à faire valoir toute son au-  
torité civile, tant que je serai honoré du  
commandement qui m'est confié «.

*Certifié.* Robert Benson, Secrétaire.

1776. Suite de la guerre du Canada dans le  
 Juin mois de Juin.

&  
 Juillet.

N.<sup>o</sup> I. Extrait des lettres du Capitaine Douglas  
 à l'Amirauté, sur ce qui s'est passé après  
 la levée du siège de Quebec.

*Du Bureau de l'Amirauté, 30 Juillet 1776.*

Par des lettres de M. Douglas, Capitaine commandant le vaisseau de Sa Majesté l'Isis, écrites de Quebec, en date des 26 & 27 du mois de Juin il paroît qu'immédiatement après la levée du siège de Quebec dont il a rendu compte dans ses lettres du 8 & du 15 Mai, on prit toutes les mesures convenables pour faciliter les opérations ultérieures que l'on méditoit contre les Rebelles. On fit descendre la riviere à tous les pilotes que l'ont put rassembler, avec ordre de faire remonter tous les bâtimens de transport que l'on attendoit tous les jours d'Angleterre & d'Irlande, sous les ordres du Général Burgoyne; & afin qu'à leur arrivée on ne perdît point de tems le Capitaine Douglas avoit placé un nombre suffisant de pilotes sur la partie supérieure de la riviere, & distribué aux endroits convenables des frégates & autres bâtimens armés pour les appuyer & leur servir d'escorte. De même, prévoyant que des vents contraires pourroient empêcher les bâtimens de transport de remonter la riviere, il avoit placé aux endroits convenables des

vaisseaux chargés de vivres pour le rafraîchissement des troupes , dans le cas où elles seroient obligées de quitter leurs vaisseaux & de prendre la route de terre. En conséquence de ces dispositions , tous les bâtimens qui portoient des troupes à bord , & qui avoient des pilotes , remonterent la rivière sans s'arrêter à Quebec , & arriverent à tems à Trois Rivières pour y défaire les Rebelles. Ensuite ils les chasserent de Saint Jean , & de tous leurs postes au-dessus du lac Champlain.

1776.

Juin

&amp;

Juillet.

Le Capitaine Douglas dit dans la même lettre que la conduite prudente & la vigoureuse activité de M. Harvey , Capitaine du vaisseau le Martin , est au-dessus de tout éloge ; que le zèle , la vigueur & l'esprit unanime de tous les serviteurs de Sa Majesté , sur l'un & l'autre élément , l'ont emporté dans cette occasion sur tout ce qu'il peut rappeler à sa mémoire. Il ajoute qu'il étoit actuellement occupé à concerter avec le Général Carleton les moyens les plus propres d'employer des vaisseaux armés sur les lac Champlain & Ontario , la grande difficulté étant de les y faire entrer , ainsi que d'autres vaisseaux marchands , dont l'usage seroit d'accélérer le passage de l'armée. Il dit que M. Harvey , Capitaine du vaisseau le Martin , retournoit à Sorel pour y examiner les moyens dont on pourroit se servir pour faire traverser les courants de Chamblé , & faire entrer dans le lac Champlain , comme font

1776. les Russes & les Hollandois, à l'aide des machines appellées *chameaux*, les six vaisseaux armés dont l'un étoit déjà arrivé d'Angleterre, & les cinq autres étoient attendus à chaque instant.

Juin  
&  
Juillet.

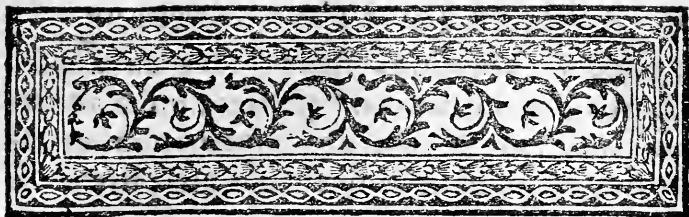
N.<sup>o</sup> II. *Relation de l'affaire aux TROIS RIVIERES, le 8 Juin, & de ses suites, par le Général Carlton.*

Whitehall, 27 Juillet, 1776.

Le Capitaine le Maître est arrivé en qualité d'express de Montréal, & a remis aujourd'hui la lettre suivante au Lord George Germaine, de la part du Général Guy Carleton

MILORD.

« Je vous ai informé dans une lettre précédente que les troupes avoient reçu ordre de s'assembler à Trois Rivières : elles se mirent en marche, & firent une extrême diligence, en s'éloignant de Québec, ou par terre ou par eau, selon que la nature des circonstances avoit rendu, l'un ou l'autre plus convenable. Le 8 de ce mois, les Rébelles hazarderent un coup hardi ; ils partirent de Sorel à bord de 50 bateaux, au nombre de plus de 2,000 hommes, & prirent terre avant le jour à la pointe du Lai, delà ils marcherent pour attaquer nos troupes à Trois Rivières, bravant le vaisseau



# AFFAIRES DE L'ANGLETERRE ET DE L'AMÉRIQUE.

## LETTRE

*D'un Banquier de Londres, à M.\*\*\*  
à Anvers.*

De Londres le 9 Mai 1778.

**V**ous vous souvenez, Monsieur, que dans les débats de la Chambre des Pairs du 8 Avril, il fut convenu entre le Duc de Richmond & dix-neuf autres Lords, qu'ils s'uniroient pour présenter au Roi, en leur propre nom, des remontrances sur le mauvais plan de conduite adopté par ses Ministres. Je ne fais point si ces Lords ont mis leur

## ij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

projet à exécution, mais l'idée en a paru heureuse à un Ecrivain patriote qui a adressé au Roi, par la voie des papiers publics, le morceau intéressant que vous allez lire.

A U R O I.

S I R E.

» Dans la position critique & humiliante où se trouvent actuellement les possessions de Votre Majesté, chacun de vos fideles Sujets à le droit & peut se croire même obligé de mettre en usage tous les moyens qui peuvent détourner la ruine totale dont elles sont menacées. Je supplie donc Votre Majesté de donner une attention sérieuse aux vérités importantes que je prens la liberté de mettre sous ses yeux; j'espère qu'elles ne seront point rejetées, puisque Dieu lui-même, dans les plus intéressantes occasions, a daigné plus d'une fois faire servir à ses desseins les instrumens les plus foibles ».

» Il est généralement reconnu aujourd'hui (& toute espece de doute à ce sujet, seroit offensante pour Votre Majesté autant qu'absurde & ridicule) il est reconnu, dis-je, que nous avons fait la plus grande folie de sacrifier l'honneur, les richesses & la prospérité de ces royaumes pour une vraie chimere. Comment avons-nous pu entreprendre de taxer l'Amérique sans avoir la force nécessaire pour réduire, ou même (ainsi qu'on le



déclare à présent) sans avoir l'intention de lui faire tant de violence? C'étoit bien, je crois, quitter la réalité pour l'ombre. Il ne seroit pas moins extravagant de prétendre que nous sommes en état de jouer plus long-tems un jeu si ruineux. Je ne me permettrai point de reproches contre vos Ministres sur le dédain avec lequel ils ont reçu les avis, les protestations, les pétitions & les remontrances de la plus respectable partie de votre Parlement & de la cité de Londres. Je ne vous rappellerai point qu'ils ont persuadé à Votre Majesté que ces démarches étoient intéressées & séditieuses, & que tout au moins c'étoit l'erreur qui les suscitoit; que serviroit-il aujourd'hui des'élever contre les manœuvres criminelles qu'ils n'ont cessé de pratiquer pour corrompre, abuser & opprimer les fideles Sujets de Votre Majesté dans la vue de faire réussir les plus pernicioeux projets? Je ne blâmerai ni ne louerai vos Ministres actuels, ni aucune autre administration quelconque, parce que je crois que tous également ils ont leurs défauts, qu'ils sont assez éclairés pour connoître leurs devoirs & les véritables intérêts de Votre Majesté & de vos Etats (intérêts qui sont inséparables) & qu'il ne leur manque qu'une ame honnête, & la volonté de faire le bien. Mon dessein n'est pas d'aggraver sur nous le poids d'une détresse que nous n'avons que trop méritée: je n'ai pour but que de montrer à Votre

#### IV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Majesté le seul rayon d'espérance avec le secours duquel nous pourrions sortir de ce labyrinthe d'infortunes, mais qui nous indique une route directement opposée à celle que nous avons suivie jusqu'à présent».

» Depuis nombre d'années, le Gouvernement a adopté ouvertement le système de la corruption, & il n'y a pas de ressort qu'il n'ait fait jouer pour décourager & opprimer la vertu & le vrai patriotisme. On a multiplié les pensions à l'infini ainsi que les places sans fonctions; dans quelle vue l'a-t-on fait? Uniquement, j'ose le dire (& pourquoi ne le dirois-je point, puisqu'on ne s'en cache pas) pour acheter la pluralité des suffrages dans le Parlement. On donne les plus grands encouragemens au luxe & à la dissipation afin de nous plonger dans les horreurs de la misère, & de la dépendance, & de saisir l'occasion de nous présenter le salaire de l'iniquité, comme la coupe empoisonnée de Circé. Après cela doit-on s'étonner que nous ayons sous les yeux tant d'exemples de fragilité humaine? Non, assurément; mais je crois fermement aussi que les tentateurs auront un compte bien plus terrible à rendre que les tentés. L'objet & les conséquences de ce système diabolique sont aussi sensibles que propres à allarmer. Car l'esclavage doit être la conséquence nécessaire du manque d'honnêteté & d'économie. Avec quelle apparence de justice peut-on blâmer les Améri-

cains d'avoir refusé d'être taxés par un gouvernement où ils n'ont ni représentans ni crédit : par un gouvernement dont ils n'avoient nulle douceur à attendre , & qui , tout au contraire paroïssoit disposé à leur ôter jusqu'au dernier sou , à moins qu'ils n'eussent été assez imbécilles pour croire que ce même gouvernement les traiteroit avec plus d'indulgence qu'il n'en a montrée pour la Grande-Bretagne & pour l'Irlande ? Cependant il y a encore plus de folie que d'injustice dans notre conduite , & elle ne peut se comparer qu'à l'avarice cruelle de cette mauvaise menagere qui s'avisa de tuer sa poule pour avoir tous ses œufs à la fois. Au moyen d'un commerce exclusif avec les Américains , & de la résidence que faisoient , chez nous , quelques-uns des principaux d'entre eux , nous avions & nous pouvions nous flatter de conserver pendant des siècles la possession tranquille & assurée de la plus grande partie des richesses de l'Amérique Septentrionale. Nous ne cessons de répéter qu'ils nous ont les obligations les plus essentielles , & nous nous plaignons amèrement de leur ingratitude. Ces propos & ces plaintes sont ridicules , car nous ne leur avons jamais témoigné de bonne volonté que dans la vue d'en tirer quelque avantage ».

» Nous paroïssons attendre d'eux une soumission & une obéissance qu'aucun Pere n'est en droit d'exiger de ses enfans , lorsqu'ils sont parvenus à un âge mûr. Ne seroit-

## vj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

il pas absurde de prétendre que les Etats n'ont pas, comme les individus, leurs Périodes de maturité & de déclin ? C'est une vérité prouvée, par le sort de tous les Empires, depuis la création du monde, & j'apprehende fort qu'elle ne se trouve confirmée par l'exemple de ce royaume, n'agueres encore si heureux & si florissant ».

» Les hommes les plus prostitués à la Cour, conviennent qu'il est impossible que ce petit coin de terre conserve long-tems son autorité sur l'immense continent de l'Amérique Septentrionale, quoiqu'il soit universellement reconnu qu'une alliance établie sur des fondemens de raison, de justice & de commerce (telle qu'elle fut proposée il y a trois ans dans l'excellent Pamphlet, intitulé *l'Indépendance Américaine*) nous auroit assuré pour des siècles la conservation de tous les avantages que nous pouvions desirer, & cela sans aucunes dépenses ni inimitiés. Mais ces beaux jours sont évanouis. Par une suite constante d'inconséquences & de cruautés, nous avons forcé les Américains de recourir à l'indépendance : je crains bien même que nous ne leur ayons fait concevoir pour nous une antipathie dont ils ne reviendront jamais. Cependant, l'humanité & la générosité avec laquelle ils ont traité nos armées (envoyées pour les massacrer) lorsqu'elles étoient à leur discrétion, & les sentimens de bienveillance & de christianisme

épuré qui distinguent ce vraiment grand-homme , leur célèbre Protecteur & Plénipotentiaire le Docteur Franklin , permettent encore d'espérer que nous pourrions échapper à la ruine totale qui nous menace ; mais nous reste-t-il assez de courage pour prendre le seul parti que l'intérêt de notre sûreté devoit nous suggérer ? La première démarche seroit de reconnoître nos fautes avec cette franchise & ce repentir qui feroient honneur aux hommes les plus fiers , & qui conviennent également aux grands Etats ».

» Il est pareillement de notre devoir & de notre intérêt de nous rappeler que nous n'avons pas le droit d'attribuer nos malheurs aux François , parce qu'en examinant leur conduite avec soin & sans prévention , il sera aisé de voir qu'elle n'a rien de reprehensible. Qui osera leur faire un crime de s'être ouverts un commerce qu'ils ne pouvoient faire autrement que d'accepter , que nous avions repoussé avec mépris , & qu'il nous devenoit impossible de recouvrer » ?

» La France a reconnu l'indépendance de l'Amérique ; elle l'a reconnue , non pas secrètement , mais publiquement. La France est accusée de perfidie dans quelques écrits ministériels. Mais est-ce une perfidie bien atroce à une nation rivale de conclure un traité de commerce avec un pays révolté , après avoir attendu le tems nécessaire pour voir si ce pays étoit en état de se rendre indépen-

## viii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

dant ? Je demande encore si quelque'autre Puissance maritime n'eût pas fait la même chose dans le cas où la France ne se fût pas décidée, & s'il n'y a pas déjà d'autres Puissances qui reconnoissent l'indépendance de l'Amérique » ?

» Suivant une lettre de France reçue ici le 23 Avril, l'escadre Françoisise est partie pour l'Amérique où elle secondera les opérations de Washington en bloquant le Général Howe dans Philadelphie «.

» Les François ne nous ont-ils pas laissé, pendant plusieurs années le loisir de nous battre ou de nous accommoder selon notre bon plaisir, sans prendre à nos divisions d'autre intérêt que celui dont l'humanité même leur faisoit un devoir ? Est-il juste de leur reprocher d'accorder quelque protection à l'innocence opprimée, lorsqu'on nous a vu piller, mettre aux fers, & détruire des Empires immenses en Asie, en Afrique & même en Amérique, quoique je voulusse pouvoir au moins excepter l'Amérique de cette liste de proscriptions ? Avons-nous daigné seulement colorer du moindre prétexte des excès aussi révoltans ? Quels peuvent-êtré nos autres griefs ? Etoit-il juste : étoit-il même possible que le monopole du commerce de la moitié du globe restât éternellement entre nos mains ? Quel droit avons-nous d'attendre du commerce d'Amérique ou de tout autre pays des avantages plus considérables qu'il

n'est de leur intérêt de nous en accorder ? Enfin, ne voit-on pas clairement, par la déclaration même de l'Ambassadeur de France, que le traité de commerce conclu entre les deux Nations, n'est pas exclusif, puisque les Américains se sont réservés le droit de commercer librement avec tous les peuples de l'univers, & que nous en aurons nous mêmes une grande part, si nous voulons l'accepter ? Je ne crains point d'affirmer qu'à l'avenir, soit par la guerre, soit par la paix, nous n'aurons d'autre part dans leur commerce, que celle qu'il sera de leur intérêt de nous accorder. Comme personne ne conteste la vérité de ces faits, quel seroit donc l'objet d'une guerre contre la France, qui, en déclarant les intentions les plus pacifiques, a signifié en même-temps la ferme résolution où elle est d'effectuer & de protéger son traité de commerce avec les Etats-Unis ? Il n'y a aucun motif qui puisse nous faire succomber à la tentation extravagante d'engager la nation dans une guerre, à laquelle elle est si mal préparée, & qui ne peut promettre aux Ministres d'autre avantage que de voir les calamités inévitables qu'entraînera cette guerre servir de sauvegarde à ceux qui ont été la première cause de nos infortunes, à ces hommes perfides que rien ne doit soustraire à la juste indignation d'un peuple qu'ils ont si cruellement outragé.

Ainsi, ce que nous avons de mieux à faire,

## X AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

c'est de nous contenter de la portion qu'il conviendra aux Américains de nous donner dans leur commerce : c'est d'envoyer au plutôt à nos Commissaires des pleins pouvoirs pour terminer nos différends aux conditions les plus avantageuses qu'ils pourront obtenir. En prenant ce parti, si nous mettons dans notre conduite la franchise & la loyauté convenable, nous pourrons encore conserver nos Isles & nos autres Colonies, qui, sans cela, seront infailliblement réunies sous peu d'années aux Etats indépendans d'Amérique.

La vérité de toutes ces assertions est démontrée d'une manière si évidente, qu'il est inutile de les appuyer d'autres preuves, & mon profond respect pour Votre Majesté ne me permet pas de croire qu'elle puisse jamais se laisser engager à consommer la ruine des Royaumes confiés à ses soins, par le seul motif de couvrir & de faire oublier les fautes de ses Ministres.

Si de tels écrits, Monsieur, restoient sans réponse, on pourroit penser que le Ministre se connoît une supériorité qui l'élève au-dessus de toute appréhension. Mais comme cette supériorité lui manque réellement, & qu'il seroit difficile qu'on pût y croire, il entretient à grands frais des champions qui entrent pour lui dans l'arène & qui sont toujours prêts à prendre sa défense. Voici



un autre écrit où l'on fait voir toute la sagesse du plan de conduite actuel de Milord North. Outre qu'il est convenable de ne point vous cacher ses motifs de justification, vous y trouverez encore l'avantage de pénétrer dans la marche qui pourra être tenue pour la campagne prochaine en Amérique. Ce n'est que par les écrits apologétiques des Ministres, qu'on peut avoir une connoissance anticipée de certains événemens.

*Coup-d'œil impartial sur les opérations actuelles du Ministère.*

» Malgré la nécessité qui a forcé le Ministère de prendre des voyes de conciliation dans la crise présente des affaires, on doit s'attendre qu'elles ne seront approuvées ni de l'un ni de l'autre des deux partis qui divisent actuellement la nation. Ceux qui ont désiré & prêché la guerre, assurent qu'il n'y a que la victoire qui puisse amener la paix; & ceux qui déploient leur éloquence en faveur de la paix, ne parlent ainsi que parce qu'ils ne sont point chargés de la conduite de la guerre. Les premiers regardent une soumission absolue de la part de l'Amérique comme nécessaire à l'intérêt & à la dignité de la Grande-Bretagne; les derniers sont persuadés que toute soumission deviendra nuisible à leurs propres intérêts. Les premiers n'osent céder quelques points aux Re-

## xij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

belles , de peur des conséquences d'un pareil exemple : les seconds esperent que l'apparence de la concession de quelques points , fortifiera les Américains dans leur résistance. Les deux partis s'efforcent de corrompre les principes de la nation , ou d'armer ses préjugés en leur faveur , & ils ont réussi à tel point que le peuple en général , après avoir balancé long tems entre l'une & l'autre opinion , s'est ennuyé de la querelle & est devenu presque indifférent sur l'issue qu'elle doit avoir «.

» Dans cet état des choses le Ministre n'a d'autre route à suivre que celle qu'il a commencée. Un parti le presse pour la guerre , l'autre lui recommande la paix ; la dignité de la nation semble exiger la guerre , mais l'intérêt de cette même nation demande la paix. Pressé par la violence des deux partis , & ne voyant dans les esprits aucun principe déterminant propre à décider son choix , il a cru n'avoir rien de mieux à faire que de prendre un juste milieu ; & tandis qu'il a ouvert toutes les portes à la paix en faisant des concessions , il a eu soin de se préparer à la guerre pour se procurer tous les moyens d'y réussir en cas qu'elle arrive «.

» Quant aux propositions conciliatoires , il n'est gueres possible qu'on en pût imaginer de plus sages & de plus politiques. Les Commissaires sont munis de pouvoirs pour

traiter avec les Colonies *séparément* ou *collectivement*. La plupart des Chefs dans les Provinces Méridionales ont blâmé la violence des mesures prises par le Congrès. Si les Commissaires manquent leur objet avec cette assemblée, ils trouveront ailleurs des hommes en crédit qui saisiront avec plaisir cette occasion de rétablir la paix dans leurs Colonies particulières. Si cela s'effectue en un seul endroit, le Ministre aura réussi aussi complètement qu'il puisse le désirer. Rien n'étoit plus capable de faire naître cette désunion que ce pouvoir donné aux Commissaires de tâter les Colonies l'une après l'autre. Quoiqu'elles se soient toutes opposées à la taxation, parce qu'elle pèse également sur toutes, il faut espérer qu'elles ne rejetteront pas avec la même unanimité une réconciliation. Comme il est démontré que si l'indépendance s'établissoit, les Provinces du Nord seroient celles qui en retireroient le plus grand avantage, il est très-vraisemblable que nos offres seront plus favorablement accueillies par celles du Sud, je veux dire la Virginie & la Caroline où il y a moins d'Américains natifs & dont la Religion & les mœurs se prêtent moins à la forme républicaine.

» Enfin il est très-vraisemblable que nos forces, au lieu d'être dispersées comme elles l'ont été jusqu'ici, seront rassemblées à New-York pour que notre armée reste maîtresse

#### XIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

de la riviere de Hudfon & réparer autant qu'il sera poffible le préjudice que nous avons fouffert de la prife de Philadelphie , qui ne pouvoit d'ailleurs être d'aucune utilité „.

Vous voyez clairement , Monsieur , que tout le blâme de la mauvaife ifue de la derniere campagne retombera fur M. le Chevalier Howe. Il aura lieu , ainfi que le Lord fon frere , de fe repentir long-tems d'avoir rejetté les avis qui lui ont été donnés pour le détourner de prendre le commandement de cet armée. J'attens fon retour , que l'on dit très prochain , pour vous faire lire une lettre que les circonftances rendent très-intéreffante , & dont il ne fe mocqueroit pas aujourd'hui , comme il le fit avant fon départ. Nous allons parcourir rapidement ce qui s'eft paffé de plus curieux dans les débats du Parlement depuis fa rentrée.

##### *Chambre des Communes.*

Le Vendredi premier Mai , le Chevalier Philipp Jennings Clerk préfenta fon Bill contre les Entrepreneurs des fournitures de l'armée , de la marine , &c. fuivant lequel aucun d'eux ne pourra conferver fa place dans la Chambre , à moins qu'il n'ait pris fon marché à une enchere publique. Il fut agité s'il en feroit fait une premiere lecture , & la queftion fut décidée par 72 contre 61 pluralité 11. La feconde lecture fut ordon-

née pour le Lundi 4 en Comité de la Chambre. Le Lord North parut fort étonné que le nombre des voix se fût trouvé contre lui.

Mais dans les deux jours d'intervalle il manœuvra si habilement que le 4 Mai le Bill eut un sort tout différent. Le Lord Nugent débuta par demander que la Chambre ne se formât point en Comité pour délibérer sur ce Bill, & ce parti l'emporta de 115 contre 113, pluralité 2. Les Entrepreneurs & leurs amis voyant que le moment étoit favorable, insisterent pour que le Bill fût renvoyé à un Comité de la Chambre dans deux mois, à compter de ce jour, ce qui veut dire qu'il ne puisse plus en être question dans la session actuelle: Ils l'emportèrent encore de 114 contre 109, pluralité 5.

Dans cette discussion, le Lord George Gordon déclama avec beaucoup de véhémence contre le Lord North, sans cependant s'abandonner autant que dans celui où il avoit pensé se faire une affaire personnelle avec ce Ministre.

• L'entreprise de nettoyer les Ecuries d'Au-gias étoit un jeu d'enfans, en comparaison du travail qu'il faudroit pour purifier la Chapelle Saint Etienne (lieu où s'assemble le Parlement) devenue un repaire d'oiseaux de proie, dont l'infection ternit la masse de l'Orateur & déshonore le Sénat Britannique. Grace à tous nos marchés, la Chambre qui n'est plus remplie que de Tailleurs, de Cordonniers,

## xvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

de Marchands de sel, de choux-croute, de patates, &c. est devenue redoutable même pour l'odorat. Le tems approche cependant où je verrai ces mêmes personnes faire des marchés pour des *habits noirs* & des *échaffauds*, dont leur conduite publique doit nous offrir incessamment le spectacle «.

M. Byng fit la censure la plus amère de la conduite de l'Administration dans la crise actuelle, & en particulier dans l'affaire qui occupoit la Chambre. Il fit voir combien il étoit extravagant de donner en spectacle au peuple cette marine si vantée, & de se permettre à cette occasion des rodomontades si ridicules, lorsque ces mêmes vaisseaux qui sont encore à Portsmouth, auroient dû être en mer pour observer les mouvemens de nos ennemis, longtems avant le départ de la flotte de Toulon.

M. Temple Luttrell proposa de mettre sous les yeux de la Chambre les lettres & les mémoires des Marchands d'Afrique, comme un moyen d'information avant l'examen que l'on doit faire de la situation du commerce d'Afrique.

Le Lord North fit quelques objections à cette motion, parce que les papiers demandés étoient déjà sous les yeux d'un Comité.

M. Thomas Luttrell se plaignit que des objections & des difficultés toujours renaissantes arrêtassent depuis plusieurs années l'examen d'une affaire aussi importante pour la Nation.

Nation. » Lorsque le Lord North, dit-il, est entré dans le Ministère, il n'y avoit pas moins de 205 vaisseaux employés au commerce d'Afrique; & actuellement il n'y en a que deux ou trois. Nous transportions tous les ans de cette partie du monde 20,000 Nègres pour les Isles de l'Amérique, tandis que la traite des François ne montoit pas à 2,000. Les François nous ont enlevé notre commerce, ils ont établi des factoreries au-dessous de nos forts & même dans les maisons de nos Agens. Enfin ce commerce est dans la situation la plus périlleuse. Nos établissemens à moitié envahis n'ont aucune espece de fortifications, & ils sont incapables de résister à la plus foible attaque.

Le 5, le Lord North présenta à la Chambre des Communes le message suivant de Sa Majesté.

*George Roi.*

» Sa Majesté comptant sur le zèle & l'affection de ses fidèles Communes, éprouvés tant de fois, & considérant que dans cette conjoncture critique il peut survenir des événemens de la plus grande importance & qui auroient les suites les plus dangereuses si l'on ne s'occupoit pas promptement des moyens capables de les arrêter ou de les prévenir, Elle désire que cette Chambre la mette en état de faire face à toutes dépenses extraordinaires survenues ou à survenir dans les

xviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
services militaires de l'année 1778 & de  
prendre toutes les autres mesures que la né-  
cessité des affaires peut exiger.

Ce message du Roi pour un vote de crédit, occasionna les débats les plus violens. M. Thomas Townsend fit une vive sortie contre les Ministres, qu'il représenta comme les gens les plus nonchalans, les plus lâches, les plus indolens, les plus inactifs & les plus traîtres qui eussent jamais tenu les rênes du gouvernement. Il dit qu'ils méritoient d'être traités ainsi d'après leur conduite dans la position présente des affaires; que l'escadre Française étoit sortie de Toulon dès le 13 Avril, & qu'on avoit laissé notre escadre dans le port pour amuser le Roi & la Reine, & pour récréer les femmes & les enfans, qui auroient le tems d'aller à Portsmouth pour voir la belle parade que le premier Lord de l'Amirauté donneroit au Souverain, dans l'intention de le distraire d'une suite d'autres objets bien plus pressans & bien plus utiles.

Le Lord North parla après M. Townsend, il débuta par se féliciter qu'il y eût un citoyen assez affecté du salut de son pays pour faire présent à l'Administration d'une pareille collection d'épithètes avant de savoir si elle les méritoit ou non. Il observa que les sarcasmes que M. Townsend venoit de décocher contre les Ministres auroient fait sur lui la plus forte impression, s'ils fussent partis d'une personne mieux instruite. Pour répondre en-



suite sur certains faits allégués par le même Membre, le Lord North parla ainsi : je sais que l'escadre Française a été prête avant les nôtres, mais attendu la différence des Constitutions des deux pays, l'avantage singulier que la France retire des classes de ses matelots, & beaucoup d'autres circonstances particulières à un gouvernement arbitraire, il y a toujours à parier que les opérations militaires seront exécutées en moins de tems que celles de la Grande-Bretagne. Cependant quoique dans ce moment-ci il ne me soit presque pas possible d'ouvrir la bouche sur ce sujet sans trahir le secret de l'Etat & sans préjudicier à nos intérêts, je suis très-persuadé que lorsqu'il sera tems de justifier la conduite de l'Administration, il n'y aura personne qui ne reconnoisse qu'on a pris toutes les mesures qu'il convenoit de prendre tant pour la défense du Royaume, que pour nous mettre en état de tirer vengeance de toutes les attaques ou insultes que nos ennemis pourroient nous faire. Il se peut sans doute que dans un commencement de guerre la France ait quelques petits avantages. Dans toutes guerres où les possessions d'une des Puissances belligérantes sont aussi étendues que les nôtres, on reçoit des échecs & l'on supporte des pertes ; mais je ne doute point qu'après les mesures qui ont été adoptées, l'avantage ne soit définitivement pour la Grande-Bretagne.

M. Pultney informa la Chambre qu'il avoit

## XX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

été la semaine dernière à Portsmouth, qu'il y avoit vû 18 vaisseaux prêts à mettre à la mer, & que le vent avoit toujours été bon depuis le Lundi 27 Avril, jusqu'au samedi 2 Mai : qu'il ne vouloit pas pour cela former aucune accusation contre les Ministres : mais que les choses pouvant devenir très-sérieuses, il supplioit la Chambre de se souvenir de ses observations.

M. *Adams* félicita ironiquement M. *Townsend* sur la véhémence qu'il avoit mise dans son discours, & dit qu'il regrettoit seulement que les Membres de la Chambre qui pensoient ainsi n'eussent pas tenu plutôt le même langage, attendu qu'il croyoit que dans ce cas aucun de ces Messieurs n'eussent eû l'occasion d'engager le gouvernement à des mesures violentes dans un stile aussi vif que celui qu'ils employent aujourd'hui, si à la réception de la notification de l'Ambassadeur de France ils n'eussent pas prêché la paix comme ce qu'il y avoit de mieux à faire.

Le message a été envoyé au Comité de subside.

Voici l'observation que fait sur ce débat un Ecrivain Ministériel.

» Ce qui afflige particulièrement le parti de l'Opposition, qui n'a cessé de déplorer la foiblesse de notre Marine, c'est que Sa Majesté s'est convaincue par ses propres yeux

qu'elle avoit une très-belle flotte prête à combattre, & ce qui ajoute encore au chagrin de ce Parti, c'est qu'une foule d'Anglois est accourue de toutes les Provinces du Royaume pour voir cette escadre & que tout le Royaume va enfin connoître la vérité. Faut-il donc s'étonner que cette revue ait tant déplu à l'Opposition « ?

COMME vous le voyez, Monsieur, les Ministres s'applaudissent d'avoir pu faire manœuvrer devant le Roi une magnifique escadre; mais personne ne doute que trente vaisseaux de ligne en rade ne fassent un grand effet. On se plaint seulement de ce que les Ministres ont sacrifié à leur justification personnelle un intérêt aussi important que celui de mettre cette même escadre entre les flottes de Toulon & de Brest. La Nation vouloit voir ses escadres à la mer pour l'argent qu'elle donne; & elle trouve fort mauvais qu'on les ait retenues contre son gré dans les ports pour les faire voir au Roi, à qui elles ne coutent pas un sou, & qui a fait pour cela deux voyages, dont les frais, encore pour la Nation, sont évalués à 70,000 livres sterling.

Depuis que j'ai fait l'extrait que vous venez de lire, j'ai recueilli les détails suivans de ces mêmes débats.

*Le Chevalier George Yonge.*

« Le Lord North qui a remis à la Cham-

## xxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

bre le message du Roi, est obligé par sa place de nous dire à quels services on doit employer l'argent demandé, d'autant plus qu'à l'exception de quelques préparatifs pour la défense du Royaume, il n'a été pris aucune mesure efficace pour nous mettre en état d'agir avec vigueur. Il est vrai qu'il y a à Portsmouth une belle flotte qu'on montre comme une curiosité, mais c'est tout. L'inactivité des Ministres est inexcusable; & leur conduite, tant avant que depuis la déclaration du Roi de France relativement à l'Amérique, démontre qu'ils sont totalement indignes de la confiance de la Chambre & de la nation en général. Je soutiens donc que si les nouveaux subsides demandés aujourd'hui sont octroyés comme nécessaires, ils seront encore perdus si on les confie à l'Administration actuelle «.

*M. Turner.*

« Je suis de l'avis du Chevalier George Yonge. S'il est nécessaire de demander un vote de crédit dans l'intention de faire la guerre, car cela est spécialement exprimé dans le message du Roi, pourquoi proroger le Parlement dans une conjoncture aussi critique & aussi allarmante? Selon moi, il seroit bien plus à propos de laisser siéger le Parlement par de courts ajournemens, que de confier l'argent de la nation à des gens qui n'ont d'autre talent que de piller le public pour finir peut-être par le trahir «.

*M. Townshend.*

» Aussitôt que les Ministres ont eu connoissance de l'activité avec laquelle on équipoit la flotte de Toulon, n'auroient ils pas dû faire partir des forces assez considérables pour épier les mouvemens, & se stationner de maniere à mettre le Comte d'Estaing dans l'impossibilité de nous échapper ? Que pouvons-nous faire à présent ? La flotte est partie, mais où est-elle allée ? Est-ce à Halifax, à la baye de Delavare ou à Quebec ? Va-t-elle attaquer nos Isles, va-t-elle faire des conquêtes dans l'Inde ?

» Comment donc s'est perdu l'esprit de la Nation Angloise ? Où est la sagesse qui présidoit jadis à ses Conseils ? Où sont les terreurs qu'elle imprimoit dans l'ame de ceux qui l'osoient insulter. Non, je n'en doute plus, la Grande-Bretagne a été trahie ; la trahison & la corruption se disputent à l'envi à qui complèrera le plutôt sa ruine & son deshonneur..... Le moment où je parle est le plus terrible que l'Angleterre ait jamais connu : demain la scène sera peut-être encore plus effrayante. Dans une crise aussi dangereuse, il n'y a point de véritable Anglois qui ne doive frémir à l'aspect de sa patrie chancelante, & faire les derniers efforts pour empêcher sa chute..... Les Ministres, au lieu de venger la nation & de faire sortir nos escadres, ont ajouté à l'é-

#### XXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

puisement du public en prodiguant des sommes immenses pour la dépense d'une revue ridicule. Quelques-uns des plus braves Capitaines de l'Univers, pour se porter aux folies de la Cour, ont été obligés de se montrer en spectacle comme des marionnettes, tandis qu'ils gémissaient au fond du cœur de l'état de foiblesse de leurs vaisseaux trop mal équipés pour agir offensivement ou défensivement..... «

» Les Espagnols ont à Cadix une flotte formidable, très bien armée & approvisionnée. L'escadre de Brest n'attend que le signal pour mettre à la voile. Si ces deux escadres se proposoient une jonction dans nos mers, la première nouvelle que nous recevriions c'est qu'elles sont devant nos côtes : il faut ou que les Royaumes Britanniques soient l'objet des desseins de nos ennemis, ou que nous perdions quelques-unes de nos dépendances «.

*M. Pulteney.*

» L'Express qui a apporté à Londres la nouvelle du départ de l'escadre de Toulon, est arrivé le Lundi 27 Avril ; cependant ni ce jour-là ni le lendemain il n'y eut rien de résolu. Le Conseil ne fut convoqué que pour le Mercredi 29, & qui fait même s'il s'est tenu plutôt qu'aujourd'hui ? Ainsi on n'a pris aucune mesure quelconque. Sa Majesté & le Lord Sandwich ont été se promener à

Portsmouth pour passer en revue une flotte qui auroit dû être partie depuis long-tems...

Si par notre négligence il arrive que les François obtiennent sur nous quelque avantage, les Ministres doivent en être responsables à la nation. Les ordres auroient pû être envoyés le Lundi 27, & la flotte seroit partie le 28. Le vent a été favorable jusqu'au Samedi 2 Mai après midi. A présent le vent ne permet pas aux vaisseaux de sortir du canal, & il est impossible de dire quand il sera bon «.

*Chambre des Pairs, le 6.*

» A l'occasion de la seconde lecture du Bill pour recruter les troupes de terre & de marine; le Duc de *Bolton* marqua son étonnement de ce que dans un moment où la Chambre délibéroit sur un Bill d'une telle importance, il ne se trouvoit présent aucun Ministre pour répondre aux objections qu'on pourroit faire au Bill. Ce Lord en énonça plusieurs. Il dit entr'autres que c'étoit une chose illégale & contraire à la Constitution, de presser des hommes pour aucun service & particulièrement pour celui de terre: que les hommes désignés par l'acte seroient pressés dans différens cas qui ne requeroient point absolument l'usage de ce moyen violent: qu'enfermer des gens qui ne veulent point servir, ce n'est que le moyen de remplir les prisons & d'augmenter le désordre. » J'ai

## xxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

vû , ajouta-t-il , lorsque les fonctions de ma place m'obligeoient de faire presser pour le service de la marine , j'ai vu ce moyen , quoique nécessaire , entraîner des conséquences si funestes , que si vous aviez été comme moi témoin de ce spectacle , vous ne penseriez certainement pas à étendre un pareil acte de violence , au cas actuel où il n'est pas justifié de même par l'impérieuse loi de la nécessité. Il est encore une autre raison non moins déterminante pour rejeter ce Bill : c'est l'étourderie inconcevable dont il porte le caractère , lorsqu'on lit qu'il sera payé à la Trésorerie , par les Commissaires de la taxe des terres , QUARANTE SOLS par livre pour le compte de l'armée «.

» Le Lord *Effingham* opposa au Bill une objection très-forte , c'est qu'en 1757 un Bill semblable avoit chargé la taxe de<sup>s</sup> terres de 1756 & de 1757 du paiement du service des recrues , & que par le Bill actuel on engageroit la taxe des terres de 1778 & 1779 , ce qui étoit anticiper sur les revenus publics «.

» Le Duc de *Manchester* appuya le Lord *Effingham*. Il est très-étonnant , dit-il , que les Ministres adoptent ce moyen anti-constitutionnel de presser des hommes de terre pour le service , tandis qu'ils refusent les secours de plusieurs citoyens , distingués par leur rang & par leur fortune , qui proposent de lever (a)

---

(a) On fait que les offres faites par le Com



des corps à leur compte, ce qui est bien plus conforme à l'esprit de la Constitution ». Il finit son discours par un tableau frappant des suites funestes qu'entraîne la méthode d'amonceler les hommes les uns sur les autres & de les laisser ainsi enfermés jusqu'à ce que le nombre requis soit complet. Il rapporta à ce sujet un événement dont il venoit d'être témoin lui-même à Portsmouth, où parmi un certain nombre d'hommes ainsi pressés & enfermés à bord du *Terrible*, de 74 canons, il y avoit 250 malades ».

» Le Lord *Denbigh* nia ce dernier fait ou du moins il prétendit qu'il étoit beaucoup exagéré : que les hommes qui avoient été malades, alloient tous beaucoup mieux ; & qu'on avoit pu en juger par la vivacité avec laquelle le *Terrible* avoit manœuvré. Il ajouta qu'il parloit avec d'autant plus d'assurance, qu'il avoit été témoin oculaire de ce qu'il avançoit ».

» Le Duc de *Richmond* dit qu'il avoit été à Spithead ainsi que le Comte *Denbigh*. Quelqu'ardeur, poursuivit-il, que ce Lord ait pu voir parmi l'équipage du *Terrible*, j'ai remarqué, moi, que ce vaisseau étoit très-lent dans ses manœuvres ; & la raison qu'on m'en a donnée, c'est que l'équipage étoit malade, & qu'il n'y en avoit pas la moitié

---

d'Effingham & par le Général Conway, n'ont pas été acceptées.

## xxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

en état de servir. En général la plupart des hommes embarqués sont dans le même état ; & quoique le Lord Denbigh n'ait rien entendu dire de semblable , le fait n'en n'est pas moins constant. Au surplus je dois rendre justice à ce Lord sur-tout ce qu'il rapporte de l'avidité curieuse avec laquelle il a tout examiné à Portsmouth. Il l'a même poussée au point de gêner prodigieusement le service , & de couper au Roi plusieurs barils de poudre qui ont été employés à le sauver , ce qui s'est fait avec tant d'apparat que plusieurs personnes de la populace ont pris le Lord Denbigh pour Sa Majesté elle-même ».

» La question pour mettre le Bill en Comité ayant été mise aux voix , passa à la pluralité de vingt-deux contre dix ».

Le 7 la Chambre des Pairs assemblée à trois heures.

» Le Bill pour recruter les troupes de terre de Sa Majesté a passé au Comité , & il a été ordonné qu'il seroit lu une troisième fois ce même jour ».

» On a lu ensuite l'ordre de la Chambre relativement à une motion du Duc de Richmond. Ce Lord exposa qu'il convenoit de demander copie de tous les papiers relatifs aux nouvelles reçues de l'équipement , du départ & de la destination de la flotte de Toulon ».

» Le Lord *Weymouth* objecta qu'il paroît peu convenable de communiquer des

papiers d'une nature aussi délicate, & qui pourroit par la suite empêcher le gouvernement de recevoir de pareilles informations ».

» Le Duc de *Richmond* convint que l'objection étoit fondée, & ayant borné sa motion à l'équipement & à la sortie elle fut agréée sans autre opposition ».

*Chambre des Communes le 7.*

La Chambre a entendu & agréé le rapport du Comité du subside de la veille pour accorder à Sa Majesté un vote de crédit d'un million sterling ».

L'ordre du jour ayant été lu pour se former en Comité sur le Bill de la Milice, différentes clauses furent proposées & agréées. La Chambre alla aux voix à l'occasion d'une clause relative à la fixation du rang des Officiers des nouveaux corps de volontaires qui viennent d'être levés en Ecosse, article qui passa à la pluralité de cinquante-deux contre neuf.

Le Lord *Beauchamp* proposa un autre article pour déterminer le rang entre les Officiers de Milice en Angleterre, & ceux de ces nouveaux corps de troupes. Il dit qu'il y avoit trois cas où ces troupes pourroient servir ensemble : une rébellion ou une invasion en Angleterre ou en Ecosse, ou bien un ordre de Sa Majesté pour appeler en Angleterre ces corps Ecossois. Dans toutes ces circonstances les commissions des Officiers

### xxx. AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

des troupes volontaires étant données par le Roi, & celles des Officiers servant dans la Milice d'Angleterre, n'étant émanées que des Lords Lieutenans des Comités, cette différence pourroit donner aux premiers une supériorité qu'il présuinoit n'être nullement conforme aux intentions du Parlement. En conséquence il proposa que les Officiers de l'un & de l'autre corps fussent sur le pied d'une égalité parfaite, & que l'ancienneté seule réglât le pas entre eux. Cette motion fût agréée sans aucune opposition.

A six heures la Chambre se forma en Comité sur le Bill.

DANS les débats de la Chambre des Communes du 6, encore à l'occasion du vote de crédit d'un million sterling, il fut dit de part & d'autre des choses très-remarquables. Voici ce qui en a été relevé dans les écrits publics les plus accrédités.

» M. Thomas *Townshend* s'expliqua ainsi : La nation est sans défense & la Milice sans armes : cette Milice va camper sans équipages de guerre ; notre marine n'est ni équipée, ni approvisionnée. L'escadre de Spithead y reste enfilée pour servir de spectacle à la Famille Royale, tandis que celle de Toulon est partie pour une expédition contre les Possessions éloignées de l'Empire Britannique, sans qu'il nous soit possible encore de savoir contre lesquelles, car nous avons autant sujet

d'appréhender pour nos magasins & notre port d'Halifax dans la nouvelle Ecosse, que pour le Canada, la Jamaïque ou l'Inde. Notre situation est vraiment déplorable. Il n'y a pas de jour que nos Villes & nos côtes ne soient pillées & jetées dans la consternation par les corsaires Ennemis ».

» M. Pinton, Lord de l'Amirauté, répondit à M. Townshend sur ce qui regardoit la marine. Je puis, dit-il, assurer la Chambre que l'escadre est équipée & approvisionnée pour toute expédition quelconque, A l'égard des déprédations du corsaire Américain, le Capitaine Thurot n'a-t-il pas également répandu l'alarme sur nos côtes dans le tems même que nos armes avoient les plus brillans succès pendant la guerre dernière? Au surplus j'ai tout lieu de croire que le corsaire le (a) *Ranger* est pris actuellement; on a envoyé quatre frégates à sa poursuite ».

» Le Chevalier George Yonge somma M. Pinton de dire s'il étoit bien informé qu'on eût donné ordre à quelque partie de l'escadre de mettre à la mer ».

» M. Panton refusa de satisfaire à cette question d'un député, à moins que la Chambre

---

(a) Il est arrivé à Brest avec sa prise le *Drake*, vaisseau de Roi, dont le Capitaine a été tué dans le combat & qui a eu 42 hommes tués ou blessés. Le *Ranger* n'a eu que 2 hommes tués & 4 blessés: il a avec lui 200 prisonniers. *Anvers 15 Mai.*

ne le lui ordonnât, disant que pour lors il se croiroit obligé de répondre ».

» M. *Fox* censura la conduite des Ministres relativement à la flotte de M. *Destaing* qu'ils ont laissé sortir sans ordonner aussi-tôt qu'on allât à sa poursuite. Suivant ce député, il y a quinze jours qu'on a reçu à Londres des nouvelles certaines du départ de cette flotte : toute la ville en étoit informée, & cependant, continua-t-il, lorsque j'ai été à Portsmouth le 1 Mai, cette nouvelle ne faisoit que d'y arriver. Il rappella à la Chambre que le Ministre de la marine avoit assuré chez les Pairs qu'il y avoit 35 vaisseaux de ligne en état de partir & sept autres prêts à les suivre, & pourtant dit-il à peine les 35 sont-ils prêts, plus de deux mois après qu'on nous a donné ces assurances. Il apprit aussi à la Chambre que divers approvisionnementns manquoient à l'escadre & en particulier la bierre. Il ajouta qu'il sommoit les Ministres de dire à la Chambre ce qu'ils savoient de la destination de la flotte de Toulon & des mesures qu'ils avoient prises conséquemment au départ de cette flotte ».

» Le Lord *George Germaine* reconnut que sur ce point les apparences n'étoient pas en faveur du gouvernement : que la nouvelle étoit arrivée le lundi 27 Avril, & que le mercredi 29 à une heure le Conseil du Cabinet n'avoit pas encore été convoqué pour délibérer sur cette affaire : il dit qu'il étoit  
fâché

fâché de cette perte de tems , mais qu'on ne devoit lui reprocher aucune négligence , attendu qu'il s'étoit rendu tout de suite au lever du Roi : que pour plus grande diligence il avoit dressé les principaux chefs d'instruction dans l'anti-chambre de Sa Majesté : qu'il les avoit envoyés à ses bureaux : que les Commis les avoient copiés assez à tems pour que le Roi les signât : que ces papiers avoient passé par toutes les formes des Bureaux : & qu'ils avoient été (a)

---

[a] Le premier de Mai on a reçu ordre à Portsmouth de mettre sur le champ à la mer dix vaisseaux de ligne & une frégate de la flotte de l'Amiral Keppel. Il s'y débita que c'étoit en conséquence de nouvelles apportées par le Major Trigge dépêché de Florence par le Chevalier Horace Mann.

Voici une anecdote intéressante sur ces ordres.

Cet ordre n'a point été adressé à l'Amiral Keppel, Commandant de la flotte comme cela auroit dû être ; mais à un des favoris du Lord Sandwich. On trouve par-là le moyen de rendre inutile le jugement & l'expérience de l'Amiral, qui lui auroient indiqué le choix qu'il convenoit de faire des vaisseaux propres à l'expédition projetée. Il est évident, d'après cette circonstance, que le Gouvernement ne regarde Keppel que comme un homme de paille , auquel il a eu ses raisons pour donner le commandement ostensible de la flotte. Si on avoit voulu réellement donner une autorité & une confiance effective à l'Amiral Keppel, c'est à lui que l'ordre en question auroit été adressé. Mais c'est un honnête homme, un bon patriote , & par conséquent il n'est point propre à être initié dans les petites intrigues & les odieux mystères des Ministres

xxxiv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
envoyés à Portsmouth le soir même avant  
neuf heures ; qu'ainsi il desiroit qu'on n'ac-  
cusât point de négligence généralement toute  
l'administration : qu'il étoit possible de faire  
une information particulière , & qu'en sup-  
posant qu'il y eût quelqu'un de blâmable dans  
cette affaire ; c'étoit sur (a) cette personne  
seule que devoit tomber le blâme. — Il ajouta  
qu'on n'avoit pas jugé à propos de détacher  
aucune division de l'escadre Angloise, jusqu'à  
ce que la sûreté intérieure de la Grande-Bre-  
tagne pût le permettre ».

Suivant d'autre relations de ces débats

---

actuels. On voit aussi par-là que si l'Amiral Keppel a  
le malheur de ne point réussir dans l'expédition quel-  
conque qui lui est destinée, soit faute d'ordres & de  
pouvoirs convenables, soit par quelqu'autre événement  
dont les Ministres seuls doivent répondre, le Lord  
Sandwich & ses Associés ont résolu de lui en impu-  
ter le blâme, & il sera abandonné au bras séculier  
des Ecrivains ministériels, qui le déchireront tous les  
jours dans les gazettes, comme ils ont déchiré les  
Freres Howe.

[a] Ce ne seroit pas non plus sur l'Amiral Keppel  
si l'anecdote suivante est vraie. Quelque tems avant  
la revue de l'escadre de Portsmouth, l'Amiral Keppel  
étant à dîner avec plusieurs personnes, la conversa-  
tion tomba sur les escadres de Brest & de Toulon. *J'ai  
entendu dire qu'elles étoient sorties*, dit quelqu'un  
de la compagnie. *Sont-elles sorties ?* répondit le brave  
Amiral, *plût-à Dieu que j'en eusse été témoin !* Cette  
répartie fait voir (à présent que nous savons le dé-  
part de l'escadre de Toulon) que ce n'est pas la faute  
de l'Amiral s'il n'est pas actuellement à sa poursuite.



le Lord Germaine parut jeter le blâme sur l'absence des Ministres du Cabinet, mais toute la Chambre, tant le parti de la Cour que celui de l'opposition, comprit bien que la censure remontoit plus haut. Le Lord Germaine allegua aussi qu'il n'eût pas été sûr de confier la protection des Isles Britanniques à des forces de terre, par où il a donné à entendre que le Conseil appréhende que la France ne médite quelque expédition importante contre la Grande-Bretagne.

*M. Fox.*

» Je rends justice à la candeur du Lord Germaine; mais il me permettra de remarquer que le découragement vient aujourd'hui de la part de l'administration & non pas de celle de l'opposition (il faut se souvenir que l'opposition avoit essayé de tempérer le feu de paille des Ministres, après le message du Roi sur la déclaration de la France) Je désapprouve cette petite politique qui conserve une flotte aussi formidable pour la défense de la Grande-Bretagne. Elle aura toujours assez de force & de courage pour repousser toutes les troupes Françaises qui viendroient débarquer chez elle; & j'aimerois mieux entendre dire que les Français se sont emparés de notre Isle, que de voir sacrifier honteusement nos Possessions éloignées à une sûreté flétrissante pour la Grande-Bretagne».

» Le Lord Germaine répondit qu'il s'étoit

### xxxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

expliqué d'une manière franche & ouverte, mais qu'il ne croyoit pas avoir rien dit qui sentît le découragement; que tout au contraire si M. Destaing alloit en Amérique, il comptoit assez *sur les faveurs du ciel* pour espérer que la flotte Angloise y arriveroit assez-tôt pour le punir de tout ce qu'il oseroit entreprendre contre les armes Britanniques ».

» M. Burke parla pendant près de deux heures. Il compara le Lord North au bon homme *Palinure* qui s'étoit endormi après avoir amarré le gouvernail, & qui avoit abandonné le vaisseau au milieu de la tempête; il dit que le Chevalier Howe & ses 36000 hommes, l'élite de l'Armée Britannique, étoient menacés d'éprouver le même sort que M. Burgoyne, attendu qu'ils ne recevoient de vivres que par la mer qui étoit actuellement leur nourrice & leur protectrice, & qu'aussi-tôt quel'Amiral François, se feroit rendu maître des mers Américaines (ce qui ne pouvoit pas manquer d'arriver, parce que le Lord Howe n'auroit pas le courage de tenir la mer devant lui) le Chevalier Howe & toute son armée se rendroient à discrétion. Il termina son discours en regretant que les Ministres Anglois n'eussent plus que des vœux & des prières à adresser au ciel; la seule consolation, ajouta-t-il, que nous puissions attendre, c'est que le Lord Germaine se fasse Moine, s'il

se juge lui même incapable d'être plus longtemps Ministre ».

» Le Chevalier *Astley* déclara qu'il ne donneroit point son consentement au vote de crédit, s'étant toujours opposé aux opérations du gouvernement depuis le Bill pour fermer le Port de Boston. — Il demanda si le gouvernement étoit sûr de la fidélité des Canadiens, si on n'avoit pas appris que ces peuples se disposoient à une révolte, qu'ils désiroient d'être admis dans la confédération des treize Colonies, & qu'ils avoient prié le Marquis de la Fayette d'appuyer leur demande ».

» Le Gouverneur *Pownal*, sans s'arrêter à l'objet particulier des débats, discuta les instructions données aux Commissaires, partis pour l'Amérique. Les Américains, dit-il, ne consentiront jamais à la suprématie des Parlemens, ou bien ce ne sera que par un stratagème politique. — En conséquence s'il est encore tems je requiers que les Commissaires soient autorisés à reconnoître l'indépendance, à rétablir la paix, le seul objet dont la Grande-Bretagne doive s'occuper, & à conclure avec eux un traité de commerce offensif & défensif ».

La question du vote de crédit, mise aux voix passa à l'affirmative.

» On fit ensuite la seconde lecture des Bills Irlandois dont le premier a pour objet de supprimer les droits imposés sur les toiles à voiles d'Irlande, les toiles ordinaires, &c.

xxxviii] AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Le Chevalier Cecil *Wray* proposa de substituer dans le Bill, *d'aujourd'hui en deux mois* au lieu de ce mot *actuellement*. Cette motion, qui devoit anéantir le Bill occasionna quelques discussions entre lui & le Lord Nugent, promoteur de ces Bills ».

M. *Burke* parla en faveur de l'Irlande. Il rendit un compte détaillé de la transaction entre les deux pays, lorsque l'Irlande fit le sacrifice de son commerce de laines uniquement pour partager avec la Grande Bretagne, ses manufactures de lin & de chanvre. » Mais celle-ci, ajouta-t-il, jalouse des succès de l'Irlande, qui accordoit une gratification d'un denier par verge sur ses toiles à voiles, chargea les toiles Irlandoises d'un denier à l'exportation, ajoutant en même tems une gratification d'un denier à ses propres manufactures; ce qui devint l'équivalent d'une prohibition entière de cet article de l'Irlande. « Il finit par déclarer que le refus de ces Bills pourroit occasionner en Irlande un soulèvement.

La proposition du Chevalier Cecil *Wray* passa cependant. Ainsi il ne sera plus question dans cette session du Bill pour retirer l'impôt sur l'exportation des toiles d'Irlande. On lut ensuite le second Bill pour la libre importation en Irlande de toutes les marchandises d'Amérique, d'Afrique & des Isles de l'Amérique, &c. Le Chevalier Cécil *Wray* s'y opposa pareillement par une autre motion,

pour substituer ces mots *d'aujourd'hui en trois mois* au mot *actuellement*. Cette proposition occasionna des débats très-animés α.

» Le Chevalier Cécil Wray fit l'exposé de l'état du commerce d'Irlande, & il témoigna le désir le plus ardent qu'il fût possible au Parlement Britannique, de donner à ce Royaume tous les secours qui sont en son pouvoir, sans porter préjudice au commerce de la Grande-Bretagne. » Il n'y a point d'inconvénient, dit-il, à laisser l'Irlande partager sur un pied égal avec nous les bénéfices d'un commerce libre, pourvû qu'elle supporte sur le même pied sa part des charges nationales. Mais c'est ce qui n'a pas lieu. On compte en Irlande deux millions d'habitans, & ce Royaume n'est taxé que pour un million, ce qui fait 10 shellings par personne. La Grande-Bretagne, avec six millions d'habitans, paye douze millions de taxe, c'est-à-dire 40 sols par personne. Cette différence énorme suffit pour faire rejeter les Bills sur lesquels on délibère. Je connois très-bien les griefs de l'Irlande & j'en gémis comme tous les bons Irlandois : tels sont entr'autres la liste des pensions, les Offices sans fonctions, les Bills des Catholiques Romains, les taxes sur les absens & plusieurs autres. Personne ne seroit plus flatté que moi de pouvoir contribuer à la réforme de ces abus. Mais les affaires actuelles sont trop sérieuses & trop compliquées pour être exa-

## xl AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

minées comme il convient dans le tumulte inséparable de la fin d'une session. Selon moi l'examen des intérêts de l'Irlande doit être renvoyé à un Comité, qui fera sur cet objet les recherches les plus exactes & rapportera son travail à la Chambre. Alors nous prendrons le tout en considération, & nous ferons tout ce qui dépendra de nous pour soulager les Irlandois. Quant au danger d'une rébellion en Irlande, dans le cas où le Parlement ne passeroit pas ces bills, je ne vois rien qui puisse justifier cette inquiétude. En général le gros de la Nation Irlandoise n'est point intéressé à la passation des Bills, qui ne fera utile qu'à un petit nombre de Marchands de Corke, de Dublin, &c. Ce ne sont point les gens riches qui font les révoltes : il faut n'avoir rien à perdre pour jouer à ce jeu là. Si l'Amérique eût été riche, elle ne se seroit jamais révoltée, car il n'y a que les riches dont on puisse faire des Esclaves. C'est en Angleterre qu'il faut craindre une rébellion si les Bills passaient, parce que nos Manufacturiers se trouveroient sans emploi ; & on devroit avoir d'autant plus d'inquiétudes sur les suites de cette opération, qu'elle laisseroit de même sans pain plus de onze cents matelots à Liverpool.

Le Chevalier *Thomas Egerton* appuya la motion relativement à ses constituans de Manchester. Il dit que les Bills feroient perdre au commerce de cette Ville plus de cent mille

livres sterling par an. Il pria la Chambre de vouloir au moins entendre les Avocats des différentes Villes qui ont présenté des requêtes avant de passer les Bills en question, & il insista aussi pour que l'examen du commerce d'Irlande fut renvoyé à un Comité.

La Chambre ayant été aux voix, il y en eût 126 pour le Bill & 77 contre : pluralité 49.

Le Bill fut lu une seconde fois, & il fut arrêté qu'on entendroit le 8 les Avocats des Villes qui ont présenté des mémoires.

Le 7 la Chambre approuva l'arrêté pris la veille relativement au vote de crédit, & il fut ordonné de rédiger le Bill.

Le 8, le Chevalier Meredith proposa de demander communication des avis donnés au Ministère relativement à l'armement de l'escadre sortie depuis peu de Toulon. — On lui observa que le Parlement n'ayant point scû d'une manière autentique que cette escadre fût sortie, il n'étoit pas possible qu'il s'exprimât de la sorte, & qu'il suffiroit de dire relativement à l'armement & au départ de l'escadre de Toulon. — Cette dernière motion fût rejetée par 49 contre 47, & la proposition du Chevalier Meredith passa. M. Temple Luttrell avoit demandé qu'on fît en sorte d'y joindre que le Parlement seroit informé s'il étoit vrai que l'escadre fût sortie du Détroit le 23 ou le 27 d'Avril. Mais cela ne fit rien changer à la motion.

xlij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

On entendit les Avocats des villes qui s'opposent aux Bills pour faciliter le commerce d'Irlande : l'affaire fût remise au Lundi 11.

*Chambre des Pairs, le 7.*

» Après quelques discussions sur une modification à faire à l'article de la presse de terre, qui suivirent les délibérations dans lesquelles fût agréé le Bill pour les recrues de l'armée, le Duc de *Richmond* ouvrit l'avis de demander communication de tous les avis reçus par le Ministre relativement à l'armement de l'escadre de Toulon & de sa destination. » C'est un principe de notre politique, dit-il, lorsque nous sommes en guerre avec la France, d'entretenir une forte escadre à Gibraltar, pour empêcher celles de Toulon & de Brest de se joindre, ce qui est l'unique moyen de garantir nos ports dans la Manche, & de nous rassurer contre une invasion.... On s'est si fort écarté de ce principe, que c'est tout au plus s'il y a présentement dans Gibraltar une frégate. On m'objectera que nous n'avons pas en état le nombre de vaisseaux suffisant pour garder nos côtes & pour envoyer une escadre à Gibraltar. Mais seroit-ce Milord Sandwich qui oseroit faire cette objection, lui qui a déclaré dans cette Chambre, il n'y a que quelques semaines, qu'un Ministre de la Marine qui n'auroit pas toujours une armée de mer égale aux forces réunies de la France & de



l'Espagne, ne seroit pas capable d'être à la tête d'un département de cette importance ». Ce Seigneur répéta tout ce qui avoit été déjà dit dans les deux Chambres sur le tems qui s'est écoulé depuis l'arrivée de la nouvelle du départ de l'escadre Françoisise, jusqu'à l'envoi des ordres à Portsmouth & sur toutes les fâcheuses conséquences qui en peuvent résulter. Il finit en observant que sa motion n'étoit pas la première de son espèce, & qu'il y en avoit eu un exemple dans la dernière guerre ».

» Le Lord *Weymouth* convint que l'on avoit sù le 27 le départ du Comte d'Estaing, mais qu'il n'en étoit venu des nouvelles authentiques que le 29. — Si la flotte, poursuivit-il, n'a point appareillé aussitôt, c'est qu'il restoit à faire quelques petits préparatifs inévitables. Dans cet intervalle le vent a changé ; & quoique tout soit prêt aujourd'hui, c'est encore le vent qui la retient (a) en rade. — Il n'admit point l'exemple dont s'étoit appuyé le Duc de Richmond, attendu que la chose s'étoit passée en pleine guerre. » Ce n'est pas, observa-t-il, que je prétende insinuer qu'il n'y aura point de guerre mais au moins ne sommes-nous pas en guerre actuellement, & c'est une raison suffisante

---

(a) Elle étoit encore le 11 à la rade de Sainte Helene, d'où elle devoit se rendre à Plymouth. Elle sera de douze vaisseaux de ligne.

#### xliv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

pour nous empêcher de faire une démarche qui équivaldrait presque à une déclaration de guerre. Il fit voir aussi qu'il seroit dangereux de mettre au grand jour ce que l'on fait de la destination du Comte d'Estaing puisque ce seroit informer le public des mesures que l'on prendra en conséquence. — Il proposa donc de délibérer préalablement s'il y avoit lieu à la motion du Duc de Richmond «.

» Ce Seigneur, dans sa réplique au Secrétaire d'Etat, apprit à la Chambre que les nouvelles du départ du Comte d'Estaing lui avoient été mandées de Paris le 17 Mars, & qu'ainsi il les avoit sûes près de cinq jours avant les Ministres, ce qui faisoit voir qu'ils étoient bien mal servis. — Il soutint que toute l'administration partageoit la faute du Lord Sandwich, puisqu'elle n'avoit pas pû ignorer que les préparatifs de l'escadre étoient si peu avancés, & qu'elle avoit aidé, par sa connivence, ce Ministre de la Marine à tromper la nation. Il entra dans le détail de divers articles qui manquent à cette escadre pour qu'elle puisse sortir. Il y a sur les vaisseaux rassemblés à Portsmouth 21,000 hom. & la provision de biere & d'eau suffiroit à peine pour la consommation de 18,000. Qu'est donc devenu l'argent qui a été donné avec tant de profusion à Milord Sandwich? Quoiqu'il y ait de fortes Brasseries dans les environs de Portsmouth, les mesures ont été

si mal prises, que ce sont celles de Londres qui fournissent la bière qu'on embarque sur l'escadre. — » Il est vrai, poursuivit-il, que nous ne sommes pas en guerre & que la guerre n'a pas été déclarée; mais est-ce une raison pour agir comme si nous étions en pleine paix? — On veut qu'il se soit passé quelque événement pour qu'une pareille recherche soit admise. C'est - à - dire, qu'il faut attendre que le Général Howe ait capitulé avec M. le Comte d'Estaing pour qu'on puisse faire une démarche qui aura l'air d'un acte de guerre. (M. le Duc de Richmond auroit pû rappeler à la Chambre que le Gouvernement Anglois n'avoit pas toujours été si scrupuleux) «.

» Ce Seigneur convint au surplus qu'il y auroit du danger à exposer ce qu'on peut savoir de la destination du Comte d'Estaing; & après qu'il eût présenté de nouveau sa motion, dont cet article ne faisoit plus partie, le Lord Weymouth se départit de sa *question préalable*, & la motion passa *nemine contradicente*. — Il fût arrêté en conséquence qu'on rédigerait le projet d'adresse au Roi «.

On fut généralement surpris dans la Chambre de l'issue de cette motion, qui tourna tout-à-coup contre le Lord Weymouth. On s'attendoit à un autre effet de la question préalable qui, suivant l'usage, devoit la mener à être rejetée. Cette défaite, si on la rap-

## xlvi AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

proche de celles dont le Lord North s'est vû (a) menacé dans l'autre Chambre, annonce qu'il est tems que les Ministres fassent proroger le Parlement. On pourroit même se permettre de conjecturer que le discours de la clôture de la session roulera principalement sur le bon état où Sa Majesté a eu la satisfaction de voir ses forces navales & ses principaux arsenaux, & sur les merveilles qu'on doit attendre de la bravoure de ses Officiers de mer & de leurs équipages;

---

(a) Si le Bill des Entrepreneurs eût passé à la Chambre des Communes, le Lord North auroit demandé sa retraite, comme n'étant plus en état de regler les opérations de cette Chambre conformément à ses desfeins. Le Lord North a plus de courage que le Chevalier Robert Walpole, qui, pour n'avoir eu l'avantage que de deux voix seulement dans une affaire qui lui tenoit à cœur, fut si déconcerté de cet événement, qu'il engagea le Roi à séparer le Parlement & à le faire passer sur le champ dans la Chambre des Pairs.

Le Bill des Entrepreneurs a échoué par la pluralité d'une voix seulement. Le Lord Irnham & M. Temple Luttrell étoient sortis pour porter un Bill à eux relatif à la Chambre des Lords & le Chevalier Michael Flenning étoit enfermé dans la buvette. Une circonstance remarquable, c'est que M. Soumes Jennings, ce brave champion du Ministère s'étant endormi pendant les débats, se reveilla comme la Chambre alloit aux voix. Entendant alors le Lord Ongley autre Membre Ministériel, mais qui appuyoit le Bill, donner sa voix en conséquence, il en conclut qu'il en falloit faire autant, & par cette méprise il se trouva voter pour l'Opposition.

s'il y a quelque Puissance assez insensée pour oublier le respect qui est dû à la supériorité du pavillon Britannique.

Vous serez peut-être bien aise, Monsieur, de savoir comment on raisonne ici sur l'expédition de M. le Comte d'Estaing, tandis que l'escadre destinée à le chercher, attend le vent favorable pour appareiller.

» Si le Comte d'Estaing est parti pour l'Amérique Septentrionale, il est assuré d'y faire tout ce qu'il voudra, sans que notre flotte puisse l'en empêcher. Dans le nombre des cinq ou six vaisseaux de ligne de l'escadre du Lord Howe, il n'y en a que trois qui soient armés pour combattre. Il n'y a pas moins de quarante de ses frégates de rappellées par des ordres partis d'Angleterre il y a environ un mois. On voit, par-là, quelle est la maladresse de nos Ministres. Au lieu de fortifier notre flotte en Amérique, ils l'ont affoiblie. Les Gardes ont été aussi rappelés dans le même tems. «

» C'est avec la même gaucherie que nos Ministres envoient des troupes à Halifax. Le soixante-dixième Régiment, celui d'Argyleshire de nouvelle levée, & celui de Macleau, dans lequel est le Duc d'Hamilton, aussi nouveau, se sont embarqués à Gréenock pour Halifax. Cette opération est inutile, & pourra avoir de fâcheuses suites. Halifax n'est pas une place dans laquelle on puisse se défendre. Il y a mille à parier contre un, qu'elle

## xlviij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

sera prise si elle est attaquée. On auroit mieux fait de laisser ces troupes en Ecosse, où elles étoient nécessaires pour la sûreté des côtes. «

» Il n'a été & il ne sera envoyé aucuns renforts aux armées de Philadelphie & de New-Yorck. On a assuré le Général Howe, à plusieurs reprises, qu'il recevrait un renfort de vingt mille hommes vers le commencement de Mai. Comme il se trouvera *désappointé* ! Un ministre sage auroit renforcé cette armée, ou bien il l'auroit fait revenir. Elle est trop foible s'il est question d'agir : elle est trop nombreuse & trop précieuse à l'Angleterre, pour qu'on souffre qu'elle soit perdue, ce qui est inévitable, si la destination du Comte d'Estaing est de soutenir les opérations de Washington. «

Les Ministres conviennent enfin que le Canada s'est soulevé ; qu'environ sept mille hommes de troupes de la nouvelle Angleterre, (les mêmes qui ont triomphé du Général Burgoyne,) sont partis pour les lacs ; qu'ils ont fait de Ticondérago une place d'armes ; que cette armée est commandée par le Général Conway, Officier François ; que le Général Arnold & le Marquis de la Fayette, à la tête d'un corps considérable des Provinces centrales, doivent le joindre ; que ce sont ces Provinces & celles du Nord qui se chargent de cette expédition, tandis que les États méridionaux ont promis de fournir au Général Washington toutes les forces qui lui seront

seront nécessaires ; & que pensent les Ministres de toutes ces belles nouvelles ? — Mylord North est tranquille , parce qu'il croit la Ville de Quebec & les munitions du Roi à l'abri de tout danger. Quant au reste du Pays, il a dit froidement aux Marchands Canadiens, qui lui ont exposé leurs inquiétudes , qu'il ne répondoit pas que les Américains n'y fissent des incursions , & qu'il ne savoit qu'y faire pour l'empêcher.

*P. S. du 13 Mai.*

LA Chambre des Communes discuta le 8 la question du bill annuel de la Police des grains. M. Gascoyne ayant démontré que la publication du prix des grains ordonnée par l'acte entraînoit de grands inconvéniens , en ce qu'elle étoit plus favorable que contraire aux Monopoleurs , & facilitoit la fraude & la collusion , il fut arrêté par une pluralité considérable , qu'il ne seroit plus formé par les Jurés de Registre hebdomadaire du prix des grains.

La Chambre agita ensuite celle des bills relatifs au commerce d'Irlande : on entendit les Avocats de plusieurs Villes d'Angleterre à qui ces bills porteroient préjudice ; & après des débats très-animés , le lord Nugent qui défendoit les bills consentit que la Chambre s'ajournât au lundi 11 pour discuter cette matière de nouveau.

Le 11, les Témoins produits de la part de

# 1 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Liverpool furent entendus, & on remit au lendemain 12 à entendre ceux qui se présentoient à l'appui des pétitions de Glasgou, de Chester, de Bristol & de Lancaſtre.

Il étoit onze heures du ſoir, lorsque le Colonel Barré, d'une voix entrecoupée de ſanglots & fondant en larmes, demanda que le Roi fût ſupplié d'ordonner que l'inhumation du Comte de Chatham (mort le matin ſur les onze heures à ſa terre de Hayes) ſe fît aux frais publics. M. Thomas Townſhend, preſque ſuffoqué par ſa douleur, appuya cette motion. On s'attendoit que les partiſans du lord North la feroient rejeter par une ſuite de leur averſion pour le nom de Chatham; mais M. Rigby parlant pour les Miniſtres, donna à ſa mémoire les plus pompeux éloges. Loin de mettre aucun obſtacle à la propoſition, il ſ'exprima dans des termes qui durent faire juger que la haine du Parti Royaliſte connoiſſoit des bornes, & qu'à leur mort, tous les Membres de l'Oppoſition pouvoient compter ſur ſon eſtime. Le plaſir avec lequel on enterre un ennemi, éclata dans l'approbation qui fut donnée par M. Rigby à la motion; & il voulut même y mettre du ſien, en demandant qu'il fût élevé un monument à ce grand homme. M. Townſhend eſſaya de parler; mais les forces lui manquèrent, & il fut obligé de ſe reſſeoir, & de laiſſer couler un torrent de pleurs. Lorsqu'il ſe fut remis, il articula une observa-



tion qui ne seroit pas venue de M. Rigby, quelque justice qu'il eût paru rendre au Lion défunt, c'est qu'il étoit bien fatal que l'aveugle Parque eût coupé un fil si précieux, le seul, peut être, auquel tenoit le salut de l'Etat.

M. Dunning, du même parti, exprimoit ses sentimens sur cette perte avec un pathétique dont la Chambre, qui lui donnoit la plus grande attention, étoit peut-être diversément affectée, lorsqu'on vit rentrer Mylord North qui avoit quitté la séance quelques momens avant pour retourner chez lui, & qui revenoit d'un air très-empressé. Ce Ministre déclara, (ce sont ses termes,) » qu'il s'estimoit heureux d'arriver à tems pour donner son suffrage au projet d'honorer de toutes les manieres possibles, la mémoire du Lord Chatham, & qu'il ne doutoit point que la motion n'obtînt une pleine unanimité. « Il s'excusa d'en dire davantage, sur ce qu'il étoit venu très-vîte, & qu'à peine pouvoit-il respirer. Sans cela, il auroit donné l'essor aux sentimens de respect dont il étoit pénétré pour Mylord Chatham, & qu'il regrettoit de renfermer en lui-même, tandis qu'il avoit une si belle occasion de les manifester. La motion, portée aux voix, passa unanimement, & il fut arrêté :

» Qu'une humble adresse seroit présentée au Roi pour supplier Sa Majesté de vouloir bien ordonner que les cendres de William

## liij AFFAIRES DE L'ANGL ET ERRE

Pitt Comte de Chatham , seroient mises en terre aux frais de la Nation ; que de plus il seroit élevé un monument dans l'Eglise collégiale de Saint Pierre de Westminster , à la mémoire de ce *grand & excellent homme d'Etat* , avec une inscription , qui exprimeroit la douleur sentie par la Nation pour une perte si grande & si irréparable , & que Sa Majesté seroit assurée que la Chambre satisferoit aux dépenses & de l'inhumation & du monument. «

O N fera surpris , sans doute , de voir qualifier de *grand & excellent homme d'Etat* , celui à qui il a été dit en face dans cette session même , que jamais le Roi ne prendroit de ses conseils. Chacun se dira qu'on voit bien qu'il n'est plus , & qu'avec lui sont disparus les risques qu'il y auroit eu pour ses adversaires à lui rendre de son vivant un si magnifique témoignage. Pour vous , Monsieur , qui avez bien présente à l'idée l'histoire de la guerre dernière entre l'Angleterre & la France , ce sera sous un autre point de vue que vous le considérerez. Vous vous souviendrez que pour avoir sacrifié à sa propre gloire jusqu'au caractère de la Nation qu'il avoit à conduire , caractère marqué pour le commerce & non pour les conquêtes , Mylord Chatham a porté un coup mortel à l'Angleterre par les triomphes mêmes qu'il lui a fait obtenir. Quand il se félici-

toit d'avoir conquis l'Amérique en Allemagne, il oublioit que cette conquête avoit coûté à l'Angleterre quatre-vingt millions sterling qui devoient la mettre hors d'état de soutenir toute autre guerre de plus d'un demi siècle. C'est cette même conquête de l'Amérique par l'Angleterre qui est cause que l'Amérique échappe aujourd'hui à sa domination. Combien elle a lieu de regretter tous les millions inutilement prodigués par ce Ministre pour ses extravagantes & inutilles expéditions sur les côtes de France, & pour la pompe ridicule avec laquelle il a fait placer à la tour quelques cloches & quelques (a) canons fleurdelisés ? Les qualités dominantes dans Mylord Chatham, étoient la vaine gloire & l'entêtement. Peut-être n'auroit-il pas poussé les choses avec l'Amérique aussi loin que Mylord North ; mais il n'auroit pas non plus reculé comme celui-ci vient de le faire par ses Bills conciliatoires. Une faute impardonnable de ce Ministre, c'est d'avoir donné à l'Angleterre une trop haute idée d'elle-même, en même tems qu'il la ruinoit. Comme il ne pouvoit pas se le dissimuler, il n'a cessé d'insister dans le Parlement pour faire rappeler d'Amérique l'armée angloise, & pour que l'Angleterre se bornât à une guerre contre la France ; mais

---

(a) Il les faisoit venir à Londres en poste à 36 chevaux.

#### LIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

le mal étoit plus grand qu'il ne croyoit en core. Il l'a connu dans toute son étendue par les adresses fulminantes des deux Chambres en réponse au fulminant message du Roi sur la déclaration de la France, qui n'étant suivies que d'une inaction presque léthargique, ont dû être regardées de lui-même comme l'effervescence passagère d'un orgueil impuissant. Il se traîna le 7 Avril au Parlement pour l'accuser d'une foiblesse & d'une irrésolution qui étoient son ouvrage ; mais quelle impression sa voix mourante pouvoit-elle faire sur une Nation prête elle-même à expirer ? Ses reproches ne furent point sentis, ou ils furent dédaignés ; & un grand mois après, sans qu'il ait pu voir un seul vaisseau mettre à la mer, surmonté par son dépit ou par ses remords, il s'est endormi avec tous les autres grands & excellens hommes d'Etat, dont l'ambition a été le fléau de leur pays.

La demande arrêtée par la Chambre pour l'enterrement de ce Lord, a été portée le 12 au matin au Roi, qui a fait aux Députés l'accueil le plus gracieux.

*P. S. du 14*

A la grande surprise de la Cour & de la Ville, le Général Burgoyne vient d'arriver. Il a débarqué hier matin à Portsmouth de la frégate le Grampus partie le 10 Avril de Rhode-Island. Le parti ministériel, toujours attentif à profiter des circonstances pour re-

lever, ne fût-ce que pour quelques momens, le crédit des fonds, fait courir le bruit qu'il apporte des propositions d'accommodement; mais comme cela n'est gueres vraisemblable d'après ce qu'on fait des résolutions du Congrès, on est plutôt porté à croire que c'est une grace personnelle qui lui a été accordée, pour qu'il puisse plaider lui-même sa cause au Parlement, avant sa séparation, confondre les Ministres qui ont voulu le perdre, & faire entendre au Roi & à la Nation qu'il n'y a plus rien de mieux à faire, que de ratifier sa capitulation & de retirer toutes les armées angloises de l'Amérique, où elles se consomment inutilement & sans gloire, indépendamment des autres risques qu'elles peuvent y courir. On saura par ce Général des détails plus précis de l'expédition contre le Canada.

La division du Contre-Amiral Palliser n'étoit point encore partie le 13 de la rade de Sainte-Hélène: mais tous les vaisseaux de force attendus de la Tamise, ainsi que de Plimouth, étoient réunis à l'escadre d'observation de Spithead aux ordres de l'Amiral Keppel.

*P. S. du 15 Mai.*

LE Général Burgoyne n'a point encore paru devant le Roi, & on croit qu'il ne demandera point d'audience à Sa Majesté, qu'il n'ait été justifié, par un Conseil de

lvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Guerre, relativement à la malheureuse affaire de Saratoga. On assure que son début avec le Ministre, a été de demander à être jugé, & qu'on lui a promis de prendre, à ce sujet, les ordres du Roi.

La corvette le *Grampus*, sur laquelle il est revenu, étoit accompagnée de trois bâtimens de transport chargés de malades & de blessés de l'armée de Rhode-Island.

Le vaisseau l'*Europa*, de 64 canons, Amiral Montagu, est parti avec plusieurs bâtimens sous son convoi, pour la station de Terre-Neuve. Le *Prince de Galles*, de 74 canons, Amiral Barrington, destiné pour celle des Isles du Vert, étoit encore retenu par le vent, à Sainte-Hélène, le 13; ainsi que le *Royal Oak*, de 74 canons, Amiral Parker. C'est celui-ci qui conduira les onze vaisseaux de ligne attendus à Plimouth par l'Amiral Byron, sur l'*Albion* de 74 canons. — De ces onze vaisseaux, il y en a dix de 74 canons, & un de 70.

Il en restera à Spithead vingt un, savoir, un de cent, destiné pour l'Amiral Keppel, c'est le *Victory*; cinq, de 90; neuf, de 74; un de 70, & cinq de 64. On assure que tous en général, au nombre de trente-trois, sont très-mal armés, le vaisseau de 90 canons n'ayant que 600 hommes, & le reste à proportion. Ils ne sont pas mieux approvisionnés.

Il y a eu de nouveaux débats dans le Par-

lement au sujet du Lord Chatham. Mylord Shelburne ayant exposé aux Lords tout ce qui s'étoit fait chez les Communes pour honorer la mémoire du Lord Chatham, & ayant représenté à la Chambre, qu'il ne convenoit point que celle des Communes eût l'avantage sur elle d'avoir signalé seule sa reconnoissance pour ce grand homme, il demanda qu'il fût arrêté que la Chambre assisteroit à ses funérailles; mais cette motion fut combattue fortement par le Duc de Chandos & par le Chancelier, qui firent voir que ce seroit le premier exemple d'un pareil hommage rendu par la Chambre, & qu'il seroit bien plus glorieux pour le nom du feu Lord, s'il étoit volontaire, que s'il étoit forcé. La motion fut rejetée à la pluralité d'une voix.

Il en a été porté une dans la Chambre des Communes, pour demander au Roi de payer ses dettes & de faire un sort à sa famille, attendu qu'il est mort presque insolvable. Le Lord North s'y est prêté d'aussi bonne grace qu'à celle de l'inhumation & du monument, à laquelle le Colonel Barré, ami intime du feu Lord, observa que son Ombre seroit bien plus sensible, d'après sa passion connue pour la gloire, qu'à toutes les graces pécuniaires qu'on pourroit faire à ses enfans. En conséquence, il a été ordonné de rédiger un projet d'adresse au Roi.



# IVIIJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

## PRISES FAITES A LA MER.

### *Vaisseaux pris par les Anglois.*

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus &c.
Un bâtiment François.			
Un Américain.	Fretté à Curaçao par Miles, dont 320 boisseaux de sel, 27 barriques de rum & des saisons.	Pour Charles Wood de Bermudes, & actuellement à Bolton.	Pris par un des Croiseurs du Chevalier Collier, & conduits à Halifax.
Un vaisseau ..	De la Caroline Méridionale, 76 boucauts de tabac, 40 caisses d'indigo 170 barils de riz.	Pour France.	Pris par l'équipage après 24 jours de navigation, & amené à Bristol.
Neuf bâtimens.	Bordeaux, chargés de munitions.	Caroline Méridionale.	Pris par l' <i>Ariane</i> , frégate de guerre, sur les atterages de la Caroline.
Les Freres.	.....		Pris près de la Jamaïque par le vaisseau de guerre la <i>Diligence</i> .
Quatre bâtimens.	Chargés de tabac & d'indigo.	.....	Pris par deux lettres de marque de la Dominique.
L' <i>Active</i> , Corsaire Américain.	.....		Pris & conduit à la Jamaïque.
Quatre gros bâtimens Américains.	Chargés de tabac & d'indigo.	.....	Pris par deux lettres de marque & conduits à Tabago.
Deux Brigantins.	De Saint Eustache chargés de sel & de rum.	.....	Pris par le vaisseau de guerre le <i>Fairfax</i> , & amené à New-York.



# ET DE L'AMÉRIQUE. lix

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus , &c.
La Comete , Corsaire Américain de 16 canons de 6 , 20 pierriers & 160 hommes.	Charles-Town,	France.	Pris par la frégate de guerre la <i>Daphné</i> allant de la Jamaïque à Pen-sacola.
Un Senaut François.	Chargé de couvertures, de cordages de toiles à voiles, &c.		Pris par le <i>Nottingham</i> de Corke pour Philadelphie , & envoyé à New-York.
Le Lexington, Corsaire de 30 canons.	.....		Pris par une lettre de marque & conduit à Tabago.
L'Indépendance, Corsaire de 26 canons & 120 hommes.	.....		.....
Six bâtimens Américains.	Tous chargés de riz , d'indigo & de tabac.	.....	Pris & conduits à Lisbonne.
Un brigantin Américain de 90 tonneaux.	Chargé de douves, cerceaux, &c.	.....	Pris par le <i>Salles</i> de Liverpool pour Tortola.
Un Corsaire de 16 canons.	.....		Coulé bas par le même , après un combat de quatre heures,
Le Boston, Corsaire de 16 canons	.....		Pris par un vaisseau armé & conduit à New-York
Le Devonshire, Corsaire de 14 canons.	.....		Pris & conduit à Antigua par un vaisseau ayant lettres de marque.
Le God-intent.	Terreneuve.	Dominique.	Repris & conduit à la Dominique.

# 1<sup>re</sup> [AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

## Vaisseaux pris sur les Anglois.

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus.
<i>Le Hope</i> , Capit. Jones. }	Des Isles.	Pour Bristol.	Pris par la <i>Revanche</i> , Capitaine Cuninghame. Treize des matelots du <i>Hope</i> ont passé à bord du Corsaire. - Le <i>Hope</i> a été repris par un vaisseau de guerre & conduit à Gibraltar.
<i>Le Mermaid</i> , Capit. Gilbert. }	Bâtiment de transport de Rhode-Island.	Pour Philadelphie.	Pris dans la baie de Delaware.
<i>Le Mary</i> , Capit. Randall. }	Malaga.	Nice.	Pris par un Corsaire Américain, & envoyé en France.
Un vaisseau de la Compagnie des Indes. - On croit que c'est le <i>Mount Stuard</i> , Capitaine John Steward. }	Parti des Dunes le 25 Janvier.	Pour la côte de Coromandel & la baie de Bengale,	Pris par deux Corsaires Américains & envoyé à Boston.
<i>La Bethsy</i> , Capitaine Morgan. }	Antigua.	Halifax.	Pris le 10 Mars par deux Corsaires de la Caroline Méridionale, l' <i>Entreprise</i> & la <i>Défrance</i> , & envoyé à Curaçao.
Un vaisseau. . .	De Londres.	.....	Pris devant le havre de Milford par un gros Corsaire Américain & envoyé en France.
<i>Le Mary</i> , Capit. Henri Johnson. }	Kingston de la Jamaïque.	New York.	Pris à la Nouvelle-Providence par le Corsaire Américain qui s'est emparé du fort.

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus, &c.
Cinq bâtimens.			Repris par le même Corsaire au même lieu sur le Corsaire Anglois le <i>Gayton</i> .
<i>La Paix</i> & l' <i>Harmonie</i> , Capitaine Kennedy.	Lisbonne.		
<i>Le Fanny</i> , Capitaine Barb, montant 8 canons & 12 pierriers.	De Zante, chargé de fruits.	Londres.	
Deux vaisseaux d'Irlande.			Retenus à Bordeaux.
<i>Le Fanny</i> de 300 tonneaux.	Londres.		Pris le 23 Mars par un Corsaire Américain de 36 canons, à 36 lieues du cap Finistère & envoyé à Charles-Town.
Un gros vaisseau des Isles Angloises.			Pris & mené à la Martinique, où il a été changé en Corsaire de 32 canons.
Deux brigantins, l'un Capitaine Richard, l'autre Capitaine Golifingts.			Pris par le <i>Ranger</i> , Capitaine John ou Paul, parti de Piscataquai le premier Novembre pour Nantes, où il est arrivé le 2 Décembre 1777. Ce Corsaire percé pour 20 canons, en monte 18 de 6 & 6 pierriers. Il a à bord environ 150 hommes.

# Ixij      AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus, &c.
Le Lord Chatham dont les Assûreurs avoient refusé une prime de 50 guinées.	De Londres avec le bagage du Général Irwin.	Pour Dublin.	Pris par le même Corsaire & envoyé à Brest.
Un brigantin . .	De Rhode-Island chargé de graine de lin.	Pour l'Irlande.	Pris par le même.
Un autre. . . .	Chargé d'orge & d'avoine.	. . . . .	
Un sloop sur son lest.	De Dublin.	Pour Londres.	
Le Drake, corvette du Roi en croisière avec quelques barques de pêcheurs, & le brigantin l'Elisabeth.	De Glasgow.	. . . . .	Pris sur la côte de Galloway, par le Corsaire Américain le Ranger.
Le Sally, Capit. White.	New-York.	Pour les Indes Occidentales.	Pris & mené à Boston.

Il y avoit au commencement de Mars six Corsaires Américains qui croisoient aux attéragés de la Dominique, dont le moins fort montoit 16 canons. Le paquebot pour l'Angleterre ne leur a échappé qu'avec peine.

Le Consul d'Angleterre à Madere a mandé qu'une des frégates du Roi y est bloquée par trois forts Corsaires Américains.

On apprend de l'Orient que l'équipage Anglois du Corsaire le Hawke de Guernesey, pris par une frégate du Roi ayant été laissé en liberté, tous les matelots se sont dispersés & qu'ils se sont enrôlés de côté & d'autre sur des bâtimens Américains. C'est

ET DE L'AMÉRIQUE. lxiiij

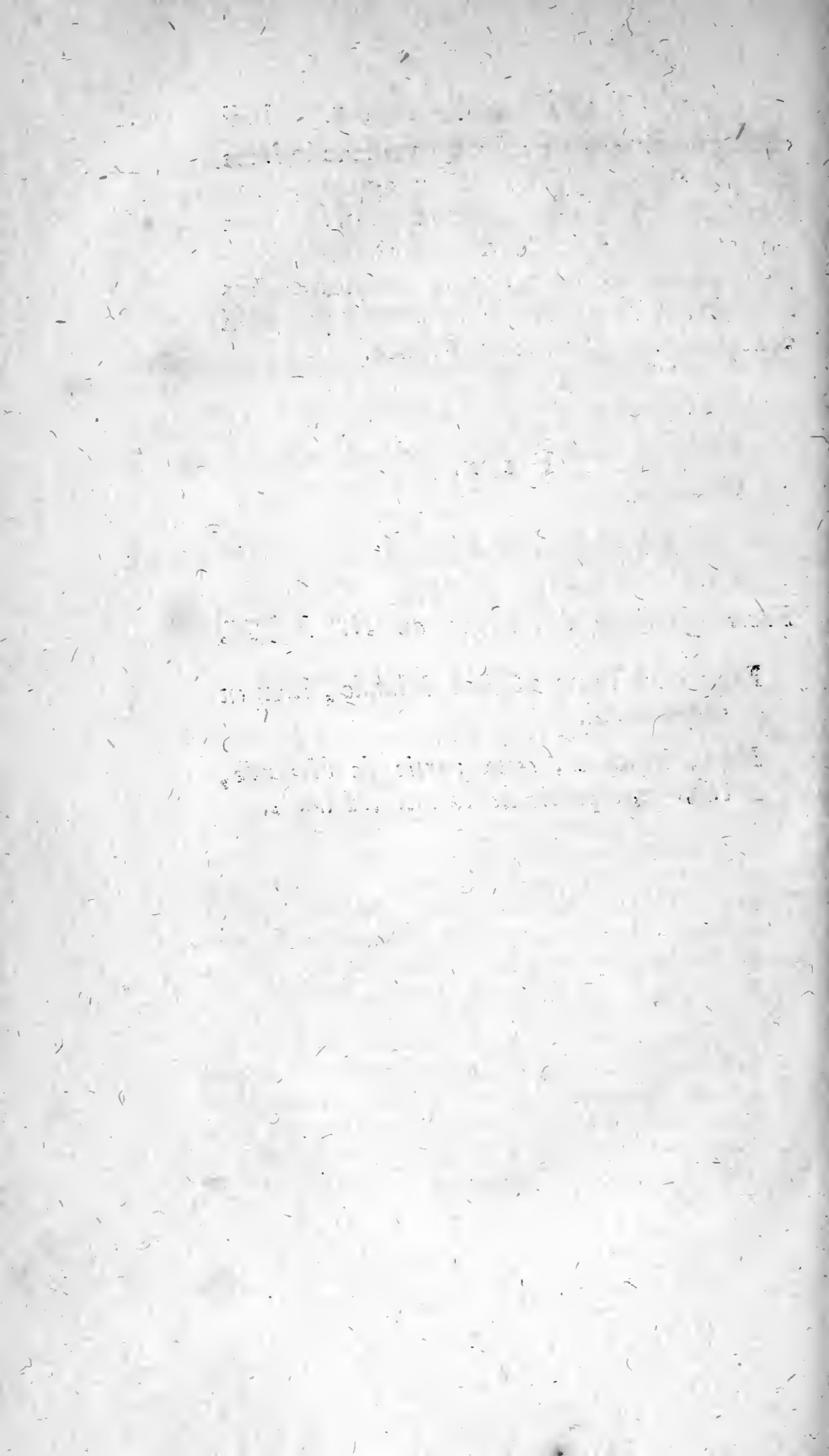
ce qu'ont fait encore ceux du vaisseau le *Hope* pris par Cunningham ; & on apprend toujours en Angleterre la perte d'un vaisseau avec d'autant plus de déplaisir , que l'équipage augmente sur le champ les forces des Américains : ce qui ne se passoit pas ainsi dans les guerres avec la France.

F I N.

*Fautas essentielles à corriger au N.º XLII.*

Page cccl ligne 26, en *Irlande* , lisez en *Cumberland*.

*Note* , ligne 2 , cette partie de l'*Irlande* ; lisez ~~cette~~ partie de la mer d'*Irlande*.



---

# T A B L E

## D E S M A T I E R E S.

Des six Lettres du Banquier de Londres formant le Tome VII des Affaires de l'Angleterre & de l'Amérique.

(N. B. Ces Lettres se trouvent dans les N.<sup>o</sup> XXXI, XXXII, XXXIII XXXIV, XXXV & XXXVI.)

### A

**A**FRIQUE. Discours de M. Luttrell sur la nécessité de changer l'administration des établissemens en Afrique., p. ij.

**A**MÉRIQUE. Observations sur les lettres des Généraux publiées par la Gazette de la Cour du premier Novembre 1777, p. xxj. — Médiocres avantages que le Général Howe retirera de la prise de Philadelphie, p. xxxvj. — Les Américains ont une marine sur la riviere de Hudson aux *Highlands*, p. xxxix. — Mémoire (de M. Franklin) sur l'origine de la querelle Américaine & sur l'état des affaires en Amérique jusqu'en Mars 1777, p. l. — Caractères politiques des Américains, tracés par un des leurs, p. lix. — Précis de la campagne des armées Américaines jusqu'au 16 Octobre 1777, p. lxxx. — Affaire de Brandyvine le 11 Septembre, p. lxxxj. — Affaire de German-Town le

4 Octobre, *p.* lxxxij. — Affaires sur la rivière d'Hudson, & prise du fort de Montgommery, *p.* lxxxij. — Expédition Angloise par le Canada sous les ordres du Général Burgoyne, *p.* lxxxv. — Mauvais succès de l'expédition du Colonel Saint Leger par la rivière Mohawk, *p.* lxxxvj. — Fin malheureuse de l'expédition de Burgoyne. Il se rend prisonnier avec son armée, *p.* lxxxix. — Autre détail de l'expédition combinée de Saint Leger & de Burgoyne, *p.* xcij. — Fâcheuse méprise qui fait manquer la victoire aux Américains dans l'affaire de German-Town, *p.* xcviij. — Premières tentatives sur les forts du Delavare qui défendent les chevaux de frise, *p.* cij. — Lettre interceptée du Général Clinton au Général Burgoyne, sur ce qu'il ne pouvoit point l'assister, *p.* civ. — Lettre par laquelle le Général Gates envoie à Boston la capitulation de Burgoyne, *p.* cvj. — Capitulation de Burgoyne, *p.* cvij. — Réjouissance à Boston, *p.* cxj. — Les Anglois se sont mal conduits en retenant les étrangers qu'ils ont pris en Amérique ou y allant, *p.* cxij. — Lettre du Général Washington sur l'affaire du 4 Octobre à German-Town, *p.* clxxviij. — Lettre du Général Gates sur la levée du siège du fort Stanwix & sur les cruautés exercées par les Sauvages à la solde des Anglois, *p.* clxxxij. — Observations sur la lettre par laquelle le Général Burgoyne annonce sa disgrâce, *p.* clxxxvi. — Note sur le personnel de M. Gates, *p.* ccj. — Arrêté du Congrès en date du 14 Octobre concernant les prises amenées par les matelots du bord, *p.* ccvi. — Dîner donné au Général Burgoyne par le Général Gates, *p.* ccviij. — Interrogat du Docteur Franklin à la barre de la Chambre des Communes en 1765-6, *p.* ccxj. — Notions sur le commerce & la population de la Pensylvanie & de l'Amérique, *p.* ccxv. Prix du change entre l'Amérique & l'Angleterre, *p.* ccxviij. — Progression étonnante dans l'accroissement de la population & du commerce, *p.* ccxxj.



Opinion du Docteur Franklin sur le droit de taxation , *p.* ccxxiiij. — Différence entre les taxes intérieures & extérieures : rigueur de l'acte du timbre , *p.* ccxxvij — Reflexions sur les manufactures de laineries , *p.* ccxxix. — Motif qui fera toujours rejeter les taxes intérieures, c'est que l'Amérique n'est point représentée dans le Parlement , *p.* ccxliij. Copie d'un prétendu Traité entre la France & les Américains pour le tabac , *p.* cclxxv. — Les conséquences qui résulteront de ce Traité seront que la France voudra faire ouvertement le commerce d'Amérique , *p.* cclxxvij. — Observations sur l'origine de la guerre civile des Colonies Américaines par le Docteur Franklin , *p.* cccxxij. — Réponses du Docteur Franklin en 1769 aux questions du Ministère sur la taxation de l'Amérique ; & ses prédictions de tout ce qui est arrivé depuis , *p.* cccxxvj. Raisons pour ne point taxer les Colonies, communiquées par le Docteur Franklin au Gouverneur Shirley, dans l'année 1754 , *p.* cccxi. — Lettre écrite par le Docteur Franklin à M. David Hartley, où il resume toutes les précédentes prédictions , *p.* cccxliij.

## C

**C**OMMERCE. Précis des réponses de trois Marchands de Londres mandés le 6 Février 1778 à la Chambre des Pairs , aux questions qui leur ont été faites par plusieurs Lords sur l'état actuel de diverses branches de commerce & de navigation , *p.* ccclij.

## F

**F**INANCES. Embarras des Souscripteurs du dernier emprunt. Ils ont été assistés par la Banque , *p.* cclxxxv.

**F**RANCE. Observations sur l'Arrêt du Conseil d'Etat du 7 Décembre 1777 , & sur le discours du Roi d'Angleterre à l'ouverture de la Session au sujet des dispositions & armemens respectifs , *p.* cxxxvj.

## I

*I*NDE. Bon état des affaires dans l'Inde, & ressource dont elle sera pour l'Angleterre, *p.* xxxiv:

*INDES OCCIDENTALES.* Origine du droit de quatre & demi pour cent sur la sortie des marchandises, *p.* ccxxxviii.

*IRLANDE.* Nombre des vaisseaux Américains qui y portent des graines de lin chaque année, *p.* ccxli.

## M

*M*INISTERE. Apologie de Milord North, *p.* xxxij. Discours du Roi à l'ouverture de la session le 20 Novembre *p.* lxiv. — Milord Sandwich assure que la marine est en état de résister à la France, & qu'une année suffiroit pour donner à l'Angleterre 90 vaisseaux, *p.* cxlvj. — Le Lord Germaine se déclare seul responsable de l'expédition du Général Burgoyne, *p.* cli. — Milord North promet d'offrir à l'Amérique des conditions qui ne feront point déroger l'Angleterre, & que l'Amérique sera contrainte d'accepter, *p.* cli. — Le Lord North promet que si la Nation n'a pas les facultés pécuniaires suffisantes pour continuer la guerre, il fera aux Américains telles propositions que la Chambre pourra autoriser, *p.* cli. — Le Lord Suffolk dit que Milord Chatham ne peut espérer de se faire entendre que dans le Parlement, *p.* clxvij. — Nouveau plan de conciliation proposé par Milord North *p.* ccclxij. — Bils conciliatoires avec les modifications, *p.* ccclxxij.

## O

*O*PPPOSITION. Note sur les papiers volés aux Agens Américains à Berlin, *p.* xlvij. — Milord Chatham demande que le Roi soit supplié de faire cesser les hostilités, *p.* lxix. — Dénonciation plaisante à la

cotterie de Robinhood de la piece de *Matroco*, comme parodie de l'aventure du Général Burgoyne, *p. cxiv.* — Remarque sur la maniere indécente dont le Lord Suffolk s'est exprimé en parlant du Soldat François, *p. cxxxij.* — Gibraltar n'est point assez défendu, *p. cxlvij.* — Milord Chatham insiste pour que les troupes soient rappelées d'Amérique, *p. clvj.* — Pressentiment du Lord Shelburne d'un Traité entre la France & l'Amérique, *p. clvii.* — Le Duc de Richmond insiste pour qu'on reconnoisse l'indépendance, *p. clxx.* — Excessive rigueur du traitement qu'on fait en Angleterre aux prisonniers Américains, *p. cxcix.* — Milord Shelburne établit une souscription pour eux, *p. cc.* — Appréciation du Bill conciliatoire de Milord Norrh, *p. ccxlix.*

## P

**P**ARLEMENT. Débats des Pairs d'Angleterre le 2 Décembre, *p. cxliij.* — Milord Chatham observe que les forces navales sont insuffisantes, *p. cxliv.* — Observations sur les obligations de la Hollande envers l'Angleterre, *p. cxlv.* — Débats chez les Communes le 10 Décembre, *p. clix.* — Les deux Chambres s'ajournent pour les vacances, *p. clxj.* — Débats chez les Pairs le 11 Décembre, *p. clxiv.*

**P**ÉTITIONS. Différence de ce mot avec celui de Requête, *p. cccxxij.*

## T

**T**ROUPES. Levées volontaires faites par différentes Villes d'Angleterre & d'Ecosse, *p. clxviij.*

## I N D E X.

## A

ADAIR [l'Avocat] *p.* lxxv.

## B

BARRÉ [le Colonel] *p.* clij.

BEAUCHAMP [le Lord], *p.* clx.

BOLTON [le Duc de] *p.* cxlvij.

BULL [l'Alderman] *p.* lxxv.

BURKE [M.] *p.* clij, *ibid.* *p.* clxij.

## C

CARDIFF [le Lord] *p.* clix.

CAVENDISH [le Lord George] *p.* lxxij.

CHATHAM [Milord] *p.* lxxvij, *ibid.* *p.* cxliv.

CHESTERFIELD [le Lord] *p.* lxxvij.

COVENTRY [le Lord] *p.* lxxvij, *ibid.*

## E

ELLIOT [le Chevalier Gilbert] *p.* lxxj.

## F

FOX [M.] *p.* cxlix — *ibid.* *p.* clij. — *ibid.* *p.* clxj.  
*ibid.* *p.* clxij.

## G

GERMAINE [le Lord] *p.* cxlix. — *ibid.* *p.* cl. — *ibid.*  
*p.* clj.

GRANBY [le Lord] *p.* clxxij.

# INDEX.

7

## H

HOWE (le Lord) *p.* lxxiv.

HIDE [le Lord] *p.* lxxj.

## J

JENNINGS [le Chevalier Philippe] *p.* lxxv.

JOHNSTONE [le Colonel] *p.* lxxiiij. — *ibid.* *p.* lxxv.

## L

LITTLETON [le Lord] *p.* clvj

## M

MANSFIELD. [Milord] *p.* lxiiij.

## N

NORTH [le Lord] *p.* lxxv. — *ibid.* *p.* clij. — *ibid.* *p.* clx. — *ibid.* *p.* clxj. — *ibid.* *p.* clxiiij.

## P

PERCY [le Lord] *p.* lxvij.

## R

RICHMOND [le Duc de] *p.* cxlvij. — *p.* clx. — *p.* cxlviiij.

ROCKINGHAM (le Marquis de] *p.* cxlvij.

## S

SANDWICH [le Lord] *p.* lxix. — *p.* cxlviiij.

SHELburne [le Lord] *p.* clxx.

SUFFOLK [le Lord] *p.* clvij. — *p.* clxvij.

## T

TOWNSHEND [ M. Thomas ] *p.* cxlvij. — *p.* clxj.

## W

WILKES [ M. ] *p.* lxxiv. — *p.* clix.

FIN.

---

*AVIS important sur le Recueil des  
Affaires de l'Angleterre & de l'Amé-  
rique.*

(Vol. 5)

**L**E Recueil des *Affaires de l'Angleterre & de l'Amérique* a commencé aux Traités conclus par l'Angleterre en 1776, qui ont décidé treize des Colonies Angloises à se déclarer indépendantes. Mais comme la querelle d'où est provenue cette grande révolution a éclaté immédiatement après la dernière guerre en 1764, & que tout ce qui s'est passé depuis cette époque jusques à l'année 1776 est essentiel pour former une histoire complete de la naissance de l'Empire Américain, l'Editeur, étant en possession de toutes les pieces, se fait un plaisir d'annoncer qu'il compte les publier en trois volumes avant la clôture de son Recueil, dont la durée ne doit être que celle de la guerre.

Les spéculations politiques insérées dans chaque cahier sur les événemens les plus récents tant d'Angleterre que d'Amérique, sont aujourd'hui accompagnées de listes des prises

respectives à la mer, avec les détails qui peuvent intéresser le commerce.

L'Editeur ne perd point de vue le *Code Américain* promis aux Souscripteurs, comme une dépendance de leur abonnement; mais il n'existe encore que huit Constitutions du nombre de celles qui doivent le composer. Le prix des vingt cahiers des *Affaires de l'Angleterre & de l'Amérique*, formant l'année, est de 24 livres pour Paris, & de 32 livres pour la Province, franc de port. Il faut s'adresser à P I S S O T, Libraire Quai des Augustins, en affranchissant lettres & argent.

L'abonnement recommence au N.<sup>o</sup> *XLI*. jusques & compris le N.<sup>o</sup> *LX*. — On peut se procurer les deux premières années formant les quarante premiers N.<sup>os</sup>

*NOUVEAUTES chez le même Libraire.*

*Ouvrages complètes de M. de la Harpe, 6 vol. in-8.<sup>e</sup> à la fin de Juin.*

*Histoire du règne de Philippe Second, traduite de l'Anglois de Watſon, servant de suite à l'Histoire de Charles V, de Robertſon, 4 vol. in-12. 12 l.*

*Elémens de Chymie théorique & pratique, rédigés dans un nouvel ordre, &c. par MM. de Morveau, Maret & Durande, 3 vol. in-12. 2 l.*



seau le Martin, quelques autres bâtimens armés, & des bateaux de transports qui étoient couverts de troupes, & mouilloient à l'ancre trois milles au-dessus de la ville hors de la portée du canon ennemi. Ils essayèrent de forcer le 62<sup>e</sup> régiment, mais soit qu'ils aient trouvé que le Brigadier Général Frazer qui commandoit à Trois Rivières étoit trop fort, & trop bien posté, soit qu'ils aient pris l'alarme lorsqu'ils ont vu que le Brigadier Général Nesbit, les prénoit par derrière à la tête des troupes qui étoient sur les bateaux de transport, le fait est qu'ils renoncèrent tout-à-coup à toute espèce d'attaque, & qu'ils ne songerent qu'à se retirer à la hâte en remontant la rivière à travers les bois. Les Brigadiers Nesbit & Frazer remonterent aussi la rivière mais sans s'éloigner de ses rives, espérant d'arriver à tems à l'endroit où ils avoient laissé leurs bateaux, & de couper leur retraite; le premier se porta sur Machiche, le second gagna la pointe du Lai: le vaisseau le Martin, & les autres bâtimens armés avancerent jusqu'à la rivière du Loup, & prirent deux bateaux, mais les autres avoient gagné trop d'avance ainsi que les troupes qu'ils portoient.

Je ne fais pas combien les Rébellés ont eu de tués & de blessés, 200 se sont rendus ou ont été faits prisonniers; parmi ceux-ci

1776.

Juin.

&amp;

Juillet.

— s'est trouvé leur chef, M. Thompson; qu'ils  
 1776. appellent, je crois, Major-Général : un  
 Juin. M. Irwin qui commandoit en second dans  
 & cette expédition, & quelques autres. Du  
 Juillet. côté des troupes du Roi, le nombre des  
 tués & des bléssés ne montoit qu'à 12 ou  
 13 foldats. Le lendemain les troupes reçurent  
 ordre de retourner à leur premier poste; celles  
 qui avoient des bateaux de transport se rembarquerent :  
 on commanda au Brigadier Général Frazer de marcher  
 le long du rivage du côté du Nord, avec les troupes  
 dont les bateaux n'avoient point pu remonter, & l'on  
 prit des mesures pour faire également marcher un  
 corps de troupes le long du rivage opposé dans le cas  
 où le vent auroit continué d'être contraire, car il  
 paroissoit de la plus grande importance, dans le cours  
 de cette malheureuse guerre, de déloger le plutôt possible  
 les Rébelles de la partie supérieure de la Province.  
 En conséquence, le vent étant devenu favorable, la  
 flotte mit à la voile, & arriva près de la rivière Sorelle  
 le 14 Juin au soir : les Rébelles s'étoient retirés  
 quelques heures auparavant.

Les grenadiers & l'infanterie légère des troupes  
 qui composent cette division prirent terre à l'instant,  
 appuyés par le Brigadier Nesbit & une partie de sa  
 brigade; le lendemain matin on envoya à terre

quelques troupes de plus : on donna le commandement de cette colonne au Lieutenant Général Burgoyne, qui reçut pour instruction de poursuivre les Rébelles en remontant la rivière Sorel jusqu'à Saint Jean, mais sans rien hazarder, si ce n'est quand la colonne qui devoit marcher à sa droite seroit en état de l'appuyer. Si-tôt que l'on eut pu donner les ordres convenables pour la disposition & destination des bateaux de transport, le reste fit voile pour Longueil, à quatres lieues de Chamblé, (Chamblé est à 15 lieues de Sorel, sur la rivière de ce nom) & si le vent ne lui eût pas manqué, cette colonne de la flotte eût pu arriver la même nuit à Longueil, à-peu-près en même tems que M. Arnold, & le reste des Rébelles qui se retiroient de Montréal.

1776.  
Juin  
&  
Juillet.

Le lendemain les troupes prirent terre, & marcherent par la prairie vers Saint Jean : l'avant-garde étoit appuyée par ce qui restoit de troupes Angloises d'après les dispositions cy-dessus énoncées, elle étoit commandée par le Major Général Phillips; cette division étoit suivie de deux régiments de troupes de Brunswick, & celui de Hanau, commandés par le Major Général Riedesel.

L'avant-garde arriva le 19 Juin au matin auprès de Saint Jean, où elle apprit

que la tête de la colonne commandée par  
 1776. le Lieutenant Général Burgoyne s'étoit  
 Juin. emparée des redoutes la nuit précédente :  
 & il trouva tous les édifices en flammes. Tous  
 Juillet. les vaisseaux marchands & les grands ba-  
 teaux auxquels les Rébelles n'avoient pu  
 faire remonter le courant de Chamblé, ainsi  
 que les vivres, avoient été de même  
 consumés par le feu. J'entens dire qu'ils  
 ont laissé 22 pièces de canon cachées dans  
 le bois, l'on découvre aussi beaucoup d'au-  
 tres marques de précipitation & d'effroi,  
 & je crois qu'en cette occasion ils en avoient  
 assez de sujet.

Toutes les troupes de Sa Majesté, na-  
 tionales & étrangères, ont marqué beau-  
 coup de zèle & d'activité dans la poursuite  
 des Rebelles, si l'ennemi eût un peu dif-  
 férent sa retraite, je ne doute pas qu'elles  
 n'eussent donné toutes les preuves possibles  
 de fidélité & de valeur ; le corps d'artillerie à  
 fait également preuve d'une grande acti-  
 vité dans cette occasion ; chaque colonne  
 en avoit une brigade. — Le corps du Bri-  
 gadier Fraser traversa la rivière du côté  
 du Midi ; un grand nombre de Canadiens  
 se joignit à l'une & à l'autre colonne, &  
 beaucoup d'Indiens se réunirent à la colonne  
 droite.

Le Capitaine le Maître aura l'honneur de  
 vous présenter ces dépêches, c'est un Offi-  
 cier intelligent, & très en état de vous

rendre compte de tout ce qui s'est passé d'ailleurs dans cette province : je prends la liberté de vous le recommander comme étant un Officier de mérite.

1776.

Juin

&amp;

Juillet.

Je suis, &c

GUI CARLETON.

N.<sup>o</sup> III. *Relation de la même affaire par un Officier de l'artillerie Angloise, & son journal jusqu'au 22 Juin.*

Lettre autentique de — datée Saint Charles près de Saint Jean , en Canada , le  
22 Juin 1776.

Notre traversée d'Angleterre a été assez longue, mais nous avons eu un très-beau tems. Lorsque les bâtimens de transport Anglois & Irlandois se sont réunis, ils formoient plus de 80 voiles; j'en fus séparé dans un tems de brume, avant de reconnoître Terreneuve; en conséquence j'ordonnai au Contre-Maître de forcer de voiles le plus qu'il pourroit & d'aller en droiture à Quebec, de sorte que nous fûmes les premiers qui eussent passé Quebec. Je dis passer parce que notre vaisseau ne s'y arrêta pas, attendu que je fus informé que le Général Carleton étoit à la poursuite des Rebelles. A environ 50 milles au-dessus de Quebec nous rencontrâmes ce Général remontant la riviere. Il envoya à mon bord & m'ordonna d'al-

1776. ~~1776.~~ ler aux Trois Rivières, où nous jettâmes l'ancre le 3 de Juin. Les troupes embarquées sur différens vaisseaux qui ne pouvoient pas remonter la rivière, eurent ordre de débarquer & d'aller en avant par terre; comme les vaisseaux sur lesquels étoient les régimens se trouvoient séparés, quelques-uns d'eux étant de 60 lieues en arrière des autres, il n'arriva ensemble aux Trois Rivières que deux ou trois compagnies de chaque corps. Nous avons toujours été en augmentant & nous nous sommes vus vers le 8 Juin au nombre de deux mille hommes.

Juin  
&  
Juillet.

Le Colonel Frazer se trouvant le plus ancien Officier, & quelques uns des bâtimens de transport que les troupes avoient quittés pour descendre à terre étant arrivés aux Trois Rivières, il leur ordonna le 5 (Juin) de s'embarquer pour faire place aux autres: ce qui se fit le lendemain. Le 8, sur les trois heures du matin, je fus fort surpris de m'entendre héler par le Colonel Frazer, qui me demandoit en grace d'envoyer à terre toute l'artillerie que je pourrois, m'assurant que les Rebelles étoient à un quart de lieue de la Ville au nombre de deux ou trois mille. J'eus peine à le croire, cependant comme j'avois deux pieces de six montées sur le tillac, avec la charge de 80 coups tant à boulet qu'à mitraille, je les fis passer à terre en moins de 20 minutes. J'envoyai le Lieutenant Cox avec une

piece de canon pour se poster sur la grande route qui conduit à la Ville du côté du Nord , & je me postai avec l'autre piece sur la grande route à l'Ouest. Comme le Capitaine Walker n'étoit arrivé que la veille , & qu'il ne pouvoit pas être sitôt prêt , je lui envoyai demander ce qu'il pouvoit me donner ; il fit descendre à terre trois pieces de six beaucoup plus tôt que j'en n'y aurois compté. Le 9 , à cinq heures du matin , presque toute l'infanterie avoit débarqué & s'étoit formée. Le Lieutenant Dunbar , arrivé la veille au soir , eut ordre de se porter sur la droite du soixante-deuxieme régiment & de quelques autres troupes qui furent formées près d'un bois , ayant un moulin en face , avec deux sauterelles ( mauvaise artillerie que j'espère ne plus voir qu'entre les mains des Rebelles dans l'arsenal de Woolwich ). Les Rebelles tâcherent de se former sur la montagne , à un demi-mille tout au plus de la Ville. M. Anstruther , Colonel du soixante-deuxieme régiment , me fit prier de lui amener une ou deux pieces de six , ce que je fis. Le Colonel Saint Leger étoit alors le plus ancien Officier. Je le priai de ranger une partie de sa ligne à droite & l'autre à gauche , afin que je pûsse tirer sur le moulin & dans les bois où étoient les Rebelles , & amener les sauterelles ; il le fit sur le champ. Je lui demandai la permission d'aller sur la grande route & de me faire couvrir par le soixante-

1776.

Juin.

&amp;

Juillet.

deuxieme régiment , commandé par le Colonel Aufruther , ce qui me fut accordé.

1776. Juin. Bientôt après le Colonel Frazer nous joignit avec quelques troupes. D'abord il ordonna aux grenadiers & à l'infanterie légère de marcher à la tête , mais à ma priere il me laissa ouvrir la marche avec deux pieces de six. Nous suivîmes les Rebelles qui marchoient à travers un marais , pendant l'espace de treize milles , sur une ligne parallele avec nous & les bois. Ils voulurent tenter de gagner le grand chemin , mais notre canon les en empêcha toujours. Nous leur fîmes prisonniers le Général Thompson , le Colonel Irwin , leurs Aides-de camp & d'autres encore dont je ne fais pas le nombre. Nous avons été sous les armes toute la nuit. Le lendemain les Généraux Carleton , Burgoyne & Philips nous joignirent de Quebec. Nous retournâmes aux Trois Rivières , mais j'ignore pour quelle raison. Je suis très-fatigué : ce qui suit est une copie de mon journal depuis le 10 de ce mois.

Le 10 Juin a été employé à rembarquer les canons & les munitions. Le 11 & le 12 j'ai fait transporter toute l'artillerie & débarasser le fond des vaisseaux pour en tirer quelques pieces de six , afin de les mettre en état d'être hissées & expédiées au premier ordre.

Le 13 , nous sortîmes des Trois Rivières à 7 heures du matin avec l'escadre , & le



soir nous fûmes obligés de jeter l'ancre à environ un mille à l'Est de Nicolette. 1776.

Le 14 au matin, nous appareillâmes au nombre d'environ 60 voiles, nous traversâmes le lac Saint Pierre à 6 heures du soir; & entre 9 & 10 nous arrivâmes à un mille de Sorel. Le vaisseau de guerre alloit en avant & le bâtiment qui me portoit étoit le second. L'escadre mit à l'ancre & les grenadiers descendirent à terre avec l'infanterie légère. Juin.  
&  
Juillet

Le 15 à 4 heures du matin, je débarquai à Sorel avec 5 pieces de campagne de six & 80 coups à tirer pour chaque canon. A midi, j'envoyai chercher une autre piece de six. Je fis marcher le Capitaine-Lieutenant Mitchelson avec l'infanterie légère & les grenadiers, deux pieces de six, deux Lieutenans & 28 hommes. A deux heures je completai la brigade du Capitaine Curtis de quatre pieces de six, de deux Lieutenans & de 48 hommes & je le fis partir sous le commandement du Colonel Mackensie avec une partie du trente unieme régiment, du neuvieme & de quelques autres, formant en tout 4 à 500 hommes. Les Rebelles avoient abandonné Sorel le 14 à une heure. Tous leurs canons & munitions y étoient venus sur des bateaux. Il s'y est trouvé des canons de 24 & de 18. Une batterie à l'Est de Sorel étoit prête pour recevoir dix canons, & une à l'Ouest pour huit. Il y avoit des retran-

chemens tout faits pour trois autres , avec  
 1776. plusieurs ouvrages de palissade & de lignes.

Juin Il est certain que leur première intention  
 & étoit de s'établir à Sorel , mais à notre ap-  
 Juillet. proche il n'ont pas osé tenir.

Le 16 & le 17 , retenu à Sorel par des vents contraires. — Nous avons appris que les Rebelles s'étoient entièrement retirés de Montréal le 15.

Le 18 , débarqué à 4 heures du matin avec deux pieces de six & 24 hommes ayant 90 coups à tirer. Nous débarquâmes à un mille au-dessus de Sorel , & nous marchâmes par terre à Saint Tower où nous arrivâmes à cinq heures du soir , distance, dix milles.

Le 19 , nous laissâmes Saint Tower à 4 heures du matin , nous traversâmes *court de Care* & nous fîmes halte à *Wersfear* ; nous arrivâmes à *Veroone* dans l'après-midi , distance 24 milles.

Le 20 , nous laissâmes Veroone. Nous traversâmes Bashelviel & nous arrivâmes à Longueil , 12 milles.

Le 21 , nous marchâmes à Chambly avec six pieces de canon : dix-huit milles.

Le 22 , nous gagnâmes Saint Charles : 18 milles.

Le Roi de Prusse lorsqu'il s'est vu à deux doigts de sa perte , n'a jamais conçu un plus beau projet que celui des Rebelles , lorsqu'ils ont voulu surprendre nos troupes aux Trois Rivières & en obstruer la navigation. Il n'y

a que les canons de fix qui les aient arrêtés ;  
 & même s'ils ne se fussent pas perdus en  
 chemin, ils seroient arrivés une heure plu-  
 tôt & ils auroient certainement eu le suc-  
 cès qu'ils se promettoient.

1776.

Juin.

&amp;

Juillet.

Ils ont brulé Saint Jean, Chambly, quatre  
 senauts, beaucoup de bateaux, &c. Nous  
 avons eu 20 de leurs canons, & j'ai été  
 surpris d'en trouver un de 32 dans la rivière  
 près du fort Chambly. Nos troupes sont  
 presque toujours entre ce dernier fort &  
 celui de Saint Jean. Nos Généraux disent  
 qu'il nous faut trois semaines avant de pou-  
 voir nous mettre en mouvement; mais, sui-  
 vant moi, il en faut au moins six.

*On trouve les particularités suivantes dans  
 d'autres lettres du même lieu, toutes de bonne  
 main.*

Nous savons que pendant le siège de Que-  
 bec les Provinciaux n'ont jamais eu plus de  
 2,700 hommes à la fois dans le Canada.  
 Après l'évacuation de Boston, le Général  
 Thompson fut envoyé vers la fin d'Avril  
 (1776) en Canada avec trois mille hommes  
 de l'armée qui avoient été employés devant  
 Boston tout l'hyver & qui étoient reconnus  
 pour bons soldats. Si ces mêmes troupes ou  
 un pareil nombre d'autres troupes également  
 bonnes, eussent été envoyées tout d'abord,  
 c'est-à-dire à la fin de Juin 1775, il est  
 certain que Quebec & tout le Canada au-  
 roient été pris.

### 332 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

1776.

Juin.  
&  
Juillet.

Le Congrès a envoyé le Général Sullivan à Crownpoint avec six régimens. Il n'y a pas de doute que son intention ne soit d'y arrêter les progrès des Généraux Carleton & Burgoyne. Les Provinciaux ont mis sur le lac trois bâtimens armés qu'ils avoient pris l'année dernière, & l'on assure qu'ils en ont construit deux nouveaux. Le Gouverneur Brown, pris par le Commodore Hopkins à la Providence, tient compagnie à son camarade le Gouverneur Skene, pris à Herford dans le Connecticut. Le Docteur Franklin, avec une Imprimerie, étoit venu à Sorel; il étoit accompagné de M. Charles Carroll, Catholique Romain, possédant de grands biens dans la province de Maryland; c'est celui-ci que le Congrès se proposoit de nommer Gouverneur du Canada si les Américains eussent pris Quebec.

#### N.º IV. Autre relation par un Officier Anglois.

Extrait d'une lettre d'un Officier qui s'est trouvé à la dernière affaire du Général Carleton dans le Canada, datée du fort Chambly le 21 Juin 1776.

Peu de jours après l'affaire du 6 Mai dernier, il arriva de Halifax au Général Carleton une flotte de douze vaisseaux, & le quarante-septieme régiment. Aidé de ce renfort, ce Général avança avec sa nouvelle troupe, ainsi qu'avec sa propre armée &

le vingt-neuvieme régiment, jusqu'aux Trois Rivières, à trente lieues environ de Quebec. Il laissa des ordres pour que les autres troupes qui arriveroient le suivissent.

1776

Juin,

&amp;

Juillet,

Le 8 Juin, à cinq heures du matin, 2,500 Provinciaux, commandés par le Major général Thompson, commencèrent à tirer de derriere les arbres sur notre garde avancée à environ un demi-mille de ce poste. Le bruit de leur mousqueterie allarma bien-tôt tout notre corps qui se forma sur le champ & répondit au feu des ennemis; mais ceux-ci prirent soudain la fuite & se disperserent dans les bois. Nos grenadiers & notre infanterie légère ayant été à leur poursuite, firent deux cents prisonniers & en tuerent le même nombre. Ni le Général Carleton, ni le Général Burgoyne ne se trouvèrent à cette action, mais ils arrivèrent le lendemain.

Les troupes qui avoient leurs vaisseaux aux Trois Rivières, s'y embarquèrent: les autres marchèrent sous les ordres du Brigadier général Frazer. Les trois Généraux Carleton, Burgoyne & Philips, se rendirent à bord du *Roussseau* à Sorel où nous comptons que l'ennemi s'arrêteroit pour prendre haleine parce que ce lieu commande la riviere Sorel qui conduit à Chambly & à Saint-Jean. L'ennemi avoit élevé à son entrée deux batteries, une de cinq pieces de canons & une autre de dix, qui auroient beaucoup incommodé nos bâtimens; mais malgré ces avan-

1776.

Juin  
&  
Juillet.

tages il prit la fuite à notre approche & se retira précipitamment vers Chambly & Saint Jean. Il brula le fort de Chambly & détruisit quelques bateaux & barques qu'il ne put pas emmener avec lui.

En s'avancant ainsi vers Saint Jean les Provinciaux détruisirent aussi deux ponts, pour nous empêcher de les atteindre avant qu'ils eussent gagné le lac. Lorsqu'ils furent rendus à Saint Jean, ils démolirent le fort, ils mirent le feu à une maison appartenante au Colonel Christie & à quelques parties de leurs provisions qu'il leur étoit impossible d'emporter. Ils s'embarquèrent aussitôt pour Crownpoint où actuellement ils ont pris terre.

De notre côté nous n'avons eu que 13 hommes blessés (deux desquels sont morts de leurs blessures) & deux tués. Aucuns de nos Officiers n'ont été blessés quoiqu'ils aient été très-exposés au peu de coups tirés par l'ennemi.

Cette expédition a purgé le Canada des Provinciaux ; & des troupes de volontaires viennent journellement se ranger en foule sous les drapeaux Britanniques.

Il y a apparence que nous resterons ici un mois en attendant qu'on ait construit assez de bateaux pour traverser le lac (Chambly). Les troupes se rassemblent pour camper, les uns ici, les autres à Saint Jean, à la Prairie, à Longueuil & à Montréal. On croit

que nous établirons notre quartier général dans cette dernière place. On a laissé deux régimens Brunswikois à Quebec pour y servir de garnison.

1776.

Juin  
&

Juillet.

Vous serez peut-être curieux de connoître la façon de penser & les dispositions actuelles des Canadiens. Le Clergé & les principales classes des Habitans sont fortement attachés au Gouvernement ; quant au peuple en général , il paroît désirer de rester neutre , ou , à tout événement , de se joindre au parti le plus fort. Les Colons , éloignés de Quebec & de Montréal , ne savoient rien du tout des affaires politiques de l'année dernière. Lorsqu'ils ont vu les Rebelles accourir & se répandre chez eux tout triomphans , ils se sont rangés de leur côté : mais aujourd'hui les choses ont totalement changé & ils paroissent disposés à nous donner toute sorte de secours.

Le Commodore Douglas, Capitaine du vaisseau de guerre l'*Isis*, envoya une relation des affaires des Trois Rivières & de Sorel , datée du 19 Juin , au Gouverneur de la Nouvelle Ecosse — Cette relation n'apprend rien sur ces actions qu'on n'ait vû dans les précédentes. Elle est seulement remarquable par le mépris avec lequel il y parle du Général Arnold qu'il qualifie de *Général Maquignon*.

1776 N.º V. Relation de l'affaire du 8 Juin aux  
 Juin Trois Rivières , par un Américain.

&  
 Juillet. Extrait d'une lettre du camp de Sorel ,  
 le 13 Juin.

Le 8 de Juin un détachement de 1,600 hommes , sous les ordres du Général Thompson , dont faisoient partie deux bataillons de Pensylvanie & deux du Nouveau Jersey , appareilla de l'embouchure de Nicolette , dans le dessein de surprendre l'ennemi aux Trois Rivières. Son projet étoit d'attaquer la place avant le jour , mais quelques obstacles imprévus ayant retardé sa marche , il étoit grand jour avant qu'il arrivât devant la Ville. Un bateau avancé ayant découvert le détachement , donna l'alarme : les chasseurs tirèrent sur lui & le forçèrent de s'écarter. Toute espérance de s'emparer de la Ville par surprise étant évanouie , le Général (Thompson) se détermina à l'attaque : il ordonna aux tambours de battre pour animer ses troupes & intimider l'ennemi. La marche continua de cette manière jusqu'à ce qu'il fût à la portée des bâtimens , dont quelques-uns étoient rangés le long de la côte à un mille & demi au - dessus de la Ville. Les vaisseaux commencerent alors une vive canonnade. Mais sans effet & sans causer le moindre désordre parmi les troupes Américaines qui la soutinrent avec la meilleure contenance



continence, & comme auroient pu faire les Vétérans les plus aguérís. Cependant le Colonel Maxwell qui commandoit la premiere division, voyant qu'en s'avancant par le chemin, il seroit exposé à un feu très-vif de tous les bâtimens qui étoient au nombre de dix-sept, tourna un peu sur la gauche dans le dessein de traverser ce qui paroissoit être une tête de bois, & par où il se figuroit pouvoir gagner une hauteur qui commandoit la Ville, où le feu des vaisseaux ne lui feroit plus aucun mal. Mais ce qui lui paroissoit la tête d'un bois, étoit une terre marécageuse très-étendue. Nous mîmes plus de trois heures à la traverser, enfonçant jusqu'aux genoux & souvent encore beaucoup plus avant. Il étoit impossible à nos gens de faire une pareille marche sans se rompre; & comme l'ennemi nous attendoit de l'autre côté, les nôtres n'eurent ni le tems ni la place nécessaire pour se remettre en ordre. Il en résulta que les Anglois eurent l'avantage dans cette affaire.

Le projet du Général avoit été d'attaquer avant le jour par quatre endroits différens : deux attaques devoient se faire par les extrémités opposées de la grande rue : chaque division étoit de 300 hommes ; une réserve de 250 devoit se tenir prête à soutenir chacun des autres corps. Je suis persuadé que si nous fussions arrivés à tems pour exécuter ce plan

1776.

Juin.

&amp;

Juillet.

— il auroit réussi malgré le nombre supérieur des  
1776. forces de l'ennemi.

Juin. On ne fit point de nouvelles dispositions ,  
& parce que cela étoit impossible à notre Gé-  
Juillet. néral. En effet, une des divisions étoit sé-  
parée des autres par le marais, & le Général n'apprit où elle étoit qu'en entendant son feu. Tout ce qu'il pût faire fut d'ordonner qu'on le soutînt. Ce renfort opéra d'abord un bon effet; les ennemis furent rompus & se retirèrent à quelque distance. Mais ayant été renforcés à leur tour, ils repoussèrent nos gens qui eurent à soutenir un feu très-vif de mousqueterie & de deux canons de campagne chargés à mitraille. Après plusieurs attaques successives, nous fûmes obligés de nous retirer; mais l'ennemi ne montra plus une grande volonté de nous poursuivre.

Notre perte n'est pas considérable relativement au nombre; mais le général Thompson a été fait prisonnier. Je crois que l'ennemi a appris à nous connoître. Il convient que nous nous sommes très-bien battus; & ce n'est pas une chose indigne de remarque que douze cents Américains aient attaqué avec tous les désavantages possibles quatre mille hommes des troupes Britanniques, qu'ils les aient enfoncés au premier echec, & lorsqu'ils ont été ensuite obligés de se retirer, qu'ils aient fait une marche de plus de dix-huit lieues, sans avoir perdu plus de cent cinquante hommes.

Lorsque le Général Thompson fut conduit au corps-de-garde de Montréal, avec les autres prisonniers faits le même jour, il fit demander une audience au Général Carleton. Un Officier subalterne vint lui dire pour réponse que le Général Carleton (a) ne se permettoit point de communiquer avec les Rebelles.

1776.  
Juin  
&  
Juillet.

*Adresse présentée au Général Carleton par le Corps de Ville de Montréal, le 22 Mars 1776.*

A son Excellence le Chevalier Guy Carleton, Capitaine Général, &c.

Nous les Sujets très-fidéles de Sa Majesté, Habitants de la ville de Montréal, félicitons très-respectueusement votre Excellence sur la victoire qu'elle a remportée contre les Rebelles qui avoient fait une invasion dans cette Province, avec le petit nombre des troupes de S. M. sous vos ordres, soutenu par les braves & loyaux citoyens de Québec. Votre Excellence est venue à bout de les chasser de toute l'étendue de son département : que de réflexions agréables cette victoire ne fait-elle pas naître ! quel plaisir pour nous de vous la rapeller, & de voir à présent V. E. à la

(a) Cette réponse est remarquable en ce que c'est la même qui fut faite à Paris par Milord Stormont en 1777 à MM. Franklin & Deane, lorsqu'ils proposèrent un échange des prisonniers Anglois faits par les Corsaires des Etats-unis, contre des Américains prisonniers en Angleterre.

tête d'une armée non moins disposée à faire  
 1776. éclater son courage qu'à se distinguer par  
 Juin. son humanité.

& Avant la Rebellion, cette source em-  
 Juillet. poisonnée de misere & de calamités,  
 nous étions convaincus que notre bonheur  
 dépendoit de notre soumission à l'autorité  
 Royale & Parlementaire, & nous n'avions  
 pas besoin de ce fléau d'usurpation & de  
 tyrannie, pour nous démontrer qu'un peuple  
 ne peut être heureux qu'à proportion de  
 sa fidélité & de son attachement pour son  
 Souverain.

Ce seroit changer notre joye & nos fé-  
 licitations en tristesse & en plaintes ameres,  
 que de rappeler ici les injustices & les  
 cruautés commises sous le faux prétexte de  
 la sainte liberté ; nous sommes trop heu-  
 reux de nous en voir délivrés & de pou-  
 voir nous promettre de l'être long-temps  
 sous les auspices de Votre Excellence ; nous  
 supplions la Divine Providence de bénir les  
 armes de Sa Majesté & de rendre invincibles  
 les troupes que vous commandez en son nom :  
 puisse le Dieu Tout Puissant se servir de vous  
 comme de son instrument pour rétablir la paix  
 & la tranquillité entre la Grande-Bretagne &  
 ses Colonies.

Nous prions humblement Votre Excel-  
 lence de faire connoître à notre très-gra-  
 cieux Monarque la satisfaction que nous  
 donne le bonheur d'être rendus au bon

ordre & à la paix , & d'assurer le meilleur des Rois , que rien ne sauroit donner atteinte à notre fidélité & à l'attachement que nous conservons toujours pour sa Personne Royale, sa Famille & son Gouvernement.

1776.

Juin

&amp;

Juillet.

*Réponse du Général Carleton.*

MESSIEURS,

« Je vous remercie de votre très-loyale adresse que j'aurai soin de transmettre à Sa Majesté ».

» Je ressens la plus grande satisfaction en vous voyant délivrés de la tyrannie des ennemis de nos loix , & rentrés sous la protection de votre Souverain qui fait consister sa force à assurer la tranquillité de ses sujets , & qui ne fait éclater son pouvoir que pour travailler à leur bonheur , & défendre leurs droits & leur liberté ; ces malheureux qui en disputant sur des mots abusent de leur vraie signification , sont les véritables ennemis du peuple : ce sont eux qui aveuglés par leur ambition & leur avarice voudroient priver leurs concitoyens de ces ressources inestimables qu'ils trouvent dans les bontés paternelles de Sa Majesté ».

« Il ne manque plus rien à ma félicité, Messieurs, que de pouvoir contribuer à rétablir l'ordre & la paix dans les Colonies voisines , & les convaincre sans user de sévérité qu'elles se sont écartées de leurs

1776.

Juin  
&  
Juillet.

propres intérêts. La conduite courageuse des braves habitants de Québec, leur fait un honneur infini; puisse l'exemple qu'ils ont donné inspirer les mêmes sentimens à leurs voisins, & leur faire saisir cette instant propice de se soustraire aux malheurs dans lesquels leur foible crédulité les a plongés «.

Signé GUY CARLETON.

On a publié à Montréal la proclamation suivante après la retraite des Américains, pour indemniser les habitans de ce qu'ils avoient souffert depuis l'invasion des troupes du Congrès.

» En la Cour de Jurisdiction civile du district de Montréal présent Pierre-Liviers, Docteur ès-loix : William Owen, & Gabriel-Eléazard Tacheraux, Ecuyers, Juges dans ladite Cour.

Sa Majesté nous ayant donné ordre de recevoir les comptes des particuliers dont les biens ont pu être endommagés par les Rebelles ou par les troupes même de Sa Majesté en défendant cette province; ainsi que des personnes que lesdits Rebelles ont forcées à fournir de l'argent, des vivres, &c. Nous avertissons toutes personnes qui sont dans le cas énoncé ci-dessus de faire tenir au Greffier de cette Cour un compte exact de leurs pertes & dommages avant le premier Octobre prochain.

Ordonnons aux Sheriffs dudit district de faire publier & afficher la présente proclamation dans les endroits accoutumés de la ville & banlieue de Montréal, à ce que personne n'en prétende cause d'ignorance.

1776.

Juin.  
&  
Juillet.

Par ordre de la Cour.

Signé, J. BURKE, Greffier.

N.<sup>o</sup> VII. *Postscriptum d'une lettre de M. George Trumbulle, Lieutenant du vaisseau de Sa Majesté le Triton, à un Particulier de Bristol, datée des Trois Rivières le 14 Juin 1776.*

Nous venons d'apprendre qu'aujourd'hui le Général Carleton doit avoir une entrevue avec 500 Chefs Sauvages amis du Gouvernement, & que ceux-ci ont apporté avec eux quatre chevelures des Rebelles. Ainsi voilà l'affaire entamée. Le commencement est horrible, mais il doit produire un grand effet sur les Provinciaux. Vous pouvez hardiment annoncer à vos amis que les Rebelles ont tout-à-fait évacué le Canada. Je souhaite que nous soyons aussi heureux du côté des Provinces Méridionales.

Le Chevalier John Johnson a aussi joint les troupes du Roi à Montréal avec 150 Sauvages des six Nations. Ces Sauvages sont venus par les bois, & ils ont presque manqué de provisions pendant huit jours.

1776. Ce M. Johnson s'étoit rendu suspect au Congrès par son attachement au Gouvernement, & avoit été défarmé l'hyver dernier par 2,000 Provinciaux, commandés par le Général Schuyler. Les Indiens qui ont en vénération la mémoire de son pere, indignés du traitement qu'ils avoient reçus, déclarerent que si l'on attentoit à sa personne, ils prendroient à l'instant la hache ; depuis ce moment là il a attendu impatiemment l'occasion de se réunir aux troupes du Roi, & l'on espere qu'il attirera à l'armée de nouveaux renforts de la part des Indiens. Le Général Schuyler avoit enlevé sa femme & ses enfans qui étoient restés en qualité d'ôtages dans la Province de Connecticut.

Le Major général Gates nommé par le Congrès, Commandant en chef dans le Canada, est parti de New-York le 27 Juin avec plusieurs Officiers pour Albany. Delà il se rendit à Crown-Point d'où il jugea à propos de retirer les troupes Américaines. Il lui parut que si le Général Burgoyne parvenoit à passer le lac Champlain, il pourroit s'établir derriere Crown-Point & couper les Américains d'avec le fort Ticondérago. Il préfera en conséquence de rassembler toutes ces troupes dans ce dernier poste, avec la résolution de s'y défendre.



*Le Général Howe se dispose à partir pour  
Halifax.*

1776.

Juin.

&

Juillet.

Extrait d'une lettre d'un Officier de Halifax, en date du 8. Juin.

L'ordre vient d'arriver pour que la flotte leve l'ancre demain à la pointe du jour. Le rendez-vous, en cas de séparation, doit être à Sandy Hook, à 30 milles environ de la Nouvelle-York.

*Extrait d'une lettre authentique d'un Officier, écrite d'Halifax, en date du 9 Juin.*

» J'ai bien du plaisir à vous informer de la différence de notre situation dans cette Ville, comparée à celle dans laquelle nous nous trouvions à Boston. Nous nous portons presque tous bien ; nous avons a-peu-près ce qu'il nous faut, & nous sommes en bonnes dispositions. En général les peuples de cette Province sont affables & très-attachés à la cause du Roi : nous en avons tiré un bon nombre de recrues. Nous attendions de jour en jour la flotte commandée par le Lord Howe, mais elle n'a pas encore paru : nous avons reçu récemment des provisions de bouche & des munitions de guerre.

Le Général Howe, après avoir écrit deux lettres au Lord Germaine, des 7 & 8 Juin, dont il chargea le sieur Dudington, Capitaine dans la marine, s'embarqua le 10

pour partir avec son armée. Il avoit reçu  
 1776. des dépêches expédiées d'Angleterre le 2 Mai.  
 Juin. Il laissa à Halifax environ 1,500 hommes.  
 & Le 12 la flotte étoit hors de vue : le Gé-  
 Juillet. néral s'étoit mis sur une frégate, pour aller  
 en avant & reconnoître. Il n'avoit fait des-  
 cendre qu'une petite partie des troupes à  
 terre pendant tout le tems qu'il est resté  
 à Halifax. Il a emmené avec lui environ  
 400 hommes de recrue qu'il avoit faits  
 dans le pays. Comme les dépêches qu'il ve-  
 noit de recevoir de la Cour en étoient par-  
 ties avant qu'on y scût qu'il avoit évacué  
 Boston, ce n'est point d'après des ordres  
 conséquens à cet événement qu'il peut être  
 parti d'Halifax. Le choix qu'il a fait de la  
 Nouvelle York pour son débarquement,  
 étoit entierement de lui, & ne lui avoit  
 point été ordonné. Il avoit beaucoup souf-  
 fert de la disette de provisions : c'est ce mo-  
 tif qui l'a décidé à appareiller avant que d'a-  
 voir des nouvelles de la Cour. Il est parti  
 avec sept mille cinq cents hommes.

Voici le vrai motif sur lequel le Général  
 Howe s'est déterminé à faire partir ses trou-  
 pes avant l'arrivée du Lord Howe à Hali-  
 fax : c'est que la désertion s'y étoit mise,  
 & il en a été si allarmé, qu'il a jugé plus  
 avantageux de partir pour son expédition,  
 sans attendre son frere, que d'attendre &  
 de s'exposer à perdre tous ses soldats, qui  
 désertoient même de dessus les vaisseaux. En-

fin ses troupes sont si harassées & si abattues par la fatigue à laquelle elles ont été exposées, qu'il ne leur reste plus le courage de faire leur devoir, & plusieurs de ces soldats ont déclaré qu'ils saisiroient la première occasion qui se présenteroit pour quitter un service devenu aussi insupportable.

On avoit reçu des lettres à Halifax qui assuroient qu'à moins d'un changement total dans le Ministère Britannique, les Habitans de la Nouvelle-York ne se prêteroient à aucune ouverture, & qu'ils s'étoient fortifiés dans leur résolution depuis qu'ils s'étoient assurés que les Sauvages leurs voisins ne prendroient point parti contr'eux.

*Précis de la lettre écrite par le Général Howe à l'occasion de son départ.*

» Le Général Howe, dans sa lettre au Lord Germaine, datée du 8 Juin, avant de faire voile d'Halifax, écrit qu'il alloit dans le voisinage de New-York, qu'il regardoit comme la situation la plus convenable & la plus centrale pour agir: qu'il avoit envoyé ordre au Général Clinton de venir le joindre; & que le rendez-vous étoit à Sandy-Hook: que quoiqu'il eût la plus grande confiance dans ses troupes, quoiqu'elles témoignassent la plus grande ardeur, qu'elles observassent la plus exacte discipline, & qu'il fût impossible à un Commandant de désirer d'avoir des hommes mieux choisis,

1776.

Juin.  
&  
Juillet.

1776. il ne se hazarderoit cependant pas à rien  
 Juin. faire avant d'avoir reçu de nouveaux ren-  
 & forts ; mais que malgré cette résolution,  
 Juillet. il combattroit les Américains s'ils lui of-  
 froient la bataille.

[ N. B. Cette lettre du Général Howe ,  
 que nous donnons comme très-authentique ,  
 n'avoit point encore paru dans les papiers  
 publics. ]

*Départ du Général Howe.*

Il arriva le 11 Juin à Halifax un bateau  
 d'avis, & le Général Howe appareilla aussitôt  
 avec toute sa flotte. Quatre jours après  
 4,000 Montagnards parurent devant Halifax,  
 & ne s'étant arrêtés que pour prendre  
 de l'eau , ils partirent sur le champ pour  
 aller joindre le Général Howe.

*Mesures prises par le Congrès pour la défense  
 de la Nouvelle-York.*

Le Congrès de Philadelphie étant prévenu  
 que le Général Howe ne tarderoit point  
 à fondre sur la Ville d'York, il a fait écrire  
 par le Président Hancock une lettre cir-  
 culaire de la teneur suivante , par la-  
 quelle il exhorte chaque district à prendre au  
 plutôt les mesures nécessaires pour la  
 résistance.

MESSIEURS,

1776

Juin.

&amp;

Juillet.

Le Congrès a reçu avis aujourd'hui (11 Juin) & il est pleinement convaincu que le dessein du Général Howe est d'attaquer incessamment la Ville de la Nouvelle-Yorck; & on a tout sujet de croire que cette attaque se fera dans une huitaine de jours. Je vous prie donc très-instamment au nom du Congrès de faire marcher vers la Ville, avec toute la vitesse possible, comme je vous en ai déjà requis par ma lettre du 4 de ce mois, toute la Milice de la Province, & d'en régler tellement la marche par compagnies, ou de toute autre manière qu'elle puisse hâter son arrivée. L'important moment est sur le point d'éclorre, lequel décidera non seulement du sort de la Ville, mais probalement aussi de celui de toute la Province. Il est nécessaire, dans un tel état des choses, d'employer les plus pressantes raisons auprès des Américains. Je fais que l'importance de l'affaire les disposera à se ranger à leur devoir & les engagera à se mettre d'abord en campagne. On demande en cette occasion de la promptitude & de grands efforts de valeur pour empêcher que nos ennemis ne se rendent maîtres de la Ville.

C'est pourquoi je vous supplie encore de la manière la plus sérieuse au nom & de l'autorité du Congrès que conformément à son

1776. désir, vous fassiez avancer la Milice avec toute la diligence imaginable, suivant ce qu'exige la conséquence infinie de l'affaire.

Juin  
&  
Juillet.

Signé, HANCOCK, Président,

Le 12 Juin le Congrès ordonna la levée de trois mille hommes dans les Jerseys & de huit bataillons de plus dans le Connecticut. Joseph Read de Philadelphie fut nommé Adjudant général à la place d'Horatio Gates élevé depuis peu au grade de Major général. Thomas Mifflin obtint celui de Brigadier général, & Stephen Moyland, de Quartier-Maître général.

*Copie d'une lettre d'un Officier de l'armée du Général Howe, datée d'Halifax le 13 Juin.*

Je suis encore avec l'armée à bord d'un vaisseau de transport, attendant le vent favorable pour nous conduire à New-York. Bien des gens croient que nous ne trouverons pas une résistance bien vive, & que des milliers de Provinciaux sont prêts à nous joindre, connoissant nos forces & étant persuadés qu'ils seront rétablis dans leurs anciens privilèges, &c. Enfin il n'est point douteux qu'avant la fin de Septembre nous ne mettions fin à l'entreprise pour laquelle nous sommes envoyés. Si nous craignons quelque chose, c'est de mourir de faim par le manque de provisions d'Angleterre, & si vous

considerez la grande consommation journalière de l'armée & de la flotte, & le peu de vivres qu'il est possible de se procurer ici, vous conviendrez que nos craintes ne sont pas mal fondées. Vous pouvez être certain que les Rebelles ne sont pas la moitié aussi formidables qu'on les a représentés, & que notre armée est plus que suffisante pour notre entreprise actuelle. Nous ne ferons pas, comme vous le craignez, dans la triste nécessité de suivre l'ennemi dans le pays; nos ordres se réduisent à ne prendre possession que des principaux ports de mer; après quoi les parties intérieures ne pourront manquer de se soumettre.

1776.

Juin  
&  
Juillet.

*Halifax, 13 Juin.*

La flotte Angloise a quitté nos côtes & a fait voile vers la Nouvelle-York: lorsqu'elle est partie il s'étoit glissé beaucoup de dissention parmi les Officiers & les Soldats.

Ce matin un coup de vent a coulé à fond deux vaisseaux de transport à quelque distance du port; les équipages ont péri, ainsi que trois cents hommes de nos troupes. Depuis que la flotte est partie, la mer a été très-orageuse: sa destination est pour la Nouvelle-York, où il fera chaud, car elle trouvera-là une armée considérable de Provinciaux prêts à la recevoir.

Le 13 Juin, le Congrès arrêta qu'il seroit

1776

Juin  
&

Juillet.

formé sans délai un camp volant de 12,000 hommes, & que pour trouver ce nombre la Colonie de Pensylvanie seroit requise de fournir six mille hommes de sa milice : celle de Maryland 3,400, & le Gouvernement de Delavare 600 aussi de leur milice. Que ces levées ne seroient obligées de servir que jusqu'au premier Décembre. (*Cette clause pensa être fatale à l'armée de Washington, comme on le verra à cette date*) si elle n'étoit pas congédiée plutôt. Que la paye de cette milice commenceroit du jour qu'elle se mettroit en marche : qu'il seroit alloué à chaque homme un denier par mille, pour tenir lieu de rations & d'étapes, & un jour de paye de plus pour chaque vingtaine de milles du lieu d'où les hommes seroient partis, jusqu'à celui du rendez-vous, aller & retour.

Que les trois Brigadiers généraux Provinciaux seroient employés pour le camp volant : deux de Pensylvanie & un de Maryland.

Signé, Charles Thompson, Secrétaire.

*Campagne du Lord Dunmore, en Juin.*

On a vû que le Lord Dunmore, ci-devant Gouverneur de la Virginie, étoit campé le 4 Mai à Tucker's-Mill près de Norfolk, dans son ancien gouvernement. Ce poste étoit garni d'une nombreuse artillerie & défendu par cinq cents hommes. Les Américains  
étant



étant venu l'y attaquer, il changea de position vers le 20 Juin, & fut s'établir avec tous les vaisseaux, remplis d'Américains fideles au Roi, sur l'Isle de Guin, qui est aussi de la Virginie. Dans une lettre qu'il écrivit au Ministère, il marqua qu'il avoit quitté Norfolk parce que les provisions commençoient à lui manquer.

1776.

Juin  
&  
Juillet.

*Isles Angloises.*

Le Lord Macartney s'étant rendu le 13 Juin à la Chambre du Conseil de la Grenade, & la Chambre d'assemblée y ayant été mandée, il adressa un discours aux deux Chambres pour leur annoncer le choix que le Roi avoit fait de lui pour être Gouverneur & Général en chef de la Grenade, des Grenadines & Tabago, ainsi que Chancelier ordinaire & Vice - Amiral de ces Isles. — Il reçut les complimens d'usage des deux Chambres de cette Isle, ainsi que l'assemblée la qualifia, *la seconde pour le produit, quoique ne le cédant à aucune autre pour l'importance.*

*Combat de Corsaires Américains contre les vaisseaux du Roi.*

Extrait d'une lettre de la Providence du  
15 Juin.

Hier 14 il est arrivé dans ce port trois Corsaires Américains, savoir: *l'Intrepide,*

Z

1776.

Juin  
&  
Juillet.

de 28 canons, la *Résolution*, de 26, & le *Blast*, de 24, qui faisoient partie de l'escadre du Commodore Hopkins: ils s'étoient battus le 11 de ce mois avec deux frégates du Roi & avec le *Canceaux*, allége de 12 canons. Ces Corsaires ont été fort endommagés dans leurs agrès, mais on fait que les vaisseaux du Roi ont presque été mis en pieces.

*Le Commodore Anglois quitte sa station devant Boston.*

N°. I. Extrait d'une lettre de Halifax le 25 Juin.

Par quelques vaisseaux de transport arrivés de la rade de Nantasket, nous apprenons que peu de jours avant qu'ils eussent quitté cette place, les Rebelles avoient commencé divers ouvrages & élevé une batterie vis-à-vis du vaisseau le *Renown*, commandé par le Commodore Banks. La veille du départ de ces bâtimens de transport, l'ennemi ouvrit cette batterie. Il commença à tirer sur le *Renown* & à jeter quelques bombes. Le jour qu'ils appareillèrent, ils observerent que l'ennemi transportoit beaucoup de canons vers la pointe Alderton, & ils estimerent que c'étoit pour y élever une batterie afin d'empêcher les vaisseaux de sortir; sur cela le Commodore crut qu'il convenoit de quitter tout aussitôt la rade de Nantasket & d'emmener avec lui les bâtimens

de transport; ce qu'il fit après avoir détruit  
le fanal. 1776.

Juin.

&

Juillet.

N.º II. De *Watertown* le 17 Juin, *Gazette*  
de *Boston*.

Jeudi dernier (13) on battit la caisse dans la ville de Boston pour faire savoir aux habitans qu'on alloit faire une expédition contre les vaisseaux ennemis dans la rade de Nantasket, & élever des fortifications convenables dans le port. En conséquence on embarqua au quai long, sur des bateaux, des détachemens des régimens colonistes, commandés par les Colonels Marshall & Witney, & un bataillon d'artillerie aux ordres du Lieutenant-Colonel Crafts, avec du canon, des munitions, des provisions, des outils de tranchée, &c. Ils appareillerent pour l'Isle Pettick & Hull, où ils furent joints par quelques troupes Continentales & par des Compagnies Gardes-Côtes, ce qui faisoit près de 600 hommes dans chacun de ces deux endroits. Une pareille quantité de milices tirées des Villes du voisinage du port de Boston, & un détachement d'artillerie & de quelques pieces de campagne, prirent poste à Moon-Island (Isle de la Lune) à Hoff's-Neck, (à l'isthme de Hoff's) & à la pointe Alderton. En même tems on embarqua pour Long-Island un détachement de l'armée Continentale, qui devoit y prendre

Zij

1776. poste, sous les ordres du Colonel Whitcomb, avec deux canons de 18, un mortier de 13 pouces, toutes les munitions nécessaires, outils de tranchée, &c. Les troupes n'arriverent à leur destination respective que le lendemain matin, à cause d'un grand calme qui survint, mais elles travaillèrent avec tant de courage & d'activité qu'en moins de quelques heures elles avoient déjà établi du canon & élevé une ligne de défense sur Long-Island & Nantasket-hill, lorsqu'un coup de fusil tiré dans Long-Island annonça notre dessein à l'ennemi. Aussitôt toute la flotte Angloise, consistante en 8 vaisseaux, 2 senautes, 2 brigantins & une goelette, reçut un signal pour s'éloigner & se mettre à couvert. Le Commodore Bankes soutint notre feu & y répondit avec vivacité, jusqu'à ce qu'un boulet de canon, tiré de Long-Island, perça les œuvres mortes de son vaisseau. A l'instant il coupa ses amares & mit à la voile. Heureusement pour lui qu'il prit ce parti, car un moment après une bombe tirée de nos ouvrages tomba sur le lieu même qu'il venoit de quitter. Par malheur notre canon n'arriva pas à Pettick's-Island & à Nantasket aussitôt qu'on auroit voulu, mais le feu de cette dernière place étant précisément pointé sur le vaisseau du Commodore, qui vint dans le canal du phare, on a tout lieu de croire qu'il a été considérablement endommagé. Enfin l'ennemi fut forcé encore

une fois de faire une retraite honteuse & précipitée ; & c'est à juste titre que nous pouvons féliciter les habitans de Boston sur ce qu'ils sont en pleine possession du bas port ; nous sommes persuadés que si le vent eût été à l'Est , nous aurions eû la satisfaction encore plus grande de leur annoncer la prise de plusieurs vaisseaux ennemis. Nous n'avons eu aucuns blessés dans cette action.

1776.

Juin

&amp;

Juillet.

*Suite des troubles de la Nouvelle-York.*

Aux honorables Délégués élus par les différens Comtés & Districts dans le Gouvernement de New-York , assemblés en Congrès de Colonie..

Respectueuse adresse des Artisans unis pour la Ville & Comté de Norfolk , représentés par leur Comité général.

*Délégués élus.*

Remplis d'une juste confiance dans la déclaration que vous avez faite en dernier lieu à l'Orateur de notre Comité général , que vous êtes toujours prêts & disposés à recevoir toutes les requêtes de vos constituans ou de quelques-uns d'eux ; nous , les Artisans-unis , quoique nous ne formions qu'une très-foible partie de vos constituans , demandons la permission de représenter qu'une des clauses de votre arrêté , relativement à l'établissement d'une nouvelle forme de gou-

1776.

Juin

&amp;

Juillet.

vernement, est libellée d'une manière défectueuse, & pour cette raison peut servir aux fins les plus dangereuses. Car on n'ignore pas avec quelle infatigable activité les Emis-saires du Parlement Britannique poursuivent tous les projets propres à déshonorer nos Administrateurs & à consommer notre ruine générale. En même-tems nous reconnoissons avec plaisir que le véritable esprit qui anime l'autre partie de cet arrêté, ne nous permet point de l'interpréter dans un autre sens que celui qui se présente le plus naturellement & qui est aussi le plus favorable aux droits naturels de l'homme. Nous n'avons jamais cru, nous ne pouvons jamais croire que les Délégués futurs, ou vous mêmes soyez investis du pouvoir de faire une nouvelle Constitution pour cette Colonie, & que ses habitans en général n'exercent point le droit que Dieu leur a donné, ainsi qu'à tous les hommes, de juger s'il est conforme à leur intérêt d'accepter ou de rejeter une Constitution formée pour l'Etat dont ils sont membres. C'est le droit naturel de tout homme, à quelque Etat qu'il puisse appartenir. Ce droit imprescriptible lui donne ou doit lui donner la collégislation avec tous les autres membres de la communauté.

Convaincus de tout ce qui nous manque du côté des talens, nous ne savons que trop que tout particulier n'est point fait pour travailler à former une Constitution; mais cette

portion de sens commun que Dieu Tout Puissant a répartie en général entre toutes les créatures humaines suffit pour éveiller le sentiment de chaque individu & le mettre en état de juger sainement du degré de sûreté ou des avantages que peut lui procurer ou lui faire perdre toute Constitution qui lui est proposée. Par cette raison, si une confiance indiscreté dans les talens & dans l'intégrité de nos futurs Délégués nous engagent dans des mesures qui pourroient impliquer une renonciation de notre droit inaliénable de ratifier nos loix, nous croyons que votre sagesse, votre patriotisme, votre intérêt particulier, votre ambition même, vous porteront à exercer tous les talens de la persuasion que vous possédez, & à mettre en œuvre tous les moyens que vous croirez propres à nous empêcher de consommer cet acte de destruction aussi impie que frénétique. En effet, comme il nous précipiteroit dans un état d'esclavage absolu, le pouvoir légitime que jusqu'à présent vous avez reçu de vos constituans pour être exercé sur un peuple libre, seroit anéanti par cet acte contre nature. Il est probable qu'il accéléreroit notre mort politique; mais votre ruine seroit infailliblement un de ses premiers effets.

Le silence continuel des corps qui sont par élection, investis d'une autorité subordonnée à celle de votre Chambre, nous frapperoit d'étonnement si nous supposions

1776.

Juin  
&  
Juillet.

1776.

Juin  
&  
Juillet.

qu'en leur présence votre arrêté fût jamais interprété dans un sens qui ne fût point favorable au libre exercice de nos droits inaliénables. Mais pour nous qui vivons journellement avec nombre de personnes qui ont été trompées par ce faux sens, nous croyons devoir vous informer à tems que cette interprétation a allarmé beaucoup d'amis zélés pour la cause générale que les Colonies défendent de leurs vies & leurs biens.

Comme l'opinion générale de votre droiture dépend en grande partie de l'explication que vous donnerez sur cet objet, & comme il est évident que la prospérité ou la misère politique des peuples sous votre gouvernement, doit être très-affectée par les mesures qu'ils peuvent adopter en conséquence de cette interprétation, nous espérons que vous recevrez avec indulgence cette respectueuse adresse, & que tous nos freres dans cette Colonie ou dans les autres Colonies-unies nous rendront la justice de croire qu'elle a été dictée par les plus purs sentimens d'un patriotisme sans bornes.

L'arrêté qui contient la clause dangereuse ci-dessus mentionnée, est avec son introduction conçu dans les termes suivans.

» Et d'autant qu'il s'est élevé des doutes pour savoir si ce Congrès est investi du pouvoir & de l'autorité suffisante pour délibérer & juger sur un objet aussi important que la nécessité de dresser & de faire une nouvelle



forme de gouvernement & de police intérieure à l'exclusion de toute juridiction étrangère, seigneurie & contrôle quelconque : & d'autant qu'il appartient de droit seulement aux peuples de cette Colonie de déterminer lesdits doutes ; en conséquence «.

1776.

Juin  
&  
Juillet

» Arrêté qu'il sera recommandé aux Electeurs dans les différens Comtés de cette Colonie de procéder dans la maniere & forme prescrite pour l'élection du présent Congrès , pour autoriser ( en addition des pouvoirs dont ce Congrès est investi ) leurs députés actuels , ou aucun d'eux à prendre en considération la nécessité & la convenance d'établir ce nouveau gouvernement tel que dans & par ledit arrêté du Congrès Continental il est décrit & recommandé ; & si la majorité des Comtés , par leurs Députés au Congrès provincial , est d'avis que ce nouveau gouvernement doit être institué & établi , alors pour instituer & établir ce gouvernement de la maniere qu'ils jugeront la plus propre à assurer les droits , les libertés & la prospérité du bon peuple de cette Colonie & à les maintenir en vigueur jusqu'à ce qu'une paix future avec la Grande-Bretagne ait rendu ce gouvernement inutile «.

Nous ne pouvons nous empêcher d'exprimer notre étonnement sur l'existence des doutes dont il est parlé dans cette introduction. Mais lorsque par compassion pour ces foibles esprits susceptibles de ces doutes,

1776.

Juin  
&  
Juillet.

vous consentez à déclarer qu'il appartient seulement aux peuples de cette Colonie de déterminer lesdits doutes, vous avez, dans l'esprit des recommandations du Congrès général, démontré à vos constituans que dans toutes les occasions vous les avertirez de détruire jusques dans son germe, tout projet que vous pourrez découvrir avoir la moindre tendance à promouvoir les vues personnelles d'aucune obligation étrangère ou domestique. Vos ennemis ne pourront jamais persuader aux gens sensés que vous ayez instruit suffisamment ceux d'entre nous dont l'esprit est le plus borné, par cette déclaration positive de nos droits, dans le dessein d'obtenir de nous subrepticement une renonciation de ces droits. A quelque degré de dépravation que soit parvenu la nature humaine, elle ne s'est point encore rendue coupable d'une hypocrisie & d'une perfidie pareille, & nous espérons que ce cas n'arrivera jamais.

Nous observons au contraire que votre arrêté est parfaitement conforme au principe honnête qui l'a occasionné. En effet, après avoir établi ce qui est relatif à l'élection des Députés, vous recommandez aux Electeurs, si la pluralité des Comtés est d'avis que ce nouveau Gouvernement doive être institué, alors d'instituer & établir ce Gouvernement.

La postérité regardera cette résolution comme le témoignage de votre équité. Elle

prouvera que vous nous avez entièrement rendu l'exercice du droit que nous avons de fixer définitivement les loix par lesquelles cette Colonie doit être gouvernée, droit dont nous avons été privés jusqu'à présent par l'injustice du Gouvernement Britannique. Mais une construction de phrase extraordinaire, absolument forcée, & qu'on a mise artificieusement dans votre résolution, a trompé plusieurs personnes qui croient réellement que nous n'aurons pas la liberté d'approuver ou de rejeter la nouvelle Constitution; ces personnes sont effrayées des suites que cela peut avoir, quoiqu'un zèle sincère pour la cause générale les porte à supprimer leurs remontrances, de peur que l'ennemi commun ne tire profit de cette circonstance pour miner votre autorité.

Allarmés avec raison des conséquences qui peuvent résulter de cette erreur, nous nous croirions coupables si nous gardions plus long-tems le silence; ainsi nous vous prions de dissiper par une explication claire & prompte les défiances mal-fondées qui proviennent de ce qu'on a mal entendu votre résolution patriotique.

Pour nous, comme nous n'avons pas le moindre doute sur la pureté de vos intentions, que nous savons bien que vous êtes trop sages pour chercher à obtenir des pouvoirs dont nous ne pouvons point légitimement nous dépouiller, pouvoirs qui ne ser-

1776.

Juin  
&  
Juillet.

1776

Juin

&amp;

Juillet.

viroient qu'à publier notre extravagance, même quand nous déclarerions à plusieurs reprises les avoir accordés librement, & qui pour cette raison seroient nuls d'eux-mêmes, nous demandons, comme faisant partie de vos Constituants, qu'il nous soit permis de vous offrir ce tribut d'estime & de respect auquel vous avez de si justes titres, pour le zele que vous mettez à assurer si noblement les droits du peuple en général à la législation, & à étendre le libre exercice de ces droits.

Vous avez très-scrupuleusement suivi les lignes tirées par le Congrès général des Colonies-unies. Ses loix proclamées en forme de recommandation laissent intact, dans les Comités & finalement dans le peuple en général, le droit de rejeter ou de ratifier. Mais quoiqu'il soit arrêté par cet auguste Corps que des peines seront infligées en certain cas, le peuple n'a rejeté aucune de ses loix, ni même fait de remontrances contre-elles. La raison de cette soumission générale est que tous ses procédés tendent à procurer le plus grand bien qu'on puisse attendre des circonstances qui occasionnent ces arrêtés, & qui n'admettroient que difficilement les délais inséparables de formes plus solennelles. La conduite de ses Constituans en cette occasion prouve clairement la confiance sans borne que de vertueux Chefs peuvent placer dans

le jugement solide, l'intégrité & la modération d'un peuple libre.

1776.

Juin  
&  
Juillet.

Quelque chose que puissent dire les partisans intéressés de l'Oligarchie à l'appui du contraire, il n'est peut-être pas un seul homme ou une classe d'hommes sur la terre qui sans être inspirés spécialement par la Divinité, puissent dresser une Constitution qui dans toutes ses parties soit vraiment parfaite & sans défaut & au-dessus de toute critique de la majorité du peuple pour lequel elle auroit été formée. Et si Dieu inspiroit quelque homme ou quelques hommes doués de ces talens sublimes, cet homme ou ces hommes n'ayant point d'intérêt séparé à soutenir en opposition au bien général, soumettroient de bonne foi leur ouvrage au jugement collectif de tous les individus qui peuvent être intéressés à son opération. Ceux-ci probablement, après un mûr examen, concourroient unanimement à établir cette Constitution. Elle deviendrait leur ouvrage commun aussitôt que la pluralité du peuple l'auroit librement acceptée; & le peuple n'est vraiment lié que par ce consentement libre qui seul imprime un caractère à la véritable justice & la vraie légalité qu'on peut donner aux institutions humaines. Tout autre concours dans les actes de législation est illusoire & tyrannique, & procède de principes intéressés d'Oligarchie corrompue; & si un système de loix paroïssoit ou même étoit réel-

1776. lement bon à tout autre égard, ce qui est  
Juin rarement admissible, il seroit encore impar-  
& fait. Ces actes ne lieroient légalement per-  
Juillet. sonne, à l'exception des seuls Législateurs,  
& resteroient nécessairement dans l'état d'im-  
perfection qui déshonore les meilleures loix  
faites quelques fois dans les Gouvernemens  
établis sur des principes oligarchiques & qui  
prive ces loix de la vraie légalité. Comme  
c'est là le cas où se trouve la Grande Bre-  
tagne, il est évident que son Parlement a  
si peu de droit légitime à notre obéissance,  
qu'il n'en a pas même à celle de ses Con-  
stituans; que toutes nos premières loix n'ont  
qu'une légalité relative, & qu'aucune de ces  
loix ne nous lie légalement, quoique même  
aujourd'hui pour la convenance générale,  
l'exécution de la plupart de ces loix soit &  
doivé être tolérée jusqu'à ce qu'un nouveau  
système de gouvernement ait été librement  
ratifié par le pouvoir co-législatif du peuple,  
la seule législation légale de cette Colonie.  
Ce seroit un acte de despotisme que de la  
mettre en vigueur par tout autre moyen.  
Dieu nous en préserve! Il est vrai qu'il peut  
arriver que le peuple soit dominé par la  
force & contraint d'obéir; mais il déteste-  
roit la tyrannie & ses auteurs. Il croiroit à  
juste titre ne devoir plier sous ce despotif-  
me qu'aussi long-tems qu'il seroit soutenu par  
les moyens violens & artificieux qui l'ont  
fait naître.

Mais la libre ratification du peuple ne suffira pas pour rendre l'établissement legal, à moins qu'il n'exerce complètement un pouvoir illimité de changer la Constitution dans la même forme qu'elle aura été reçue. Ce pouvoir donne nécessairement à tout district la faculté de renouveler, suivant l'occasion, ses Députés aux Comités & aux Congrès, lorsque la majorité de ce district le juge à propos ; & ainsi, sans l'intervention du pouvoir exécutif & de tout autre pouvoir étranger au corps des Electeurs respectifs, ce droit est si essentiel à notre sûreté que nous croyons fermement que vous recommanderez à tous vos Constituans de l'exercer aussi-tôt & de ne souffrir jamais qu'on les en dépouille ; autrement le bon sens de nos Délégués ne leur permettroit pas de dire qu'ils ont tenu leurs Offices du choix volontaire d'un peuple libre.

Nous sommes aussi persuadés que cette mesure sera plus efficace & plus prompte que toute autre pour écarter de tous nos Conseils les personnes mal-intentionnées, & pour donner à nos procédés publics un plus grand poids qu'ils n'en ont acquis jusqu'à présent parmi nos voisins.

Nous ne nous sommes jamais arrogé, comme corps, ni ne nous arrogerons jamais aucune autorité quelconque dans les opérations publiques du tems présent. Le sens commun nous apprend que l'aburdité d'une

1776.

Juin

&amp;

Juillet.

1776.

Juin  
&  
Juillet.

pareille prétention , non seulement détruiroit notre utilité comme corps d'associés volontaires attachés fortement à la cause de la liberté ; mais qu'elle exposeroit chacun de nous à devenir la risée du public. En même tems nous assurons votre honorable Chambre qu'en toute occasion nous continuerons de soutenir avec zele les mesures adoptées pour l'accomplissement de leur grand objet, le rétablissement des droits humains dans les Colonies-unies. Et si à l'avenir le silence des Corps en pouvoir nous autorise à croire que nos représentations peuvent être utiles, alors nous tâcherons de faire notre devoir comme il convient , & nous compterons sur l'indulgence publique pour quelque imperfection qui ne peut affecter notre droiture.

*A l'Assemblée des Artisans le 14 Juin 1776.*

*Signé par ordre du Comité.*

MALCOM M'EUEEN, Président.

*Fin du Tome VIII.*

*Table & index*

*See vol. II, p. 11.*

*bound with 5th.*



## LETTRE

*D'un Banquier de Londres, à M.\*\*\*  
à Anvers.*

De Londres le 22 Mai 1778.

DANS le portrait que j'ai hasardé de faire de Milord Chatham, j'ai osé avancer, Monsieur, que la vaine gloire & l'entêtement avoient été ses deux qualités dominantes. Peut-être ce jugement aura-t-il paru trop sévère à quelques personnes qui se seront laissé prendre aux éloges que le Ministère Anglois a toujours eu grand soin de faire prodiguer à cet Ex-ministre, dans la fausse persuasion que son nom en imposoit beaucoup à la France. S'il est nécessaire, pour les faire revenir de leur erreur, qu'elles aient devant les yeux des témoignages non suspects, je ne puis point en choisir de plus efficace qu'un écrit dont je viens d'avoir connoissance, & que Milord Chatham a pu lire quelques jours avant sa mort. Certainement l'Auteur est un homme très-persuadé que jamais l'Angleterre n'a eu d'aussi grand Ministre, & il le lui dit avec une abondance de cœur tout à fait édifiante. Mais en même tems il veut qu'il lui soit permis de combattre son opi-

## lxxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

nion pour le maintien des droits du trône à l'égard des Américains, de laquelle il fait même dépendre la gloire future de ce grand homme ; & il le juge si prévenu de ses idées sur ce point, qu'il met en œuvre tout ce que la flatterie a de plus séduisant & de plus adroit pour le fléchir. Daignez, Monsieur, suivre attentivement cet Ecrivain, & vous serez bientôt convaincu qu'il envisageoit du même œil que moi Milord Chatham, & qu'il savoit que ce n'étoit qu'en faisant un usage outré du ressort de sa vaine gloire, qu'on pouvoit espérer de triompher de son entêtement. — Il est visible que cette piece est sortie de quelque plume intéressée à justifier la résolution où l'on suppose Milord North de se détacher, s'il le faut absolument, de l'article de la dépendance de l'Amérique, résolution regardée comme une conséquence nécessaire de l'expédition des Commissaires, puisque sans cela, elle ne seroit d'aucune utilité. Ce morceau, d'ailleurs, pourra contenter les partisans de Milord Chatham ; car c'est l'éloge le plus magnifique, non seulement de sa conduite réelle quand il a été en place, mais même de celle qu'on suppose qu'il auroit tenue s'il y fût resté.

## AU COMTE DE CHATHAM

*Vincit amor patriæ.*

MILORD.

J'ai été long-tems accoutumé à voir en vous l'homme qui avoit relevé notre gloire nationale dans la dernière guerre, & celui que le Ciel destinoit encore à tirer un peuple malheureux du précipice entr'ouvert sous ses pas. La foi entière que je donne à toutes vos décisions, qui sont pour moi autant d'oracles, me subjugue à un tel point, que je me sens saisi de cette crainte & de ce tremblement qui naissent des scrupules de Religion, parce que j'ai donné accès dans mon idée à quelques doutes sur une opinion que vous avez cru devoir adopter & soutenir. J'ai la hardiesse d'élever en moi-même un tribunal d'appel contre un de vos arrêts, celui qui regarde l'indépendance Américaine, tandis que je rends hommage d'un autre côté à la conduite que vous avez tenue dans cette grande discussion politique, sinon par une approbation absolue, au moins avec toute la candeur possible.

A l'époque mémorable où le feu Roi, pour condescendre aux désirs de son peuple, remit entre vos mains les rênes de l'Etat, la Grande-Bretagne, déjà trop humiliée à ses propres yeux & aux yeux de toute l'Europe, n'avoit perdu cependant que fort peu de

lxvii] AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

ses possessions. L'Isle de Minorque étoit la seule qui nous eût été enlevée. Nous pouvions craindre, il est vrai, que l'ennemi ne tournât ses vues sur nos Colonies de l'Amérique Septentrionale. Mais pendant le cours de votre administration glorieuse, la sagesse & la vigueur de vos conseils, aidées de la valeur des armes Britanniques, sauvèrent l'Amérique du danger de devenir un appanage de la Couronne de France. L'usurpateur y fut par tout repoussé; nos disgrâces furent remplacées par des triomphes. La France, bien loin de s'aggrandir par des conquêtes, se vit battue & dépouillée; & le Canada fut ajouté à l'immense continent des Anglo-Américains.

Vos succès, Milord, ne se bornèrent point à la terre ferme de l'Amérique. Les Isles à sucre des François éprouvèrent le sort de leurs possessions continentales. Votre génie triomphateur écrasa celui de la France sur toutes les parties du globe. Les côtes d'Afrique & d'Asie retentirent du bruit de votre gloire; & l'on ne sauroit dire jusqu'à quel point les limites de la nation Française auroient été resserrées si vous n'aviez pas été arrêté au milieu de votre brillante carrière, lorsque très-heureusement pour l'autre branche de la Maison de Bourbon vous jugeâtes à propos de quitter le timon de l'Etat. Cependant, il étoit impossible que la sagesse de votre politique n'opérât pas encore quel-

que tems après votre retraite. L'Espagne sentit les effets du magnifique plan que vous aviez conçu. Nous eûmes tout le bonheur possible dans nos expéditions contre les établissemens. C'est ainsi que les vibrations d'un pendule continuent par la seule impulsion qu'il a reçue d'abord.

Vous avez cru, Milord, devoir abandonner les affaires dans un moment où l'honneur & l'intérêt de la nation exigeoient qu'elles restassent entre vos mains. Est-il punition trop rigoureuse pour l'homme dont le pernicieux crédit vous a forcé à cette fatale retraite? Oui, sans doute, avant qu'il meure, la nation devrait faire tomber sur sa tête tout le poids de sa malédiction & de sa vengeance. Vous avez renoncé au brillant éclat de votre caractère public pour jouir d'un bonheur plus solide dans une situation privée. Vous vous êtes reposé à l'ombre de vos lauriers, & au milieu des trophées amassés autour de vous par votre sagesse patriotique. Vous avez laissé votre pays amplement dédommagé des pertes légères qu'il avoit supportées sous l'administration précédente &, à ce qu'il paroïssoit, n'ayant presque rien à redouter des revers de la fortune ou des balourdises de l'ignorance. Les acclamations de vos compatriotes vous ont suivi jusques dans votre retraite.

Depuis ce moment fatal, Milord, l'étoile politique de l'Angleterre a constamment ré-

## LXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

trogradé, car il seroit puérile de faire mention de quelques lueurs passageres de direction contraire qui à peine ont été remarquées. L'étoile Ecoissoise a pris le dessus, & sa maligne influence continue encore à se faire sentir. La ruine & le deshonneur de la nation en ont été les suites. Les désastres ont succédé aux désastres sous des administrations foibles, perverses ou de peu de durée: elles ont remplacé une suite brillante de prospérités nationales, fruit glorieux de votre administration. Nous venons de voir le dénouement de cette déplorable scène sous le Ministère du Lord North, par le démembrement d'une grande moitié de notre empire.

Permettez-moi, Milord, de me figurer ce qui seroit arrivé si vous eussiez occupé le poste de Ministre quand on travailloit à la paix de Paris, & depuis cette époque si vous eussiez continué d'être le dispensateur & le gardien de la prospérité de votre pays jusqu'au moment actuel. Je veux me livrer un moment à une illusion séduisante. Si vous fussiez resté en place, l'Angleterre auroit certainement fait une paix qui l'auroit amplement (a) dédommagée des dépenses énor-

---

(a) Il est tout aussi croyable que la paix ne se seroit point faite, malgré le besoin extrême qu'en avoit l'Angleterre, qui ne pouvoit plus trouver d'argent, ni armer des escadres, pour avoir perdu 130,000 hommes à la mer seulement, & dépenté 80 millions sterling.

mes de la guerre. Si vous eussiez été à la tête de l'administration, l'Angleterre, en tems de paix, auroit vû ses Colonies gouvernées suivant un système fondé sur une politique vraiment sage. Notre dette nationale auroit été liquidée d'année en année en proportion de l'étendue & de l'accroissement du commerce national. Sous une administration juste & prudente comme la vôtre, les heureux habitans de nos possessions dans l'Inde, au lieu de maudire leur destinée & de nous avoir en exécration, auroient célébré par des chants de victoire le jour qui soumettoit leurs personnes & leurs fortunes à la domination de la Grande-Bretagne.

L'Agriculture & les Manufactures des Isles Britanniques, accablées de charges qui deviennent tous les ans plus insupportables, se feroient vues délivrées de plusieurs impôts oppressifs dont le fardeau les fait gémir depuis long-tems. Mais par dessus tout cela, mon imagination présente à ma vue enchantée le Parlement de ma patrie rétabli dans cet état de vertu & de dignité qui a signalé son origine ; & même, selon toutes les apparences, brillant d'un nouveau lustre, & porté au plus haut degré possible de perfection. Le charme d'une telle vision répand une douce volupté dans tous mes sens. Je m'imaginer par l'heureuse influence de votre Ministère, prolongé jusqu'à ce jour, le grand Conseil de la Nation devenu réellement l'é-

## lxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

lite de ses Membres, & purifié de toutes les souillures de la corruption & de la dépendance, Les petits Bourgs, appelés avec raison les parties honteuses de notre Constitution, n'y enverroient plus ces Membres, qui ne semblent destinés qu'à servir de recrues au parti de la vénalité; & le Parlement n'admettant plus dans son sein que les Représentans des Provinces & des Villes, se rapprocheroit, davantage de son institution. Cette auguste assemblée n'auroit plus à rougir de la présence d'un seul Pensionnaire de la Cour. Un Bill efficace contre cette espece d'esclaves eût lavé le Sénat de cette tache qui souille sa gloire. Pour couronner ce tableau, je me figure, Milord, ces vénérables Sénateurs insensibles à toutes considérations particulières, passant unanimement un Bill proposé par vous pour rendre égale dans toute l'étendue du Royaume la taxe des terres, dont la répartition se fait depuis long tems avec une si étrange partialité.

Est-il absolument impossible que même un Chatham se laisse emporter quelquefois au-delà des bornes d'une juste raison, pour réaliser au moins dans son idée un système formé pour la gloire & le bonheur de son pays? Je conçois aisément combien il doit être difficile de descendre de la théorie ravissante d'un ordre de choses aussi sublimes, à la triste réalité de notre existence actuelle. Vous devez avoir trop à souffrir, Milord, si du point d'élé-



vation & de gloire où vous nous auriez placés, vous êtes obligé d'abaïsser vos regards sur l'état de misere & d'abjection auquel nos Ministres actuels ont réduit la Grande-Bretagne. Des armées détruites, une marine énervée, & plus de la moitié de l'Empire révolté & indépendant, sont des événemens d'autant plus nouveaux pour vous, que sous votre administration ils auroient été impossibles.

Je ne suis donc point surpris, Milord ; qu'au premier coup-d'œil vous ne puissiez voir sans indignation l'orgueil croissant de la Maison de Bourbon, ou l'union des Colonies de l'Amérique Septentrionale en une grande République confédérée. Vous avez été accoutumé à voir réellement la France à vos pieds, & l'Amérique solliciter votre protection. Mais les destinées de l'Angleterre sont changées, & ce changement s'est fait par des moyens qu'il ne vous étoit pas plus possible d'empêcher, que vous ne le deviez en suivant les conseils de votre sagesse.

Certainement, Milord, un grand homme d'état ne compromet ni son esprit, ni sa vertu en s'accommodant aux circonstances des tems, quelque fâcheuses qu'elles puissent être. C'est une espèce de capitulation du sage avec la fortune, dont l'histoire nous offre plus d'un exemple. Nous n'avons pas oublié, & le devoir de la reconnoissance présente sans cesse à notre souvenir le tems où le plus

#### lxxiv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

habile & le plus zélé patriote dont cette nation puisse se glorifier, soumit son opinion particuliere (a) sur la question importante de la continuation de la guerre en Allemagne, à la prédilection du feu Roi pour le pays de sa naissance. Nous nous rappelons avec un juste sentiment de vénération pour sa prudence & ses sentimens d'humanité, que cet esprit si peu endurant souffrit néanmoins que Minorque restât entre les mains des François, sans vouloir leur en disputer la possession. Le succès même de cette expédition ne lui parut pas valoir tout le sang qu'elle auroit coûté.

Or si nous ne pouvons conclure de paix qu'en laissant à l'Amérique cette indépendance que la France a reconnue : si nous persistons à vouloir dicter les conditions de cette paix, que résultera-t-il d'une pareille obstination ? Nous avons déjà prodigué sans fruit notre sang & nos trésors dans une guerre de terre. Est-il nécessaire que la mer, où jusqu'à présent nous avons été invincibles, voye flétrir nos lauriers & devienne pour nous, comme il y a tout lieu de le craindre, le théâtre de nouvelles disgraces ? Dans la situation actuelle

---

(a) C'étoit une condition sans laquelle M. Pitt ne fût pas resté en place, & alors son ambition prit le dessus, ainsi qu'il lui étoit déjà arrivé lorsqu'il abandonna le parti dans lequel l'avoient engagé les bienfaits de la Duchesse de Marlborough.

des affaires , l'Amérique , la France & l'Espagne réunissant leurs marines deviennent des ennemis que nous ne devons point mépriser.

En supposant que nous ayons le bon esprit de ne point chicaner l'Amérique sur les conditions qu'elle voudra mettre à la paix ; nous sommes presque sûrs qu'indépendamment d'une part considérable dans son commerce , nous conserverons la jouissance paisible de nos îles. Dans l'hypothèse contraire , & si nous voulons absolument nous précipiter dans tous les embarras d'une guerre aussi cruelle & aussi générale que celle dont nous sommes menacés , il n'est point de planteur qui ne vous assure , Mylord , que les îles à sucre finiront par suivre le sort du pays que l'on appelloit autrefois l'Amérique Britannique.

Si votre ame au-dessus des atteintes de la vieillesse & des infirmités conserve toujours la même ardeur pour le salut de votre patrie , il vous reste encore , même en consentant à l'indépendance , de quoi exercer vos grands talents & satisfaire une honorable ambition. Le commerce des deux Indes , celui d'Afrique , & les ressources inépuisables de nos propres îles sont des objets assez intéressans pour mériter l'attention du plus grand Ministre occupé de conserver ces avantages , de les étendre & d'en éterniser la jouissance , s'il est possible.

Les Anciens , Mylord , avoient pour usage

**lxxvj AFFAIRES DEL'ANGLETERRE**

de ne jamais sacrifier aux héros qu'après leur mort. Puissions-nous, je parle d'un avenir éloigné, trouver un jour dans notre gloire un juste sujet de rendre cet hommage à Milord Chatham!

QUELQUE outrée que vous ait pu paroître, Monsieur la flatterie des complimens dont on accable Milord Chatham dans cette lettre, ce n'est encore qu'une foible esquisse des louanges excessives données à toutes ses actions par ses Panégyristes depuis sa mort. Un Ecrivain, qui s'annonce pour aimer ce qui est dans l'ordre, a pris de l'humeur. Il trouve un danger réel pour la nation, dans les extravagances auxquelles elle se livre pour marquer la haute opinion qu'elle avoit du Lord Chatham. Sa maniere de voir m'a paru très-raisonnable; vous allez en juger.

*Observation sur ce qui s'est passé dans le Parlement à l'occasion de la mort du Lord Chatham.*

» Tous les éloges donnés avec tant de profusion à la mémoire de feu Comte de Chatham par les deux partis dans le Parlement, sont autant de sarcasmes contre notre Conseil-Privé, contre les amis du Roi, & contre les patriotes dans les deux Chambres «.

» Que penseront les étrangers de voir tout ce que nous avons de grands hommes d'état se désoler de la mort du Comte de Chatham.

& accuser l'injustice du sort pour nous avoir enlevé le seul homme qui pût tirer l'Angleterre de l'abîme où elle est prête à s'enfvelir dans le moment même où elle avoit le plus besoin de ses talens supérieurs ? Peuvent-ils avoir oublié que Milord Chatham a été laissé sous la remise pendant près de 17 ans , que depuis il n'a jamais été rappelé dans le ministère , si ce n'est une seule fois pour être placé dans un poste qui ne lui donnoit aucun pouvoir & où il n'avoit rien à faire , poste qu'aussi il n'a gardé que très-peu de tems ? Ignorent-ils qu'il a passé le reste de sa vie à censurer les mesures de la Cour , & à montrer tout autant de mépris pour les Chefs de l'Opposition ? Ne l'ont-ils pas vu nombre de fois contrarié , désapprouvé , abandonné , bafoué même des deux partis selon qu'il lui arrivoit d'adhérer ou de s'opposer à leurs opinions ? Enfin toute l'Europe ne fait-elle pas que la seule démarche importante faite d'après son avis , pendant tout cet intervalle de tems , a été la révocation de l'acte du tymbre : que cette démarche est condamnée aujourd'hui universellement comme la source de toutes les calamités qui nous assiègent ; & que le dernier discours de ce grand homme , si généralement applaudi , n'étoit qu'une contradiction frappante de tous ses anciens discours en faveur de cette révocation & de presque tous les discours qu'il a prononcés depuis cette époque. Payons

## LXXVIJ AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

donc tout ce que nous devons à sa mémoire, mais pour l'amour de Dieu ménageons un peu plus l'honneur & la dignité de la nation, & ne lui faisons pas perdre toute sa consistance. Ne donnons point lieu de croire aux François & aux Espagnols que notre nation est sans ressources, que le seul homme qui pouvoit la sauver n'existe plus, que nous deviendrons la proie facile de nos ennemis, parce que nous ressemblons à un troupeau de moutons sans berger & sans chien. En vérité nous ne nous comportons en cette occasion ni comme hommes, ni comme politiques, ni comme philosophes, ni même comme Chrétiens.

Vous conviendrez sans peine, Monsieur, que les appréhensions de cet Ecrivain sont fondées. Je les trouve aussi raisonnables que l'observation d'un Député dans la Chambre des Communes, sur une conséquence tirée par le Colonel Barré à l'appui de sa proposition pour faire inhumer le Lord Chatham aux frais publics. Il prétendoit que ce grand Ministre ayant été tant de fois outragé dans cette Chambre par les propos injurieux de ses Membres, il étoit bien juste qu'elle lui en fît un réparation publique, par les honneurs qu'elle lui feroit rendre sur l'argent de la Nation. Quelqu'un lui repondit aussi-tôt que la nation ne seroit pas assez riche pour payer l'enterrement de tous les Ministres ou gens

en place qui sont journellement traités en pleine Chambre de dissipateurs , de fripons ou d'imbécilles par les Députés leurs confreres.

Le placart satyrique que vous allez voir , sur ceux qui décernent tant d'honneurs au Lord Chatham après sa mort , l'ayant négligé & méprisé de son vivant , m'a paru mériter place dans ce Recueil.

## É P I T A P H E

DU COMTE DE CHATHAM.

Ci gît le corps

de

GUILLAUME PITT,

Comte de CHATHAM,

GRAND ET EXCELLENT HOMME D'ÉTAT,

que le Roi GEORGE III

n'a voulu ni employer ni consulter :

Sénateur très-instruit & très-éclairé ,

Éloquent Orateur

&

possédant au suprême degré le talent

de la persuasion ,

de qui cependant le Parlement

écoutoit l'opinion

& les conseils

LXXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

avec la plus malhonnête impatience ,  
répondant  
à ses argumens par le plus souverain mépris.  
Tels étoient à son égard  
les sentimens & la conduite  
du Roi & du Parlement.  
qui ,  
pour perpétuer le souvenir  
de ses lumieres  
& de ses talens ,  
lui ont élevé ce monument.  
*Priez Dieu pour eux.*

Je crois, Messieurs, que la mort de Milord Chatham devenant à peu - près pour nous , ce qu'on entend par la mort de Turenne, nous ne pourrions pas nous en occuper davantage sans laisser échapper d'autres affaires que leurs suites rendront beaucoup plus intéressantes. Nous devons certainement la préférence à celle du Général Burgoyne, ainsi qu'à l'événement du départ de l'escadre qui s'est ennuyée d'attendre le vent à Sainte-Helene, & qui en est partie avant qu'il fût arrivé.

Parlons d'abord du Général prisonnier. On avoit dit qu'il attendroit pour demander à paroître chez le Roi, qu'il eût été innocenté par un jugement militaire. En même-  
tems



tems le bruit a couru que le Roi avoit voulu le voir & l'entretenir. Mais il s'est trouvé que ces deux nouvelles étoient l'une comme l'autre sans fondement. Le pauvre Général dont la santé paroît, dit-on, très altérée, n'a point paru à la Cour, ni annoncé qu'il eût l'intention d'y paroître. Il s'est rendu au Parlement, dont il est membre pour le Bourg de Preston dans le Comté de Lancastre. Il s'étoit persuadé, dit-on, que sa présence y feroit mettre sur le tapis la malheureuse affaire de Saratoga, & qu'il auroit l'occasion d'entamer sa justification. Mais la Chambre a paru ne faire à lui aucune attention, & il y a passé inutilement toute une journée. On donne pour raison de cette indifférence la nature embarrassante de son affaire. Quoiqu'en Angleterre, & à sa place, dans le Parlement Britannique, il est le prisonnier des Américains, & aussi peu libre, que s'il étoit dans les prisons de Boston. Il seroit absurde qu'on prétendît juger ou dans un Conseil de guerre ou en Parlement, un homme qui ne seroit point à l'entière disposition de ses juges.

On ne conçoit point comment il n'a point prévu cette difficulté. En effet si on le condamnoit à mort, comme l'Amiral Byng, d'après le seizième des articles de guerre, pour n'avoir pas fait tout ce qu'il auroit pu faire, quelle possibilité y auroit-il à exécuter ce jugement, en la personne d'un prisonnier

## **Lxxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE**

engagé par sa parole , & qui a laissé pour otages son armée entière ? Entend-il promettre , comme Régulus , de revenir en Angleterre quelque soit le sort qui l'y attende , après avoir été dire aux Américains , » Messieurs je » vous prie de vouloir bien m'échanger pour » que je retourne chez les barbares subir mon » arrêt de mort ? » C'est un acte d'Héroïsme dont je le crois fort capable ; mais quand il y auroit lieu à une pareille condamnation , le gouvernement Anglois ne voudroit point lui faire acquérir tant de gloire , en se compromettant lui-même par un jugement qui tiendrait de la férocité des anciens ennemis de Rome. Il est donc vraisemblable que M. Burgoyne ne tirera aucun fruit du congé très court , dit-on , qui lui a été accordé , & qu'avant peu il retournera en Amérique sous la garde de l'Officier Américain , dont on assure qu'il étoit accompagné. Voilà quelle est sa position relativement à ses Juges. Vous allez connoître à présent une des principales opinions qui s'établissent ici sur le fond de l'affaire. C'est celle des partisans du Général Carlton son antagoniste , mécontent comme lui du ministère actuel. Vous observerez que sur beaucoup de points , elle rentre dans celle de Milord Germaine , dont je vous ai entretenu déjà plusieurs fois. Elle vous apprendra aussi des anecdotes intéressantes sur la dernière campagne , que le seul Général Carlton pouvoit donner.

*Observations sur la conduite du Général  
Burgoyne.*

» Depuis plusieurs siècles, il n'y a point eu d'opération militaire qui ait eu des suites aussi funestes pour la Grande-Bretagne, que celle du Canada; il me paroît naturel d'en conclure que le Public portera jusqu'à un certain point son attention sur le plan & sur la conduite de cette expédition. C'est ce qui me décide à lui soumettre le jugement que j'en ai porté.

» On dit qu'elle a été imaginée dans le Cabinet, d'après des informations qui justifioient l'entreprise. Le Ministre qui dirige les affaires de la Nation, quoique capable de tenir le timon dans un tems de tranquillité, a prouvé que, dans les circonstances actuelles, c'étoit une tâche au-dessus de ses forces. Il manque de vigueur, d'activité & de résolution. Une économie mal raisonnée a énervé nos opérations. L'expédition d'Albany étoit un projet mesquin, conçu dans la vue principale d'épargner la dépense. Ce projet, & l'état des forces destinées à l'effectuer, furent envoyés au Général Carleton, pour avoir son avis. On assure que comme politique, il désapprouva le projet, & que, comme militaire, il lui parut qu'on n'y employoit pas des forces suffisantes. Les Ministres avoient l'expédition

#### LXXXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

fort à cœur, & la franchise de Carleton leur fut très-désagréable. M. Burgoyne revint du Canada. Les papiers publics se remplirent d'articles injurieux contre Carleton, sur ce qu'il étoit retourné à Quebec en 1776. Suivant M. Burgoyne, il eût dû *aller en avant*, Carleton soutenoit qu'il avoit mieux fait de se retirer. L'événement justifie ce dernier avis. M. Burgoyne sollicita le commandement de l'expédition, conformément au projet des Ministres. S'il eût demandé un seul bataillon de plus, on auroit cherché un autre Général. «

» Chacun se persuadoit que le Général Howe avoit ordre de faire avec son armée les mouvemens nécessaires pour seconder celle du Nord, & diviser les forces que l'ennemi pouvoit lui opposer. Jusques-là tout alloit bien. M. Burgoyne arrive au Canada, se met en marche, entre dans Ticondérago, poste extrêmement fortifié, & abandonné par l'ennemi quoiqu'il lui eût été très-possible de s'y défendre. Le jour que M. Burgoyne prit possession de ce fort, fut un jour malheureux pour l'Angleterre. — Le Chevalier Howe, dès le commencement de l'été, avoit informé le Général Carleton qu'il ne falloit attendre aucun secours de sa part. M. Burgoyne n'ignoroit point cette circonstance. Mais elle ne produisit d'autre effet que de lui inspirer l'espérance d'avoir tout l'honneur de l'expédition d'Albany, sans l'assistance de l'armée du Sud. «

» M. Burgoyne, en se livrant ainsi aux illusions de l'amour-propre, oublia les devoirs que lui imposoit sa qualité de Sénateur & de Général. Il savoit que son armée étoit principalement composée d'auxiliaires. Il auroit dû savoir aussi qu'il n'y avoit qu'une suite de succès qui pût lui répondre de l'attachement de cette espece de troupes. Les difficultés les font murmurer, & le danger les effraye. M. Burgoyne pouvoit bien se douter que toutes les forces des Rebelles dans les Provinces de la Nouvelle-Angleterre, se rassembleroient pour s'opposer à sa marche; & qu'elles tenteroient de l'envelopper. Les Américains connoissoient ses forces, & par conséquent l'impossibilité où il étoit de conserver une communication sur ses derrieres pour les subsistances de son armée. Ils savoit que par-tout où il pourroit aller, en pénétrant dans le pays, il ne seroit obéi que jusqu'à la portée de son canon, & point au-delà des postes avancés de son armée. Ajoutez à cela que la route qu'il prenoit, étoit naturellement très-difficile, & que l'industrie de l'ennemi avoit encore prodigieusement augmenté ces difficultés. Dans ces circonstances, étoit-il prudent à M. Burgoyne de s'engager si avant chez l'ennemi? N'étoit-ce pas au contraire le comble de la témérité? M. Burgoyne sait calculer. Il ne risqueroit pas mille guinées, si la chance étoit de vingt contre un à son dé-

s'avantage. Pourquoi donc a-t-il risqué une armée, lorsque la chance de la victoire étoit aussi considérable en faveur de l'ennemi ? La Cour a publié une lettre de M. Burgoyne, où il dit que ses ordres étoient positifs, & il s'en prévaut pour justifier sa conduite. Il n'y a jamais eu de Général chargé d'un commandement séparé, à la discrétion duquel on ne s'en soit rapporté de ce qu'il y auroit à faire pour le bien du service dont il étoit chargé. Je n'hésite point à affirmer que les ordres donnés à M. Burgoyne étoient conçus dans cet esprit. Il est impossible en effet qu'ils l'aient été autrement, à moins qu'on ne suppose le dernier degré de démence dans les Ministres dont ils étoient l'ouvrage. «

« Tels sont mes sentimens sur la conduite de M. Burgoyne dans le commandement qui lui a été confié. — Au milieu de toutes les difficultés qui viennent d'être exposées, lorsqu'il a voulu faire avancer son armée, elle s'est trouvée enveloppée, & forcée de mettre bas les armes. La nouvelle de cet événement a été portée à la Cour de France avec toute la célérité possible. Cette Puissance le jugeant décisif pour l'indépendance de l'Amérique, a conclu aussi-tôt un traité avec elle comme Etat séparé ; & bientôt après elle a chargé son Ambassadeur de nous faire une déclaration, où elle joint le *défi à l'insulte*. «

Signé, UN BRETON.

» P S IL n'y a que l'arrivée de M. Burgoyne qui ait pu engager l'Auteur de cette lettre à la publier. Il respecte dans M. Burgoyne l'homme lettré & l'Officier d'une bravoure éprouvée , & il déplore sincèrement sa situation. Il le plaint comme homme d'honneur & comme Particulier , en même tems qu'il l'accuse comme Général & comme homme d'Etat. «

ABANDONNONS pour aujourd'hui ; Monsieur, les discussions sur la conduite du Général Burgoyne , pour nous amuser un moment du combat des Ministres , ses partis , avec une faction que chaque jour voit devenir plus redoutable. Il s'agit de la conduite tenue par le Ministère , après qu'il eut appris le départ de l'escadre de Toulon. Deux Ecrits très curieux ont paru sur cette matière.

*Premier Ecrit , pour les Ministres.*

» Le Lord George Germaine , après avoir passé neuf jours à Drayton dans la Province de Northampton , est arrivé le 27 Avril à Londres , précisément à l'instant qu'on y recevoit la nouvelle du départ de l'escadre de Toulon. Il écrivit aussi tôt au Lord North , qui étoit à *Bushy-parck* , & au Lord Veymouth qui étoit à *Ealing*. Le Lord North répondit qu'il seroit le lendemain 28 de bonne heure à la ville. Il s'y rendit en effet , & eut

**lxxxviiij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE**

un entretien de plusieurs heures avec le Lord Sandwich. Ces deux Ministres concerterent ensemble toutes les mesures nécessaires pour expédier la flotte. Les ordres & les instructions furent dressés ensuite pour être vus par le Conseil qui s'assembla le 29 à midi, & ils furent envoyés sur le champ à Portsmouth où ils arriverent sur le soir. Le 30, on travailla, avec la plus grande activité, à mettre une puissante flotte en état d'appareiller. Le vendredi premier Mai, le vent tourna à l'ouest, & depuis ce moment-là il a été presque toujours si violent, qu'on s'est trouvé dans l'impossibilité de porter à bord la bierre & les provisions nécessaires pour un long voyage. En général il paroît qu'il seroit injuste de taxer de lenteur ou de négligence les Membres du Conseil. Le Lord Germaine est heureusement arrivé assez tôt pour donner les plus prompts avis aux Lords North & Weymouth, qui, pendant toute la vacance du Parlement, se tenoient sur leurs gardes. Le Lord Sandwich étoit alors à Londres. Pour le Lord Suffolk, il est retenu à la campagne par une maladie si grave, qu'il ne doit pas être question de lui. Enfin, d'après cet exposé des choses, il est démontré que les Ministres n'ont point perdu de tems, & qu'ils ont fait tout ce qu'on pouvoit attendre de leur activité pour mettre la nation en état de se défendre au-dedans, & pour la disposer à agir efficacement au-dehors. »



*Second Ecrit , contre les Ministres.*

« Le Lord George Germaine arriva par hazard à Londres le lundi 27 Avril. Deux heures après , on y reçut de Paris la nouvelle que l'escadre de Toulon avoit appareillé le 13. Le Lord Germaine dépêcha sur le champ un courier à *Bushey-park* , pour informer le Lord North de ce qu'on venoit d'apprendre. Ce Ministre répondit par un petit billet , qu'il seroit le lendemain de bon matin à Londres , où il n'est arrivé cependant que le soir , & très-tard. Le mercredi 29 , le Conseil s'assembla. Le jeudi 30 , les ordres furent envoyés à Portsmouth , pour faire partir l'escadre ; mais il lui falloit encore une semaine , pour être en état de mettre à la voile. Par bonheur , le vent devint contraire le vendredi premier Mai , événement heureux parce qu'on n'avoit pas pu encore embarquer ni l'eau , ni la bierre , ni une infinité d'articles qui manquoient. Mais , au dire des Ministres , ce fut le vent qui empêcha la flotte de partir. Il a continué à être contraire pendant plusieurs jours , dans l'intervalle desquels le *Victory* de 100 canons , & le *Ruby* de 64 , sont pourtant venus des Dunes à Spithhead , ce qui ne se feroit pas pu , si le vent n'eût pas été très propre à sortir du canal. »

Si ces faits sont vrais , & nous avons tout lieu de le croire , que la Nation est à plaindre d'être si mal gouvernée ! Hé quoi ! dans

un tems où l'Administration auroit dû épier tous les mouvemens de la France, une escadre formidable est sortie de Toulon le 13 Avril ! Une nouvelle aussi importante n'a été sçue des Ministres que le 27, quatorze jours après l'événement. Lorsqu'elle arrive, il ne se trouve à Londres qu'un *seul* Ministre, & encore est-ce par le plus *grand hasard* du monde. Ce Ministre en informe un de ses Collègues par un Exprès, & ce Collègue, qui n'est qu'à douze milles ( quatre lieues ) de distance, n'étoit pas encore arrivé au bout de quarante-huit heures. Alors le Conseil s'assemble. On expédie les dépêches, pour profiter du vent, & appareiller sans délai ; mais hélas ! la flotte manque des provisions les plus ordinaires ; & voilà un nouveau retard de près de trois semaines. Si l'on se fût conduit ainsi en 1759, lors de la sortie de l'escadre de Brest, il y a long-tems que l'Irlande seroit une Province de France ; mais alors le grand Chatham étoit premier Ministre.

ENFIN la division de douze vaisseaux de ligne, dont l'Amiral Byron doit prendre le commandement pour aller chercher l'escadre de Toulon, est partie le 20 Mai de la rade de Sainte Helene, par un vent Sud-Ouest absolument contraire. Aussi le lendemain 21 étoit elle revenue à Sainte Helene, d'où pourtant el'e peut être repartie depuis, le vent ayant sauté à l'Est. Voici l'état de

de cette division qui est commandée par l'Amiral Hyde Parker.

	Canons.	Commandans.
La Princesse Royale....	90	Millbanck.
Ce vaisseau est celui que montera l'Amiral Byron quand la flotte l'aura joint à Plymouth.		
Le Bedford.....	74	Affleck.
Le Cornwall.....	74	Edouards.
Le Conqueror.....	74	Graves.
Le Culloden.....	74	Balfour.
Le Grafton.....	74	Wilkinson.
Le Russel.....	74	Drake.
Le Sultan.....	74	Wheelock.
L'Invincible.....	74	Evans.
Le Royal Oak.....	74	Hyde Parker.
Le Fame.....	74	Colby.
Le Cumberland.....	70	Peyton.
La Guadeloupe.....	28	

En retirant ces onze du nombre de 33 qui étoient assemblés à Spithead, il ne devoit plus en rester que 22 ; mais le port de Portsmouth en a fourni sur le champ 4 nouveaux, savoir :

	Canons.	Capitaines.
Le Sandwich.....	90	R. Edwards.
Le Berwich.....	74	Stewart.
L'Elisabeth.....	74	Maitland.
La Pallas.....	36	King.

Aujourd'hui l'Escadre de Spithead doit donc être de vingt-fix vaisseaux de ligne, du nombre desquels il faut retirer le *Prince de Galles* amiral Barrington, parti, dit-on, pour la station des isles du Vent : reste vingt cinq. Il y en a huit qui sont destinés à établir leur croisiere dans le canal aussi-tôt que le vent y fera favorable. Ces vaisseaux sont le *Prince George*, l'*Ocean* & le *Queen*, chacun de quatre-vingt-dix canons : la *Princesse Amélie* & le *Foudroyant* de quatre-vingt : l'*Hector*, l'*Egmont* & le *Ramillies* de soixante quatorze, & en outre le *Romney* de cinquante, & le *Romulus* de quarante-quatre. — Alors il ne restera plus à Spithead que dix-sept vaisseaux de ligne soi-disant armées, & peut-être en aussi mauvais état que certains de ceux qui sont sortis, & qui ont donné lieu à l'Amiral Keppel d'écrire à la Cour, qu'il ne pouvoit point se résoudre à appareiller avec des vaisseaux à moitié pourris, dans lesquels les Matelots eux-mêmes ne mettoient aucune confiance, & n'auroient point le courage de se battre, parce que la premiere bordée de canon qui leur seroit envoyée les mettroit en pièces. Vous pouvez être sûr, Monsieur, que ces états de vaisseaux sont très-justes ; je vous exhorte à ne point donner de foi à ceux de certaines Gazettes en langue Françoisise qui copient servilement celles qui sont soudoyées par les Ministres Anglois, pour dire que le nombre des vaisseaux de ligne

restés à Spithead depuis le départ de l'Amiral Hyde Parker est de quarante quatre.

*J'ai l'honneur d'être, &c.*

P. S. Du 23. — Enfin, Monsieur, le jour est pris dans la Chambre des Communes pour y entendre le Général Burgoyne qui a promis de dévoiler des mysteres de la plus grande importance. Ce jour sera mardi prochain 26, pourvu cependant que le Roi ne fasse pas lundi 25, la prorogation du Parlement. On est fort surpris ici que sa qualité de prisonnier ne lui fasse point perdre son droit de séance & de voix dans la Chambre; quelqu'un à qui cela paroît, comme à moi inexplicable, a dit plaisamment, que sans doute il y venoit comme le Député des Etats-unis d'Amérique, & qu'il doit y lire à rebours l'expédition de Xenophon ou la retraite de Prague. En général il n'a pas autant d'amis qu'il s'en est peut-être flatté, ayant contre lui, outre les principaux Ministres, les factions des Howe & de Carlton. On paroît, sur-tout, lui savoir mauvais gré de la lettre qu'il a écrite à M. Gates, pour se plaindre de l'infraction de la capitulation. Le Congrès, dit-on, n'a pas eu plutôt connoissance de son mécontentement qu'il a senti la nécessité de changer de conduite à son égard & à l'égard de son armée. Il a pris sur le champ la résolution de ne plus compter sur la parole d'un corps d'Officiers qui avoient eu le courage de blâ-

mer hautement sa conduite; & il a prétendu de ce moment là être fondé à exiger que la sanction des Ministres fût donnée aux termes qu'il lui plaisoit de demander. Par-là le Congrès a mis le Roi & son Conseil dans le plus grand embarras, car s'il se décide à accéder aux propositions sur lesquelles le Congrès insiste, ce sera une reconnoissance virtuelle de son indépendance, & il n'y aura pas un Etat en Europe qui n'acquiere sur le champ le droit de faire son traité particulier avec les Etats-unis, & d'enlever à l'Angleterre tout ce qui pourra lui convenir de leur commerce.

*P. S. Du 24 Mai.*

Il n'y a que quelques jours encore qu'on a appris ici que le Maréchal Duc de Broglie étoit nommé Commandant-Général des troupes de France assemblées sur les côtes de Normandie, &c. & l'effroi que cette nouvelle a causé généralement, s'est déjà étendu jusqu'aux extrémités des trois Royaumes. Il se débite que cette armée est forte de 60,000 hommes dont il y en aura 18 mille employés à une descente, soit en Angleterre, soit en Ecosse, soit en Irlande, soit même dans les Isles de Jersey & Guernsey, &c.

Jè ne puis vous peindre, Monsieur, le trouble & la consternation de tous les ordres de Citoyens dans toutes villes. Quelque reproche que le Lord Effingham ait pu faire

aux Ministres pour avoir augmenté de deux tiers depuis cinq ans le nombre des Commis de l'Amirauté ; on vient de doubler celui des Commis de la guerre , pour les expéditions de tous les ordres , à envoyer & à renouveler sans cesse aux Milices & aux troupes réglées dans toutes les parties où l'on se croit menacé , c'est-à-dire , par-tout à la fois. — Il vient d'être fait aussi des changemens essentiels dans les destinations des vaisseaux de guerre. Plusieurs Capitaines qui comptoient faire campagne resteront ici pour le service des rades. — Toutes les villes maritimes se cottoient pour élever des fortins , des redoutes , &c. & pour hérissier leurs murs de canon. Quand elles se sont bien fortifiées d'un côté : elles craignent que l'ennemi ne vienne de l'autre ; les bras manquent aux travaux , & le commerce ainsi que l'agriculture souffrent tout ce que vous pouvez vous imaginer. Il y aura six camps de Milice , en Angleterre seulement. Ils coûteront des sommes immenses par le nombre prodigieux des Officiers d'Etat-Major , ainsi que pour les tentes , le bois de chauffage , la paille , &c. &c. &c. On estime à cinquante mille livres sterling l'établissement de chacun de ces camps. Au milieu de tous ces embarras M. Hobart , frere du Vice-Roi d'Irlande , vient d'arriver de la part de cē Seigneur , pour annoncer au gouvernement qu'il y auroit certainement une révolte en Irlande avant la fin de Juin ;

si on n'y fait point passer au plutôt des sommes considérables : peut-être deux ou trois cents mille livres sterling. Où les trouvera-t-on ?

Le 16 il s'est tenu une nombreuse assemblée à Londres chez le Duc de Northumberland. Elle étoit composée de la Noblesse & des Notables, des Comtes de Northumberland, de Durham & de Newcastle, qui se trouvoient alors à Londres. Cette assemblée avoit pour objet de délibérer sur les moyens de mettre les côtes de ces Provinces à l'abri d'une invasion. Le Duc de Northumberland informa ces Messieurs qu'il n'y avoit que trop de sujet de croire que les François se disposoient à frapper quelque coup dans leur canton : qu'on avoit des avis très-allarmans de leurs dispositions ; & qu'il s'en rapporteroit à l'assemblée sur les mesures qu'il étoit convenable de prendre pour se garantir d'une invasion. Après diverses ouvertures relatives à cet objet, on est convenu que le Duc de Northumberland & le Lord Darlington, Lords - Lieutenans du premier de ces Comtés, s'adresseroient sans délai au gouvernement & lui demanderoient cinq régimens, dont trois de milice & deux de troupes réglées, indépendamment d'un régiment de cavalerie, pour être mis en quartier à Sunderland, Durham, Newcastle, Morpeth & Alnwick : qu'un Officier général s'établirait au centre de ces places ; qu'on formeroit



formeroit des magasins de toute espèce & sur-tout d'armes , article qui manque aujourd'hui dans les arsenaux d'Angleterre ; & enfin que deux floops croiseroient sans cesse devant la côte. Il a été arrêté sur la proposition du Chevalier Charles Hardy , de demander au gouvernement deux gros vaisseaux de guerre , dont l'un seroit en station à l'entrée du port de Shields & l'autre à Sunderland. Le Duc de Northumberland proposa en outre de concourir aux mesures adoptées à Morpeth. Entre autres personnes de distinction qui ont assisté à cette assemblée on nomme les Ducs de Richmond & de Portland , les Lords Darlington , Ravensworth , Lisburne & Percy : le Chevalier William Middleton , M. Fenwick & le Doyen de Winchester.

*Observations du Banquier de Londres sur un article du Courier de l'Europe., N.° XXXIX, relatif à la Feuille politique qui se publie à Anvers.*

DANS ma lettre du 16 Avril dernier , Monsieur , je vous donnai connoissance d'un quatrain en vers latins sur l'alliance conclue entre la France & les Etats Unis d'Amérique. L'idée de l'Auteur m'avoit paru heureuse : je la trouvois pleine de sentiment , & j'y voyois la vérité réunie au mérite de l'expression : d'ailleurs point de faute contre les

regles de la Grammaire ou de la Poësie : tout cela m'a paru suffire pour vous engager à le lire , & même pour essayer d'en faire une traduction. Je vous avouerai aujourd'hui le motif secret qui m'animoit , c'étoit l'espoir que ce premier éloge poétique d'un Traité auquel vous avez vu toute la France applaudir , pourroit être connu par le canal de votre Feuille , à la Cour de Versailles , & que l'Auteur , sujet d'une Cour étrangere notre amie , y seroit noté favorablement , ce qui , dans la vie , peut quelquefois se retrouver. Je vous donnai le nom , la demeure & la qualité de cet Etranger , qui est M. *Peusqueurs* , premier Commis de la Poste de Dusseldorff. Je ne connois nullement ce sujet de l'Electeur Palatin ; mais il ne m'a point paru que ce fût une raison pour résister au désir que je sentoient en moi , de lui faire quelque bien , par un moyen facile & innocent , en traduisant & publiant son quatrain , dont , comme bon François , je lui fais tout le gré possible.

Quel est donc aujourd'hui mon étonnement de voir qu'au contraire je lui ai rendu un très-mauvais office : que je l'ai exposé à être jugé digne de la mort des chiens enragés , ou du supplice des blasphémateurs , oui , Monsieur , d'être noyé , ou d'avoir la langue coupée ! Mais ce qui me paroît sur-tout inconcevable , c'est que cet arrêt barbare autant qu'au fond il est inique , ait été signifié à toute l'Europe par un Courier dont le Maître

s'est annoncé pour être un François zélé, & pour avoir droit à ce nom par les services militaires de ses peres en France & par les siens propres ! S'il a le cœur vraiment François, il faut croire que c'est à son insçu qu'on l'a rendu l'organe d'un vœu aussi détestable. En vain le Correspondant auroit pu lui dire qu'on ne peut pas faire un trop rigoureux exemple des mauvais Versificateurs : il auroit sûrement répondu à cet aigre & farouche Censeur, qu'il pouvoit distiller son fiel sur d'autres objets moins agréables à la Nation Française que le Traité avec les Etats-Unis. — Ce qui me prouve encore que le Rédacteur n'a point eu connoissance de cette méchanceté, c'est qu'il auroit infailliblement observé qu'en me citant, moi qui ai dit que *M. Peusqueurs* étoit de Dusseldorff, on n'avoit pas le droit de le supposer d'un autre pays. Or on a imaginé de le qualifier *Poète Alsacien*. Cette infidélité eût inspiré au Rédacteur une juste défiance, & il auroit dit à son pédant, pourquoi est-ce un *Alsacien* que vous choisissez, quand vous voulez faire noyer quelqu'un ou lui faire couper la langue, à l'occasion d'un Traité de la France avec l'Amérique ?

En voilà assez de dit sur cet article ; *verbum sapienti*. Il me suffit d'avoir prouvé, d'une manière contre laquelle je ne crois pas que le Rédacteur réclame, que cette noire

## 2 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

platitude a passé dans sa Feuille sans sa participation.

Il me reste à défendre ma traduction du quatrain, qui a été aussi attaquée. Il ne me conviendrait point de dédaigner une imputation aussi grave en fait de traduction, que celle de n'être point fidèle au texte. Toute ma correspondance avec vous, Monsieur, roulant sur des traductions, il m'importe beaucoup de me laver de ce reproche, qui m'ôteroit le mérite essentiel de ce genre. D'abord on n'a rapporté au-dessous des vers latins que la moitié de ma traduction, que vous trouverez dans votre Numéro XLI, page cccvij. On prétend ensuite que j'ai mal traduit *oppida & urbes*, en le rendant par *Villes & Etats*. Mais ma justification est entre les mains de tout le monde dans l'Horace de Sanadon & dans l'Homère de Pope. Sanadon a traduit ainsi ce vers de l'invocation de l'Odyssée, — *Qui mores hominum multorum vidit & urbes*, « qui voyagea dans plusieurs PAYS, & s'instruisit des mœurs de plusieurs peuples. » Voici Pope sur la même invocation, & pour le mot grec qui correspond à *urbes*. « Their manners noted and their States survey'd. » Ce Poëte Anglois auroit mis tout de même *Cities*, car il n'étoit point gêné pour sa rime. Mais le mot grec, qu'en ce lieu tous les Traducteurs Latins ont traduit par *urbes*, il l'a rendu par *Etats*. Madame Dacier a mis *Villes*

& Pays. C'est dans Pope & dans le P. Sana-  
don, comme dans mon Essai de Traduction,  
une Synecdoche du genre, c'est-à-dire, le  
plus pour le moins, figure très-familier aux  
Traducteurs, qui savent quelque chose de  
plus que la signification de *Collegium*, & qui  
n'ont pas oublié ce précepte d'Horace, *nec  
verbum verbo curabis reddere, fidus interpres.*

# cij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

## PRISES FAITES A LA MER.

### Vaisseaux pris par les Anglois.

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus &c.
Trois bâtimens.	De France, chargés de munitions, d'habits, &c. raine Lane.	Pour la Baye de Chefapeak.	Arrivés à New-York le 16 Mars; ils avoient été pris par les vaisseaux de guerre en croisiere.
<i>La Lydia</i> .	Virginie, chargé de tabac.	Par les mêmes.	
<i>Le Vicomte de Vaux</i> , Capitaine Martin Donat, de 600 tonnaux, monté de 24 canons.	Du port l'Orient chargé de lainage &c.	Pour l'armée du Général Washington.	Prise 23 Février par le Capitaine Symonds de la frégate le <i>Solbay</i> de 30 canons, & envoyé à New-York.
Un gros bâtiment Suédois monté de 20 pieces de canon de fonte.	De Cadix, avec munitions de guerre & fel.	Pour la Virginie.	Envoyé à New-York par le vaisseau de guerre le <i>Saint Albans</i> .
<i>Le Newport</i> , brigantin.	Boston.	Virginie.	Envoyé à New-York par le <i>Solbay</i> .

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils font devenus, &c.
Le brigantin le <i>Beckford</i> , Capitaine Thomas Mackfield.	Nouvelle Angleterre, sur son lest.	. . . . .	Tous pris & envoyés à New-York par le brigantin, lettre de marque de Glasgow, le <i>Loyal Subject</i> , Capitaine André Symes, qui n'a commencé sa course que vers le 10 Mars.
Le brigantin le <i>Joseph</i> , Capitaine Abraham Japan.	<i>Idem.</i>	. . . . .	
Le brigantin le <i>Rachael</i> , Capitaine Purnel Johnston.	Barmodar, chargé de sel.	. . . . .	
Le brigantin le <i>Sally</i> , Capitaine Samuel Tucker.	<i>Ditto.</i>	. . . . .	
Le sloop <i>Henri</i> , Capitaine Moody.	De l'Isle Saint Domingue avec ballotteries.	Pour la Caroline, avec ordre d'y charger du tabac pour la Maison Guasque & fils à Bilboa.	
La <i>Rosiere d'Artois</i> , de 220 tonneaux, de Nantes.	Saint Domingue, melasses.	. . . . .	Pris par le vaisseau de guerre la <i>Galatée</i> .
L' <i>exeter</i> , Capitaine Mount.	Edenton dans la Caroline Méridionale, 63 boucauts de tabac.	. . . . .	Pris par 34 degrés 10 minutes de longitude, à la hauteur du Cap Hotteras; par le Corsaire le <i>Hammond</i> , Capitaine Goodridge.

# CIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus, &c.
Trois bâtimens.	{ Dont un de France chargé de cordages.	.....	{ Pris par le même, qui a fait en tout neuf prises depuis le mois de Décembre.
<i>Le Deficient</i> , Corsaire.	{ De Salem.	.....	{ Pris par une lettre de marque & conduit à Tabago.
Quatre bâtimens.	{ Chargés de riz & de tabac.	.....	Pris par le même.
Un bâtiment...	{ Virginie, 188 boucauts de tabac, valant 16000 livres sterling, sur le pied de 80 à 90 livres sterl. le boucaut.	France.	{ Pris par la frégate l' <i>Emerald</i> , & conduit à New-York.
<i>Le Delaware</i> , Capitaine Mars-hall,	{ Guadeloupe.	{ Caroline Méridionale.	{ Pris par un vaisseau armé & conduit à New-York
<i>La Minerve</i> , Capitaine Beard.	{ Caroline Méridionale.	France.	{ Pris par une petite frégate & conduit à Saint Christophe.
Un bâtiment...	{ 95 boucauts de tabac.	.....	{ Pris par le <i>Héros</i> , Corsaire de Guernesey.
<i>La Panthere</i> , Corsaire Américain de 14 canons & trois bâtimens de transport.	.....	.....	{ Pris par le <i>Seta-cket</i> , après cinq heures de combat, par le vaisseau de guerre le <i>Haerlem</i> , & conduit à New-York.



# ET DE L'AMÉRIQUE. 27

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils ont des venus, &c.
Les quatre Freres bâtiment François, Capitaine Bartholmé Altazin.	Ténériffe.		Ce vaisseau a ralâché à Spithead où il a été saisi par les Officiers du port le 6 Mai, en vertu de l'ordre de l'embargo.
Les deux Freres, Capitaine Macbride, Corsaire Américain, ayant un Officier François à bord.	.....		Pris le 3 Avril par le Duc de Portland, Capitaine Connor, conduit à la Jamaïque.
Le Lutel, bâtiment François & tout l'équipage François.	Rivière d'York, chargé de tabac.	Nantes.	Pris par la Junon, lettre de marque, & conduit à Waterford.
Un bâtiment. . .	.....		Amené à Lisbonne par le Peace & Plenty, M <sup>r</sup> Gregor de Belfast.
Un bâtiment. . .	.....		Amené à Bristol par le Barbary, paquet de la Grenade.
Le Nancy, Capitaine Lane.	Caroline Méridionale, 120 barils de riz, 79 d'indigo & 40 boucauts de tabac.	Nantes.	Pris & conduit à Milford.

# cvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

## *Vaisseaux pris sur les Anglois.*

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus.
<i>La Comtesse de Morton</i> , Capitaine Orrock. }	Barcelone.		Pris par la <i>Revenge</i> , Capitaine Cuninghame, à 30 lieues Sud-Ouest du Cap Saint Vincent. On compte que ce Corsaire a fait vingt-quatre prises depuis Noël.
<i>L'Escape</i> .	De Trapin.	Terreneuve.	Par <i>idem</i> .
<i>Le Tapley</i> , Capitaine Hall. }	Malaga.	Biddiford.	Par <i>idem</i> . - Les trois Capitaines ont été renvoyés en Angleterre sur un bâtiment Suédois.
<i>La Polly</i> , Capitaine Westcoat. }	Afrique avec 200 Noirs. }	Jamaïque.	Pris par un Corsaire Américain, & envoyé à la Guadeloupe.
<i>Les illustres Cinq</i>	Alicante.	Londres.	Pris par le Corsaire le <i>Silas Deane</i> , & conduit à Lisbonne où il a été saisi par ordre de la Cour.
<i>La Marie</i> , Capitaine Green. }	Barbades, chargée de rum. }	Philadelphie.	Pris par un Américain & conduit à la Martinique.
<i>Le Jenny</i> , Capitaine Pietrepoint. }	Îles de l'Amérique.	Halifax.	Pris par un Corsaire Américain.

# ET DE L'AMERIQUE.

CVII

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus, &c.
<i>Le Prudent</i> , Capitaine Rouxhall.	Londres.	Madere.	{ Pris par le Corsaire Américain le <i>Lion</i> , & conduit à la Martinique.
<i>L'Eliza</i> , Capitaine Jack.	Clyde.	Halifax.	{ Pris par un Américain.
<i>Le Lively</i> , Capitaine Calvert.	De Corke.	.....	{ Pris le 12 Mars sous le vent de Curaçao.
<i>Le Batchelor</i> .	New-York	Philadelphie.	{ Pris par un Corsaire Américain.
<i>Le Perigord</i> , Capitaine Wood.	Venise.	.....	{ Pris par un Américain & envoyé en Amérique.



---

## L E T T R E

*D'un Banquier de Londres , à M. \*\*\*  
à Anvers.*

De Londres le 29 Mai 1778.

**L**A session , Monsieur , approchant de sa fin , je ne puis pas différer d'avantage de reprendre le fil des discussions du Parlement. N'appréhendez point des récits longs & ennuyeux , comme la plupart des discours qui s'y font entendre. Je m'attacherai aux points capitaux & je ne releverai que les notices que tout homme qui aime l'instruction prendroit la peine de porter sur ses tablettes.

*Chambre des Pairs le 12 Mai.*

Le Lord Effingham demanda qu'il fut donné communication à la Chambre de l'emploi de onze millions sterling octroyés pour les dépenses ordinaires & extraordinaires de la marine , & qu'on rendît raison de l'accroissement de la dette de ce département depuis sept ans. Ce Seigneur expliqua les motifs de sa motion , & entra dans divers détails & calculs. Le Lord Sandwich lui ayant répondu , il ne fut point tenu compte de sa réplique , & sa motion fut re-

## CX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

jettée sans aller aux voix. La justification des Ministres de la Marine roula sur l'urgente nécessité qui obligeoit quelquefois de détourner les fonds des objets précis pour lesquels ils avoient été donnés. — Il allégua l'impossibilité de calculer juste les besoins d'un vaisseau, à l'occasion du vaisseau le Dragon qui ne coûteroit que 29,000 liv. sterl. pour être bâti à neuf, & qui en a coûté 37,000 de réparations. Il se tira mieux, attendu les circonstances, de l'augmentation des Commis, qui, du nombre de 58 en 1773, se trouvent portés aujourd'hui à celui de 127. — Le Lord Sandwich ne manqua pas ce moment pour reprocher au Comte Effingham que lui même étoit cause de cette augmentation de Commis, pour avoir demandé une immensité de copies d'états qui avoient fait passer inutilement quantité de nuits à tout ce monde. Mais le Lord Effingham retourna le reproche contre Mylord Sandwich, à qui il fit voir que c'étoit sa faute, si tous ces papiers avoient été copiés inutilement, puisqu'il s'étoit obstiné à refuser les essentiels, & qu'il n'avoit donné les autres qu'imparfaits.

VOICI un passage de l'Esprit de Merlin qui servira de commentaire aux allégations du Lord Sandwich :

» Ce fut en 1760, immédiatement après la

mort du bon Roi Georges II, qu'on forma le plan de laisser pourrir notre marine, & de la tenir hors d'état d'agir. Il fut arrêté en même tems de démembrer de la Grande-Bretagne toutes ses possessions étrangères. Il n'est pas même encore certain que nous conservions l'Irlande. Tous les préparatifs de guerre ne se font que dans la vue d'amuser les ignorans. Il faut bien sauver les apparences ; mais nos escadres seront toujours trop foibles pour agir avec efficacité. «

» Lorsqu'on veut stationner pour cinq ans une frégate à la côte d'Afrique ainsi qu'aux Indes orientales ou occidentales, où le ver est si destructeur, on a toujours soin de la doubler en cuivre, & cela se fait fort secrètement ; mais si quelqu'un s'avise de conseiller à l'Amirauté d'employer le même moyen pour conserver toute la marine, elle répond que l'eau s'insinuant entre le cuivre & les planches pourrit les bordages, & que le cuivre corrode le fer. Ces Messieurs trouvent cependant le moyen de remédier à ce mal, lorsque cela leur plaît. La vérité est que le dépérissement de la marine remplit leurs poches, & ruine la Nation. «

» La disette de bois de chêne est si grande en Angleterre, qu'il a été question de faire ordonner, par un acte du Parlement, de doubler en cuivre tous les vaisseaux destinés pour les deux Indes. Il n'y a d'autre difficulté à surmonter que le crédit des Conf-

## cxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

tructeurs qui gagnent davantage à réparer un vieux vaisseau qu'à en construire un neuf. La prompte destruction de la marine fait leur fortune. Pourquoi Sa Majesté, & les Propriétaires des vaisseaux marchands, chacun pour leur propre compte, ne s'entendent-ils pas pour prévenir de si horribles abus? C'est qu'ils sont bien anciens & bien enracinés. Du tems même de Charles II, l'Inspecteur de la marine doubloit mal les vaisseaux, exprès pour tromper ce Prince qui cherchoit des moyens d'empêcher les vaisseaux de pourrir si promptement. «

» On a fait voir au Roi à Portsmouth une frégate doublée en cuivre. Si Sa Majesté avoit demandé pourquoi tous les vaisseaux de guerre n'étoient point doublés de la même manière, on auroit répondu : » Sous le bon plaisir de Votre Majesté, la marine actuelle doit être renouvelée cinq fois pendant un siècle; ce qui est très-avantageux pour les Employés, à commencer depuis le premier Lord de l'Amirauté, jusqu'au plus petit Commis des chantiers. Si tous les vaisseaux étoient doublés en cuivre, à peine faudroit-il reconstruire la marine deux fois pendant cent ans. Ce n'est point l'argent qui nous manque; car pendant les cinq dernières années, nous avons eu plus d'argent qu'il n'en faut pour reconstruire toute la marine; mais nous sommes attachés à nos profits. Votre Majesté & la Nation pourront dire pareillement



ment que nous sommes obligés d'employer du chêne étranger ; mais cela nous est encore égal , pourvû que nous puissions exercer le pécûlat avec impunité. « C'est ainsi que la Nation est ruinée par les émolumens. & les tours de bâton de tous ces Messieurs. »

» Le Comte de Bristol devoit arborer son pavillon sur le *Royal George* de cent canons ; mais apres la visite qui a été faite de ce vaisseau , on a reconnu qu'il étoit hors d'état de mettre à la mer , & qu'il avoit besoin d'une réparation considérable. On dit actuellement que ce Lord n'aura point de commandement cet été. »

» Le public auroit certainement tiré plus d'avantages de la promenade dispendieuse du Roi à *Chatham* & à *Portsmouth* , si Sa Majesté s'y fût fait accompagner d'un Marin expérimenté , pour lui expliquer *pertinemment* & *loyalement* les différens objets qu'il a examinés. Il lui falloit un homme de qui il pût apprendre à connoître la véritable *structure d'un vaisseau* , & à distinguer un vaisseau pourri d'un vaisseau qui ne l'est pas. Cet homme lui auroit aussi fait porter un coup-d'œil éclairé sur les bois de construction qui sont dans les magasins : car la force d'une marine ne consiste pas seulement en *tambours battans* , *pavillons flottans* , & *saluts de canon*. A la maniere dont s'est faite cette revue , on ne fait rien qui puisse contredire ce qui a été avancé par

## CXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

le Duc de Richmond , lorsqu'il a proposé d'examiner l'état de la Nation. »

*Le 15.*

La Chambre fit la première lecture du bill du vote de crédit , qui lui avoit été apporté des Communes : & une Commission du Roi donna l'approbation de Sa Majesté à 63 bills sur des affaires publiques ou particulières.

*Le 18*

Le Lord Weymouth apporta à la Chambre diverses Lettres reçues par les Secrétaires d'Etat relativement à l'équipement de la flotte de Toulon. Il fut ordonné qu'elles resteroient sur le bureau ; & arrêté ensuite , sur motion , que la Chambre , les examineroit le lundi 25.

*Chambre des Communes , le 11 Mai,*

M. Pulteney attaqua violemment les Ministres sur ce que les recrues destinées à renforcer le Général Howe , n'étoient point encore parties de Glasgou , tandis qu'elles pourroient être arrivées en Amérique , si les transports qui devoient être rendus à Glasgou le 2 Avril y fussent arrivés au tems marqué. — M. Penton , l'un des Lords de l'Amirauté , ne put défendre les Ministres , qu'en alléguant que les Armateurs de Glasgou avoient demandé un fret excessif , & qu'il avoit fallu fréter des bâtimens dans la

Tamise pour aller prendre ces troupes dans la rivière de Clyde. — M. Pulteney prit occasion de cet aveu, pour faire entendre que les Ministres trouvoient toujours le moyen de faire tomber toutes les affaires aux Entrepreneurs leurs cliens dans Londres; & il insista sur sa motion pour que les ordres donnés à l'occasion de ce fret fussent mis sous les yeux de la Chambre. Sa motion fut admise.

On discuta ensuite l'affaire des Bills pour le commerce d'Irlande, sur laquelle la Chambre s'ajourna au 13 Mai, après avoir entendu les témoins & les avocats qui paroissoient pour les villes ou communautés de Liverpool, de Lancastre & de Glasgou. — M. Creighton, témoin pour cette dernière, représenta à la chambre que son commerce étoit ruiné par la guerre d'Amérique, & que ne recevant plus le tabac de la Virginie & du Maryland, cette ville s'étoit tournée du côté des îles à sucre, dont elle exportoit les productions à l'Irlande, qui n'avoit pas le droit de les tirer à droiture: que sur vingt-cinq vaisseaux qu'elle avoit envoyés l'année dernière aux îles, il y en avoit eu vingt pour l'Irlande: que si le Bill qui permettoit l'importation à l'Irlande passoit, ce seroit Glasgou qui tireroit d'Irlande le sucre, au lieu d'y en porter; que Glasgou privé de son commerce

CXVJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
avec l'Amérique & avec l'Irlande , seroit totalement anéantie.

M.M. Bolton , Harding & Campbell s'efforcèrent de prouver que leurs cliens seroient infailliblement ruinés , si le bill dont la Chambre s'occupoit passoit en loi. Il fut prouvé que la corporation de Liverpool devoit 24000 livres pour la construction & réparation de ses chantiers , & que ce Bill rendroit très-précaire la sûreté des créanciers. Les sommes dûes à Lancastre par les Planteurs des Isles de l'Amérique furent évaluées à 500,000 livres. Ils sont en arriere de plus d'un million avec Glasgow.

Il est très-probable que ces sommes immenses seront perdues pour les Marchands , ou bien il faudra qu'ils aillent s'établir en Irlande , s'ils veulent les recouvrer. Le commerce de Glasgow employoit quinze mille tonneaux pour transporter le sucre en Irlande ; tous ces bâtimens vont se trouver sans emploi , & la destruction de cette pépinière de Matelots causera par contre-coup un préjudice considérable à la nation , tandis que l'Irlande n'y gagnera pas plus de 18000 livres sterling par an.

Quelqu'un a observé que si les cinq bills en faveur du commerce d'Irlande passaient en loi , 60,000 manufacturiers dans le Lancashire seroient ruinés par l'effet de ces bills. Il faut donc s'attendre qu'ils feront tout au monde pour les faire avorter. D'un autre

côté, M. Burke assure que l'Irlande se soulèvera, si les bills sont rejetés.

*Le 12.*

Les affaires de l'Afrique occuperent la chambre en comité : elle entendit plusieurs dépositions. Mais comme il y avoit trop peu de députés, la chambre s'ajourna au lendemain. Il y a apparence qu'il ne sera point question efficacement de l'Afrique dans cette session, quoique M. Luttrell ait fait tout son possible pour persuader la chambre du danger où il voit l'Afrique, qui, suivant lui, sera peut-être une des premières possessions britanniques attaquées par la France. Dans cette séance, le Lord North présenta à la chambre, l'original & la traduction d'un traité avec le Prince d'Anhalt-Zerbst pour un corps de troupes.

*Le 13.*

A l'occasion de l'octroi annuel de 13,000 livres sterling, proposé pour l'entretien des forts sur la côte d'Afrique, M. Luttrell, déclara qu'il s'opposoit à la motion, si le premier Lord de la Trésorerie ne justifioit point de l'emploi de pareille somme octroyée l'année dernière, ainsi qu'il l'avoit promis lors de l'octroi. Il assura que bien loin qu'on y eût employé cet argent, toutes les fortifications le long de la côte étoient restées dans le plus mauvais état imaginable. En

## CXVIII AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

répliquant à quelques objections que lui fit le Lord North , il entra en détail sur la situation & les productions de l'Afrique. Il fit voir que les habitans des parties méridionales du continent américain ne pouvoient point cultiver leurs risieres sans le secours des noirs qu'on y importoit ci-devant d'Afrique. Il pria la chambre de faire attention aux progrès des François dans ce commerce , en lui rappelant qu'anciennement la côte d'Angola fournissoit , année commune , aux Traiteurs anglois , 18,000 negres , tandis qu'à présent à peine en tire t-on deux mille , » ce qui démontre assez , dit il , l'inattention du gouvernement sur cette partie. «

M. Burke pria la Chambre de remarquer qu'avec une si modique somme il étoit impossible de relever tous les forts d'une côte si étendue : qu'il falloit ou réduire le nombre de ces forts , ou octroyer une somme plus considérable. M. Luttrell ayant été assuré par un député Directeur de la banque , qu'on devoit être sans inquiétude sur l'emploi de l'argent , il retira son opposition , & la motion passa sans aller aux voix. — On continua ensuite d'entendre des dépositions sur l'affaire des bills d'Irlande , & la Chambre s'ajourna.

*Le 14.*

La chambre approuva l'arrêté de la veille

pour accorder une somme de 18,071 livres sterling, qui servira à payer la dépense d'un corps d'infanterie légère du Prince d'Anhalt-Zerbst.

Le Chevalier George Saville proposa de dresser un Bill à l'effet de révoquer certaines clauses de l'acte pour empêcher les progrès du papisme, passé dans les onzième & douzième année de Guillaume III.

Cette motion fut développée & appuyée par M. Dunning. Il cita les trois clauses principales qu'il conviendrait de réformer. Premièrement, celle qui déclare coupable de haute trahison, & sujet à prison perpétuelle tout Prêtre papiste étranger prêchant ou enseignant sa Religion en Angleterre, & qui décerne la peine de mort comme pour félonie, contre un Prêtre anglois coupable du même délit. 2°. Celle qui soumet à confiscation l'héritage paternel du fils d'un Anglois Catholique Romain, si ce fils est élevé en pays étranger. 3°. Celle qui adjuge la préférence pour une hérédité, à un parent plus éloigné qui se feroit protestant, sur un Catholique Romain parent plus proche. M. Dunning, après avoir démontré la dureté excessive d'une telle loi, rapporta un trait d'Histoire tiré de l'Evêque Burnet, pour faire voir quels en avoient été l'esprit & le motif. » Un article du traité de Ryswick, favorable au culte de la Religion romaine en Angleterre, fit croire dans le tems que la

Cour étoit disposée à l'encourager. La minorité des communes imagina ce Bill pour connoître ses vraies intentions. Contre son attente, le Bill fut accueilli. On voulut reculer; mais le Ministère poussa la chose avec vigueur. La minorité des Communes chargea le Bill des clauses les plus sévères, espérant le faire rejeter par les Pairs. Mais elle avoit mal calculé, & le Bill passa en loi. «

L'Avocat général (M. Thurloe) cita encore un trait de la dureté de cette loi: c'est qu'il est des cas où le fils protestant est rendu indépendant de son pere Catholique romain, & il observa qu'il y auroit de l'inconvénient à ne pas révoquer cet acte en sa totalité.

Le Lord Beauchamp exprima le vœu que cet exemple fût suivi du Parlement d'Irlande, les trois quarts des habitans de ce Royaume gémissant sous la cruelle oppression du Bill contre les papistes.

Le Lord-avocat d'Ecosse (M. Dundas) fit remarquer à la chambre que l'acte ayant été passé avant l'union de l'Angleterre avec l'Ecosse, qui dans le tems avoit porté une loi presque semblable, il en proposeroit un particulier pour la révocation de cette dernière loi.

Toute la Chambre, en général, paroissant animée du même esprit de tolérance qui avoit dicté la motion, en établissant que la liberté & la tolérance étoient inséparables, l'ordre fut donné au Chevalier George Saville, au



Jurifconsulte Dunning, au Lord Beauchamp, à l'Avocat Adair, & à l'Avocat Général de rédiger le bill, & de le présenter.

L'Esprit de Merlin a fait sur ce bill les observations suivantes : » Parce que nos Ministres ont été si heureux dans leur plan de gouvernement pour l'Amérique; parce qu'ils ont si habilement conduit l'entreprise de réduire treize Colonies réfractaires, ils essayent aujourd'hui leurs forces pour renverser & changer toute notre constitution religieuse & civile. Courtisans & patriotes, tous les partis se réunissent, pour donner entrée chez nous, par une large porte, aux Catholiques Romains, en révoquant les loix pénales & les statuts tyranniques de notre grand libérateur Guillaume III, quoique la plus rigoureuse de toutes, je veux dire celle qui déshérite les Papistes, ait reçu un adoucissement raisonnable par un acte de la troisième année de George I, ch. 18. Ils deviennent tolérans envers un esprit d'intolérance : l'enthousiasme de la liberté les enivre. La liberté angloise va commettre un suicide. Elle va creuser elle-même l'abysme qui l'engloutira. Voilà encore de la besogne de Mylord North faite à la hâte pour s'en repentir à loisir.

UN autre Ecrivain s'exprime ainsi :

» Le mystère est enfin dévoilé. Les anciens Wighs se font vus congédiés : les plus détermi-

nés Jacobites ont été appelés au Ministère, & voilà qu'on est sur le point de révoquer, en grande partie, les loix contre le papisme, ces loix qui forment la digue la plus forte contre le retour de la tyrannie & de la race des Stuarts. C'est à ce but caché qu'ont tendu toutes les destitutions de Ministres depuis celle du feu Duc de Newcastle, & toutes les promotions depuis celles des Bute, des Litchfield, des Gower, &c. Ils sont à la fin détrompés, ceux qui affectoient de rire ou de se moquer de nos écrits patriotiques, dans lesquels on ne cessoit de montrer les allarmes les plus vives sur l'attachement secret de nos Ministres à l'Eglise Romaine, & sur leur aversion pour la liberté & le protestantisme. Les esprits les moins clairvoyans apperçoivent aujourd'hui le motif pour lequel le papisme a été établi dans le Canada: — pourquoi il a été ordonné aux Juges d'éluder, & quelquefois même d'enfreindre les ordonnances pour la punition des Prêtres papistes qui cherchent à pervertir les Sujets Britanniques, & à les attirer à leur croyance: — pourquoi on a totalement fermé les yeux sur le rapide accroissement du papisme, tant à Londres, que dans les Provinces, & sur l'érection illégale de Chapelles Romaines dans les Villes & dans les Comtés, malgré tant de plaintes portées à ce sujet: — pourquoi les créatures des Ministres en Irlande, pour intimider les Protestans de ce Royaume, & les faire ac-

quiescer à un surcroît de taxes & de charges , de pensions , les menacent depuis deux ans d'armer & d'enrôler leurs ennemis invétérés , c'est-à-dire , en termes plus clairs , de les exposer encore une fois à être égorgés par les Papistes. Enfin , ce qui étoit un paradoxe cesse de l'être aujourd'hui , & l'on n'ignore plus pourquoi le (a) *Pere Philipps* , au lieu d'être puni , n'a reçu que faveur & applaudissement sous l'administration de Bute , & pourquoi le *Pere* (b) *Mac Mahon* , ce Détracteur effronté de la Réforme & de la Révolution , est autorisé & même encouragé à répandre dans la Capitale & dans les Provinces son dernier libelle , intitulé : *English Candour and Good Nature* , malgré toutes les réclamations de plusieurs Membres du Parlement d'Irlande & de plusieurs Ecrits qui ont paru & dans ce Royaume & en Angleterre. «

» D'après les débats de la Chambre des Communes , à peine peut-on se permettre d'espérer qu'il nous reste aucun rempart à opposer à l'introduction du papisme. Un des Députés a déclamé contre les amendes auxquelles sont condamnés les Jésuites & les autres Prêtres qui exercent leurs fonctions dans

(a) Ecrivain de la communion Romaine , qui a donné une histoire de la vie du Cardinal de Poole , & des causes de la réformation en Angleterre.

(b) Autre Ecrivain de la même Communion , mais non dans les ordres , comme on le prétend ici.

#### CXXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

des endroits non privilégiés. Un autre a blâmé cette loi si salutaire de nos sages ancêtres, qui nous défend d'envoyer nos enfans dans les Etats de nos Ennemis, de la Communion Romaine, où, sous prétexte d'éducation, on leur inspire une antipathie incurable pour notre excellente constitution & pour la Religion établie. D'autres, parmi lesquels je vois à regret plusieurs des principaux hommes de loi attachés au Conseil de Sa Majesté, (M. Thurloe, Avocat Général, & M. Dunning) se sont élevés contre tout le corps des actes qui proscrivent le papisme. Les sentimens inouis qui ont été mis en avant à cette occasion ne peuvent manquer, aussi-tôt qu'ils seront connus, d'inspirer les plus vives allarmes à toutes les Communions de Protestans répandues dans les trois Royaumes. Dans le vrai, plus nous avons lieu de craindre les innovations dont nous sommes menacés sur des objets aussi importans, plus nous devons être empressés de savoir *toute l'étendue* des concessions que nos Ministres ont le projet de faire à la Communion Romaine. Il a été dit tant de choses dans les débats sur *tous les services rendus par les Catholiques Romains*; on a tant exalté leur *attachement au Gouvernement*, ce qui signifie sans doute la plus basse adulation pour Bute & pour ses créatures, & le droit naturel qu'ils ont au libre exercice de leur Religion: on a fait voir tant d'iniquité à se mêler de l'éducation de nos enfans, & de cruauté à molester

ter leurs Prêtres, que, sans être soupçonné d'une terreur déraisonnable, tout Protestant peut craindre que, dans cette session ou dans la suivante, les Papistes ne soient mis à tous égards sur le même pied que les Protestans, en supposant qu'il n'y ait pas lieu d'appréhender que le Papisme ne soit établi dans la Grande-Bretagne comme l'a été dans le Canada la *Religion dominante* «.

» Le Bill en faveur des Papistes, quoiqu'ordonné, n'étant point encore passé, & le public ne sachant point encore qu'elles *clauses de révocation* il contient, non plus que les effets dont il peut être suivi : je ne pousserai pas plus loin cette discussion. Mais avant de finir, j'avouerai franchement que malgré l'étonnement où m'ont jetté tant de fois les opérations des Ministres, relativement à l'Isle de Falkland : à la taxation & à la guerre d'Amérique : aux loix du Canada : aux déclarations faites en dernier lieu par les Cours de France & d'Espagne : à l'état de l'Irlande, privée de défenseurs : au départ de la flotte de Toulon, je n'ai jamais été aussi étonné qu'en entendant le discours contre les loix du Papisme, qui m'ont réellement laissé comme *un homme frappé de la foudre* «.

M. Temple Luttrell remit sur le tapis l'octroi pour l'Afrique, pour modifier sa motion, & dire, que la somme de 13,000 liv. sterling, ne seroit appliquée à l'acquittement d'aucunes dettes contractées par les

CXXVj AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

employés du comité avant le mois de Décembre 1778. — Il donna pour motif qu'il lui étoit revenu que le Bureau du commerce avoit connoissance de péculats singuliers à la charge du comitté d'Afrique, & qu'il avoit défié le seul Commissaire de ce Bureau qui se trouvât dans la Chambre de le désavouer. — Le Lord George Germaine qu'il avoit ainsi désigné, eut avec lui une très-vive altercation, dans laquelle Luttrell fit bien voir que les regards sourcilleux d'aucun Ministre ne pouvoient lui en imposer. Enfin, le Lord North, pour appaiser Luttrell, ayant pris quelques mots de sa modification, l'octroi fût approuvé.

*Le 15.*

Les Bills d'exportation & d'importation d'Irlande, occuperent encore la Chambre. Le Chevalier Philipp Jennings Clerke demanda que le dernier fût renvoyé à trois mois. Le Lord New-Haven qui l'appuyoit, fit voir la nécessité de continuer à entendre les témoins, que le parti contraire avoit demandés.

Le Chevalier Clerke ayant consenti à retirer sa motion, on entendit deux Avocats, qui plaiderent contre le Bill, & ensuite le Chevalier George Younge demanda qu'il fut arrêté que la Chambre s'en occuperoit le Lundi 25.

Le Lord New-Haven observa que le Par-

lement seroit peut-être séparé avant le 25 : qu'il étoit visible , qu'on cherchoit un misérable subterfuge , pour se défaire des Irlandois , & que la Chambre s'obstinoit à ne pas voir les avantages infinis qui résulteroient de l'un & l'autre Bill pour l'Angleterre.

M. Gascoyne nomma quantité d'articles qui ne pourroient point être exportés d'Irlande, & il insista sur les grandes conséquences de celui d'exportation, l'un & l'autre lui paroissant demander les plus mûres délibérations.

La question ayant été portée aux voix, elles furent presque toutes pour le Chevalier George, c'est-à-dire pour que le Bill fût renvoyé à huitaine, ce qui semble dire que c'est une affaire manquée pour cette session.

Seconde lecture du Bill pour les Catholiques Romains : elle donna lieu à M. Ambler de proposer une réforme entière du Code criminel anglois , composé de Loix portées dans des tems qui n'ont aucune ressemblance avec le nôtre. La session touchant à sa fin , il convint qu'une affaire de cette importance ne pourroit être entamée que dans la session prochaine. Revenant sur le Bill des Catholiques , il fit sentir le danger de se laisser emporter à un enthousiasme trop ardent en leur faveur , & il insinua quelques modifications, dont le Chevalier George Saville, soutenu de M. Charles Turner , fit

cxxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
voir l'inutilité & les inconvénients. M. Turner se déclara pour une tolérance universelle, qui embrasseroit toutes les espèces de Religions. Il parla avec éloge de la conduite exemplaire des Catholiques, comme sujets, comme citoyens & comme chefs de famille. — La seconde lecture du Bill fut demandée par acclamation, & il fut ensuite arrêté que la Chambre s'en occuperait le lendemain en comité.

Le Chevalier William Meredith informa la Chambre que le Vendredi 22, il demanderait qu'on examinât les papiers concernant la flotte du Comte d'Esling, apportés le 16 par le Lord North à la Chambre.

La Chambre délibéra sur le nouveau Bill de la milice. Diverses modifications furent proposées. La seule essentielle consistoit à soulager le Gouvernement de la dépense d'un Clerc ou Secrétaire de bataillon, lorsqu'il n'y a pas plus de deux compagnies : elle passa à l'affirmative. — Le Chevalier Saville fit voir l'inconvénient d'incorporer les Officiers réformés à la demi-payé avec la milice. Il devoit résulter de-là, suivant lui, que des forces destinées pour la défense momentanée de la Constitution, deviendroient une armée permanente sous l'autorité de la Couronne.

Le Chevalier Philipp Jennings demanda pourquoi les Capitaines à la demi-payé ne seroient point admis dans la milice, ainsi  
que



que les Lieutenans & les Enseignes ? M. Sawbridge lui répondit que les Constitutions de l'armée ne le comportoient point ; attendu que si on permettoit à des Capitaines à la demi-payé de conserver leur réforme en entrant dans la milice avec le même grade, il en résulteroit un très-grand préjudice pour le service des troupes réglées. Ces Capitaines trouveroient plus doux de prendre des commissions dans la milice ; & l'armée, dans le moment du besoin, se verroit privée du service des Officiers les plus expérimentés. — Après quelques nouvelles modifications, le Bill passa & il en sera fait rapport le 19 à la Chambre.

Par un compromis entre les deux partis, les Bills Irlandois seront remis à un Comité, qui continuera à entendre les témoins & les Avocats.

ON lit les réflexions suivantes sur les Bills Irlandois, dans un papier très-accrédité.

« Les Irlandois ne doivent pas avoir grande obligation au Parlement d'Angleterre pour les dernières résolutions qu'il a prises relativement à leur commerce. Son objet est d'appaîser leur ressentiment & de gagner leur confiance pour leur faire supporter de nouvelles taxes, dont le fardeau l'emporte de beaucoup sur les avantages qu'ils peuvent retirer de l'étendue qu'on promet de donner à leur commerce. Le Parlement d'Irlande a

### XXX. AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

déjà octroyé 300,000 livres, & il s'est engagé à prendre des mesures pour augmenter l'établissement de ses forces militaires. Les charges que l'Irlande supporte sont certaines, les avantages qu'elle doit recueillir d'un commerce ruiné, sont bien problématiques «.

» Voici ce que répondit un Irlandois à quelqu'un qui lui demandoit ce qu'il pensoit de la prétendue faveur que le Parlement d'Angleterre paroïssoit vouloir accorder à l'Irlande. » La conduite du Ministère est exactement semblable à celle d'un filou qui vous fait penser à toute autre chose qu'à votre bourse, tandis qu'il en délie les cordons & en tire votre argent. Le Vice-Roi d'Irlande est l'homme qui vuide nos poches, pendant que le Lord North est le compere qui nous amuse «.

» Il est certain que le Gouvernement ne pourroit mieux faire que de se relâcher sur les loix du Papisme en Irlande. Les Catholiques Romains composent près des quatre cinquiemes de ce pays. Ils ne jouissent pas à présent des avantages ordinaires qui résultent des loix de la société. En leur refusant l'exercice d'un privilège si naturel, on diminue leur affection pour une Constitution qui les opprime. Faites que les Catholiques puissent avoir leurs propriétés assurées comme les autres Sujets; puisque rien n'est plus raisonnable pour quiconque connoît les

principes de justice, de morale & de politique. Mais d'un autre côté il faut empêcher qu'ils n'entrent dans la partie exécutive ou législative de la Constitution, Au moyen de cet arrangement, les deux partis seront satisfaits, ou du moins ils auront lieu de l'être: car les Catholiques Romains auront leurs propriétés assurées & les Protestans les exclueront de toute autorité politique «.

Parmi le grand nombre de raisons que l'on a fait valoir à l'appui des Bills Irlandois qui sont actuellement sous les yeux du Parlement, il en est une dont il paroît que le public n'a pas été instruit. La voici: l'Angleterre doit certainement quelques compensations à ce Peuple, pour l'infraction qu'elle a faite aux articles de Limerick. Ces articles, quoique conclus & signés par le Général Ginkle & ensuite confirmés par le Roi Guillaume & par la Reine Marie, n'ont jamais été mis en exécution; au contraire, on a publié immédiatement après plusieurs loix très-sévères dont l'objet étoit directement contraire à l'esprit de ces articles.

*Le 19.*

La Chambre en comité reprit le Bill des Catholiques Romains. M. Dunning proposa d'y ajouter une formule de serment, en substance la même que celle de suprématie & d'abjuration.

Dans un pareil comité sur le Bill d'ex-

CXXXIJ AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

portation de l'Irlande , M. Bamber Gascoyne proposa que la laine , & les étoffes mêlées de laine , les toiles peintes & les rouilles de coton , ainsi que les toiles fil & coton , le houblon , les verroteries , les chapeaux , le charbon & la poudre à canon , fussent exceptées du nombre des articles dont l'exportation aux Colonies seroit permise aux Irlandois (ce qui réduit l'exportation aux seules toiles de pur lin , blanches ou à carreaux ou peintes. Il ne s'en exportoit pas pour quinze cents livres sterling par an , par les Manufacturiers anglois.) — Le Lord New-Haven , répondit que ces exceptions leur enlèveroient tout le fruit de la grace qu'on cherchoit à leur faire. — Suivant M. Connolly , la misère du Royaume étoit si excessive , que le Bill devoit toujours être accepté , comme un gage de futures faveurs. Il parla des nombreuses banqueroutes qui se sont faites depuis peu dans ce Royaume , & de plusieurs milliers d'ouvriers de la ville de Dublin , aujourd'hui sans ouvrage , & soutenus par des charités publiques. Il ajouta qu'il espéroit de voir l'Irlande aussi étroitement unie à l'Angleterre , que le Comté de Middlesex. Le Lord Nugent & M. Burke furent du même avis. Celui-ci ajouta qu'il espéroit que dans la prochaine session l'affaire seroit examinée plus soigneusement , parce que le Parlement sentiroit la nécessité d'accroître les avantages de la première &

de la plus méritante des dépendances Britanniques. — La motion de M. Gascoyne passa sans qu'on levât les voix ; après que M. Gilbert eut fait voir que l'exportation , ( par le Bill actuel ) s'étendoit aux Chandelles , aux diverses poteries , à la bonneterie , à l'ébénisterie , aux meubles , & à toute la bijouterie.

M. Gascoyne obtint aussi , que les vaisseaux d'Irlande pour la côte d'Afrique , pussent y porter des lainages , pour compléter les assortimens nécessaires à ce commerce. L'objection qui fut faite par le Chevalier Younge , que cette permission faciliteroit aux Irlandois l'exportation de leurs gros lainages , ne prévalut point. — Ce même député fit arrêter , ( cet article ayant été convenu d'avance ) que le Bill n'auroit lieu que quand le Parlement d'Irlande , auroit imposé des droits intérieurs , égaux à ceux d'Angleterre , sur les articles dont l'exportation va lui être permise , sans pouvoir donner de gratifications. — Il fut arrêté de même , sur la demande du Chevalier William Bagot , qu'il seroit mis un droit de 2 livres 10 sols par tonneau sur tout le fer importé en Irlande.

Le Chevalier Thomas Egerton demanda ensuite que ce Bill d'exportation n'eût lieu , que quand le Parlement d'Irlande auroit révoqué un acte qui met un droit d'un demi denier , sur chaque livre pesant de fil de lin exporté d'Irlande. Suivant lui , ce droit

#### CXXXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

revenoit à 4 pour 100 de la valeur. Si on y joint la commission de 2 pour 100, le fret, les droits de port, &c. le tout se monte à dix pour cent de plus pour le consommateur anglois que pour l'irlandois. Il allégua que le Comté de Lancastre, prenoit à l'Irlande chaque année pour 150,000 livres de ce fil. Il plaida pareillement pour les intérêts de la Ville de Manchester, à cause de ses toiles de lin à carreaux, & il fit voir que cette ville, pour avoir montré un si généreux zele avant & depuis la déclaration de la France, ne méritoit pas d'être ruinée comme elle le feroit, si on n'ajoutoit point cette clause en sa faveur au Bill en question, parce que l'article des toiles à carreaux occupoit chez elle, quantité de femmes & de pauvres ouvriers, dans les intervalles de tems que laissoient les articles plus considérables.

Le Lord Nugent & M. Jenkinson, s'éleverent contre cette motion, qui tendoit à rompre le traité de 1698, par lequel la Grande-Bretagne s'étoit engagée à donner tout l'encouragement possible, & sa pleine garantie, aux Manufactures de toiles d'Irlande, en considération du sacrifice qu'elle lui avoit fait de ses lainages, qui étoient dans la condition la plus florissante. M. Burke assura que l'impôt dont on demandoit la suppression rapportoit à l'Irlande 7,500 livres sterling, & que cette suppression ne

feroit pas gagner plus de 1,500 livres à l'Angleterre. Il rappella à la Chambre que l'Angleterre avoit donné jusqu'ici 5 pour 100 de gratification pour le fil de lin importé d'Irlande, & 14 pour 100 pour l'exportation des toiles manufacturées de ce fil ; ce qui compensoit bien le désavantage du droit irlandois de 4 pour cent à la sortie. Le Lord North fut du même avis que le Lord Nugent, déclarant que toute manufacture de lin, sous quelque dénomination que ce puisse être, appartient à l'Irlande, qui doit en jouir avec la plus entière liberté, & qu'en laissant aux Irlandois l'article des toiles de lin peintes à carreaux, on ne leur fait point de grâce. — La clause proposée par M. Egerton fut rejetée par 79 contre 33 : pluralité 46.

*Le 20.*

Le Lord North remit à la Chambre un message du Roi, concernant la famille du Lord Chatham, portant que le Roi accorderoit, pour le tems de la durée de sa propre vie, une somme annuelle de 4,000 livres sterling aux héritiers du Comte Chatham ; recommandant à la Chambre de pourvoir à rendre ce secours perpétuel. — Ledit message renvoyé au Comité du lendemain, celui d'Afrique commença. — Le sieur Roberts, ci-devant Gouverneur en Afrique, appelé pour déposer, donna des détails in-

CXXXVJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
téressans sur la diminution de cette branche  
de commerce , lui assignant pour première  
& principale cause , les empiétemens des  
François. » Ils ont , dit-il , formé des éta-  
blissemens sous le canon de nos forts qui ne  
sont pas assez redoutables pour tenir dans le  
devoir les Villages Negres voisins , & ils ont  
même élevé une factorerie dans la maison d'un  
des principaux Agens du Comité. Ces établis-  
semens sont approvisionnés des magasins de  
Gorée. Il y a actuellement plusieurs de leurs  
vaisseaux dans la riviere Gambie , & même ,  
( cette assertion fut prouvée par une lettre  
sur le Bureau , ) sur la Côte d'Or. Le prix  
des Noirs est haussé par les François , & le  
monopole nous en est enlevé. « — Il imputa  
encore la hausse du prix des Noirs à la riva-  
lité des Traiteurs Anglois. Il conseilla l'éta-  
blissement d'une Compagnie à l'instar de  
celle des Indes , comme le moyen le plus sûr  
de faire rentrer l'Angleterre dans la jouissance  
de ce monopole. En 1672 , lorsque la Com-  
pagnie d'Afrique fut formée , ce commerce  
étoit encore plus tombé qu'aujourd'hui. De  
huit forts que les Hollandois y avoient , ils  
n'en eurent que deux , & les Danois  
en avoient deux. Cependant la Compagnie  
prospéra beaucoup plus que toutes les au-  
tres Nations dans ce commerce. Il avança  
que les sommes octroyées n'étoient point ap-  
pliquées suivant l'intention du Parlement ,  
& qu'elles servoient à payer les prétendues



dettes des Officiers du Comité. — Cette assertion ne fut point contredite par M. Camplin, ci-devant Secrétaire, & aujourd'hui Membre du Comité. L'un & l'autre assurèrent qu'une Compagnie exclusive, qui auroit un gros capital à mettre dans ce commerce, tireroit d'Afrique, non-seulement des esclaves, de l'or, de l'ivoire, de la cire, & des bois de teinture, mais qu'elle importerait en Angleterre du tabac, du riz & de l'indigo, les uns & les autres de ces articles beaucoup meilleurs & moins chers que ceux qui venoient d'Amérique, & qu'on pouvoit y ajouter encore les minéraux, l'ambre gris, & diverses autres productions très-utiles.

Une autre cause du déclin de ce commerce, suivant le Gouverneur Roberts, c'est le défaut de crédit des Planteurs des Isles Angloises : autrefois ils avoient coutume de donner des cautions à Londres, pour le paiement des ordres que les Armateurs recevoient d'eux ; mais ils ne sont plus en état de donner ces cautions, & les Armateurs Anglois ont abandonné ce commerce.

Sur la fin de la séance, les Membres du Comité s'étant retirés successivement, comme il n'en restoit plus que dix, la délibération fut remise au lendemain.

JE viens de lire, Monsieur, un compte très-intéressant sur le commerce ancien & actuel de l'Angleterre en Afrique, qui doit

cxxxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
 avoir naturellement sa place à la suite des  
 débats que vous venez de lire : c'est une dé-  
 pendance nécessaire du système que M. Lut-  
 trell cherche à établir , pour que l'Angle-  
 terre puisse retrouver , par le moyen de l'A-  
 frique , une partie des pertes que lui causera  
 la séparation des Etats-unis.

*Etat des retours annuels d'Afrique pour les mar-  
 chandises qui y étoient envoyées par l'ancienne  
 Compagnie Royale , lesdits retours pris sur  
 une évaluation moyenne .*

	<i>Livres Sterling,</i>
40,000 Esclaves , à 12 livres sterling.....	480,000
120,000 onces d'or en pou- dre , à 40 sols sterling.....	240,000
30 tonneaux de dents d'E- léphants , à 60 livres.....	1,800
150 tonneaux de cire d'abeille, à 40 livres.....	6,000
250 tonneaux de bois dit Cam- wood , à dix livres.....	2,500
20 tonneaux de poivre de Malayetta , à 10 livres.....	200
Total des retours annuels d'Afrique , prix courant.....	<u>730,500</u>

Voici le prix qu'ont été vendus en Eu-

# ET DE L'AMÉRIQUE cxxxix

rope & en Amérique les articles ci dessus mentionnés.

## Evaluation moyenne.

*Livres Sterling.*

40,000 Esclaves, à 30 livres par tête.....	1,200,000
120,000 onces d'or en poudre, à 3 livres 17 sols 6 deniers.	465,000
30 tonneaux de dents d'Éléphants, à 100 livres.....	3,000
150 tonneaux de cire d'abeilles, à 100 livres.....	15,000
250 tonneaux de bois dit <i>Camwood</i> , à 38 livres le tonneau..	8,250
20 tonneaux de poivre de Malayetta, à 50 livres le tonneau.....	1,000

---

Total de la vente annuelle des marchandises d'Afrique, du tems de la Compagnie. .... 1,692,250

Les marchandises ci-dessus avoient été prises en échange pour des manufactures Angloises, des marchandises des Indes & du rum des Isles, montant annuellement à ..... 730,500

Profit annuel pour la Grande-Bretagne, lorsque la Compagnie Royale d'Afrique possédoit les forts,..... 961,750

---

# cxl AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

*Livres Sterling*

Les vaisseaux Anglois, qui en 1777 ont fait la traite sur la côte d'Afrique, n'y ont acheté que 10,000 Esclaves, évalués sur un pied moyen à 20 livres par tête .....	200,000
300 tonneaux de gomme Sénégal, à 18 livres.....	5,400
Ils peuvent y avoir pris pour porter en Europe, en or, en dents d'Eléphants, en cire d'abeille & en bois dit Camwood, la valeur de.....	25,000
<i>Total....</i>	<u>230,400</u>

L'Angleterre, pour n'avoir point exporté la quantité de ses manufactures & des marchandises de l'Inde qu'elle exportoit annuellement du tems de la Compagnie Royale d'Afrique, a donc perdu l'année dernière (1777) un débit de.....

500,100

Puisque les importations annuelles faites par cette Compagnie, lorsqu'elle avoit des forces en Afrique pour maintenir son commerce, étoit de...

730,500

Les articles ci-dessus ont été vendus sur une estimation moyenne en Europe & en Amérique ; favoir :

*Livres Sterling*

10,000 Esclaves ; à 36 livres sterling par tête.....	360,000
300 tonneaux de gomme Sénégal, à 50 livres le tonneau.....	15,000
De l'or, des dents d'Eléphants, de la cire & du bois de Camwood, pour .....	40,000

Ci-devant les marchandises d'Afrique vendues en Europe & en Amérique, lorsque la Compagnie d'Afrique existoit, se montoient à ..... 1,692,250

Vente des marchandises d'Afrique en Europe & en Amérique, en 1777..... 415,000

Perte annuelle pour la Grande-Bretagne..... 1,277,250

Indépendamment des marchandises ci-dessus mentionnés, on pourroit tirer d'Afrique les articles suivans, si on encourageoit les Negres à travailler :

Du tabac, du riz, de l'indigo. On auroit ces trois articles en telle quantité qu'on voudroit, meilleurs pour la qualité & à plus bas prix que ceux qu'on tiroit ci-devant de l'A-

mérique. L'Afrique fourniroit aussi des cuirs ; des peaux de chiens & de daims , du bois de teinture en grande abondance ( aussi beau que celui d'Espagne ) , du coton , des bois de constructions de différentes qualités , des plantes propres pour la teinture , de l'argent , du vif-argent , de l'ambre gris , des plumes d'autruches , du séné , des drogues , des minéraux , de la gomme , du blanc de baleine , de l'huile de palme , de l'huile de poisson , des chameaux , du bétail , du maïs , des yams , & du bois de merrein pour les Isles.

On fait que tous ces articles sont très-abondants en Afrique. Si l'on vouloit bien examiner cette partie étendue & peuplée du globe ( il y a un plan tout prêt pour cela ) on pourroit y découvrir plusieurs nouvelles branches de commerce , & ouvrir par ce moyen un débouché plus considérable qu'on ne peut l'imaginer aux manufactures Angloises , aux marchandises de l'Inde , & au rum des Isles. Mais il est impossible de se procurer ce riche avantage par le moyen de Capitaines de vaisseaux passagers ou de Gouverneurs de forts sans défense , qui ont chacun leurs intérêts distincts & personnels , & sans le secours d'une somme suffisante pour faire face à tous les événemens. Il s'élève continuellement des disputes entre les Naturels des différens Royaumes & Provinces pour interrompre le commerce entre les Européens & les Traiteurs de Ne-

gres de l'intérieur du pays. Ces contestations qui existent depuis long-tems entre les Nègres de la côte & ceux de l'intérieur de l'Afrique, seroient bientôt assoupies si nos Commandans avoient constamment des forces suffisantes pour se faire respecter.

Les Peuples d'Afrique n'ayant ni religion qui les eclaire ni ordonnances qui reglent leur conduite , & vivant dans un état d'anarchie , chacun y vise à s'arroger un pouvoir arbitraire ; & ils sont presque continuellement dans un état de guerre. Ils semblent mépriser les liens de l'amitié , & rarement ils vivent dans une paix parfaite , soit avec leurs voisins , soit avec les nations limitrophes. Le système le plus en vogue parmi eux , est celui de s'opprimer mutuellement , & quiconque a acquis le pouvoir d'offenser , ne conviendra jamais qu'il mérite aucun blâme ou réprimande. C'est pour cette raison qu'il est impossible de pénétrer dans ce pays , d'y tenter des découvertes , ni d'y faire le commerce avec quelque apparence de succès. Il faut absolument que ce commerce appartienne à une Compagnie unie d'actionnaires , qui ait un gros capital , ainsi que des forts en bon état & toujours remplis de marchandises.

IL est certain , Monsieur que ce tableau offre l'idée d'un commerce immense & qui pourroit faire oublier à l'Angleterre la perte

de l'Amérique ; mais celui qui l'a tracé est meilleur patriote que politique. Son zèle lui fait oublier que dans la partie de l'Afrique où le commerce se feroit avec le plus d'avantage , le climat est si contraire aux Européens , qu'il n'est pas possible d'y entretenir des forces suffisantes pour mettre la police parmi les Naturels du pays , & y faire en même tems la loi aux Etrangers. Aucune Colonie Européenne ne peut y résister : c'est ce qui ne s'est que trop vérifié par l'exemple des Portugais , qui s'y sont dénaturés au point de ne plus conserver que leur nom.

Je conviens que les Européens vivent très-bien en Amérique sous la même latitude ; mais c'est qu'il y a une très grande différence entre les deux pays. Vous avez pû voir dans *l'Histoire de l'Amérique* , par le Docteur Robertson , que le continent de l'Amérique approchant beaucoup plus près du pôle , le froid y est par cette raison toujours plus rigoureux qu'en Europe. Il ajoute encore , qu'entre les tropiques les vents ayant leur direction Est & Ouest , il arrive jusqu'à ses côtes Occidentales chargé des vapeurs qui s'élèvent des sables brulans de tout ce vaste continent , & que quand il atteint le Brésil & la Guyane il est rafraîchi par le long intervalle de mer qu'il a parcouru , & que la température de ces parties de l'Amérique est nécessairement plus douce que celle du Sénégal & de la Caffrerie. En traversant  
l'Amérique



l'Amérique il passe d'immenses plaines couvertes de forêts impénétrables aux ardeurs du soleil, ou coupées par des rivières & par des eaux stagnantes, qui ne lui laissent point reprendre un très-grand degré de chaleur. Enfin il arrive à la chaîne de montagnes appelées *Andes* ou *Cordelières*, qui partagent ce continent du Nord au Sud, & en passant par-dessus leurs cîmes glacées & très-élevées, il est rafraîchi au point que les pays situés par de-là ces montagnes n'y sont point tourmentés par les chaleurs excessives qui se sont senties sous l'Equateur. Cet avantage qu'ont visiblement sur l'Afrique les parties de l'Amérique, qu'on jugeroit les plus inhabitables, décident la question contre l'Afrique, & garantissent aux Puissances Européennes, qui pourroient y craindre la rivalité de l'Angleterre, que jamais elle n'essayera d'y fonder un nouvel Empire, & que quand elle se contenteroit seulement de rétablir sa Compagnie Royale, elle n'y travailleroit pas avec plus d'efficacité que le Comité, n'ayant pas assez d'hommes à sacrifier pour subjuguier les Naturels du pays, plus instruits & plus aguerris aujourd'hui qu'ils ne l'étoient autrefois.

## Le 21.

La Chambre en Comité sur le message du Roi: M. Townshend proposa que pour entrer dans les intentions favorables de S. M., envers la famille du Lord Chatham, que dans

cxlvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
d'aussi tristes circonstances, le Roi n'avoit pas pu traiter, comme l'avoit été par la Reine Anne celle du Duc de Marlborough, la Chambre assurât à perpétuité, au titre de Lord Chatham, dans la famille du feu Lord, une somme annuelle de 4,000 livres sterling, qui seroit payée sur le fonds aggrégé.

La motion passa aussi-tôt sans opposition.

M. Viner demanda l'attention de la Chambre sur une question ou deux qu'il avoit à faire au Général Burgoyne, qui étoit attendu dans la Chambre le lendemain 22 au matin.

Le Lord Nugent représenta à M. Viner qu'il y avoit dix mille familles à Dublin, qui mouroient de faim, dans l'attente de l'issue des bills d'Irlande actuellement sur le tapis, & le pria de trouver bon que l'affaire du Général Burgoyne, comme moins urgente, fut remise à un jour plus éloigné. Après quelques discussions avec d'autres Membres, sur le délai demandé, & auquel M. Viner se prêta de bonne grace, l'affaire du Général fut renvoyée au mardi 26. — Le Général Burgoyne, qui venoit d'entrer dans la Chambre, annonça des éclaircissemens dont tout le monde seroit étonné, & consentit à les remettre jusqu'au 26, s'il pouvoit se flatter que ce jour-là on voulût bien entendre toute sa justification, & qu'il se trouvât à la Chambre le plus grand nombre de Membres qu'il seroit possible.

Le Lord North étant arrivé, on discuta une autre matière. Les Sheriffs de Londres ap-

portèrent une pétition du Lord-Maire, des Aldermans & du Conseil commun, dans laquelle, après avoir remercié le Parlement des honneurs qu'il avoit décernés au Lord Chatham, ils le supplioient de lui ordonner pour sépulture l'Eglise de Saint Paul au lieu de celle de Saint Pierre de Westminster.

M. Dunning déclara que lorsqu'on auroit statué sur cette demande, il proposeroit que le monument fût aussi érigé dans l'Eglise de Saint Paul, l'autre Eglise étant si remplie d'épitaphes & d'inscriptions, qu'il ne s'y trouveroit de place pour celle du Lord Chatham que sous le comble hors de la portée de la vue, ou dans quelque coin obscur.

M. Rigby, comme s'il se soucioit peu qu'on pût lire l'éloge du Lord Chatham de trop près ou trop aisément, s'éleva contre la demande du Corps de Ville. Il prétendit qu'il y avoit de la place de reste dans Westminster pour recevoir le corps du Lord Chatham : qu'au surplus la Ville de Londres n'avoit pas plus de droit que celle d'York ou celle de Bristol pour le demander, & qu'elle en avoit certainement moins que celle de Bath, dont il avoit été le Député au Parlement. — Il parla ensuite avec beaucoup de liberté des personnages qui composent aujourd'hui le Corps de Ville de Londres, pour lesquels il marqua le plus parfait mépris.

Le Colonel Barré, après avoir pris la défense de ces Magistrats, rappella à la

Chambre que l'Eglise de Saint Paul, ayant été destinée par le Chevalier Chriftoffer Wren qui l'a construite, à recevoir les monumens des grands hommes, il ne falloit point hésiter à y placer celui du Lord Chatham. Les éloges qu'il trouva l'occasion de donner au déintéressement montré par ce Ministre, lorsqu'il avoit été Trésorier général des Troupes, ayant blessé M. Rigby, qui crût devoir les prendre comme une censure de sa conduite dans la même place, ce dernier lui répondit avec aigreur, & se permit de nouveaux sarcasmes contre les Aldermans de Londres, qui ne sont plus, dit-il, des Marchands, mais des (a) politiques. Il déclara au surplus, que quelque part que se trouvât érigé le monument du Lord Chatham, il iroit sûrement le voir & qu'il ne croioit point y être gêné par la foule.

M. Townshend observa que l'Eglise de Westminster étoit surchargée, & si l'on osoit le dire, rassasiée de monumens: que celle de Saint Paul, qui ne lui cédoit point en beauté, n'en avoit presque aucun: qu'il étoit à souhaiter qu'elle ne fût point profanée comme sa rivale par les sépultures d'une multitude de prétendus hommes d'Etat, qui n'en méritoient point à beaucoup près une aussi honorable: que celui de Milord Cha-

---

(a). Quelqu'un a rétorqué ce compliment contre la Chambre des Communes, en disant que ses Membres ne sont plus des *Politiques* mais des *Marchands*.

tham étant le premier qui décoreroit celle de Saint Paul, les Artistes de la Grande-Bretagne se piqueroient d'émulation pour y déployer, dans les monumens des Héros & des grands Hommes en tout genre, l'opulence, le goût & les vertus de la nation, que les Etrangers auront la liberté de voir sans payer. Il ajouta qu'au surplus il convenoit de savoir avant tout les intentions de la famille.

La motion mise aux voix pour recevoir la pétition du Corps de Ville, passa à l'affirmative, sans opposition.

*Le 22.*

Le Chevalier Jennings Clarke parla de nouveau sur le Bill pour étendre les exportations de l'Irlande. Il se montra dans la ferme persuasion que cette indulgence pour les Irlandois seroit la ruine de l'Angleterre. » On parle, dit il, de dix mille ames prêtes à périr & à se révolter dans Dublin, & moi, je vous ferai compter dans Londres trente mille Ouvriers en soie ( du quartier dit Spitalfields ) qui périssent de misère, faute d'ouvrage ». — La grande quantité de remontrances contre les Bills, envoyées de toutes parts à la Chambre, peuvent la convaincre de la peine extrême qu'ils font à l'Angleterre. Il appuya ces raisons d'une apologue. » J'ai connu un homme, dit il, qui avoit deux chiens d'arrêt, qu'il aimoit beaucoup. Obligé

## cl AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

de voyager, il les confia à son Garde de chasse. Celui-ci n'en prenoit aucun soin, il ne leur donnoit que rarement à manger : à la fin il les oublia entierement. Le maître, de retour chez lui, trouva que l'un de ses deux chiens avoit dévoré l'autre. Ce sera le fort de l'une des deux nations qui se querellent aujourd'hui pour le commerce. Elles ont été également négligées & oubliées : or, s'il faut que des deux chiens l'un mange l'autre, j'aime encore mieux manger que d'être mangé ; c'est ce qui fait que je m'oppose au Bill qui nous feroit manger par l'Irlande.

Les réclamations de ce Député n'empêcherent point le bill de passer avec les modifications dont il a été question plus haut. Les deux partis s'étant arrangés, & étant convenus entr'eux de leurs faits, le Chevalier Jennings Clarke se trouva seul opposant.

M. Hartley prévint la Chambre qu'il ouvreroit un avis le 27, pour terminer tous les différends avec l'Amérique, en reconnoissant son indépendance.

On fit la troisième lecture du bill en faveur des Papistes, qui révoque plusieurs clauses des actes des onzième & douzième années de Guillaume III, pour empêcher le papisme de s'étendre, & il fut ordonné de le porter aux Lords.

*Chambre des Pairs, le 25.*

Le Clerc de la Chambre fit la lecture des différens avis reçus de Toulon sur l'armement

& le départ de l'escadre françoise. Le premier de ces avis est du 3 Janvier dernier, & ils continuerent presque sans interruption jusqu'à celui qui arriva aux Ministres le 27 Avril.

Le Duc de Richmond, observa d'abord que les ministres avoient été suffisamment, & d'assez bonne heure, instruits par ces avis, si on en excepte celui du départ de l'escadre, qui n'est arrivé à Londres que le 27, & à proprement parler le 29, tandis que la nouvelle en étoit publique à Paris le 17. » Du 17 au 27, ajouta-t il, on l'auroit apportée de Paris à Londres à cloche-pied. « Il fit remarquer que la division de l'Amiral Hyde Parker, partie le 20 Mai, avoit été retardée jusques-là, pour ne s'être pas trouvée prête, puisque le Prince de Galles, Amiral Barrington, destiné pour les Isles, étoit parti avant elle, & qu'enfin elle avoit appareillé par le même vent contraire, qu'on prétendoit l'avoir retenue depuis près de trois semaines. Il reprocha aux Ministres de n'avoir point envoyé dans la Méditerranée une escadre pour empêcher cet armement, puisqu'ils en avoient eu connoissance dès le mois de Janvier. Il démontra (par un calcul tout semblable à celui que je vous ai fait voir, Monsieur, dans le P. S. de ma dernière lettre du 22 Mai) que déduction faite des onze vaisseaux de la division de Parker, l'armée navale de l'Angleterre ne

pouvoit plus confister qu'en vingt cinq ou vingt six vaisseaux de ligne. (J'ai donc eu raison de vous avertir de ne point croire les gazettes en langue Françoisé, qui en comptoient quarante quatre.) Or, poursuivit ce Seigneur, ces forces sont elles suffisantes pour résister à la France & à l'Espagne, qui ont soixante-quatre vaisseaux de ligne en bon état ? Il fit ce compte ainsi : 16 à Toulon ou dehors ; 25 à Brest & 23 à Cadix. (Je lui demanderois la permission d'ajouter, qu'encore l'Angleterre n'a d'escadres suffisantes, ni dans les deux stations de ses Isles, ni dans la Méditerranée, ni dans l'Inde, ni aujourd'hui 29 Mai, devant Brest ou dans le golfe de Biscaye).

« Qu'il est humiliant, pour l'Angleterre, d'avoir laissé sortir un de ses vaisseaux, commandé par un Vice-Amiral, de l'escadre rouge, absolument seul, (l'Amiral Barrington) & un autre pareillement seul (l'Amiral Montagu) pour Terre-neuve, au risque d'être insultés ou pris sur la route ! Le Lord Sandwich n'a qu'une seule excuse légitime pour se laver d'avoir manqué à ses promesses : c'est qu'il n'a point pû trouver de matelots. Mais quand il a vû la guerre s'engager avec l'Amérique, qui nous fournissoit autrefois tous ceux qu'elle employe aujourd'hui contre nous, il devoit prendre ses précautions, ou au moins ne pas annoncer de si grandes choses ».



Si on se rappelle les précédens débats de la session actuelle sur cette matiere, on imaginera aisément quels reproches le Duc de Richmond se permit de faire au Lord Sandwich pour avoir trompé la nation & donné un démenti au Lord Chatham, lorsqu'il soutenoit, au commencement de la session, que l'Angleterre n'auroit pas au besoin vingt vaisseaux en état. Il prit quatre conclusions tendantes à la condamnation des Ministres : sur ce qu'ils avoient eu connoissance dès le trois Janvier de l'armement de Toulon : — sur ce qu'ils n'avoient commandé une escadre d'observation que le 29 Avril : — sur ce qu'ils avoient négligé de stationner dans la Méditerranée une forte escadre, ce qui avoit fait perdre à la Grande Bretagne tout l'avantage que lui donne la possession de Gibraltar & de Minorque : — sur ce que le Roi, à l'ouverture de la session, ayant parlé clairement des préparatifs de la France & de l'Espagne, & le Parlement ayant octroyé depuis plusieurs années des sommes considérables pour le service de la marine, la supériorité de l'Angleterre devoit être assez décidée pour qu'elle pût employer des détachemens de son armée navale à la sûreté de ses possessions du dehors, sans mettre en danger celles de l'intérieur.

Il finit par ces mots : » dans un tel état des choses, il est impossible de ne point regarder les Ministres comme coupables du

cliv' AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

crime d'Etat le plus énorme , c'est à dire , d'avoir trahi les intérêts les plus essentiels de la nation qui leur étoient confiés , & qui exigeoient d'eux l'attention la plus sérieuse & la plus suivie «.

Le Lord Sandwich soutint avec chaleur, qu'il n'étoit point plus responsable, que les autres Ministres, du mauvais état de la marine : il nia que jamais il eût dit qu'un Chef de la Marine Angloise devoit toujours avoir des escadres supérieures aux forces navales réunies de la Maison de Bourbon : il prétendit qu'il avoit avancé seulement que la sûreté des Côtes Britanniques seroit le principal objet du Bureau de l'Amirauté, avant que de détacher aucune partie de la flotte pour le service extérieur.

Il parla des quarante - deux vaisseaux de ligne , qu'au mois de Novembre dernier il avoit dit être prêts : il fit voir par les comptes d'usée & de consommation, par ceux de condamnations de vieux vaisseaux, & par les accidens qu'on n'avoit point pu prévoir, qu'il avoit eu ces quarante-deux, & même sept de plus, & qu'il ne lui avoit manqué que des hommes pour les armer.—

Après s'être justifié sur ce point, par ce qu'il appelloit une preuve mathématique, il essaya de rendre raison du délai apporté au départ de la flotte. Il prétendit que les vaisseaux qui s'étoient trouvés armés, n'étoient propres, par leur avitaillement & par leurs équipages,

qu'au service du canal , ( c'est-à-dire aux croisières dans les mers Britanniques , ou dans le Golfe de Biscaye , ) & que par conséquent on n'auroit pas pu leur donner une destination plus éloignée. Il se rejetta aussi sur les vents. Enfin , sans vouloir déclarer son opposition à la motion , il demanda au Duc de Richmond , si , dans l'état actuel des choses , il conseilleroit de faire un nouveau détachement de l'armée navale , & si en affaiblissant l'escadre intérieure , on ne s'exposoit pas aux plus grands risques ? ( Vous remarquerez ici , Monsieur , l'effet de la nomination du Maréchal Duc de Broglie au commandement général des Côtes , relativement à l'emploi des principales forces de l'Angleterre. ) Il fit sentir le danger de traiter en public cette question qui ameneroit la discussion des forces & des dispositions actuelles de l'ennemi. Il répondit aux inculpations à lui faites par le Duc de Richmond , sur la trop grande confiance des Ministres dans les paroles de la France , que depuis deux ou trois ans , on ne connoissoit plus rien aux sentimens & à la conduite de cette Cour : que sa dissimulation avoit fait plus de mal à l'Angleterre , qu'une déclaration ouverte en faveur des Américains ; & que depuis le nouveau règne , elle avoit fait des efforts incroyables pour remonter sa marine , que jusques-là elle avoit paru négliger. Quant à l'Espagne , il assura la Chambre qu'il n'étoit

point certain que cette Cour se joignît à la France, & qu'on recevoit d'elle journellement des assurances d'amitié. Enfin il répondit d'avoir, non pas seulement quarante-neuf, mais cinquante-neuf vaisseaux en état, s'il pouvoit se procurer des matelots. Cet article lui donna l'occasion d'élever des plaintes sur tous les obstacles que la presse avoit trouvés de la part de l'opposition, comme s'il eût voulu piquer d'honneur le Duc de Richmond, pour qu'il prêtât plutôt ses bons offices à cette opération, que de la traverser. Enfin, pour justifier les délais apportés au départ de l'escadre de l'Amiral Byron: il fit entendre que celle de Toulon pouvoit aussi bien être destinée pour l'Inde, & que dans ce cas il n'y avoit point de vaisseaux anglois armés pour cette destination.

Le Duc de Richmond répondit sur ce dernier article, qu'attendu tous les avis reçus depuis long-tems, & tout l'argent donné pour la marine, elle *devroit* être assez forte pour fournir aux détachemens nécessaires; mais il ne dit point s'il feroit ces détachemens, dans l'état actuel de foiblesse de cette marine. Quant au départ de l'escadre, il soutint qu'il auroit pu avoir lieu en même tems que celui de l'Amiral Barrington pour les Indes, ou de l'Amiral Montagne pour Terreneuve, & par conséquent avant le 20 Mai.

Le Lord Bristol, qui étoit venu à la Chambre quoique malade, recueillit toutes

ses forces pour faire éclater son indignation contre les Ministres, & son étonnement de ce que Milord Sandwich prétendoit n'être pas plus responsable qu'un autre. Il rendit pleine justice aux diverses assertions du Duc de Richmond & à toutes les conséquences qu'il en avoit tirées. Il se mocqua des 49 vaisseaux de Milord Sandwich, tandis qu'il n'en falloit pas moins de (a) 80 pour soutenir une guerre avec succès. Il fit un tableau déplorable des armemens actuels, les vaisseaux de 80 canons & de 74, n'ayant pas plus de 5 à 600 hommes, tous mauvais ou pauvres sujets, tandis qu'ils devroient en avoir 650 au moins, ainsi qu'il est prescrit par l'ordre du Conseil de l'année 1760.

Il assura qu'en 1771 l'Amiral Hawke, prédécesseur du Lord Sandwich, avoit laissé 81 vaisseaux de ligne en bon état, & en comptant les vaisseaux en construction & en réparation 136 vaisseaux de force, au lieu qu'actuellement il n'y en a peut-être pas un tiers qui pût faire campagne, quoique depuis cette époque les constructions & réparations seulement eussent coûté 3,700,000 liv. sterl. Il rapporta divers exemples de *gaspillage* de cette partie des fonds, & entr'autres il cita une frégate vendue mille livres sterl. & qui

---

(a) Voyez Lettre du Banquier N.<sup>o</sup> XXIV. le Mémoire sur la Marine & sur les Matelots de l'Angleterre.

clviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

après avoir été réparée , fut achetée , comme neuve par le Gouvernement.

Le Duc de Bolton reprocha au Ministre d'avoir manqué le moment de faire une presse efficace , pour avoir laissé écouler deux ou trois jours sans l'ordonner après la déclaration de la France. Les Matelots , dans le cas d'être pressés , eurent le tems de se sauver ; & l'Amirauté a été obligée de faire main-basse sur tous les vaisseaux prêts à partir , au grand préjudice du commerce , & sans se procurer dans la première quinzaine plus de mille Matelots , au lieu de huit à neuf mille qu'il auroit pu avoir.

Le Duc de Richmond ayant à cœur de se justifier sur l'imputation relative à la presse des Matelots , reprit la parole pour assurer la Chambre de son zèle pour le service , & il apporta en preuve l'offre par lui faite au Roi de lever un régiment pour la défense du Royaume , offre qu'il n'avoit pas plu à Sa Majesté d'accepter , quoiqu'il n'y eût mis d'autre condition que celle de ne point toucher de solde pour sa personne. — Enfin , la motion de ce Seigneur fut rejetée au moyen de la question préalable , qui fut soutenue par 42 voix contre 34 : pluralité 15.

Dans la même séance , le bill des Catholiques Romains donna lieu à des discussions intéressantes.

Le Docteur *Hinchcliffe* , Evêque de Peterborough , quoiqu'assurant qu'il donnoit une

## ET DE L'AMÉRIQUE. clix

entière approbation à l'intention du bill, pria la Chambre de ne point précipiter cette affaire, dans laquelle il voyoit divers objets dignes de la justice, de la sagesse & de la politique du Parlement. Il attaqua une des dispositions du bill, en vertu de laquelle un pere pourroit laisser son bien à son second fils Catholique, au préjudice de son aîné Protestant : pouvoir inique & barbare qu'il ne croyoit point qu'un Parlement protestant eût intention de donner.

Le Marquis de Rockingham & le Lord Le Despenser défendirent le bill même sur ce point, en faisant voir qu'un pere ne devoit pas être gêné jusqu'à devoir préférer pour la succession un fils Protestant mauvais sujet, à un fils Catholique Romain dont il n'auroit qu'à se louer. Ils firent voir que pour astreindre un pere à donner son bien de préférence à son fils aîné, il seroit nécessaire de porter une loi particulière pour cet objet. — Le Marquis de Rockingham pria le Prélat de considérer qu'il s'agissoit de briser les entraves données dans d'autres tems à un nombre considérable de sujets, pour des vues politiques qui étoient absolument changées. » Aujourd'hui, poursuivit-il, nous sommes menacés d'une invasion par un Prince papiste, il devient donc très-intéressant pour nous d'accorder à nos Sujets de la communion, une protection & un bien-être qui les attache à notre Gouvernement, & de leur

## CLX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

prouver efficacement la confiance que nous mettons dans les assurances volontaires qu'ils viennent de nous donner, tant en Irlande qu'en Angleterre, de leur soumission, de leur dévouement & de leur zèle. «

Le Lord *Shelburne* appuya de son opinion celle de ces deux Seigneurs. Il remonta aux causes des Loix rigoureuses portées sous Guillaume III contre les Papistes, & qui ne furent imaginées par le Parlement, que pour sonder les sentimens secrets du Roi, soupçonné d'être Papiste à l'occasion d'une clause du Traité de Ryſwick en faveur de ceux de cette Communion. » Au surplus, ajouta-t-il, il subsiste toujours des loix encore plus anciennes, contre les Papistes, lesquelles n'ont point été révoquées, & ne sont pas moins rigoureuses que celles de Guillaume III. Il en cita une, du règne d'Elisabeth, en vertu de laquelle on pourroit faire pendre & écarteler un Prêtre Anglois convaincu d'avoir dit la Messe dans Londres. Il rapporta une action hardie & généreuse de lui-même, étant Secrétaire d'Etat, lorsqu'il fit mettre en liberté, malgré l'opposition de l'Archevêque actuel de Cantorbéry, le P. *Maloni*, poursuivi criminellement pour avoir catéchisé des enfans, & que la justice ordinaire avoit condamné, à une prison perpétuelle. Enfin, il insista aussi sur la nécessité de procurer aux Catholiques Romains, tous les adoucissmens possibles à leur sort dans le moment



moment actuel. — La seconde lecture du Bill ayant été faite sur la demande de ce Lord, il fut arrêté que le Mercredi 27, la Chambre s'en occuperoit en comité.

*Chambre des Communes le 25.*

On fit la première lecture du Bill pour étendre l'importation en Irlande. — Le Chevalier George Yonge, proposa qu'il fût remis à deux mois. — Le Lord *New-Haven* insistant pour que la Chambre le discutât actuellement, fit voir que c'étoit uniquement pour un aussi petit intérêt que huit mille livres sterling de commission par an sur les sucres que les Villes de Glasgow, Liverpool & Bristol, qui les fournissoient à l'Irlande, vouloient faire rejeter le Bill, en vertu duquel les sucres iroient en droiture des Isles angloises en Irlande. — Il marqua l'appréhension que les Irlandois ne prissent beaucoup d'humeur de voir ainsi leur espoir trompé, après qu'on leur avoit promis de donner plus d'étendue à leur commerce. Mais la motion pour remettre ce Bill à un autre tems, avoit été arrangée d'avance avec le parti irlandois, & elle passa malgré l'opposition du Lord *New-Haven*, qui se trouva seul dans la minorité.

Les avis de Toulon produits, comme ils l'avoient été, dans la Chambre des Pairs, donnerent lieu à des débats à peu près semblables. — Le Chevalier William *Meredith*,

qui avoit demandé la communication de ces papiers, proposa trois motions de même nature & tendance que les quatre du Duc de Richmond. — Elles furent appuyées par le Chevalier George *Young*.

La question préalable fut proposée en réponse par M. Welbore *Ellis*, qui alléguait plusieurs raisons pour prouver que le moment actuel n'étoit point propre à de pareilles discussions.

M. James *Luttrell*, parlant de la marine comme de son métier, dit que si on avoit laissé échapper le moment d'arrêter l'escadre françoise au détroit, on auroit dû au moins expédier un vaisseau au Lord Howe, pour l'avertir du départ du Comte d'Estaing, afin qu'il pût se tenir sur ses gardes, rassembler son escadre (de huit à neuf vaisseaux de ligne, dont cinq au moins en très-mauvais état), pour que ses vaisseaux ne fussent point pris, si on les trouvoit isolés, ainsi que pour protéger l'armée angloise aux ordres de son frère sur le Delaware. Il fit entendre que Mylord North n'avoit pas sur l'Amirauté une autorité aussi absolue que la nature de sa place le requéroit, & il imputa l'inattention des Ministres sur les mouvemens de la France, à leurs querelles privées, & à leurs intrigues pour la place de Gardien des cinq ports (valant annuellement 6 mille livres sterling) vacante par la mort de Mylord Holderness, & qui vient d'être donnée à Mylord North.

M. Byng, soutenant la motion, déclara, que si l'Angleterre avoit été obligée de sacrifier la garde du détroit de Gibraltar, à l'intérêt de sa sûreté intérieure, c'étoit une Puissance perdue.

Le Chevalier James *Louther*, accusa les Ministres d'imprudence dans leur conduite avec l'Espagne. Il prétendit qu'ils se laissoient amuser par cette Puissance, mais que les galions ne seroient pas plutôt arrivés, qu'elle se déclareroit pour la France. » Il y a, dit il, huit millions sterling en espèces sur cette flotte. Nous devons commencer par l'enlever. Il n'y a pas encore long-tems que les chantiers de l'Espagne étoient en si mauvais état qu'on les auroit détruits avec la plus grande facilité.

M. *Fox* prétendit que rien n'eût été plus facile que d'empêcher les François de sortir de la Méditerranée : puisque dans la dernière guerre l'Amiral *Osborne*, en gardant le détroit, les avoit tenus enfermés pendant huit mois dans les ports. Sur une observation de quelques vieux marins, qui prétendoient qu'il étoit plus sage d'avoir laissé sortir les François les premiers, & ensuite d'aller les chercher ; il répondit que la sagesse de cette conduite ne le frappoit point, & qu'il ne croiroit jamais, avec le Lord *Germaine*, qu'il valût mieux châtier un ennemi pour une insulte reçue, que de l'empêcher de la faire.

— Ce député reprocha aussi aux Ministres

clxiv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

d'avoir abandonné tous leurs alliés du continent, uniquement par pique contre le Lord Chatham, & pour faire outrage à son administration.

Le Lord *North* fit la clôture du débat, en se déclarant pour la question préalable, vu le danger qu'il y auroit à traiter à fond la matiere dans les circonstances actuelles. Il convint qu'il lui paroissoit impossible de garder toutes les possessions éloignées, & d'assurer le dedans en même tems: il cita à ce sujet l'exemple de l'Isle Minorque perdue, au début de la dernière guerre, parce que la sûreté de l'intérieur avoit empêché d'envoyer dans la Méditerranée des forces suffisantes. — Quant à l'Espagne, il soutint qu'on ne pouvoit pas faire autrement que de temporiser à son égard, & que malgré tout ce que l'opposition pourroit dire, on ne se décideroit point à insulter une Puissance qui venoit encore d'assurer l'Angleterre de ses sinceres intentions de vivre avec elle dans la plus étroite amitié: que cela n'empêcheroit point cependant qu'on n'eût les yeux ouverts sur ses divers armemens.

Il parla des appréhensions d'une descente de la France en Angleterre, comme de quelque chose qui l'inquiétoit peu, assurant que pour la tranquillité de la Nation, on garderoit une puissante escadre dans la Manche.

Il s'excusa de dire où il croyoit qu'étoit allée l'escadre françoise, ainsi que d'entrer

dans d'autres détails sur lesquels les ennemis de l'Angleterre doivent rester dans l'incertitude. — Il nia qu'on eût abandonné les alliances sur le continent, & alla même jusqu'à dire que c'eût été une très-grande indiscretion. Mais il observa en même tems que celles de la Prusse & du Portugal avoient coûté immensément à l'Angleterre dans la guerre dernière, sans qu'elle en eut tiré de grands fruits.

Il convint qu'il étoit responsable en sa qualité de l'un des Ministres d'Etat, & du Conseil du Cabinet, mais non comme *premier Ministre*, espece d'*Animal*, qu'on n'avoit gueres vu à la tête des Conseils Britanniques.

On alla aux voix, & il y en eut pour la question préalable 117, & 91 contre: pluralité 26.

J'AVOIS fait, Monsieur, la traduction des débats sur l'affaire du Général Burgoyne dans la séance du 26, & j'étois en état de vous l'envoyer par cet ordinaire; mais je viens d'en lire un Précis non-seulement plus ample que celui qui m'avoit été fourni d'abord, mais par lequel j'ai reconnu que ce premier qu'auront sans doute traduit les Gazetiers qui attachent un grand prix à la nouveauté, étoit très-partial en faveur des Ministres contre M. Burgoyne. Quelque désir que j'eusse de vous faire lire promptement une plaidoirie si curieuse, j'ai préféré d'at-

clxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

tendre au prochain ordinaire pour ne vous point exposer à juger une affaire si importante d'après les vues intéressées d'un parti, tandis que votre intention est de la voir sous toutes ses faces. — Je vais mettre ici sous vos yeux quelques nouvelles & essais politiques, qui me paroissent tracer le tableau le plus fidele des affaires du jour, & qui vous disposeront à apprendre une révolution dans le Ministère, que l'on dit ici très-prochaine.

*Apperçu des affaires politiques du 23 au 30 Mai.*

Les affaires s'embrouillent. Les Puissances de la Maison de Bourbon ont contre nous des desseins funestes, qui sont sur le point d'éclater. Plus elles seront long-tems à frapper, plus le coup sera terrible. Plusieurs mouvemens indiquent que nos Ministres sont dans les plus vives allarmes à ce sujet; & on fait quelques préparatifs pour repousser l'ennemi en cas d'invasion. Mais c'est notre dernière ressource; & peut-être y auroit-il des moyens moins périlleux à employer contre un puissant adversaire. Au surplus ces préparatifs même ne sont point l'ouvrage de nos Ministres. On n'en est redevable qu'à la vigueur, au courage & à la magnanimité de la noblesse & des principaux habitans qui ont levé les différens corps de milices. Notre armée navale, ce vrai boulevard de l'Angleterre, semble, par sa pesanteur & par son immobilité, être composé de masses de plomb

au lieu de vaisseaux légers comme les vents qui les font mouvoir, ou du moins n'avoir d'autre objet que de molester le commerce & les agens par une presse continuelle qui ne sert qu'à tourmenter les matelots, & à répandre la consternation dans leurs familles. Quels que puissent avoir été les desseins des François, en faisant des armemens aussi considérables, une grande partie de la flotte qui est actuellement dans l'inaction à Portsmouth, devroit être en croisière dans la Manche, & faire des courses sur les côtes de France, pour observer les mouvemens de la flotte de Brest. Les François pourroient par ce moyen recevoir quelque échec même en sortant du port, ce qui nous garantiroit d'une invasion. A tout événement, s'ils échappoient à notre flotte, & qu'ils fissent voile vers quelque partie de la Grande-Bretagne, ou de l'Irlande, le même vent qui les porteroit sur nos côtes, y rameneroit aussi nos escadres sur leurs traces, pour en venir aux prises avec eux avant le débarquement, ou dans le tems même de cette opération, & leur faire perdre pour long-tems le goût de pareilles entreprises; au-lieu que, dans les circonstances actuelles, le vent qui poussera les vaisseaux françois au lieu de leur destination, retiendra nos escadres à l'ancre, & nous empêchera d'aller à leur poursuite.

Mais à quoi sert de parler ou d'écrire à des

clxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

gens dépourvus d'yeux , d'oreilles & d'intelligence , ou qui , s'ils ont ces facultés , n'en font aucun usage raisonnable ? Après une longue session , le Parlement est sur le point de nous laisser dans une situation pire que celle où il nous a trouvés : nous sommes de quinze millions sterling plus pauvres. Nous avons perdu treize Provinces & l'honneur national par-dessus le marché. De nouveaux ennemis se sont déclarés contre nous , & le nombre des amis qui pouvoient nous défendre , est diminué. Au milieu de cette crise & de ces angoisses , le Parlement va se séparer , en laissant notre argent , le reste de nos possessions , nos vies & nos libertés , sous la garde & protection de ces mêmes Ministres qui ont attiré sur nous tant de désastres , sans adresser au trône un seul mot d'avis dans la situation actuelle des affaires , que ces Ministres eux-mêmes appellent *effrayante*.

*Quis talia fando temperet à lachrimis ?*

S'il est vrai , comme on l'assure , que le Roi vient de combler le Lord North de nouvelles grâces ( a ) , en prévenant ses es-

---

( a ) La Gardiennie des cinq ports convoitée par chacun des autres Ministres , parce qu'il n'y a point de fonctions & qu'elle rapporte six mille livres sterl. de rente. Ces cinq ports sont ceux qui sont face aux côtes de Picardie. *Douvres , Hastings , Rye , Winchelsea , Hyth , Rumney & Sandwich*. Ils sont aujourd'hui au nombre de sept.



pérances & ses vœux, au point que de tels bienfaits passeroient pour une prodigalité, quand ils seroient destinés à récompenser les services du plus grand Ministre de l'Europe, c'est une preuve évidente qu'à mesure que le Lord North perd de son crédit auprès de toute une Nation mécontente, il acquiert de nouveaux droits à la faveur de son Maître, qui se plaît à cumuler sur lui les richesses, les émolumens & les expectatives, au mépris de la voix du Peuple, & du mécontentement de tout ce qu'il y a de Citoyens raisonnables & vertueux dans le Royaume.

Le Roi Charles I resta attaché à son favori le Chevalier Edouard Hyde, sans vouloir entendre les murmures de ses Peuples; & enfin ils s'unirent si étroitement l'un à l'autre, qu'ils tomberent ensemble dans l'abîme. Le poids du Monarque l'entraînant jusqu'au fond, il s'y perdit sans retour. Le Ministre, d'étoffe plus légère, lutta longtemps contre les vagues irritées, & on le vit reprendre la plus haute faveur auprès de Charles II, sous le nom de Comte de Clarendon. Il est même parvenu à établir sa postérité sur ce même trône d'où les fils & les petits fils de son Maître ont été chassés.

Quelques hommes s'élèvent dans le monde par leurs vices; mais personne n'a pris un vol si haut, & ne s'est établi aussi fermement dans le Conseil que le Lord North, par une suite continuelle de fautes & de bévues,

## CLXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

ou plutôt par un nombre infini d'absurdités & par l'impudence avec laquelle il fait les avouer. On dit qu'il n'y a qu'un phœnix par siècle ; mais , à coup sûr , le Lord North est le phœnix de tous les siècles passés & à venir.

Les Provinces de Kent , de Suffex & de Devonshire sont presque entièrement soulevées , à l'occasion de la milice & de la presse qui se fait avec une violence excessive. Les habitans ne veulent point tirer à la milice , & les Miliciens prêtent leur secours aux Matelots contre la presse. Il y a eu une émeute des plus vives à Plimouth , dans laquelle les Enrôleurs de la Marine n'ont cherché leur salut que dans la fuite. Le Duc de Richmond s'est trouvé heureusement à Brighthelmstone , où il a été obligé d'haranguer la populace ameutée pour empêcher l'exécution de l'acte de la Milice. Il y a eu des soulevemens non moins inquiétans dans le bourg de Lewes & divers autres du même Comté.

Les nouvelles d'Irlande ne sont pas plus satisfaisantes. Il y a actuellement dix mille hommes sans emploi à Dublin , & la plupart Tisserands. Ils s'assemblent la nuit par pelotons ; ils tiennent conseil ; ils prennent des décisions ; leur nombre donne beaucoup d'inquiétude aux Magistrats & aux Militaires. Ils ont déjà détruit deux ou trois maisons appartenantes aux personnes qui achètent des

Manufactures Angloises, & ils menacent de faire de nouveaux dégâts si les bills en faveur de l'Irlande ne passent pas cette Session, & de s'en prendre sur tout à ceux qui vendent de la bierre, ou quelque autre denrée angloise. Pour surcroît de malheur, le crédit public est presque perdu. Les Gazettes sont pleines de banqueroutes; la semaine dernière il y en a eu six qui se montoient à deux cents vingt mille livres sterling. Le peuple de Corke est assez tranquille; mais cela vient de ce qu'il y a de l'emploi pour les pauvres de cette Ville par les approvisionnemens; ce tems-là passé, on doit s'attendre qu'ils feront comme les autres.

La nouvelle Loi en faveur des Catholiques n'occasionne pas moins de rumeurs, même en Ecosse, où les volontés & les intérêts de la Cour sont si respectés.

Le 23, dans l'assemblée générale d'Ecosse, il fut question de répondre à la Lettre de Sa Majesté. Quelques Membres appuyèrent la proposition d'ajouter la clause suivante à la partie de la gratification de mille livres sterl. que doit donner Sa Majesté pour l'encouragement des Protestans dans les montagnes :  
 » Nous ne pouvons point cacher à Votre Majesté les allarmes que le bill en faveur des Catholiques Romains, porté en dernier lieu au Parlement, a causées à un grand nombre de vos Sujets Protestans, dans cette partie de votre domination. Mais comme nous avons

clxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

la plus grande confiance dans votre sagesse ; & dans l'attachement sincere que vous portez aux intérêts de la Réformation ( pour le soutien de laquelle votre illustre famille a été appelée au trône de ces Royaumes ; ) nous espérons que vous ne donnerez votre consentement royal à aucun acte qui tende , même le plus indirectement , à augmenter la hardiesse des Emissaires Papistes , ou à aggrandir la sphère de leur activité , & par conséquent à détruire les pieuses intentions de votre libéralité envers les montagnes & les isles éloignées de ce Royaume , & à annuler l'objet pour lequel la gratification confiée à notre disposition est accordée. « Cette clause donna lieu à des débats qui furent soutenus avec beaucoup de chaleur de part & d'autre. Ceux qui s'opposèrent à la motion , s'appuyèrent sur ce qu'on n'avoit point reçu d'information convenable au sujet de la nature du bill en faveur des Catholiques Romains & que par conséquent l'assemblée ne pouvoit pas juger de l'objet de ce bill ; mais comme ils convinrent que s'il arrivoit , pendant la session de l'assemblée , quelque information convenable , ou une copie du bill , on fixeroit un jour pour le prendre en considération ; celui qui avoit fait la motion consentit à la retirer.

*P. S. Du 2 Juin.*

JE reçois dans l'instant de mon Correspondant

## ET DE L'AMÉRIQUE. clxxii;

dant d'Embden l'Extrait suivant d'une lettre qu'il a reçue de Nantes, & par laquelle vous saurez, Monsieur, des nouvelles très-fraîches de l'Amérique. On me fait espérer aussi d'avoir une des premieres copies du discours que le Roi prononcera demain dans le Parlement, pour faire la clôture de la session. Je ne fermerai point ce paquet sans vous l'envoyer.

Une frégate américaine de 30 canons, appelée la *Providence*, est arrivée à Paimbeuf. Elle est partie de Providence, dans l'Etat de Rhode-Island, le premier Mai. Elle étoit la dernière de l'escadre de Holpkins qui y a été bloquée quelques mois par les vaisseaux de guerre anglois, & au sujet de laquelle le Chevalier Peter Parker avoit écrit au Gouvernement qu'il seroit bientôt en état d'en rendre un bon compte (a). On avoit laissé à Rhode-Island un vaisseau de 64 canons, & deux frégates, pour observer les mouvemens de cette frégate: mais elle a profité d'un vent frais pour les passer. Une des frégates Angloises courut sur la *Providence*, la prolongea, & engagea une action avec elle. Le Capitaine Anglois, après avoir reçu deux ou trois bordées, cria: *Stribord*; & aussi-tôt il vira de bord, & prit le large. Comme il y avoit un brouillard fort épais, la *Providence*

---

(a) Cet Amiral est aujourd'hui à la Jamaïque sur son vaisseau le *Bristol*, de 30 canons. Il y est arrivé le 14 Février dernier.

clxxiv. AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
perdit bientôt de vue la frégate angloise qui s'appelle le *Lark*. La *Providence* a pris un brigantin dans sa traversée. Elle n'a apporté aucunes dépêches du Congrès, attendu qu'on n'avoit pas osé la charger de papiers, n'imaginant pas qu'il fût possible qu'elle échappât aux vaisseaux Anglois qui l'observoient. Le Général Howe étoit toujours à Philadelphie. Le Général Vashington attendoit que les semailles fussent faites pour assembler la milice, & il s'occupoit de tous les préparatifs nécessaires pour l'ouverture de la campagne. Les derniers bills conciliatoires, qui devoient précéder l'arrivée des Commissaires, & qui étoient partis d'Angleterre le 26 Février 1778, sur la frégate l'*Andromede* (a) de 28 canons, ont été envoyés par le Général Pigott, avec un Pavillon parlementaire, à la Ville de Providence. Les habitans ont examiné ces bills, & n'y trouvant pas leur *sine quâ non*, c'est à-dire une ratification de l'indépendance d'Amérique, ils ont été brûlés dans la place publique par la main du bourreau. La Province commençoit à être mieux fournie de provisions, parce qu'il en arrivoit de l'isle hollandoise de Saint Eustachie. Toutes les classes du peuple étoient fermement déterminées à soutenir la cause dans laquelle elles se sont engagées, & elles ne doutoient point du succès.

---

(a) Cette frégate est arrivée à New-York le 27 Avril. Il étoit déjà parvenu des extraits de ces bills au camp du Général Washington, où ils avoient été pareillement brûlés avec ignominie.

*P. S. du 5 Juin.*

Je vous ai annoncé, Monsieur, le discours du Roi, par cet ordinaire. J'aurai le bonheur de pouvoir tenir plus que je ne vous ai promis. Ce discours sera accompagné d'une diatribe très piquante sur toutes les opérations de la session, dont il vient de faire la clôture, & digne de figurer sous un Numéro 45, qui est je crois celui du cahier des affaires de l'Angleterre, où vous placerez ce discours. Ceci est par allusion au N<sup>o</sup>. 45 du Nord-Breton, du 23 Avril 1763, sur un pareil discours de clôture: première étincelle de l'incendie qui a fait depuis de si grands ravages dans tout l'Empire Britannique.

Le 3 Juin, le Roi étant sur son trône dans la Chambre des Pairs, les Communes n'y furent pas plutôt arrivées, que leur Orateur adressa au Roi un discours, pour assurer Sa Majesté que dans le cours de cette longue & importante session, ses fideles Communes lui avoient octroyé avec plaisir & empressement les plus amples subsides, & qu'elles ne doutoient point qu'ils ne fussent appliqués aux divers objets pour lesquels ils ont été demandés: qu'elles avoient passé plusieurs actes pour opérer une réconciliation avec les colonies américaines, dans la confiance que ce seroit un moyen d'obtenir une fin si désirable: qu'elles voyoient avec la plus grande satisfaction que Sa Majesté avoit mis sur pied ce corps constitutionnel, la Milice nationale, d'autant plus, que par ce moyen Sa Majesté auroit la facilité d'employer les troupes réglées du Royaume, aux opérations du dehors, ainsi qu'à la défense & à la protection des dépendances éloignées de la Grande-Bretagne; & enfin que ses fideles Communes avoient lieu de croire qu'en faisant un emploi convenable de ses forces de terre & de mer, il lui seroit facile de punir la perfidie & de réprimer l'insolence de ses ennemis naturels.

L'Orateur ayant fini de parler, le consentement du Roi fut donné à quelques Billis, après quoi Sa Majesté adressa du haut de son trône aux deux chambres le très-gracieux discours suivant.

clxxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Discours du Roi tel qu'il a été prononcé  
par Sa Majesté.

Milords & Messieurs.

*APRES* avoir donné aux affaires publiques une application si longue & si pénible, vous devez avoir besoin de prendre quelque repos, & je crois que c'est le moment où il convient de vous le procurer.

Je viens aussi vous faire mes remerciemens du zele que vous avez montré pour soutenir l'honneur de ma couronne, & de l'attention aux véritables intérêts de tous mes sujets, dont vous avez donné des preuves dans les loix sages, justes & humaines, qui ont résulté de vos délibérations, & qui, je l'espere, produiront les plus salutaires effets dans toutes les parties de l'Empire Britannique.

Vous m'avez vu constamment & sincerement animé du désir de conserver la tranquillité de l'Europe.

Après



*Discours du Roi , traduit d'après un placard affiché à la Bourse & crié dans les rues de Londres , le 4 Juin.*

*Milords & Messieurs.*

APRÈS l'édifiant éclat de vos discussions publiques sur nos affaires les plus secrètes, vous devez avoir besoin de retourner à vos amusemens & à vos plaisirs ; & je crois que le moment où je vais montrer une résolution capable d'effrayer l'Univers est celui où il convient de vous mettre dans l'impossibilité de le détromper par votre éternel & inutile chamail-  
lis. Je viens aussi vous faire mes remerciemens du zèle que vous avez fait éclater , quoiqu'il n'ait eu qu'un instant de durée , pour soutenir l'honneur de ma Couronne , qui ne périeroit que dans notre opinion , & de l'attention aux véritables intérêts de tous mes Sujets , dont vous avez donné des preuves par les loix sages , justes & humaines qui ont résulté de vos délibérations , & qui , je l'espère , produiront les plus salutaires effets dans toutes les parties de l'Empire Britannique , en décidant les unes à renoncer pour jamais à ma domination , & en suscitant une guerre civile de commerce & de Religion parmi les autres. Vous m'avez vu constamment & sincèrement animé du desir qu'on ne

*Je goûte une douce satisfaction à penser que la foi des traités & le droit des gens ont été la règle de ma conduite , & que j'ai été sans cesse occupé d'éviter qu'aucune Puissance étrangère crût avoir un juste sujet de s'en plaindre.*

*La Puissance par qui cette tranquillité aura été troublée , sera responsable à ses sujets & à l'Univers de tous les maux dont une guerre pourra être suivie.*

*La vigueur & la fermeté de mon Parlement m'ont mis en état d'être prêt pour tous les évènements même les plus imprévus.*

*Je me persuade que la valeur & la discipline éprouvées de mes flottes & de mes troupes de terre , & le zèle loyal & unanime de la Nation armée & remplie d'ardeur pour défendre tout ce qu'elle a de plus cher , seront capables , avec le secours de la divine Providence , de déconcerter toutes les entreprises que les ennemis de ma couronne pourront oser tenter , & de leur faire sentir combien il est dangereux de défier les forces de la Grande-Bretagne , & de provoquer son ressentiment.*

me soupçonât point d'avoir voulu porter la moindre atteinte à la paix de l'Europe. Je goûte une douce satisfaction à penser que la foi des Traités & le droit des gens ont pu servir à colorer ma conduite, tandis que je travaillois uniquement à donner aux Puissances étrangères les plus justes sujets de s'en plaindre. La Puissance, par qui cette perfide tranquillité aura été troublée, sera responsable à ses Sujets, qui s'en féliciteront, & à l'Univers, qui lui applaudira, de tous les maux dont une guerre pourra être suivie, & qui lui auront paru moins redoutables que son avilissement & sa ruine. La généreuse, quoiqu'un peu chère, docilité de mon Parlement m'a mis en état d'être prêt pour tous les événements, même les plus imprévus, si mes Ministres peuvent seulement trouver de l'argent & des hommes. Je me persuade que la valeur & la discipline éprouvées des vieillards, des infirmes & des enfans enlevés pour le service de terre & de mer, & le zèle loyal & unanime de la Nation mécontente & divisée, faisant revivre son ardeur pour la défense de tout ce qu'elle a de plus cher, c'est à dire, sa liberté menacée par le despotisme de mes Ministres, seront capables, sans que la divine Providence fasse pour cela de trop grands efforts, d'encourager les Ennemis de ma Couronne dans toutes les entreprises qu'ils pourront tenter, & de leur faire comprendre qu'il ne fut jamais moins dangereux qu'aujourd'hui de

Messieurs de la Chambre des Communes.

*Je vous remercie de l'empressement avec lequel vous avez octroyé d'abondans & amples subsides pour le service de l'année courante, & des mesures que vous avez prises pour qu'ils soient levés de la manière la moins onéreuse pour mes peuples, quoiqu'en même tems la plus efficace.*

*Vous avez aussi les plus grands droits à ma reconnaissance pour les moyens par lesquels vous m'avez mis en état de soutenir plus honorablement ma famille.*

Milords & Messieurs.

*VOTRE présence dans vos Provinces respectives, doit être actuellement très-nécessaire au bien public.*

ET DE L'AMÉRIQUE. clxxxj  
défier les forces de la Grande-Bretagne & de  
provoquer son ressentiment.

*Messieurs de la Chambre des Communes.*

JE remercie les Entrepreneurs, les Fournissans, les Pensionnaires & les Gens en place, tous esclaves de mes Ministres, & formant la pluralité parmi vous, de l'empressement avec lequel vous m'avez octroyé d'abondans & amples subsides pour le service ordinaire de corruption dans l'année courante, que la Banque, en forçant ce qui peut lui rester de crédit, essayera de réaliser : & des mesures que vous avez prises pour que ces subsides soient levés de la manière la plus onéreuse pour mes Peuples, quoiqu'en même temps la plus inefficace, en surtaxant les terres & les boissons. Vous avez aussi les plus grands droits à ma reconnoissance pour les moyens par lesquels vous m'avez mis en état de soutenir plus honorablement ma famille, que mes Ministres ont deshonorée dans quelques-unes des principales Cours de l'Europe, en la personne des Princes mes Freres & des Duchesses leurs épouses.

*Milords & Messieurs.*

VOTRE présence dans vos Provinces respectives, déjà soulevées par la répugnance des Peuples pour la presse & la milice, doit être actuellement très-nécessaire au bien

**elxxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE**

*Je ne puis me dispenser de vous recommander une attention convenable à vos devoirs dans vos différentes stations.*

*De mon côté, je n'ai d'autre désir ou objet que de mériter la confiance de mon Parlement & l'affection de mes Peuples.*

public. Je ne puis me dispenser, après avoir refusé les services désintéressés de plusieurs d'entre vous, & livré quelques autres à une injuste persécution, de vous recommander une attention convenable à vos devoirs dans vos différentes stations. De mon côté, je n'ai d'autre désir ou objet que de mériter la confiance de mon Parlement aux dépens de mes peuples, & l'affection de mes peuples sur la foi de mon Parlement.

Le Lord Chancelier déclara ensuite que le Parlement étoit prorogé au 14 Juillet prochain.

Vous aurez observé, Monsieur, qu'il n'est pas fait la moindre mention dans le discours du Roi de ses armées ou escadres en Amérique. C'est ce qui vous rendra plus vraisemblable l'opinion qui s'accrédite fortement ici, que le Conseil d'Angleterre a résolu que le théâtre de la guerre seroit en Europe.

Si le départ de l'Amiral Byron a été retardé depuis que la division de l'Amiral Hyde Parker est venue le joindre à Plymouth, d'où il devoit & auroit pû même appareiller aussitôt, c'est encore une preuve que le système d'opérations est changé. Il est visible qu'on n'est plus dans l'intention de faire sortir cette division de 12 vaisseaux de ligne pour aller dans d'autres mers à la recherche de l'esca-

# clxxxiv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

dre du Comte d'Estaing : que le dessein de la Cour, obligée d'abandonner aux hazards ses établissemens éloignés, est aujourd'hui de n'avoir qu'une seule escadre composée de la totalité de ses forces actuelles, & qui ne s'éloignera point des côtes de la Grande-Bretagne, espèce de service dans la vue duquel les vaisseaux avoient été d'abord armés. Ainsi les escadres de Keppel & de Byron se réuniroient pour observer celle de Brest, dans l'espoir de faire dépendre du sort de celle-ci l'issue de l'expédition à laquelle on suppose que l'escadre Françoisse est employée.

Voici un état très-exact de l'escadre de Byron.

<i>Vaisseaux.</i>	<i>Canons.</i>	<i>Hommes</i>	<i>Capitaines.</i>
Princesse Royale.	90	700	Amiral Byron, Capitaine Mibanck.
Albion.....	74	600	Allen.
Bedford .....	74	600	Affleck.
Conqueror .....	74	600	Graves.
Cornwall.....	74	600	Edouards.
Fame .....	74	600	Colby.
Grafton.....	74	600	Wilkinson.
Invincible.....	74	600	Commodore Evans.
Royal Oak.....	74	600	Amiral Parker.
Russel.....	74	600	Drake.
Sultan .....	74	600	Wheelock.
Monmouth.....	64	550	.....
Guadeloupe.....	28	...	.....

Escadre en rade à Saint Helene le 4 Juin,



# ET DE L'AMÉRIQUE. clxxxv

dont partie doit appareiller pour Plymouth & s'y joindre à celle de l'Amiral Byron.

<i>Vaisseaux.</i>	<i>Canons.</i>	<i>Hommes.</i>	<i>Capitaines.</i>
Victory.....	100	850	Amiral Keppel : Capitaine Falkner.
Queen.....	90	700	Vice-Amiral Harland : Capit. Balfour.
Ocean.....	90	700	Vice-Amiral Palliser Capitaine Leferay.
Prince George...	90	700	Lindsey.
Sandwich... ..	90	700	J. Edwards.
Foudroyant.....	80	650	Jervis.
Vaillant.....	74	600	Gower.
Egmont.....	74	600	Allen.
Monarque.....	74	600	Rowley.
Ramillies.....	74	600	Digby.
Shrewsbury.....	74	600	Le Craff.
Courageux.....	74	600	Mulgrave.
Elisabeth.....	74	600	Maitland.
Robust.....	74	600	Hood.
America.....	64	600	Landford.
Bienfaisant.....	64	600	Macbride.
Arethuse.....	32	...	.....
Milford.....	28	...	.....

Vous avez compté, tant sous Byron que sous Keppel, ving-huit vaisseaux de ligne, sept d'encre lesquels sont destinés pour l'Inde & pour la Méditerranée. Il y en a encore quelques uns d'armés ou près de l'être. — C'est le *Berwick*, de 74, & le *Cumberland* de 70, dont les équipages ne sont pas encore formés. — L'*Exeter*, de 64, est mouillé à Sainte Helene avec 60 bâtimens de transport pour Gibraltar. — Le *Ruby* & le *Boyne*

clxxxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
sont partis pour la Jamaïque, l'*Europe* pour  
Terreneuve & le Prince de Gales pour les  
Isle du Vent. L'*Hector*, de 74, & le *Sterling-  
Castle*, de 64, seront du nombre de ceux  
qui resteront à la rade de Sainte Helene.  
Le nombre total est de 37, & vous voyez  
comme ils sont foiblement armés.

Le *Leith*, vaisseau armé, est parti pour  
l'Isle Guernesey avec six bâtimens de trans-  
port, à bord desquels sont embarqués les  
Volontaires Ecoissois au nombre de 3 à 400  
hommes.

P. S. du 6 Juin.

LE 4 au soir, la frégate la *Proserpine* est  
arrivée de Gibraltar à Portsmouth. Le Capi-  
taine Sutton qui la commande a passé le détroit  
le 16 Mai avec l'escadre du Comte d'Estaing,  
forte de treize vaisseaux de ligne & huit  
frégates. Sa déclaration faite hier 5 à l'A-  
mirauté, porte qu'il a fait quatre-vingt-dix  
lieues de route avec cette escadre à l'ouest  
du Cap Saint-Vincent, & qu'il ne l'a quit-  
tée, pour revenir en toute diligence en An-  
gleterre, qu'après s'être assuré qu'elle portoit  
au Sud. — Il a vu à Cadix vingt-un vaisseaux  
de ligne, tout prêts à appareiller, n'étant  
mouillés que sur une seule ancre. Le rapport  
de ce Capitaine sur la route apparente de l'es-  
cadre françoise, n'empêche point de croire que  
sa vraie destination est l'Amérique Septen-  
trionale, » quoiqu'il soit incontestablement  
en son pouvoir, dit une lettre de Port-  
smouth, de faire tout autant de mal à l'An-

## ET DE L'AMÉRIQUE.

gleterre dans ses isles. Mais c'est que dans la saison actuelle, il est d'usage de descendre dans le sud jusqu'aux Bermudes, pour remonter ensuite le long de la côte de l'Amérique Septentrionale avec les vents alisés.

La même Lettre de Portsmouth, datée d'hier 5, ajoute : » L'Amiral Keppel est toujours à Sainte-Hélène avec environ vingt-deux vaisseaux de ligne très-mal armés. Il a ordre d'appareiller au premier souffle d'un vent favorable. Sa destination est secrète, quoiqu'il soit très-vraisemblable qu'il ira croiser devant Brest ou devant Cadix. —

Le vent est toujours au Sud-ouest, par conséquent contraire. Tous les Ministres sont partis de Londres, pour leurs campagnes. Il ne s'est fait de changemens que parmi les Gens de Loi, pour élever M. Thurloé à la place de Chancelier, vacante par la retraite du Lord Bathurst, ce qui a occasionné quelques autres mouvemens.

Le Lord Chatham sera enterré dans Westminster, nonobstant la demande faite au Roi par le Corps-de-Ville, qui désiroit l'avoir à Saint Paul. L'église de Westminster est si remplie de monumens, qu'il n'y aura de place pour ce grand & excellent homme d'Etat, que dans le faux-jour de quelque pillier, ou dans un coin obscur. M. Rigby aura eu raison de dire dans la Chambre des Communes, que quand il iroit voir son monument, il ne craignoit point d'y trouver de foule.

1. The first part of the document is a list of names and their corresponding addresses. The names are listed in a column on the left, and the addresses are listed in a column on the right. The names are: John A. Smith, John B. Smith, John C. Smith, John D. Smith, John E. Smith, John F. Smith, John G. Smith, John H. Smith, John I. Smith, John J. Smith, John K. Smith, John L. Smith, John M. Smith, John N. Smith, John O. Smith, John P. Smith, John Q. Smith, John R. Smith, John S. Smith, John T. Smith, John U. Smith, John V. Smith, John W. Smith, John X. Smith, John Y. Smith, John Z. Smith. The addresses are: 123 Main St., 456 Main St., 789 Main St., 101 Main St., 202 Main St., 303 Main St., 404 Main St., 505 Main St., 606 Main St., 707 Main St., 808 Main St., 909 Main St., 1010 Main St., 1111 Main St., 1212 Main St., 1313 Main St., 1414 Main St., 1515 Main St., 1616 Main St., 1717 Main St., 1818 Main St., 1919 Main St., 2020 Main St., 2121 Main St., 2222 Main St., 2323 Main St., 2424 Main St., 2525 Main St., 2626 Main St., 2727 Main St., 2828 Main St., 2929 Main St., 3030 Main St., 3131 Main St., 3232 Main St., 3333 Main St., 3434 Main St., 3535 Main St., 3636 Main St., 3737 Main St., 3838 Main St., 3939 Main St., 4040 Main St., 4141 Main St., 4242 Main St., 4343 Main St., 4444 Main St., 4545 Main St., 4646 Main St., 4747 Main St., 4848 Main St., 4949 Main St., 5050 Main St., 5151 Main St., 5252 Main St., 5353 Main St., 5454 Main St., 5555 Main St., 5656 Main St., 5757 Main St., 5858 Main St., 5959 Main St., 6060 Main St., 6161 Main St., 6262 Main St., 6363 Main St., 6464 Main St., 6565 Main St., 6666 Main St., 6767 Main St., 6868 Main St., 6969 Main St., 7070 Main St., 7171 Main St., 7272 Main St., 7373 Main St., 7474 Main St., 7575 Main St., 7676 Main St., 7777 Main St., 7878 Main St., 7979 Main St., 8080 Main St., 8181 Main St., 8282 Main St., 8383 Main St., 8484 Main St., 8585 Main St., 8686 Main St., 8787 Main St., 8888 Main St., 8989 Main St., 9090 Main St., 9191 Main St., 9292 Main St., 9393 Main St., 9494 Main St., 9595 Main St., 9696 Main St., 9797 Main St., 9898 Main St., 9999 Main St.

THE END OF THE LINE

For the purpose of this study, the following hypotheses were formulated:

1991

# ET DE L'AMERIQUE. clxxxvij

## PRISES FAITES A LA MER.

### Vaisseaux pris par les Anglois.

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus &c.
<i>L'Alfred</i> , Corfaire Américain.	.....	.....	Pris par la <i>Cerès</i> & l' <i>Ariane</i> , frégates du Roi, & conduit à l'Isle de Barbade.
<i>Le Randolphe</i> , de 36 canons, Capitaine Biddle.	De Charles-Town, destiné avec trois brigantins armés à une expédition contre les Isles Angloises	.....	Coulé bas dans un combat par l' <i>Yarmouth</i> de 64 canons, & l' <i>Ariane</i> de 20, dont le Capitaine Pringle a été tué dans le combat.
Un vaisseau armé pour la course avec commission du Congrès.	Londres.	Pour l'Amérique, avec de fausses expéditions pour Lisbonne.	Pris par le <i>Lively</i> , Corfaire de Guernsey.
<i>L'Ami au besoin</i> .	Du Cap.	.....	.....
<i>Le Hazard</i> .	De la Martinique. l'un & l'autre chargés de tabac.	Pour Bordeaux	Pris par les Croiseurs Anglois près de la rivière de Bordeaux à cause du chargement.
<i>La Sainte Croix</i> .	de Port au Prince.	Pour Bayonne	.....
<i>La Revenge</i> , Corfaire Américain de 12 canons de 10 & 14 pierriers, Capitaine Samson.	Armé au fort Saint Pierre de la Martinique.	Allant compléter son équipage à la pointe à Petre.	Enlevé par les dix hommes qu'il avoit à bord, & conduit à la Dominique.

# [c]lxxxvii] AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus, &c.
------------------------------------	-----------------------------------	---------------------------	-----------------------------

La frégate le <i>Colombus</i> de 30 canons	Armée dans la rivière de la Providence.	N. B. Cette nouvelle est douteuse, car on assure d'ailleurs que le <i>Colombus</i> a échappé aux frégates l' <i>Ariane</i> & la <i>Cérès</i> près de l'Isle Saint Vincent.	Les vaisseaux du Roi en station à Rhode-Island l'ont forcé à s'échouer le 28 Mars & l'ont brûlé.
L' <i>Effingham</i> de Londres, qui avoit été pris par les Américains.	.....		Repris par le Gouverneur Hay & conduit à la Dominique.
Deux vaisseaux.	260 boucauts de tabac.	Pour France.	Pris & conduits à Guernsey par le Capitaine Scott.
Un senaut François.	Bordeaux, sel & balotteries.	Boston.	Pris par le <i>Macaroni</i> , lettre de marque de Guernsey, Capitaine Cabot.
Trois vaisseaux François, dont un avec lettres de marque & des Officiers à bord.	.....	Amérique.  Charles-Town Caroline Méridionale.	Pris par le Capitaine Kirby de Jersey, après un combat de deux heures, dans lequel Kirby a eu un homme tué & 15 blessés, & la lettre de marque François 6 tués & 10 blessés. Les François ont été débarqués à Plymouth le 14 Mai.

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils font devenus, &c.
Un brigantin.	chargé de riz.	Pour France.	{ Pris par un petit Corsaire de Jersey
Un senaut François de construction Angloise.	{ 600 barriques de riz, 38 boucauts de tabac, 4 tonneaux d'indigo, 259 barrils de térébentine : beaucoup de divers bois de teinture.	. . . . .	{ Pris par le Capitaine Agnew de Guernsey.
Le Lomana, Capitaine Lematta.	{ Caroline Méridionale, 200 barrils de riz & d'indigo, & 60 boucauts de tabac.	France.	{ Pris & conduit à Dublin.
L'Unity de 150 tonneaux.	{ De Georgie, riz & indigo.	Pour Bilbao.	{ Pris par la Défiance, Corsaire de Jersey.
La Persévérance, de 70 tonneaux.	{ De Newbury, riz & indigo.		
La Pallas, Corsaire Américain de 26 canons, & 4 vaisseaux de 250 à 300 tonneaux.	{ Avec de fortes cargaisons de riz, &c.	.....	{ Pris près de Léogane par l'armateur l'Aigle Noir de 30 canons, & amené le 23 Mars à Kingston de la Jamaïque.
Un vaisseau Américain.	{ Riz, indigo, tabac pour sept mille livres sterling.	Gottenbourg.	{ Amené à Greenwich le 13 Mars par le brigantin le Saly, Capitaine Junis.
Un Corsaire, Gall-Américain 14 canons & 70 hommes.	{ Armé à Saint Pierre de la Martinique.	.....	{ Pris par un brigantin armé de la Barbade après un combat très animé.

# CXC AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus, &c.
<i>Le Saint Pierre</i> , de 20 canons de 9	.....		Pris par le vaisseau de guerre l' <i>Aurore</i> , à 25 lieues au vent de la Barbade & conduit le 20 Janvier dans la baie de Carlisle de Tabago.
<i>Le Général Washington</i> , de 18 canons de 4.	.....		Pris par le vaisseau de guerre le <i>Seaford</i> à 15 lieues au vent de la Barbade, amené dans la baie de Carlisle le 19 Janvier.
<i>Le Hammond</i> , Corsaire de 16 canons.	.....		Pris par le <i>Seaford</i> vaisseau de guerre, sous un fort de la Martinique appelée <i>Fouke parte</i> , duquel on a tiré sur le Corsaire qui a tiré à son tour sur le fort.
Un senuap.	Cadix, 8,000. boisseaux de sel.	Petersbourg en Virginie.	Pris par le <i>George</i> Capitaine Askensie & envoyé à Halifax.
<i>Le Dolphin</i> , Capitaine Turner, 130 tonneaux.	Boston, 133. boucauts de tabac, 100 barils de goudron, 10 de riz, 100 quintaux de côtes de baleines un muid de graine de lin & 1,000 douves.	Bilbao où il ramenoit dix Officiers François qui ont jetté à la mer des dépêches du Congrès.	Pris par le <i>Peace and plenty</i> , Capitaine Mackensie de Belfast, à cinq lieues au Nord du cap Finistere, & conduit à Belfast.
N. B. Ce vaisseau a déjà été compté N.º 44; mais on ignore son nom & sa cargaison.			



# ET DE L'AMÉRIQUE. cxcj

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus, &c.
------------------------------------	-----------------------------------	---------------------------	-----------------------------

<i>Le Lapwing</i> , 18 canons, 160 hommes.	Ce Corsaire Américain avoit fait 14 prises en 6 mois.	. . . . .	Pris par une lettre de marque & conduit à la Grenade.
---	---	-----------	---

On a rencontré le *Trident*, vaisseau de ligne qui porte les trois Commissaires. Il étoit déjà avancé dans sa route, & on espere recevoir bientôt des nouvelles de son arrivée en Amérique.

Il y a actuellement à la mer douze Corsaires de l'Isle de Gersey & douze de l'Isle Guernsey.

## Vaisseaux pris sur les Anglois.

<i>Le Waddle</i> , Capitaine Scot.	De Liverpool.	New-York.	Pris & conduit à la Martinique.
<i>Le Taunton</i> , Capitaine Staunton.	Bristol.	Jamaïque.	Pris par un Corsaire Américain & conduit à la Martinique.
<i>Le Martin</i> ou <i>Mariane</i> , Capit. Blair.	Londres.	Saint Christophe.	Pris & conduit à la Martinique.
<i>Le Hetty</i> , Capitaine Barnwell.	New-York.	Dominique.	Pris & conduit à la Martinique.
<i>Le Grainville</i> .	De Londres.	Pour le Sénégal.	Pris par un Corsaire Américain, lorsqu'il alloit passer la barre du Sénégal.

# CXCij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus.
<i>Le Lovely Mary</i> Capitaine Carter. }	d'Irlande.	Pour la Barbade.	Pris par un Corsaire Américain près de la Grenade
<i>Le George</i> , Capitaine Mason. }	Londres.	Jamaïque.	Pris par un Corsaire Américain & conduit à la Martinique.
<i>L'Anapolis</i> , Capitaine Hendrick. }	New-York.	Jamaïque.	Pris par un Corsaire Américain après un combat dans lequel le Capitaine Hendrick a été blessé à mort.

Le bruit qui a couru que le Capitaine Américain Cunningham qui monte la *Revenge* étoit pris, se trouve destitué de fondement. Ce Capitaine étoit à Cadix le 20 Avril. Il en est parti vers le premier Mai.

F I N.

L E T T R E

*D'un Banquier de Londres, à M. \*\*\*  
à Anvers.*

De Londres le 9 Juin 1778.

**V** OICI, Monsieur, une première suite des débats jusqu'à la clôture de la session. Celui du 26 Mai sur l'affaire du Général Burgoyne, vous paroîtra bien plus curieux ici que dans certains papiers publics qui prétendent donner ces sortes de pièces dans toute leur étendue, & qui se bornent à copier servilement les extraits infidèles que le Ministère Anglois en fait répandre. J'ai mieux aimé différer de vous en rendre compte, pour pouvoir le faire d'une manière qui justifie la confiance que vous voulez bien m'accorder, & j'ai attendu une édition qu'on m'assuroit devoir être revue par le Général lui-même. Les autres débats ne vous paroîtront pas moins intéressans, & quoique vous ayez pû les lire ailleurs, vous les croirez encore nouveaux.

*Chambre des Communes, le 26 Mai.*

Il se trouva une si prodigieuse quantité de monde sur toutes les avenues de la Chambre, que ses membres ne purent y pénétrer qu'avec

# CXCIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

les plus grandes peines. Milord North, pressé dans la foule, jusqu'à s'évanouir, fut emporté dans une maison voisine. Revenu à lui, il entra plus aisément, parce que les Huissiers avoient forcé la multitude de s'écarter. Mais il n'avoit plus sa montre: elle lui avoit été volée dans la bagarre. Le Président fit renvoyer tous les étrangers de la galerie, où on n'en vit rester qu'un seul qui étoit le fameux Garrick. Le Général Burgoyne fit ce qu'il put pour obtenir de l'Orateur de ne pas exiger une si stricte observation de l'ordre de la Chambre; mais on n'eut aucun égard à sa demande.

L'ordre du jour ayant été lu, M. *Wyner* se leva, & après avoir proposé plusieurs questions sur lesquelles il souhaitoit que le Général Burgoyne répondît, il fit la motion suivante: » que la Chambre se formât en grand Comité pour examiner l'état de l'armée qui s'est rendue prisonnière par une convention à Saratoga en Amérique, & aussi pour savoir du Lieutenant-Général Burgoyne qui commandoit cette armée; & qui a été compris dans cette convention, comment il a été relâché, & a pu revenir en Angleterre «.

M. *Wilkes* appuya cette motion, & demanda qu'on prît aussi des informations du Général pour savoir en vertu de quelle autorité il a employé les Sauvages qui ont fait usage sous ses ordres, du scalpel & de l'assommoir. M. *Wilkes* se plaignit amèrement de l'esprit

de cruauté qui avoit conduit cette guerre en général, & de la barbarie avec laquelle on avoit brûlé les maisons par-tout où l'armée avoit passé.

M. *Charles Fox* combattit la motion de M. *Wyner* en ce qu'elle paroïssoit charger l'Officier général. En conséquence il proposa le changement suivant, savoir, d'insérer après le mot *examiner*, qui est en italique, ces mots ci : *ce qui s'est passé dans l'armée du Nord sous le Lieutenant-Général Burgoyne*, &c.

Le Chevalier *Meredith*, M. *Wilkes*, M. *George Grenville*, M. *Charles Fox* & le Lord *Nugent*, parlèrent en faveur de la motion.

Le Général *Burgoyne* : » je m'attendois bien que M. *Wyner*, qui a porté la motion me feroit quelques questions. Je me proposois de porter moi-même une motion pour embrasser en général toutes les questions qu'on peut me faire, mais comme la discussion paroît prendre une tournure différente, je me déclare pour le changement proposé par M. *Fox*. J'ose supplier la Chambre de m'entendre avec impartialité, & de s'intéresser en faveur d'un homme à qui dans tous les tems ont été refusés les moyens nécessaires pour réussir dans les commissions les plus difficiles. Sans appui, sans liaisons, ne redoutant aucun parti, n'étant l'esclave d'aucune cabale, je proteste sur la vérité & sur mon honneur, pour répondre à M. *Wilkes*, que j'ai envisagé l'alliance avec les Sauvages

## CXCVJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

comme un mal nécessaire. J'ai toujours vu en moi un soldat & jamais un bourreau. C'est d'après ces principes que j'ai réglé ma conduite , quelques efforts que fassent aujourd'hui mes ennemis pour me noircir aux yeux de mes compatriotes. Je puis assurer d'abord que mes ordres étoient péremptoires : c'est un point dont je ne me départirai jamais. Quant aux Sauvages , si j'ai fait une alliance avec eux ; c'est que je me suis vu obligé de gagner de vitesse le Congrès parce qu'ils étoient sollicités & recherchés par le Congrès de même que par les Anglois. J'ai témoigné dans plus d'une occasion aux Sauvages combien leur barbarie m'étoit odieuse. Il y a dans cette ville un M. Saint-Luc , autrefois au service de France & aujourd'hui à celui de la Grande-Bretagne. C'est un Officier qui n'est pas sans mérite. Comme il m'a injustement accusé de cruauté , je voudrois qu'on le fît venir à la barre de la Chambre pour que je puisse l'interroger. Je ne crains point de paroître devant lui , quoique je le sache capable de sacrifier tout à son ambition , & qu'il ait été mieux reçu à la Cour que moi α.

Le Général Burgoyne dit ensuite , qu'il desiroit que le Lord Germaine au lieu de l'attaquer , établît la substance des allégations de M. Saint-Luc contre lui : qu'il étoit vrai que M. Saint-Luc avoit renvoyé les Sauvages , mais que dans le fait lui & les Sauvages avoient honteusement déserté.

» C'est moi même , poursuit M. Burgoyne qui ai demandé à revenir en Angleterre ; je n'ai jamais été regardé comme prisonnier d'après la convention de Saratoga ; quoique je n'aie fait cette demande qu'à condition de retourner , si le Congrès l'exigeoit , dans le cas où les délais de la convention seroient prolongés au-delà d'un tems raisonnable. Je suis venu pour me justifier moi & mes troupes qui partagent l'opprobre d'une convention signée de ma main «.

» Une raison de plus me fait souhaiter que la Chambre continue à s'occuper de mon affaire , c'est que j'ai été souvent le sujet des débats les plus sérieux de cette Chambre , & que je dois desirer d'effacer les impressions qu'a du produire la liberté avec laquelle on s'est exprimé à mon sujet dans le public «.

» Ce qu'il y a de sûr , c'est qu'il existe un corps de délit , & que si les Ministres sont innocens , c'est moi qui suis coupable ; mais je demanderai toujours pourquoi ils m'ont donné des ordres péremptoires , & pourquoi en même-tems ils n'ont point ordonné au Général Howe de s'entendre & de coopérer avec moi. Ils sont condamnables , ou pour ne m'avoir point mis en état d'agir seul en me donnant des forces suffisantes , s'ils savoient que le Général Howe devoit suivre un plan qui n'avoit point de liaison avec le mien , ou , le sachant , pour m'avoir donné l'ordre pétemptoire d'aller à Albany. En tout ceci

je n'accuse point le Général Howe. Il doit avoir eu les plus fortes raisons pour se conduire comme il a fait. Soit que des ordres correspondans avec les miens lui aient manqué, soit qu'il ait été forcé par les circonstances à tourner tous ses efforts vers le Sud, il est possible qu'il se justifie très-complètement : mais encore faut il que ces affaires là soient discutées. Je prie tous les Ministres de se mettre pour un instant à ma place, à la place d'un homme à qui l'on ferme la bouche au tribunal de son pays aussi bien qu'à celui de la Chambre. J'ai demandé une enquête militaire, on ne me l'a point accordée. Pourquoi me refuse-t-on aussi une enquête parlementaire ? Celle-ci ne s'étend pas seulement à l'exécution du plan, mais au plan lui-même. Les Officiers & les Soldats de mon armée ont bien mérité de la patrie. Pourquoi la politique ministérielle m'interdit-elle la présence de mon Souverain à qui je dois rendre compte de leurs services ? Il est vrai que le Général Howe a bien voulu à ma recommandation nommer aux emplois vacans dans l'armée du Nord, mais cela n'empêche point que cette armée n'ait de justes prétentions aux grâces de la Cour.

Ici M. Burgoyne s'éleva avec la plus grande chaleur contre les Ministres qui, pour n'être pas forcés de rendre un compte, dont ils sont embarrassés, ne rougissent point de compromettre & de sacrifier l'honneur & la répu-



tation des Officiers & des Soldats Anglois employés dans cette expédition.

Il se plaignit que ses instructions , superflues sur certains points , étoient insuffisantes sur d'autres. Il insista de nouveau sur l'exhibition des papiers.

» On m'a fait un reproche sur ce que j'ai passé la rivière d'Hudson. Je prendrai la liberté de rappeler à la Chambre que je l'ai fait du consentement de mes Officiers qui se montroient tous persuadés qu'il n'y avoit pas d'autre parti à prendre. On me blâme aussi de m'être fait suivre de mon train d'artillerie après la prise de Ticondérago sur le prétexte qu'elle a ralenti ma marche & donné à l'ennemi le tems de rassembler ses forces contre moi , & que si je l'eusse laissée à Ticondérago , j'aurois été plus en état de gagner Albany. Cela peut bien être ; mais il faut observer en même-tems qu'il eût été impossible de se soutenir à Albany sans artillerie , & que je ne devois point m'avancer plus loin dans le pays «.

» Je proteste aussi que je n'ai voulu en aucune maniere ôter le commandement du Canada au Général Carleton. Personne au contraire ne rend plus justice que moi aux talens , à la conduite & au zèle de ce Général. On a communiqué à la Chambre quelques - unes de mes lettres à ce sujet , mais au lieu de les donner par extraits comme on l'a fait , j'aurois voulu qu'on les produi-

sît toutes & dans leur intégrité. Le Général Carleton a été continué dans le commandement du Canada & de l'armée avant que ma commission fût signée & même sollicitée, & j'ai moi même sù bon gré au ministère de l'avoir gardé. Quant à l'expédition d'Albany, ce n'est pas moi qui l'ai conseillée, quoique j'aie eu grande part au plan pour l'effectuer. J'en avois proposé un autre beaucoup plus étendu & tout différent. » Ici le Général essaya de prouver que le Général Frazer avoit toujours été du même avis que lui sur l'interprétation de ses ordres, & qu'ils avoient agi de concert dans l'exécution de ses plans «.

» Bien loin, poursuivoit-il, d'avoir eu le moindre différend avec le Chevalier Howe ainsi qu'avec le Général Carleton, je n'ai jamais rien dit ni même pensé à leur désavantage. Je suis bien sûr que ces Officiers seront aussi empressés que moi de justifier leur conduite & de venger leur honneur. Pour moi si je suis coupable, j'avoue que je le suis avec excès «. A cette occasion il dit des choses très-fortes & très-pathétiques. Il insista sur une enquête & assûra qu'il soutiendrait sa demande non-seulement de sa vie, mais, ce qui lui étoit infiniment plus cher, de son honneur & de sa réputation.

» Au surplus, ajouta-t-il, quelle qu'ait pu être l'erreur ou même le crime du Général à Saratoga, il n'en doit rien résulter.

au désavantage de ses troupes qui , par la conduite qu'elles ont tenue , par le courage & l'héroïsme dont elles ont donné des preuves éclatantes , mérite , j'ose le dire , des remerciemens publics «. Il fit de son armée l'éloge le plus magnifique , & après avoir observé que depuis la catastrophe de Saratoga & la résidence de l'armée du Nord à Cambridge , elle n'a jamais manqué en rien aux devoirs que lui imposoient la discipline militaire , l'honneur des armes de Sa Majesté & celui de la Grande-Bretagne , il reprit ainsi le fil de son discours.

» Je demande une enquête pour qu'il soit décidé si d'après les principes de la foi publique les Américains ont été fondés à suspendre la convention de Saratoga sous prétexte d'une infraction de ma part. Je puis comparer ma situation à celle des Romains lorsqu'ils passèrent sous le joug des Samnites. Le Général fut appelé devant le Sénat , il prononça un discours pour se justifier , & il le termina en demandant que si l'ennemi étoit assez déraisonnable pour insister sur l'exécution des conditions de la paix , le traité ne fût point ratifié , mais qu'on le mît à mort comme une victime expiatoire , ou qu'on le renvoyât chargé de chaînes à l'ennemi. Je desire qu'on tienne la même conduite relativement à moi , avec le Congrès , si l'on trouve de même que l'ennemi ait violé la foi publique. En conséquence je renouvelle mes

instances pour que mon affaire soit examinée dans un Comité de la Chambre «.

» Quant aux actes de barbarie de la part des Sauvages , je déclare que bien loin de les avoir provoqués , j'ai toujours fait en sorte qu'ils ne commissent aucunes cruautés sans sujet. La maison du Général Schuyler qui lui avoit coûté dix mille livres sterling, a été détruite , parce que ne pouvant la faire occuper moi-même , elle auroit servi de retraite & de forteresse à l'Ennemi. Lorsque je me suis trouvé avec ce Général, après la convention , je lui ai fait des excuses , non pas comme *Soldat* , mais comme galant homme , de la nécessité où j'avois été de brûler sa maison. Ce Général me répondit que ma conduite n'avoit rien de blâmable , & qu'en pareille circonstance il en auroit fait autant. M. Schuyler m'a traité avec toute l'honnêteté possible : il insista pour que deux de ses Aides de Camp m'accompagnassent , pour me procurer de meilleurs logemens , & à mon grand étonnement, après un jour ou deux de marche , je fus conduit dans une maison de M. Schuyler où sa femme & sa fille me reçurent avec toutes sortes d'égards & de cordialité. Elles me forcèrent de rester avec elles pendant six jours & me firent servir régulièrement une table de quatorze couverts pour moi & ma suite «.

» Le Lord *Germaine*, ayant pris la parole , traita d'abord ce qui regardoit M. Saint-Luc.

» Ce Canadien, dit-il, s'est annoncé chez

moi comme un homme qui avoit rendu de grands services à la tête des Sauvages ; & dans une conversation que j'ai eue avec lui , il m'a dit que le Général ( M. Burgoyne ) étoit un bon Officier avec les troupes réglées , mais qu'il n'en étoit pas de même avec les Sauvages , & qu'il ne prenoit point les mesures convenables pour retenir leur ardeur ; — *que c'étoit un brave homme , mais lourd comme un Allemand* ». Le Lord Germaine se défendit d'avoir laissé sortir de ses mains la lettre confidentielle du Général , en disant que c'étoit par mégarde ( *a* ) qu'elle avoit été jointe dans ses bureaux aux autres papiers ; & qu'il en étoit très-fâché.

» Quant à l'audience du Roi , il y a plusieurs exemples , poursuivit-il , du refus qu'éprouve M. Burgoyne : il faut qu'au préalable sa conduite ait été examinée dans un Conseil de guerre ; Sa Majesté avoit été consultée à ce sujet , & c'est moi-même qui en ai été chargé. » Il finit en disant que comme les militaires étoient les Juges les plus propres pour décider la question actuelle , il ne croyoit pas qu'il fût de la compétence du Parlement de s'en mêler en aucune manière ; qu'il pensoit que la Chambre ne pouvoit pas s'assembler en

---

( *a* ) Belle excuse , a dit un Ecrivain Anglois , pour se justifier d'avoir trahi le secret d'une lettre écrite en confidence. C'est par inadvertance qu'on viole les loix les plus sacrées de l'honneur !

cciv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Comité pour examiner cet affaire, puisque l'Officier qu'elle regardoit ne pouvoit point être jugé par la Chambre tant qu'il seroit prisonnier des Américains. Il ajouta qu'on ne pouvoit point blâmer les Ministres qui avoient conseillé à Sa Majesté de ne point admettre le Général en sa présence. — Qu'ils avoient fait des recherches pour trouver un cas semblable au sien , & sur lequel on eût pu se régler pour lui faire avoir une audience du Roi , mais qu'il ne s'en étoit pas trouvé un seul «.

Le Général Burgoyne soutint qu'il pouvoit & devoit être jugé par la Chambre n'étant point prisonnier , qu'il nes'étoit point rendu à discretion , & qu'il n'avoit besoin ni de rançon ni d'échange pour rentrer dans la jouissance de tous ses droits de Sénateur & de citoyen.

Qu'il lui avoit été *permis* de venir en Angleterre pour purger son honneur , & qu'il étoit tout prêt à subir le jugement de la Chambre.

Le Lord *George Germaine* repliqua que l'argument même employé par le Général Burgoyne prouvoit le fait que lui Lord Germaine avoit soutenu. Qu'on avoit *permis* au Général de venir en Angleterre. Que ce mot *permis* signifioit clairement qu'il étoit prisonnier ; & que comme prisonnier il ne pouvoit pas être jugé par la Chambre.

M. *Luttrell* mit (a) en parallele la conduite

---

(a) Ce Député s'étoit déjà fait une mauvaise af-

du Général & celle du Ministre. Dans les anciens tems, dit-il, c'étoit la coutume des Bretons de donner des éloges & de faire des remercimens à ceux de leurs Officiers & Serviteurs qui avoient signalé leur zele & leur courage pour le bien public, quand même leurs efforts n'eussent point été couronnés du succès; mais aujourd'hui ces même Serviteurs ou Généraux n'obtiennent des éloges qu'en raison de leur négligence à remplir leurs devoirs.

» Le Lord *North*, dit-il, se défend d'être le Dictateur toutes les fois que le Parlement prend en considération les bévues du gouvernement. Si les armées de la Grande-Bretagne sont heureuses ou malheureuses, ce n'est point lui qui a donné les plans, il n'y a rien de son fait. Dans tous les événemens qui intéressent la grandeur ou le bonheur de la nation, il ne met en avant que sa *timidité*; il n'est point *premier Ministre*, il n'est que l'instrument du Conseil privé; il n'a dans ce Conseil qu'une humble voix, & il ne peut-être comptable vis-à-vis de la nation de l'extravagance des plans qu'il

---

faire dans une des précédentes séances, pour un parallèle de même nature entre Milord Chatham & les Ministres actuels, auxquels il avoit donné hautement les plus odieuses qualifications, défiant le Ministre & sa troupe de pensionnaires, de fournisseurs, d'espions, &c. & protestant qu'il se laisseroit plutôt conduire en prison que d'en retracter un *iota*.

ccvj. AFFAIRES DEL'ANGLETERRE  
entreprend de faire adopter à son Souverain. Si ces plans portent atteinte aux libertés de son pays : s'ils attaquent la constitution , il n'est alors que l'écho du Parlement. Sur quoi le noble Lord est-il hardi & entreprenant ? Il ne se glorifie que d'un seul acte de son jugement & de son honnêteté , acte également glorieux & utile à la Couronne. C'est de ce qu'au milieu d'une crise de ruine menaçante & de calamité inouïe dans les annales de notre histoire, dont toute la fermeté, les lumieres & la sagesse d'un Chatbam auroient peine à nous tirer , il a fait choix d'un *Ministre de la guerre* , déclaré incapable de toute *opération vigoureuse* , & dont la disgrâce à la Cour de George II a été fondée sur la censure la plus formelle d'un Conseil de guerre qui lui a fait perdre la confiance de la nation & son propre honneur. Qu'est-ce que la nation peut attendre de ses Conseils ? De quel plan heureux a-t-il été l'auteur ? Pourquoi aura-t-il été absous tandis que nous ferions succomber un brave Officier dont le seul crime est d'avoir été trop zélé, trop brave , trop entreprenant , trop tourmenté du bien de son pays , *d'avoir strictement suivi ses ordres* , & fait , tout ce dont la bravoure Angloise est capable pour mettre à exécution le plan du Ministre. Si , au lieu de tenir une pareille conduite il eût quitté ses drapeaux & désobéi aux ordres de ses supérieurs ; s'il eût fui



le danger, il auroit pu prétendre à la protection du Lord North & aux dignités & récompenses accumulées sur le Lord Germaine. Le Général Burgoyne demande un jugement légal & public: il lui est dû, de même que le poids de notre censure doit tomber sur un homme qui ose se prévaloir de ce qu'il a été injustement absous «.

Le Lord *George Germaine*, attaqué directement par M. *Luttrell*, répondit du ton de la colere & de l'indignation, qu'il n'avoit jamais mérité par sa conduite un pareil outrage, qu'il méprisoit M. *Luttrell*, & que tout âgé qu'il étoit il tireroit vengeance de l'insulte qui lui étoit faite. Il continua à se répandre en injures personnelles, mais il fut interrompu par les clameurs générales pour l'ordre, dans la confusion où son emportement avoit jetté toute la Chambre. L'Orateur déclara que si la Chambre le secundoit il maintiendrait à l'ordre.

Le Lord *North* convint que le Lord G. Germaine s'étoit écarté de l'ordre, ce qui lui étoit échappé n'ayant aucun rapport à la question.

M. J. *Luttrell* répondit que les menaces & un ton arrogant ne le feroient pas renoncer aux privileges des Membres de la Chambre, & qu'en conséquence de son caractère public, il avoit droit d'exprimer publiquement & complètement tous ses sentimens. » Le jugement rendu par le Conseil de guerre

sous le regne de Georges II, poursuivit-il, est une procédure publique, concernant un homme chargé d'un poste public de confiance, qui exigeoit du courage, du zèle, des talens, de l'intégrité & toutes les qualités essentielles requises dans un Ministre de la guerre, ainsi que dans un Général. Je n'ai point touché aux vertus ni aux vices personnels du Lord Germaine; & si on peut me reprocher de m'être écarté de l'ordre, relativement à la question, du moins on ne peut pas dire, qu'en rapportant un fait public sur le compte d'un Ministre, je me sois permis des personnalités.

Dans la confusion du débat, M. Luttrell, voulut sortir de la Chambre pour éviter qu'on le forçât de promettre qu'il ne feroit pas éclater son ressentiment de l'injure que lui avoit faite le Lord Germaine, mais l'Orateur ordonna au Sergent d'armes d'arrêter M. Luttrell & de le ramener à sa place.

L'Orateur déclara que comme il étoit échappé quelques expressions trop peu mesurées au Lord Germaine & à M. Luttrell, dans le cours du débat; il exigeoit qu'ils donnassent leur parole d'honneur de ne pas pousser plus loin cette querelle.

Le Lord G. Germaine répondit que s'il avoit dit quelque chose qui ne fût pas convenable, devant la Chambre, il en étoit fâché, & qu'il espéroit que la *Chambre* l'excuferoit

ET DE L'AMÉRIQUE. ccix  
cuseroit. Il convint qu'il s'étoit écarté de  
l'ordre.

M. Luttrell , interpellé à son tour , parla  
en ces termes. » Si après avoir été insulté il  
faut que je sois emprisonné pour avoir rapporté  
une Sentence de Georges II , j'aime mieux  
encore subir cette peine que de renoncer  
aux privilèges du Parlement , en promet-  
tant de mépriser une insulte personnelle ,  
qui n'étoit fondée ni sur l'*opinion publique* , ni  
sur aucune *sentence* , ni sur aucun *jugement* ,  
& que de m'entendre adresser des épithètes ,  
dont le sens est aussi personnel que l'expres-  
sion. Je n'ai point d'autre réponse à faire &  
je m'en tiendrai à la décision de la Chambre.

Plusieurs Membres se levèrent en ce mo-  
ment & agiterent sur la question , si le Lord  
Germaine avoit fait , ou non , des excuses  
suffisantes.

Vers les onze heures , M. Buller proposa  
que l'honorable M. Temple Luttrell fut  
aussi-tôt arrêté par le Sergent d'armes.

La contestation dura jusqu'à minuit passé.  
Le Chevalier James Lowther , M. Knox , le  
Chevalier G. Yonge , M. Howard & d'au-  
tres opinèrent que ce seroit violer le privi-  
lège du Parlement , de faire arrêter M. Lut-  
trell sur les faits qui venoient de se passer  
dans la Chambre ; & ils firent une distinction  
entre des accusations sur des objets publics  
ou sur des objets particuliers.

M. Buller , M. Onslow & plusieurs mem :

## CCX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

bres attachés au ministère , furent d'avis que le Lord Germaine ne pouvoit pas en honneur faire d'autres excuses , & que par conséquent il falloit faire arrêter M. Luttrell.

M. Luttrell se leva de nouveau. » Je fais , dit-il , de la bouche des plus anciens membres du Parlement & des divers partis , que les affaires publiques ne peuvent point reprendre leur cours que cette altercation ne soit terminée ; & comme , à tout événement , je suis résolu à soutenir mon privilège de Député , je demande la permission d'appuyer la motion faite pour mon emprisonnement , afin que mon absence mette la Chambre en état de poursuivre une affaire de la plus grande importance pour tous les Militaires & pour la Nation en général. La session doit se terminer dans quelques jours par une prorogation , & il y a encore quantité d'affaires importantes à traiter ; il est donc tems que cette dispute finisse. Je ne ferai aucune excuse pour avoir parlé d'un jugement public dont Milord Germaine est blessé : c'est par lui qu'il m'en est dû pour les insultes privées & personnelles qu'il m'a faites α.

Il étoit près d'une heure du matin & M. Luttrell alloit être mis sous la garde du Sergent d'armes , lorsque Milord Georges Germaine se leva pour s'excuser une seconde fois , & il demanda pardon directement à M. Luttrell des termes impropres dont il avoit usé à son égard dans la chaleur du

débat, se sentant blessé par les imputations qu'il lui avoit faites.

M. Luttrell dit alors que la Chambre paroissant satisfaite des excuses qui venoient de lui être adressées, il se soumettoit aux ordres de la Chambre & promettoit de ne point donner de suite à cette affaire.

La modification de M. Fox ayant été rejetée par 44 voix, contre 96; pluralité 48: la question principale passa sur les deux heures à la négative sans qu'on allât aux voix.

*Chambre des Pairs le 27.*

La Chambre en Comité sur le Bill de la Milice.— Le Duc de Manchester fit remarquer à la Chambre une modification faite au Bill par les Communes qui pouvoit nuire au bien du service. Tous les Officiers de l'armée à la demi-payé, au-dessus des Subalternes, & à partir des Capitaines, qui seront appelés pour servir dans la Milice, perdront leur demi-payé (réforme) tant qu'ils y seront employés. Après avoir fait voir les divers vices & inconvéniens de cette clause, il demanda à la Chambre si, dix shillings par jour, qui par là se réduisoient à cinq, suffisoient pour payer & indemniser un Officier, qui auroit pu rester tranquille chez lui. Il soutint que la clause n'étoit pas moins défectueuse du côté politique, dans un moment où l'ennemi méditoit une descente en

Angleterre. « Les côtes de France , dit-il , qui bordent la Manche , sont couvertes de troupes. Ce n'est point une vaine allarme qu'on vous donne , Milords , car j'ai des raisons particulieres de croire que nous sommes menacés très - sérieusement d'une descente ». Il en conclut qu'on ne pouvoit pas sans indiscretion priver l'Angleterre de l'assistance de tous les Officiers réformés qui se verroient contraints par cette clause de chercher à s'excuser de servir dans la Milice.

On essaya de faire entendre au Duc de Manchester que c'étoit empiéter sur les droits des Communes , puisqu'il résulteroit de sa proposition une augmentation de charges pour l'Etat , & que les Communes avoient seules le droit de statuer sur cet article. En vain il alléguait que les Pairs avoient modifié en 1756 le Bill pour la Milice en réduisant le nombre d'hommes de 63,000 à 31,000. — On lui répondit qu'il y avoit une grande différence entre diminuer de moitié un article de dépense & l'augmenter , & le Lord Denbigh assura , que le Bill seroit entièrement rejeté par les Communes s'il retournoit à leur Chambre avec quelque modification : enfin la motion du Duc de Manchester passa négativement.

Le Duc de Richmond éleva aussi-tôt une autre question sur ce que le Bill excluait de la Milice tous les Officiers tenant com-

mission du Roi, excepté ceux à la demi-paye. Ce Seigneur se montra vivement affecté de cette clause, qui lui ôtoit l'espoir de servir sa patrie dans un moment de danger, ainsi qu'à plusieurs autres Officiers de distinction, du grade de Colonel & au-dessus. » J'ai l'honneur, dit-il, d'être Lieutenant-Général des armées du Roi, quoique je ne sois point actuellement employé; & quand je verrai l'ennemi au milieu de nos foyers je ne pourrai point me mettre à la tête de la Milice de ma Province. Tout Officier de grade supérieur, dont le corps ne sera point commandé, ou se trouvera aux Isles, ne pourra point s'armer avec ses concitoyens pour repousser l'ennemi. — Le Lord Radnor proposa d'ajouter ces mots, » & actuellement employés dans l'armée », mais le Lord Onslow soutint que la Chambre des Communes défendrait ses droits, & qu'il ne falloit point toucher à un Bill burlesque.

Le Duc de Manchester parla de nouveau de ses craintes d'une invasion, fondées, dit-il, sur des avis qu'il tenoit des meilleures sources, & qu'il savoit être de même parvenus au gouvernement, quoique les Ministres ne voulussent ni les communiquer, ni prendre aucunes mesures en conséquence. Après quelques débats, dans lesquels la Chambre fut rassurée au sujet du mécontentement qu'elle risquerait de donner à celle des Communes, le Lord Chancelier fit voir que ce ne seroit

point une raison pour que le Bill fût rejeté. Entraînés par le poids d'un pareil suffrage, les Lords Deubigh & Hillsborough donnerent les plus grands éloges au Duc de Richmond sur les obligations que l'Angleterre avoit à son zèle, comme Militaire & comme Sénateur. — La clause fut rejetée sans qu'il y eût d'opposition.

Le Marquis de Rockingham ayant pris le fauteuil du Comité sur le Bill en faveur des Catholiques Romains, l'Archeveque de Cantorbery proposa une clause pour astreindre les Evêques & Prêtres quelconques de cette communion à un serment d'où dépendroit leur temporel. Le Duc de Richmond suggéra une modification à cette clause, qui satisfît les deux partis. — L'Archevêque demanda ensuite que le serment du *Test* fût exigé des Evêques Papistes, mais le Lord Hillsborough, fit voir que ce serment étant susceptible de restrictions mentales, il ne seroit d'aucune utilité, & il qualifia d'imbécilles & d'insensés les auteurs du Bill & de la Formule proposée pour le serment (M. Dunning & le Chevalier Georges Savile).

On procéda au rapport du Bill, après que l'Archevêque de Cantorbery eut fait l'aveu que c'étoit le Lord Mansfield, qui, ne pouvant point venir lui-même à la Chambre, lui avoit recommandé de porter la motion du serment.



Le 28.

Une commission du Roi donna le consentement de Sa Majesté aux Bills qui se trouvoient en état, & au nombre de ces Bills furent celui du vote de crédit pour 1778, & celui des Catholiques Romains.

*Chambre des Communes le 27.*

M. David Hartley fit la motion suivante.

» Il sera présenté une humble adresse au Roi, pour lui remontrer que les grands & importans événemens qui sont parvenus à la connoissance du public, depuis l'ouverture de cette session, tant par rapport à nos progrès dans la guerre d'Amérique, qu'au sujet de la conduite de la France envers la Grande-Bretagne sont de la nature la plus allarmante & exigent qu'on prenne le plutôt possible la sage résolution de cesser dès-à-présent la guerre d'Amérique, & qu'on se décide à repousser avec toute la vigueur possible toutes les entreprises hostiles que la France pourra tenter «.

» Sa Majesté sera de plus assurée que la déclaration par elle faite, en assemblant le Parlement pour la présente session, » que Sa Majesté regarderoit le rétablissement de la paix en Amérique, comme le plus grand bonheur de sa vie & l'événement le plus glorieux de son regne, s'accorde parfaitement avec les dispositions de ses fideles Communes, & que la

CCXVJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
nouvelle déclaration faite par Sa Majesté dans le cours de la session, qu'elle étoit déterminée à conserver & à maintenir le pouvoir & la réputation de l'Angleterre vis-à-vis des Puissances étrangères, n'est pas moins satisfaisante pour ses fidèles Communes, leur honneur national devant toujours leur être aussi cher qu'il peut l'être à Sa Majesté elle-même «.

» Il sera représenté à Sa Majesté que ces deux points, savoir de rendre la paix à l'Amérique & de maintenir l'honneur national aux yeux des Puissances étrangères, sont ceux que ses fidèles Communes ont le plus fortement à cœur, & qu'elles ne cesseront jamais d'y travailler avec autant d'ardeur que de bonne foi, jusqu'à ce qu'ils soient pleins- & efficacement obtenus. On ajoutera que ses fideles Communes demandent à Sa Majesté la permission d'exprimer leurs sentimens de la manière la plus solennelle, afin qu'il ne puisse rester aucun doute ni soupçon à qui que ce soit en Amérique sur la sincérité du désir qui les anime pour le rétablissement de la paix, qu'elles estiment à présent par-dessus toutes autres considérations quelconques; objet dans la vue duquel ses fideles Communes sont prêtes à concourir avec Sa Majesté dans telles autres mesures conciliatoires (ceci veut dire même en accordant l'indépendance) que Sa Majesté jugeroit nécessaires pour donner plus d'efficacité à leurs intentions : & pour qu'en même tems il soit connu

de toutes les autres Puissances étrangères , que les Communes de la Grande-Bretagne feront toujours prêtes , dans toutes les occasions justes & nécessaires , à faire éclater leur ressentiment de toutes les insultes qui peuvent être faites à la nation , & à repousser toutes les atteintes qu'on peut tenter de porter soit à la dignité de Sa Majesté , soit à l'honneur de ses peuples «. — Après quelques discussions sur cette motion , M. Hartley s'est laissé persuader de la retirer : le sort qu'elle a eu a été remarquable , en ce qu'elle avoit été portée par M. Hartley , appuyée par le Chevalier George Saville , soutenue du suffrage de Milord North , & que cependant elle a été rejetée par la Chambre.

Milord North avoit déclaré que le projet d'adresse étoit si sagement conçu , qu'il ne croyoit point que la Chambre pût s'y refuser. Ce projet avoit cependant eu des contradicteurs dans M. Grenville & dans le Lord New-Haven : l'un & l'autre sur le fondement qu'il menoit à faire accorder l'indépendance à l'Amérique ( & c'étoit bien ce qu'entendoit & désiroit Milord North ). Le Lord New-Haven y ajouta qu'il étoit persuadé que si on eût fait partir pour l'Amérique quinze mille hommes additionels votés cette année pour ce service , il eût fallu que la rébellion succombât.

Le Chevalier George Saville & le Lord Ongley approuvoient l'adresse, regardant l'A-

mérique comme déjà en possession de l'indépendance, & voulant qu'avant la prorogation le Parlement donnât aux anciens sujets de la Nation cette marque de sa bonne volonté.

L'avis du Chevalier Guillaume Meredith avoit été absolument contraire, sur le motif de la tendance visible de l'adresse à laisser au Roi les pouvoirs nécessaires pour accorder l'indépendance. » Ce seroit, dit-il, la perte des deux Pays. Remarquons qu'il existe en Amérique deux intérêts distincts & séparés : dans les parties du Sud & du Nord de ce continent, qui s'accordent entr'eux sur la nécessité de dépendre de l'Angleterre. Les productions de celles du Nord sont exactement les mêmes que les nôtres. Supposez celles-là indépendantes, l'Angleterre devient leur rivale ; & par la supériorité de son capital ainsi que par ses avantages locaux, elle rend leur commerce presque nul. Les productions de celles du Midi sont différentes de celles des nôtres, il est vrai ; mais où trouveront-elles un débit plus avantageux que dans la Grande-Bretagne. Il n'y a pour elles en France ni especes, ni manufactures, ni crédit. Il faut de plus que dans leurs rapports mercantiles avec cette Nation, elles se soumettent à ses formes de gouvernement, pour lesquelles elles ont manifesté leur répugnance en se récriant, comme elles ont fait contre le Bill de Quebec. Ainsi quelques soient à d'autres égards les motifs qui leur font désirer une sépara-

tion , au moins l'intérêt commun de ces deux parties est-il de nous rester unis & de vivre dans notre dépendance. Le grand obstacle qu'elles y trouvent , c'est qu'il leur est impossible de mettre leur confiance dans un Ministère qui a causé tous leurs maux , & de se livrer à sa merci. C'est exactement ce qui arriva dans la révolution des Provinces-Unies. Le Duc d'Albe avoit commencé la guerre contre elles avec succès : mais quand Philippe voulut entrer en négociation , il eut le bon esprit de le renvoyer , concevant bien qu'un homme qui avoit mis le feu à la maison , n'étoit nullement celui qu'il convenoit de choisir pour l'éteindre.

Cette opposition , accompagnée de la menace faite par le Chevalier Meredith de se retirer de la Chambre plutôt que de donner sa voix pour la motion , décida M. Hartley à l'abandonner , mais non sans exprimer le plus vif regret de ce que les Américains n'auroient point cette preuve des favorables dispositions de la Chambre , paroissant convaincu que leur retour devoit être l'effet de leur choix & non de la nécessité.

M. Temple Luttrell voyant la Chambre prête à se vider , annonça que dans la prochaine séance il remettrait sur le tapis l'état de la marine. » Cette discussion , dit-il , est de la plus grande importance , car je suis bien assuré qu'il ne manque pas moins de dix mille hommes pour compléter le nom-

bre voté de gens de mer , & j'ai connoissance de divers autres articles ou les *deficit* ne font pas moins énormes ; les uns & les autres demandent la plus sérieuse attention de la Chambre α.

Dans cette même séance on agréa en Comité le Bill de l'annuité de quatre mille liv. sterling sur le fond aggregé pour la famille de Milord Chatham. Il fut arrêté ensuite que le Roi seroit supplié d'ordonner une somme de vingt-mille livres sterling pour liquider la succession du feu Lord , & que la Chambre alloueroit cette somme à Sa Majesté.

Le Chevalier Philipp Jennings Clerck se plaignit du mauvais traitement qu'éprouvoient les Membres de la Chambre quand ils se rendoient à celle des Pairs , où ils se trouvoient confondus avec la foule qu'il plaisoit aux Pairs ou au portier d'y laisser entrer , & souvent au milieu de filoux qui fouilloient dans leurs poches. Il fit voir combien il importoit pour la Chambre de se faire rendre de la part des Pairs les mêmes égards qu'elle avoit pour eux. — Il fut arrêté que cette matiere seroit prise en considération dès l'ouverture de la prochaine session.

M. Temple Luttrell exprima sa satisfaction de voir que la Chambre se fût relâchée sur l'ordre permanent qui interdit l'entrée de la Chambre aux étrangers , & qu'on avoit fait exécuter trop rigoureusement le 26 , lorsqu'il fut question pour la premiere fois du Général Burgoyne. Il déclara que son

intention étoit , si on eût persisté à faire observer cet ordre , de demander que tous les autres ordres semblables le fussent pareillement , quelque embarras qui pût en résulter. » C'est , dit - il , le droit incontestable de nos Constituans d'assister à nos délibérations ; & toutes les fois qu'on cherchera à le leur enlever , je m'y opposerai de tout mon pouvoir , ou je ferai si bien qu'on s'en repentira «.

M. Luttrell demanda aussi pourquoi il y avoit eu une exception lorsqu'on avoit fait sortir tout le monde de la galerie ? — M. Burke répondit qu'elle avoit été pour M. Garrick , à qui tout ce qu'il y avoit d'Orateurs dans le Sénat Britannique devoient leur talent , formé à son école , & qu'en sa qualité de leur maître , il avoit bien le droit d'assister , comme juge , à leurs combats. Ce suffrage emporta les applaudissemens de toute la Chambre ; & jamais peut-être l'art du Comédien n'a reçu un plus magnifique éloge.

A l'occasion des Auditeurs étrangers que M. Luttrell vouloit avoir , le Lord Ongley se plaignit amèrement de la scandaleuse licence avec laquelle on imprimoit les débats de la Chambre. » Les Gazettes , dit-il , en font les rapports les plus infidèles , chacune selon les affections & les goûts particuliers de ceux qui la dirigent. C'est la raison qui me fait souhaiter que nos portes soient fer-

## Ccexxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

mées aux étrangers , & je ne serai parfaitement content que quand un acte du Parlement aura été passé pour empêcher que les débats n'aient cette publicité , sur tout dans les circonstances actuelles. Il ajouta que la session étant près de finir , il ne manqueroit pas à l'ouverture de la prochaine , de porter une motion sur cet objet.

M. Temple Luttrell reprenant vivement la parole. » Ah , je vois clairement , dit-il , pourquoi on insiste si fort sur l'exclusion des étrangers. Je l'avois toujours bien soupçonné ; & je n'ai point été la dupe de tous les faux prétextes dont on avoit coloré cette prétention. Mais il est de la plus grande importance pour le maintien de la Constitution que les peuples n'ignorent aucuns détails de la conduite de leurs Représentans. Comme les papiers publics sont le seul canal par où cette connoissance puisse leur parvenir. Je déclare que si on veut user de rigueur sur ce point , ce sera par moi que mes Constituans apprendront tout ce qui se fera passé dans la Chambre.

*Chambre des Communes le 28.*

UNE motion faite pour que la Chambre s'ajournât au mardi 2 Juin , ne fut combattue que par M. Temple Luttrell , sur le motif de l'urgence des affaires. — Il y eut 74 voix pour l'ajournement , & 42 contre ; pluralité 32.



M. David Hartley demanda que le Roi fût supplié de ne point proroger le Parlement, & de permettre qu'il continuât de siéger, par courts ajournemens. — Il allégua pour motifs la crise actuelle des affaires, & le danger de laisser le sort du Royaume dépendre d'une cabale ministérielle qui avoit donné de si funestes preuves de la plus grande incapacité. — Il fit voir en second lieu, qu'il étoit nécessaire que le Parlement se trouvât assemblé pour *mettre la dernière main* à la négociation entamée par ses ordres avec les Américains.

Ici un Membre du même parti interrompit M. Hartley, & demanda la permission d'affirmer la Chambre que la dernière main étoit déjà mise à cette affaire, mais que c'étoit la main du Boureau de la Ville de Providence qui avoit brûlé, dans la place publique, les bills conciliatoires envoyés par le Général Pigot, Commandant à Rhode-Island, & qu'il favoit de bonne part cette encourageante nouvelle.

M. Hartley reprit les motifs de sa motion, pour y comprendre l'affaire du Général Burgoyne, qui ne pouvoit pas rester indécise, sans que la Chambre se rendît coupable de la plus criante injustice, & de barbarie à son égard.

Le Général *Burgoyne* s'étant levé: » Monsieur, dit-il, en s'adressant, suivant l'usage, au Président, j'ai un sujet bien délicat à traiter, puisque je suis obligé de parler de moi-même ;

mais quand j'entends discuter les affaires de l'Amérique en général, & la conduite que j'y ai tenue, il m'est impossible de ne pas mettre mes sentimens au jour. — Je puis vous assurer, Monsieur, que je suis traité avec la dernière indignité; car mes ordres, pour cette malheureuse expédition, étoient précis & positifs. J'ai écrit plusieurs lettres à divers Membres de l'Administration, dans lesquelles j'exposois mon opinion particulière, & les motifs d'après lesquels je me serois conduit. Ces lettres ont été soustraites à la connoissance du Parlement. Celles qui ont été produites ne sont que des extraits informes d'où on a retiré tout ce qui pouvoit servir à me disculper. Je demande à être jugé. Il faut que justice soit faite: c'est l'espoir sur lequel je suis revenu en Angleterre. «

» Le Lord Germaine qui a dressé le plan de cette malheureuse expédition, a obtenu de la Chambre d'approuver sa conduite, & de le décharger de toute imputation. Pourquoi la Chambre auroit-elle eu une bonté aussi partielle pour l'un, tandis qu'elle s'armeroit de tant de sévérité pour l'autre? La motion de M. Hartley tendant à me faire obtenir la même indulgence, il est absolument nécessaire de faire passer cette motion, car il n'y a que le courage du Parlement qui soit capable de donner une nouvelle vie à la Nation. En cas d'invasion ou de rébellion, je crois qu'il y a un acte qui autorise Sa Majesté

jesté à assembler le Parlement en quatorze jours , mais je suis persuadé qu'il n'y a personne qui n'aime mieux se fier aux ajournemens qui certainement seroient efficaces , qu'à un hazard qui peut manquer son effet , d'autant qu'il sera très-difficile de rassembler en si peu de tems tous les Députés dispersés dans toutes les Provinces du Royaume «.

» Je fais que l'Administration publie que je me suis jetté dans les bras du parti de l'Opposition. Je ne dirige point ma conduite sur les principes de tel ou tel parti. Dans d'autres occasions , j'ai voté avec l'Administration sur les affaires américaines , d'après la conviction où j'étois que les Américains sont coupables , & que nous devons maintenir notre suprématie sur eux. Mon opinion n'est point changée. Quelques fois , j'ai aussi voté contre l'Administration , parce que mes principes m'y portoient. Dans la circonstance actuelle , je vote contre l'Opposition ; car dans ce cas ci , l'Administration n'est autre chose que l'Opposition , puisqu'elle s'oppose à la sûreté , à l'intérêt & à l'honneur de la Nation «.

» Ma conduite à l'avenir sera telle qu'elle a été jusqu'ici , & je voterai selon ce que le bien de mon pays exigera. Quoique l'Administration puisse me priver de mes appointemens & des dignités où j'aurois pu aspirer , je suivrai toujours invariablement la route que ma conscience m'indiquera , & l'intérêt

CCXXVj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
ne sera jamais ma bouffole. Je fais bien qu'en parlant ainsi , je m'expose à toute la haine des Ministres , mais ils m'ont déjà fait perdre les bonnes grâces de mon Souverain ; que peuvent-ils me faire de plus ? Ils m'ont enlevé ce que j'avois de plus cher : le reste m'importe fort peu. Il y a cependant une chose qu'ils ne m'ôteront jamais , c'est la confiance de mes Constituans , la droiture de mes intentions , & l'honneur de mon nom «.

» Après le traitement que j'ai éprouvé & les persécutions que j'ai essuyées, quel est le Militaire qui aura le courage de compromettre sa réputation au point d'exécuter les ordres de pareils Ministres , & de se dévouer à leurs volontés ? Il est certain que si après n'avoir fait autre chose qu'exécuter leurs ordres *peremptoires* , je n'ai éprouvé de leur part que persécution , parce que j'ai été malheureux , d'autres Officiers craindront , d'après ce qui m'arrive , de prendre du commandement , de peur d'éprouver le même sort. «

Le Général Burgoyne dit ensuite quelques mots pour faire voir qu'il n'étoit pas indigne du rang qu'il tenoit dans le militaire. » J'ai servi , dit-il , trente-deux ans dans l'armée , & peut-être avec quelque espece d'éclat. La seule faveur que j'aye reçue de l'administration depuis ma première entrée au service , m'est venue du grand homme d'Etat dont les restes reposent aujourd'hui près de cette Chambre , & qui a daigné récompenser mes

services en Portugal. C'est par une suite de mes principes, que j'ai accepté le commandement d'une expédition qui a eu une issue si malheureuse. Je suis bien loin de désirer de recevoir les honneurs d'une persécution : je la crois au contraire très-cruelle pour moi, puisqu'elle me prive de la présence de mon Souverain, avant qu'il soit prouvé que j'ai mérité cette disgrâce. «

Sur l'article des armemens & des préparatifs actuels de la France, il s'expliqua ainsi :

» Pour moi, je ne crains point les suites d'une invasion, parce que je suis sûr que si la Nation sortoit de son engourdissement, cette invasion tourneroit à notre avantage, en nous procurant l'occasion de battre nos ennemis. J'ai pris la plus haute opinion du courage & de la force de la Milice d'un Peuple libre, depuis que j'en ai vu & éprouvé les effets. Comme je connois actuellement tout ce que peut faire une Milice ardente, je ne suis point effrayé des conséquences d'une descente quelconque. Mais il est nécessaire de ranimer l'ardeur de cette Milice, & je ne suis que trop persuadé, s'il est permis d'en juger par le passé, que la conduite du Gouvernement ne sera jamais propre à la tirer de sa dangereuse létargie. Il y a deux mois que la France nous a insultés ; & nous n'avons encore pris aucune mesure pour punir son audace, & pour soutenir notre honneur, à l'exception des vaines adresses du Parlement au trône.

• Les Hérauts de guerre auroient dû, Monsieur, accompagner votre voiture lorsque vous avez été présenter cette adresse, afin que l'action pût suivre immédiatement la résolution, & que l'ennemi eût à peine le tems d'apprendre votre intention avant d'en sentir l'effet. Alors le courage de la Nation auroit été ranimé, & , comme cela seroit indubitablement arrivé sous le ministère glorieux du grand homme d'Etat que l'Angleterre vient de perdre, nous n'aurions pas été long-tems à forcer la Cour de France, non-seulement à se repentir de l'insulte qu'elle nous a faite, mais encore à renoncer au traité qu'elle a conclu avec nos sujets. «

Il parla ensuite des inconvéniens d'une prorogation, dans un tems où les peuples n'attendoient leur salut que de la sagesse & des lumières du Parlement; & il ajouta que quiconque seroit d'un avis contraire, se déclareroit l'ennemi de l'honneur & de la vertu de son pays.

M. *Rigby*, qui s'étoit déclaré ouvertement pour le sentiment contraire, se croyant apostrophé, répondit avec aigreur à M. *Burgoyne*. Quant à la motion de M. *Hartley*, il rappella à la Chambre que dans le tems d'une prorogation le Roi avoit le pouvoir de convoquer le Parlement à quinzaine, ce qui pouvoit suffire pour toute affaire urgente qui pourroit se présenter, au lieu qu'un ajournement à six semaines, qui seroit

le fait du Parlement même, se trouveroit être un terme beaucoup trop long, avec cette différence très-désavantageuse, que le Roi ne pourroit point le raccourcir. Il y ajouta cette observation, que si le Parlement n'étoit point prorogé, il ne pourroit faire aucun changement aux loix passées dans la session, puisque c'est une regle invariable, que les actes d'une session ne peuvent être redressés que dans une autre. — Il prétendit aussi que l'affaire du Général Burgoyne, ne devoit point intéresser le Parlement, puisqu'étant prisonnier de guerre, il n'étoit pas même possible au Roi de le faire juger par une Commission.

» Un Conseil de guerre, composé d'Officiers, tous pairs de M. Burgoyne, est le seul tribunal où il puisse être jugé, mais son état de prisonnier lui ôte cette ressource. Si ce Général étoit libre, je serois le premier à demander qu'on lui accordât un Conseil de guerre pour informer de sa conduite, parce que la défaite de Saratoga est une affaire dont il faut absolument prendre connoissance. J'ignore sur qui le blâme doit tomber, car quoiqu'on ait dit qu'une information avoit eu lieu, & que le Ministre avoit été purgé, je nie le fait, le Ministre n'a point été purgé, le rapport n'a point été fait, & le Ministre peut toujours être cité en Justice. M. Burgoyne a fait un long panegyrique du Lord Chatham. Ce Général a sa-

crifié à l'idole du jour , & je le lui pardonne. Il marche à la popularité , sans doute il en a besoin. Toutes comparaisons sont odieuses. Je les déteste ; je ne m'en suis jamais servi , que je n'aye été provoqué à le faire. Qu'il me soit permis de dire , que quelque opinion que M. Burgoyne puisse avoir des talens du Général qu'on attend ici ( le Général Howe ), & qui pourroit avoir besoin d'un Conseil d'information pour se laver des imputations dont il est chargé par le Gouvernement , je ne lui ferai jamais l'outrage de le mettre en parallele avec d'autres. Le second motif sur lequel on a tant appuyé , est la non-chalance & la conduite du Ministère. La guerre n'a point été déclarée , & M. Burgoyne prétend que les hérauts, c'est-à-dire les Clercs de M. l'Orateur auroient dû suivre son carrosse , lorsqu'il a présenté l'adresse de la Chambre au Trône. C'est pour cela que nous ne devons pas avoir de confiance dans le Ministère : c'est parce qu'il n'a point fait cette ridicule parade que nous ne devons rien espérer de sa capacité ! Ce n'est pas la mode aujourd'hui de déclarer la guerre. Il y a long-tems que nous sommes en guerre avec la France & l'Espagne , & l'Administration a dirigé cette guerre *le mieux qu'elle a pu*. La seule raison qui puisse avoir quelque poids en faveur de la motion , c'est l'attente du rapport des Commissaires. Elle auroit fait beaucoup d'impression sur moi , si M. Burgoyne ne



l'eût pas détruite<sup>n</sup>, en reconnoissant qu'il existe un acte en vertu duquel le Roi est autorisé à assembler le Parlement en quatorze jours, dans le cas d'une invasion ou d'une rébellion. Au surplus nous ne pouvons pas être plus en danger, que dans ce moment-ci, où nous sommes menacés d'une invasion prochaine, le Maréchal de Broglie ayant le commandement des côtes de France, & de trente mille hommes. Mais je ne vois pas la nécessité que le Parlement siége tout l'été, pour que l'Orateur y vienne seul avec ses Clercs, sans y avoir affaire. Si les Américains acceptent les articles de conciliation qui leur ont été portés, le Parlement s'assemblera indubitablement à quatorze jours d'avance, & l'on peut s'en reposer à cet égard sur nos Ministres, dans le cas où l'on n'auroit pas de confiance en eux pour toute autre chose. Nous sommes aussi sûrs d'eux sur ce point, que de la majorité du Parlement. «

M. Thomas Townshend saisit un moment pour placer l'observation suivante.

» Puisque le Roi n'a pas jugé à propos de nommer un Conseil de guerre, en quoi peut-on blâmer un brave Officier lorsqu'il cherche à se justifier dans le seul lieu où il puisse recueillir des suffrages ? Quelques-unes de ses lettres particulières ont été mises sous les yeux de la Chambre ; il désire que toutes les autres lettres particulières soient également produites devant vous, ou du moins

ccxxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
leurs extraits. Est-il rien de plus raisonnable ? Peut-il faire une demande plus modeste ? Il n'a pas besoin d'accuser d'autres personnes : il n'a pour objet que de se justifier. Comment donc M. Rigby ose-t-il traiter si cavalièrement un Militaire, qui tente tous les moyens possibles pour conserver sa réputation ? Du reste je prends note de l'assertion de M. Rigby, qui a avancé que nous sommes actuellement en guerre avec la France & l'Espagne, quoique nous ne l'ayons déclarée par aucun acte public. Je désirerois savoir dans quelle sorte de guerre nous sommes engagés, tandis que nous n'avons pas encore tiré un seul coup de canon, & que nous souffrons que l'ennemi fasse exactement tout ce qu'il veut. Si c'est là une guerre que le Gouvernement a conduite le mieux qu'il a pu, nous devons avoir la plus mauvaise opinion de sa capacité. »

M. Rigby, ainsi interpellé, reprit aussitôt la parole.

» Je reconnois que si j'ai dit que nous étions en guerre avec l'Espagne, ce mot m'est échappé, je ne fais trop comment, car je n'ai point dessein de faire une pareille déclaration ; & en effet je n'ai aucun droit de la faire, parce que je ne fais aucune hostilité qui ait été commise contre l'Espagne.

L'Avocat général (Thurloe) alla plus loin : il mit en doute, si M. Burgoyne, comme prisonnier des Américains, avoit le

droit de prendre séance dans la Chambre. M. Fox & M. Townshend s'étant récriés sur ce propos qui bleffoit les droits d'un député, l'Orateur prit la défense de M. Thurloe, qui n'avoit, dit-il, avancé qu'un doute. M. Burgoyne jugeant le moment favorable pour éclairer la Chambre sur sa qualité actuelle, prit alors la parole. » Je puis assurer la Chambre que je ne suis point prisonnier de guerre, le Congrès n'ayant jamais entendu ni dit que la convention de Saratoga fût nulle. Il n'a point montré de crainte qu'elle soit déclarée nulle en Angleterre. Mais dans le doute, & pour le cas seulement où on refuseroit de ratifier le traité, il m'a fait donner ma parole de retourner en Amérique. Mon droit est donc fondé sur cette convention, comme celui d'un débiteur sur le terme convenu avec son créancier. En conséquence je suis aussi maître de mes actions, qu'aucun autre sujet quelconque dans ce Royaume, aussi capable de remplir toutes sortes d'emplois, & même aussi libre, que tout autre Militaire, de servir ma patrie, par-tout où il ne s'agira pas de l'Amérique. J'ai bien assuré les Membres du Congrès, qui ont sollicité pour moi cette permission, que j'aimerois mieux mourir en Amérique, que de revenir en Angleterre pour n'y être point libre suivant toute l'étendue de mon traité. Je suis donc à tous égards dans le même état que si la convention eût été ri-

gidement observée. Le doute de l'Avocat général est une raison de plus en faveur de la motion de M. Hartley : on voit de quelle conséquence il est que le Parlement continue à siéger, jusqu'à ce que mon affaire ait été complètement discutée, à la satisfaction de la Chambre & de la Nation.

» Avant de quitter l'Amérique, ajouta M. Burgoyne, j'ai voulu instruire de mes intentions les principales personnes revêtues de l'autorité dans ce pays. Ayant eu vent que quelques Membres du Congrès vouloient mettre à ma liberté des restrictions qui m'auroient empêché d'occuper ma place dans le Parlement, je leur ai déclaré la résolution où j'étois de périr plutôt parmi eux que de m'y soumettre. — Sur cela ils m'ont répondu, » que ce n'étoit point leur intention de me donner de pareilles entraves. » Nous aimons la paix, ont ils dit, & nous » la souhaitons : nous sommes persuadés qu'à » cet égard vous êtes dans les mêmes sentimens que nous. Retournez en Angleterre, » prenez votre place dans le Parlement, & » faites-y entendre la vérité. Si elle y pénètre par votre moyen, elle pourra être très-» avantageuse à notre cause. « Enfin le seul engagement que j'aie pris est de ne point servir en Amérique ; & aujourd'hui que l'Angleterre est menacée d'une invasion, si je vois ma patrie dans quelque danger réel, c'est moi qui marcherai le premier au devant de l'enne-

mi, avec ou sans la permission de la Cour, & si ce n'est pas comme général, ce sera en qualité de simple soldat. Je crois avoir également le droit de siéger dans le Parlement, & je n'ai point oublié ce qui fut répondu dans la guerre dernière, à un Lord, qui étoit resté prisonnier à Saint Cas. Il demandoit aux Commandans françois, si étant de retour en Angleterre sur sa parole, on l'accuseroit de l'avoir faussée en suivant ses devoirs dans le Parlement. » C'est tout de même, lui dirent-ils, que si vous nous demandiez, si vous romprez votre parole en faisant un enfant. »

A dix heures & demie passées, M. Burke se leva, & parla pendant trois quarts d'heure pour détruire les raisons alléguées par M. l'Avocat général relativement au droit de M. Burgoyne de siéger ou voter dans la Chambre jusqu'à ce qu'il ait dégagé sa parole vis-à-vis du Congrès. Après avoir établi ce point important, il démontra victorieusement qu'un Ministre en Angleterre, est responsable au Parlement des opérations qu'il lui recommande. Il ne peut, dit M. Burke, prendre aucunes mesures efficaces, lorsqu'elles sont de quelque conséquence, sans le concours du Parlement. Par conséquent, une chose telle que la responsabilité ministérielle n'auroit jamais existé, vu l'existence & l'inspection constitutionnelle du Parlement, si le Parlement lorsqu'il est mal conseillé par des

Ministres qui prétendent être suffisamment instruits , devoit être chargé de torts pour avoir cru les avis de ceux dont l'ambition & l'autorité ne peuvent être satisfaites que par le mensonge & la fourberie.

Le Chevalier *Henri Houghton* , sur les assertions du Général *Burgoyne*, demanda que toutes affaires cessantes , la Chambre se fît résoudre le doute de l'Avocat général. — Mais le Président s'étant levé , il déclara qu'il ne voyoit plus lieu à douter , & que l'Avocat général n'avoit pas reçu un pouvoir aussi étendu que celui dont il venoit de donner l'explication à la Chambre. » Comme on ne peut point , dit-il , contester une telle assertion , il est clair que le droit de l'honorable Membre (*M. Burgoyne*) à sa place dans la Chambre , est parfaitement valide.

*M. Fox* répondit à tous les points principaux des discours de *M. Rigby* & de l'Avocat Général. » Il est démontré , dit-il , que *M. Burgoyne* est un homme persécuté. On l'a indignement traité en son absence. On lui a refusé une grace qui est un droit pour tout citoyen de son rang dans ce pays : je veux dire un jugement public & impartial. Enfin il s'est vu grossièrement insulté dans les papiers publics , du consentement & peut-être à l'inspiration de ceux mêmes qui l'employoient «.

» L'Avocat Général lui a fait la grace

de lui accorder *quelques talens*, un courage à l'épreuve, &c. ; mais il a dit que c'étoit un homme *malheureux*, & qu'à ce titre il avoit des droits à notre compassion. Sans doute M. Burgoyne a été malheureux, mais c'est de s'être trouvé soumis aux ordres d'une pareille administration, position dans laquelle les talens militaires les plus distingués ne pouvoient lui être d'aucune utilité, lorsqu'il étoit obligé de faire réussir des plans foibles & dont l'exécution étoit impraticable. Ainsi l'Avocat Général, au lieu de se complaire à repeter que M. Burgoyne est un homme malheureux, auroit dû dire en général que c'est une calamité d'être employé par nos Ministres, & que M. Burgoyne l'a partagée avec beaucoup d'autres. C'est une politique adoptée par ces Messieurs d'appeller *malheureux* tous les Officiers tant de terre que de mer dont ils se sont servi pour quelques opérations ; ils s'imaginent par-là soustraire à la connoissance du public leur propre ignorance & leur incapacité. Le Général Gage & l'Amiral Greaves ont été malheureux. Le Général Howe, quoique d'abord leur favori, s'est vu depuis long-tems au milieu de *ses victoires* gratifié de la même épithete. Le Lord Howe n'est gueres mieux noté sur les tablettes ministérielles. On n'a pas encore articulé le mot fatal au sujet de Carleton, mais on l'a souvent donné à entendre. Enfin, soit par un arrêt de la destinée, soit par l'aveugle-

ccxxxviii] AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
ment des Ministres , tout homme marqué de  
leur sceau a été sûr de voir son nom inscrit  
sur la liste nombreuse des *infortunés*. C'est  
comme je l'ai déjà dit , un lieu commun dont  
ils se servent pour pallier leur ignorance &  
leur incapacité aux dépens de ceux qui ont  
eu le malheur d'être employés par eux. Si  
vous demandez aux Membres de l'Adminis-  
tration pourquoi nous avons perdu l'Amé-  
rique , ils vous répondront que ce n'est pas  
leur faute : l'Amérique a été perdue par des  
hommes malheureux. Si vous en accusez  
personnellement le Lord North , » ce n'est  
point moi , vous dira-t-il , qui ai perdu l'A-  
mérique. Les Américains ont été rebelles &  
désobéissans , nos Généraux ont été malheu-  
reux. Washington est un grand Général, ( mau-  
dits soient ses talens ils ont perdu notre  
pays (a) ). Nous avions le pouvoir & le  
droit ainsi que les moyens de faire valoir  
ce droit , mais Washington , Franklin , Adams  
sont des hommes *supérieurs* ; & ce n'est point  
moi qui ai perdu l'Amérique ». C'est-là , je  
l'avoue , une distinction très-curieuse , ima-  
ginée par le Lord North pour se justifier.  
Mais il suffit pour l'apprécier de chercher  
quel sens elle auroit sous une autre appli-  
cation. Supposons donc que suivant la dis-

---

(a) C'est une exclamation de Milord North dans  
le Parlement sur le Général Montgomery tué à  
l'assaut de Quebec à la fin de 1775.



inction du Lord North quelqu'un s'avisât de dire : « Charles I. n'a point perdu la Couronne ni la vie, mais elles lui ont été *enlevées* ; ou bien , Jacques II. n'a point perdu la Couronne, mais ce sont les sujets Whigs qui l'ont détrôné ». Le Lord North répondra-t-il que cette explication diminue la perte de l'un ou de l'autre. ? Je n'en crois rien. Ce sera toujours pour Charles I. la perte de la vie , & pour Jacques II. celle de sa couronne & de sa dignité. Ainsi donc si les talens militaires de Washington ou les qualités éminentes des autres personnages dont j'ai déjà parlé , l'ont emporté sur les *rare talents* du Lord North & de ses collègues, au point d'occasionner la perte de l'Amérique, je connois assez la candeur & le bon sens de ce Lord pour être sûr qu'il conviendra franchement que l'Amérique a été perdue, non par les mauvaises opérations des Généraux sur lesquels il paroît avoir tant désiré d'en rejeter la faute, mais par l'incapacité de l'administration , qui , bien qu'honnête , ne possède point ces *maudites* qualités d'où résultent des plans sages exécutés avec vigueur ».

M. Fox fit ensuite une récapitulation des différentes manières dont le Lord North s'est excusé de la ruine de son pays. Il les présenta sous le point de jour le plus propre à en faire voir l'extravagance & l'absurdité , en répétant les formules ordinaires de

ce Ministre , toujours imputant les calamités publiques à l'animosité des factions. Selon lui , poursuivit-il , la faction a consommé en Angleterre tout ce que les Rebelles avoient laissé d'imparfait en Amérique. Enfin le Ministre dit avec son emphase & sa confiance ordinaires. » Jen'ai point perdu l'Amérique «. Et qui est-ce qui pourroit douter des assurances solennelles de Milord ? Personne assurément , sinon les Membres de l'Opposition dans le Parlement & la faction dans le Royaume.

Il releva plusieurs passages des discours de l'Avocat général d'une manière à en faire sentir tout le ridicule. Il le plaisanta beaucoup, entr'autres, de ses découvertes militaires, de ses recherches curieuses des droits de la nature & des gens , de ses allusions à l'histoire des anciens Romains , dont le sang ardent & courageux semble bouillonner dans les veines de cet impétueux Magistrat. Il s'attacha sur-tout à certaines distinctions que M. Thurloe prétendoit avoir puisées dans le droit , & cette discussion lui donna lieu d'entrer dans des détails très-lumineux sur les profondes connoissances de ce Jurisconsulte (a).

» Il me reste, continua-t-il , à examiner le seul argument spécieux allégué contre la

---

(a) C'est celui à qui le Roi vient de confier les sceaux de Chancelier.

motion. On a dit que le Roi avoit le pouvoir de convoquer le Parlement. En conséquence il usera de ce droit , si la nécessité le requiert. Mais si l'on veut convenir en même tems (ce qui est très-vrai) que c'est l'Administration qui doit assembler le Parlement ; & si nous savons par des faits réitérés , ou pour mieux dire , par une longue suite de preuves que la conduite des Ministres a toujours porté le caractère de leur foiblesse , de leur corruption & de leur incapacité , peuvent-ils se flatter que le Parlement continuera d'avoir confiance en eux ? Pour faire voir qu'il n'y a pas le moindre sujet d'espérer ce changement miraculeux , je prie la Chambre de se rappeler la conduite des Ministres avant les vacances des fêtes de Noël. Quand bien même on n'auroit pas une infinité d'autres preuves de leur mauvaise foi , cet exemple seul suffiroit pour les convaincre de tout ce qui a été avancé contre eux par leurs plus ardens Adversaires.

» Que firent alors les Ministres ? Ils proposerent le 10 Décembre un ajournement , quoiqu'ils fussent très-bien que le désastre de Saratoga engageroit la France à lever le masque , & à prendre ouvertement un parti que depuis long-tems elle médiroit en secret. Si donc , au lieu de prendre des vacances , le Parlement eût continué de s'assembler , & qu'on eût proposé & fait passer alors les bills conciliatoires qui n'ont passé qu'après le 20

Janvier, le Congrès ne se feroit pas jetté dans les bras de notre ennemi naturel, & nos propositions seroient arrivées en Amérique, avant qu'il eût été possible que le traité de Versailles entre la France & les Colonies fût ratifié d'une maniere conforme à la constitution du nouveau Gouvernement établi chez les Américains. «

» Je demande à présent *s'il est raisonnable de proposer* de donner carte-blanche à des gens de cette espece. « Il récapitula toutes leurs fautes, & fit voir que si on avoit accompagné les propositions offertes à l'Amérique de forces navales suffisantes, réparties avec discernement sur les côtes de France & dans le voisinage de ses ports, l'Angleterre auroit été en état, ou d'empêcher le Ministère de France de signer le traité avec le Congrès, ou de le forcer d'entrer en guerre dans un tems où il n'étoit point préparé, & où elle eût été sûre du succès. » Je conviens, ajouta-t-il, de la vérité de ce que le Lord North a dit dans un autre débat, qu'il est impossible de procurer une défense complete à toutes les parties de ce vaste Empire, dans la situation actuelle des affaires. Mais cette circonstance même me fournit de nouvelles preuves de l'incapacité & de la négligence des Ministres, parce que, si nous avions pressé la France sur une explication, dans le tems convenable, & avant que ses flottes eussent été formées, nous aurions été en

état, avec la supériorité reconnue de nos forces, de frapper quelque coup décisif qui auroit forcé les François de renoncer à leurs engagemens avec l'Amérique, s'ils en eussent déjà pris, ou les auroit empêchés d'en contracter aucuns. «

Il poussa ses argumens un peu plus loin, relativement à l'état actuel de la Marine Angloise, comparé avec les forces combinées de la France & de l'Espagne. » Le Lord North, dit il, a prétendu que, quoique nous eussions moins de vaisseaux, nos forces à tout autre égard étoient supérieures, ou du moins égales à celles de la Maison de Bourbon. Selon lui, nos vaisseaux sont plus nets, mieux approvisionnés & mieux armés. Quelle a donc été la conduite de l'Administration? Nous avons laissé nos vaisseaux en Angleterre, sans en augmenter le nombre, & par ce moyen nous avons abandonné ce prétendu avantage que nous donnoient sur nos ennemis l'état où étoient nos vaisseaux, notre habileté, &c. «

» Une des raisons alléguées par les Membres des l'Administration pour préférer une prorogation à un ajournement, c'est que, dans ce dernier cas, nous ne pourrions changer ou annuler rien de ce qui a été fait dans le cours de la session. Voilà, je l'avoue, un motif bien déterminant pour préférer une prorogation; car jusqu'à ce que nous ayons appris à détruire tout ce que nous avons fait depuis l'origine de cette malheureuse contes-

tation, nous continuerons à travailler directement à notre ruine. Nous avons déjà révoqué le bill du port de Boston, celui de la Chartre de la Baye de Massachusset, & celui pour juger en Angleterre les personnes qui auroient commis des crimes en Amérique; nous avons abandonné nos prétendus droits de taxations si extravagans & si injustes, & avant de retirer aucun avantage de ces opérations, nous pouvons encore détruire tout ce que nous avons fait. C'est jouer sur le mot que de vouloir établir une différence entre une nouvelle session & la continuation de la même; car il est certain que, quoique nous ne puissions pas annuler, nous pouvons changer ou altérer les actes relatifs à l'Amérique, même en continuant nos séances, tout aussi bien que si nous étions prorogés. « (A cet endroit de son discours, M. Fox fut interrompu par les applaudissemens les plus bruyans qui partirent, à différentes reprises, de presque toutes les parties de la salle.)

» Il ne se présente, poursuit M. Fox, que trois hypothèses pour nous, relativement à l'Amérique & au succès de la Commission. Ou l'Amérique refusera de traiter à aucunes conditions quelconques: ou elle acceptera celles qui sont contenues dans la commission: on on réglera l'indépendance sur le pied d'un traité de commerce & de politique, & d'une union consolidée par une réciprocité d'intérêts & d'avantages mutuels. Dans tous ces

cas quelconques , il est de la plus grande nécessité que le Parlement soit prêt à donner son avis & sa sanction aux différentes mesures qu'il conviendra de prendre , & je maintiens que des hommes qui jusqu'à présent n'ont répondu à notre confiance que par des méprises continuelles , n'ont aucun titre pour la réclamer encore dans une circonstance aussi critique. «

» Je suis rempli de vénération pour M. Hartley , qui a fait la motion dont la Chambre s'occupe , & je suis bien aise de voir qu'il n'a jamais eu l'intention de fournir aux Ministres des prétextes plausibles , pour se sauver derrière le Parlement. Au surplus , mon avis n'est point du tout qu'il faille accorder l'indépendance à l'Amérique ; & sur ce point je suis d'un sentiment opposé à celui de M. le Duc de Richmond mon beau-frère ; parce qu'en supposant que la Commission manque son objet , j'espère au moins que des avantages mutuels pourront produire une autre espèce de liaison. L'objet du Duc de Richmond est de prévenir une guerre avec la France , mais si ce que dit M. Rigby est vrai : si nous sommes déjà réellement en guerre avec la France ; & si , comme je l'ai entendu , tout ce qu'a dit récemment le Lord North pour autoriser l'administration à déclarer l'Amérique indépendante , est un aveu qui annonce d'avance ce qu'il se propose de faire , j'adopterois bien

CCXLVI] AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
certainement le système du Duc de Richemond, c'est-à-dire que j'aimerois mieux perdre directement & sans délai l'Amérique, que de la perdre, en nous engageant en même tems, avec des forces inégales dans une guerre avec la France, l'Espagne & cette même Amérique. Car si nos propositions conciliatoires sont rejetées par le Congrès, & s'il y a déjà un commencement de guerre avec la France, comme toutes les apparences le démontrent, & peut-être même avec l'Espagne, l'Amérique ne pourra se dispenser de tenir ses engagements antérieurs avec la France; & non-seulement nous perdrons l'Amérique, mais nous serons réduits à la déplorable nécessité de combattre pour la défense de notre liberté..... M. Rigby, d'après une manière de raisonner qui lui est particulière, prétend qu'une prorogation est préférable à un ajournement, parce que la Couronne peut profiter de la clause insérée dans l'acte (a) qu'il rapporte. Qu'il me permette de lui rappeler qu'il y a dans la clause une exception à laquelle il n'y a rien à répondre; c'est qu'il y est ajouté : nonobstant tous ajournemens de l'une & de l'autre Chambre.

CECI n'est que l'esquisse imparfaite d'un

---

(a) C'est l'acte de la Milice où il est dit que dans certains cas le Roi pourra convoquer son Parlement sous quinzaine.



discours qui dura plus d'une heure & demie, & dans lequel M. Fox déploya toutes les richesses de l'éloquence la plus mâle & la plus persuasive. Il ne s'est rien dit de plus fort & de plus beau dans l'une ou l'autre Chambre pendant la présente session du Parlement. M. Fox pria aussi la Chambre, de considérer qu'il pouvoit arriver tel événement, pour lequel il faudroit sur le champ de nouveaux subsides, que le Parlement seul pouvoit octroyer. Il répéta encore que si le Parlement se fût trouvé assemblé quand la France fit son traité avec l'Amérique, il eût fait sentir aux Ministres la nécessité d'envoyer une flotte dans la Méditerranée, & leur en auroit fourni sur le champ les moyens.

Le Lord North, s'étant levé, parla ainsi :  
 » M. Burgoyne a sans doute beaucoup de talens, mais il en a été bien récompensé. Il a été distingué par son Souverain, & il a obtenu le commandement d'une armée tandis qu'on n'a point donné la même marque de confiance à plusieurs Officiers plus anciens que lui. C'est un homme malheureux, mais je ne vois point qu'il soit persécuté. Il connoissoit le pays où les opérations de la guerre devoient avoir lieu, les forces qui devoient agir sous lui, & tout le plan qui devoit être exécuté; ainsi tout sembloit présager un heureux succès. Si ces circonstances ont porté l'administration à confier cette expédition à M. Burgoyne, elles en-

ccxlviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
gageoient également ce Général à l'accepter. L'administration & M. Burgoyne en étoient visiblement aux mêmes termes. Ils n'avoient d'autres vues & d'autres motifs, que ceux qui doivent conduire les hommes en pareilles circonstances, une mutuelle confiance, des espérances réciproques, fondées sur la raison & la probabilité. A quelle époque les choses ont-elles changé? L'expédition a manqué: je ne crois pas que ce soit par la faute du Général, mais c'est encore moins par celle des Ministres. Jusques-là M. Burgoyne avoit été un homme en faveur: il reste à chercher le moment où a commencé sa prétendue persécution.

» Il avoit à ses ordres un certain nombre de troupes: il en est responsable en quelque manière. La Nation a murmuré hautement de ce que cette armée n'avoit pas été employée efficacement. A son arrivée, il désire de voir son Souverain: cette grace lui est refusée; & de-là il présume qu'il est disgracié. Qu'il me soit permis de lui certifier qu'en cela il n'y a point de disgrâce particulière. Lorsqu'il y a sur quelqu'un une imputation de blâme ou de mauvaise conduite, l'usage en pareil cas est que le Souverain refuse de voir la personne inculpée, jusqu'à ce qu'on ait informé à son sujet. Peut-on dire que ce qui seroit arrivé à tout autre homme soit un malheur particulier pour M. Burgoyne? Il se plaint encore de ce que la Chambre a refusé

de l'entendre , mais il ne peut pas ignorer que cette Chambre n'est point le lieu propre pour une pareille information , au moins dans la position particulière où il se trouve. Si cette information étoit refusée dans un tems qui y seroit convenable , ou si on faisoit perdre à M. Burgoyne toute occasion de se justifier ; en pareil cas ce seroit à la Chambre elle-même à supplier la Couronne de nommer un tribunal d'information. Dans ce moment - ci M. Burgoyne est prisonnier , & sa parole le met dans la nécessité absolue de retourner chez les Américains. Pourquoi donc compromettre la forme d'un jugement , lorsqu'il est notoire que si M. Burgoyne étoit trouvé coupable , aucun châtimement ne pourroit lui être infligé ? »

Ici le Lord North se fit un mérite particulier de la conduite qu'il avoit tenue relativement à l'information proposée au sujet de Saratoga. Il s'efforça de défendre la part que le Ministre du département de l'Amérique (le Lord Germaine) avoit à cette affaire , & à l'aide de la mémoire la plus heureuse , il fit à la Chambre un long éloge de ses propres qualités comme Ministre , de sa candeur , de ses égards pour la réputation d'un Officier absent (le Général Howe) qui étoit à la veille d'être sacrifié aux clameurs d'une faction. Il insista enfin sur la générosité avec laquelle il s'étoit soumis à partager le blâme de la malheureuse affaire de Saratoga ; tandis

qu'il étoit bien certain , ainsi que cela s'est vérifié par la suite , que lui & le reste de ses Collègues n'avoient aucun reproche quelconque à se faire sur la cause de ce désastre.

Ce Ministre , encouragé par l'attention qu'il remarqua qu'on lui prêtoit , commença à attaquer ses antagonistes , qu'il représenta comme les êtres les plus inexplicables qui eussent jamais existé. » Il fut un tems , dit-il , où l'on reprochoit sans cesse aux Ministres d'éviter de se rendre responsables en rien , & de se cacher derriere le Parlement , pour se mettre à couvert. Aujourd'hui les Ministres ne doivent rien prendre sur eux. Tout doit être laissé à la détermination du Parlement ; & ils n'ont plus à répondre de rien. Il faut que M. Fox choisisse entre l'un de ces deux partis. Les Ministres ne doivent point être responsables de ce que le Parlement a fait , ou peut faire. Toutes les mesures adoptées jusqu'ici ont été prises par le Parlement. L'étendue des pouvoirs exercés prouve incontestablement que ce sont des mesures parlementaires. Ce n'est point moi qui ai perdu l'Amérique , & je n'ai jamais imputé sa perte aux talens des Généraux Américains ou de quelques autres rebelles. Le Parlement a déclaré l'Amérique rebelle : il a donné au Gouvernement des forces pour la subjuguier. Les Ministres ont fait valoir le mieux qu'ils ont pu , ces pouvoirs ; & si nos efforts n'ont point eu de suc-

tès, il ne s'ensuit point que le droit qu'on vouloit soutenir soit mal fondé, ou que les Ministres doivent être blâmés, parce qu'ils n'ont point réussi. — Avant de finir, continua le Lord North, je ne puis m'empêcher de faire quelques observations sur une espèce nouvelle de persécution ministérielle, alléguée par M. Burgoyne. Il se plaint que les Ministres ont engagé plusieurs personnes à publier dans les Gazettes qu'il s'étoit jeté dans le parti de l'Opposition. Je ne vois pas quel avantage il y auroit pour l'Administration à faire semer de ces bruits, ni comment ils pourroient nuire à M. Burgoyne dans l'esprit du Public, à moins qu'il ne veuille embarrasser tout-à-la-fois l'Administration & l'Opposition. Pendant l'absence de M. Burgoyne, l'Administration n'a point voulu permettre qu'il fût fait d'information sur sa conduite : c'étoit uniquement pour empêcher la persécution dont il se plaint si amèrement aujourd'hui. Si M. Burgoyne vouloit écouter mes conseils, je lui recommanderois de ne se jeter ni dans le parti de l'Administration ni dans celui de l'Opposition, mais de se reposer sur la bonté de sa cause pour la justification de sa conduite, à moins qu'ils ne prévoient que le Corps qu'on appelle Opposition peut changer de nom, & devenir bientôt Administration. Dans tout autre cas, je crois qu'il commettrait une haute imprudence ; car d'u-

ne mauvaife cause il ne pourroit pas en faire une bonne, & peut-être d'une bonne en feroit-il une mauvaife. «

Le Lord North s'étendit auffi fur les appointemens, les recompenses, les talens militaires & la conduite de M. Burgoyne. Il dit encore qu'il fe flattoit qu'on lui fuppofoit un defir affez fincere de la paix pour croire qu'il feroit convoquer fans délai le Parlement, s'il y avoit quelqu'apparence à une réconciliation pour lequel l'adminiftration avoit fait de fi grands facrifices. En général il mit dans fon discours un mélange très-artificieux de complimens, de franchise & fur-tout de farcafmes, & il répondit à M. Fox avec fon adrefse & fon habileté ordinaire, c'est-à-dire en attaquant la partie déclamatoire du discours de M. Fox, & en mettant de côté les raifonnemens & les faits dont il laiffa la diffuffion à la majorité de la Chambre.

M. *Charles Turner* foutint que le Parlement ne devoit point être prorogé : il affura la Chambre que le Maréchal de Broglie alloit arriver fur les côtes : qu'il le favoit de bonne part ; & qu'il y avoit des bâtimens frettés à Dunkerke pour une armée de vingt mille hommes : que fi l'invaſion s'effectuait, il ne répondoit point que dans la terreur dont les peuples ſeroient faifis la multitude effarée ne courût aux maifons des Miniſtres pour les mettre en pieces ; & qu'on devoit ſa-

voir qu'il n'y avoit aucun fonds à faire sur la milice, corps composé de parties trop disproportionnées entr'elles.

A onze heures & demie la motion de M. Hartley fut rejetée : 58 voix pour, 105 contre : pluralité 47. — Le Chambre s'ajourna au 2 Juin.

VOICI en substance ce qui se passa dans la même séance à l'occasion du rapport du Comité des 21, sur le marché pour les fournitures de rum.

Le Colonel *Barré* fit quelques remarques sur plusieurs des principaux faits qui s'étoient présentés pendant le cours de l'enquête : il rendit compte des motifs qui l'avoient engagé à la proposer, & montra les avantages qui en résulteroient, quoiqu'elle n'eût pas rempli, au moins pour le moment, le grand objet qu'on en avoit attendu, celui de découvrir des délits publics & de les punir d'une manière proportionnée à leur importance & à leur énormité. » Quelque peu de lumières, dit-il, qu'on ait tirées de l'audition des témoins, les personnes qui ont proposé le Comité doivent voir qu'elles ne se sont pas prodigieusement trompées dans leurs premières conjectures. On a découvert beaucoup d'abus, quoiqu'il y en ait eu un bien plus grand nombre soustrait à la connoissance du Parlement; & si la malversation des gens en place n'a pas été démontrée dans toute son

évidence , on a toujours fait voir leur négligence & leur incapacité. Si on n'a pas administré des preuves de leur corruption , il est du moins bien clair qu'ils ont dépensé l'argent public avec la plus horrible profusion «.

Il observa en outre qu'il étoit trop tard pour s'occuper de l'examen du rapport , le Parlement étant sur le point de se séparer. » Je compte bien , ajouta-t-il , & je me fais même un devoir de revenir sur cet objet dans le cours de la prochaine session , & de fixer l'attention de la Chambre sur ce que ce rapport contient de plus intéressant «.

En conséquence, il proposa que le rapport fût mis sur le bureau pour être au nombre des affaires dont la Chambre s'occupera dès l'ouverture de la prochaine session.

M. *Jenkinson* convint avec le Colonel Barré qu'aucun Comité, relativement aux différens objets dont celui-ci étoit chargé , n'avoit mis plus d'ordre & d'intelligence dans son travail. Mais, ajouta-t-il , je demande la permission d'être d'un avis différent relativement à la manière dont on interprète les connoissances que l'enquête en question a procurées.

M. Barré prétend qu'il en résulte que si les Ministres & les gens en place ne sont pas coupables , d'une prévarication réelle, ils le sont au moins d'une profusion extra-



vagante dans l'emploi des fonds publics. Cela est faux & l'enquête n'administre pas plus de preuves d'une allégation que de l'autre. Cette enquête fait voir, je l'avoue, que dans certaines circonstances les Administrateurs ont été induits en erreur ; & c'est, selon moi, le seul avantage qu'elle ait produit, en ce que cette découverte avertira leurs successeurs de se mettre en garde contre de pareilles séductions, & que leur imprudence sera pour d'autres une leçon qui les rendra plus circonspects. Mais si d'un autre côté on considère la nature des circonstances où se sont trouvés les Administrateurs, la multiplicité des affaires dont ils étoient chargés & l'extrême vivacité qu'il falloit mettre dans toutes les expéditions, j'ose affûrer que jamais on n'a porté plus de prudence & d'économie dans la gestion des finances de la nation.

M. *Hans Stanley* protesta qu'il ne voyoit pas non plus le moindre fondement aux inductions que le Colonel Barré tiroit du rapport.

Le Chevalier *Younge* soutint l'affertion du Colonel Barré & il alla même plus loin, puisqu'il prétendit que d'après le rapport les personnages intéressés étoient non seulement coupables de gaspillage & de profusion, mais de corruption & de malversation dans leurs places.

Le Colonel Barré répondit ainsi à M. Jen-

kinson & à M. Stanley : » je suis charmé , dit-il , d'entendre un personnage de la volée de M. Jenkinson , aussi consommé dans les affaires , lui qui est depuis si long-tems attaché à la Trésorerie , dont l'administration a été l'objet de l'enquête , faire l'aveu loyal & naïf que quoique le Comité n'ait point découvert de malversation réelle , de gaspillage honteux , ni de profusion révoltante , cependant il en étoit résulté cet avantage signalé , savoir : que l'enquête avoit fait voir que l'administration avoit été induite en erreur : que cette découverte avertiroit les Ministres & leurs subordonnés de se tenir par la suite sur leurs gardes ; & qu'enfin elle les rendroit plus attentifs & plus circonspects.

CES débats , Monsieur , ont été jusqu'ici d'une telle importance qu'on en a formé un cahier ou pamphlet , que chacun s'empresse de lire , parce qu'on fait que les fragmens donnés par les Gazettes ne méritent pas grande confiance. C'est d'après ce Pamphlet que j'ai formé l'extrait que je viens de mettre sous vos yeux. Je prendrai le même soin pour ceux du 2 Juin dans les deux Chambres , sur lesquels on m'a fourni aussi des documens authentiques. Je vais terminer cette lettre par deux essais critiques sur la conduite des Ministres dans l'affaire de l'embargo , & dans celle de l'enterrement de Mylord Chatham. L'embargo , qui a causé les plus violens

violens murmures, quoiqu'il fût si nécessaire pour mettre les escadres en état de partir, pouvoit porter le plus grand préjudice au commerce d'Angleterre si sa durée eût été plus longue. Comment pouvoit-on le laisser subsister seulement deux jours sur le commerce de Russie, sans lequel il seroit impossible à la marine Britannique de se soutenir ?

*Apperçu politique du 30 Mai au 6 Juin.*

» Dans le tems même qu'on imprimoit le dernier apperçu, non-seulement l'horizon politique se couvroit de nuages, mais il s'y formoit une tempête dont l'explosion subite a allarmé la Grande-Bretagne. Un embargo général a été mis sur tous les bâtimens quelconques, & cet ordre est venu comme un coup de tonnerre au moment où l'on s'y attendoit le moins, & sans qu'il fût possible d'en deviner le motif. Le Public n'y avoit été préparé par aucun avis ; la Nation dont on met depuis si long-tems la patience à l'épreuve, n'a pas même été instruite des raisons qui lui ont attiré cette nouvelle insulte, une des plus sanglantes qu'elle ait reçues. Il y a quelques années (en 1766) que le Gouvernement mit un embargo sur les vaisseaux ; mais quoiqu'il ne portât que sur ceux qui étoient chargés de bled, article de premiere nécessité, & sans lequel tous les Habitans de la Ville de Londres alloient être en proie aux horreurs de la famine dont ils commen-

voient déjà à sentir les atteintes, les Ministres prirent la précaution de se procurer un acte d'autorisation du Parlement, craignant d'être comptables d'une opération par laquelle on avoit attenté à la propriété de quelques particuliers pour assurer la vie de plusieurs millions de Sujets. «

» Quels reproches, ou plutôt quels châtimens ne méritent donc pas ces hommes sans principes qui usurent ouvertement les propriétés, interrompent le commerce & arrêtent la circulation des provisions nécessaires à tout un Empire, sans daigner seulement colorer du moindre prétexte une conduite aussi téméraire? S'ils ont eu quelque raison pour agir ainsi, elle est restée cachée dans les ténèbres de leur conscience; & leurs langues démentent leurs pensées. «

» Ils poussent des clameurs insolentes pour la guerre, mais leurs timides opérations ne tendent qu'à la paix; & toutes leurs négociations sont basses & pusillanimes. «

» Dès le mois de Décembre, les Ministres avoient reçu des avis positifs que les François enverroient une flotte pour détruire la nôtre & les restes de notre armée en Amérique, & cette flotte est en effet partie le 13 Avril, sans que personne eût le moindre doute sur sa destination; cependant nous voilà au 6 de Juin, & la flotte angloise n'a pas encore mis à la voile pour combattre, intercepter ou poursuivre celle des François, & prévenir le coup fatal dont nous sommes menacés. «

» Malgré cela , on n'entend parler que de fêtes , de plaisirs & de gaieté à Saint James , à Whitehall , & chez tous les Ministres. Les cordons bleus , les places lucratives , les grosses pensions , les annuités , les marchés , les intérêts dans les affaires , enfin les graces de toute espece pleuvent sur les partisans de la Cour , comme si la Nation n'avoit ni dettes ni charges à supporter , point de guerre dispendieuse & sanglante à laquelle il fallût se préparer , enfin comme si la paix , la prospérité & la concorde regnoient dans toute l'Europe , & que nos Ministres fussent tous des Walshinghams , des Godolphins , des Marlboroughs , des Oxford & des Bolingbrokes , ou les plus grands génies dont aucun siècle ou aucun pays puisse se glorifier.

» Les Députés retournent dans leurs Provinces pour donner tous leurs soins à leurs fermes ; les Ministres vont jouir des plaisirs de la campagne , aux dépens d'une Nation qu'ils viennent d'appauvrir de quinze millions de plus , tandis que les Officiers de terre & de mer tant en Angleterre qu'au dehors , ne savent que faire , faute d'ordres & d'harmonie. — Comment tout cela finira-t-il ?

*Observations sur la cérémonie de l'enterrement  
de Mylord Chatham.*

» Ni le Lord North , ni aucun autre Ministre , ne se sont trouvés au convoi du Lord Chatham. On n'y a remarqué de gens en

## cclx AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

place que le Lord Townshend Commandant Général de l'Artillerie, & le Lord Amherst Lieutenant Général de l'Artillerie. Mylord North s'étoit pourtant mis hors d'haleine pour venir donner sa voix, lorsqu'il a été question de demander au Roi que Mylord Chatham eût sa sépulture dans Westminster. Nous avons vu aussi les partisans du Ministère dans les deux Chambres combattre la proposition de faire une obligation à chaque Membre d'honorer ce convoi par sa présence, & soutenir qu'il seroit bien plus glorieux pour la mémoire de ce grand & excellent homme d'Etat, que les Membres des deux Chambres s'y rendissent en foule par le mouvement libre de leur volonté, qu'en vertu d'un ordre. Mais tout cela n'étoit que simagrée, les Ministres ne vouloient que gagner un peu de popularité, ou au moins diminuer en la partageant celle du Parti de l'Opposition qui s'étoit montré le premier dans cette affaire. Leur objet rempli, ils se sont laissés voir à découvert. Il n'a plus été question à la Cour des grands & éminens services du Comte de Chatham. On se rendoit bien plus agréable en parlant de la belle apparence de la Milice, & principalement de l'*invincibilité* des flottes & armées britanniques. «

» Une vile & scandaleuse mesquinerie s'est fait remarquer dans tout le cérémonial du convoi. Les Citoyens de Londres ont de-

mandé en vain à y assister. Tous les grands Officiers de l'Etat , & les principaux d'entre la Majorité des deux Chambres , ont été avertis sous main qu'on leur sauroit gré de n'y point paroître. C'est autant de paires de gands , de crêpes , de manteaux , d'anneaux funéraires , d'écharpes , &c. qui n'ont point été distribués ; encore n'y en avoit-il pas pour la moitié des assistans. On a même poussé l'économie jusqu'à faire rapporter la plupart de ces articles , comme si on espéroit les faire servir bientôt pour quelque autre : comme si l'Etat avoit bien des hommes de l'espèce du Lord Chatham à enterrer. Les hérauts n'ont obtenu qu'avec peine & très-tard la permission de faire élever des barrières pour écarter la populace. Mais les bannes nécessaires pour garantir de la pluie qui ce jour là fut abondante , ont été refusées. Il n'y a point eu non plus de plate-forme depuis la salle de Westminster jusqu'à l'Abbaye pour garantir toute la procession de barbotter dans la boue. Sans doute on étoit bien aise de faire courir le risque aux Barré , aux Burke , aux Saville & autres dignes amis de l'illustre mort , de gagner des rhumes , & de mourir eux-mêmes des suites d'un généreux & honnête procédé. — La marche étoit ouverte par une demi-douzaine de boueurs qui balayoient le ruisseau. Enfin , tout ce qu'il auroit été possible de mettre d'auguste , ou même de décent , dans cette cérémonie payée

ccxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
par une grande Nation, a été négligé ; &  
cependant elle lui coûtera vingt mille livres  
sterling. «

» Les personnes qui ont vu l'Eglise de  
Westminster, se représenteront le lieu où a  
été enterré le Lord Chatham. C'est au pied  
du monument des anciens Duc & Duchesse  
de Newcastle, & de celui qui a été érigé  
depuis au Chevalier Pierre Warren. «

» Une feuille d'argent appliquée au cer-  
cueil porte l'inscription suivante. «

» Le très-noble & très-puissant Guillaume  
Pitt Comte de Chatham, Vicomte Pitt de  
Burton-Pynsent, dans le Comté de Somers-  
set, né le 15 Novembre 1708, mort à  
Hayes Comté de Kent le 11 Mai 1778. «

» L'année dernière, à peu près vers le  
mois de Juin, la tête tournoit à toute l'An-  
gleterre pour le pauvre Docteur Dodd. Ac-  
tuellement, c'est à l'occasion de Mylord  
Chatham. On vouloit sauver la potence au  
premier : on se dispute pour l'enterrement  
du second : une même chaleur pour l'un &  
pour l'autre a agité les esprits, mais l'intérêt  
qu'ils ont inspiré n'est pas tout à fait le  
même. Dodd étoit aimé du peuple pour ses  
sermons, comme grand Orateur. On lui  
connoissoit une ame généreuse & une charité  
si ardente & si étendue, qu'elle l'a poussé  
jusqu'à une indiscretion qui a fait sa perte.  
Il a excité une compassion générale. L'ex-  
Ministre étoit un politique profond, & aussi



grand prédicateur dans le Parlement, que l'autre dans la Chaire Evangélique. Vrai bourreau d'argent, son excessive prodigalité a chargé l'Angleterre de dettes énormes sans qu'il s'embarassât comment elles seroient payés. Comme le Docteur Dodd, il dissipoit son propre bien avec la même profusion que celui d'autrui. Outre le gros revenu qu'il a tiré long-tems de ses places, & ses pensions, il a reçu diverses donations (a) & legs considérables qui n'ont pas pu suffire à ses besoins, & à son goût pour la dépense. Plusieurs fondations charitables laissées par le Docteur Dodd feront bénir à jamais sa mémoire, quoique flétrie par l'erreur d'un moment. Mais la Nation gémera éternellement d'avoir eu à la tête de ses affaires un Ministre enthousiaste dont les extravagances l'ont perdue. «

» Voilà donc l'affaire de son enterrement terminée. Quel nouvel amusement la Cour va-t-elle donner à la populace ? Quelle autre balise nos Ministres jetteront-ils à ce Léviathan irrité pour occuper son attention, & empêcher qu'il ne les avale tout en vie ? Mal-

---

(a) Dix milles livres sterlings données par la Duchesse de Marlborough pour qu'il ne s'enrôlât point parmi les Whigs. — La terre de Pynsent, au Comté de Somerset, léguée à M. Pitt au préjudice d'un héritier naturel qui, actuellement, meurt de faim en Irlande, &c. &c.

heur. à eux s'ils donnent le temps au peuple d'appercevoir l'abyme où il est prêt à tomber, & sur le bord duquel on l'a conduit malgré les réclamations de ce grand & excellent homme d'Etat. Les Ministres engagent une Nation ruinée dans des dépenses énormes pour sa sépulture, pour son monument, pour ses dettes, pour la subsistance de sa famille à perpétuité, comme s'ils vouloient en faire l'idole de la postérité, tandis que d'un autre côté ils font tout ce qu'ils peuvent pour que chacun remarque combien ils le détestent & le méprisent. Si, dans cette conduite, on ne reconnoît point le fléau précurseur de la ruine des Nations, par quels autres signes Dieu prend-il donc soin de la leur annoncer ? Car j'ai toujours vu se réaliser ce proverbe :

*Quos Deus vult perdere primum dementat.* «

PENDANT le Convoi, le Sonneur de l'Eglise de Saint Martin s'amusoit à jouer un air très-gai, quoique ceux des autres Paroisses fissent entendre un lugubre tocsin. On a sçu que ce n'étoit pas de son chef que ce Sonneur avoit imaginé de se divertir aussi scandaleusement, & qu'il étoit payé par un certain Parti ; mais sûrement ce Parti ne lui avoit pas ordonné de jouer de préférence le *carillon de Dunkerque* ; & c'est ce qu'il a fait pendant près d'une demi-heure au grand divertissement de tous les François qui l'ont

entendu. Voilà de ces hasards qui semblent amenés par quelque esprit malin. Celui-ci étoit sûrement un Démon politique : ce n'est pas le plus innocent de tous.

On a remarqué aussi que le soir même de l'enterrement le Roi a été à la Comédie. Sa Majesté avoit passé une partie de la journée à une fête annuelle que donnoient à *Salthill* (butte de sel) les Ecoliers du Collège d'Eton, qui sont dans l'usage de saler tous ceux qui y assistent sans mettre au bassin. Ils avoient délibéré pour saler Sa Majesté, qui s'en est rachetée en leur faisant donner cent guinées. Un des Gazetiers Anglois qui ont rapporté cette anecdote, demande si on croit qu'Henri IV de France qui assistoit en personne aux funérailles de ses amis & de ses Ministres, eût voulu passer dans le plaisir & la dissipation la journée de l'enterrement de Sully ?

### *Nouvelles d'Amérique.*

LA gazette de la Cour du 13 Juin a rendu publique une lettre du Général Howe au Lord Germaine, datée de Philadelphie, le 11 Mai. — Voici, en substance, ce que porte cette lettre. — Le Général Clinton étoit arrivé le 8 Mai à Philadelphie, & le Chevalier Howe comptoit profiter de la permission du Roi pour repasser en Angleterre aussi-tôt qu'il auroit remis ses ordres & instructions, &c. à M. Clinton, son successeur.

Depuis le mois de Mars, ses détachemens n'ont cessé de faire des excursions heureuses, principalement dans les Jerseys, d'où il a tiré par ce moyen les subsistances qui lui étoient nécessaires.

Le Colonel Mawhood a fait une descente en Mars, à Salem sur la côte de Jersey, & après avoir écarté l'ennemi, il a fait un grand fourage.

Le 4 Mai, le Lieutenant-Colonel Abercrombie a surpris un Corps Américain de neuf cents hommes à dix-sept milles (six lieues) de Philadelphie. Il a défait ce Corps, duquel il a tué, blessé ou pris deux cent cinquante hommes, sans avoir plus de neuf blessés. Cet avantage auroit été plus considérable, si le corps Anglois, composé de quatre cents hommes d'infanterie légère, de trois cents Chasseurs, & d'un parti de Dragons légers, n'eût pas été très-fatigué de sa longue marche. Le Major Maitland, chargé le 7 Mai d'une expédition sur le fleuve Delavarre, & secondé du Capitaine Henri de la marine, a détruit dans la partie supérieure du fleuve, depuis Philadelphie jusqu'à Trenton, quarante-quatre (a) bâtimens de diverses grandeurs, du nombre desquels étoient deux frégates, percées pour trente-deux & vingt-huit canons, & six corsaires percés pour seize & dix canons.

Il a fait deux établissemens sur le bord du

---

(a) La plupart étoient de vieux bâtimens marchands, & ceux de guerre étoient sur le chantier & seulement commencés.

Delavare dans le Jersey, l'un à Cooper's Ferry, l'autre à Billinsport, le premier pour couvrir les partis qui vont faire du bois, le second pour assurer la navigation du fleuve dans un endroit où le Chenal est étroit.

La lettre du Chevalier Howe est accompagnée d'une relation du Major Maitland, qui fixe l'expédition au 8 Mai au matin; c'est du bourg de Whithehill qu'il a chassé l'ennemi, où les Rebelles avoient une batterie de cinq canons, pour empêcher tous bâtimens de remonter. Quantité de provisions y ont été détruites par le feu avec les magasins, & les maisons des Habitans n'ont pas été épargnées, quoique le Commandant assure que ce fut par accident. Il a détruit encore plusieurs vaisseaux & magasins à la crique de Biles-Island & Bristol. Il n'a pu faire aucun mal aux galeres, qui étoient presque submergées.

Une lettre du Lord Howe, en date du 10 Mai, sur le vaisseau l'*Aigle*, devant Billingsford, adressée à l'Amirauté, porte que l'ennemi ayant fait descendre quatre galeres armées entre Bordenton & Bristol, il avoit fait partir dans la nuit du 6 le Capitaine Henri de la marine, avec un détachement de troupes légères, pour enlever ou détruire les frégates & autres bâtimens que l'ennemi avoit remontés au-dessus des passages de bas-fonds, lorsque l'armée du Roi prit possession de Philadelphie.

A cette lettre est jointe la relation du C

cclxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE.  
pitaine Henri , qui met la crique de Cross-  
well au nombre des lieux où ce détachement  
a fait du dégât.

Les troupes étoient rentrées le Dimanche  
10 à Philadelphie , sans avoir perdu un seul  
homme.

Le Capitaine Henri paroît aussi regretter  
que quelques maisons de Membres du Congrès  
& autres Notables , aient été brûlées , malgré  
les ordres & contre l'intention des Officiers.  
Il est fâcheux que de pareils accidens soient  
arrivés au moment où les Commissaires alloient  
apporter la branche d'olivier , & proposer  
des arrangemens de paix. Une telle conduite  
annonce plutôt de la part du Gouvernement ,  
la résolution d'exercer une cruelle vengeance  
sur des pays qu'il désespere de soumettre ,  
qu'une envie sérieuse d'amener les esprits à  
la conciliation par les voies de la persuasion  
& de la douceur.

Ces deux lettres ont été apportées à Fal-  
mouth par le paquebot le Swallow , qui y est  
arrivé le 10 Juin. — Il étoit parti de Phila-  
delphie le 15 Mai. — On prétend qu'il a  
rencontré en route l'escadre de M. le Comte  
d'Estaing , & qu'une de ses frégates lui a  
donné chasse ; suivant d'autres rapports , il  
n'a été chassé que par un Corsaire Américain ,  
& étant plus fin voilier , il lui a échappé :  
mais la première nouvelle est celle qui s'ac-  
crédite le plus ; & les Ecrivains de parti re-  
prochent au Gazetier de la Cour d'en avoir  
fait un mystère. Les Commissaires partis

d'Angleterre le 21 Avril, n'étoient point encore arrivés à Philadelphie le 15 Mai.

Le Général Clinton à qui restera le commandement de Philadelphie & de l'armée, paroît être fortement soutenu par le Lord Germaine, qui a dit, dans la Chambre des Communes, que jamais Général ne s'étoit conduit avec plus d'habileté, & n'avoit montré plus de courage, que M. Clinton dans son expédition de la campagne dernière sur la rivière de Hudson.

On murmure hautement contre les ministres, sur ce qu'il se vérifie aujourd'hui, qu'ils savent déjà depuis quelque tems, que les Bills conciliatoires ont été rejettés par les Américains, & qu'ils ont cependant laissé le Parlement se séparer sans se faire autoriser à envoyer aux Commissaires de nouvelles instructions. Pendant ce tems-là, dit-on, le Docteur Benjamin Franklin fait négocier avec les Etats-généraux, relativement à certaines branches du commerce de l'Amérique; & on croit être certain, qu'il ne leur a fait porter ses propositions qu'après s'être bien assuré qu'elles seroient favorablement accueillies.

Il semble depuis quelques jours qu'on ne soit pas sans inquiétude relativement à l'Espagne; divers envois qui devoient se faire pour ce Royaume, des ports d'Angleterre, ayant été contremandés.

On croit que l'escadre de l'Amiral Byron

## cclxx AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

est partie pour Halifax dans la nouvelle Ecosse , où elle pourra être rendue vers le 20 Juillet. Cet Amiral est destiné à remplacer le Lord Howe , qui doit , dit-on , revenir en Angleterre avec son frere , ou peu de tems après lui. Son commandement à la Nouvelle-York est passé au Commodore Griffith. Il y a une chose remarquable sur l'escadre de l'Amiral Byron , c'est qu'il n'a point de frégates. En effet elles sont toutes en Amérique.

Pour l'Amiral Keppel , comme il n'est approvisionné que pour trois mois , on croit qu'il ne s'écartera point de l'Angleterre , & qu'il établira sa croisiere dans le golfe de Biscaye.

Il se vérifie que l'Irlande est dans l'état le plus déplorable. Faute d'argent , l'administration ne peut y rien faire. Des trois cents mille livres st. octroyés au Roi , il n'a pu être levé par la tontine à six pour cent que soixante mille livres. Les banqueroutes se sont montées à plus de huit cents mille livres sterling. Pour faire remplir la tontine , il faudra que le Parlement donne jusqu'à dix pour cent , car 7 & demi ne suffiront pas. L'argent est extrêmement rare en Irlande ; & il ne l'est pas moins en Angleterre , puisqu'il est avéré que le 14 Juin il n'y avoit pas plus de deux mille livres sterling dans l'échiquier. — On vient de calculer que pour payer la dette nationale angloise en



ET DE L'AMÉRIQUE. cclxxj

donnant une guinée par minute., elle ne le feroit complètement que dans 272 ans, 9 mois, une semaine, un jour, 17 heures, 15 minutes, & 32 secondes.

P. S. Du 16 Juin.

Les Gazettes angloises d'aujourd'hui me fournissent, Monsieur, des nouvelles très-intéressantes des Etats-unis, que je m'empresse de vous envoyer, jugeant que vous trouverez un plaisir singulier à les lire.

*Nouvelles très-autentiques des Etats-unis  
d'Amérique.*

[Ce que l'on va lire est traduit d'une gazette Américaine copiée dans celles de Londres; mais il est nécessaire d'observer que l'exposé de ce qui s'est passé tant à Paris qu'au Congrès, peut n'être point parfaitement exact, quoique vrai en général. Il est à croire que c'est le précis de quelques lettres écrites de France par les Américains & publiés par des Particuliers d'York-Town, qui y ont ajouté ce qu'ils savoient. Les prochaines nouvelles d'Amérique apporteront vraisemblablement une copie autentique des deux traités, ainsi que des résolutions prises en conséquence par le Congrès: le tout imprimé par ordre & signé Charles Thompson.]

» O N a ici (à Londres) une Gazette d'York-Town, résidence actuelle du Congrès, datée du 4 Mai. M. Siméon Déan, frere de

M. Silas Déan, y étoit arrivé de France le Samedi 2 Mai avec des Dépêches des Plénipotentiaires Américains à Paris. Voici ce que l'on débite de leur contenu.

» La nouvelle de la défaite & de la captivité du Général Burgoyne fut reçue en France, au commencement de Décembre, avec autant de joie que si c'eût été une victoire remportée par les armées de cette Puissance. Nos Plénipotentiaires saisirent cette occasion de rappeler l'attention de la Cour de France sur l'objet de leur négociation. Le 16 Decem., M. Gérard, un des Secrétaires du Conseil d'Etat de France, se rendit chez nos Plénipotentiaires, & les informa, par ordre du Roi, « qu'après de longues & mûres délibérations dans le Conseil, sur nos affaires & sur nos propositions, il avoit été décidé, & que Sa Majesté Très-Chrétienne avoit résolu de reconnoître notre indépendance, & de conclure avec nous un traité d'amitié & de commerce : que dans ce traité on ne tireroit point avantage de notre situation actuelle, pour obtenir de nous des conditions qui, sans cette circonstance, pourroient ne point nous convenir, Sa Majesté désirant que ledit Traité une fois conclu fût durable, & que l'amitié respectueuse des deux Nations subsistât éternellement ; ce qu'on ne pouvoit espérer qu'autant que le même avantage qu'elles auroient trouvé l'une & l'autre à former cette alliance, les engageroit encore à la continuer : que l'intention

tention de Sa Majesté étoit donc que les conditions du traité fussent telles que nous pourrions le souhaiter, si notre Etat établi depuis long-tems jouissoit de toute la plénitude de sa force & de sa puissance, & qu'elles fussent de nature à nous satisfaire également, quand ce tems sera venu.

» Que le Roi Très-Chrétien étoit bien déterminé, non-seulement à reconnoître, mais encore à soutenir notre indépendance, par tous les moyens qui seroient en son pouvoir : qu'en agissant ainsi, il ne se dissimuloit point que son Royaume seroit peut-être bientôt engagé dans une guerre, & dans toutes les dépenses, risques & pertes qui l'accompagnent ordinairement : que cependant Sa Majesté n'attendoit de notre part aucun dédommagement pour cet objet : qu'elle ne prétendoit pas non plus nous faire entendre que ce fût uniquement notre intérêt qu'elle avoit en vue, puisqu'indépendamment des avantages réels qu'elle nous procureroit à nous & à notre cause, il étoit notoirement de l'intérêt de la France que le pouvoir de l'Angleterre fût diminué par notre séparation d'avec cette Puissance : que de plus Sa Majesté Très-Chrétienne, si elle s'engageoit dans une guerre avec l'Angleterre à notre sujet, n'entendoit pas même exiger que nous ne fissions point une paix séparée pour nous-mêmes, dans le cas où l'on nous feroit des propositions utiles & avantageuses : que la seule

cclxxiv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
condition requise par Sa Majesté Très-Chrétienne, & sur laquelle elle comptoit, étoit que ; » *dans aucun traité de paix avec l'Angleterre, nous ne renoncerions à notre indépendance pour retourner sous l'obéissance de ce Gouvernement.*

» C'est d'après ces principes, & en vertu des pleins pouvoirs du Roi de France donnés à M. Gérard, Secrétaire du Conseil d'Etat de Sa Majesté, datés du 30 Janvier 1778, que ce Ministre & nos Plénipotentiaires ont signé à Paris le 6 Février un traité d'alliance & de commerce entre la Couronne de France & les Etats-unis de l'Amérique, presque sur le même plan qui avoit été tracé dans les instructions du Congrès aux Plénipotentiaires Américains.

Voici les articles les plus remarquables du traité d'alliance.

*Article premier.*

» Si la guerre se déclaroit entre la France & la Grande-Bretagne, pendant la présente guerre entre les Etats-unis & l'Angleterre, Sa Majesté Très-Chrétienne & les Etats-unis feront cause commune, & s'aideront mutuellement de leurs bons offices, de leurs conseils & de leurs forces, selon la nécessité des circonstances, ainsi qu'il convient entre de bons & fideles alliés.

*Article deux.*

» L'objet essentiel & direct de la présente alliance défensive est de maintenir efficacement la liberté, la souveraineté & l'indépendance absolue & illimitée desdits Etats-unis, tant en matière de gouvernement que pour l'objet du commerce.

*Article trois.*

» Le Roi Très-Chrétien renonce pour toujours à la possession de l'Isle Royale, ainsi qu'à celle de toutes parties quelconques du Continent de l'Amérique Septentrionale, lesquelles, avant le traité de Paris de 1763, ou en vertu de ce traité, auroient été reconnues pour appartenir à la Couronne de la Grande-Bretagne, ou aux Etats-unis, ci-devant appelés Colonies Britanniques, ou qui sont aujourd'hui, ou étoient précédemment, sous la domination du Roi de la Grande Bretagne. «

Le traité de commerce est établi sur le pied de l'égalité la plus parfaite; & si l'on réfléchit à la situation de la France dont la puissance est si solide & si ancienne, & à celle des Etats-unis encore à leur berceau, on ne peut s'empêcher d'être émerveillé d'un si heureux événement qui n'a point d'exemple. En un mot, le discours que M. Gerard a tenu le 16 Décembre par ordre du Roi exprime des sentimens bien rares dans les Princes; &

cclxxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
cette magnanimité, jointe aux principes d'égalité parfaite du Traité, place Sa Majesté Très-Chrétienne au rang des plus grands Monarques qui aient brillé dans l'Histoire du Monde.

L'indépendance de l'Amérique fait le plus grand plaisir à toutes les Puissances de l'Europe qui s'occupent du commerce. Elles attendoient que la France se déclarât pour reconnoître notre indépendance ; & bientôt on les verra embrasser hautement nos intérêts. L'Empereur, l'Espagne, la Prusse, sont déterminés à nous soutenir. Le 6 Novembre de l'année dernière, le Ministre de Prusse écrivit dans les termes suivans à l'un de nos Plénipotentiaires : » Quant aux renforts de troupes que la Grande-Bretagne pourroit recevoir des autres Puissances de l'Europe pour la campagne prochaine, je puis vous assurer, Monsieur, que votre Nation n'a rien à craindre de la Russie ou du Dannemarck, & que l'Allemagne ne fournira que quelques centaines d'hommes que le Duc de Brunswick, le Landgrave de Hesse & le Margrave d'Anspach sont tenus par leurs Traités d'envoyer annuellement pour recruter les troupes que ces Princes ont en Amérique à la solde de l'Angleterre. C'est avec une satisfaction bien sincère que je vous donne cette agréable nouvelle. « Le Roi de Prusse a refusé le passage par ses Etats aux troupes de Hesse & d'Hanau à la solde Britannique. Il a promis

qu'il feroit la seconde Puissance de l'Europe qui reconnoîtroit l'indépendance de l'Amérique.

Nos Plénipotentiaires nous assurent que si la Grande-Bretagne échoue dans cette campagne en Amérique, il lui est impossible d'en faire une autre, tant ses finances sont épuisées, son crédit au-dehors ruiné, & tant il lui est difficile de recruter des hommes chez elle. La France fait les plus grands préparatifs de guerre de tous les côtés. Elle a près de cinquante mille hommes qui marchent vers la Normandie & la Bretagne. La Marine de France & celle d'Espagne consistent actuellement en 270 voiles, qui n'attendent que des ordres pour appareiller.

Ces nouvelles importantes ont été apportées par la frégate de Sa Majesté Très-Chrétienne *la Sensible*, de vingt-huit canons & de trois cents hommes d'équipage, commandée par M. de Marigny. Elle est sortie de Brest le 8 Mars, & après une traversée de quarante-cinq jours, elle est arrivée le 20 Avril à la Baye de Casco, d'où elle a fait voile le 23, pour s'en retourner, après être restée deux jours pour faire de l'eau.

*De Boston le 23 Avril 1778.*

Nous avons reçu la nouvelle la plus authentique de France, qu'en vertu du traité qui vient d'y être conclu & signé, Sa Majesté Très-Chrétienne garantit l'indépendan-

*fin*

cclxxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
ce , la souveraineté , la liberté & toutes les  
possessions des treize Etats-unis de l'Améri-  
que , & que de leur côté ces treize Etats  
garantissent toutes les possessions de la France  
dans les Isles de l'Amérique. Le procédé de  
Sadite Majesté en cette occasion est vrai-  
ment noble & magnanime. Elle n'a exigé  
aucun monopole de notre commerce. Il est  
laissé libre à tous ceux avec lesquels nous  
voudrions commercer. Il y a autant de sa-  
gesse que de grandeur dans cette conduite ;  
car la France est très-certainement intéressée  
à ce que ce traité soit durable , & il est sen-  
sible qu'elle n'auroit pas pu y compter de  
même , si elle nous eût imposé de dures con-  
ditions. De plus nous recevons actuellement en  
France des secours de toute espèce. Les deux  
traités ont été signés le 6 Février, mais ils n'é-  
toient pas encore publics au départ de la fré-  
gate qui les a apportés au Congrès. On en  
parloit seulement comme de quelque chose  
que les circonstances rendoient très-proba-  
ble ; le Ministre anglois pour rompre , s'il  
étoit possible , cette union à laquelle on s'at-  
tendoit , & recouvrer la dépendance des Co-  
lonies , a fait passer deux bills qu'il appelle  
conciliatoires , mais qui ne présentant rien  
de certain , paroissent encore remplis d'arti-  
fice. Le droit ( pour nous servir des expres-  
sions de ces Bills ) le droit de nous taxer  
n'y est pas abandonné. Le Parlement déclara :



re seulement qu'en considération de quelques inconvéniens qui résultent de l'exercice de ce droit, il se propose de n'en plus faire usage à l'avenir, excepté pour régler le commerce. Mais le Parlement prochain peut trouver cette déclaration non convenable; il peut la révoquer, & reprendre son droit. Des Commissaires sont nommés pour traiter avec toute corporation d'hommes en Amérique *sur les moyens d'y pacifier les troubles*, mais ils ne peuvent rien faire définitivement, à l'exception d'accorder des pardons, de déclarer & de révoquer une cessation d'armes, &c. Sur cela un Américain respectable dit dans une de ses lettres : *J'espère que les Américains n'auront pas l'âme assez basse pour accepter ce pardon, & je suis sûr qu'ils ne feront pas la folie de se débarrasser ou de désarmer sur la foi d'une déclaration de cessation d'armes de la part des Commissaires. Il ajoute : Croyez-moi, l'animosité de la Cour Britannique contre nous est aussi forte qu'elle l'ait jamais été; mais l'Angleterre est à présent dans la plus grande consternation: elle est hors d'état d'avancer, elle a honte de reculer, & elle craint une guerre avec la France & l'Espagne, guerre qui la ruineroit infailliblement. Si elle parvient à nous diviser, à nous affaiblir, ou à nous engager par supercherie dans la soumission qu'elle nous demande, elle saura nous punir avec le tems. La France vient aussi de renouveler son alliance de cinquante ans avec les treize Etats-unis de la Suisse, alliance*

qu'elle a fidèlement gardée depuis deux siècles : excellent augure pour nous.

On ne doute point en France de l'accession de l'Espagne au Traité. Ces événemens sont de la plus grande importance pour l'Amérique ; ils nous donnent une stabilité qui doit étendre & soutenir notre crédit en Europe, tandis que celui de la Grande-Bretagne s'y affoiblit de jour en jour. Il y a un vœu général dans toute l'Europe pour le succès de notre cause. Toutes les Nations désirent que l'Angleterre soit humiliée & sont prêtes à concourir avec nous pour accélérer son humiliation aussi tôt que les circonstances leur permettront de le faire hautement. Si nous rentrions sous l'obéissance de l'Angleterre, nous aurions & l'Angleterre & toute l'Europe contre nous. Aujourd'hui nous sommes contre elle avec toute l'Europe. Il n'y a point à hésiter un moment sur le parti que nous avons à prendre.

Il est intéressant de remarquer que M. Si-méon Déane n'étant arrivé à Falmouth, dans la baye de Casco, que le 20 Avril, avec la nouvelle de la conclusion du Traité, le Congrès n'en pouvoit point avoir connoissance, lorsqu'il a pris son arrêté motivé, du 22 Avril, pour rejeter les bills conciliatoires, dont le Général Washington lui avoit envoyé le 18 un exemplaire imprimé qui lui étoit venu de Philadelphie. Ainsi il n'est pas possible de dire que le courage des Améri-

cains ait eu besoin de ce réconfort ; & cette démarche spontanée de leur part sert autant à prouver la confiance qu'ils ont dans leurs forces & dans leurs moyens , qu'elle doit inspirer de confiance à leurs nouveaux alliés , dans la solidité de leurs engagements.

L'arrivée de M. Siméon Deane , avec de si bonnes nouvelles , fut célébrée à Boston par des fêtes. Il y eut des illuminations dans la Ville le 23 Avril. On ne voyoit par-tout qu'embrassades & félicitations. Les treize fan-  
rés suivantes furent portées dans le Caffé Américain où s'étoient rendus toutes les Ha-  
bitans les plus considérables de la Ville.

- 1°. Les Etats unis d'Amérique.
- 2°. Le Congrès.
- 3°. Louis XVI, Roi de France & de Na-  
varre
- 4°. Le Général Washington.
- 5°. Les Armées Américaines de Terre &  
de Mer.
- 6°. Les Plénipotentiaires Américains à la  
Cour de France.
- 7°. La mémoire des Héros qui ont péri  
en défendant la liberté Américaine.
- 8°. Puissent la liberté & l'indépendance  
de l'Amérique se perpétuer jusqu'à la posté-  
rité la plus reculée.
- 9°. La sécurité de l'esclavage , n'est point  
préférable à la liberté , même au milieu des  
dangers.
- 10°. Puisse la glorieuse résistance des Amé-

cclxxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
ricains convaincre tous les Despotés, qu'il  
n'est point possible d'asservir un peuple qu'on  
a poussé à la résolution de briser ses fers.

11°. Puissent les Etats libres & indépendans d'Amérique devenir l'asyle de tous ceux que de cruels Tyrans se feront plus à opprimer.

12°. Puissent les ennemis intérieurs de l'Amérique ne jamais goûter les douceurs de la liberté.

13°. Que l'Union Américaine dure jusqu'à la consommation des tems.

M. Siméon Dean a fait mettre dans les Gazettes Américaines qui ont annoncé son arrivée, qu'il faisoit avec empressement cette occasion, pour faire connoître combien il étoit reconnoissant de tous les procédés honnêtes de M. de Marigny, Commandant de la frégate la *Sensible*, & de la diligence qu'il avoit mise dans son importante mission, dont il souhaitoit qu'il fût récompensé comme il le méritoit à son retour en France. — Il y a joint ses félicitations, adressées à tous les compatriotes, sur ce grand & heureux événement.

QUOIQUE dans tout ce que vous venez de lire, Monsieur, vous ayez dû reconnoître le caractère de la vérité, il convient, comme je vous l'ai observé, d'attendre les publications qui émaneront du Congrès même, pour être certain de savoir tous ces détails

dans leur plus parfaite exactitude. — Je vais vous en communiquer quelques autres pour lesquels vous n'avez nul besoin de confirmation ultérieure. Ils sont extraits de Lettres écrites aux Députés Américains en France, & qui m'ont été envoyées par mon Correspondant, leur compatriote & leur ami. Je vous garantis la vérité de tout ce qui va suivre. Ces diverses Lettres roulent sur la joie qui a éclaté dans toute l'Amérique, lorsqu'on y a appris l'heureuse conclusion des deux Traités, & sur les grands effets que cet événement doit produire dans des ames, qui jusques-là avoient défendu la cause de l'indépendance avec une si courageuse résolution, sans être assurées d'obtenir un appui tout à la fois si imposant & si généreux.

*Extrait d'une Lettre du 13 Mai.*

« Je vois que le Ciel a résolu la perte de l'Angleterre : je le vois, non-seulement par les Traités en eux-mêmes, & par le bien prodigieux qu'ils feront à l'Amérique, mais par la sagesse & le jugement avec lesquels ils ont été conçus & par les excellens principes de politique qui en font la base. Les secours & l'alliance d'une aussi grande Puissance ne pouvoient pas manquer de donner un nouveau courage aux Américains ; mais la générosité de ses procédés gagne nos cœurs, & nous attache par d'aussi forts liens à nos bienfaiteurs, qu'à l'indépendance même. »

*Autre du même jour.*

» Recevez mes félicitations sur l'admirable affaire que vous venez de terminer. Tout ne retentit ici que d'acclamations de joie, & des bénédictions que l'on donne à la France & à son Ministère. Ne manquez pas de lui faire remarquer, la conduite que le Congrès avoit tenue avant qu'il pût savoir que nous aurions l'assistance de Sa Majesté Très-Christienne. Les Bills conciliatoires & le discours de Mylord North, avoient devancé M. Siméon Déane, & le Congrès les a rejettés avec la même fierté, que s'il eût été certain que notre cause seroit épousée par la France. Je puis vous certifier, qu'il n'y a pas eu une seule voix dans le Congrès, en faveur des propositions de l'Angleterre. Les Ministres de Versailles seront bien aises de savoir cette particularité, qui n'empêche point que nous n'attachions tout le prix que nous devons au bien qu'ils nous ont fait, & à des secours dont nous avons le plus urgent besoin; mais c'est que nous étions résolus à vaincre ou périr, & quand on fait des alliances, on a droit de se féliciter de s'être adressé à de braves gens. — On m'écrit du Congrès que les deux traités vont être publiés, avec des observations sur la magnanimité du Roi de France, & sur la fidélité de cette Cour à ses engagements avec les autres Etats «.

*Autre du même jour.*

» Béni soit le Ciel , qui a couronné d'un si heureux succès vos importants travaux. — ( La personne qui écrit cette Lettre est le Docteur Cooper , Prédicateur célèbre de Boston , & toujours suivi d'un nombreux auditoire. C'est à M. Benjamin Franklin qu'il écrit. ) » J'ai reçu votre Lettre du 27 Février, un Dimanche , au moment où j'allois monter en chaire. «

» Je n'hésitai point à faire à haute voix la lecture du premier article de votre Lettre , contenant l'assurance de la signature des Traités. J'invitai la Congrégation à s'unir à moi pour en rendre de vives actions de grâces au Tout-puissant , & prier pour la conservation des jours précieux du Roi , de la Reine & de la Famille Royale de France , & pour la prospérité de ce Royaume. Je ne puis vous dire le merveilleux effet , & l'agréable surprise que produisit cette nouveauté , qui en étoit réellement une à plus d'un égard. « ( Ceci se rapporte à la défense faite par le Congrès de prier pour le Roi d'Angleterre , & qui est très-scrupuleusement suivie. ) » Toute l'Eglise ne fut qu'un chœur de voix qui articulèrent , après moi , chaque mot de cette prière , avec la plus grande ferveur. «

*Autre du 14 Mai.*

» La joie regne sur tout ce vaste conti-

cclxxxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

nent. De toutes ses parties , il se rend des renforts à l'armée du Général Washington , qui va être des plus formidables. La campagne s'ouvrira aussi-tôt qu'il y aura sur terre assez de fourage. «

» Comme on vous demande souvent des nouvelles du Marquis de la Fayette , vous pouvez dire , qu'il se porte à merveille , & qu'il est ici généralement chéri & respecté. Le Général Conway , le Chevalier de Portal , & le Comte Pulawski , jouissent aussi de la plus grande considération , ainsi que le Baron de Stuben , qui est actuellement employé. «

*Extrait d'une lettre du Général HEATH , sous la garde duquel est l'armée prisonniere de Burgoyne , aussi du 14.*

» On voit briller la joie dans les yeux de tout le monde , depuis l'heureuse nouvelle de la signature des Traités. Les Officiers Anglois que j'ai occasion de voir journellement , en paroissent consternés. Jusques-là ils ne vouloient pas croire que la France eût reconnu ou voulût reconnoître notre indépendance ; mais enfin , comme ils voyent que cela n'est que trop bien confirmé , ils ne disent plus mot , & leur morne silence peint la tristesse de leurs ames. «



ET DE L'AMÉRIQUE. cclxxxvij.

*Autre du Bureau de la guerre à Boston, le 14  
Mai.*

« Depuis l'arrivée de l'heureuse nouvelle, notre papier monnoye reprend crédit, & la valeur en est considérablement augmentée. Nous aurons à notre tour ce nerf de la guerre qui va manquer à nos ennemis. La fermeté, la résolution, l'unanimité, sont les mêmes dans tous les treize Etats unis. »

Toutes les lettres ci-dessus sont écrites de Boston ou des environs.

*Liste des charges des différents vaisseaux arrivés  
en Amérique suivant les dernières nouvelles.  
( C'est la flotte que M. de la Motte Piquet  
avoit escortée.)*

La Brune, environ	400 balles.
La Henriette	300
Les trois Amis,	180
Le tout	<hr/> 880

lainages & toiles, suffisantes pour habiller cinquante mille hommes.

Le Dean, chargé de

9,878 habits complets de soldats.

10,468 paires de souliers.

100,293 livres de plomb.

10,000 livres d'étain. } pour faire des ca-

57,685 livres de cuivre. } nons de fonte.

Le tout pour le compte du Congrès.

cclxxxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Jamais encore, dans les années précédentes, le Congrès n'a eu en sa disposition une aussi abondante quantité de munitions.

*La liste des prises au N<sup>o</sup>. suivant.*

L E T T R E.

*D'un Banquier de Londres, à M.\*\*\*  
à Anvers.*

De Londres le 25 Juin 1778.

**J**E ne crains point, Monsieur, que vous me reprochiez de m'être appesanti sur des débats qui ont déjà paru dans la plupart des écrits publics. Une révolution aussi étonnante que celle que nous voyons s'opérer dans le système politique, non seulement de l'Europe, mais du monde entier, ne peut point être présentée sous un point de vue trop lumineux. Quoique je n'aye point lû ces débats dans les gazettes, j'en ai assez vû pour m'assurer que l'objet des gazettes n'a point été de rassembler tout ce qui s'y est dit d'intéressant, soit pour l'histoire du tems, soit pour les spéculations; & comme en me pressant moins, j'ai eu la faculté de le faire, vous ne pourrez qu'être bien aise de trouver ici tout ce qui peut satisfaire votre curiosité éclairée.

*Séance du premier Juin.*

Le Lord Radnor ouvrit la séance en observant que dans les jours d'assemblée publique, & ceux auxquels le Roi se rendoit au Parlement, le corps de la Chambre se trouvoit confondu avec la multitude : que dans d'autres jours les Membres des Communes étoient foulés & obligés de se tenir debout durant un long débat, pêle mêle avec les étrangers, derrière la barre, tandis que les Lords étoient bien différemment traités lorsqu'ils alloient entendre les débats de la Chambre des Communes, où ils étoient reçus honnêtement & où ils pouvoient s'asseoir, soit dans la Chambre, soit dans la galerie ; en conséquence il proposa d'ordonner la construction d'une galerie qui communiquât avec le vestibule, & dans laquelle les femmes & les Membres de l'autre Chambre pourroient entrer. La motion de ce Lord passa unanimement.

*Séance du 2 Juin.*

A quatre heures, suivant l'ordre du jour, on fit la troisième lecture du Bill qui attache une annuité au titre de Chatham. Le Duc de Chandos s'opposa vivement à ce Bill, désirant que l'annuité du moins ne fût pas rendue perpétuelle, mais qu'elle fût restreinte

au Lord Chatham vivant & à son fils, s'il en avoit un. Le Lord Chancelier (Bathurst) opina pour rejeter entierement le Bill. Le Duc de Manchester, le Duc de Richmond & les Lords Littleton, Cambden & Shelburne, parlerent pour le soutenir. Ce dernier assura que l'idée en avoit été donnée par le Roi lui-même. A six heures & demie la question ayant été mise aux voix, il y en eut quaranté-deux pour le Bill & onze contre : ce qui fait une pluralité de presque trois contre un, & la seule qui ait été aussi considérable, dans cette session, contre le parti de la Cour.

Le Lord *Derby* proposa que les papiers relatifs à la convention de Saratoga fussent mis sous les yeux de la Chambre. Après un court débat dans lequel le Lord Weymouth se montra persuadé qu'on ne forceroit point le Congrès à l'exécution de la convention, il assura la Chambre qu'on ne pourroit point sans inconvénient discuter actuellement cette question, & il la fit rejeter sans qu'il fût besoin d'aller aux voix.

Voici qu'elle fut la motion du Lord *Derby*.

» Qu'il soit présenté une humble adresse au Roi pour qu'il lui plaise faire remettre à la Chambre avant la prorogation du Parlement, toutes les informations reçues relativement à la détention de l'armée actuellement prisonniere en Amérique, conformément aux conditions de la convention signée à Saratoga &c. Sur quelques objections du

Lord Weymouth, il ajouta que dans un tems où la disette d'hommes étoit si grande, il convenoit de savoir ce qu'étoient devenus dix mille hommes, l'élite de l'armée Britannique.

Le Lord Effingham soutint la motion du Lord Derby d'après les mêmes principes. » Quoique je convienne, dit-il, avec le Lord Weymouth qu'on *ne peut point forcer le Congrès* à exécuter la convention, ( en effet nous avons la douloureuse expérience que nous *ne pouvons le forcer sur rien* ) cependant il est nécessaire de savoir de qui provient la faute, afin que le Parlement puisse prendre les mesures convenables pour y remédier.

Le Duc de *Richmond* releva ce que le Vicomte Weymouth avoit allégué pour s'excuser de rendre compte de cette affaire. » Il est bien singulier, dit-il, que ce Ministre ne puisse pas nous donner de mémoire quelques informations de tous les papiers relatifs à cet événement, puisqu'ils ont dû passer par ses mains. On aura d'ailleurs beaucoup de peine à se persuader que l'infraction de la convention puisse être imputée au Congrès, qui dans toutes les autres occasions a rempli ses engagemens avec la plus scrupuleuse ponctualité ».

Cette apologie du Congrès blessa le Comte Denbigh. » Il m'est impossible, dit-il, de supporter plus longtems de pareils éloges. Le Vicomte Weymouth n'a point le droit de

répondre à aucune question sur cette matiere ; & j'espere qu'il n'en fera rien. Quant à la prétendue ponctualité du Congrès à remplir ses engagements, c'est encore un fait auquel je ne puis nullement croire. Il alloit parler de l'affaire de Bennington ; mais on l'arrêta en le rappelant à l'ordre.

Le Duc de *Richmond* répliqua : » le papier public , où le Lord Denbigh a pris sa nouvelle au sujet de Bennington , est la Gazette de la Cour , que je ne regarde jamais. Je serois bien fâché de mettre aucune confiance dans ce recueil d'impostures. J'ai puisé ailleurs mes informations qui détruiront celles du Lord Denbigh. J'insiste donc sur la bonne foi rigoureuse du Congrès , & je soutiens qu'il en a donné des preuves en mille occasions. C'est sa *bonne foi*, c'est sa *vertu* qui l'ont enhardi à tenter & à exécuter des entreprises aussi difficiles. Une assemblée composée d'hommes aussi vertueux aura toujours les mêmes principes ; & je suis fâché d'ajouter que c'est à notre mauvaise foi & à notre dépravation que nous devons imputer tous nos malheurs.

Il fut question ensuite de faire la seconde lecture du Bill pour l'annuité du Comte de Chatham.

Dans le débat de la séance précédente le Duc de Chandos avoit assuré la Chambre qu'il avoit la plus haute opinion des talens du feu Comte & des insignes services qu'il

avoit rendus à son pays. Il avoit observé qu'une annuité perpétuelle d'un revenu aussi considérable étoit de la plus sérieuse conséquence pour l'exemple; qu'il n'en connoissoit qu'un seul d'une annuité perpétuelle attachée aux descendans d'un homme qui avoit bien servi sa patrie, le grand Duc de Marlborough; que le feu Duc de Cumberland avoit rendu des services éminens à la nation, & que cependant il n'avoit été récompensé que par une annuité viagère: qu'il existoit actuellement un certain Lord (le Lord Hawke) à la bravoure & aux talens duquel la Chambre étoit peut-être redevable de ce qu'elle se trouvoit assemblée aujourd'hui; & que si le Bill en question passoit, la famille de ce Lord étoit en droit de former des prétentions à la même grace.

Ce Duc insista de nouveau sur les besoins pressans de l'état qui rendoient condamnable cet acte de générosité.

*Le Comte d'Abingdon.*

Je me déclare pour le Bill afin qu'on ne puisse pas dire que tandis que nous prodiguons des pensions, des titres & des établissemens à des gens qui méritent la corde ou la roue, nous refusons à d'autres qui ont bien mérité du public la récompense de leurs services.



*Le Duc de Richmond,*

Je conviens avec le Duc de Chandos de la nécessité indispensable où nous sommes d'adopter un plan général d'économie ; mais ce n'est pas dans cette circonstance que nous devons en faire usage , ce seroit mal commencer. Le premier objet d'économie qui doit nous occuper , est de supprimer des pensions & des places où il n'y a rien à faire , telles que celle de Gardien (a) des cinq ports qui rapporte annuellement quatre à cinq mille livres sterling , & celle d'Auditeur de l'Echiquier (b), qui en vaut près de 20 mille pour une signature qu'on donne à la passade. Ces sommes ainsi que toutes celles que l'on prodigue journellement à des gens en place doivent faire l'objet des recherches de la nation , & non pas l'argent octroyé pour entretenir les orphelins d'un des plus grands hommes d'état qu'ait eus la Grande-Bretagne.

*Le Lord Chancelier* appuya les objections du Duc de Chandos. » Je crois , dit-il , qu'une forte pension & un titre seroient des récompenses suffisantes. Le seul exemple qu'on puisse apporter en faveur de ce Bill , est celui

---

(a) Cette place venoit d'être accordée au Lord North.

(b) C'est le Duc de Newcastle qui en est en possession.

ccxcvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
du Duc de Marlborough sous la Reine Anne.  
Le Duc de Marlborough étoit doué des plus  
grands talens, & comme homme d'état &  
comme Général. Il fut nommé Ambassadeur  
pour négocier les articles de la grande al-  
liance qui, par la suite, mit un frein à la  
puissance de la France & à l'ambition de  
Louis XIV. Lorsque par son habileté  
dans la négociation il eut réuissi au point  
de porter la Hollande & les Puissances Ger-  
maniques à entrer dans cette alliance, la  
Reine l'ayant gratifié d'une annuité de 5000  
livres sa vie durant, envoya en 1702 par  
le Secrétaire Harley, un message à la Cham-  
bre des Communes pour rendre cette annuité  
perpétuelle. Je voudrois pouvoir vous faire  
entendre la lecture des procédés de cette  
Chambre à l'occasion de ce message; mais  
je me contente à présent d'observer qu'après  
une mure délibération, les Communes re-  
fuserent d'y acquiescer. Ce ne fut qu'au bout  
de quelques années (en 1709) après des  
victoires réitérées, après que le Duc eut rempli  
l'Europe de l'éclat de son nom, & qu'il fut  
devenu la terreur de la France, que le Par-  
lement jugea à propos de rendre la pension  
perpétuelle. Je rends toute la justice due au  
mérite du feu Comte de Chatham; mais  
j'ose dire que la conduite du Parlement,  
relativement au Duc de Marlborough doit  
aujourd'hui servir de regle pour empêcher

ET DE L'AMÉRIQUE. ccxcvij  
l'établissement d'un nouvel exemple qui  
pourroit entraîner de grands inconvéniens.

*Le Lord Cambden.*

On a tort d'avancer que la Nation n'est pas en état de se charger d'une annuité de 4000 livres. Cette annuité doit être prise sur le *fonds agrégé* qui durera autant que la Nation se trouvera dans un état de *prospérité*, ce fonds étant le résidu du produit de toutes les taxes après que l'intérêt a été payé aux créanciers publics. Tant que ce fonds qui dérive des sources de richesses & de commerce que le feu Comte de Chatham a étendues & multipliées si heureusement, continuera d'avoir un résidu, après qu'on aura liquidé les intérêts de la dette, il ne pourra y avoir aucune impossibilité de payer cette annuité. Si jamais un événement aussi fâcheux avoit lieu & que le fonds ne pût pas suffire, il est très-certain qu'alors le paiement cesseroit. Alors les descendans du Comte de Chatham seroient compris dans la détresse & la ruine générale de leur pays. » Le Lord Chancelier appuye principalement son opposition au Bill, sur ce que le feu Comte de Chatham avoit été amplement récompensé de ses services, & sur ce qu'il convenoit peu de faire au bout de seize ans ce qu'on auroit dû faire lorsqu'il étoit en place; il part de ce principe que George III, aussi bien que la Nation, avoient toujours eu en vue, que ce qui

# ccxcviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

avoit été fait en faveur du feu Comte , étoit une récompense proportionnée à ses services. » A cela je répondrai au Lord Chancelier ce qui m'est arrivé lorsque j'avois l'honneur d'occuper un poste très-important dans l'administration avec le feu Comte de Chatham : il tomba malade & sa vie parut en danger : quelque tems après qu'il fut rétabli, j'eus un entretien avec le Roi ; & la conversation roulant sur la maladie du Comte de Chatham , Sa Majesté s'exprima à son sujet dans des termes que je n'oublierai jamais. Les voici : » si la mort avoit enlevé le Comte de Chatham je me serois cru *obligé de faire un sort à sa famille* ».

Le Lord Cambden employa ensuite les argumens les plus forts pour appuyer le Bill & faire voir qu'il y avoit une grande différence entre l'affaire du Duc de Marlborough & celle du Comte de Chatham. » Je n'y vois , poursuivit-il , d'autre rapport que les talens supérieurs de ces deux Grands-Hommes ; sans chercher à les mettre en parallèle , je dirai simplement , que c'est d'après les plans du feu Comte de Chatham que nos armes ont été victorieuses , même après son administration : que c'est lui qui , en faisant choix d'Officiers vraiment habiles & également honnêtes a garanti son pays d'une invasion : que c'est lui qui a subjugué l'Inde & garanti l'Amérique de tout danger de la part des François : que c'est lui qui a dé-

couvert des sources de commerce inconnues jusqu'alors & en a dirigé les canaux vers l'Angleterre ; que c'est lui enfin qui par ses conseils a élevé la nation à un degré de gloire où elle n'étoit jamais parvenue & dont on n'avoit point d'idée «.

» La famille d'Aristide a été précisément dans le même cas où se trouve aujourd'hui celle du feu Comte de Chatham. Cet illustre Athénien , après avoir rendu les plus grands services à la République, mourut insolvable ; mais la République prit sa fille sous sa protection. Cette fille devint l'enfant de l'Etat qui lui donna une dot en la mariant à un des meilleurs partis d'Athènes. Suivons , Milords , un si bel exemple. Que les vertus du pere deviennent les richesses des enfans. En leur assurant un sort , ce n'est qu'une justice que nous leur rendons. Ne craignons point que cette générosité ouvre la porte à des abus dangereux. Depuis la conquête ce n'est que le second Bill de cette nature. Loin de partager les craintes du Duc de Chandos , désirons plutôt que ce Bill en occasionne beaucoup d'autres semblables. Fut-il jamais un tems où la nation eût plus besoin d'encourager les hommes à de grandes & illustres actions ? Que le Ciel la préserve de se trouver dans un état de détresse & d'humiliation qui ne lui permette pas de donner quatre mille livres sterling par an aux descendans

d'un homme tel que fut le Comte de Chatham «.

Le Lord *Shelburne* qui parla après le Lord *Cambden*, se répandit également en éloges sur le feu Lord *Chatham*. Après avoir traité quelques points particuliers de sa glorieuse administration, il dit qu'il étoit prêt à recevoir tous les plans d'économie que proposeroit le Duc de *Chandos*. « Je désirerois, poursuivit-il, qu'on commençât par supprimer la grande addition faite en dernier lieu à la liste civile, les pensions & les places où il n'y a rien à faire, ainsi que les sommes d'argent octroyées par le Parlement & dont on ne rend pas compte. Ce sont là des objets qui méritent toute l'attention du Duc de *Chandos* & de la Chambre : des objets sur lesquels il est de notre devoir de délibérer, comme étant des abus qui font un tort infini à l'Etat ; mais loin de détourner une nation d'accorder des récompenses à de vertueux citoyens, je soutiens au contraire, que par de tels actes de générosité, elle place son argent au plus haut intérêt possible, & qu'elle encourage tous les citoyens à se porter aux grandes choses. C'est ce qui arrive actuellement en France où un Ministère sage & vraiment patriotique fait élever des monumens & des statues au Duc de *Sully* & à d'autres grands hommes de ce siècle & du siècle passé. »

» Le Lord Chancelier, en parlant du Comte de Chatham, a paru vouloir donner à entendre qu'il avoit peu mérité de sa patrie en ce qu'il n'étoit point mort dans le Ministère, mais je demande à tous ceux qui ont observé la maniere dont les affaires ont été traitées depuis quelques années, si ceux qui sont restés en place ont beaucoup mieux servi leur pays «.

Le Lord *Radnor* fut un de ceux qui appuyerent le plus fortement le Bill & qui donnerent les plus grands éloges à la mémoire du feu Comte de Chatham. » Cependant, ajouta-t-il, ma conscience ne sauroit être d'accord dans tous les points avec les nobles Lords qui paroissent ne pouvoir assez louer sa conduite politique. Je rends justice à toutes ses éminentes qualités : je n'oublierai jamais l'étendue & l'importance de ses services ; mais je ne puis m'empêcher de rappeler une circonstance qui, selon moi, en diminue prodigieusement le mérite : c'est d'avoir dressé une proclamation contre un acte du Parlement, pendant sa dernière administration en 1766, relativement à l'exportation des grains, & d'avoir soutenu que cette proclamation avoit la même autorité qu'un acte du Parlement. Un tel procédé, si notre silence lui donnoit une sorte de sanction, seroit capable de produire les exemples les plus dangereux. Il pourroit à l'avenir fournir un prétexte pour rendre les Parlemens inutiles.

Au surplus, en citant cette anecdote, mon intention n'est point de chercher à parler contre le Bill: je suis si loin de le désapprouver, que s'il ne passoit point je serois le premier à former une protestation dans laquelle je serois voir que le délabrement des finances de la nation allégué par le Duc de Chandos, & le besoin qu'elle a d'user d'économie ne sont point des motifs suffisans pour rejeter le Bill.

Le Lord *Cambden* se leva pour disculper le Comte de Chatham au sujet du reproche que le Lord Radnor venoit de faire à sa mémoire, & il parla ainsi: » J'étois alors Chancelier. En vertu de ma place je fus consulté plus particulièrement qu'aucun autre des Ministres du Roi; par conséquent s'il y a quelque blâme à jeter sur tout le corps, c'est sur moi principalement que ce blâme doit tomber. Mais la Chambre se rappelle sans doute les circonstances où se trouvoit la Nation. On étoit menacé d'une disette générale dans toute l'Europe: le Royaume n'avoit fait qu'une très-mince récolte: on craignoit une famine; & on s' alarma avec raison d'une exportation trop rapide. Je fus consulté: le Conseil fut assemblé sur le champ, & mon avis fut qu'une proclamation devoit être donnée tout aussitôt pour arrêter l'exportation. Le Comte de Chatham, qui étoit alors Ministre, porta ensuite l'affaire au Parlement pour y être



discutée. On proposa une indemnité (autorisation). J'ai cru n'avoir rien fait en cela que de très-juste ; & , depuis , je n'ai point changé d'opinion. J'ai présumé que la famine dont nous étions menacés étoit un de ces cas de nécessité pressante à laquelle tout homme d'Etat doit céder & qui justifieroit ma conduite. Ce n'est pas dans des livres de loi que j'ai appris cette doctrine : c'est dans les ouvrages du célèbre Lock , que j'ai toujours regardé comme un oracle d'administration , & dont les écrits offrent à chaque page une foule de vérités auxquels il est impossible de ne pas souscrire. C'est ce sublime Génie qui m'a appris qu'il est des circonstances qui exigent l'exercice de la prérogative. Malheureusement c'étoit dans de pareilles circonstances que se trouvoit la nation. Il s'agissoit de sa conservation , & je ne me persuaderai jamais qu'en la conservant j'aie commis un crime. Au surplus qu'il me soit permis de dire au Lord Radnor qu'il est mal informé relativement à la conduite du feu Lord Chatham dans cette affaire ; car si ma mémoire ne me trompe , voici ce que répondit ce Lord quand on lui demanda son avis dans le cours du débat : *puisque'il faut que je parle , dit-il ; je pense que la proclamation est illégale* «.

Le Lord Cambden fit ensuite l'éloge du désintéressement de son ami dans les différens postes lucratifs qu'il avoit exercés. Il apprit à la Chambre que le feu Comte , après

avoir eu l'occasion d'acquérir une fortune immense, avoit manqué même du nécessaire dans sa dernière maladie : qu'à peine avoit-il un domestique pour le servir ; qu'enfin il est mort avec le chagrin de laisser une nombreuse famille sans aucun établissement.

Le Lord *Littleton* parla aussi en faveur du Bill & s'étendit particulièrement sur le désintéressement du Comte de Chatham. Lorsque ce Lord, dit-il, étoit Trésorier général des troupes, il refusa les droits qui lui revenoient sur le subside ; & le *tant par livre* qu'il eût dû toucher fut offert au Prince à qui le subside étoit accordé, ( le Lord *Littleton* fit entendre que c'est le Roi de Prusse ; mais nous croyons que c'est le Roi de Sardaigne ) ce Prince ne voulut point l'accepter ; de sorte que cet argent est resté sans emploi, jusqu'à ce que M. Charles Townshend fut fait Chancelier, époque à laquelle la somme fut appliquée au service courant de l'année.

#### *Le Duc de Richmond.*

Je ne suis point de l'avis du Lord Radnor ni du Lord Cambden par rapport à la conduite du feu Lord Chatham au sujet de l'embargo mis sur l'exportation des grains, contre les termes exprès d'un acte du Parlement. La conduite du Lord Cambden dans cette affaire fut telle qu'il vient de le dire ; mais celle du feu Comte fut bien différente ;

car

car au lieu de reconnoître l'illégalité de la proclamation, il persista jusqu'à la fin à la soutenir. Je me souviens même qu'il traita l'indemnité parlementaire comme tout-à-fait ridicule & inutile.

A sept heures le Duc de Bolton fit la proposition qu'il avoit annoncée dans une séance précédente, savoir : qu'au lieu d'une prorogation du Roi, la Chambre s'ajournât pour délibérer sur les affaires importantes de la nation. Il s'ensuivit des débats très-intéressans, qui durèrent jusqu'à dix heures. Enfin la motion fut rejetée par 40 voix contre 22 : pluralité 18.

[ Ces nouveaux débats étant très-longs, on est obligé de les réserver pour le N.<sup>o</sup> XLVIII. Ils roulent sur des matieres si intéressantes, qu'on se seroit reproché de ne les pas donner ici dans toute leur étendue, d'après les cahiers authentiques dont on a eu communication. Il sera aisé de reconnoître que les Gazettes Angloises même n'en avoient rendu compte que très-superficiellement. ]

On a inscrit sur les registres de la Chambre, la protestation suivante contre le Bill intitulé : *Acte pour affecter & assurer une certaine annuité au Comte de Chatham & aux héritiers en ligne directe de feu Guillaume Comte de Chatham, auxquels ledit titre de Comte de Chatham sera dévolu, en considération des services importants que*

CCCvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
*ledit Comte de Chatham a rendu au Roi & au  
Public. «*

*Nous sommes d'un avis différent.*

1°. Parce qu'il nous est impossible de donner notre consentement à une profusion aussi peu convenable de l'argent public, dans un tems où la Nation est accablée sous le fardeau de ses dettes, & engagée dans une guerre dangereuse & qui entraîne des dépenses considérables.

2°. Parce que nous craignons que par la suite des tems un esprit de faction ou de cupidité ne s'autorise de cet exemple pour enrichir des familles-particulieres aux dépens du Public.

*Signé,*

Bathurst, Chancelier.

Chandos.

Archevêque d'York.

Paget.

*Chambre des Communes le 2 Juin.*

Le Chevalier James *Lowther*, ayant retiré sa motion tendante à assurer un douaire à la Duchesse de Cumberland, vû l'attention que le Roi paroissoit donner à celui de la Duchesse de Gloucester, il entra dans quelque discussion sur le Bill du Commerce d'Irlande, & sur celui des Papistes, demandant au Lord Nu-

gent & au Lord New-Haven, moteurs du premier, ainsi qu'au Chevalier George Saville, moteur du second, des éclaircissemens sur ce qu'ils comptoient faire à l'appui de ces Bills, dans la prochaine session. Le Lord *Nugent* déclara qu'il insisteroit pour que la liberté d'importation fut accordée à l'Irlande, le Bill d'exportation ne pouvant être, sans cela, d'aucune utilité à ce Royaume. Il fit voir que l'Irlande ne pouvoit pas donner de longs crédits, & qu'elle y seroit cependant contrainte, si dans son commerce avec les Colonies, elle n'avoit pas la permission d'en importer les denrées.

Le Chevalier George *Younge* protesta qu'il s'opposeroit au Bill d'importation : attendu que l'Irlande ne se trouve dans une situation aussi gênée que pour avoir voulu aider le Gouvernement au-delà de ses moyens.

Le Lord *New-Haven* annonça qu'il proposeroit d'étendre le Bill d'importation jusques sur les sucres.

M. *Gilbert* observa qu'il conviendrait de faire préalablement un examen approfondi du commerce des deux pays.

Le Chevalier George *Saville*, interpellé sur le Bill des Papistes, assura la Chambre que tous les non-Conformistes en général désiroient que l'on accordât aux Catholiques les mêmes privilèges qu'aux autres sujets de Sa Majesté.

Le Chevalier James *Lowther* proposa une

cccviij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

adresse au Roi pour obtenir que le Parlement restât assemblé. Pour cet effet, il essaya de faire comprendre à la Chambre, combien il feroit difficile de rassembler, sous quinzaine, les Députés, dispersés jusques dans les Provinces les plus éloignées.

Cette motion fut appuyée par M. Temple *Luttrell*, sur ce qu'il en avoit une à faire relativement aux équipemens des vaisseaux. — Il assura à la Chambre, que quoique le Parlement eût voté 60,000 hommes de mer, il n'y en avoit pas plus de 51,000 existans.

M. *Penton*, l'un des Lords de l'Amirauté, soutint en réponse, qu'au 31 Décembre dernier, le nombre des Gens de Mer portés sur les livres étoit de 59,869, & celui des Matelots passés en revue de 56,704.

M. Temple *Luttrell* récusait l'autorité des Livres de l'Amirauté, prétendant les avoir trouvés en défaut sur plus d'un article. Il soutint qu'il n'y avoit pas plus de 30,000 hommes de mer sur les vaisseaux Anglois en Europe : qu'il n'en comptoit que 13,000 sur ceux de la station d'Amérique : 3,000 à la Jamaïque ; & moins de 4,000 dans les autres parties du monde : en tout (a) 51,000.

---

(a) Le Gouvernement s'en est procuré environ douze cents par le dernier embargo : il compte en lever près de quinze cents sur la flotte attendue de la Jamaïque ; le nombre total, lors de l'arrivée de

Cette discussion fut interrompue par la demande que fit M. Fitzpatrick, d'être écouté pendant quelques instans. » J'arrive, dit-il, de l'armée du Général Howe ; & puisqu'on ne juge point à propos d'informer la Chambre de l'effet que les Bills conciliatoires ont produit dans cette armée, je vais en parler comme témoin oculaire. — La Chambre saura donc qu'ils ont été reçus on ne peut pas plus mal, & que l'armée entière en est dans la consternation. Elle s'attendoit à un renfort de vingt mille hommes ; & ce sera une puissante escadre Françoisise qu'elle verra arriver. Elle a en horreur, elle méprise souverainement les Ministres qui l'ont réduite à une situation si humiliante. L'indignation de plusieurs Officiers d'entre les plus qualifiés, a éclaté jusqu'au point qu'ils ont arraché & mis en pièces leurs cocardes, s'écriant, dans leur désespoir, qu'ils étoient des hommes (a) perdus & déshonorés. »

---

cette flotte, pourra donc être de 54,000, dont 33,000 sur les vaisseaux d'Europe, y compris ceux de l'escadre de Byron, vu que sa destination étant secrète on ne peut en faire l'attribution à aucune station éloignée.

(a) Depuis l'arrivée de M. Fitzpatrick on a reçu des nouvelles de même nature, par lesquelles on apprend que dans l'emportement de leur colere contre les Ministres pour ces mêmes Bills conciliatoires, deux Officiers Anglois se sont défaits, l'un en se pendant, l'autre en se jettant par une fenêtre.

« Les Américains s'en sont moqués, comme d'une nouvelle extravagance de nos Ministres ; & la manière indécente & ridicule dont on les leur a fait parvenir , en les répandant parmi le bas-peuple , nous a mérité de leur part les qualifications les plus insultantes. J'ai parlé à deux ou trois Membres du Congrès. Ils ne conçoivent pas comment des Ministres , l'objet de leur détestation , ont osé tenter de traiter avec eux. Ils se seroient attendus , s'il devoit leur venir quelque proposition , qu'elle leur auroit été portée de la part de Mylord Chatham , & peut-être par le Général Burgoyne. Mais le Lord Chatham est mort , & la Cour a fait à M. Burgoyne le plus mauvais accueil. J'apprends , à mon arrivée ici , tant d'étranges choses , que je ne puis plus être étonné de rien. Comment deux hommes de principes aussi opposés que le lord Carlisle & le Gouverneur Johnstone , ont-ils pu être choisis pour cette mission conciliatoire ? N'auroit-on pas dû les embarquer séparément sur deux vaisseaux : mais sans doute on a pris leur parole d'honneur , que le mot d'Amérique ne seroit pas prononcé une seule fois dans la traversée. » — M. Fitzpatrick apprit à la Chambre que la Ville entière de Falmouth où il étoit débarqué , lui avoit paru être dans une telle anxiété sur les affaires de l'Amérique , qu'il ne seroit point surpris s'il entendoit dire qu'il y eût éclaté un soulèvement. Il parla avec éloge du Général



Howe aimé & chéri de son armée qui regrette de le voir partir, & qui en feroit encore bien plus affectée, si elle savoit que ce sera pour éprouver en Angleterre un traitement aussi dur & aussi injuste que celui qu'on a fait au Général Burgoyne.

Le Lord *Germaine* répondit aux inculpations relatives au général Burgoyne, que le Roi avoit fait assembler un Conseil d'Officiers généraux, qui n'avoient pas voulu (a) prendre connoissance de son affaire. Quant aux Bills conciliatoires, il prétendit que s'ils n'avoient été rejettés que comme venant du Ministère actuel, ce seroit, de sa part, un obstacle bientôt levé, étant tout prêt à donner sa démission dès que l'intérêt de la paix le requéreroit.

M. *Burgoyne* apprit à la Chambre qu'il avoit bien d'autres griefs contre les Ministres, que le refus qui lui avoit été fait de voir le Roi. » Ce n'est point, dit-il, à des Officiers respectables par leur rang & par leur bonne réputation, qu'on a demandé des informations sur l'affaire de Saratoga. On a choisi des gens perdus d'honneur,

(a) Milord *Germaine* a fait insérer l'article suivant dans les Gazettes.

» Les Officiers généraux nommés pour examiner la conduite du Général Burgoyne s'étant assemblés, ils ont débuté par lui adresser cette question par écrit : comment êtes vous venu en Angleterre ? Le Général a répondu de même : avec la permission du Congrès.

des Officiers cassés, comme M. de Saint-Luc. On s'est abaissé jusqu'à entendre un de ses valets, qui a été le mien, & que j'ai chassé. C'est après que de si méprisables témoins ont eu une audience secrète du Ministre, qu'on m'a déclaré que le Roi ne permettoit point que je parûsse en sa présence. Encore n'ai je appris ce fatal arrêt, qu'après avoir ouvert mon cœur à Mylord Germaine dans un entretien qu'il m'accorda à l'instant de mon arrivée, & qui sembloit m'annoncer toute autre chose, à en juger par l'air d'amitié avec lequel il m'avoit reçu. Aussi en ai-je été plus frappé que s'il eût levé tout-à-coup le poignard sur mon sein. « — M. Burgoyne fit retomber sur M. de Saint-Luc toutes les atrocités commises par les Sauvages de son armée qui étoient sous les ordres de ce partisan. » Il n'est devenu, dit-il, mon ennemi, que parce qu'il m'a toujours trouvé opposé à ses projets, quand je pouvois remarquer qu'il se piquoit de réparer tous les meurtres de soldats & d'Officiers Anglois dans la dernière guerre sous les ordres des Généraux François, par les excès de barbarie qu'il commettrait sous les miens. Il a fait entendre aux Ministres que les Sauvages auroient pu rendre de

---

Aussitôt le Conseil s'est levé après avoir arrêté que le Général Burgoyne se trouvant, de son propre aveu, dans cette position, il n'étoit pas possible de prendre aucune connoissance militaire de son affaire,

grands services, mais que je les ai congédiés. Si en réprimant leur fureur sanguinaire, je les ai congédiés, je m'en fais gloire. Mais je maintiendrai toujours que c'est lui qui a déserté avec les Sauvages, mécontent de la rigidité avec laquelle je suivois le plan concerté dès l'année 1776 entre M. Carlton & moi, de ne jamais laisser agir les Sauvages séparément, & de refuser plutôt leurs services, si on ne pouvoit pas les astreindre à suivre l'armée, & à former un Corps commandé par un nombre suffisant d'Officiers Anglois. «

Aux autres raisons que M. Burgoyne avoit déjà apportées pour faire voir la nécessité de tenir le Parlement assemblé, il ajouta qu'il vouloit proposer de demander que la Chambre eût communication de tous les papiers sur la convention de Saratoga, ou qu'au moins le Lord Germaine informât la Chambre des mesures qu'il avoit prises pour recouvrer une armée aussi aguerrie, aussi bien disciplinée que la sienne, & qui en valoit une, du double plus forte par le nombre. — Il expliqua aussi ce qu'il avoit entendu par les mots *désertion honorable*. » Je suis fâché, dit-il, d'avoir donné lieu de penser que les troupes à mes ordres eussent songé à désertir. J'ai voulu seulement dire que le soldat songeoit à chercher les moyens de passer aux autres armées angloises. Mais les sentimens de tous nos Officiers généraux me sont bien connus; & je suis convaincu, que

quand la totalité de l'armée prisonnière, eût été rejoindre le Chevalier Howe ou le Chevalier Clinton, elle auroit été renvoyée sur le champ. «

» Quant à l'agrément donné par le Congrès à mon départ pour l'Angleterre: je répéterai encore comment la chose s'est passée. Le Président du Congrès avoit eu l'honnêteté de m'envoyer l'arrêté pris pour retenir mon armée. Je chargeai d'une lettre de remerciemens & de remontrances pour le Congrès, un de mes Aides de camp, qui devoit en remettre une seconde au Président, si le Congrès, après avoir délibéré sur la première, ne changeoit point de résolution. Dans cette seconde, je demandois la liberté de passer en Angleterre, tant pour ma santé, que pour régler un compte très-long & très-compiqué, promettant, pour le cas où la suspension seroit prolongée au-delà d'un certain tems ( ceci doit vouloir dire, si le Roi refusoit sa ratification à la convention, ) que je retournerois en Amérique, dès que j'y serois rappelé par le Congrès; & qu'aussi-tôt que ses intentions m'auroient été signifiées, (a) j'irois mettre ma personne entre ses mains, & attendre le sort du reste de l'armée avec laquelle j'ai servi. Je me flattois que le Gouvernement

---

(a) Il est clair, d'après cette déclaration, qu'aujourd'hui M. Burgoyne n'attend pour s'en retourner, qu'un ordre du Congrès.

recevroit de moi des lumieres , qui ne pouvoient guères lui parvenir par une autre voie ; & j'espérois que par l'appui que je donnerois dans la Chambre à un nouveau plan du Ministère , je réparerois les disgrâces qui m'ont fait perdre la faculté de servir l'Etat à la tête de mon armée. «

» Mais que ma position est différente ! Je ne puis pas même obtenir de la Chambre , un examen complet & impartial de mon affaire , quoique ce soit un objet national de la plus grande importance. Mais au moins je dirai ici hautement , que l'existence de l'Empire Britannique dépend du courage des Militaires , & que l'ame de ce courage , c'est la justice du Gouvernement. Que ne pourroit-on pas attendre d'une armée angloise , si son ardeur naturelle pour la gloire étoit soutenue par une sage distribution des punitions & des récompenses ? La plus belle récompense , qui pût flatter mon ambition , seroit de voir ma conduite scrutée par mes Juges naturels , & honorée ensuite des applaudissemens de mon pays. Si au contraire ; on me trouve des torts : si j'ai désobéi , si sans être autorisé par les circonstances , ou pressé par mes ordres , (car je soutiendrai toujours que j'en ai eu de positifs) si sans nécessité , dis je , j'ai marché témérairement à l'ennemi , si j'ai tenté de surmonter des difficultés supérieures aux forces humaines , que l'Etat m'en punisse , même quand il ver-

roit en moi un fils chéri: que l'Esprit de Manlius prononce mon arrêt. «

*I, liſtor, deliga ad palum.*

» Voilà, Monsieur le Président, le moyen d'exciter dans vos Généraux de vrais sentimens de gloire: voilà le moyen de contenir en eux une dangereuse ardeur. «

» Je renouvelle mes prieres, mes instances pour être jugé, quoique je ne me déguise point que si je suis coupable, c'est au plus haut degré que je le suis. Une armée perdue: l'attente de tout un Royaume trompée: une guerre étrangère causée ou accélérée: des torrens de sang anglois inutilement versés: tant de familles plongées dans le deuil! si tous ces maux sont l'effet de ma mauvaise conduite, comment puis je espérer qu'on me plaigne de mes fatigues & souffrances particulieres, de tant de nuits passées dans les angoisses d'esprit les plus cruelles, de tous les efforts surnaturels que j'ai faits, & de tous les obstacles que j'ai vaincus par mon courage & ma persévérance. Tout cela fera-t-il une compensation suffisante, aux yeux des hommes, aux yeux de Dieu, pour la détresse actuelle de ma patrie? J'ose pourtant solliciter un Jugement, comme la grace la plus signalée qu'on puisse me faire. J'y sacrifierois les liens les plus doux qui puissent m'attacher à la vie: ma fortune, mon honneur, ma tête même; & j'oserois presque dire que mon salut éternel en dépend. «

» Mais si on persiste à me traiter avec une rigueur barbare : qu'au moins je sois le seul malheureux, le seul persécuté. La conduite de mon armée est au-dessus de tout reproche ; & c'est-là ma consolation. Je dis plus, elle a des droits aux remerciemens de la patrie. Au milieu de son désastre, qu'elle étoit encore imposante & respectable ! Que ce moment, ce terrible moment, à mes yeux au moins, lui a fait d'honneur ! Dans l'attente d'une réponse du général ennemi, au refus que je venois de faire de conditions ignominieuses, la totalité de mes troupes offroit un aspect dont il est impossible de faire le tableau. L'idée seule peut se représenter cette ardeur comprimée, ce courage souffrant, cette farouche résignation, dans les regards de ces braves gens fixés tous sur moi, & où je lisois la résolution désespérée de périr plutôt que de se déshonorer. »

» Quant aux ordres peremptoires que je soutiens avoir reçus, ils existent dans la lettre du Lord Germaine au Général Carlton, du 26 Mars 1777. » Vous ordonnerez à M. Burgoyne de passer le lac Champlain, & ensuite, par tous les efforts dont il sera capable, de se rendre en toute diligence à Albany où il se mettra sous les ordres du Général Howe. — Il dit dans la même lettre : » J'écrirai par le premier paquebot au Général Howe. « — Et un peu plus loin : » Jusqu'à ce que M. Burgoyne ait reçu les ordres du Général Howe, l'intention de Sa Majesté est

# cccxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

qu'il agisse (a) selon les circonstances. « — Il est clair par cette lettre, que tandis que les ordres les plus positifs m'étoient donnés le 26 Mars d'aller, d'aller au plutôt me mettre à Albany sous les ordres du Général Howe, il n'y en avoit point encore à cette époque, d'expédiés au Général Howe pour lui prescrire de coopérer avec moi, quoique, par mon projet donné à la Cour le 28 Février, j'eusse bien articulé que je ne proposois l'expédition, qu'en supposant que l'armée du Canada eût pour unique objet d'effectuer une jonction avec le Général Howe, après que ce Général auroit coopéré avec moi pour m'aider à me mettre en possession d'Albany. — Mais le défaut de concert entre le ministère & le Chevalier Howe a fait avorter ce plan, le Chevalier Howe ayant écrit à M. Carleton le 5 Avril, que d'autres opérations convenues le mettroient dans l'impossibilité de prêter aucune assistance à l'armée septentrionale, si ce n'est de laisser, ainsi qu'il l'a fait, un corps à l'entrée de la rivière d'Hudson. Il est sensible que j'ai été trompé par les ordres positifs partis d'Angleterre le 26 Mars, avec la promesse de les donner de même au Général Howe, qui écrivoit le 5 Avril, qu'il en

---

(a) M. Burgoyne a qualifié cette dernière période de *réserve insidieuse* (Saving clause) qui exposoit M. Burgoyne au reproche d'avoir toujours fait trop ou trop peu, vu que quelques lignes plus haut on lui recommande de faire tous les efforts dont il sera capable.



avoit d'autres, & qui s'y est tenu, malgré ce qu'il a pu apprendre de ceux du 26 Mars. »

Mylord *Germaine* se défendit d'avoir entendu des Officiers cassés, & autres témoins suspects. Il protesta même qu'il avoit refusé de voir un homme qui s'annonçoit pour avoir des choses importantes à communiquer contre M. Burgoyne, ayant su que M. Burgoyne avoit été son bienfaiteur. — Quant aux mesures prises pour recouvrer (a) l'armée Britannique, il se défendit de s'en expliquer avant qu'elles eussent été mises à exécution, quoiqu'il lui parût que les Américains cherchoient à éluder la convention, la faisant dépendre de la *ratification de la Cour de la Grande-Bretagne*. » Il est visible, ajouta-t-il, qu'ils y ont mis cette difficulté, d'après les plaintes que le Général avoit faites d'une violation de leur part.

M. *Fox* rendit compte à la Chambre de quelques récits que lui avoit faits M. Fitzpatrick sur l'état de foiblesse de l'armée & de la flotte en Amérique, qui ne pourroit que se tenir sur la défensive devant le Comte d'Estaing. Il l'amusa de la surprise que cet Officier avoit marquée en apprenant que les Ministres s'étoient joints à l'opposition pour obtenir que les plus grands honneurs fussent rendus aux cendres du Lord Chatham, &

---

(a) Lorsque le Général Burgoyne partit du Canada pour son expédition, cette armée étoit forte de 8,256 hommes de troupes réglées. — Suivant les derniers états de revue, il n'en restoit que 3,164.

# CCCXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

qu'on assurât la subsistance de sa famille.  
 » Grands Dieux, s'est écrié M. Fitzpatrick !  
 comment cela se peut-il , après ce que je  
 viens de voir en Amérique. Je parle du der-  
 nier jour de Saint André ( fête Ecoissoise. )  
 Il n'y a pas plus de cinq mois que tous les  
 partisans du Gouvernement, persuadés qu'ils  
 faisoient la chose qui lui seroit la plus agréa-  
 ble , ont renversé en Amérique la statue du  
 Lord Chatham & celle du Lord Cambden ; &  
 en Angleterre , Mylord Chatham est mis après  
 sa mort au rang des Dieux , par les mêmes Mi-  
 nistres qui le détestoient. Mais c'est ainsi que fut  
 publiée l'apothéose de Romulus, par les Conju-  
 rés qui l'avoient fait tomber sous leurs coups. »

M. Fox revenant à l'affaire du Général  
 Burgoyne (a), déclara qu'il ne croyoit point  
 qu'il dût être jugé par un Conseil de guerre,  
 puisqu'on ne le chargeoit d'aucune faute  
 contre les articles de guerre, ni contre l'acte

---

(a) Avant que M. Burgoyne partît pour prendre  
 le commandement de l'armée du Nord en Amérique,  
 il étoit bien persuadé qu'il alloit devenir le princi-  
 pal instrument de la soumission des Rebelles. Dans un  
 entretien qu'il eut au Café d'Arthur avec diverses per-  
 sonnes, il dit qu'avant de revenir en Angleterre il  
 espéroit forcer l'Amérique à rentrer dans son devoir.  
 M. Fox qui étoit présent lui fit cette prophétie  
 singulière : *Burgoyne, ne vous flattez pas tant, car  
 je parierois que la première fois que vous reviendrez  
 en Angleterre, ce sera en qualité de prisonnier sur  
 votre parole.*

( L'Editeur de ce Recueil se souvient d'avoir lû dans  
 le tems cette prophétie dans les papiers publics. )

de

de discipline. Il insista, avec le reste du parti, sur la nécessité de continuer la session, ce qui n'empêcha point que la motion du Chevalier Lowther ne fut rejetée par 94 voix contre 54 : pluralité pour la prorogation, 40.

*Le 3 Juin.*

Au moment où l'Huissier à verge noire vint annoncer que le Roi mandoit les Communes à la Chambre des Pairs, M. Temple Luttrell faisoit la motion dont il avoit parlé la veille, & qui fut interrompue par ce message.

La motion portoit en substance, que le service des Gens de Mer qui se seroient enrôlés volontairement, auroit un terme, savoir de trois ans pour les bons Matelots, de quatre ans & demi pour les Matelots ordinaires, & de six ans pour les hommes de terre : que ceux qui auroient servi ce tems respectivement, ne pourroient plus être contraints à monter sur les vaisseaux du Roi ; & que tous ceux qui se trouvent actuellement enrôlés, profiteroient des avantages de cette loi. —

On a fait l'essai d'un projet à-peu-près pareil sous Guillaume III, mais il fallut l'abandonner, parce qu'il ne restoit pas un nombre suffisant de bons matelots au service.

*Affaires d'Irlande.*

CE N'EST pas en Angleterre seulement ;  
Tome X.

Monſieur, que ſ'agitent les grands intérêts de la Couronne Britannique. L'Irlande offre auſſi à nos obſervations une ſcène des plus curieufes. Il ſ'y prépare une même révolution qu'en Angleterre dans la Religion & dans le commerce: les mêmes ſignes y annoncent un renverſement total des fortunes. Ce ſeroit manquer entièrement l'objet de ce recueil que de laiſſer de côté les affaires particulières de ce Royaume, qui peut-être avant peu ſuivra l'exemple des Etats-unis d'Amérique, après avoir éprouvé les mêmes traitemens de la part du gouvernement. Je vais donc vous rendre un compte ſuccinct des derniers débats de ſon Parlement dont la ſeſſion doit être auſſi ſur le point de finir.

Ce Parlement n'eſt point encore ſéparé. Il y a très-long-tems qu'on n'a vu une ſeſſion prolongée ſi avant dans la ſaiſon. Il ne reſte aſſemblé que pour attendre les actes paſſés dans les dernières ſéances du Parlement Britannique & ſe conduire en conſéquence. La Nobleſſe & les Habitans aiſés ſont actuellement par reſſentiment ce qu'ils auroient dû faire depuis long-tems par eſprit de patriotiſme: ils encouragent leurs manufactures. Il y a ſix mois que le plus petit particulier n'auroit pas voulu porter un habit ſ'il n'eût été de drap Anglois; & aujourd'hui le premier Pair de ce royaume ne ſ'habille que de Draps d'Irlande. Il en eſt de même pour tous les autres articles.

On assure aussi que la résolution de révoquer les Loix contre les Papistes occasionne en Irlande de violentes dissensions. Le placard suivant fut distribué le Samedi 6 Juin aux portes de plusieurs Curés & Vicaires des environs de Dublin. » *Très-chers freres*, vos prieres les plus ferventes sont devenues nécessaires ainsi que votre concours dans tout acte légal en faveur de la Religion Protestante, indignement livrée entre les mains des Papistes & des faux Protestans ».

*Chambre des Communes d'Irlande. Séance  
du 24 Mai.*

Les Bills revenus d'Angleterre ayant été mis en Comité, M. Gardiner se leva; & après un court préambule, demanda qu'on lui permît de présenter les articles d'un Bill pour adoucir le sort des Sujets Catholiques Romains de Sa Majesté dans ce royaume. Cette motion fut secondée par M. Barry Barry qui insista fortement pour ce Bill comme étant une opération que l'humanité sollicitoit autant que la nécessité dans les circonstances actuelles.

M. Burke prit ensuite la parole. » Si on veut, dit-il, procéder tout-à-coup à la confection d'un Bill de cette importance, ce sera précipiter une affaire qui demande les délibérations les plus réfléchies. Je pense qu'on ne pourroit rien faire de mieux que de nommer un Comité pour reviser les loix

concernant le Papisme , & de prendre le rapport de ce Comité pour base d'un Bill ». M. Isaac Corry observa que les non-Conformistes qui se trouvoient en grand nombre dans son pays (Newry) étant aussi très-molestés, le Parlement, pendant qu'il s'occupoit du soulagement des Papistes, devoit songer en même tems à celui de cette classe de sujets.

M. *English* s'étendit beaucoup sur le préjudice causé aux intérêts de l'Irlande par les loix penales qui en ont fait sortir quantité de Soldats, d'Hommes d'états & de Manufacturiers, lesquels ont servi à défendre & à enrichir d'autres royaumes. Il ajouta que quoique la session fût déjà fort avancée, il espéroit néanmoins que personne ne regretteroit le tems qu'on employeroit pour tirer de peine des millions de Sujets. M. *Rowley* prétendit qu'on ne pouvoit aucunement se reposer sur la bonne-foi de gens qui n'étoient pas eux-mêmes les maîtres de leur conscience : que les loix concernant le Papisme avoient été établies sagement ; & qu'il ne consentiroit jamais au renversement de ce Boulevard de la sûreté publique. Il exhorta la Chambre à user de précaution en touchant à ces loix ; & il lui rappella que l'objet de sa mission étoit de consulter les intérêts du royaume & non de suivre uniquement tout ce qu'elle voyoit faire au Parlement d'Angleterre.

M. *Ogle* dit, qu'il lui sembloit que la question étoit plus importante qu'aucune de celles

qui avoient été discutées dans la Chambre depuis qu'il y avoit séance, » c'est d'elle, dit il, que dépend l'existence même des intérêts des Protestans ». Il ajouta : » je ne me ferois point attendu à voir mettre cette matière sur le tapis dans un moment où nous touchons de si près à la clôture de la session, après qu'on a déjà retiré une motion de même nature, par la seule raison que la session paroissoit trop avancée. Je ne suis point ennemi du Tolerantisme; je voudrois que la façon de penser de tout homme en matière de Religion fût entièrement libre : tout ce que je demande c'est qu'on ait des mœurs ».

» Les loix concernant le Papisme sont tellement tissées ensemble que nous n'en pouvons pas revoquer une partie sans annuler la totalité. On nous dit que l'Angleterre va revoquer ses loix de Papisme, & qu'il convient que nous suivions son exemple. J'avoue que je ne suis nullement disposé à le faire quand je pense que c'est une opération des Ministres Anglois. J'appréhende les suites de tout ce qui vient de pareils Ministres qui sont les seules personnes qui ayent l'oreille du Roi & dont les avis ont rendu méprisable, & conduit au bord du précipice un Empire cidevant couvert de gloire. Il est généralement reconnu que ces loix étoient nécessaires lorsqu'elles ont été faites; comment se peut-il qu'elles le soient moins aujourd'hui? l'Eglise

cccxxvj] AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
Romaine a-t elle changé de maximes ? Mais  
je ne veux point discuter la question pour le  
présent. Je me borne à demander plus de  
tems pour l'examiner mûrement «.

M. *Ponsonby* desira qu'on remit le Bill à  
la prochaine session quoiqu'il avouât qu'il  
ne le désapprouvoit pas.

M. Robert *Stewart* fut du même sentiment.  
Le Chevalier *Henri Cavendish* jugea qu'on  
devroit adoucir les loix penales en question ;  
& qu'en accordant quelques faveurs aux Ca-  
tholiques Romains & en les attachant au  
pays plus étroitement , on verroit que leurs  
consciences ne sont point soumises au Pape  
comme on le prétend. Il observa aussi que  
la conduite loyale qu'ils ont tenue depuis la  
fin des troubles en Irlande méritoit quelque  
récompense.

M. *James Fitzgerald* insista sur la nécessité  
de prendre ce parti , assurant que si on le  
différoit jusqu'à la prochaine session , les deux  
tiers des Catholiques en Irlande passeroient  
dans l'intervalle en Angleterre ou en Améri-  
que.

Le Chevalier *Hercules Langrishe* plaida  
fortement en faveur des Papistes & soutint  
que le meilleur moyen de s'assurer de leur  
fidélité , c'étoit de leur accorder la permis-  
sion d'acquérir des terres.

M. *Ogle* proposa d'ajouter à la motion  
ces mots : » autant que cela seroit compatible



avec la sûreté de l'état & avec les intérêts des Protestans «.

Le premier Avocat général ( M. Burg ) pria les Membres de la Chambre de considérer quel effet produiroit une pareille modification dans les votes. » Elle jetteroit nécessairement l'alarme , dit-il , dans tous les esprits en ce qu'elle feroit soupçonner que les articles du Bill contiennent quelque chose de désavantageux à la sûreté de l'état & à l'intérêt des Protestans. La question consiste à savoir si le Bill doit être présenté ou non. Aucun Membre de la Chambre ne peut s'y opposer , à moins qu'il ne pense qu'il n'y a point de changement à faire aux loix concernant le Papisme. Si on croit qu'il y ait une seule ligne dans ces loix rigoureuses qu'il faille supprimer , il faut voter pour la motion ; & dans le cas contraire on ne peut qu'opiner pour qu'elle soit rejetée. Or nous ne pouvons pas savoir quels changemens il s'agit de faire avant d'avoir vu les articles du Bill. Dira t-on que ce soit agir contre la sagesse que de jeter un coup d'œil une fois dans l'espace d'un siècle sur un Code de loix severes , & de voir si elles n'auroient pas besoin d'être adoucies ? Prétendra-t-on que c'est mal faire que d'examiner si un Catholique Romain peut posséder un cheval qui vaille plus de 5 livres sterling ? Sera-ce une chose déplacée de vérifier si nous devons continuer encore d'opposer les enfans à leurs

cccxxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
Peres , & de souffrir qu'il soit de l'intérêt  
des premiers de piller les autres ? Ne devons  
nous pas plutôt considérer les Catholiques  
d'Irlande comme des concitoyens & des  
Chrétiens & les traiter en conséquence » ?

M. *Mason* observa que si on rejettoit le  
Bill , les Papistes quitteroient ce Royaume ;  
& que s'il étoit nécessaire de prendre des  
précautions de sûreté ou qu'il y eût des  
objections à faire , le tems convenable pour  
les unes & les autres seroit celui où l'on  
redigeroit le Bill.

M. *Ogle* répondit que tout ce qu'il avoit  
en vue par sa modification , c'étoit de cal-  
mer les alarmes des Protestans ; & qu'au  
moyen de cette modification le Bill auroit  
ensuite toute l'extension qui seroit ou qui  
pourroit-être compatible avec la sûreté de  
l'Etat & l'intérêt des Protestans.

M. *O'hara* repliqua que la motion renfer-  
moit le titre du Bill projeté , & que ce que  
M. *Ogle* desiroit pourroit-être fait par forme  
de provisoire.

M. *Dillon* insista pour que la modification  
de M. *Ogle* fût retirée ; & ce dernier finit  
en effet par la retirer.

M. *Sheridam* dit qu'il se levoit en qualité  
de Protestant & d'Irlandois pour solliciter  
les avantages qu'il étoit dans le pouvoir de  
la Chambre de procurer aux Catholiques  
Romains. Il ajouta que de tel côté qu'il  
portât ses regards dans le Royaume d'Ir-

lande il ne voyoit que la funeste influence de notre mauvaise politique qui séparoit l'intérêt des Papistes de celui des Protestans & aigrissoit les uns contre les autres ; que les loix concernant le Papisme étoient aujourd'hui dures & oppressives : qu'elles étoient contraires à l'humanité , à l'esprit de tolérance du Protestantisme & à la saine politique : que lorsqu'elles furent faites , ce fut pour des raisons d'état indispensables & pour se mettre en garde contre le danger dans des momens de trouble ; mais que présentement la même nécessité ne subsistoit plus : que le danger étoit passé ; & que continuer ces loix aujourd'hui feroit une chose aussi absurde que continuer l'usage d'un remède dangereux administré dans une maladie désespérée , après que cette maladie auroit entièrement cessé. Il termina ainsi. » Je ne voudrois pas qu'on pût reprocher au Protestantisme d'avoir adopté la superstition & la fausse politique qui , jusqu'ici sembloient l'appanage exclusif des Papistes.

M. Yelverton prit la parole & dit avec beaucoup de gayeté «. J'ai peur que ce ne soit ici un parfait *Hibernisme* , & que nous ne justifions l'observation déjà faite , que nous discutons nos Bills avant de les avoir vus. Je suis fâché de ce qu'on prodigue inutilement tant d'éloquence. Est-ce pour amuser la galerie que nous mettons au jour toutes nos raisons pour ou contre un Bill que nous ne

connoissons pas ? Il ne nous en restera plus pour le tems où il nous sera présenté. Nous ressemblerons à cet Ecrivain qui, après avoir épuisé tout son sujet dans une longue préface, n'avoit plus rien à dire dans son livre. Je voudrois que nous ne fussions pas comme les Papistes dans *Tristram Shandy*, qui baptiserent l'enfant avant qu'il fût né.

La question passa ensuite à l'affirmative sans qu'il y eût plus de six voix contraires. MM. Gardinier, Barry & Yelverton eurent ordre de rédiger & de rapporter les articles du Bill.

Le Chevalier *Edward Newenham* demanda la permission de présenter les articles d'un Bill pour le soulagement des Sujets de Sa Majesté en Irlande appelés non Conformistes, & elle lui fut accordée.

M. *Ogie* pria le Secrétaire d'Etat de lui dire s'il y avoit lieu d'espérer que le Bill de la Milice fût rapporté à la Chambre.

M. *Heron* répondit qu'il n'avoit encore rien appris à ce sujet.

*Séance du 5 Juin.*

L'Avocat Général (M. Scott) ouvrit la séance, par ce discours. » Il n'est plus nécessaire d'entrer dans des détails sur l'état des affaires qui ont engagé la Chambre à passer le vote pour lever 300000 livres. Je me contenterai donc de faire voir pourquoi on avoit jugé à propos de proposer différens

moyens pour se procurer cette somme. Tous ceux dont on a fait usage pour remplir la souscription à six pour cent sont demeurés sans succès ; & même les 166,000 livres votées pour être empruntées par (a) *debentur*, ne sont pas à moitié remplies. Il n'est possible d'en accuser que la détresse générale occasionnée par les dernières banqueroutes qui se sont montées à 800,000 livres sterling. On a cru devoir essayer de tirer cet argent d'Angleterre ; mais après les recherches les plus soigneuses, il n'a pas été possible d'y trouver des fonds à moins de sept & demi pour cent. C'est ce qui me décide à proposer d'arrêter que cet intérêt soit accordé à tous les souscripteurs de la tontine pour la dite somme.

M. *Ohara* engagea fortement la Chambre à rejeter cet avis, prétendant que si on l'adoptoit, il n'y auroit plus aucune espérance d'en faire préférer un autre ; & que cette hausse d'intérêt détruisant le crédit public, elle entraîneroit une banqueroute nationale. L'expédient qu'il proposa de son côté fut de donner une prime de dix pour cent à chaque souscripteur.

M. *Barry Barry* jugea que donner sept & demi pour cent, ce seroit en effet une usure, & qu'en prenant ce parti il ne seroit plus possible de réprimer les usuriers, puisque les

---

(a) Ce sont des billets de Gouvernement.

### cccxxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

poursuites contre eux se faisoient au nom de la Couronne. Il ajouta que la détresse actuelle de la Nation ne seroit point de durée, la multitude des banqueroutes ne provenant que de celle d'un seul homme dont les effets seroient payés dans onze mois, après lequel tems le crédit reprendroit sa consistance. Il opina enfin pour qu'on essayât de lever la moitié de la somme à cinq pour cent ; ou pour qu'on donnât une annuité de deux pour cent sur chaque somme de cent livres souscrite pour les *debentur*.

M. George *Montgomery* proposa, comme une modification, de mettre une taxe de deux shellings par livre sur toutes les places & pensions de ceux qui résident dans le Royaume, & de 4 shellings par livre sur les places & pensions de ceux qui n'y résident point, en exceptant la famille royale & les Juges.

M. *Ponsonby* approuva cette idée, mais il dit, qu'en l'exécutant, on s'écarteroit de l'ordre ; attendu que nulle taxe semblable ne pouvoit être imposée autrement que dans un Comité de subsides.

M. *Giraltou* demanda si les membres de la Chambre entendoient lever 300000 livres sur le peuple, sans contribuer, par une taxe sur eux-mêmes, à alléger le fardeau d'un pays ruiné ? Il voulut savoir pareillement si on avoit dessein d'ouvrir de nouveau un comité de subsides ? Il ajouta enfin que ce co-

mité devoit restituer plutôt les sommes par lesquelles il s'est déjà enrichi aux dépens de la Nation.

Le premier Avocat (M. Burgh) répliqua que non-seulement il consentiroit à supporter une taxe sur son salaire, mais que même la totalité de ses appointemens étoit au service du Public, & que tout son regret étoit de n'avoir pas davantage à lui offrir, le tout ne se montant qu'à 100 livres par an. Il avoua qu'il y avoit à la vérité des émolumens attachés à sa place, mais qu'ils étoient casuels. Suivant lui, l'expédient de M. George Montgomery avoit été proposé trop inopinément pour qu'on pût y répondre convenablement; & par rapport à la question concernant le Comité de subside, ce n'étoit point au Gouvernement à la décider. Les actes en faveur du Commerce d'Irlande qui venoient d'être passés en Angleterre demandoient de l'égalité: c'étoit à la Nation de juger si elle vouloit ouvrir les portes du commerce qui avoient été fermées si long-tems; & cette considération pourroit donner lieu d'ouvrir le Comité de subside.

Le Colonel Burton observa que toute la question consistoit à savoir si les besoins du Gouvernement autorisoient à payer 4,500 livres d'intérêts extraordinaires pour se procurer l'argent nécessaire? Quant à la légalité de l'intérêt, il dit que le Statut portoit: qu'on ne devoit pas donner plus de six pour

cent d'un capital dont le payement étoit retardé : que dans le cas présent , il ne s'agissoit point de retardement , mais d'extinction totale , puisque c'étoit un argent qui ne seroit jamais rendu. Il ajouta que quand même on pourroit trouver de l'argent en Irlande par *debentur* à six pour cent , ce seroit une opération ruineuse pour la Nation , en ce que non seulement elle engageroit les gens à argent à placer à hypothèque , & hors du commerce , mais qu'elle seroit tomber tous les anciens *debentur* à 67 livres.

M. Ogle soutint que , lorsque quelqu'un s'étoit cassé un bras ou une jambe , il ne falloit point perdre le tems à demander comment le malheur étoit arrivé , mais plutôt s'empresfer à lui porter les secours nécessaires : que quand il avoit donné son consentement au vote de crédit , c'étoit dans la persuasion que ce vote auroit son exécution , & que ce ne seroit point un pur compliment : que par conséquent si on ne pouvoit point se procurer la somme dont il s'agit à moins de sept & demi pour cent , il falloit se résoudre à payer cet intérêt ; que cependant il avoit un expédient qui pourroit être agréable à tout le monde : c'étoit de donner cette annuité , mais de ne former aucun dividende du bénéfice de la survivance , que ce bénéfice ne fût monté à un & demi pour cent , & de procéder ensuite comme on l'a proposé d'abord. Par ce moyen , dit-il , on remplira toutes les



vues qu'on a pu avoir, & on se dédommagera du surcroît d'intérêt.

L'Avocat Général ( M. Scott ) répliqua aux objections faites à sa motion qui passa unanimement.

M. Gardiner présenta les articles du Bill pour adoucir le sort des Catholiques Romains de l'Irlande, lequel, après quelques difficultés, a été lu & mis en comité pour le 15, avec ordre de l'imprimer.

*Voici en substance ce que porte ce Bill.*

» Tout Catholique Romain, qui aura prêté le serment d'allégeance & fait la déclaration prescrite par l'acte, aura la faculté d'acquérir toutes sortes de biens fonds, & de les tenir à bail, ou autrement, pour tel nombre d'années, ou sur tel nombre de têtes que ce soit, avec une sécurité aussi entière que tout autre sujet du Roi: il pourra de même en disposer par testament ou de telle autre manière qu'il lui plaira, de sorte que tous les actes passés jusqu'ici, pour l'objet de découverte, seront révoqués par le présent acte, pourvu toutefois qu'aucun franc Tenancier exerçant des droits acquis à titre de Papiste, n'ait le pouvoir de voter aux élections, excepté les Protestans qui auroient des baux à vie. Et pour que des parens papistes ne puissent point faire ressentir d'humeur à leurs enfans qui auroient embrassé la Religion Romaine, & ne prétendent point leur refuser

cccxxxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
pour cela leur subsistance , il est porté dans cet  
acte , que sur demande adressée à la Cour de  
Chancellerie , & à la discrétion du Chancel-  
lier , il sera accordé une provision aux enfans  
dans ce cas , sur les biens réels ou personnels  
du pere jusqu'à la concurrence du tiers desdits  
biens , ainsi qu'il plaira à la Cour. A compter  
de la passation de l'acte , des peres papistes ne  
pourront point être rendus tenanciers pour  
leur vie , sur ce que leurs enfans seroient de-  
venus protestans.

*Le 6 Juin.*

M. *Foster* fit le rapport de la résolution  
du Comité de donner sept & demi pour cent  
aux Souscripteurs de la tontine , & la Cham-  
bre ordonna de porter ce rapport au Lord  
Lieutenant. Il n'y eut d'opposition que de la  
part de M. *Manfell* , M. Barry ayant retiré sa  
motion , depuis que des gens à argent lui  
avoient fait entendre que l'emprunt ne pour-  
roit être levé par le moyen d'une prime de  
dix pour cent , qu'en détournant du com-  
merce tout l'argent qui y est employé.

*Séance du 11 Juin.*

Le Lord Lieutenant donna le consente-  
ment royal dans la Chambre des Pairs ,  
en présence des Communes , à divers actes  
d'administration , parmi lesquels il n'y en  
avoit point qui eût rapport aux grandes af-  
faires politiques du jour,

Les

Les Communes de retour dans leur Chambre, M. Barry-Barry proposa de faire mettre sous les yeux de la Chambre des listes des personnes qui ont souscrit pour la tonne à six pour cent & des sommes souscrites. Cette motion passa à l'affirmative.

La Chambre en Comité sur le rapport du Comité de subsides, l'Avocat général (M. Scot) demanda qu'il fût octroyé au Roi une somme de 10,000 livres sterling, sur certains droits mis en conséquence de l'extension donnée au commerce. L'Orateur fit cesser ce grand Comité, en reprenant son fauteuil, & il fut arrêté que le rapport du Comité seroit reçu le lendemain 12.

Le Chevalier Edouard Newenham annonça que le Lundi 15 il proposeroit d'ajouter cette clause au Bill des Catholiques : » d'abolir l'usage du Test Sacramentel de la part de ceux qui ont à justifier des qualités requises pour exercer un Office ou emploi quelconque «.

JE ne vous ai point encore fait connoître, Monsieur, le nouvel acte passé en Angleterre en faveur des Catholiques. C'est une piece trop essentielle pour que je differe plus long-tems à vous l'envoyer.

*BILL pour affranchir les Sujets de Sa Majesté qui professent la Religion Catholique, de certaines peines & inhabiletés auxquelles ils étoient assujettis par un acte des onzième & douzième années du règne de Guillaume III.*

Ce Bill porte qu'il est à propos de révoquer certaines dispositions renfermées dans un acte des onzième & douzième années du règne de Guillaume III pour empêcher les progrès du Papisme.

Ces dispositions sont celles qui concernent la persécution des Catholiques, Evêques ou Prêtres, ou des Jésuites; celles qui condamnent à un emprisonnement perpétuel lesdits Evêques, Prêtres ou Jésuites, & autres Catholiques Romains qui tiennent des écoles, qui se chargent de l'éducation ou de l'inspection des jeunes gens, ou qui en prennent en pension dans ce Royaume ou dans les états qui en dépendent; celles qui déclarent les personnes élevées dans la Religion Catholique, ou professant cette même Religion, incapables d'hériter ou de prendre à titre de descendance, de legs ou de fideicommis, aucunes terres, ténemens ou héritages dans le Royaume d'Angleterre, la Principauté de Galles & la ville de Barwich sur la Tweed, & qui attribuent au plus proche parent qui est Protestant, le droit de prendre possession & jouir de ces terres, tenemens & hérita-

# ET DE L'AMÉRIQUE cccxxxix

ges: celles qui rendent les Catholiques Romains inhabiles à acheter aucun manoir, terre, tenement ou héritage en Angleterre, dans la Principauté de Galles ou dans la ville de Berwick sur la Tweed, & qui défendent de laisser jouir désormais, à compter de la date dudit acte, aucun Catholique Romain d'aucuns de ces sortes de manoirs, terres, ténemens ou héritages, soit en propriété ou à aucun titre de confiance.

Il est statué en outre, dans ce Bill, que toutes personnes qui possèdent ou reclament aucunes terres, tenemens ou héritages à des titres qui, jusqu'à ce moment, ne leur ont pas été contestés en justice, quoique dérivant d'aucune descendance, legs, fideicommiss ou achat, continueront d'en jouir comme si ledit acte n'eût jamais été passé: pourvu cependant que rien de ce qui est contenu dans le présent acte ne puisse être appliqué à aucune action ou procédure actuellement pendante en justice: que rien de ce qu'il renferme ne pourra être étendu à aucune autre personne qu'à celles qui prêteront & signeront le serment d'allégeance envers Sa Majesté, dans l'espace de six mois, à compter de la date de la passation du présent acte, si à cette époque elles ont vingt-un ans révolus, ou si elles ne les ont point, dans l'espace de six mois, après qu'elles auront atteint cet age; ou si elles ont quelques maladies d'esprit, qu'elles soient détenues en

CCCXL AFFAIRES DEL' ANGLETERRE

prison , ou qu'elles se trouvent par-delà les mers , dans l'espace de six mois , après la cessation de ces obstacles.

Ledit serment sera reçu dans les Greffes de Sa Majesté à Westminster & dans les autres lieux accoutumés , par toute l'Angleterre & la Principauté de Galles ; & il sera tenu un registre de ces sortes de sermens , qui seront prêtés en la même manière qui est prescrite par les Loix actuellement en vigueur , pour les sermens des personnes qui obtiennent quelque office ou emploi.

DANS ma lettre du 29 Mai , page clxxj , je vous ai rendu compte des allarmes que ce Bill a répandues en Ecoſſe. Vous avez vû qu'il en a été sérieusement question dans l'assemblée générale du Clergé de ce Royaume , qui ne s'est abstenue d'adresser à ce sujet des remontrances au Roi , que parce que la nature du Bill n'étoit pas encore bien connue. Je ne puis donc me dispenser de mettre sous vos yeux , ce qui s'est passé depuis cette assemblée. Une pareille innovation dans la constitution Angloise est une affaire si grave , qu'on ne sauroit la suivre avec trop d'attention. Nous en saifrons beaucoup mieux l'intelligence des nouveaux débats auxquels il est vraisemblable qu'elle donnera lieu dans la prochaine session.

Voici la motion faite le 28 Mai dans cette

même Assemblée générale par le Réverend M. Gilies de Glasgow.

» Attendu qu'il a été porté depuis peu au Parlement un Bill pour le soulagement des Catholiques Romains en Angleterre, lequel a déjà passé dans la Chambre des Communes, & qu'il peut se faire que le Parlement soit séparé avant qu'une autre assemblée du Clergé d'Ecosse soit convoquée, l'assemblée actuelle donnera des instructions particulieres à ses Commissaires afin que dans leurs assemblées respectives ils veillent avec le plus grand soin aux intérêts de la Religion Protestante dans cette partie des Royaumes-unis. Il leur sera recommandé de redoubler de vigilance lorsqu'il sera fait quelque proposition pour étendre le Bill à l'Ecosse; & dans le cas où il se présenteroit quelque circonstance qui exigeroit une séance extraordinaire de la commission, comme le Modérateur de l'assemblée demeure à une grande distance d'Edimbourg, ladite assemblée ordonnera à son principal Clerc que lorsqu'ils en seront requis par le Presbitere d'Edimbourg ou par dix Ministres quelconques de cette Eglise, il ait à convoquer une assemblée extraordinaire de la commission par des avis qui seront inférés dans les papiers publics. L'assemblée générale charge tous ses Membres d'instruire leurs constituans des résolutions ci-dessus, afin que ceux-ci puissent envoyer les infor-

cccxlj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
mations convenables aux assemblées de la  
commission.

Cette motion ayant été rejetée à la pluralité de 183 voix, contre 24, le parti qui la soutenoit fit porter sur les registres de l'assemblée générale la protestation suivante :

« I Quoique nous ayons la plus grande horreur pour tout ce qui a l'air de persécution en affaire de conscience ; cependant nous ne pouvons point nous empêcher de penser qu'il n'est point d'événement plus digne de l'attention particulière de cette Eglise, que la révocation d'une loi qu'un intérêt aussi puissant que celui de la conservation de notre existence, a rendu autrefois nécessaire pour défendre dans ces pays la Religion réformée contre les artifices & la violence d'une communion, obligée par ses principes d'intolérance, de poursuivre tous ceux dont les opinions religieuses different des siennes «.

« Quoiqu'on nous ait assuré que le présent Bill concernant les Catholiques Romains ne s'étendoit point au-delà de l'Angleterre, cependant comme nous avons sù par la même voie qu'on se proposoit de faire une pareille loi pour cette partie des Royaumes-unis, nous ne pouvons nous empêcher de croire que le silence & l'inactivité de cette assemblée nationale, dans une circonstance aussi importante, & en particulier le refus qu'elle fait de donner à sa commission aucune inf-



truction spéciale sur cet objet , augmentent les craintes des peuples dont nous sommes chargés , au lieu de les diminuer, d'autant plus que la proposition de révoquer une loi passée à l'époque mémorable de la révolution leur a déjà donné une allarme générale ; sur-tout parce que ,

II L'intérêt actuel du Protestantisme en Ecosse nous oblige de nous tenir de plus en plus sur nos gardes & de faire tous les efforts possibles pour son soutien & sa conservation. En effet , nous ne sommes que trop fondés à croire que les Emissaires Papistes montrent depuis quelque tems une activité qui a eu un succès extraordinaire, & qu'il est de toute notoriété qu'en plusieurs lieux de l'Ecosse , & même dans la Métropole , (Edimbourg) le Papisme n'a cessé de prendre un accroissement considérable depuis quelques années.

III. Par le Bill rejeté on ne se proposoit que l'esprit & l'intention des injonctions qui se font annuellement , en recommandant à la commission de *veiller scrupuleusement à l'intérêt de l'Eglise en toute occasion , pour que l'Eglise & son établissement actuel ne souffre aucun des préjudices que la commission peut prévenir , parce qu'elle en seroit responsable , c'est-à-dire , qu'on vouloit se précautionner contre tout danger possible & peut-être probable , à la faveur de la clause ordinaire par laquelle lesdits Commissaires sont autorisés à tenir une*

correspondance avec le Comité pour la réformation des montagnes & des isles, à l'effet d'empêcher les progrès du Papisme & de la superstition ; d'étendre la connoissance de la vraie Religion, de porter la réforme dans ces parties, & à leur donner toute sorte d'assistance & de protection, en s'adressant, s'il est besoin, au Gouvernement pour en obtenir un remède convenable & un prompt redressement : en ajoutant à ladite clause une instruction spéciale pour veiller soigneusement à l'effet de savoir si avant la prochaine tenue de l'assemblée générale il seroit porté au Parlement aucun Bill pour l'Ecosse semblable au Bill pour l'Angleterre, qui a donné lieu à la présente motion.

Signé de John Gillies & de 13 autres Membres de l'assemblée générale.

*Hostilités commencées par l'Angleterre.*

Ce titre, d'une petite discussion que je vais entamer, répond, Monsieur à celui qui annonçoit le combat des frégates Françoises contre l'Amiral Keppel dans la plupart des Gazettes de Londres vendues au Gouvernement Anglois. C'en'étoit point, il est vrai, la Gazette de la Cour ; mais c'étoient diverses lettres venues de l'escadre, & qu'on avoit osé intituler *hostilités commencées par la France*. Je vous laisse à penser quelle a été, je ne dirai point ma surprise, mais

mon indignation, lorsqu'en lisant celles de M. Keppel, je me suis assuré que ce titre y étoit démenti à chaque mot, & que cet Amiral ne pouvoit avoir eu d'autre intention que d'en venir aux hostilités qu'il avoue lui-même. J'établis mon opinion sur un usage connu de tout le monde, & auquel n'ont jamais manqué les Commandans des nations en paix qui se rencontrent à la mer.

Le Commandant d'un vaisseau supérieur en forces désire-t-il prendre quelque information du Capitaine d'un vaisseau moindre que le sien, portant pavillon national, fût-ce un vaisseau de cent canons, vis-à-vis d'une corvette de huit, il lui envoie son canot & un Officier pour le prier de se rendre à son bord. Si celui-ci ne peut point le faire, c'est son Lieutenant ou un autre Officier qui se détache pour y aller; & il seroit blâmé de s'y refuser ou de se plaindre. En effet, l'envoi du canot est une honnêteté suffisante, & telle qu'elle pourroit passer pour excessive, s'il n'étoit pas convenu, de même qu'il est raisonnable, que les avances partent de celui qui ayant la force de son côté ne peut point craindre le reproche de s'être compromis. Voilà l'usage, c'est à-dire, la loi; elle est aussi ancienne que l'existence des marines respectives, au moins parmi les nations civilisées qui sont en paix. Un Amiral aussi instruit, aussi expérimenté, aussi honnête que M. Keppel, ne pouvoit certainement pas l'ignorer. Cette base posée, lisons & jugeons.

cccxlvi AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

*Gazette de la Cour de Londres du 27 Juin 1778.*

De l'Amirauté le 24 Juin.

Les trois lettres de l'honorable Amiral Keppel, deux desquelles vont être données ici tout au long & une par extrait, sont parvenues cet après midi au bureau de l'Amirauté.

*Copie d'une lettre de l'Amiral Keppel, dattée à bord du Victory, en mer le 18 Juin 1778, au sieur Philippe Stephens, Secrétaire de l'Amirauté.*

M O N S I E U R ,

Hier, un peu avant midi, la flotte étant en ordre de bataille & gouvernant Sud-Sud-Ouest, vent Ouest, le cap Lizard restant à l'Ouest à la distance de vingt-cinq milles, nous vîmes deux vaisseaux qui paroissent reconnoître la flotte & deux corvettes à leur suite.

*Les deux vaisseaux François, PAROISSENT RECONNOITRE la flotte Angloise. Ce n'est point là un acte d'hostilité. Ces vaisseaux ne faisoient rien qui pût autoriser l'Amiral Keppel à s'écarter à leur égard des usages qui s'observent entre les Nations en paix ; encore moins à insulter leur pavillon. M. d'Estaing a été observé & suivi par deux frégates Angloises pendant près de cent vingt lieues, & il ne leur a fait aucune insulte.*

ET DE L'AMÉRIQUE. cccxlvij

J'ordonnai aussi - tôt à toute la flotte de donner chasse , & entre cinq & six heures du soir ; le *Milford* se mit par le travers du vaisseau le plus sous le vent qui étoit une grosse frégate François.

Ce vaisseau François sous le vent , étoit la *LICORNE* , commandée par M. de BELISAT. Il dut être surpris de voir toute une flotte de 21 vaisseaux de ligne chasser sa fregate , qui n'est nullement une GROSSE FRÉGATE , n'ayant que 26 canons de huit & six de quatre. Remarquez s'il vous plaît que cette chasse duroit depuis midi , & qu'il étoit six heures. Il y avoit eu du tems de reste pour songer que le moyen le plus court comme le plus honnête , que le seul enfin de ne pas exposer un Officier étranger à se compromettre , étoit de lui envoyer un canot , & que toutes les autres civilités qu'on pourroit lui faire seroient très-mal interprétées par un Officier jaloux de son honneur & instruit de son métier. Plus M. Keppel avoit de forces , plus l'outrage qu'il faisoit au pavillon François étoit grand. Cela est sensible.

Je fis le signal aux vaisseaux qui donnoient chasse , de m'amener leur chasse. Le Chevalier William Burnaby , par toutes les paroles civiles qu'il adressa à l'Officier François , ne put point le déterminer à le suivre.

*Je ne demanderai point en quelle langue étoient*

cccxlviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
*ces paroles civiles , parce qu'il ne falloit dans ce cas que des civilités de fait , qui ne remplacent point celles de parole.*

Mais l'*Hector* portant sur lui & tirant un coup de canon à boulet , le vaisseau François gouverna pour le joindre , & alors l'*Hector* fit voile avec ce vaisseau vers la flotte.

Ici ce n'est plus une incivilité négative , comme de vouloir parler aux gens sans s'y prendre par les voies honnêtes. C'est une incivilité positive , c'est-à-dire une violence ouverte. L'*HECTOR* de 74 canons en tire un à boulet sur le pavillon d'une Puissance avec laquelle sa Nation n'est point en guerre. M. de Bélisat a dû dire alors , » quoiqu'on ne m'ait point fait prisonnier , je suis molesté , puisqu'on m'emmene de force à un Amiral étranger après avoir tenu en contrainte le pavillon du Roi pendant toute une demie journée. C'étoit une rude vexation «.

L'autre vaisseau François fût ferré de près par l'*Arethuse* & par le Cutter , l'*Alert* que suivoient à quelque distance de l'arriere le *Vailant* & le *Monarque*.

Cet autre vaisseau étoit la *Belle Poule* de 26 canons de 12 & de 4 de 6 , La relation qui la concerne fait le sujet de la seconde piece. M. de la Clocheterie dit deux fois dans sa relation que l'escadre étoit à 4 lieues de distance , & il ne parle point de ces deux vaisseaux.

Je ne puis donner ici à vos seigneuries d'autres informations sur cette chasse, si ce n'est qu'un Officier du *Vaillant* qui avoit passé toute la nuit dans le canot, est venu ce matin (18) à mon bord. Son Capitaine l'avoit chargé de me dire qu'il seroit revenu, conformément au signal d'abandonner la chasse, s'il n'eût pas vu que la frégate *Françoise* livroit combat à l'*Arethuse*.

Deux vaisseaux de 74 canons ne veulent point abandonner la chasse d'une petite frégate *Françoise*, parce qu'ils la voient aux prises avec une des leurs ; cependant ils s'abstiennent de secourir leur frégate, ce qu'ils pouvoient faire seulement en s'approchant de plus près des combattans ; cependant ils laissent finir le combat sans prendre la frégate qui avoit eu l'avantage sur la leur. Dans le même-tems l'Amiral Keppel venoit de se faire amener à coups de canon la *Licorne*, & il ordonnoit d'abandonner la chasse de la *Belle Poule*. Voici ce qu'il est naturel d'inférer de cette singulière conduite ; c'est que ses ordres, n'étoient offensifs que pour le cas de résistance aux actes de violence qui lui étoient commandés, dans la vue de susciter un ressentiment qu'on se promettoit de qualifier d'hostilités. Apparemment la manière dont s'étoit engagé le combat avec la *Belle-Poule* ne faisoit pas assez bien son affaire. Il sera plus hardi quand il aura pris la *Licorne*. Il lui falloit la prise d'un vaisseau qui eût l'air d'avoir des torts.

## eccl AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Hier au soir à 9 heures , j'envoyai le Chevalier Charles Douglas vers l'*Hector* & l'*Amérique* , qui étoient sous le vent , pour faire savoir à leurs Capitaines que je leur ordonnois d'amener la frégate François (la *Licorne*) à poupe du *Victory* , & je donnai en même-temps ordre au Chevalier Charles Douglas de marquer toute l'honnêteté possible au Capitaine François , l'informant que je le verrois lorsque les vaisseaux & la frégate (l'*Aréthuse*) auroient rejoint la flotte le lendemain ; en même-temps il devoit accompagner la frégate (la *Licorne*) & me l'amener sans lui faire aucune molestation.

Quel mélange d'honnêtetés & de violences ! Il ne peut s'expliquer que par le développement que je viens de faire des vues secrètes de M. Keppel.

Mais à mon grand étonnement , j'ai vu ce matin vers les neuf heures , que le vaisseau François (la *Licorne*) paroissoit courir au large.

Comment M. Keppel marque-t-il tant d'étonnement de ce qu'après vingt & une heures d'une injuste & outrageante détention , M. de Béli-sar a pris le parti de s'en aller , s'il a crû en trouver le moment favorable ? N'est-il pas visible que l'Amiral Anglois ne vouloit que pousser sa patience à bout , pour qu'il se portât à quelque acte de ressentiment qui pût être qualifié de première hostilité ; & afin de mettre la



*nécessité & les conséquences d'une déclaration de guerre sur le compte de la France , & tout l'avantage de l'état de guerre non déclarée du côté de l'Angleterre ?*

Un des vaisseaux qui l'escortoient ayant tiré à son avant un coup de canon , la frégate Française a répondu aussi-tôt en lâchant toute sa bordée , & faisant feu de toute sa mousqueterie sur l'*Amérique* dans le moment où le Lord Longford étoit sur le plat-bord parlant au Capitaine François de la *maniere la plus civile*. L'*Amérique* reçut plusieurs boulets & il a eu 4 hommes blessés. Alors le Capitaine François a amené. Sa conduite eût mérité que l'*Amérique* lui donnât tout son feu ; mais l'humanité & la prudence du Lord Longford l'ont emporté sur son ressentiment : ce qui lui fait beaucoup d'honneur.

*Voilà un second coup de canon tiré à la Licorne par un vaisseau qui en avoit 74 ; & ce coup de canon est suivi des civilités les plus grandes du Lord Longford son Capitaine. Si je compte bien , c'étoit la troisieme fois que M. de Bélisat recevoit des civilités de la part de l'Amiral Anglois & deux coups de canon de gros calibre dans les intervalles. M. de Bélisat , ennuyé de la plaisanterie , crut que pour son honneur personnel ainsi que pour celui de sa nation il convenoit qu'elle cessât. Falloit-il que ce fût sans rendre un seul coup de canon , toute*

sa baterie étant dehors ? Il vaudroit autant dire qu'il avoit des excuses à faire. Calculez les différences de calibre & les trois civilités pour trois coups de canon, que certainement M. de Bélisat auroit préférés, & vous conviendrez qu'il en devoit bien une douzaine des siens pour n'avoir rien aux Anglois. C'étoit toute sa bordée, & M. Keppel, témoin digne de foi, nous assure qu'il l'envoya toute entière au vaisseau Anglois de 74 canons avec sa mousqueterie pour la bonne mesure. Il faut convenir cependant que toute cette bordée de pieces de 8 ne fit pas grand mal au vaisseau de ligne, puisqu'il n'eût que quatre hommes blessés. M. de Bélisat ne pouvoit pas moins faire pour l'honneur du pavillon. Nous ne savons point si la Licorne n'avoit pas perdu du monde des deux coups de canon qu'elle avoit essuiés. Après avoir tiré cette très-petite satisfaction, la Licorne se rendit aux vaisseaux de ligne. M. Keppel prétend qu'on lui a fait grace de ne la point couler bas, & il vante beaucoup la modération du Lord Longford; mais ce Capitaine se feroit deshonoré par une conduite différente; & il auroit été blâmé de l'Amiral, à qui il importoit beaucoup plus que la prétendue faute de M. de Bélisat fût punie dans les autres vaisseaux de sa nation, que dans le vaisseau même de cet Officier.

Je crois n'avoir point mal fait en envoyant cette frégate à Plymouth. La conduite qu'elle a tenue & le combat livré par l'autre frégate

ET DE L'AMÉRIQUE. ccclij  
gate à l'*Aréthuse* doivent me justifier de l'a-  
voir prise & envoyée dans un port.

Signé KEPPEL.

P. S. La frégate *Françoise* s'appelle la  
*Licorne*, de 32 canons, & elle est montée  
de 230 hommes.

On voit que M. Keppel a des scrupules sur  
la conduite qu'il a tenue avec la *Licorne*. Il  
n'a que 21 vaisseaux de ligne, & il aura appris  
qu'il y en avoit 32 prêts à sortir de Brest.  
Aussi s'est-il bientôt décidé à retourner à  
la rade de *Sainte Helene* où il a eu un en-  
tretien avec Milord *Sandwich*, qui s'y étoit  
rendu exprès de Londres. C'est ce qu'on remar-  
quera encore dans sa troisième lettre, par les  
précautions qu'il a prises de recommander un  
soin particulier de tous les effets de la *Pallas*  
dont il s'est saisi depuis.

Extrait d'une lettre écrite par l'Amiral Keppel,  
à bord du *Victory*, en mer, le 20 Juin  
1778, à midi, N. 37 - 00. E. 19 lieues,  
au sieur Stephens, Secrétaire de l'Amirauté.

MONSIEUR,

HIÉR (19), avant midi, nous vîmes re-  
venir le *Vaillant* & le *Monarque*, qui s'étoient  
détachés de la flotte le 17 pour donner chasse.  
Le *Vaillant* remorquoit un vaisseau désém-  
paré, que nous reconnûmes bientôt pour  
être l'*Aréthuse*. Cette frégate avoit perdu

cccliv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
son grand mât, & elle étoit d'ailleurs très-  
délabrée.

*Ce mât est venu à terre à la côte de France ,  
& il étoit écrit dessus : ARÉTHUSE.*

L'*Aréthuse* avoit joint, le 17 au soir, sa  
chasse qui s'est trouvée être une forte frégate  
Françoise avec du gros canon, ( la Belle  
Poule. )

*C'étoit la BELLE POULE, de 26 canons de  
12 , & 4 de 6 , commandée par M. de la Clo-  
cheterie.*

Le Capitaine Marshall avoit requis le Ca-  
pitaine François de mettre en panne, lui signi-  
fiant qu'il avoit ordre de le conduire à son  
Amiral qui vouloit lui parler.

*Point de canot envoyé par l'Amiral Anglois :  
c'est un ordre signifié de sa part , comme il feroit  
à un Barbarefque , à un Forban.*

Mais l'Officier François ayant refusé net  
de faire l'un & l'autre, le Capitaine Marshall  
tira un coup de canon en avant de la frégate,  
& le Capitaine François lâcha à l'instant mé-  
me toute sa bordée sur l'*Aréthuse* qui étoit  
alors très-près du vaisseau François, & par  
son travers. Il s'ensuivit un combat entre les  
deux vaisseaux, qui dura plus de deux heures.

Il y a une observation importante à faire ici. La Relation de l'Amiral Keppel differe en plusieurs points essentiels de celle de M. de la Clocheterie ; mais vous n'hésitez pas , Monsieur , à croire celle ci de préférence , & même sans que l'Amiral puisse s'en offenser. Je me fonde sur ces deux raisons : c'est qu'ici M. Keppel parle sur un rapport qu'on lui a fait , & que l'Amirauté ne publie qu'un Extrait de sa Lettre. Il n'en est pas de même par rapport à la LICORNE : l'Amiral avoit VU ce qui s'étoit passé ; & sa lettre a été publiée en son entier. Comme on connoît les infidélités de la plupart des rapports , & qu'il y a tant de preuves , seulement depuis cette guerre , de celle des Ministres Anglois , dans leurs Extraits des Lettres de leurs propres Généraux , il est constant que cette piece informe ne peut point se soutenir devant la Lettre de M. de la Clocheterie , principal acteur dans cette scene , & qu'on a eu si peu d'intérêt de ménager. Nous sommes donc en droit de nous servir de la Lettre de l'Officier François , pour completer & restituer le texte altéré & tronqué de celle de M. Keppel. On vous dit ici que le Capitaine Marshall tira un coup de canon en avant de la frégate , & que le Capitaine François lâcha à l'instant même toute sa bordée. Suivant M. de la Clocheterie , ce fut l'Anglois qui sur son refus d'aller trouver l'Amiral , lui envoya toute sa bordée. Je sais de plus un fait , c'est que cette bordée de l'Anglois , la premiere tirée , tua & blessa plusieurs hommes sur la Belle Poule , ce que n'auroit pas fait un

seul boulet tiré à l'avant. Mais pourquoi s'évertuer à prouver la vérité d'un rapport fait avec ingénuité par M. de la Clocheterie, qui en l'écrivant ignoroit le sort des autres frégates Françaises, & ne pouvoit pas deviner à quel degré la circonstance d'avoir reçu ou donné la première bordée seroit aggravante, après l'insulte qui venoit de lui être faite, par un ordre absolu d'aller à poupe de l'Amiral Anglois? L'exemple du passé ne laisse lieu à aucun doute. M. Marshall n'a fait que suivre celui du Lord Howe, en 1755, qui envoya toute sa bordée à l'Alcide, pour réponse à M. Hocquart, qui lui demandoit si on étoit en paix ou en guerre.

L'*Aréthuse* ayant beaucoup souffert dans ses mâts, ses voiles & ses agrès, & le vent lui manquant pour gouverner, elle se trouva dans une situation qui ne lui permit pas de porter sur le vaisseau François, malgré tous les efforts que fit pour cela le Capitaine Marshall.

Il paroît, dans la relation de M. de la Clocheterie, que les efforts que fit le Capitaine Marshall, furent pour arriver vent arrière sur son escadre: ce qui est bien plus croyable, dans l'état délabré où elle étoit.

La frégate françoise, courant sur terre, avec sa misaine dehors, elle entra dans une petite baie, d'où il sortit au point du jour

ET DE L'AMÉRIQUE. ccclviij  
(le 18) des bateaux qui la remorquerent,  
& la mirent tout-à fait en sûreté.

*Le vaisseau françois ne courut sur terre qu'après avoir tiré plus de cinquante coups de canon, dans l'arriere de la frégate angloise, sans que celle-ci ait pu en riposter un seul. J'ai vu une lettre de Dunkerque, d'un Marchand François témoin du combat, qui assure que l'Aréthuse avoit tout son arriere fracassé.*

Le Capitaine Marshall paroît s'être comporté dans toute cette affaire avec beaucoup de résolution & de courage. Il donne de grands éloges à la conduite de ses Officiers & de son équipage. L'Aréthuse a eu huit hommes tués, & 36 blessés. Les François ont dû faire une perte considérable.

*On m'assure que les canons anglois sont chargés à mitraille, tandis que ceux des François ne sont chargés qu'à boulets. Si cela est ainsi, la perte doit être en effet plus considérable sur le vaisseau françois.*

Je ne dois pas négliger d'informer vos Seigneuries, par cette même relation, que le sieur Fairfax, Capitaine du cutter l'*Allert*, a eu aussi part à l'action. Il se mit par le travers d'un schooner de dix canons & de dix pierriers, compagnon de la Frégate qui a attaqué l'Aréthuse. Ayant requis le Comman-

dant du schooner de venir à la flotte , il répondit qu'il suivroit l'exemple de la frégate. Celle-ci ayant tiré sur l'*Aréthuse* , le schooner tira également sur l'*Allert*. Aussitôt , le Capitaine Fairfax se mit bord à bord , & dans cette situation , ayant combattu très-ferrés l'un contre l'autre , pendant plus d'une heure , le vaisseau françois se rendit. Le Capitaine Fairfax lui avoit tué cinq hommes , & en avoit blessé mortellement sept. L'*Allert* a eu quatre hommes blessés , deux desquels paroissent l'être mortellement.

Ce SHOONER est le *Lougre le Coureur* , commandé par M. de Rosily. — On l'accuse d'avoir donné son feu le premier , comme la frégate , après avoir refusé comme elle d'aller parler à l'Amiral. En conséquence il a été pris par celui avec lequel il s'étoit battu. Les vaisseaux de ligne le *Vaillant* & le *Monarque* s'étoient abstenus de prendre la *Belle Poule* ne s'étant point battus avec elle , & pour éviter l'inculpation d'Hostilité. Mais M. Keppel s'autorisant de la conduite à laquelle il avoit poussé la *Licorne* , auroit fait prendre la *Belle Poule* le 18 , si elle n'avoit pas été entourée par des roches , au milieu desquelles elle avoit cherché un abri. Le 17 il avoit ordonné d'en abandonner la chasse.

Les deux relations du combat de la *Belle Poule* diffèrent encore entre elles sur l'éloignement où étoit l'escadre , pendant le combat. M. Keppel a dit dans la lettre précédente , que le *Vaillant* & le *Monarque* suivoient à quelque distan-



ce de l'arriere l'Aréthuse & l'Allert. M. de la Clocheterie parle deux fois de l'escadre angloise comme étant à quatre lieues de distance, & il ne dit point avoir vu deux vaisseaux de cette escadre, à quelque distance de l'arriere de l'Aréthuse. Je suis bien tenté d'en conclure qu'il n'y en avoit point, & que le rapport fait à M. Keppel à cet égard étoit faux. Certainement l'Officier François n'auroit pas manqué de dire que deux gros vaisseaux de ligne étoient à portée de soutenir la frégate avec laquelle il se battoit. — On aura induit M. Keppel en erreur à cet égard, pour entrer d'autant mieux dans ses vues, & l'aider à faire briller la modération de ses ordres.

M. Keppel a aussi omis de faire mention d'une circonstance intéressante. C'est qu'après que l'Allert étoit venue heler en anglois M. de la Clocheterie, qui avoit répondu qu'il n'entendoit pas l'anglois, cette corvette avoit été en rendre compte à l'Aréthuse, qui à son tour étoit venue heler en anglois la Belle Poule, & mettre une seconde fois M. de la Clocheterie dans l'obligation de dire qu'il n'entendoit pas l'anglois. Il y avoit déjà plus de six heures que M. de la Clocheterie étoit chassé. Il n'a signifié son refus d'aller sous la poupe de l'Amiral, qu'après une troisieme parole, qui lui fut portée en françois, & qui fut suivie du coup de canon ou de la bordée de l'Aréthuse. La seconde parole en anglois étoit inutile, si on ne cherchoit point à donner de l'humeur au Capitaine François, & si ce n'étoit pas une insulte qui annonçoit la bordée.

Hier , plusieurs Bâtimens Marchands françois ont passé au milieu de notre flotte , sans que nous leur ayons rien dit. Je n'ai pas cru devoir interrompre leur commerce , en aucune manière. L'Isle d'Ouessant étoit alors à vue , du haut des mâts.

*En lisant ce dernier paragraphe de la lettre de M. Keppel , je crois avoir sous les yeux ses instructions. Il doit y être dit : » Faites tous jours en sorte de paroître n'avoir usé que de » représailles. « En conséquence , il respecte le commerce françois , après avoir pris (a) deux frégates & un Lougre du Roi , parce que le commerce ne lui a rien fait , & qu'il prétend avoir été insulté par une des frégates & par le Lougre. Mais j'espère avoir assez démontré que l'insulte est venue de sa part , & que les vaisseaux du Roi n'ont fait qu'y répondre comme ils le devoient.*

*Copie d'une lettre de l'Amiral Keppel au sieur Philipp Stephens , Secrétaire de l'Amirauté , à bord du Victory , en mer le 20 Juin 1778.*

MONSIEUR,

Le 18 , de grand matin , on apperçut un vaisseau au Nord - Ouest portant sur notre flotte , mais peu après on le vit virer de bord. Le *Foudroyant* , le *Courageux* & le *Robuste* furent envoyés à sa poursuite , & après

---

(a) La *Licorne* & la *Pallas*. Il sera question de cette dernière dans sa troisième lettre.

avoir fait réparer, autant que le tems le put permettre, le mal qu'avoit souffert le *Milford* de la part de la frégate *Françoise* (a) qui l'avoit heurté tandis qu'il lui parloit: je l'envoyai pareillement en chasse. Le 19 au matin la *Proserpine* ayant joint, je lui ordonnai aussi de chasser. Le vent étoit mou & de l'est. Avant midi, les frégates & les autres vaisseaux étoient tout auprès de la chasse qui étoit une frégate *Françoise*. Le signal ayant été fait aux vaisseaux d'amener la chasse à la flotte, ils l'y conduisirent, l'Officier François n'ayant eu aucun moyen quelconque d'éviter ce qui lui est arrivé.

Cet Officier François est *M. de Ransane*, & sa frégate est la *Pallas* de 26 canons de 8, & de 6 de 4. — Il avoit soutenu plus de trente heures de chasse, depuis le 18 de grand matin jusqu'au 19 à midi, & cette chasse lui étoit donnée par un vaisseau de ligne de 80 canons, deux de 74, & deux fortes frégates. Il ne paroît point qu'on lui ait adressé des civilités assaisonnées de coups de canon, comme à la *Licorne* & à la *Belle Poule*. N'en ayant point reçu, il n'en avoit point à rendre, pour l'acquit de sa conscience; & il falloit bien qu'il cédât à une force aussi supérieure dont il étoit enveloppé.

D'après la conduite tenue le 18 au matin

---

[a] La *Licorne*.

ccclxij AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

par la frégate François la *Licorne*, je crus devoir retenir pareillement ce vaisseau. J'ordonnai à M. Hood, Capitaine du *Robuste*, de prendre à son bord les Officiers de cette frégate, & de distribuer son équipage parmi les vaisseaux qu'il avoit avec lui. Je lui fis dire de déclarer au Capitaine François que la conduite étrange du Capitaine de la *Licorne* m'avoit mis dans la nécessité d'en user ainsi.

*Vous aurez observé dans tout ce paragraphe , le soin extrême que prend M. Keppel de faire entendre que la premiere insulte étoit venue de la Licorne , & qu'il n'a fait que venger l'honneur du Pavillon Anglois. Mais se sera-t-il flatté qu'on n'apprécierait point sa propre conduite , qui dans chacun des détails qu'il en donne , porte tout le caractère de provocation & d'hostilité ?*

En même tems je recommandai au Capitaine Hood de veiller à ce que les Officiers François & leurs Gens fussent traités avec la plus grande honnêteté, & qu'on eût tout le soin possible de tout ce qui étoit à bord de la frégate. Cette frégate s'appelle la *Pallas* de trente-deux canons & de deux cens vingt hommes. Selon ce qu'on a pu apprendre il y avoit huit jours qu'elle étoit sortie de Brest pour tenir croisière.

Je suis, &c.

Signé , A. KEPPEL.

M. Keppel recommande qu'on prenne soin de tout ce qui est à bord de la Pallas, pour donner à sa piraterie une couleur d'honnêteté, comme il avoit cherché à en donner une de civilité à ses coups de canon. La Pallas ne lui ayant rien fait, il eût été encore plus honnête de ne point s'en saisir. S'il étoit mécontent de la Licorne, n'étoit-ce pas assez de l'avoir prise & envoyée à Plimouth? Où s'arrêtera la satisfaction qu'il juge lui être nécessaire? Je demanderai aussi quel droit il avoit de faire distribuer les matelots de la Pallas sur les vaisseaux anglois? Je me doute bien que c'étoit pour renforcer leurs équipages qui sont très-foibles. Mais ne devoit-il pas laisser les matelots de ce vaisseau François aussi intacts que ses effets? On voit une incohérence dans toute cette conduite, qui décele, ou plutôt qui manifeste le vice des intentions; & il n'y aura personne en Europe qui, en l'envisageant sous son vrai point de vue, ne se croie obligé de prononcer que les HOSTILITÉS ONT ÉTÉ COMMENCÉES PAR L'ANGLETERRE.

J'ai l'honneur d'être, &c.

P. S. du premier Juillet.

J'ai eu le temps, Monsieur, de recueillir les suffrages sur l'affaire des Frégates françoises. Il semble qu'en général on ne la regarde point ici comme un augure favorable

pour entrer en guerre. Les Marchands en sont consternés, parce qu'ils voyent le moment s'approcher d'une déclaration de guerre qui leur portera le plus grand préjudice ; & ils accusent hautement M. Keppel d'une injuste témérité. Les partisans du Ministre ne se plaignent pas moins de sa conduite, parce qu'en même temps qu'ils reçoivent la nouvelle de l'arrivée de ses prises dans les Ports Anglois, les rapports uniformes des Officiers & des Equipages François leur apprennent qu'il y a dans le Port de Brest trente-deux vaisseaux de ligne tout prêts à sortir, avec quinze Frégates. Ils trouvent que M. Keppel a été un peu trop vif, ou qu'au moins il n'a pas mis assez de dextérité dans l'exécution de ses ordres, & que s'il s'ensuit une guerre ouverte ce sera par sa faute. Les amis de M. Keppel allèguent en vain pour sa justification, que dans les mers Britanniques (devant Brest) les Amiraux Anglois ont eu de tout temps le droit de faire venir à poupe, sans autre cérémonie, les Vaisseaux de guerre des autres Nations. Cette justification ne satisfait point des Ministres, qui n'ont pas actuellement 32 vaisseaux de ligne équipés & en état de faire tête à l'armée navale du Roi de France. Ils savent qu'outre ce nombre, il y en a encore plusieurs autres dans Brest même, huit à Rochefort, cinq à Toulon, & cent mille hommes sur les côtes de Picardie, de Normandie & de Bretagne.

Après avoir fait un pareil coup, disent-ils, M. Keppel a eu grande raison de revenir au plus vite, avec toute son Escadre, demander un renfort de vaisseaux & des ordres ultérieurs. Mais les Marchands qui attendent d'un jour à l'autre une flotte de l'Inde & deux des Isles Angloises ne sont pas aussi contents qu'il ait quitté sa station, dans un moment si critique. Ils n'ont dormi un peu plus tranquilles cette nuit, que sur l'assurance qui leur a été donnée que M. Keppel alloit repartir pour sa première destination.

Le moment est arrivé où les Ministres doivent gémir d'une disette de Matelots, dont ils sont eux-mêmes la cause. Dans les autres guerres, à peine éprouvoient-ils ce besoin, qu'il rentroit une flotte, soit de la Virginie, soit de la Caroline, soit de la nouvelle Yorck ou de la nouvelle Angleterre, &c. qui leur fournissoit plusieurs milliers d'excellens Matelots. Aujourd'hui cette ressource leur manque, & M. Keppel s'en retournera, forcé par les circonstances, sans avoir plus de forces réelles, que celles avec lesquelles il étoit rentré. Peut-être seulement n'aura-t-il fait que mettre à terre un grand nombre de malades, qu'à peine on aura pu lui remplacer. Il doit être certain que ce sont les vives appréhensions de la Nation pour les flottes attendues qui pourront lui faire donner promptement l'ordre de repartir. On peut en juger par l'événement qui s'est passé depuis sa rentrée.

Il s'étoit fait honneur dans sa Lettre du 20 Juin de n'avoir point touché aux vaisseaux Marchands François, ne voulant point interrompre leur commerce; & cependant le 29 au matin, on a vu entrer à Portsmouth deux bâtimens François, pris par *le Fox*, une de ses frégates. L'un de ces bâtimens est *l'Aimable Victoire*, Capitaine Vincent, de la Martinique, chargée uniquement des productions de cette Ile pour le Havre: l'autre est *la Sainte-Marthe*, Capitaine Guillaume Détaille, du Havre pour Brest, chargée de farine. Le Capitaine Windsor les a pris l'un & l'autre à quinze lieues de Plymouth. Il est évident que c'est cet acte d'hostilité, si contraire aux protestations faites le 20 par l'Amiral Keppel, & publiées le 27 à Londres sous la sanction de la Cour, qui décidera les Ministres à faire repartir au plutôt M. Keppel, de peur que dans de pareilles circonstances deux ou trois vaisseaux détachés de Brest n'enlèvent toutes les flottes attendues de l'Inde, de la Jamaïque & des Isles du Vent: toutes trois fort mal escortées.

En attendant que tout ceci se débrouille, & que les événemens nous facilitent le rapprochement de tout ce que je vois de discordant & de bizarre dans la conduite du Ministère Anglois, je vais vous transcrire ici, Monsieur, un petit morceau de poésie qui étoit joint à une lettre que je viens de recevoir de Brest. Comme vous êtes bon



François, & que vous le lirez par les yeux de votre cœur, je ne doute point que vous ne le trouviez excellent. On ne peut pas juger autrement un impromptu inspiré à une ame guerrière & triomphante, par un transport héroïque qui n'appartient qu'au beau sexe François.

*Plusieurs Dames qui étoient sur le Conquérant lorsque la Belle-Poule rentra dans le port de Brest pour s'y radoubler, monterent sur cette frégate. Elles voulurent bien embrasser les Officiers en leur donnant des cocardes, & l'un d'eux fit ces vers.*

Marchons amis, volons à la victoire :  
De notre vie embellissons le cours.  
Allons cueillir les lauriers de la gloire  
Pour les unir aux mirthes des amours.  
Que notre sort sera digne d'envie !  
Jeunes Héros, quelle félicité  
D'être à la fois bénis de la patrie  
Et couronnés des mains de la beauté !  
Suivons, amis la plus belle carrière :  
Toujours l'honneur fut chéri de Cipris.  
Rien n'est si beau que la vertu guerrière,  
Quand un baiser peut en être le prix.  
Sexe charmant recevez notre hommage.  
Qui mieux que vous sait former de grands cœurs ?  
Les fiers Anglois maudiront votre ouvrage,  
Et nous serons doublement leurs vainqueurs.

L'escadre de M. Keppel étoit encore le 30 Juin à Sainte Helene, attendant un renfort de six vaisseaux de ligne, qui attendoient des matelots de la Jamaïque, &c. qu'on craint fort que l'escadre Françoisse n'ait attendus & pris dans la station que M. Keppel a quittée avec tant de précipitation.

On paroît fort inquiet ici de la sensation que fera en France la prise des vaisseaux *l'Aimable Victoire* & la *Sainte Marthe*, qui n'avoient aucune relation avec le commerce d'Amérique. Les fonds sont baissés de 2  $\frac{1}{2}$ . pour cent. Que sera-ce si on apprend la sortie de l'escadre Françoisse, avant que M. Keppel soit retourné à sa station! C'est pour le coup qu'on dira qu'avec l'Empire d'Amérique, l'Angleterre a encore perdu l'empire des mers. Quel malheur!

*Nouvelles très-fraîches des Etats-unis.*

Un bâtiment Hollandois, qui vient d'arriver à Portsmouth, a rencontré deux vaisseaux Américains, qui lui ont demandé des nouvelles, & de qui il a appris ce qui suit:

L'un de ces vaisseaux étoit la frégate Américaine le *Boston*, la même sur laquelle M. Adams, Député du Congrès, a passé en France. Cette frégate faisoit route pour Nantes avec quatre prises Angloises. Elle en avoit envoyé à Boston une cinquième, chargée de Pharmacie pour l'armée Angloise. Sous l'escorte du *Boston* étoit le *Saratoga*,

parti du Maryland, avec des dépêches importantes pour les Députés du Congrès à Paris. Elle a fait entendre que ces paquets contenoient la ratification des Traités d'alliance & de commerce avec la France. Le *Saratoga* est sorti de la baye de Chésapéak sans avoir vû un seul vaisseau de guerre Anglois. Avant son départ le *Fier Rodrigue* y étoit arrivé de France avec un chargement considérable, & qui avoit fait le plus grand plaisir. Toute la Colonie étoit dans l'ivresse de la joie, au sujet de la conclusion & ratification des Traités. L'armée du Général Washington, considérablement augmentée, serroit toujours de très-près Philadelphie; & l'opinion générale étoit que le Chevalier Clinton ne tarderoit point à l'évacuer. Il y étoit dans la même position où le Général Howe s'est vu à Boston, en Mars 1776, lorsque, sans attendre l'aveu de la Cour, il a pris le parti d'en sortir. Le papier-monnoye du Congrès avoit repris la plus grande faveur: personne ne doutant plus de l'indépendance de l'Amérique, depuis qu'on savoit que les propositions des Commissaires avoient été rejetées par le Congrès d'une voix unanime. — Suivant le rapport du Capitaine Hollandois, le Boston doit être entré à Nantes avec son convoi le 30 Juin.

L'autre vaisseau Américain qui l'a araisonné, est la goëlette le *Spy* (l'Espion) par-

ccclxx AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
rie de Boston le 11 Juin. Il présume qu'elle  
fera entrée à Brest le 3 Juillet. Cette goëlette  
dit avoir vu aux atterrages de Boston,  
deux frégates Françaises, qui annonçoient  
l'approche d'une forte escadre, ( sans doute  
celle de M. le Comte d'Estaing ) attendue de  
jour en jour à Boston. Si cela est, la traversée  
de cet Amiral François aura été très-courte,  
& il sera arrivé ( toujours dans la supposition  
qu'il n'y ait point d'erreur ) vers le même  
tems où l'Amiral Byron est sorti de la Man-  
che. — On étoit persuadé aussi à Boston,  
que les Anglois évacueroient avant peu Phi-  
ladelphie. La goëlette l'*Espion* étoit chargée  
de paquets intéressans pour la Cour de Fran-  
ce, vrai semblablement c'étoit un *Duplicata*  
de la ratification du Traité. Il y a grande  
apparence que ces paquets seront arrivés à  
Paris, en même tems que vous parviendra,  
Monsieur, ce petit supplément de nouvelles.  
Si on ne les a pas reçus encore, vous pouvez  
assurer hardiment qu'ils ne tarderont pas.

PRISES FAITES A LA MER.

*Vaisseaux pris par les Anglois.*

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus &c.
Un vaisseau estimé 20,000 livres sterling, armé par un Officier François passager sur ce bâtiment.	Chargé d'effets pour l'armée Américaine.		Pris par la frégate de guerre l' <i>Expériment</i> , & conduit à Rhode-Island.
<i>Le double Retour</i> monté de 20 canons.	Saint Malo, chargé de lainage, de quincaillerie, d'armes, de piqures de Marseille & de bonneteries d'Angleterre.	Salem près de Boston.	Pris le 10 Avril après un combat d'une heure par le <i>Général</i> , vaisseau de guerre de 18 canons & conduit à Halifax.
<i>La bonne Louise de Paris.</i>	De la Guadeloupe pour Salem, ayant à bord 16 Officiers François, parmi lesquels des Ingénieurs.	Salem près de Boston.	Les Officiers & équipages retirés de dessus le vaisseau qui s'étoit perdu le 3 Avril par un vaisseau Anglois armé qui lui donnoit la chasse.
<i>La Calipso</i> , bâtiment François au service du Congrès, de 28 canons percé pour 32.			Pris le 23 Mars à 23 lieues de New York par le vaisseau armé le <i>Northumberland</i> de 26 canons, après un combat où la <i>Calipso</i> a eu 9 tués & 25 blessés.

# ccclxx AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus.
<i>Le Stork</i> , Capitaine Brown.	Charles-Town Caroline Méridionale avec tabac & indigo pour 30,000 liv. sterl.	Pont France.	Pris & conduit à Saint-Christophe par une frégate du Roi.
<i>Le Duc de Choiseul</i> , brigantin.	Caroline Septentrionale chargé de tabac.	Bordeaux.	Pris par le <i>Prince de Galles</i> , vaisseau de ligne, Amiral Barrington, envoyé à Plymouth.
<i>La Virginie</i> . Capitaine Nicolson, frégate.	.....		Pris par le vaisseau de guerre l' <i>Emerald</i> .
<i>La Louise au disque</i> , Capitaine Adderfon.	Cadix, chargé de canons.	Pour la Virginie.	Envoyé à New-York par le vaisseau de guerre le <i>Sénégal</i> .
Un gros sloop, Capitaine Steel.	Virginie, 105 boucauts de tabac.	Bordeaux.	Pris par le <i>Levant</i> lettre de marque, Capitaine Martin.
<i>Le Colombus</i> , Corsaire de 32 canons.	.....		Détruit par le vaisseau de guerre le <i>Diamand</i> de 32 canons, en sortant du port bloqué de Providence.

Le vaisseau François conduit à Waterford par un Corsaire de Guernesay est condamné & sera vendu dans la première semaine de Juin.

*Vaisseaux pris sur les Anglois.*

<u>Noms &amp; désignations des vaisseaux.</u>	<u>Lieu de leur départ &amp; chargement.</u>	<u>Lieu de leur destination.</u>	<u>Ce qu'ils sont devenus, &amp;c.</u>
<i>L'Expériment</i> , } Capitaine Valley.	Pensacola.	} Corke.	{ Conduit à Charles-Town.
Un brigantin.	Londres.	Méditerranée.	{ Pris par un Sloop Corsaire à la hauteur de Viana.
<i>Le Royal George</i> } Capitaine Neave.	Isles Angloises.	Halifax.	{ Pris par les Américains & conduit à la Guadeloupe.
Cinq vaisseaux } dont un Ecoissois	.....		{ Pris par <i>Cunningham</i> dans le courant d'Avril & conduits à Cadix.
<i>La Marie-Anne</i> , } Capitaine Kiough	Dublin.	Isles Angloises	{ Pris par un Corsaire Américain & conduit à la Martinique.
Un vaisseau.	{ Halifax chargé de 8.700 galons de melasses, & 570 quintaux de sucre.	.....	{ Pris par le Corsaire l' <i>Echo</i> .
Un vaisseau.	{ Chargé de rum & café.	Terreneuve.	{ Pris par le Corsaire le <i>Nembrod</i> , Capitaine Bowles.
<i>Le Lovely Betsey</i> , } Capitaine Thomas.	New-York.	Philadelphie.	{ Pris le 20 Février par un Corsaire Américain & conduits à la Guadeloupe.
Et un brigantin.	d'Antigoa.	.....	

# ccclxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus, &c.
<i>Le Lively</i> , Capitaine Calvert.	De Lancastre.	Grenade.	{ Pris le 10 Mars devant Curaçao.
<i>Le Thomas Henri</i> , Capitaine Pearle.	{ Du convoi de Gorke parti en Janvier.	Pour les Isles.	{ Pris & conduit à Saint Domingue.

La flotte de Quebec a été rencontrée le 8 Mai par le vaisseau le *Salisbury* revenant de l'Inde, à deux cents lieues Ouest des Sorlingues.

*De Salem près de Boston le 3 Avril.*

Le sieur Stapleton, Capitaine du Corsaire l'*Achile*, est rentré ici d'une croisière dans laquelle il a fait cinq prises très-riches. Il a débarqué ses prisonniers à la Martinique.

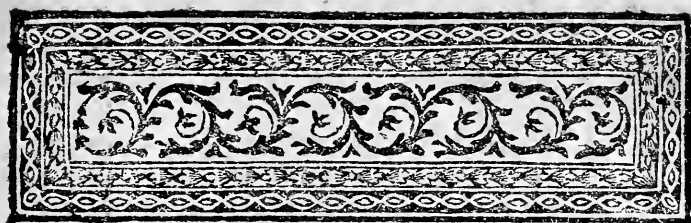
*De Boston le 6 Avril.*

Le *Streamer*, Capitaine Hawkins, est arrivé ici de la Rochelle en sept semaines avec un chargement de petites armes, de balles, de poudre, &c.

F I N.

Table 4 Inc 15  
sur vol. 13, p. xcix.





# AFFAIRES DE L'ANGLETERRE ET DE L'AMÉRIQUE.

---

JOURNAL.

---

NOUVEAU JERSEY.

N<sup>o</sup>. I. *Affaire de l'expulsion de William Franklin  
de son Gouvernement du Nouveau Jersey.*

En Congrès Provincial, à Burlington le  
14 Juin 1776.

**A**RRÊTÉ que suivant l'opinion de ce  
Congrès, on ne doit point obéir à la pro-  
clamation du sieur William Franklin, ci-de-  
vant Gouverneur du Nouveau Jersey, datée  
du 30 Mai dernier, au nom du Roi de la  
Grande-Bretagne convoquant une assemblée

Tome IX,

A

1776.

Juin.  
&  
Juillet.

dispositif

## 2 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

générale pour le 20 du présent mois de  
1776. Juin.

Juin. Arrêté, que suivant l'opinion de ce Con-  
& grès, ledit sieur William Franklin, par sa  
Juillet. dite proclamation, a agi directement contre  
l'arrêté du Congrès continental du 15 Mai  
dernier.

Arrêté que, suivant l'opinion de ce Con-  
grès, tous payemens d'argent pour salaire  
ou autre chose audit sieur William Franklin,  
comme Gouverneur, doivent cesser à l'ave-  
nir; & que le Trésorier ou les Trésoriers  
de cette Province rendront compte de l'ar-  
gent qu'ils ont entre leurs mains à ce Con-  
grès ou à la législation future de cette Co-  
lonie.

Par ordre du Congrès.

Samuel TUCKER, Président.

Pour copie véritable.

William PATTERSON, Secrétaire.

N.º II. *Lettre de son Excellence William Fran-  
klin, Ecuyer, Gouverneur de New Jersey,  
aux Membres du Conseil de Sa Majesté &  
à ceux de la Chambre des Représentans de  
cette Province, pour la justification de sa  
conduite.*

Ce Gouverneur rapporte d'abord les ré-  
solutions du Congrès provincial qui le dé-  
clarent ennemi des libertés de son pays, pour

avoir rendu , au nom du Roi de la Grande-Bretagne, une proclamation à l'effet de fixer 1776.

une tenue de l'assemblée générale au 20 Juin, Juin  
& qui ordonne de lui retenir ses appointe- & ments de Gouverneur & de l'enfermer dans Juillet,

un lieu sûr , à moins qu'il ne signe une parole par laquelle il s'engage à se confiner dans un district de 6 miles & promette de ne donner aucun avis aux ennemis des Colonies-unies durant les troubles actuels. Il entre ensuite en matière de la manière suivante :

« Me voir qualifier d'ennemi des libertés de mon pays , (imputation des plus odieuses) uniquement pour avoir fait mon devoir en convoquant une assemblée des Représentans légitimes du peuple , dans le dessein de mettre sous leurs yeux des objets de la plus grande importance pour leur prospérité & leur sûreté future , étoit , comme vous pouvez le penser , un motif suffisant pour exciter l'indignation de tout homme doué de quelque sensibilité , & le porter à exprimer son ressentiment dans des termes proportionnés à une provocation si peu méritée. Cependant il est inutile de vous rappeler ici tout ce qui s'est passé. Il suffit de dire que j'ai rejeté la parole écrite , ( c'est leur expression ) avec le mépris qu'une semblable insulte méritoit de la part d'un homme qui a l'honneur de représenter Sa Majesté ».

« Je puis , Messieurs , en appeller à vous , je puis en appeller à tout individu de la

## 2 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

1776. Province avec une entière confiance, pour  
Juin: certifier que dans aucune occasion je n'ai  
& jamais manifesté la moindre disposition con-  
Juillet. traire aux intérêts de la Colonie. Vos jour-  
naux & vos minutes feront voir que depuis  
les premiers moments des disputes actuelles,  
j'ai été porté constamment & uniformement  
pour qu'on les accommodât par négociation  
& par traité, d'après la conviction où j'étois  
que l'Amérique pourroit obtenir par là une  
Constitution stable qui lui donneroit toutes  
les sûretés raisonnables pour jouir des libertés  
Britanniques «.

» Si, suivant l'opinion de ceux qui se  
disent former un Congrès Provincial, mes  
sommations pour convoquer l'assemblée gé-  
nérale, ne devoient pas (comme ils le pré-  
tendent) être observées, il auroit été au-  
tant dans leur pouvoir de prévenir cette  
assemblée en vous enjoignant de ne faire  
aucune attention à la proclamation, qu'il  
l'étoit de me constituer prisonnier, & cer-  
tainement ils auroient pris ce parti s'ils n'eû-  
sent pas eû dessein de me faire un affront  
personnel ou de blesser la dignité de la Cou-  
ronne en ma personne «.

» On prétend que par ma déclaration j'ai  
porté une atteinte directe aux arrêtés du  
Congrès continental du 15 Mai dernier. Mais  
quand même cela seroit, ce n'auroit certaine-  
ment pas pû être un crime de ma part. Ce  
n'étoit point de quoi justifier les traitemens

que j'ai éprouvés & ceux que j'essuierai probablement encore par la suite. Mais le fait qu'on allègue est faux, & doit paroître tel à quiconque a lu & est capable de comprendre l'arrêté dont il s'agit. Le Congrès continental, après un préambule où il déclare que son opinion est que l'exercice de toute espèce d'autorité sous la Couronne, soit entièrement supprimé, arrête en conséquence qu'il sera recommandé aux assemblées & conventions respectives de celles des Colonies-unies où il n'a pas été établi jusqu'à présent des gouvernemens suffisans pour l'administration de leurs affaires, d'adopter tels gouvernemens que les représentans du peuple jugeront les plus propres à effectuer le bonheur & la sûreté de leurs commettans en particulier, & de l'Amérique en général. Il est difficile de concevoir que quelqu'un, en lui supposant du sens commun & une honnêteté ordinaire, puisse présenter une proclamation pour convoquer l'assemblée précisément dans le même tems où le Congrès continental avoit recommandé une affaire aussi importante à la considération des représentans du peuple, comme un mépris & une violation directe de l'arrêté en question. L'assemblée de la Pensylvanie a siégé depuis cette résolution & siége, je crois, encore présentement sous l'autorité dérivée de la Couronne. Cette assemblée avoit sans doute connoissance de l'arrêté dont il s'agit ; & on

1776.

Juin

&amp;

Juillet.

## 6 AFFAIRES DE L'ANGLÈTERRE

1776.

Juin  
&  
Juillet.

ne sauroit donner aucune bonne raison , pour-  
quoi l'assemblée de New Jersey ne devroit  
pas avoir pareillement la permission de dire  
son sentiment , si elle le jugeoit nécessaire  
& convenable , sur un objet d'une si grande  
importance pour elle & pour ses commet-  
tans. Si en vous assemblant , vous eûssiez jugé  
à propos d'adopter ou de suivre l'arrêté en  
sa totalité ou en partie , on fait bien que  
je n'aurois pas pû vous en empêcher , quelle  
qu'eût pû être ma façon de penser à cet  
égard «.

### N.º I. *Résolutions des Sauvages contre l'armée Angloise.*

Le 14 Juin , veille du départ des Sauvages  
de Philadelphie avec le Major Roger , un  
des Chefs, adressa aux Sauvages un petit dis-  
cours dont voici la conclusion. » Quoique  
les Américains soient accusés de manquer de  
courage , agissons en hommes , regardons avec  
indifférence la vie & la mort. Je suis per-  
suadé qu'aucun Indien ne tournera jamais  
le dos : le grand Roi n'en fera que trop-tôt  
convaincu «.

### N.º II. *Discours de Houran, Chef des Swawanis , aux Habitans de la Virginie.*

» J'en appelle au grand Roi & je lui de-  
mande si jamais un Indien a levé la hache  
autrement que pour une cause juste & équi-

table. Houran & ses Freres la levent actuellement en faveur de nos bons amis & freres les Américains. Les troupes du grand Roi, sans être provoquées & de sang-froid, ont détruit plusieurs bonnes gens par le feu & l'épée, elles n'épargnent pas même les femmes & les enfans. Quelques-uns de ces malheureux étoient mes amis particuliers. Cette conduite me révolte. Je ne cesserai d'en tuer qu'après avoir assouvi ma vengeance en faveur de ma patrie. Je me réjouis de la paix, mais ne croyez pas que ma joie naisse de la peur, Houran ne tournera pas le dos ».

1776.

Juin.  
&  
Juillet.

N.<sup>o</sup> III. *Adresse des principaux Habitans de cette Ville à Robert Rogers, Major général (nommé par le Congrès) & Commandant en chef des Sauvages.*

Philadelphie le 14 Juin.

» Permettez nous, Monsieur, de vous témoigner notre satisfaction du choix qui a été fait de vous pour occuper la place de Commandant militaire en chef de nos bons amis les Sauvages. En même tems que nous déplorons, comme le plus grand des malheurs, la nécessité d'une telle nomination, nous sommes fermement persuadés que vous n'avez accepté cette place que par le motif glorieux de rétablir les libertés de l'Amérique, maintenant envahies contre toute raison par un Ministère despotique & abusé.

A iv

## 8 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

1776. Elevé parmi nous dès l'enfance, dans un  
Juin. pays que la liberté a porté à un état d'opu-  
& lence, fini par exciter la jalousie; la ré-  
Juillet. putation de vos principes nous donne tout  
lieu de nous flater que l'Amérique recueille-  
ra tous les fruits qu'elle peut attendre pour  
sa prospérité, de vos lumières, de votre  
sagesse & de votre expérience. Lorsque l'é-  
pée sera devenue inutile, excepté contre  
nos ennemis naturels, lorsque nous vous  
verrons rendu à l'Etat paisible d'un homme  
privé, lorsque cette heureuse époque sera  
arrivée, alors, & non auparavant, les Amé-  
ricains éprouveront les inestimables bienfaits  
de la liberté «.

N.<sup>o</sup> IV. Le Major Rogers, qui a été  
pendant quelques semaines à Philadelphie pour  
se concerter avec les Chefs des Sauvages,  
est parti avec trois Tribus de 500 Indiens  
chacune pour Connecticut où elles doivent  
se joindre à plusieurs autres. La nuit avant  
leur départ les Sauvages ont chanté le chant  
de guerre : à la pointe du jour ils ont poussé  
trois cris & ont quitté cette place avec tou-  
tes les marques apparentes d'une résolution  
déterminée. Le Major porte un hausse col  
sur lequel est représenté un *Serpent à sonnettes*  
avec ces mots : *liberté aux braves.*



*Ordre du Congrès général concernant les  
subsistances.*

1776.  
Juin.  
&  
Juillet.

En Congrès le 14 Juin.

Sur ce qu'il a été représenté au Congrès qu'il avoit été acheté des quantités considérables de bœuf & de porc salé pour l'exportation, laquelle si elle étoit restreinte pourroit rendre les approvisionnemens de l'armée difficiles & incertains.

Arrêté en conséquence qu'aucunes parties de bœuf ou porc salé, excepté ce qui sera nécessaire pour la consommation des équipages, ne sera exporté d'aucune des Colonies-unies sur aucun bâtiment & sur aucun prétexte quelconque, jusqu'à nouvel ordre de ce Congrès.

Par ordre du Congrès.

John HANCOCK, Président.

*Préparatifs dans la province de New-York & les Provinces voisines, sur la nouvelle de la prochaine arrivée de l'armée Angloise.*

*Adresse aux Habitans du Nouveau-Jersey par le Président du Congrès de cette Province.*

*Compatriotes & Amis.*

Le Congrès continental a requis cette Province d'envoyer sans délai à New-York

trois mille trois cents hommes de sa milice ;  
1776. parce qu'il a des avis sûrs que c'est sur cette  
Ville que doit se porter la grande attaque  
Juin & de notre ennemi commun cet Été : qu'il  
Juillet. doit arriver sous peu de jours & qu'il y a  
apparence que ce coup décidera du sort de  
la campagne. Vos Représentans dans ce Congrès ont dressé avec toute la diligence possible & dans le concert le plus unanime un règlement pour lever le nombre d'hommes requis, en les tirant des différentes parties de la Province dans la proportion qui a paru la plus raisonnable. Ils ont aujourd'hui résolu de faire une levée d'hommes par enrôlements volontaires dans les divers Comtés, bien persuadés que dans cette guerre ils seront levés très-prompement, & que les levées seront composées d'hommes vraiment animés du bien du service. Guidés par le même zèle pour la défense de leur pays, ils ont recours à vous par cette adresse, & vous font les instances les plus vives & les plus affectueuses pour vous supplier non seulement de soutenir la réputation que vous avez précédemment acquise, mais encore de donner au public une nouvelle preuve de votre courage & de votre intrépidité comme hommes, de votre inviolable attachement aux libertés de l'Amérique, & de la sincérité de vos résolutions unanimes depuis le commencement de nos démêlés. Si dans ce moment de crise le tems nous permettoit de faire un long-

discours, il y auroit une infinité de motifs à faire valoir, & comme quelques-uns sont des plus urgents, aussi il y en a d'autres qui, grâces au Ciel, sont de l'espèce la plus encourageante.

1776.

Juin.

&amp;

Juillet.

Non seulement le danger est certain, mais il est immédiat & éminent. Il n'admet pas un moment de délai, puisque notre injuste & implacable ennemi est à nos portes. La place qu'il doit attaquer (New-York) est de la plus grande importance. Cette Ville, d'une grande étendue, renferme un nombre prodigieux d'habitans dont les intérêts doivent nous être extrêmement chers; elle est située au centre des Colonies & dans un lieu où le succès de l'ennemi sépareroit les provinces, & désuniroit leurs efforts par terre de même qu'ils sont exposés nécessairement à être coupés sur mer par les flottes ennemies. Il est presque inutile d'ajouter que par son voisinage la ville de Burlington est ouverte aux cruelles déprédations de l'ennemi qui heureusement jusqu'ici n'a pu nous faire du mal que par la rapine & le pillage. Ce seroit avoir des soupçons mal fondés que de vous en dire davantage sur notre intérêt particulier, parce que nous avons la ferme confiance que tout honnête homme s'intéresse vivement à la cause commune des Colonies unies, & qu'il n'y a point d'efforts qu'il ne fasse pour la soutenir.

Nous ne pouvons pas nous dispenser de

1776.

Juin.

&amp;

Juillet.

remettre sous vos yeux les succès dont il a plu à la Providence de couronner jusqu'à présent nos efforts. L'évacuation de Boston, dont l'ennemi s'étoit d'abord emparé & où il avoit commencé ses opérations oppressives, fut un événement aussi flétrissant pour lui qu'avantageux à la cause publique, & honorable pour la brave & intrépide armée qui a expulsé l'ennemi de cette place. Si quelque chose doit encourager ceux qui vont se rendre où le danger les appelle, c'est qu'ils auront pour compagnons plusieurs de ces soldats qui ont acquis un honneur immortel par leur conduite passée, & qu'ils serviront sous ce sage & habile Chef, dont la prudence, la fermeté & l'application à ses importants devoirs lui a mérité une confiance sans bornes tant de la part de ceux qui dirigent les conseils publics, que de ceux qui portent les armes sous ses ordres.

Nous ne devons point oublier l'activité & les succès des habitans des Colonies méridionales. Ils ont couru aux armes par milliers dès qu'ils ont entendu parler d'une attaque, & dans la Virginie & dans la Caroline septentrionale. Le Ciel a bien voulu récompenser leur zèle dans les deux occasions, car ils ont remporté une victoire complète sur l'ennemi, & il leur en a coûté si peu de sang que la chose est à peine croyable. Au combat de *Moor-Creek-Bridge* il n'y a

eu que très-peu d'Américains tués, & à Norfolk Great - Bridge, pas un seul.

1776

Juin.

&amp;

Juillet.

Le tems ne nous permet pas de nous étendre sur les événemens passés de cette guerre dans laquelle la Providence a paru se déclarer si ouvertement pour nous. Ainsi nous nous bornerons à observer que d'après les préparatifs qui se font en Angleterre pour cette campagne, & suivant toutes les nouvelles qu'on reçoit d'Europe, il est évident que notre honneur, notre intérêt, enfin une nécessité absolue exige que nous fassions en ce moment - ci tous les efforts dont nous sommes capables, attendu qu'il s'agit de tout ce que nous avons. Il n'y a pas un de nous qui ne soit obligé de convenir aujourd'hui d'une vérité qui a été sentie depuis long-tems par beaucoup de personnes, c'est qu'une soumission entière & sans restriction est le point où nos ennemis sont résolus de nous réduire, si cela est en leur pouvoir; de sorte qu'il ne nous resteroit plus qu'à gémir sous le vil esclavage où sont réduits les Etats tributaires, ou à soutenir nos droits & nos libertés par la force des armes & en faire passer le précieux héritage à notre postérité par une défense courageuse & opiniâtre.

Nous désirons que dans cet état des choses on puisse mettre entièrement de côté toute dispute ou prétention particulière & momentanée de quelque cause qu'elle puisse naître, soit de religion, soit de rivalité entre différentes

#### 14 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

1776.

Juin

&

Juillet.

classes d'hommes, soit de disette de quelques articles de commerce ou de toute autre chose. Le danger présent exige la plus parfaite union. Il faut que nos ennemis s'apperçoivent qu'au-ssitôt que les Représentans des Colonies ont pris quelque résolution ils peuvent mettre en mouvement toutes les forces de ce vaste pays pour l'exécution de leur dessein.

Pour que vous ne restiez pas dans l'ap-  
prehen- sion que le fardeau soit partagé iné-  
galement ou que la destination de cette bri-  
gade laisse nos propres côtes sans défense,  
nous avons crû devoir vous informer que le  
Congrès continental a pourvu amplement à  
la défense de notre Province, & a disposé  
l'armée continentale, pour la campagne pro-  
chaine, de maniere à mettre une portion  
égale de charge sur les habitans des diverses  
Colonies; & que nommément on forme au-  
jourd'hui un camp volant de 10,000 hommes  
pour la protection des Colonies centrales qui,  
selon toutes les apparences, aura son quartier  
général dans notre Province. Au reste nous  
avons la plus ferme confiance que tandis que  
chaque Province fait ses derniers efforts pour la  
cause commune, le nouveau Jersey ne le cédera  
à aucune en zèle, en courage & en activité.

Signé, au nom & par ordre du Congrès du  
Nouveau Jersey, à Burlington le 15 Juin 1776

Samuel Tucker, Président.

*Pour copie véritable.*

Wm. Paterson, Secrétaire.

*Dispositions des Sauvages voisins de la Géorgie.* 1776.Juin  
&  
Juillet.

Les Sauvages des Criques se sont déclarés pour la Colonie contre les troupes du Roi. Les Torys s'étoient proposés de faire de la Géorgie un entrepôt pour les armées : & quelques-uns y étoient venus pour disposer les esprits à favoriser ce plan. La maison du sieur Bryman , ami des Criques , ayant été imprudemment attaquée par eux , pendant qu'il étoit allé négocier pour la sûreté de la Colonie avec d'autres Sauvages voisins , quelques Chefs des Criques qui se trouverent à portée de défendre sa maison , s'y portèrent en diligence. Un seul d'entr'eux fut blessé & ce fut un de leurs Chefs , ce qui les irrita au point qu'ils expédierent sur le champ un des leurs aux Criques , d'où arriverent en peu de jours cinq cents Sauvages de guerre. Depuis ce moment-là ils ont massacré tous les Anglois de la flotte qui sont descendus à terre pour faire de l'eau.

*Navigation des Convois d'Europe.*

Le vaisseau qui portoit le Général Stierne & les Hessois , avec le quarante-deuxieme & le soixante-onzieme régimens , sous le convoi de la *Carcasse* , ont relâché le 15 Juin à Halifax.

Le Commodore Hotham a été vu le 19 Juin devant le port avec la plus grande partie de la flotte.

**1776** *Mesures prises pour la sûreté, même des ennemis  
de la patrie, par le Congrès général.*

Juin

&

Juillet.

En Congrès le 18 Juin.

Arrêté qu'aucun particulier dans ces Colonies accusé d'être un Tory ou ennemi de la cause de la liberté Américaine, ne sera insulté dans sa personne ou dans ses biens, ou molesté d'aucune autre manière, à moins que les poursuites contre lui ne soient fondées sur un ordre de ce Congrès ou de l'Assemblée, Convention, Conseil ou Comité de sûreté de la Colonie ou du Comité d'inspection du district où il réside. Ordonné que cette résolution n'empêchera point d'arrêter toute personne surprise en commettant quelque action destructive de la liberté Américaine ou justement suspecte du dessein de commettre cet acte & de vouloir s'échapper, & d'amener cette personne devant l'autorité convenable pour y être examinée & jugée.

*Extrait des minutes.*

Charles THOMPSON, Secrétaire.

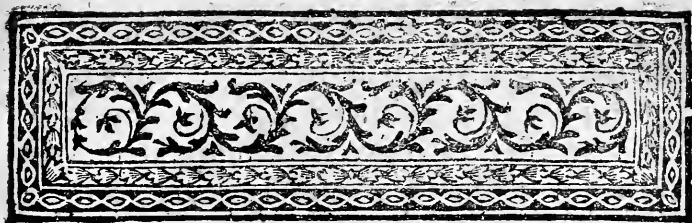
*Résolution où sont les Américains de défendre leur liberté.*

*Extrait d'une lettre de Philadelphie, adressée à un Marchand de Londres.*

« Les succès de nos Corsaires augmentent  
journallement



Vol. II.  
Lettres



# AFFAIRES DE L'ANGLETERRE ET DE L'AMÉRIQUE.

---

## L E T T R E.

*D'un Banquier de Londres, à M.\*\*\*  
à Anvers.*

De Londres le 10 Juillet 1778

**M**ES conjectures se sont vérifiées, Monsieur, & vous avez appris l'arrivée des vaisseaux le *Saratoga* & l'*Espion*, dans les ports de Nantes & de Brest, au tems que je vous avois indiqué. Mon correspondant m'a envoyé aussi-tôt tout ce qu'il a pû recueillir des expéditions arrivées par ces vaisseaux. Je ne

## ij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

veux point différer un moment à vous en faire part. La prompte publicité que vous donnerez à ces intéressantes nouvelles, ne peut qu'être infiniment agréable à vos lecteurs, par la raison du vif intérêt qu'ils doivent prendre à une Nation qui regarde les François comme ses freres, & dont le suffrage unanime vient de ratifier des engagemens qui procurent à la France les plus solides & les plus glorieux avantages.

N.<sup>o</sup> I. *Articles du Traité d'amitié & de commerce entre la France & les Etats-unis d'Amérique, qu'il a été nécessaire de publier pour leur observation de la part des Américains.*

En Congrès le 6 Mai 1778.

D'AUTANT que le Congrès a reçu de ses Commissaires à la Cour de France des copies d'un Traité d'amitié & de commerce, & d'un traité d'alliance entre la Couronne de France & les Etats-unis, duement arrêtés & conclus à Paris le 6 Février dernier, par un Ministre revêtu des plins pouvoirs de Sa Majesté Tres-Christienne & par les susdits Commissaires; & d'autant que lesdits Traités ont été mûrement considérés & unanimement ratifiés & confirmés par le Congrès: celui d'a-

mitié & de commerce , contenant les article suivans , savoir :

### ARTICLE VI.

Le Roi Très-Chrétien fera enforte , par tous les moyens en son pouvoir , de protéger & de défendre tous les vaisseaux & effets appartenans aux sujets , peuples ou habitans desdits Etats-unis ou aucuns d'iceux , lesquels se trouveront dans ses ports , havres , ou rades ou sur les mers voisines des pays , isles , cités ou villes de sa domination , & de recouvrer & rendre aux légitimes propriétaires , à leurs agens ou fondés de procuration , tous lesdits vaisseaux & effets qui auront été pris dans l'étendue de son pouvoir ; & les vaisseaux de guerre de Sa Majesté Très-Chrétienne ou telle autre escorte naviguant sous son autorité , prendront , dans toutes les occasions , sous leur protection , tous les vaisseaux appartenans aux sujets , peuples ou habitans desdits Etats-unis ou à aucuns d'iceux & tenant la même route ou allant au même endroit , & ils défendront ces mêmes vaisseaux aussi long tems que ceux-ci tiendront la même route ou iront au même endroit , contre toute attaque , force & violence , de la même manière qu'ils sont obligés de protéger & de défendre les vaisseaux appartenans aux sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne.

#### IV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

##### ART. VII.

De la même manière lesdits Etats-unis & leurs vaisseaux de guerre, naviguant sous leur autorité, devront protéger & défendre, conformément à la teneur de l'article précédent, tous les vaisseaux & effets appartenans aux sujets du Roi Très-Chrétien, & faire tous leurs efforts pour recouvrer & faire restituer lesdits vaisseaux & effets qui auront été pris dans l'étendue de la domination desdits Etats-unis ou d'aucun d'entr'eux.

##### ART. XIV.

Les vaisseaux Marchands de l'un ou de l'autre des parties contractantes qui seront destinés pour un port appartenant à l'ennemi de l'autre allié, & sur le voyage desquels & l'espece de marchandises à leur bord on aura de justes soupçons, seront obligés de produire, tant en pleine mer que dans les ports & havres, non seulement leurs passeports, mais aussi des certificats qui constatent expressément que leurs marchandises ne sont point du nombre de celles qui ont été prohibées comme contre-bande.

##### ART. XV.

Si, à l'exhibition des susdits certificats, l'autre partie découvre qu'il y ait à bord quelqueune des especes de marchandises qui sont prohibées & déclarées contre-bande,

avec destination pour un port sous la domination de son ennemi, il ne sera point permis d'ouvrir de force les écoutilles d'un semblable vaisseau, ou aucune caisse, coffre, paquets, baril ou vase trouvés à bord d'icelui, ou de détourner la moindre chose de ses marchandises, soit qu'un tel vaisseau appartienne aux sujets de la France ou aux habitans desdits Etats-unis; à moins que la cargaison ne soit portée à terre en présence des Officiers de la Cour de l'Amirauté, & qu'il n'en soit dressé un inventaire: & il ne sera nullement permis de vendre, d'échanger ou d'aliéner ladite cargaison en aucune manière, jusqu'à ce qu'il ait été procédé duement & légitimement contre ces marchandises prohibées, & que la Cour d'Amirauté, par une Sentence rendue, les ait confisquées, à la réserve toute fois du vaisseau lui-même, ainsi que de toutes autres marchandises trouvées à son bord, qui par le présent Traité sont réputés libres. De semblables bâtimens ne pourront pas non plus être détenus sous le prétexte qu'ils seroient pour ainsi dire infectés par des marchandises prohibées trouvées à leur bord, de même qu'à plus forte raison ils ne pourront être confisqués comme prises légitimes. Et lorsque ce ne sera point toute la cargaison, mais seulement partie d'icelle qui consistera en marchandises prohibées ou de contre-bande, & que le Commandant du bâtiment sera

## Vj AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

prêt & disposé à les délivrer au Capteur qui les aura decouvertes , en ce cas , le Capteur ayant reçu ces marchandises , devra aussi-tôt tenir le bâtiment quitte de toutes poursuites & ne l'empêcher en aucune maniere de continuer librement son voyage pour le lieu de sa destination. Si les marchandises de contrebande ne pouvoient point être reçues en totalité à bord du vaisseau du Capteur , alors celui-ci , nonobstant l'offre de lui délivrer les marchandises de contrebande , pourra conduire le bâtiment dans le port le plus voisin , conformément à ce qui a été dit ci-dessus.

### ART. XVI.

D'un autre côté il est convenu que les articles quelconques qui seront trouvés avoir été chargés par les sujets & habitans de l'une des parties contractantes à bord d'aucun vaisseau appartenant aux ennemis de l'autre partie ou aux sujets d'iceux , pourront en leur totalité , quoiqu'ils ne fussent point de l'espece de marchandises défendues , être confisquées de la même maniere que s'ils appartenoiennent à l'ennemi , à l'exception des effets & marchandises qui auroient été mis à bord d'un tel vaisseau avant la déclaration de guerre ou même après la déclaration de guerre , s'il est averé qu'on l'ait ignorée : de sorte que les effets des sujets & peuples de l'une des parties contractantes , tant ceux

qui feroient de la nature des prohibés que d'une nature différente, lesquels auroient été mis, comme il est dit ci-dessus, à bord d'un vaisseau appartenant à l'ennemi avant la guerre ou après la déclaration d'icelle, faute d'en avoir eu connoissance, ne seront aucunement sujets à confiscation, & devront être restitués exactement & de bonne foi, sans délai, aux propriétaires d'iceux qui les réclameront, sous la condition cependant que si lesdites marchandises sont de contrebande, il ne sera nullement permis de les transporter ensuite dans aucun port appartenant à l'ennemi. Les deux parties contractantes conviendront que passé le terme de deux mois après la déclaration de guerre, leurs sujets respectifs, de quelque partie du monde qu'ils viennent, ne pourront point prétexter l'ignorance dont il est fait mention dans cet article.

## ART. XVII.

Et pour qu'on puisse veiller d'autant plus efficacement à la sûreté des Sujets & des Habitans des deux parties, afin qu'ils ne reçoivent aucune insulte ou préjudice de la part des vaisseaux de guerre ou des corsaires de l'autre partie; il sera défendu à tous les Commandans des vaisseaux de Sa Majesté Très-Chrétienne, & desdits Etats-unis, & à tous leurs Sujets & Habitans de faire aucun tort ou dommage à l'autre partie; & faute

## viii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

par eux de s'y conformer , ils seront punis & seront en outre obligés de faire satisfaction pour tout le dommage & d'en payer l'intérêt par forme de réparation , sous la peine & obligation de leurs personnes & biens.

### ART. XX.

Si quelque vaisseau , appartenant à l'une des parties , ses Habitans ou Sujets vient à échouer sur les côtes ou domaines de l'autre partie , s'il y fait naufrage ou s'il y éprouve quelqu'autre dommage , toute l'assistance & tous les secours que l'on se doit entre amis seront donnés aux personnes naufragées , ou à celles qui seront en danger de l'être , & il leur sera donné aussi des lettres de sauf conduit pour pouvoir librement & sûrement en sortir & retourner à leurs pays respectifs.

### ART. XXI.

S'il arrivoit que les Sujets & Habitans de l'une ou de l'autre partie avec leurs vaisseaux , soit publics & de guerre , soit particuliers & de commerce , par disette d'eau , poursuite de pirates ou d'ennemis , ou par toute autre nécessité urgente , fussent contraints de chercher un abri & un port , & de se retirer & entrer dans une des rivières , rades ou ports appartenans à l'autre partie , ils seront reçus & traités avec toute l'hu-



manité & toute l'affection possibles, & ils y recevront toute la protection & tous les secours que l'on se doit entre amis : il leur sera permis d'y prendre des rafraîchissemens & de s'y pourvoir à un prix raisonnable de vivres & de tout ce qui est nécessaire pour la subsistance de leurs personnes, ou la réparation de leurs vaisseaux & pour la commodité de leur voyage, & ils ne seront en aucune maniere retenus ou empêchés de sortir desdits ports ou rades; mais il leur sera libre de s'en aller & de partir pour tel lieu & en tel tems qu'il leur plaira sans aucun obstacle ou empêchement.

#### ART. XXV.

Il sera permis à tous & chacun les Sujets de Sa Majesté Très - Chrétienne & les Citoyens, Peuples & Habitans desdits Etats-unis, d'appareiller avec leurs vaisseaux en toute sûreté & liberté, sans qu'il soit fait aucune distinction pour savoir quels sont les propriétaires des marchandises y chargées, de tout port quelconque, pour les ports de ceux qui sont actuellement ou qui seront par la suite ennemis de Sa Majesté Très-Chrétienne ou des Etats-unis. Il sera pareillement permis aux Sujets & Habitans susdits d'appareiller avec les vaisseaux & marchandises sus-mentionnés, & de commercer avec la même liberté & sûreté des places, ports & hâvres de ceux qui sont ennemis de l'une ou l'autre partie,

## X AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

sans aucun empêchement ou obstacle quelconque, non-seulement en droiture des places de l'ennemi sus-mentionnées pour des places neutres, mais encore d'une place appartenante à un ennemi, à une autre place appartenante à un ennemi, soit qu'elles fassent partie des domaines du même Prince, ou qu'elles appartiennent à des souverains différens : & il est stipulé ici, que les vaisseaux libres donneront aussi la liberté aux marchandises, & qu'on regardera comme libre & franc tout ce qui sera trouvé à bord des vaisseaux appartenans aux Sujets de l'une ou l'autre des parties confédérées, quand bien même la cargaison appartiendrait en totalité ou en partie aux ennemis de l'une ou de l'autre, en exceptant toujours les marchandises de contre-bande. Il est aussi convenu de la même manière que cette liberté s'étendra aux personnes qui sont à bord d'un vaisseau libre, afin que, quoiqu'elles soient ennemis des deux parties ou de l'une d'icelles, elles ne soient point prises sur un vaisseau libre, à moins que ce ne soient des Soldats au service actuel de l'ennemi.

### ART. XXVI.

Cette liberté de navigation & de commerce s'étendra à toute espèce de marchandises, excepté seulement celles qui sont distinguées par le nom de contrebande ; & sous ce nom de contrebande ou de marchandises prohibées seront compris les armes, les gros canons,

les bombes avec leurs fusées & autres articles qui en dépendent, les boulets, la poudre à canon, les mèches, piques, épées, lances, pertuisanes, hallebardes, mortiers, petards, grenades, salpêtre, mousquets, balles de fusil, boucliers, casques, cuirasses, cottes d'armes & autres pareilles espèces d'accoutrements militaires, propres à armer des gens de guerre, faisceaux d'armes, ceinturons, chevaux avec leur équipement & tous les autres ustenciles de guerre quelconques. Les marchandises suivantes ne seront pas comprises au nombre des effets de contrebande ou prohibés, savoir, toutes les especes de draps, & toutes les autres manufactures tissues de laine, lin, soie, coton ou de toutes autres especes de matériaux, toutes sortes d'habillemens, avec les especes dont ils sont ordinairement fabriqués, l'or & l'argent, tant monnoyé que non monnoyé, l'étain, le fer, le laiton, le cuivre, l'airain, le charbon, comme aussi le froment, l'orge & toutes les autres especes de grains & légumes, le tabac & pareillement toutes les sortes d'épices : la viande salée & boucanée, le poisson salé, le fromage & le beurre : la bierre, l'huile, le vin, le sucre & toutes les autres especes de sels, & en général toutes les provisions qui servent pour la nourriture de l'homme & le soutien de la vie : de plus toutes les especes de coton, de chanvre, de lin, de gaudron, de poix, de cordages, de cables, de voiles

## **xij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE**

de toiles à voiles, d'ancres, & toutes les parties des ancres, aussi mâts de vaisseaux, planches, bordages & baux de toutes espèces d'arbres quelconques, & tous autres articles propres pour construire ou pour réparer les vaisseaux ainsi que tous les autres effets quelconques qui n'ont point été ouvrés dans la forme d'aucun instrument ou chose quelconque destinée à la guerre de terre ou de mer, ne feront point réputés contrebande, encore moins ceux qui ont déjà été ouvrés & faits pour tout autre usage; toutes lesquelles choses seront entièrement reconnues pour effets libres comme aussi toutes autres marchandises & choses non comprises, & particulièrement spécifiées dans l'énumération ci-dessus des articles de contrebande de sorte qu'elles puissent être transportées de la manière la plus libre par les Sujets des deux parties confédérées, mêmes aux places appartenantes à un ennemi, n'y ayant d'exception que pour les villes ou places actuellement assiégées, bloquées ou investies.

### **ART. XXVII.**

Afin que toute espèce de dissensions ou de démêlés puisse être évitée & prévenue de part & d'autre, il est convenu que si l'une des deux parties étoit engagée dans une guerre, les vaisseaux & bâtimens appartenans aux Sujets ou Peuples de l'autre allié seront pourvus de lettres de mer ou passe-ports

## ET DE L'AMÉRIQUE. xiii

dans lesquels sera exprimé le nom, la propriété & le port en tonneaux du vaisseau, comme aussi le nom & le lieu de la demeure du Capitaine ou Commandant dudit vaisseau, pour que par ce moyen on puisse être sûr que le vaisseau appartient réellement & effectivement aux Sujets de l'une des parties; lequel passe port sera dressé & délivré suivant la forme annexée au présent traité. Ces passe-ports seront aussi rafraîchis chaque année; c'est-à-dire, en cas que le vaisseau revienne dans son port, dans l'espace d'un an; il est également convenu que ces vaisseaux étant chargés, seront pourvus non-seulement de passe-ports comme il est dit ci-dessus, mais aussi de certificats contenant les différens détails du chargement, le lieu d'où ledit vaisseau a appareillé, ainsi que celui pour lequel il est destiné afin que de cette manière on puisse savoir s'il porte à son bord des marchandises de contrebande ou prohibées; lesquels certificats seront donnés par les Officiers du lieu où ledit vaisseau mettra à la voile dans les formes accoutumées; & si quelqu'un juge à propos ou convenable de nommer dans lesdits certificats la personne à qui appartiennent les marchandises à bord dudit vaisseau, il aura la liberté de le faire.

### ART. XXIX.

Si les vaisseaux desdits Sujets, Peuples

## XIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

ou Habitans de l'une des deux parties sont rencontrés naviguant, soit le long des côtes, soit en haute de mer, par quelques vaisseaux de guerre ou par quelques Armateurs particuliers de l'autre partie, lesdits vaisseaux de guerre ou Armateurs, pour éviter tout désordre, demeureront hors de la portée du canon, & ils pourront envoyer leurs canots à bord du vaisseau marchand qu'ils rencontreront, & y entrer au nombre de deux ou trois hommes seulement auxquels le Capitaine ou Commandant dudit vaisseau ou bâtiment montrera son passe-port concernant la propriété du vaisseau, dressé dans la forme insérée au présent traité ; & le vaisseau, quand il aura montré ce passe-port, aura pleine liberté de continuer sa route, de sorte qu'il ne sera pas permis de le molester ou de le visiter en aucune manière, ni de lui donner chasse, ni de le forcer à quitter sa route.

*Forme des passe-ports & lettres qui doivent être donnés aux vaisseaux & barques, conformément à l'article 27 du présent traité.*

A tous ceux qui verront ces présentes ,  
salut. Il est notoire par ces présentes que, liberté  
& permission sont données à  
Capitaine & Commandant de vaisseau appelé  
du lieu de  
du port de                      tonneaux ou environ,

étant à présent dans le port & hâvre de  
destiné pour & chargé  
de sous la condition qu'après que ce  
vaisseau aura été visité, & avant de mettre à  
la voile il fera serment par devant les Officiers  
qui ont la juridiction des affaires maritimes,  
que ledit vaisseau appartient à un ou à plusieurs  
Sujets de dont l'acte  
sera mis au bas des présentes, comme aussi qu'il  
observera & fera observer par son équipage à  
bord les ordonnances & réglemens de la Marine;  
& qu'il remettra au bureau que cela regarde  
une liste signée & attestée, contenant les noms  
& surnoms, les lieux de naissance & de demeure  
de l'équipage de son vaisseau & de tous ceux  
qui s'embarqueront à son bord, lesquels il ne  
prendra point à bord sans la connoissance & la  
permission des Officiers de la Marine; qu'en tout  
port ou hâvre où il entrera avec son vaisseau,  
il fera voir cette présente permission aux Officiers  
& juges de la Marine: qu'il leur rendra un  
fidelle compte de ce qui s'est passé & fait pendant  
son voyage; & qu'il portera les pavillons, armes  
& enseignes du Roi ou des Etats-unis pendant  
son voyage. En foi de quoi nous avons signé  
ces présentes, & y avons apposé le cachet de  
nos armes & fait contresigner par  
à le jour du mois  
de l'an de grace

A CES CAUSES, pour que ledit traité  
puisse être bien & fidèlement exécuté &

## **xvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE**

observé de la part & au nom de ces Etats-unis, il est ARRÊTÉ que tous ou aucun des Capitaines, Commandans & autres Officiers & Matelots appartenans à aucun des vaisseaux de guerre de ces Etats-unis, ou les Officiers de tous autres vaisseaux particuliers armés, ayant commission du Congrès, & tous les autres Sujets de ces États-unis se comporteront strictement en toutes choses conformément aux articles ci dessus énoncés, & qu'ils donneront aux personnes, commerce & propriété des Sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne la même assistance & protection qui est due aux personnes commerce & propriété des sujets de ces Etats - unis. EN OUTRE IL EST RECOMMANDÉ à tous les Habitans de ces Etats de regarder les Sujets de Sa Majesté Très - Chrétienne, comme leurs freres & alliés, & de se comporter à leur égard avec l'amitié & l'attention dues aux Sujets d'un GRAND PRINCE qui, n'écoutant que sa magnanimité & sa haute sagesse a traité avec ces Etats-unis à des conditions d'égalité parfaite & d'avantage réciproque, se rendant ainsi le PROTECTEUR DES DROITS DE L'HUMANITÉ.

*Extrait des Minutes.*

CHARLES THOMSON, Secrétaire.

*Réjouissances*



*Réjouissances au Quartier général de l'armée  
Américaine le 6 Mai 1778, sur la nou-  
velle de la conclusion des Traités d'alliance  
& de commerce avec la France.*

*Extrait d'une Lettre écrite par un Américain.*

..... **Q**UEL plus brillant spectacle  
peut s'offrir à votre idée que celui d'une ar-  
mée d'hommes libres, célébrant aux oreilles  
de ses ennemis, son indépendance reconnue,  
& son Alliance avec le premier Monarque  
du Monde ! Est il des Mortels plus heureux  
que ceux dont les travaux & le courage ont  
amené un événement si favorable aux inté-  
rêts de l'humanité ? Combien de fois j'ai sou-  
haité que vous fussiez témoin de nos réjouis-  
sances ! Vous vous seriez fait la plus riante  
image du plaisir des camps, & votre Poème  
sur notre indépendance auroit eu quelques  
beautés de plus. Jusqu'ici nous avons célé-  
bré le jour anniversaire de l'avènement d'un  
Prince qui avoit acquis le droit de nous mas-  
sacrer ou de nous asservir : mais le 6 Mai a  
vu éclater notre joie pour l'enterrement de  
la tyrannie & le couronnement de l'indépen-  
dance Américaine.

Lorsque les Aumôniers eurent achevé leurs

## xviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

prédications (a), il fut tiré un second coup de canon pour signal, & les troupes marchèrent aux lignes dans l'ordre suivant.

Chaque Major Général conduisit au terrain la première brigade du corps à ses ordres. Les autres brigades formant des colonnes séparées avoient à leur tête leurs Officiers commandans. Le Major Général Lord Stirling commandoit la droite : le Marquis de la Fayette la gauche, & le Baron de Kalb la seconde ligne. Mais il falloit voir cette marche, pour sentir la plus délicieuse émotion. Il falloit voir tous les regards attachés sur le Général pendant qu'il parcouroit les lignes : le bon air, la propreté du Soldat, le vif éclat des armes, la précision des alignemens, la grace des saluts, le majestueux aspect que l'ordre donnoit à tout cet ensemble, & surtout les sentimens qui brilloient dans tous les

---

(a) Nous ne laisserons point passer cette occasion de parler du choix heureux qu'un Pasteur Américain fut faire de son texte pour prêcher sur la destruction de l'armée de Burgoyne à Saratoga. Il est réellement remarquable.

» J'écarterai loin de vous celui qui vient du côté de l'Aquilon, & je le chasserai dans une terre aride & désolée, où il aura la face vers la mer Orientale & le dos à la grande mer. Son armée pourrira, & l'air sera tout infecté de sa puanteur, parce qu'il a agi avec insolence. Joel. Chap. II. v. 20 «

En effet, cette puanteur s'est étendue bien loin, car au retour du Général en Angleterre on n'a voulu ni voir ni le sentir.

yeux, toujours prêts à éclater d'une manière plus naturelle, & que la seule discipline pouvoit contenir.

Voici quel étoit l'ordre de la marche :

Son Excellence le Général Washington ;  
avec un groupe d'Officiers.

Le Marquis de la Fayette & sa suite.

Le Lord Stirling , le Général Green , & les autres Chefs qui avoient rejoint l'armée. Ceux-ci venoient d'achever leurs revues particulières ; ils se rendirent tous à un amphithéâtre formé au centre du camp. C'étoit-là que devoient être traités les Officiers invités par Son Excellence à une collation après le feu de joie.

Au troisième signal de canon le feu de joie commença. Il fut conduit avec toute l'intelligence & la régularité possibles. On remarquoit avec délices la progression graduée du bruit dont le canon & la mousqueterie remplissoient l'air. On eût dit que c'étoit un corps sonore bondissant, sur les hauteurs voisines, avec les nuances de fort & de doux les plus heureusement combinées. Puis il rouloit majestueusement entre les deux rives de la Sckuylkil, dont les eaux sembloient receler le tonnerre. Par intervalles venoient s'y mêler les *Houffes*, & les cris de *vive le Roi de France ; vivent les Puissances nos amies ; vivent les Etats Américains*. Je vous assure qu'il n'y

## XX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

a point de Concerto de *Handel* d'un plus ravissant effet.

Après le feu de joie , les troupes retournerent dans le même ordre à leurs quartiers , & les Officiers entrèrent dans la salle préparée pour la collation.

Vous savez que les anciens attachoient leur idée à certains nombres mystiques , dont ils faisoient dépendre beaucoup de choses. Nous ne le sommes pas moins à celui de treize. Les Officiers marchaient par bandes de treize les bras entrelassés , pour signifier l'union des treize Etats , & leur confédération.

L'amphithéâtre étoit construit avec beaucoup d'élégance. Toutes les tables extérieures étoient couvertes de bannes formées par les toiles des tentes. Celle du Général occupoit le milieu sous un vaste pavillon. Pendant tout le souper , il y eut de la musique , mais assez douce pour qu'on pût jouir du plaisir bien plus agréable de la conversation , & de tous les mots honnêtes & spirituels que le Général adressoit à chacun de ses Officiers , ainsi qu'aux Habitans qu'il avoit invités à cette fête. Madame Washington aidait son mari à en faire les honneurs , avec la Comtesse Stirling , Myladi Catherine sa fille , Madame Green , & beaucoup d'autres Dames ; de sorte que la gaieté & les grâces se dispuoient la prééminence dans cette

assemblée. On but les santés du Roi de France, des Puissances Européennes amies, des Etats Américains, de l'Honorable Congrès & d'autres semblables, caractérisant également l'esprit de liberté.

On se sépara sur les six heures du soir, & Son Excellence retourna au quartier général. Tous les Officiers François marquerent la plus grande satisfaction, de voir avec quel enthousiasme on célébroit l'alliance de l'Amérique avec leur nation. Le Général lui-même n'avoit jamais paru plus content & plus aimable. Par quelle fatalité n'avez-vous point vu tout cela, ayant un si beau sujet à traiter. Je vous jure que je n'ai jamais vu l'armée aussi belle depuis le commencement de la guerre. Je n'omettrai point une petite anecdote qui s'est passée pendant la fête. On avoit appelé à part un Officier pour lui demander ce qu'on feroit d'un Espion du Général Howe qui venoit d'être pris dans le camp, faisant des observations. » Je crois, répondit froidement l'officier, que la plus grande peine que nous puissions faire à ceux qui l'employent, c'est de le leur renvoyer, pour qu'il leur raconte ce qu'il a vu. Il est remarquable que cette fête à laquelle a participé une armée entière, s'est passée sans le moindre accident, &c.

## xxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

*Ordres généraux donnés le 5 Mai pour les réjouissances du 6.*

Le Souverain Maître de l'Univers, ayant daigné prendre la défense de notre cause, & susciter parmi les Princes de la Terre un puissant allié aux Etats-unis de l'Amérique, pour établir notre liberté & notre dépendance sur un fondement durable. — Il est convenable que nous consacrons un jour, pour faire éclater notre reconnoissance envers sa Bonté divine, & célébrer l'important événement dont nous sommes redevables à sa gracieuse entremise.

A cet effet, toutes les Brigades s'assembleront demain matin à neuf heures. Les Aumôniers les informeront des nouvelles portées au Postcrit de la Gazette de Pensylvanie du 2 de ce mois, après quoi ils adresseront au Ciel des remercimens, & prononceront un discours à cette occasion.

A dix heures & demie, il sera tiré un canon pour signal de prendre les armes. — Les Inspecteurs des Brigades feront l'inspection des habits & armes : ils feront former les bataillons suivant leurs instructions, & ils annonceront aux Officiers Commandans des Brigades que les bataillons sont formés.

Les Brigadiers ou Commandans nommeront alors les Chefs de Bataillons, & il sera ordonné à chaque bataillon de charger & de mettre les armes à terre.

A onze heures & demie , un second signal pour la marche. Les Brigades feront demi-tour à droite par pelotons , & gagneront par le chemin le plus court la gauche de leur terrain dans la nouvelle position , qui leur sera indiquée par les Inspecteurs de Brigade.

Troisième signal. — Treize coups de canon. — Feu roulant de l'Infanterie , commençant par la droite de Woodford , & continuant , dans toute la longueur du front.

Quatrième signal. — Toute l'armée crierà *Houffey*. — *Vive le Roi de France*.

Treize autres coups de canon , suivis d'une salve générale de mousqueterie en feu roulant.

*Houffey*. — *Vivent les Puissances Européennes amies de l'Amérique*.

Pour la troisième fois. — Treize coups de canon. — Feu roulant de mousqueterie.

*Houffey*. — *Vivent les Etats américains*.

*Exhortation adressée par le Congrès aux Peuples des Etats-unis d'Amérique, le 9 Mai 1778.*

*Compatriotes & Amis.*

TROIS années se sont déjà écoulées , depuis le commencement de la guerre actuelle , guerre sans exemple dans les annales du monde , & qui a présenté le spectacle le plus solennel que l'œil humain pût contempler. D'un côté , nous avons vu l'artifice & la

violence s'évertuant à servir le despotisme ; & de l'autre, la vertu & le courage, travaillant à l'établissement & au soutien des droits de la nature humaine.

Vous devez vous rappeler avec quelle répugnance nous avons été entraînés dans cette querelle odieuse : combien de fois & avec quelles humbles & pressantes instances nous avons demandé le redressement de nos griefs à celui en qui les Peuples devoient trouver un pere. En vain nous avons imploré sa protection : en vain nous en avons appelé à la justice, à la générosité du Peuple Anglois, de ces Anglois qui pendant une longue suite de siècles ont été les gardiens, les défenseurs & les vengeurs de la liberté, de ces Anglois dont l'épée avoit élevé les remparts de la liberté, & qui les avoient cimentés du sang d'une foule de héros. Nous n'avons fait que de vains efforts. C'étoit au moment même que nous étions prosternés au pied du trône, que nous a été porté le coup fatal qui nous en a séparés pour jamais. Ainsi repoussés, méprisés, outragés, ainsi forcés par nos ennemis à des extrémités que nos cœurs abhorroient, nous en avons appelé au Tribunal d'une Sagesse & d'une Justice infaillibles, de cet Être tout-puissant qui gouverne les Rois & dont la domination s'étend sur tout l'Univers.

Nous étions alors sans défense. Nous n'avions ni armes, ni munitions, ni habillemens, ni vaisseaux, ni argent, ni Officiers



qui fussent la guerre : toute notre espérance étoit dans le courage des peuples & dans la justice de notre cause. Nous avions à lutter contre une Nation industrielle & guerrière, dont les flottes couvroient l'Océan, & dont toutes les parties du globe avoient vu les drapeaux triomphans. Quelque inégale que fût la dispute entre nous, notre foiblesse augmentoit encore par les ennemis que l'Amérique nourrissoit dans son sein. Il nous restoit cette triste alternative d'être exposés à des forces extérieures & à des divisions intestines, ou d'être contraints de boire la coupe amère de l'esclavage & de passer le reste de nos jours dans l'amertume & dans la honte. La liberté, même souffrante, a eu notre choix. Nous y avons été poussés par un peuple qui, s'il eût été animé de la moindre étincelle de générosité, auroit rougi de tirer ce foible avantage de notre situation, par un peuple qui, s'il eût eu le moindre égard pour les principes de la Justice, auroit regardé avec horreur toute proposition tendante à outrager ceux qui avoient si généreusement combattu pour lui, & si efficacement contribué à élever l'édifice de sa gloire.

Mais quelque criante qu'ait été l'injustice de nos ennemis en commençant cette guerre, elle est encore bien moins odieuse que la cruauté avec laquelle ils l'ont faite. La marche de leurs armées est marquée par le pillage & la dévastation. Des milliers de citoyens, sans distinction de sexe & d'âge,

## XXVJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

ont été chassés de leurs demeures paisibles, ou exposés à l'inclémence des saisons, par l'embrâsement de leurs villes sans défense. Dans leurs triomphes, nos persécuteurs ont massacré de sang-froid des hommes qui n'étoient plus en état de leur résister. Ceux qui ont échappé à la première scène de carnage, ont été exposés à traîner leur déplorable existence dans les réduits affreux d'une prison où ils étoient jettés tout nus, & où ils (a) mouroient de froid & de faim, ou bien à devenir les destructeurs de leurs compatriotes, de leurs amis, & peut-être, hélas ! de leurs peres ou de leurs enfans. Toutes ces horreurs n'ont point été l'ouvrage de la cruauté insultante d'un individu, c'étoit un système de méchanceté, consacré par l'approbation de la Législation Britannique, & par toutes les formalités de la Loi. Déterminés à rompre les liens les plus forts de la société, ces tyrans ont excité des valets à massacrer leurs maîtres dans le sein paisible d'une sécurité domestique : & comme si ces meurtres n'eussent pas suffi pour appaiser leur soif du sang, & de quel sang ? du sang de leurs freres, & de freres qui ne les avoient point offensés ; ils ont soulevé les Sauvages contre nous. Un Général qui s'honore du nom de Chrétien & de Disciple d'un Jésus miséricordieux, a osé publier à la face du monde en-

---

(a) De 3000. Américains pris en 1776 dans le fort Washington, il n'y en a plus que 900 en vie.

tier, la résolution où il étoit de lâcher contre nous une armée de Sauvages, dont la première règle dans la guerre est de tout massacrer sans distinction, & qui se font un plaisir d'égorger un enfant dans les bras de sa mère, de faire souffrir à leurs prisonniers les plus horribles tourmens, & de commettre des atrocités qui font frémir la nature.

S'il eût été possible, ils auroient encore poussé plus loin ce cruel système; car ils ont proposé à leurs Marchands (la Compagnie des Indes) de transporter les Habitans de ces Etats dans les climats destructeurs de l'Inde, pour les y faire périr; & si cette proposition n'a point été acceptée, c'est parce qu'elle étoit impraticable dans son exécution.

Malgré tant de procédés abominables, nous avons traité avec amitié ceux d'entre eux qui sont tombés entre nos mains, & nous avons cherché tous les moyens possibles d'adoucir leur captivité. Nous avons poussé la générosité si loin, que nos ennemis l'ont traitée de lâcheté, & nos amis d'extravagance.

Mais notre espoir n'étoit point dans les hommes: il étoit tout entier dans celui qui nous commande d'aimer nos ennemis, & de rendre le bien pour le mal. Et qu'y a-t-il de plus étonnant que les voies par lesquelles s'est opérée notre délivrance? Combien de fois, réduits aux plus fâcheuses extrémités, ne nous sommes-nous pas relevés avec une nou-

velle vigueur? Lorsque les moyens de pour-  
 suivre la guerre nous ont manqué, nos enne-  
 mis eux-mêmes n'y ont-ils pas suppléé, en  
 nous procurant malgré eux les secours dont  
 nous avions besoin? Nous l'avons éprouvé  
 tant de fois, & d'une manière qui marque si  
 particulièrement l'interposition directe de la  
 Providence, que l'on ne pourroit, sans l'in-  
 gratitude & l'impiété la plus odieuse, s'em-  
 pêcher de reconnoître & d'adorer la main du  
 Tout-puissant dans une preuve aussi manifeste  
 de sa protection.

A la fin, le Dieu des Batailles, dans lequel  
 nous mettons toute notre confiance, nous a  
 conduits à-travers les écueils & les tempêtes,  
 au port de sûreté. Il est aujourd'hui mora-  
 lement sûr que, si nous avons le courage de  
 persévérer, nos libertés & notre indépendance  
 sont assurés à jamais. — Le superbe Monarque  
 qui nous a repoussés avec outrage & mépris  
 lorsque nous étions prosternés à ses pieds,  
 & ce même Parlement par qui nous avons  
 été proscrits, ne rougissent pas aujourd'hui  
 de s'abaisser jusqu'à nous faire des proposi-  
 tions d'accommodement. Tant qu'ils se sont  
 crus assurés de la victoire, ils ont levé le  
 masque, & déclaré hautement leurs projets  
 despotiques. Mais après avoir prodigué sans  
 fruit le sang & les trésors de leurs sujets pour  
 un objet aussi détestable, ils s'efforcent ac-  
 tuellement de vous éblouir par des offres  
 immédiates de paix. Ils font jouer tous les res-  
 sorts de la séduction, pour vous attirer à

une dépendance qui deviendrait infailliblement la plus honteuse des servitudes. Mais osent-ils se flatter que vous acceptiez des conditions aussi funestes ? Est-ce parce que vous avez éprouvé les calamités de la guerre, que vous baisserez humblement la poussière sous les pieds de vos fiers destructeurs ? Est-il un seul Américain assez dépourvu des sentimens qui font l'honneur de l'humanité, de cet orgueil généreux, de cette élévation d'ame, de cette dignité enfin que lui imprime la liberté, en est-il un seul qui ne rejette avec horreur la seule idée de se voir dans la dépendance de ces mêmes hommes qui ont inondé l'Amérique du sang de ses Habitans ? Nous ne pouvons nous prêter à de pareilles suppositions ; & il n'est pas vraisemblable qu'ils n'en sentent pas eux-mêmes l'absurdité. Quel est donc leur dessein ? N'est-ce point de vous éblouir par des apparences captieuses de paix ; jusqu'à ce qu'ils aient pu rassembler de nouvelles forces pour se mettre en état d'exécuter leurs abominables projets ?

Si, en effet, ils n'avoient pas cette intention, pourquoi les voit-on imaginer tant de moyens pour augmenter leurs forces & transformer tous leurs Citoyens en Soldats ? Pourquoi font-ils si basément la cour à tous les petits tyrans d'Europe pour acheter leurs esclaves infortunés ? Pourquoi continuent ils d'exciter contre vous l'animosité des Sauvages ? Assurément, ce ne sont pas des procé-

### XXX. AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

dés par lesquels ils se concilieront l'affection de l'Amérique.

Tenez-vous donc bien en garde contre les pièges de la séduction. Vous avez encore une rude épreuve à soutenir. Vos alliances étrangères assurent votre indépendance, mais elles n'empêcheront point vos Provinces d'être désolées par l'Ennemi : elles ne mettront point vos habitations à l'abri du pillage : la vie de vos enfans, l'honneur de vos femmes n'y trouveront point une sauve-garde contre la violence d'une soldatesque accoutumée aux plus horribles excès.

A présent que vos tyrans ont manqué leur principal objet, vous devez vous attendre qu'ils se livreront à toute la rage de l'ambition trompée. Courez donc, courez aux armes ; hâtez-vous de rejoindre vos drapeaux & de vous préparer au combat. Le moment de la vengeance est arrivé. Il faut qu'elle éclate dans toute son étendue. Les destructeurs ont comblé la mesure de leurs abominations ; ils touchent enfin au terme fatal marqué par la Providence pour l'expiation de leurs crimes. Quelque chose que vous ayez déjà fait, il reste encore beaucoup à faire. Tant que vos Ennemis posséderont un peu de terrain en Amérique, toutes leurs paroles de paix seront des paroles mensongères. Il faut que vous les chassiez de cette terre de promesse, de cette terre qu'arrosent réellement des fleuves de lait & de miel. Vos freres, à l'extrémité du continent (le Canada), vous tendent déjà les bras

pour (a) implorer votre amitié & votre protection. Leur détresse leur donne des droits sur votre générosité. Ils ont faim & soif de la liberté ; les ferez-vous soupirer après ce don céleste dont vous pouvez les gratifier ? Il n'est plus d'obstacle qui s'y oppose. Volez à leur secours.

Les attaques continuelles de nos Ennemis n'ont servi qu'à nous procurer de nouvelles forces , & nous les verrons tous les jours s'augmenter en dépit des vils Emissaires qui employent tous les moyens possibles pour vous persuader le contraire. Ils vous disent que votre papier-monnoie est sans valeur , & que l'énormité de vos dettes en rend le remboursement impraticable. Mais nous pouvons vous assurer que si la Grande-Bretagne continue la guerre encore pendant une année , cette seule campagne lui coûtera plus que nous n'avons dépensé depuis ses commencemens. Quel peut donc être l'objet de pareilles suggestions , sinon de vous faire sacrifier vos droits les plus précieux pour débarrasser vos ennemis d'un fardeau sous lequel il faudra qu'ils succombent ? Car , très - certainement , il n'y a pas d'homme assez déraisonnable pour supposer qu'il soit possible de conserver l'ombre même de la liberté dans

---

[a] Si l'armée, qui doit avoir évacué Philadelphie, s'est réunie à celle de New-York, comme on l'assure, il sera nécessaire qu'il s'en fasse un détachement considérable pour garder le Canada, à en juger d'après ce que l'on voit ici des dispositions du Congrès.

### xxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

une liaison de dépendance avec la Grande-Bretagne. D'après la nature des choses, il est évident que votre seule sûreté seroit la justice & la modération d'un Parlement qui a vendu les droits de ses propres Constituans. Une circonstance doit encore diminuer votre confiance dans cette sûreté toute foible qu'elle est, c'est qu'elle ne tient qu'à un engagement contracté avec des Rebelles, (pour me servir de la qualification injuste que vos Ennemis donnent aux vertueux habitans de l'Amérique Septentrionale,) c'est-à-dire avec des gens à l'égard desquels, selon les principes britanniques, l'on peut regarder la foi des Traités comme une promesse illusoire qu'aucune loi humaine ne peut forcer de réaliser. Vous verriez donc vos mains chargées de fers par des hommes dont votre vertueuse résistance a irrité au dernier point le ressentiment & l'animosité. C'est ainsi que vos enfans, & les enfans de vos enfans, se trouveroient, par votre fait, grevés de toutes les dettes, les guerres, le luxe & les crimes de vos Ennemis qui auroient profité du dérangement de vos finances, pour vous forcer d'adopter ce système aussi impie qu'extravagant.

Il est de votre intérêt d'y réfléchir murement. Est-il un pays sur terre qui ait autant de ressources pour le payement de ses dettes que l'Amérique, un territoire aussi vaste, un sol aussi fertile, un climat aussi heureux?

Certes



Certes il n'y en a aucun, & les sages Européens ne tarderont point à voir que c'est celui où ils peuvent placer leurs fonds avec le plus de sûreté. Pourquoi donc votre papier monnoie est-il tombé en discrédit? Parce qu'on n'a établi aucune taxe pour soutenir les frais de la guerre: parce que votre commerce a été interrompu par les flottes de vos ennemis: parce que leurs armées ont ravagé & désolé une partie de l'Amérique: parce que leurs Agens ont eu la lâcheté de contrefaire votre papier monnoie: parce qu'il s'est trouvé entre vous des concussionnaires, qui, excités par l'appât du gain, ont fait hausser le prix de tous les articles nécessaires à la vie; & enfin parce que des gens bornés se sont laissé persuader que votre papier n'avoit point de valeur. Comment remédier à tant de maux? Voici le moyen. Que ceux d'entre vous qui en ont le tems & les facilités recueillent les sommes que des particuliers, dans leur proximité, désireront placer dans les fonds publics: que les diverses législatures amortissent les billets de crédit qu'elles ont faits, afin que désormais il n'y ait plus qu'une seule espece de papier, pour diminuer le danger de la contrefaction. Abstenez-vous pendant quelque tems d'acheter des choses qui ne sont pas absolument nécessaires, afin que ceux qui ont fait le monopole de ces articles voyent fondre entre leurs mains, ainsi qu'ils le méritent, les trésors

#### xxxiv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

iniques qu'ils ont amassés, ce qui arrivera par l'effet du commerce avec les Nations étrangères, & de la protection que leurs armées navales lui donneront. Sur-tout ne tardez point de mettre vos armées en campagne. Ne vous fiez point à des apparences de paix ou de tranquillité. Soyez certains qu'à moins de persévérer dans votre entreprise, vous serez exposé à toutes sortes de traitemens cruels. Mais si vous faites usage des moyens de défense que Dieu & la nature vous ont donnés, bientôt arrivera le tems où chacun de vous pourra reposer tranquillement à l'ombre de sa vigne & de son figuier, sans éprouver aucun trouble dans sa jouissance.

Les avantages d'un commerce libre avec toutes les parties du monde vous dédommageront en peu de tems de toutes les pertes que vous avez essuyées. Affranchis des impositions arbitraires de ceux dont l'intérêt & la politique étoient évidemment de mettre des entraves à votre accroissement, vous ne tarderez point de nager dans l'abondance. Vos intérêts seront administrés par des Gouvernemens qui dérivent de vous leur pouvoir, & qui par conséquent seront obligés par l'influence impérieuse de la nécessité, de l'employer en votre faveur.

C'est pour parvenir à ce but, que nous vous recommandons de faire les plus grands efforts pour consommer l'ouvrage de votre

délivrance. Cependant ne pensez point que vous ayez été sauvés, ou que vous puissiez l'être, par vos seules forces. Non ! c'est avec l'assistance du Ciel ; & cette assistance il faut que vous vous appliquiez constamment à la mériter par des actions que le Ciel approuve. Par ce moyen, la puissance & la prospérité de ces Etats souverains libres & indépendans, appuyés sur la vertu de leurs Citoyens, s'accroîtront & s'étendront de plus en plus, & dureront jusqu'à ce qu'il plaise au Tout-Puissant de mettre fin à tous les Empires de la terre.

Par ordre du Congrès.

Henri LAURENS, Président.

En Congrès le 9 Mai 1778.

Arrêté qu'il sera recommandé aux Ministres de l'Evangile, de quelque persuasion qu'ils soient, de lire ou de faire lire immédiatement après le service divin, l'adresse ci-dessus aux Peuples des Etats-unis de l'Amérique, dans leurs Eglises & Chapelles respectives, & dans tous les autres lieux de culte religieux.

Publié par ordre du Congrès.

Charles THOMSON, Secrétaire

XXXVJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
*Lettres écrites d'Amérique aux Députés du Congrès à Paris.*

N<sup>o</sup>. I. *Extrait d'une lettre écrite de Lancastre le 27 Avril.*

» L'armée se grossit de jour en jour. Les troupes sont bien vêtues, bien équipées & remplies d'ardeur. — Il y a de fortes gageures, que nous ferons en possession de Philadelphie avant le 27 Juin, & que la paix sera rétablie en Amérique au premier Novembre. — Il nous est venu la semaine dernière cent cinquante Allemands déserteurs, avec leurs armes. — On les a fait passer sur les derrières pour les travaux de la campagne. »

II. *Extrait d'une lettre de M. Lovel, Membre du Congrès, — datée d'York-Town le 29 Avril.*

» Les Bills conciliatoires certifiés par Tryon, (le Chevalier Tryon ci-devant Gouverneur de la Nouvelle-York,) n'ont été publiés qu'après le rapport du Comité. Cet Ex-Gouverneur en avoit envoyé des expéditions au Général Washington, au Général Gates, à M. Trumbull, Gouverneur (par Charte ou Municipal) du Connecticut, & à d'autres, en les priant de ne point empêcher leur circulation parmi les Officiers & le peuple. Je n'ai pas actuellement sous la main la

lettre de Tryon, mais elle sera imprimée avec celle du Général Washington, que voici. «

[N. B. La plupart des Gazettes ont donné cette circulaire du Chevalier Tryon avec la réponse du Gouverneur Trumbull : celle du Général Washington n'a point encore paru : elle est particulièrement remarquable, à cause des bruits que le Ministère Anglois a fait répandre sur le Général Washington, le prétendant brouillé avec le Congrès. Les sentimens qu'il montre dans cette réponse font bien voir qu'il n'est pas plus disposé que les autres à écouter les propositions de la Grande-Bretagne.]

» Au quartier général de Valley Forge le  
» 26 Avril.

» Le Triplicata de la lettre que vous m'avez fait l'honneur, Monsieur, de m'écrire le 17 de ce mois, vient de m'être remis.  
» J'avois déjà eu le plaisir de voir les projets des deux Bills, avant la réception de votre paquet, & je puis vous assurer qu'ils ont circulé très-librement parmi les Officiers & les Soldats à mes ordres, dont la fidélité aux Etats-unis, m'est parfaitement connue. La Gazette ci-jointe, publiée le 24 Avril à York-Town par ordre du Congrès, vous fera voir que le Congrès a prévenu vos desirs, & qu'il n'a pas moins d'envie que vous, que ces Bills aient la plus grande publicité.

xxxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

» Je prends la liberté, à mon tour, de  
» vous adresser quelques copies imprimées  
» de l'arrêté pris par le Congrès le 23, &  
» de vous prier de le faire circuler autant  
» qu'il sera en votre pouvoir, pour qu'il  
» parvienne à la connoissance de toutes les  
» personnes qui en sont l'objet. (C'est un ar-  
rêté du Congrès offrant une amnistie à tous les  
Torys (partisans de la Cour) qui voudront  
retourner à leur devoir, & prêter serment d'al-  
légeance aux Etats-unis.)

» Les principes d'humanité, d'après les-  
» quels il est conçu, ne manqueront sûre-  
» ment pas leur effet sur l'honnêteté de vo-  
» tre cœur. J'ai l'honneur d'être, &c.

George WASHINGTON.

» Au Major Général Tryon à New-  
» York. »

Dans le tems même que l'ennemi affectoit de vouloir traiter avec nous, il faisoit publier par les Gazettes de Philadelphie & de New-York, d'atroces faussetés sur le compte du Congrès, & il fabriquoit des arrêtés signés Charles Thomson, par lesquels il (a) paroissoit que le pouvoir avoit été donné au Général Washington, de retenir jusqu'à la fin de la

---

[ a ] Ces fabrications ont été flétries par une lettre de M. Ch Thomson, Secrétaire du Congrès, datée du 27 Avril, & les Gouverneurs Anglois qui les ont autorisées, sont restés couverts d'opprobre. Un pauvre Huissier qui auroit commis un pareil faux, seroit puni de la marque & des galeres, tout au moins.

guerre , tous les Miliciens enrôlés pour neuf mois ou un an , & de les traiter comme déserteurs , s'ils quittoient le camp à l'expiration de leur engagement.

Le motif de cet indigne artifice étoit vraisemblablement d'apporter quelque remède à la désertion parmi les troupes angloises , & les Torys qui s'y sont joints , en leur faisant entendre qu'on ne pouvoit pas compter sur la foi du Congrès. «

### III. *Extrait d'une Lettre de Lancastre , le 4 Mai.*

« Les Arrêtés pris par le Congrès avant la nouvelle des Traités conclus avec la France , & cette nouvelle même , produit de si heureux effets en Pensylvanie , qu'une piastre d'argent qui , au mois de Février dernier , se vendoit neuf & dix piastres de papier , ne vaut plus que deux & demie ou trois de ces dernières. On voit paroître des quantités prodigieuses de marchandises qui étoient cachées. — Il arrive dans le moment une Lettre du camp , où il est dit que l'Ennemi fait ses préparatifs d'évacuation , & que nous sommes résolus à lui porter un dernier coup. — Il nous est arrivé trois millions de piastres espagnoles , & le double de France. «

### IV. *Extrait d'une Lettre de Trenton , le 4 Mai.*

« Tous les Américains & leurs amis en Eu-

## XL AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

rope , apprendront avec plaisir que le gros lot de la Loterie Américaine est tombé heureusement aux Etats-Unis. Le tirage a commencé à York-Town le 3 Mai dans la Maison de Ville , en présence des Commissaires des Etats. «

### V. *Extrait d'une Lettre du Camp de Valley-Forge le 13 Mai.*

» Nous sçavons de divers côtés que l'Ennemi a démonté plusieurs de ses canons , & les a fait porter à bord des vaisseaux. Je crois cependant qu'il ne quittera Philadelphie qu'à la dernière extrémité , & quand il croira ne pouvoir plus y tenir. Le fourrage embarqué est , sans doute , pour les chevaux de la suite du Général Howe , & de ses Torys. Ce Général partira sous peu de jours pour l'Angleterre. «

( Il est parti le 24 Mai. Sa traversée a été de cinq semaines , sur la frégate l'Andromède arrivée à Portsmouth le premier Juillet. )

### VI. *Extrait d'une Lettre de Boston le 22 Mai.*

» La nouvelle forme de Gouvernement , proposée pour l'Etat de Massachusset , a été rejetée par les habitans de Brookline , qui ont déclaré dans un Arrêté qu'ils ont pris à cet effet le 21 Mai , — qu'après avoir bien examiné ce projet , il ne leur paroissoit point qu'il fût conçu de la manière la plus propre à promouvoir & assurer sur un pied solide & durable le vrai bonheur & la liberté des peuples.



ples de l'Etat : qu'il importe essentiellement à une Constitution calculée pour un objet si important & si désirable , qu'une déclaration pleine & expresse des droits du peuple en fassent partie , & que les pouvoirs des Administrateurs y soient soigneusement déterminés & limités : que la forme proposée étant entièrement défectueuse sur ces points , & imparfaite autant que compliquée dans beaucoup d'autres , elle doit être rejetée ; qu'en conséquence , l'assemblée composée de quarante & une personnes la rejettent unanimement & absolument. «

[ Cette nouvelle prouve , contre les assertions du Gouvernement Anglois , qu'un vrai esprit de liberté regne dans les Etats-Unis , & qu'il ne s'y élèvera aucun Tyran pour les asservir. Elle éloigne en même tems l'espoir que nous avions de publier le CODE AMÉRICAIN dans le cours de cette année. On nous scauroit mauvais gré de donner imparfait un Code aussi intéressant. C'est ce qui garantit à nos Lecteurs que nous n'avons aucune part à l'Edition qui s'est faite à Paris , de six seulement de ces Constitutions , copiées mot à mot d'après notre Recueil , par une piraterie aussi injuste envers le Public que mal-honnête à notre égard. Nous profitons de cette occasion pour annoncer de nouveau que nous donnerons les Loix des TREIZE ÉTATS-UNIS sous le titre de CODE AMÉRICAIN , & que le Volume fera partie de la souscription d'une des années de ce Recueil sans en augmenter le prix. ]

VII. *Extrait d'une lettre écrite de Hartford (Connecticut) le 23 Mai.*

» Il est venu hier au soir, & ce matin, deux exprès du Général Gates. — Le premier a apporté une lettre du Major Général Green, en date du 19 Mai. Elle contient ce qui suit. — » Le Général Washington me mande que l'ennemi fait ses dispositions pour évacuer Philadelphie, & il m'ordonne de préparer du fourage, sur les différentes routes, de son camp de Valley forge, à la rivière de Hudson. « — Le Général Gates ajoute: — » Il est visible à présent que si nous pouvons couvrir les Etats de la nouvelle Angleterre, la paix, la liberté & l'indépendance de l'Amérique sont assurés. « — Par le second exprès, le Général Gates envoie une lettre qu'il a reçue du Général Washington du 17 Mai, avec les mêmes détails sur l'évacuation. — Il nous mande de tenir prêts six bataillons de Milice pour partir au premier ordre. «

VIII. *Extrait d'une lettre de Fish-Kill le 28 Mai.*

» Le Général Gates a pris le 20 Mai le commandement du département de la Nouvelle-York. Ses troupes commencent à s'approcher plus près de l'ennemi. «

IX. *Extrait d'une lettre écrite de New-London  
le 5 Juin.*

» Un Capitaine de l'armée du Continent qui est parti du Camp de *Valley-forge* le 25 Mai, rapporte que toutes les troupes de la garnison de Philadelphie étoient parties de la Ville, & qu'elles emmenaient avec elles par force beaucoup d'habitans de la Ville & des environs. On étoit persuadé que cette armée menaçoit ou le Connecticut ou la baie de Massachusset, mais plutôt le Connecticut. «

X. *Extrait d'une lettre d'un Commandant sur  
les frontieres du Nord de la Nouvelle-  
York, — le 4 Mai.*

» Nous venons d'apprendre par deux déser-teurs partis de Saint-Jean le 18 Avril, que les Ennemis en avoient retiré leur canon, & l'avoient envoyé à Montréal : — qu'on y parloit beaucoup d'une expédition de la France dans le fleuve Saint-Laurent. Le Gouverneur Carlton avoit ordonné une forte levée de Milices, & sur le refus que plusieurs Canadiens avoient fait de marcher, il y avoit eu un soulèvement dans lequel cinquante hommes des Régimens Allemands avoient été tués. Il régnoit de grandes maladies dans la petite armée de Carlton; & elle n'avoit presque point de Sauvages. «

*Copie d'une Lettre écrite de Nantes le 4 Juillet.*

« Le Brigantin le *Saratoga*, Capitaine Murray, arriva ici hier de Baltimore. Il apporte deux paquets du Congrès pour les Honorables Députés. — Mes dernières lettres sont du 28 Mai. Le bruit étoit général à Baltimore que l'ennemi s'embarquoit avec toute la promptitude possible pour quitter Philadelphie, & que le Général Washington s'avançoit vers la ville pour l'inquieter pendant son embarquement. Le Général avoit détaché le 20, le Marquis de la Fayette avec deux mille cinq cents (a) hommes, pour passer au bord oriental de la Schuylkill, & observer les mouvemens de l'ennemi. Aussi-tôt que le Général Howe en eut connoissance, il sortit, avec la plus grande partie de son armée, pour l'attaquer pendant la nuit, comptant qu'il pourroit le surprendre. Mais ce jeune Seigneur ayant découvert l'ennemi, lorsqu'il n'étoit plus éloigné que d'un mille, il repassa la rivière pour rejoindre l'armée. Le Général Howe l'ayant vu, retourna vers la Ville avec précipitation, laissant derrière lui quelques prisonniers & blessés.

Tous les vaisseaux de guerre ont quitté

---

[ a ] Le Général Howe s'est embarqué le 24. Comme il n'y a point eu d'affaire depuis celle du 20, c'est le Marquis de la Fayette qui a reçu ses adieux, & il est parti sans avoir soumis l'Amérique.

notre baye de Chesapeak depuis le 18 ou le 19 Mai. Le peuple est dans le ravissement des Traités avec les François. On s'est permis jusqu'à des danfes. »

Le *Saratoga* étoit sorti de la baye de Chesapeak le 11 Juin.

J'ai l'honneur d'être, &c.

P. S. De Londres le 10 Juillet.

L'escadre de Keppel étoit encore hier 9 à la rade de Sainte-Hélène, où il a été joint par les vaisseaux *la Vengeance* & le *Terrible* de 74 canons, & la *Défiance* de 64. — Il y avoit dans Londres de fortes gageures que cet Amiral ne remettroit pas à la mer: que les vaisseaux pris seroient rendus, & qu'on feroit des excuses à la Cour de France. —

Il étoit arrivé une flotte de la Méditerranée sous le convoi du *Worcester*: partie de celle des Isles du Vent & de la Jamaïque étoit aussi rentrée; grace au vent Ouest, qui doit avoir retenu l'escadre Française dans le port de Brest.

Le cinquantième Régiment d'Infanterie a été embarqué à Portsmouth, pour faire à bord des vaisseaux le service des troupes de marine. On a embarqué pareillement divers corps d'Infanterie qui avoient d'autres destinations.

On assure que Philadelphie est totalement

xlvi] AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
évacuée , & que le Général Grant a été détaché avec une division de six mille hommes, pour renforcer la garnison de la Jamaïque.

Le vaisseau de ligne l'*Asia* étoit le 25 Mai près d'entrer dans le port de Madere, avec six vaisseaux de la Compagnie des Indes.

Le vaisseau le *Saint Laurent*, arrivé d'Hallifax à Douvres, a rencontré l'*Amiral Byron* le 24 Juin, près des Açores. Il a su que cet Amiral étoit à la poursuite de l'escadre du Comte d'Estaing.

Le 21, la même escadre de *Byron* avoit été rencontrée par un autre vaisseau de Trieste, par 470 d. latitude, 20 de longitude.

Les bruits qui s'étoient répandus que l'Amiral *Byron* croisoit à quelque distance d'Ouessant, pour soutenir au besoin l'escadre de *Keppel*, sont donc visiblement faux.

*Voici de plus un rapport authentique du lieu où étoit le 19 Juin l'escadre de l'Amiral Byron, partie d'Angleterre le 9 Juin.*

Le Capitaine Jean-Baptiste Heurtaux du Brigantin l'*Alcionne* du port de deux cent tonneaux de Fécamp, parti de Marseille le 18 Mai dernier avec un chargement de différentes marchandises destinées pour ce port où il est arrivé ce jour 4 Juillet 1778.

Rapporte que le 19 Juin, étant par les 46 degrés 44 min. de latitude nord, & 19 deg.

12 min. de longitude méridien de Paris, il a eu connoissance d'une *escadre de treize vaisseaux de guerre & une frégate Angloise* : que cette dernière a été détachée pour lui donner chasse, ce qu'elle a fait pendant quatre heures, & lui a tiré quatre coups de canons à boulets de distance en distance. Ladite frégate nommée la *Guadeloupe*, de 22 canons, avoit seule son pavillon dehors ; l'ayant joint, elle a envoyé un canot à son bord, avec trois Officiers & plusieurs gens de l'équipage, où pendant que ces Officiers parcouroient les expéditions, leur monde fit ouvrir les écoutilles où ils visiterent seulement. Le déclarant ajoute qu'un des Officiers Anglois l'avoit beaucoup questionné sur l'*escadre de M. le Comte d'Estaing* ; qu'il leur avoit répondu n'en rien savoir, à quoi cet Officier répliqua, qu'il n'ignoroit pas que cette *escadre* alloit à la Nouvelle-Angleterre ; que la leur ayant à bord un Officier général, avoit ordre de la suivre, & dans le cas de rencontre de la combattre, même tous les vaisseaux ou frégates Françoises qu'ils trouveroient à la mer.

Fait au Havre le 4 Juillet 1778.

Signé, Jean-Baptiste HEURTAUX.

Pour copie véritable.

MISTRAL.

Jugement porté par un Anglois sur la conduite de M. BELISAT, Commandant de la *Licorne*.

Whitehal, Ev. Post., du 4 Juillet.

» Bien des gens ont blâmé le Capitaine de la *Licorne* de ce qu'il a tiré sur l'*America* avant d'amener son pavillon. Ce procédé a été présenté sous le point de vue le plus défavorable. Quelques personnes même ont poussé les choses jusqu'à dire que le Conseil Privé se proposoit de s'ériger en tribunal d'information pour examiner sa conduite. Si j'entreprends de dire quelques mots en faveur de cet Officier, j'espère qu'on n'en conclura pas que je sois ennemi de la cause pour laquelle nous sommes armés aujourd'hui. Je suis un de ceux qui désirent le plus une guerre avec la France, & l'occasion de la punir de sa perfidie ; mais la justice n'admet point de distinction d'Amis & d'ennemis, & la Nation Britannique a toujours eu pour principe de rendre justice même à ses ennemis déclarés.

Si le Commandant de la *Licorne* eût amené son pavillon avant de tirer, il seroit impossible de le justifier ; mais au moment qu'il a lâché sa bordée, il ne se regardoit pas comme prisonnier. Au contraire, il se croyoit tellement libre, qu'il dispoit sa voilure pour gagner le large. C'est certainement



ment ce qu'il étoit en droit de faire ; & comme depuis la Paix de Versailles , toutes hostilités ont cessé entre l'Angleterre & la France , & qu'aucun acte public de notre part n'a déclaré que ce Traité n'existoit plus , nous n'étions point du tout autorisés à l'empêcher d'aller où bon lui sembloit. Nous ne sommes donc pas excusables d'avoir tiré pour l'obliger de mettre en panne. Comme Sujet d'un Etat indépendant , ce Capitaine s'est cru insulté par un pareil traitement ; & il se seroit regardé comme indigne de commander un vaisseau , s'il n'eût pas cherché à se venger de l'outrage fait au pavillon de son Souverain. Une demande signifiée par la bouche d'un canon sonnoit trop mal à l'oreille d'un Officier François ; elle auroit eu probablement son effet , si l'Amiral Keppel l'eût fait inviter poliment de venir boire un coup avec lui à bord de la *Victory*. On ne pouvoit convenablement répondre à la sommation d'un canon , que par la bouche d'autres canons. «

*Signé*, IMPARTIAL.

*Réponse au Banquier de Londres par son Correspondant Américain.*

« J'ai peine à me persuader , ainsi que vous , que le Congrès ait nommé des Commissaires pour traiter avec ceux du Roi George III , avant même que ceux-ci fussent arrivés en

## I AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Amérique. Les gazettes qui ont annoncé cette nomination , ont copié celles qui se font sous les yeux du Gouvernement Anglois , & qui sont remplies des plus atroces mensonges. «.

Voici mes observations sur l'article que vous m'avez envoyé. «

» Il n'y a jamais eu personne dans le Congrès du nom de *Philipp Ludwell Lée*. L'Américain qui portoit ce nom est mort il y a quelque tems : c'étoit un frere de M. Arthur Lée , Ministre Plénipotentiaire du Congrès à la Cour de France «.

» Cette fausseté vous fait voir que l'article en son entier ne mérite aucune croyance «.

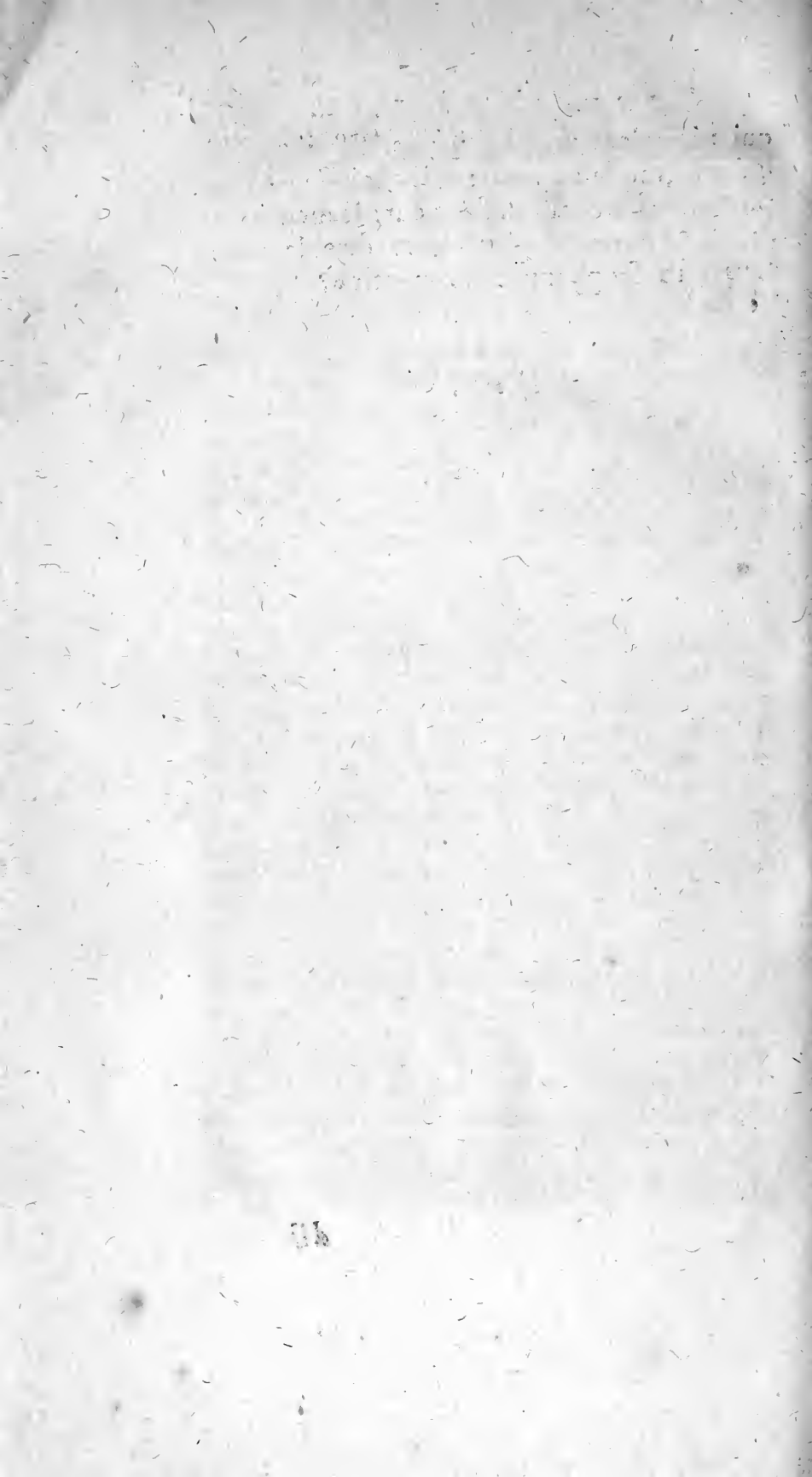
» Je ne prétens point dire , cependant , que le Congrès ne nommera point des Commissaires pour recevoir ceux du Roi & du Parlement d'Angleterre , & pour leur demander quels sont leurs pouvoirs , & s'ils sont autorisés à faire la paix avec l'Amérique comme République Souveraine , & en reconnoissant son Traité avec la France. Certainement les Commissaires Anglois répondront *non* ; & il n'est pas moins sûr que la réplique des nôtres sera : — *Retournez donc chez vous , & si vous voulez revenir , que ce ne soit point sans avoir ces pouvoirs* ».

» Je viens de voir un papier Anglois où le nombre de nos prétendus Commissaires est borné à trois. Ces incertitudes font bien voir l'artifice détestable & méprisable de ceux

ET DE L'AMÉRIQUE. 1j

qui répandent tous ces bruits. Est-il possible qu'une grande nation se soit abaissée jusqu'au point de chercher son salut dans le mensonge, & de ne pouvoir plus même dire la vérité sans être soupçonnée de mentir ?

F I N.



---

# T A B L E

## D E S M A T I E R E S.

Des Cahiers XXXI — XLIV.

*Partie du Journal de 1776.*

Formant le Tome VIII. des Affaires de  
l'Angleterre & de l'Amérique.

### A

**A**MÉRIQUE. Disette de denrées aux Isles p. 1. —  
Mesures prises par l'Amiral Gayton à la Jamaïque  
pour empêcher le commerce Américain avec les  
Etrangers, p. 3. — Mesures prises aux Isles du  
Vent pour assurer la navigation Angloise contre  
les Corsaires Américains, p. 4. — Suite de l'ex-  
pédition de Hopkins aux Isles de Bahama, p. 6.  
Adhésion de la Ville de George-Town à la nou-  
velle forme de gouvernement dans la Caroline Mé-  
ridionale, p. 6. — Ordre du Congrès de la Nou-  
velle-York pour rappeler les Habitans qui ont quitté  
la Colonie, p. 9. — Le Congrès général recom-  
mande aux Colonies d'établir de nouvelles formes  
de Gouvernement, p. 10. — Arrêté pris par la  
Convention de la Colonie du Maryland, pour dis-  
penser du serment au Roi de la Grande-Bretagne  
les personnes employées dans l'administration de la  
Colonie, p. 12. — Précis de la campagne des  
Américains dans le Canada, commencée à la fin  
d'Août 1775, p. 14. — Levée du siege de Que-  
bec & Etat de l'armée Américaine du 6 au 10

Mai, p. 52. — Lettre d'un Américain sur la levée du siège de Quebec, *ibid.* p. 52. — Extrait d'une lettre au Congrès général, datée de Montréal le 10 Mai, p. 55. — Proclamation du Général Carlton, après la levée du siège de Quebec, p. 56. — Précis d'une lettre d'un Habitant de Quebec à un particulier d'Edimbourg sur la levée du siège de Quebec, p. 57. — Lettre écrite de Quebec par un Anglois, le 11 Mai, p. 59. — Adresse des Habitans de la Ville de Montréal au Général Carlton, p. 60. — Ordres donnés par le Général Carlton concernant ceux des Habitans de Quebec qui avoient refusé de concourir à la défense de la Ville, p. 64. — Ordres donnés par son Excellence le Général Carlton en faveur de ceux qui ont été forcés par la crainte ou séduits par les artifices du Congrès, p. 65. — Lettres des Généraux de terre & de mer sur la levée du siège de Quebec, publiées par la gazette de la Cour du 11 Juin, p. 68. — Lettre du Général Carlton au Lord Germaine, de Quebec le 14 Mai 1776, p. 71. Observation sur la conduite que les Canadiens ont tenue, p. 78. — Suite des instructions de la Ville de Boston à ses Délégués au Congrès, p. 118. — Ses principes sur la législation, p. 119. — Complot contre le Général Washington, signé le 13 Mai, & réponse de ce Général au Congrès, p. 121. — Arrêté pris le 15 Mai par la Convention de la Virginie pour faire proposer au Congrès général de déclarer les Colonies-unies Etats absolument libres & indépendans, p. 122. — Le Général Clinton ne savoit pas encore le 17 Mai l'évacuation de Boston, p. 124. — Le Gouvernement étoit changé dans la Géorgie le 20 Mai 1776, p. 128. — Arrêté de la Ville de Watertown de la Nouvelle-Angleterre pour promouvoir la déclaration de l'indépendance, p. 128. — Débats dans l'Assemblée de la Ville de Philadelphie, concernant l'arrêté pris le 15 Mai par le Congrès Général, p.

129. — Protestation de divers Habitans de cette Province, tant pour eux que pour les autres , p. 133. — Adresse & remontrance des soussignés Habitans de la ville & libertés de Philadelphie , p. 137. — On reconnoît que le vœu de l'indépendance est général dans la Pensylvanie , p. 141. — Discours du Grand Juré de Cherauw dans la Caroline Méridionale pour prouver la nécessité de l'indépendance , p. 142. — Arrêté de l'Assemblée du Maryland relativement à la résolution du Congrès général du 15 Mai , p. 147. — Résolutions du Congrès du 21 Mai , relativement aux prisonniers , p. 149. — Serment ordonné par l'Assemblée de la Province de Massachusset , p. 154. — Lettre des Sauvages de la Tribu d'Oneida au Gouverneur du Connecticut , p. 156. — Dispositions du Général Howe à Halifax pour son embarquement , p. 158. — Projet du Général Burgoyne pour attaquer les derrieres des Colonies , p. 161. — Lettre du Lord Howe , & son arrivée à Halifax , p. 233. — Force de l'Armée Angloise rassemblée dans le Canada , p. 237. — Affaire du poste aux Cedres du 19 Mai au 28. — Relation Américaine de l'affaire du Poste des Cedres , p. 240. — Milices de Quebec licenciées au départ du Général Carlton pour Montréal , p. 247. — Etat dans lequel le Lieutenant Fooks , parti de Quebec le 26 Mai & arrivé à Londres le 21 Juin , avoit laissé le Canada , p. 248. — Instructions de la ville de Malden à son Représentant au Congrès , p. 249. Suite des troubles de Pensylvanie , p. 253. — Mémoire du Comité de la ville & des libertés de Philadelphie au Congrès contre l'assemblée de la Province , p. 257. — Troubles dans le Maryland sur la résolution qui avoit été prise de ne plus prier pour le Roi de la Grande-Bretagne , p. 262. Ils sont apaisés par la lecture de la brochure du *Sens commun* , qui ramene tous les esprits au parti de l'indépendance , p. 263. — Etat exact des trou-

pes Américaines à la fin de Mai, *p.* 263. — Répartition de ces troupes ainsi qu'elle avoit été arrêtée par le Congrès, *p.* 270. — Nombre des régimens fournis par chaque Province dans les 148, dont la levée a été ordonnée par le Congrès, *p.* 270. — Observation relativement au contingent de la Pensylvanie, *p.* 271. — Etat de la milice dans chaque Province de l'Amérique, suivant les rôles arrêtés par le Congrès, *p.* 271. — Dépense de l'armée du Continent de l'Amérique, *p.* 272. Note sur la valeur de l'argent appelé *Currency* à Boston & ailleurs, *p.* 272. — 28 shellings équivalent à une guinée Angloise, *p.* 276. — Marine Américaine, *ibid.* — Troubles dans la Nouvelle York, *p.* 277. — Humble adresse du Comité général des Artisans en union des Ville & Comté de la Nouvelle-York au Congrès Provincial, pour demander le plaisir avec lequel ils concourront à l'établissement de l'indépendance, *p.* 279. — Remercimens du Général Howe pour les souscriptions faites à Londres en faveur des troupes, *p.* 280. Prises de vaisseaux Américains par l'escadre de la Jamaïque, *p.* 284. — Nouvelle preuve que l'évacuation de Boston n'avoit point été concertée avec la Cour, *p.* 285. — Les Américains reçoivent des munitions d'Europe & font des prises qui s'en trouvent chargées, *p.* 286. — Engagement Anglois trouvé sur un Soldat Ecoffois qui étoit à bord d'un des bâtimens de transport, & qui prouve que les terres des Américains avoient été promises aux Ecoffois, *p.* 286. — Troubles de la Virginie, *p.* 288. Confiscation des biens des partisans de la Cour, *ibid.* — Prévoyance du Congrès général relativement aux consommations, *p.* 289. — Convocation de l'assemblée de la Nouvelle Jersey par le Gouverneur pour le Roi, *p.* 290. — Départ du Général Clinton pour son expédition au Sud, *ibid.* Résolutions prises par la Nouvelle-York relativement à la formation d'un nouveau gouvernement,



*ibid.* — Elections des Représentans au Congrès général pour la Ville & Comté de New-York, relativement à une nouvelle forme de Gouvernement, *p.* 293. — Changement dans le Gouvernement de la Géorgie, *p.* 294. — Le Congrès s'occupe des moyens d'employer tous les bras utilement pour le pays, *ibid.* — Il prend les mesures nécessaires pour que l'ennemi ne trouve aucunes subsistances, *p.* 295. — Dispositions du Congrès relativement au Canada, *ibid.* — Déclaration expostive des droits de la Virginie pour l'établissement de son libre Gouvernement, *p.* 296. — Promotion dans l'armée Américaine, *p.* 297. — Traité du Congrès avec les Sauvages, *ibid.* — Les Américains trouvent chez eux des munitions de guerre, *ibid.* Bon état de défense de la Nouvelle-York, *p.* 298. Dispositions des Sauvages, *p.* 299. — Suite des troubles de la Nouvelle-York. Réponse du Congrès Provincial aux Artisans, *ibid.* — La Géorgie se déclare pour le Congrès, *p.* 307. — Arrêtés pris par les Habitans de Savannah en Géorgie pour réduire leurs vaisseaux & la Capitale en cendres plutôt que de les laisser tomber entre les mains de l'ennemi, *p.* 310. — Résolution des Habitans de Savannah d'adhérer au Congrès, *p.* 312. — Départ du Général Washington pour la Nouvelle-York, *ibid.* — Navigation du grand convoi parti d'Angleterre le 7 Mai pour la Nouvelle-York, *p.* 313. — Suite des troubles de la Nouvelle-York sur l'objet d'une nouvelle forme de Gouvernement, *ibid.* Remerciemens du Congrès Provincial de New-York au Général Washington, *p.* 316. — Suite de la guerre du Canada dans le mois de Juin : Extrait des Lettres du Capitaine Douglas à l'Amirauté sur ce qui s'est passé après la levée du siège de Quebec, *p.* 318. — Relation de l'affaire aux Trois Rivières, le 8 Juin & de ses suites, par le Général Carlton, *p.* 320. — Relation de la même affaire par un Officier de l'Ar-

tillerie Angloise , & son journal jusqu'au 22 Juin , p. 325. — Autre relation par un Officier Anglois , p. 332. — Relation de l'affaire du 8 Juin aux Trois Rivières par un Américain , p. 336. — Adresse présentée au Général Carlton par le Corps de Ville de Montréal le 22 Mars 1776 , p. 339. — Postscriptum d'une lettre de M. George Trumbulle , Lieutenant du vaisseau de Sa Majesté le *Triton* , à un particulier de Bristol , datée des Trois Rivières le 14 Juin 1776 , relativement aux Sauvages , p. 343. — Et aux opérations du Général Gates , p. 344. — Le Général Howe se dispose à partir pour Halifax , p. 345. — Extrait d'une lettre authentique d'un Officier , écrite d'Halifax en date du 9 Juin , *ibid.* — Précis de la lettre écrite par le Général Howe à l'occasion de son départ , p. 347. — Départ du Général Howe , p. 348. — Mesures prises par le Congrès pour la défense de la Nouvelle-York , *ibid.* — Copie d'une lettre d'un Officier de l'armée du Général Howe , datée d'Halifax le 13 Juin , p. 350. — Campagne du Lord Dunmore en Juin , p. 352. — Combat de Corsaires Américains contre les vaisseaux du Roi , p. 353. — Le Commodore Anglois quitte sa station devant Boston , p. 354. — Suite des troubles de la Nouvelle-York , p. 357.

## E

**E**COSSSE. Lettre d'un Ecoffois au service des Etats Généraux , p. 172. — La brigade qui est en Hollande ne recrute plus en Ecoffe , p. 173.

**E**SPAGNE ( Colonie de l' ). Les Anglois qui n'y vont point en fraude y sont bien reçus & secourus p. 181.

## F

**FINANCES.** Commencement de l'impôt additionnel sur les Gazettes.

## I

**INDES.** Affaires de la Compagnie, p. 100. — Décision prise dans l'Assemblée du 28 Juin concernant M. Verelst, p. 172. — Résumé des affaires de l'Inde depuis 1772 jusqu'au mois de Juillet 1778, p. 196. — Bill passé en 1773 pour l'administration des affaires de la Compagnie, p. 200. — Affaires de la Compagnie dans le département de Bombay, p. 225. — Affaires de la Compagnie dans le département de Madrafs.

**IRLANDE.** Affaires de ce Royaume du 18 au 20 Juin 1776: Ouverture du nouveau Parlement, p. 84.

**ISLES ANGLOISES.** Les Corsaires Américains enlèvent plusieurs riches vaisseaux de la Jamaïque, p. 125. Disette affreuse à Saint Christophe, p. 126. — Et dans les autres Isles Angloises, p. 281. — Quand ces Isles correspondoient avec le Continent, on y avoit discontinué d'employer les Negres à cultiver les denrées de première nécessité, p. 283. — Précautions prises par le Gouverneur de la Jamaïque pour la subsistance des Habitans de cette Isle, p. 316. Installation du Lord Macartney dans son gouvernement de la Grenade, p. 353.

## L

**LONDRES.** Dépenses annuelles de la Mairie, p. 82. Et des Sheriffs, p. 83. — Raisons pour lesquels on ne change pas volontiers son Chambellan: dépenses attachées à la Mairie, p. 168. — Election du Chambellan, p. 174.

## M

**M**ARINE. Accident du *Marlborough* le 5 Juillet ; p. 177. — Etat des vaisseaux de guerre Anglois qui se trouvent actuellement dans l'Amérique Septentrionale, & de ceux qui sont partis depuis peu pour s'y rendre, p. 191. — Conseil de guerre sur l'accident du vaisseau le *Marlborough*, p. 193. Le Lord Sandwich va faire son inspection à Chatham, p. 231.

**MINISTÈRE.** Débats dans le Conseil au sujet de l'expédition du Canada, p. 234. — Sécurité des Ministres sur les dispositions de la Maison de Bourbon, p. 236.

## O

**O**PPPOSITION. Le Lord Chatham oblige son fils à quitter le service pour qu'il ne trempe point ses mains dans le sang des Américains, p. 79. — Harangue du sieur Wilkes à la Bourgeoisie de Londres assemblée pour l'élection d'un Chambellan de la Cité, p. 162. — Procès criminel & jugement de M. Sayre, accusé d'avoir complotté contre le Roi, p. 169. — Déclaration faite par le Comte de Chatham à son Médecin de sa fermeté dans ses principes, p. 194.

## P

**P**AIRIE DE LA GRANDE-BRETAGNE. Nouveaux détails sur cette Pairie, p. 95.

**P**ARLEMENT. Prorogé du premier Août au 5 Septembre, p. 233.

**P**ORTUGAL. Déclaration de cette Couronne contre les Américains.

## T

**T**ROUPES. Etat général des forces de la Grande-Bretagne en 1776, p. 184. — Départ d'un corps de 5 à 600 hommes pour l'Amérique, p. 232.



## INDEX.

## C

CARLETON [ Sir Guy ] p. 178.

CHATHAM [ le Lord ] p. 79.

## E

EGLINGTOUN [ le Comte d' ] p. 81.

## G

GAYTON [ l'Amiral ] p. 3.

## H

HALDIMAND [ le Général Major ] p. 179.

G. HAMILTON [ le Chevalier Jean ] p. 179.

## M

MILES [ le Lord ] p. 79.

## P

PITT [ le LORD ] p. 79.

## S

SAYRE [ le fleur ] p. 162.

SANDWICH [ le Comte de ] p. 234.

# INDEX.

II

STRACHI [M. Henri] p. 180.

## W

WILKES [le fleur] p. 162.

WINCHELSEA [le Comte de] p. 160.

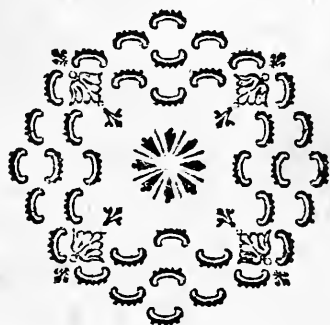
FIN.





AFFAIRES  
DE  
L'ANGLETERRE  
ET DE  
L'AMERIQUE.  
TOME VIII.

FORMÉ de la partie du Journal de 1776,  
N°. XXXI. & XLIV, inclusivement.



A A N V E R S.

*Et se trouve à Paris,*

Chez P I S S O T, Libraire, Quai des Augustins.

---

1 7 7 8.

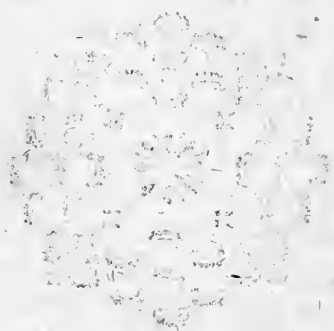
SECRET

DECLASSIFICATION

EXEMPT

FROM

DECLASSIFICATION



SECRET

DECLASSIFICATION

SECRET

## L E T T R E.

*D'un Banquier de Londres, à M.\*\*\*  
à Anvers.*

De Londres le 12 Juillet 1778.

**J**E ne répéterai point ici, Monsieur, tout ce que j'ai déjà eu l'honneur de vous dire de l'importance des débats parlementaires de la dernière session, & sur-tout du moment où elle touchoit à sa fin. Vous m'accorderez sûrement assez de confiance pour lire ceux que je vous envoie aujourd'hui, qui avec d'autres que vous avez déjà vus, ont rempli la séance du 2 Juin. Vous les jugerez si intéressants, que même quand vous les auriez lus dans quelque autre feuille périodique, & que vous seriez certain de les avoir trouvés aussi complets, je veux dire aussi riches de choses qu'ils me paroissent l'être ici, ce que jusques-là j'aurai peine à croire, vous me sauriez encore bon gré de vous avoir engagé à en faire une seconde lecture. Pour moi, je suis résolu à y revenir plus d'une fois, les regardant, tant les précédents que ces derniers, non seulement comme très-curieux, mais comme très-inf-

## liv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

tructifs sur le fonds de la Constitution Angloise, ainsi que sur l'esprit de son Gouvernement actuel & futur dans la personne des Ministres en place & dans celle de leurs adversaires qui comptent bien y être un jour.

Ce sont les débats du 2 Juin dans la Chambre des Pairs sur la motion du Duc de Bolton pour un ajournement préférablement à une prorogation. Je vous les ai promis par ma lettre du 25, dans laquelle je n'ai pas pu les insérer à cause de leur longueur. Vous avez eu, par mon canal, tous les autres, même ceux du jour suivant, qui fut celui de la clôture de la session.

### CHAMBRE DES PAIRS.

#### *Débats du 2 Juin sur la motion du Duc de Bolton.*

Le Duc de Bolton, après un court préambule sur l'objet de sa motion, entra ainsi en matière. » Les armemens de la France sont destinés contre nous; & le seul objet de cette Puissance n'est point, comme on voudroit nous le faire croire, de se tenir sur la *défensive*. C'est au moment même où nous devrions mettre en activité toutes nos forces navales, que les Ministres nous apprennent que nous ne sommes pas en état de détacher même une petite escadre de onze vaisseaux de ligne pour défendre Gibraltar & pro-

téger notre commerce dans la Méditerranée, ou pour observer les (a) mouvemens de la flotte que commande le Comte d'Estaing.

Ici le Duc de Bolton développa des connoissances particulieres dans la Marine, dont il parla en homme du métier. Il observa d'abord que l'administration s'étoit conduite bien différemment, & qu'elle avoit pris des précautions bien plus sages dans les années 1743, 1745 & 1746, lorsque le Prétendant menaçoit l'Angleterre d'une invasion.

Il fit voir quelle flotte avoit été rassemblée & avec quel jugement on avoit disposé la ligne de combat en 1743, lorsqu'une flotte Françoisse entroit dans la Manche pour couvrir le débarquement des troupes qui devoient être envoyées de Dunkerque. » On prit, dit-il, les mêmes mesures en 1745 & en 1746, lorsque l'Amiral Vernon commandoit dans la Manche. Alors la ligne de combat étoit formée de maniere qu'il étoit impossible aux François de la franchir. Si par quelqu'accident ils eussent réussi à passer sans être apperçus, toutes les côtes étoient garnies de frégates destinées à donner l'alarme au corps de la flotte. Au moyen de cette disposition, l'ennemi ne pouvoit effec-

---

(a) Il faut se souvenir que le Lord Byron n'est parti de Plymouth que le 9 Juin, sept jours après ces débats, qui sont du 2.

## lvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

tuer son débarquement sans en venir à une action «.

» Qu'est-ce que notre ligne de combat aujourd'hui ? Rien. Nous n'avons point d'armée navale de la force de celle que la France & l'Espagne peuvent envoyer contre nous. Notre flotte ne consiste qu'en vingt-un vaisseaux de ligne sous l'Amiral Keppel, & en onze autres commandés par l'Amiral Byron. Si vous détachez cette dernière escadre, votre ligne de combat ne sera plus composée que de vingt-un vaisseaux de ligne (a). Or je soutiens que ces forces ne sont nullement suffisantes pour la protection de nos côtes. Si vous laissez ces deux escadres ensemble, alors toutes vos possessions seront à la merci de vos ennemis. Je suppose votre ligne de bataille plus complète; où sont vos frégates ? On dit qu'il vous en reste trois : voilà donc tout ce que vous avez de frégates pour le double service d'observer les mouvemens de vos ennemis & de garnir vos côtes «.

» En désapprouvant la distribution de la flotte dans la Manche, je suis bien loin de vouloir étendre cette censure sur le digne

---

(a) Les vingt-un vaisseaux sortis le 12 Juin sous l'Amiral Keppel, eurent à peine dépassé Plymouth, qu'il y en eût deux, le *Shrewsbury*, de 74 canons, & le *Bienfaisant*, de 64, qui furent obligés de se réfugier dans ce dernier Port, ne pouvant pas tenir la mer. Le premier mit aussitôt à terre 94 hommes qui furent envoyés à l'hôpital.

& brave Officier qui en a le commandement : (l'Amiral Keppel) je fais que ce grand-homme a les mains liées (a). Je suis convaincu qu'il n'agira point d'après ses propres lumieres. Or comme notre marine a toujours été en déclinant faute d'être administrée par un Marin habile & intelligent, il est évident, selon moi, que nos forces maritimes ne pourront jamais être employées avec efficacité & succès, que quand la direction & la distribution en seront laissées à des Officiers expérimentés. Il n'y a qu'un homme de mer qui soit propre à présider au Bureau de l'Amirauté, sur-tout dans un tems de crise & de danger. C'est à des Officiers instruits par une pratique constante, & non par une vaine théorie, que la nation doit accorder sa confiance. Dans les tems dont j'ai parlé l'administration de la Marine avoit des *Wager*, des *Norris*, des *Vernon* & des *Anson* pour chefs ou pour conseils. En est-il de même aujourd'hui ? Le Lord *Bristol* présent à cette assemblée, ou le brave Amiral Keppel qui a le commandement de la Manche, ont-ils été consultés ? Non. La même ignorance, la même aveuglement, la même incapacité, enfin tout ce qui pouvoit être un germe de méprise, & par la suite un principe d'humili-

---

(a) Cette assertion s'est vérifiée par toutes les incertitudes que M. Keppel a montrées dans ses relations du combat des frégates, ainsi que par sa rentrée dans le port après ce combat.

lviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

liation & de disgraces , s'est trouvé englobé dans le système adopté par l'administration de notre marine «.

Le Duc de Bolton parla aussi de l'embargo qui venoit d'être mis sur tous les bâtimens. » Cette opération , dit-il , annonce que nous sommes menacés de quelque événement sinistre. Elle fournit de nouvelles raisons pour préférer un ajournement à une prorogation ; cependant je ne saurois la désapprouver si les Ministres déclarent que ce n'étoit qu'un moyen de se procurer plus promptement des Matelots pour garnir tous les vaisseaux où il en manque encore beaucoup. Mais j'attends cet aveu de leur part , quelque peine qu'ils aient à le faire. Autrement je regarderai cet embargo comme un éveil donné à la nation pour la prévenir qu'elle est menacée d'une invasion très-prochaine. Je demanderai alors s'il n'est pas de la plus grande nécessité que le Parlement reste assemblé pour faire toutes les dispositions que pourra requérir un événement aussi important «. Le Duc de Bolton fit donc sa motion portant en substance » que dans un moment où les dangers dont l'Angleterre est menacée , demandent la présence de toute l'autorité législative , & de la réunion de tout ce qu'il y a dans le royaume de citoyens éclairés & sages , Sa Majesté feroit suppliée de différer la prorogation du Parlement , tant que ce moment critique ne seroit point passé «.

Le Lord Weymouth répondit au Duc de



Bolton que la motion du Comte de Derby, ayant été arrêtée par la question préalable (a), il devoit lui rester peu d'espérance de voir la sienne réussir. » Au surplus, ajouta-t-il, en supposant qu'il soit aussi nécessaire qu'on le prétend de prendre l'avis du Parlement, la clause insérée dans le Bill de la milice passé en 1776, obvie à cet inconvénient sans mettre les Membres du Parlement dans la nécessité désagréable de rester à Londres tout l'Été, non pour délibérer sur les affaires, mais uniquement pour attendre s'il se présentera quelques affaires du ressort du Parlement. La clause dont je veux parler, est celle qui autorise Sa Majesté à assembler le Parlement sous quinzaine dans les cas particuliers qui y sont mentionnés. Or s'il se présente quelque circonstance où il soit nécessaire de prendre l'avis du Parlement, la clause en question portant » qu'en cas de rebellion dans aucune partie des dépendances de l'empire Britannique, ou pendant la rebellion actuelle en Amérique, le Roi pourra convoquer le Parlement en indiquant l'assemblée à quinzaine «. Cette clause, dis-je, remplira en entier tous les effets d'un ajournement sans avoir aucun

---

[a] On a vu cette motion ci-dessus, elle avoit pour objet direct les causes de la détention de l'armée de Burgoyne en Amérique & secondairement celui d'obtenir que le Parlement ne fût point prorogé.

## IX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

des inconvéniens que l'on peut raisonnablement lui objecter «.

» Le Duc de *Richmond* a observé dans les derniers débats que les ordres de convention expirent suivant l'ancien stile à la fin des quarante jours, & que la clause nouvelle n'y ayant rien changé, par une révocation expresse, ladite clause ne peut avoir aucun effet. Mais je répondrai qu'il n'y avoit point de loi positive relativement au délai des quarante jours, & qu'il en existe une à présent qui donne au Roi le pouvoir de convoquer le Parlement à quinzaine.

On demande si l'embargo n'est pas l'annonce d'une invasion très-prochaine. Je réponds que non. La situation actuelle des affaires exigeoit un nombre additionnel de matelots; & cet embargo a été regardé comme le moyen le plus sûr & le plus expéditif, s'agissant de pourvoir à différens services & à des opérations navales très-étendues. Je ne puis point répondre des intentions futures de nos ennemis. Tout ce que je puis assurer pour le présent, c'est que l'embargo n'a point pour objet l'appréhension d'une attaque soudaine & imprévue sur aucune partie de nos côtes «.

Le Lord *Cambden* releva ce qui avoit été dit par le Lord *Weymouth* en parlant du Duc de *Richmond*, relativement aux ordres donnés pour quarante jours lorsque le Parlement est convoqué pour l'expédition des

affaires. » Le Vicomte Weymouth, dit-il, prétend qu'il y a une loi plus positive pour un cas que pour l'autre. Je ne connois que la loi du Parlement fondée sur la constitution, loi, permettez moi de le dire, qui est de l'essence même du Parlement, & plus obligatoire à tous égards qu'aucun acte postérieur de la législation. Je voudrois savoir si cette ancienne loi, pour convoquer le Parlement à quarante jours, est révoquée par la clause en question de l'acte de la milice? Tout ce que je puis voir dans la clause, c'est qu'il sera permis d'indiquer l'assemblée du Parlement à quinzaine. Aucun Lord osera-t-il soutenir que l'ancienne maniere d'assembler le Parlement, devroit être tout-à-coup anéantie par une clause d'un acte postérieur, & que les anciens droits du Parlement soient détruits par cette clause d'un acte qui n'a nullement pour objet la conservation de ces droits «?

Ce Lord ayant démontré l'illégalité de cette clause, & combien elle est inutile, puisque la motion actuelle remplissoit tous les objets auxquels la clause est destinée, il continua de jeter un coup d'œil rapide sur l'état de la nation. » Les événemens, dit-il, que l'on voit arriver journellement ont été prédits depuis long-tems aux Ministres. Les vues de la France nous ont été expliquées en détail; & on nous a fait remarquer dans ses intérêts la raison de ses desseins. On n'a point

## **Ixij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE**

cessé de répéter aux Ministres que la circonstance la plus heureuse qui pût arriver pour la France, étoit celle d'une méfintelligence entre la Grande - Bretagne & ses Colonies Américaines : que ces démêlés produiroient une guerre civile qui amèneroit une séparation ; & que l'instant même où la Grande-Bretagne perdrait un tiers de ses domaines & se trouveroit épuisée d'hommes & d'argent, seroit celui que la France choisiroit pour tirer avantage de notre foiblesse, & faire éprouver les effets de sa vengeance à ce pays infortuné. Eh bien , y a-t-il eu un seul mot dans ces prophéties qui ne se soit réalisé ? N'avons-nous pas vu les François , par les assurances les plus amicales en apparence , encourager nos Ministres à poursuivre leurs plans de despotisme & de soumission indéfinie ? Aussi - tôt que la Cour de Versailles les a vus engagés dans le plan de soumettre les Colonies par la force des armes , projet aussi impraticable qu'extravagant & contraire à la constitution ; n'a-t-elle pas donné des secours secrets à l'Amérique ? N'a-t-elle pas continué par ses assurances amicales de nous encourager à envoyer en Amérique toutes nos forces de terre & de mer pour nous réduire ici à un état de dénuement absolu ? Aussi-tôt qu'elle a été assurée que nous étions pris dans tous les pièges qu'elle nous avoit tendus , n'a-t-elle pas cessé de se contraindre pour se lier ouvertement avec nos propres Sujets ? Actuellement

n'est-elle pas occupée de concert avec l'Espagne à méditer notre ruine ?

Le Lord *Cambden* déplora qu'on eut actuellement pour l'Espagne cette crédulité fatale qui avoit causé toutes nos calamités en nous faisant ajouter foi aux assurances de la France. » L'Espagne, dit-il, est armée. Je fais bien que les Ministres me répondront. Qu'importe? nous continuons à recevoir de la part de cette Puissance des assurances positives de la plus amicale neutralité. Mais si l'Espagne est sincère, pourquoi arme-t-elle? Pourquoi ses ports & ses arsenaux sont-ils pleins de vaisseaux de guerre prêts à mettre à la mer, ou que l'on prépare en toute diligence? Pour quelle raison y a-t-il actuellement vingt-trois vaisseaux de ligne dans la Baye de Cadix? Tous ces préparatifs, toutes ces grandes dépenses n'ont-elles aucun objet? L'idée en est absurde. Les faits parlent d'eux-mêmes & déposent contre toutes les assurances du contraire. Des armemens, des préparatifs par tout, sont une déclaration tacite des sentimens de l'Espagne. Il est inutile après cela de chercher si elle a contracté quelque engagement public ou particulier avec la France. Elle s'explique assez clairement par sa conduite. C'est comme si elle disoit, *aussi-tôt que les hostilités seront commencées entre vous & la France; nous nous joindrons à cette couronne.* Il ne faut que du sens commun pour sentir que tel est le vrai sens de ses discours, quelque détournés qu'ils

#### IXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

puissent être. Sans cela, pourquoi choisir ce moment-ci de préférence pour faire des armemens plus considérables qu'elle n'en a encore faits depuis la dernière guerre ? — » Les Ministres, que l'on ne peut supposer, ignorer des vérités aussi évidentes, auroient dû insister sur quelque chose de plus positif que de simples assurances. Il étoit de leur devoir d'exiger que les Espagnols leur donnassent des preuves au lieu de se contenter de vaines paroles. Ces preuves étoient la cessation totale de tous les armemens qui se faisoient en Espagne ; & si cette Puissance refusoit de les donner, nos Ministres devoient se faire justice en interceptant les galions. L'enlèvement de ces trésors, auroit été la juste punition de la perfidie des Espagnols : nous nous serions procuré par là un garant de leur conduite future ; & s'ils eussent toujours refusé de nous prouver la réalité de leurs dispositions pacifiques ; ces trésors nous auroient mis en état de poursuivre une guerre nécessaire contre les efforts réunis de nos perfides & éternels ennemis. — On pourra m'objecter, j'en conviens, qu'attaquer ainsi en pleine paix une nation qui ne nous a point provoqués, c'est violer ouvertement le droit des gens. Mais il est aisé de lever ces difficultés en accompagnant ce coup d'une déclaration de guerre. D'ailleurs le refus de désarmer dans une circonstance aussi critique, peut bien être allégué comme une raison d'après laquelle

la

la justice , la saine politique & la nécessité autorisent suffisamment à forcer un ennemi secret de déclarer des sentimens qu'il ne cache que pour attendre une occasion plus favorable & où il seroit mieux préparé ».

Après avoir fait la censure la plus vive de la conduite de l'Administration en général , le Lord Cambden attaqua particulièrement le Lord Sandwich, dont l'incapacité , les méprises & l'ignorance , lui parurent la seule cause de l'état déplorable de la Marine. » Bien loin , dit-il , d'avoir des forces navales suffisantes pour attaquer nos ennemis , nous n'avons pas même assez de vaisseaux , pour défendre les côtes de la Grande-Bretagne , & protéger nos autres Possessions. L'Amérique est perdue dans toute la force du terme. Les Américains se sont moqués de ce qu'il nous plaît d'appeller les bills conciliatoires. Il est trop vraisemblable que notre armée & notre flotte d'Amérique vont être pareillement la proie de l'ennemi. Si le Comte d'Estaing est allé en Amérique , la flotte sera obligée de se rendre sans tirer un seul coup de canon. Quel sera le sort de l'armée de Howe , privée de ses communications avec la mer ? Il faudra bien qu'elle se rende prisonnière. Par ce moyen , la France aura vu le succès complet de son plan , qui étoit de nous encourager à envoyer en Amérique la majeure partie de nos forces ,

## IXVJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

pour les détruire plus aisément après les avoir ainsi divisées. »

» Dans l'état de crise & de danger, où se trouvent l'Angleterre & toutes les parties de l'Empire Britannique, j'insiste fortement sur la nécessité d'adopter la motion. Je me fonde sur ce que les Ministres ne méritent aucune confiance, parce qu'ils manquent de talens, d'activité & d'assiduité (a) à leurs devoirs, parce que leur ignorance n'est égale que par leurs mauvais succès, & parce que dans le cas d'une invasion ou de quelque autre grande calamité, il faudroit prendre des mesures sages & vigoureuses, que l'on ne peut attendre que du Parlement. »

Le *Lord Chancelier* (Bathurst) se leva pour répondre à la distinction établie par le *Lord Cambden* entre les *quarante jours* de délai que donnent les ordres de convocation, conformément au droit public du Royaume, & l'opération probable de la clause du statut qui autorise la couronne à assembler le

---

[ a ] *Milord Cambden* les connoît à merveille. Lorsque la nouvelle du départ du Comte d'Estaing arriva, ils étoient tous à leurs campagnes. Ils y étoient pareillement à l'arrivée du Lieutenant Berkley dépêché par l'Amiral Keppel, avec ses relations du combat des frégates. Cet Officier attendit quatre heures à l'Amirauté, où il n'y avoit personne à qui il pût remettre ses dépêches, & enfin il se décida à prendre la poste pour aller trouver *Milord Sandwich* à sa maison de plaisance de Sheppertown.



Parlement à quinzaine. » Je conviens, dit-il, que les formes de la constitution justifient les observations du Lord Cambden ; mais n'est-il pas des cas où il faut sacrifier ces formes , quelque sacrées qu'elles puissent être , à des intérêts plus pressans ? Si pendant la prorogation , il se présente quelqu'une de ces circonstances imprévues qui , suivant la clause en question , peuvent seules donner lieu à la convocation du Parlement à quinzaine , je ne crois pas qu'aucun des Membres qui auront conseillé cette opération , ait à craindre qu'on la lui reproche comme criminelle ou illégale. «

Le Lord Shelburne assura que l'on devoit adopter la motion, ne fût-ce que pour faire voir aux Etrangers que la Nation avoit enfin ouvert les yeux sur la situation dangereuse où les Ministres l'avoient réduite. » Cette motion, dit-il , apprendra à toute l'Europe , que nos Peuples sont unis , qu'ils sont déterminés à défendre & à protéger la Couronne au péril de leur vie & de leur fortune , & à retirer leur confiance à des Ministres , dont l'ignorance & l'incapacité avoient encouragé nos ennemis , & leur avoient fourni les moyens de se rendre redoutables à la Grande-Bretagne. « Il parla ensuite de l'état où se trouve l'Angleterre , tant chez elle que dans ses autres Possessions. » Il n'y a , dit-il , actuellement dans la Grande-Breta-

## lxviij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

gne , que douze (a) bataillons d'infanterie réglée , qui , joints à la Cavalerie , ne font pas plus de neuf mille hommes. Ces troupes , parmi lesquelles à la vérité je ne compte pas les Gardes destinés seulement au service personnel du Roi , ne sont certainement pas suffisantes pour la défense du Royaume. En effet , quelque espoir qu'avec le tems on puisse fonder sur la Milice , il n'est pas croyable qu'en cas d'invasion , elle puisse tenir contre des Corps de vétérans nombreux & exercés : Dans de pareilles conjonctures , qu'avons-nous à faire ? Car si nos forces navales ne sont pas en état de résister à celles des ennemis , nous verrons infailliblement débarquer chez nous une armée nombreuse d'Etrangers. Alors , la Cour sera obligée d'abandonner précipitamment Londres. Les Troupes dont je viens de parler , aidées d'une Milice nouvellement levée , & sans aucune espèce de discipline , ne pouvant jamais être en état de défendre en même tems la Capitale & le reste du Royaume , il faut donc se préparer à la perte de Londres. C'est déjà un sacrifice douloureux. Quant à

---

[a] Il est de fait qu'il n'y en a pas un seul en Ecosse ; mais a observé assez plaisamment un Anglois qui n'aime point ce pays : il est à l'abri d'une invasion par sa misère : les François ne feroient pas la sottise de débarquer dans un pays où ils ne trouveroient point de subsistances.

L'Ecosse, on peut se reposer sur elle du soin de sa défense. Je ne crois pas que ce soit par là que l'ennemi vienne nous attaquer. Supposons que pendant ce tems, il y ait des soulèvemens, & que l'Irlande où les esprits sont déjà si aigris contre nous, acheve de se révolter, comment notre malheureuse Nation pourra-t-elle résister à un concours si effrayant de fléaux réunis pour consommer sa ruine?

A cette occasion, le Lord Shelburne reprocha aux Ministres l'absurdité de leur conduite, relativement à l'Irlande & aux Habitans de Lancastre, de Bristol, de Liverpool, &c. conduite par laquelle ils ont donné au public le tableau achevé de leur caractère, en désobligeant tous les partis, sans faire l'avantage d'aucun d'eux. » J'ai averti de bonne heure les Ministres, poursuivit-il, de ne point se donner la peine inutile de relâcher pendant quelque tems les entraves des Américains, pour les resserrer ensuite avec plus de force, & leur rappeler leurs souffrances. Quelqu'opération qu'on eût en vue, on auroit dû auparavant la considérer par le côté de l'utilité la plus générale & dans son rapport avec l'avantage de toute la Nation. Au contraire, l'Administration a désobligé ses meilleurs amis, les Habitans des *loyales* Villes de Manchester & de Liverpool; & à quelle fin? pour précipiter l'Irlande dans la rébellion. Sans avoir de correspondance politique avec qui que ce

soit en Irlande, j'ai appris que ses peuples avoient formé une association pour cesser d'acheter des marchandises de la Grande-Bretagne, au moins de celles qui sont manufacturées à Manchester ou dans ses environs. On s'attend à voir, au premier moment, la populace forcer les boutiques & les magasins, pour saccager, brûler ou détruire toutes les marchandises du crû de la Grande-Bretagne, ou qui y sont manufacturées. »

Après avoir ainsi exposé le danger d'une invasion, la foiblesse de la Grande-Bretagne dépourvue de défenseurs, la disposition générale des peuples à la révolte, tant en Angleterre qu'en Irlande, par rapport à la stagnation du commerce & au manque d'ouvrage; après avoir cité à l'appui de ces assertions, ce qu'il avoit vu lui-même dans les Comtés de Wilt & de Gloucester & dans la Ville même de *Briningham*, si célèbre par sa loyauté & par ses adresses, où il ne se faisoit presque plus de commerce, il passa à l'examen de l'état où se trouvent les possessions angloises au dehors. » Il paroît, dit-il, qu'on ne veut plus s'occuper de leur défense, & qu'on leur a laissé le soin de se tirer d'affaire comme elles pourroient. Dans quel état est Gibraltar? Pourquoi, en supposant même tout les corps complets, la garnison de cette Ville ne monte-t-elle pas à quatre mille hommes? Quoique deux Régimens & un train d'artillerie destinés pour cette place, soient

à Portsmouth depuis plusieurs semaines, cependant ils n'ont point encore mis (a) à la voile. Ce qui rend cette négligence encore plus inexcusable, c'est que je vois, par les papiers qui sont sur le bureau relativement à l'escadre de Toulon, que les Ministres ont su par une correspondance exacte, réglée & très-bien suivie, les armemens qui se sont faits dans ce port depuis le 3 Janvier jusqu'au 5 Mai. Malgré cela, on a attendu jusqu'à la dernière extrémité à prendre quelques mesures pour envoyer à un Poste de cette importance des renforts qui ne sont pas encore partis de Sainte-Hélène. «

Il exposa ensuite la détresse & le danger des Isles Angloises de l'Amérique, entièrement dégarnies de défenseurs, & la négligence criminelle dont les Ministres s'étoient rendus coupables, soit en n'envoyant point au Général Howe des forces suffisantes pour le mettre en état de se maintenir à Philadelphie, si c'est l'intention du Gouvernement, soit en ne le rappelant point pour le faire passer aux parties de l'Amérique qui restent encore à l'Angleterre, pour y agir offensivement ou défensivement, selon que les circonstances le requéreroient. » D'un autre côté, poursuivit-il, si on croit l'Amérique disposée à entrer en accommodement, & que l'on veuille donner quelque poids aux négoc-

---

[ a ] Ils sont partis le 13 Juin après l'Amiral Keppel.

## lxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

ciations, ne faudroit-il pas transporter l'armée du Général Howe à Halifax , pour défendre la Nouvelle Ecosse , & appuyer le peu de troupes restées à Québec aux ordres du Général Carleton ? Mais si l'on n'adoptoit aucun de ces plans , pourquoi ne pas envoyer d'ici des renforts pour défendre le Canada & la Nouvelle Ecosse ? Car tant que nous conserverons ces Provinces , je ne regarderai jamais l'Amérique comme entierement perdue. Une union de commerce entre la Grande-Bretagne & les États-unis seroit extrêmement avantageuse aux deux Pays ; & je ne doute pas que cette union n'eût été effectuée , si on se fût occupé à tems , & dès le commencement de l'année , des mesures convenables à cet effet. «

Le Lord Shelburne parla ensuite des Torrys Américains. » On peut , dit il , les ranger sous trois classes : ceux qui agissent d'après leurs principes : ceux qui , obéissant à des suggestions , ou par des vues d'intérêt personnel , se sont associés comme amis du Gouvernement ; & enfin les gens perdus de débauche & de dettes , que les motifs les plus bas & les plus détestables ont engagés à tromper , à séduire & à irriter le Gouvernement contre les Américains. «

» Je laisse ces deux dernieres especes de gens au sort qu'ils méritent , & je ne veux m'occuper que de ceux des Habitans de l'Amérique que leurs principes ont déterminés à

défendre les droits de la Grande-Bretagne. Ces hommes sont sans doute extrêmement à plaindre. Ils sont à la merci de leurs ennemis & de leurs persécuteurs: leurs biens ont été confisqués: ils ont été punis par le bannissement ou la prison; & leurs familles ont été exposées à toutes les horreurs de la famine. Cependant ces infortunés sont abandonnés à leur malheureux sort. C'est un événement d'autant plus douloureux, que dans toute autre circonstance semblable, en Amérique ou ailleurs, l'exemple de ces loyaux, braves Américains sacrifiés par la perfidie britannique, empêchera tous, ceux qui auroient les mêmes sentimens, de mettre aucune confiance dans les promesses que la Grande-Bretagne pourroit leur faire de veiller à leur défense & à leur sûreté. «

Le Lord *Bristol* condamna hautement la conduite du Bureau de l'Amirauté. » Le Lord *Sandwich*, dit-il, est comptable à la Chambre & à la Nation en général, de l'exécution des promesses récidivées, faites par lui *officiellement*, que nous aurions en tout tems des forces navales supérieures à toutes celles que la France & l'Espagne pourroient assembler contre nous. Cependant il est convenu depuis peu, que, bien loin d'avoir cette supériorité, il n'étoit pas en état de détacher une petite escadre, pour observer le Comte d'Estaing, ou pour protéger un aussi brave Amiral que le Lord *Howe*, même

quand la flotte François se seroit destinée pour l'Amérique : or c'est ce qui n'est plus douteux , d'après une lettre que j'ai reçue aujourd'hui , & par laquelle on m'informe que l'Escadre François étoit le 18 Mai à quatre-vingt lieues à l'ouest de Gibraltar. Je fais pareillement que l'Escadre de Brest , composée de vingt trois (a) vaisseaux de ligne , étoit en rade sur une seule ancre , & que probablement elle a déjà appareillé , d'autant que l'Amiral n'attendoit plus que ses instructions. «

» Comparez cette situation avec celle de notre flotte. Nous n'avons pas été en état , je ne dis pas seulement de faire des détachemens , mais même de mettre à la mer. Le vaisseau de l'Amiral n'étoit pas prêt le 29 Mai ; & je fais par une lettre de Portsmouth , qu'il ne s'est mis en rade à Sainte-Hélène que le 31. Aujourd'hui 2 Juin , il n'a pas encore mis à la voile (b). C'est une circonstance très-allarmante , & qui mérite l'examen le plus sérieux , qu'après avoir répandu des sommes immenses d'argent avec tant de

---

[a] Ce Lord aura été bien surpris lorsqu'il aura appris par les rapports des Officiers de la *Licorne*, de la *Pallas* & du *Coureur* , que le nombre des vaisseaux de ligne sortis de Brest étoit de 32.

[b] Le 6 Juin l'Amiral Keppel avoit mis signal pour sortir ; mais il fut obligé de le retirer , apprenant qu'il y avoit encore des vaisseaux qui n'avoient pas toutes leurs provisions. Il a attendu six jours de plus.



profusion , depuis sept ans , pour le service de la marine , dépenses augmentées encore depuis deux ans qu'elle a été mise sur le pied de l'établissement de guerre , nous ne soyons pas en état de mettre en mer plus de quarante-neuf vaisseaux de ligne , tandis qu'en 1771 , époque à laquelle le Comte de Sandwich fut mis à la tête du Bureau de l'Amirauté , nous n'avions pas moins de cent trente-neuf (a) vaisseaux de force , & de trois cent quatre-vingt-deux vaisseaux de guerre , y compris les frégates , les sloops , les bombardes , les allèges , &c. «

» Je ne puis m'empêcher d'insister pour l'ajournement. Un ordre de quatorze jours est un tems trop long à attendre pour assembler le Parlement ; car je suis certain qu'il ne faut pas plus de quatorze jours pour effectuer une invasion. — Si les trois flottes de Cadix , de Toulon & de Brest se réunissoient , nous ne pourrions jamais avoir une flotte aussi considérable à leur opposer. Je ne doute point qu'avec des forces à peu près égales , le brave Amiral Keppel ne donne à nos ennemis des preuves de la supériorité de courage

---

[ a ] Il est vrai que ce nombre pouvoit y être , mais il a été averé que les deux tiers de ces vaisseaux étoient pourris. Lorsqu'à la fin de 1770 il en sortit quatre ou cinq pour la Méditerranée dans un moment très-urgent , ils ne purent pas gagner la haute mer & rentrèrent pour être condamnés & déchirés.

lxxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
& d'habileté des Matelots Britanniques ; mais  
*à l'impossible nul n'est tenu.* »

Le Lord Gower se leva pour défendre l'Administration. » Des malheurs, dit-il, ne prouvent ni prévarication ni incapacité. Lorsque nous avons commencé la guerre d'Amérique, tout sembloit nous promettre qu'elle seroit heureuse. Si le succès n'a pas répondu à l'attente des Ministres, est-il juste de leur en imputer le blâme, s'il est vrai qu'ils ont montré la plus grande capacité dans l'emploi de tous les moyens qui étoient en leur pouvoir ? « — Je m'oppose à la motion, parce qu'il seroit impossible sous un ajournement d'avoir une Chambrée complète. Dans le cas même où l'on auroit à traiter d'affaires d'une grande importance, je crois que pour donner une sanction convenable aux mesures arrêtées, il faudroit rassembler le plus grand nombre, non-seulement des Membres des deux Chambres, mais encore des Membres constituans de chaque Chambre. Or, c'est ce qui ne pourroit point avoir lieu dans le cas d'un ajournement ; il est aisé de s'en convaincre, en comptant les suffrages dans les dernières séances de la Chambre des Communes. Au lieu de trois ou quatre cents Membres, il s'en est à peine trouvé cent. »

» Je conviens que les circonstances sont très-critiques & très-allarmantes. Le seul moyen d'éviter les malheurs annoncés dans le cours des débats, seroit de rétablir l'union

parmi nous. Ce sont nos divisions qui ont provoqué les entreprises de nos ennemis. Si l'on veut sincèrement conjurer l'orage dont nous sommes de plus en plus menacés, il faut que chacun immole ses ressentimens particuliers à l'intérêt général, & que tous se réunissent pour une si belle cause.

Le Duc de *Richmond* prit ensuite la parole. « Il est vrai que les Chambres sont bien désertes ; mais j'attribue cette solitude à une toute autre raison que celle qu'apporte le Lord Gower. Le fait est que les amis du Gouvernement commencent à lui retirer leur appui. Ils connoissent tous les maux que les Ministres ont attirés sur la Nation ; & quoiqu'ils ne veuillent pas les heurter de front, ils prennent le parti de s'absenter, ou de se retirer de la Chambre avant qu'on en vienne aux voix, afin de ne pas donner une sanction publique à des mesures qu'ils désapprouvent hautement. Le Lord Gower recommande l'unanimité ; mais comment lui est-il possible d'attendre de l'unanimité, tandis que les opérations projetées par les Ministres & dans lesquelles ils persistent, tendent directement à la ruine de l'Etat, & l'ont ébranlé jusques dans ses fondemens ? »

Le Lord Gower s'excuse, ainsi que ses collègues les Ministres, en disant qu'ils ont fait leur devoir de leur mieux. Mais je ne crois pas que cela suffise pour justifier leur conduite. Leur caractère ministériel les rend

## lxxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

responsables envers le Souverain & la Nation de l'avis que les uns ouvrent, & des opérations que les autres recommandent. Il n'y a pas de jour, il n'y a pas de moment, où on ne leur fasse voir les malheureux effets de leur conduite: les informations qu'on leur donne, les prédictions qu'on leur fait, ne sont point vagues relativement à l'issue principale; ces avis, ces prédictions se vérifient à chacune de leurs opérations, dans le progrès de notre guerre civile. Une répétition des mêmes avis, une opiniâtreté pour la continuation du même système, & une résolution constante à agir, quoiqu'une expérience journalière apporte sans cesse de nouvelles preuves de leurs erreurs & de leurs bévues, ne laissent lieu à aucune justification. En persistant, & voulant toujours aller en avant, ils se sont rendus responsables de toutes les suites envers la Nation. Le Lord Gower, en parlant de convoquer le Parlement à quinzaine, a oublié quelques circonstances qu'il est très-nécessaire de savoir, c'est qu'il n'a point fait mention de ceux qui devoient l'assembler, il ne nous a point dit que les personnes par l'avis desquelles le Parlement dans un moment de détresse & de calamité publique pourroit être convoqué, sont les Ministres eux-mêmes, seuls auteurs de ces calamités. Est-il probable, est-il à présumer que des gens qui ont tant de reproches à se faire, voulussent se perdre eux-

mêmes , en convoquant un Parlement , dont la première résolution seroit de leur faire sauter la tête. Une telle supposition est absurde. Lorsque les Ministres ont fait espérer cette convocation , pour le cas du besoin , ce n'a été que pour gagner du tems , pour éluder ou reculer le jour où ils doivent recevoir le châtimement public de leur mauvaise conduite. Il est bien plus naturel & bien plus probable de croire qu'ils feront tout ce qui dépendra d'eux , pour prolonger leur existence ministérielle , & pour reculer l'enquête & la punition qui certainement auroient lieu , si le Parlement s'assembloit extraordinairement. La Nation demanderoit , d'une voix unanime , que justice fût faite des auteurs de la ruine du Royaume. Il est à croire que le Parlement procéderoit de concert avec elle , & dans une circonstance de cette nature , il y auroit du danger de résister à la voix d'un peuple offensé & désespéré. «

Le même Duc fit ensuite un tableau de la conduite des Ministres relativement aux affaires de la Nation comparées à l'attention qu'ils donnent à leurs intérêts personnels. Puis il continua ainsi. » Pendant que l'Amérique nous échappe , pendant que nous abandonnons nos possessions , que nous sommes menacés d'une invasion qui peut décider de l'existence de l'Angleterre comme Nation libre , nos Ministres ne s'occupent

LXXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

qu'à se procurer des titres, à s'assurer des retraites. Où se porte toute l'attention de deux grands Ministres ? (Le Lord North & le Lord Germaine) A leurs propres intérêts. Ils ont laissé voguer le vaisseau de l'Etat au gré des vents : ils l'ont exposé à la rapacité de deux puissans Ennemis ; & pendant ce tems-là , leur unique affaire a été de se disputer la place de Gardien (a) des cinq Ports , qui vaut plus de cinq mille livres st. par an. «

» Pour nous garantir d'une invasion , mon avis est qu'il faut examiner sur les côtes de la mer le lieu où il est le plus probable que l'Ennemi auroit dessein de débarquer : que l'on doit établir des postes , & prendre des positions ; qu'il est nécessaire de donner des ordres pour faire retirer les bestiaux , pour éloigner ou détruire le fourrage , &c. afin d'empêcher l'Ennemi qui seroit débarqué de pénétrer dans le pays. Au moyen de ces précautions , on le mettra dans l'impossibilité de tirer des vivres d'ailleurs que de ses vaisseaux , manière de faire la guerre absolument impraticable. Mais je n'ai pas encore entendu dire qu'on ait pris aucune mesure pour cet objet. S'il y en a eu de prises , je serois bien aise d'en être informé par le Lord (b)

---

[a] Le Lord Germaine y avoit quelques droits , son pere , le Duc de Dorset , l'ayant possédée.

[b] Général en chef de l'armée de terre.

Amherst, que je suppose avoir été consulté pour ce qui regarde les affaires militaires. « Le Duc de Richmond parla encore sur d'autres objets de la même importance, & il se déclara pour l'ajournement.

Après ce Seigneur, ce fut le Lord Sandwich, qui parla en ces termes : » Le Duc de Bolton s'est beaucoup étendu sur l'allarme qu'il suppose que l'embargo mis sur nos vaisseaux a occasionnée. Cela me paroît bien extraordinaire. Ces jours derniers, ce même Duc demandoit un embargo. *Pourquoi, disoit-il, ne pas se procurer des hommes à tout événement ? Pourquoi ne pas arrêter tous les vaisseaux, & même jusqu'au dernier mouffe de chaque vaisseau, pour ne les relâcher qu'après que les nôtres seroient complets ?* Cependant il se plaint aujourd'hui de ce que cette opération a répandu une allarme générale ; & de ce qu'elle fait croire que nous sommes menacés d'une invasion prochaine. Le Duc de Bolton, & le Comte de Bristol, soutiennent que j'ai avancé que nous n'étions pas en état de détacher quelques vaisseaux de nos escadres. Jamais un pareil aveu n'est sorti de ma bouche. Il est vrai que dans un débat précédent, j'ai demandé au Duc de Richmond, s'il nous conseilleroit de faire ce détachement, & que j'ai ajouté que ce seroit une affaire très délicate.

Mais voilà tout ce qui s'est passé à cette occasion, & je demande à la Chambre, si, en

lxxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

parlant ainsi, j'ai avancé que nous n'étions pas en état de détacher. Le Comte de Bristol soutient que le *Victory*, vaisseau de l'Amiral, ne peut être prêt à appareiller avant le 5 de ce mois (a), & que c'est ce qui est cause que l'escadre aux ordres de l'Amiral Keppel n'est pas encore en rade. Le Comte de Bristol est très-mal informé. La flotte est en rade; car j'ai reçu aujourd'hui une lettre de l'Amiral, dans laquelle il m'annonce qu'il étoit hier sur une seule ancre, & qu'il comptoit partir à la première marée; & pour plus grande preuve que d'un moment à l'autre il peut être parti, j'ajouterai qu'il me prie de ne lui plus adresser de lettres à Portsmouth. »

» Le Comte de Bristol prétend que l'Amiral Keppel a les mains liées. Il est tout aussi mal informé sur ce point que sur tous les autres. Je puis lui certifier que les mains de cet Amiral ne sont point liées; & lorsque le tems sera venu où je pourrai sans risque montrer les pouvoirs dont il est revêtu, je ferai voir à la Chambre qu'ils sont très-amples & très-complets. Le Duc de Bolton m'accuse d'avoir dit qu'il étoit impossible à un vaisseau de gouverner contre le vent en sortant du canal. Je nie d'avoir rien dit de semblable; tout

---

[a] Le Comte de Bristol pouvoit avoir raison; car il est de fait que l'Amiral Keppel ne mit signal pour appareiller que le 6 Juin, & que jusques-là il ne l'avoit point mis.



ce que j'ai dit, c'est qu'il est bien plus difficile à une flotte qu'à un seul vaisseau de gouverner contre le vent, & j'en ai rapporté pour exemple l'escadre du Chevalier John Norris, dont les vaisseaux se heurtant les uns contre les autres, furent plus de six semaines à aller de Sainte-Hélène à Torbay, ce qui ne fait gueres plus que la moitié du chemin de Sainte-Hélène à Plymouth. La raison en est toute simple; l'escadre étant obligée d'attendre le moins bon voilier, & les vaisseaux devant se tenir à fort peu de distance l'un de l'autre, il ne leur est pas aisé d'aller de conserve dans le canal, lorsque le vent est contraire. »

» Quelle que soit l'opinion du Duc de Bolton & du Comte de Bristol, sur la nécessité d'avoir à la tête du Département de la Marine un homme de cette profession, je ne crois pas que cela doive avoir lieu pour moi. Je suis sûr de connoître mon devoir comme Ministre, tout aussi bien que les gens de mer l'entendent pour leur métier; & quoique je ne me vante point d'être un grand homme de mer, je me flatte d'en savoir assez pour remplir la place de premier Lord de l'Amirauté, sans leur assistance. »

Le Lord Bristol repliqua vivement au Lord Sandwich, & il lui reprocha d'employer toute l'adresse machiavéliste pour déguiser les choses sur lesquelles il ne pouvoit pas répondre. Il poursuivit ainsi: » Comme le Comte de

Sandwich s'est rendu souvent coupable de dissimulation, & qu'il est accoutumé à interpréter ses premières expressions dans un sens tout contraire à ce que naturellement & réellement elles paroissent signifier, je demande à la Chambre la permission de citer quelques exemples de ce que j'avance, & de les prendre dans le débat actuel. D'abord le Comte de Sandwich a nié d'avoir dit que nous ne pouvions pas détacher. Il prétend avoir dit seulement que c'étoit un point *délicat* à déterminer; & pourtant il n'a point (a) détaché. Il est donc clair que son opinion étoit que nous ne pouvions pas détacher avec sûreté. «

» Il n'est pas étonnant que le Comte de Sandwich contredise une information qui prouveroit contre lui. Il s'est servi positivement des mêmes expressions pour contredire les assertions du Lord Chatham, parce que c'étoit l'unique moyen qui lui restât pour se justifier. L'assertion qu'il a contredite, est que l'Amiral Keppel n'est point parti : que le *Victory*, vaisseau que monte cet Amiral, n'est point prêt; & qu'il ne pouvoit pas être en rade à Sainte-Hélène plutôt que le vendredi 5. Pour répondre à ce déni de sa part, & confondre l'assurance avec laquelle il soutient que la flotte est partie hier (premier

---

[a] Il faut se souvenir que l'escadre détachée, je veux dire celle de Byron, n'est partie que le 9 Juin, & que ces débats sont du 2.

Juin), je me contenterai de dire qu'on vient de recevoir l'avis certain que l'escadre aux ordres de l'Amiral Keppel n'avoit point encore appareillé ce matin à cinq heures. La même manie pour présenter faussement les choses, se remarque dans ce qu'il suppose que j'ai dit que l'Amiral avoit les mains liées. Le fait est que j'ai manifesté seulement le désir que j'avois que l'Amiral eût le commandement absolu de l'escadre. «

» Pour répondre au doute du Lord Sandwich, relativement à l'état de la marine, au moment que ce Comte fut nommé premier Lord de l'Amirauté, je me souviens qu'au mois de Mai de la même année je fus appelé à une assemblée de l'Amirauté, & qu'à l'occasion des affaires courantes du Bureau je reçus un état par lequel il étoit vérifié qu'il y avoit alors 139 vaisseaux de ligne, dont 81 prêts pour le service, & le reste sur les chantiers, en réparation ou sur le point d'être achetés des constructeurs. J'ai dit qu'après avoir siégé au Bureau de l'Amirauté pendant quelques années, j'étois persuadé & convaincu par ma propre expérience qu'il n'y avoit qu'un homme du métier qui fût capable d'y présider.

Le Lord *Sandwich* répliqua ainsi : » l'état que le Lord Bristol donne de notre marine en 1771, n'est pas juste. Beaucoup de vaisseaux qu'on disoit propres au service étoient alors pourris. Quoique ces vaisseaux

# lxxxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

fussent neufs ils avoient été construits de bois verd ; quelques autres ont été déchirés ou vendus comme ne pouvant plus servir. Le même Lord s'est également trompé, sur l'état actuel de la marine. Quoiqu'il ait dit qu'il y avoit 49 vaisseaux de ligne prêts à mettre à la mer, il ne s'ensuit pas que ce soit là tout. Nous avons encore (a) neuf vaisseaux de ligne occupés pour un service éloigné, auxquels on doit ajouter dix autres en commission, mais qui ne sont pas équipés. S'il ne nous manquoit que des vaisseaux, il y en auroit assez de prêts à appareiller ; mais ce sont les hommes qui manquent & non pas les vaisseaux. Si nous avions des hommes il y a d'autres vaisseaux qu'on pourroit mettre tout de suite en commission, ce qui porteroit le nombre des vaisseaux de ligne dans le Royaume à 64. Le Lord Bristol assure que nous avions 139 vaisseaux de ligne en 1771 ; mais je puis lui apprendre qu'en aucun tems de la dernière guerre nous n'avons jamais eu plus de 97 vaisseaux de force en commission. En un mot, si le Lord Bristol peut fournir à l'Amirauté le seul article dont elle ait besoin, c'est à-dire, un nombre de matelots suffisans pour les vaisseaux prêts à appareiller ou qui vont l'être bientôt, je réponds qu'en très-peu de tems nous

---

[a] Ce sont les six ou sept qui forment l'escadre

aurons la flotte la plus formidable & la plus respectable qui ait jamais paru sur les mers.

Le Duc de *Bolton* répondit à ce que le Comte *Sandwich* avoit avancé au sujet du Chevalier *John Norris*, dont la flotte avoit été si longtems à lutter contre les vents à *Torbay*. « Je soutiens, dit-il, ensuite qu'il est possible de manœuvrer contre le vent. Autrement, pourquoi l'Amiral *Keppel* l'auroit-il entrepris; ou pourquoi le Lord *Sandwich* présume-t-il que cet Amiral ait appareillé, lui qui doit savoir que le vent étoit entièrement contraire hier & qu'il l'est de même aujourd'hui; au surplus je ne prétends pas disputer à ce Lord la palme du pilotage; mais je ne pense pas moins que dans son caractère officiel, il doit quelque reconnoissance au Lord *Bristol* & à moi-même? C'est nous qui lui avons conseillé de recourir de nouveau à la presse: c'est nous qui l'avons informé que le même vent qui a porté le *Victory* des dunes à *Portsmouth*, & l'Amiral *Barrington* de *Portsmouth* à *Plymouth*, y auroit amené pareillement l'escadre de l'Amiral *Parker*; c'est nous enfin qui l'avons mis à portée de deviner que ce même vent donneroit à la flotte de l'Amiral *Keppel* le moyen de suivre les autres. La vérité est néanmoins, que vu l'ignorance profonde du Lord *Sand-*

---

du Lord *Howe* en Amérique, & deux autres tant dans la Méditerranée que dans l'Inde au 2 Juiu.

lxxxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
wich, il étoit assez indifférent qu'il fût inf-  
truit de cette circonstance. Ses vaisseaux,  
ses munitions &c. rien n'étoit prêt; & c'est  
là apparemment ce qu'il a entendu par la  
contrariété du vent.

Le Duc de *Richmond* termina le débat en  
ces termes. » Sans me permettre toutes les  
observations que pourroit me fournir le  
discours prononcé aujourd'hui par le Lord  
Sandwich, je me contenterai de remarquer  
qu'il s'y est mis en contradiction avec lui-  
même relativement au Comte de Bristol.  
Dans les débats sur le Bill de Quebec au  
mois de Mai 1775, il a élevé jusqu'aux nues  
les talens du Comte de Bristol & les services  
particuliers qu'il lui rendoit au bureau de  
l'Amirauté. Aujourd'hui, non-seulement, il  
lui refuse toute espèce de talens, soit pour  
diriger les affaires, soit même pour donner  
des conseils salutaires à ceux qui les dirigent,  
mais encore il s'efforce de le représenter  
comme un homme qui n'a pas même la moin-  
dre idée des connoissances de son métier ».

Des clameurs qui partoient de tous les  
coins de la Chambre, s'étant réunies pour  
demander qu'on allât aux voix, la motion  
fut rejetée à la pluralité de quarante contre  
vingt-deux.

LE PARLEMENT n'étant plus assemblé  
Monsieur, c'est dans les écrits anonymes dont  
fourmillent les papiers publics que nous de-

## ET DE L'AMÉRIQUE. lxxxix

vons chercher à démêler les sentimens & les insinuations des chefs de parti qui ont signalé dans les débats des deux Chambres leur patriotisme ou leur animosité. Je crois reconnoître dans celui que vous allez lire, le système de feu Lord Chatham adopté par Milord Shelburne ; & il me paroît contenir des vues politiques si intéressantes dans les circonstances actuelles, que je n'hésite point à vous l'offrir comme un des morceaux les plus dignes d'exercer vos spéculations.

### *Danger d'une paix avec la France dans les circonstances actuelles.*

» Le Congrès, dit-on, doit déclarer dans sa réponse à nos Commissaires, qu'il n'écouterà aucunes propositions d'accommodement, à moins que préalablement nous n'ayons reconnu l'indépendance de l'Amérique, & que la France ne soit comprise dans le traité. Les Américains ne veulent donc point que nous entrions en guerre avec la France. Quelle en peut-être la raison ? C'est parce qu'ils sont sûrs qu'en fournissant à nos Ministres un prétexte pour éviter une telle guerre, ils les engageront à reconnoître leur indépendance. Ceci démontre à quel point les Américains connoissent le caractère de notre gouvernement actuel. Ils savent qu'il n'y a point de prix que nos Ministres ne payassent bien volontiers pour garder leurs places. Ainsi je parierois ma

## XC AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

tête contre six deniers qu'avant peu l'Amérique sera reconnue indépendante *puisque une paix avec la France doit être le prix de cette indépendance* ».

« Cependant, quoique je desiré & que j'aie toujours desiré ardemment une réconciliation avec l'Amérique, j'espère que la nation aura assez de vigueur & de fermeté pour ne pas souffrir que le ministère achete la paix avec nos anciens Sujets par une opération que suivoit nécessairement *une guerre malheureuse avec la France*. Comprendre la France dans le traité avec l'Amérique, ce seroit cimenter l'union de ces deux Puissances *par une paix* aussi fortement qu'elle pourroit l'être *par notre ruine complete*. Or, si l'Amérique, pour être reconnue indépendante, ne veut point faire une paix *séparée*; au nom de Dieu, ne lui abandonnons point *d'un trait de plume tout ce que l'épée pourroit nous enlever*. Une fois la France & l'Amérique comprises comme alliées dans un traité de paix avec nous, les Américains regarderont leurs intérêts & ceux de la France comme inséparables. Ce sera un lien qui les unira pour toujours. Prenons plutôt le parti de retirer nos armées de l'Amérique pour tourner toutes nos forces contre la France; alors il n'y a point de doute que nous ne ruinions sa marine. Lorsque Keppel aura pris & détruit une certaine quantité de vaisseaux François, & qu'il aura mis la France hors d'état de secourir l'Amé-



rique , celle-ci méprisera une alliée que la nature ne lui a point donnée ; & elle acceptera avec reconnoissance l'alliance de son amie naturelle. *Voilà le seul moyen qui nous reste aujourd'hui pour regagner l'Amérique* «.

» Mais nous ne sommes déjà que trop surchargés de taxes : ( répondront peut être les partisans du ministère ) une guerre avec la France en occasionnera nécessairement de nouvelles. Nous n'avons point d'argent «. Tels ont été les indignes motifs qu'on a fait valoir pour nous forcer à la paix infâme de 1762. Mais si cette guerre eût été continuée jusqu'à présent, nos taxes seroient-elles aujourd'hui moins onéreuses ? Notre dette seroit-elle moins considérable ? Non. *Nous aurions arraché l'épée des mains de nos ennemis , & les millions , que depuis nous avons prodigués pour corrompre les partisans de l'administration , & pour mettre les Ministres en état de ruiner la nation , auroient plus que suffi pour tenir la France à nos pieds* «.

» Nous venons de dépenser un argent énorme pour lever des hommes & équiper des escadres qui , si on leur permet d'agir humilieront bientôt la France. Admettons même pour un moment la supposition la plus favorable : si aujourd'hui nous ne sommes pas en état de nous mesurer avec elle , je suis sûr, que notre perspective sera encore plus affreuse , & que nous aurons moins de succès à espérer , *lorsqu'une paix aura affermi les*

## xcij AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

*Ministres actuels dans leurs places , lorsqu'ils se verront à portée de dépenser de nouveaux millions pour la corruption , & que nos vaisseaux désarmés seront pourris dans nos ports , tandis que la marine de la France deviendra chaque jour plus nombreuse & plus puissante. C'est la force même de la marine de France qui exige absolument que nous fassions au plutôt la guerre. Nous devons attaquer la France sans délai , ne fût-ce qu'à cause du nombre & de la force de ses vaisseaux «.*

» Quel avantage avons-nous retiré de la dernière paix ? Aucun : & c'est pour cela qu'il nous faut la guerre. Quatorze années de paix ont procuré à la France les moyens d'avoir , en 1778 , une marine égale ou peut-être supérieure à la nôtre ; elle qui en 1762 n'avoit pas une escadre qui osât mettre en mer. N'est-ce pas là une preuve que la paix ajoute à sa force ce qu'elle enlève à la nôtre. N'est-ce pas notre intérêt de chercher le combat tandis que la balance peut encore être égale , plutôt que de l'éviter, ne fût-ce que pour un moment, puisque chaque année que cette guerre sera différée mettra le poids des forces du côté de la France & le vuide du nôtre. Il n'y a donc rien qui puisse empêcher une guerre immédiate avec la France. Si l'Amérique ne peut être désunie de la France par la négociation , faisons tous nos efforts pour les désunir par les armes , & n'ayons pas la lâcheté d'abandonner , en faisant la paix , tant d'avantages

inestimables dont la perte , après tout , ne seroit que l'effet de la guerre la plus malheureuse «.

Signé ARATUS.

» P. S. Si nos Ministres ne prenoient pas dans ce moment-ci des tempéramens avec la France , cette Puissance n'auroit pas enduré si patiemment la prise de ses frégates. Nous ne sommes que trop autorisés à suspecter une administration qui a montré tant de négligence & d'indifférence pour les intérêts & pour l'honneur de la nation. Cette administration n'a-t-elle pas prétendu en 1771 qu'elle avoit forcé les Espagnols à désavouer la conduite de leur Gouverneur *Bucareli* , qui avoit ordonné qu'on s'emparât des Isles Falkland. Pour jouer la farce jusqu'au bout , le port Egmont ne nous fut-il pas restitué dans les formes ? Il n'a fallu cependant que quelques années pour découvrir la supercherie & pour prouver que l'Espagne n'avoit *désavoué & restitué* , que sous une promesse formelle de la part de nos Ministres , que *lorsque tout seroit appaisé & l'affaire oubliée , les Isles seroient facilement abandonnées*. Tous nos gens n'en sont-ils pas revenus depuis quelque tems ? Le port Egmont est-il en ce moment-ci en notre possession ? Nos Ministres savent bien que non. Qu'il est honteux pour nous de garder de pareils Ministres ! L'honneur & les intérêts de la nation peuvent-ils être en sureté entre

## xciv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

les mains de gens capables d'agir avec tant de duplicité « ?

A côté de cette diatribe Angloise contre la France , je ne connois point d'écrit qui puisse figurer d'une maniere plus intéressante qu'un discours adressé par un Américain à ses compatriotes , depuis que la nouvelle de la signature des traités est arrivée en Amérique. Ce morceau passe pour avoir été composé par le Docteur Cooper, ce digne Pasteur d'une des principales Congrégations de Boston , le premier qui ait fait monter vers le ciel les vœux de l'Eglise Américaine pour la conservation des jours précieux de Louis XVI, & la prospérité de son regne & de ses Sujets.

### *Aux Peuples de l'Amérique.*

» Si on se donne la peine de comparer le discours du Lord North en Parlement , & les deux Bills pour rétablir la tranquillité en Amérique , avec la conduite de la Grande - Bretagne à notre égard , on est forcé d'imaginer que cette Puissance a cherché à faire une insulte publique au bon sens humain en général. L'objet du discours & des Bills est de faire la paix avec nous aux mêmes conditions que nous avons offertes pour empêcher le commencement des hostilités. En conséquence il a été nommé des

Commissaires avec pouvoir de déclarer une cessation d'hostilités & de la révoquer. Ils sont autorisés à suspendre *l'acte de restriction* en partie ou en totalité , pendant un *tems limité* ainsi que tous les autres actes passés depuis le 10 Février 1763. Ces actes étoient ceux sur lesquels portoient nos griefs avant que la guerre fût commencée. Il y est pareillement question de référer à la Grande-Bretagne la nomination des Officiers, que précédemment elle avoit coutume de nommer «.

» Considérons actuellement combien les circonstances sont changées depuis le moment où nous avons fait ces propositions. Alors nous n'avions ni Gouvernement, ni hommes, ni fonds publics, ni munitions de guerre. Malgré tous ces désavantages, nous avons fait heureusement la première campagne. A la fin de cette campagne, la comparaison que firent tous les peuples de l'Amérique, des dispositions & des forces des deux Partis, les porta à ordonner à leurs Délégués au Congrès de déclarer qu'ils ne vouloient plus s'en tenir à ces conditions. En conséquence fut publiée la Déclaration d'Indépendance, par laquelle nous avons contracté l'engagement le plus solennel d'effectuer une séparation absolue entre les Etats-unis & la Grande Bretagne. Pour soutenir cette Déclaration, nous avons continué la guerre pendant deux autres campagnes ; & malgré le sang & les trésors qu'elles nous ont

## xcvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

couté, nos ressources en hommes & en argent sont infiniment supérieures à ce qu'elles étoient au commencement de la guerre. Le Gouvernement de l'Amérique est aujourd'hui plein de vigueur : l'administration de la justice y est régulière & impartiale. Toutes les richesses de la Grande-Bretagne viennent se concentrer dans nos Ports. L'ordre regne dans nos finances. Les Troupes de l'ennemi montant à soixante mille hommes n'ont pu résister aux efforts de notre courage ; & une de ses armées a été contrainte de nous rendre les armes. La sagesse de nos conseils & la valeur de nos troupes nous ont mérité l'admiration de l'Europe. La France a déjà reconnu notre indépendance & notre souveraineté avec elle ; & un traité d'alliance vient d'être signé par nos Plénipotentiaires respectifs. «

» C'est dans un pareil moment , que la Grande-Bretagne a l'insolence de déclarer que , *si nous revenons sur nos pas , elle promet de n'exercer son droit de taxation qu'en ce qui peut être relatif aux réglemens du commerce.* Mais est-ce que dans la situation brillante où sont actuellement leurs affaires , les Etats d'Amérique n'ont pas les moyens de protéger leur commerce ? Ou pense-t-on qu'ils manquent de la sagesse nécessaire pour le régler convenablement ? Ah , mes amis , ne souffrez point que même les ames les moins élevées ; portent de vous un jugement si avilissant après toutes les grandes choses que vous avez faites.

Milord

Mylord North propose dans son discours que les Américains levent des contributions *volontaires* au lieu de taxes , & si nous nous y refusons, le Roi nous *retirera sa protection*. Mais les deux partis étoient déjà d'accord sur ce point. Le Parlement n'a-t-il pas dévoué nos propriétés à un pillage général, sans aucune distinction de personnes ? Étoit-il un acte qui pût nous mettre plus efficacement hors de la protection du Roi ? C'est d'après cet acte que nous avons déclaré que nous ne voulions plus de sa protection. «

» Il y est dit aussi que les Commissaires *concourront* pour beaucoup au succès des opérations militaires. Comment cela peut-il être , sinon en retardant les nôtres, sous le faux prétexte d'un traité , jusqu'à ce que les forces britanniques soient prêtes à agir ? Cette circonstance doit suffire pour nous convaincre que les propositions de l'Angleterre ne sont qu'un artifice pour nous tromper. «

» Est-ce à nous à recevoir des conditions d'un ennemi que nous avons défait ? Abandonnerons nous les avantages réels que nous avons gagnés , pour obtenir une *protection* précaire dont nous ne voulons aucunement , & après que nous nous en sommes expliqués à la face de l'univers ? Non , jamais les patrons de la liberté & les protecteurs de la vertu ne se rétracteront sur un point aussi essentiel à leur honneur. Nous avons déjà

xcviij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

souffert les plus grands maux de la guerre ; nous avons vu nos Villes brulées, & nos côtes ravagées. Sera-ce après avoir surmonté toutes ces difficultés, que nous aurons la bassesse d'accepter des conditions dictées par un peuple qui est à la veille d'implorer notre protection ? «

» Nous avons reçu des marques singulières de la faveur de la Providence. Nous sommes actuellement plus en état de continuer la guerre, que nous ne l'étions il y a trois ans. La valeur de nos prises excède le montant de nos dettes publiques. Avec du courage & de la vigueur, il ne tient qu'à nous d'assurer pour jamais l'indépendance de l'Amérique. Il ne s'agit donc plus que de renforcer nos armées, & de bien faire notre devoir. Tout le monde convient que le Général Washington l'emporte par ses *talens militaires* sur les Généraux ennemis. Répondons à son zèle par nos efforts, & nous aurons bientôt purgé notre Pays de tous les mercenaires qui l'infestent. C'est alors & non plutôt que nous traiterons avec l'ennemi. » Nous sommes déterminés à vivre libres, ou à cesser de vivre. « Telles sont les propres expressions du Congrès. C'est donc à nous à dicter les conditions de la paix, conformément à cette ancienne maxime républicaine ; » de ne jamais traiter de paix qu'après la victoire ! «

» Qu'il ne soit point dit que les Etats d'Amérique, après avoir soutenu une guerre san-



glante & dispendieuse, après avoir défait leurs ennemis, après avoir pris le rang qui leur convenoit parmi les Puissances de la Terre, & après avoir fait tous les actes qui appartiennent à la souveraineté, ont eu la bassesse de renoncer à l'indépendance, & de reprendre les fers d'une soumission servile. «

» S'il vous falloit encore d'autres raisons, je vous prierois de considérer qu'en soutenant notre indépendance, nous jouirons d'un commerce libre avec toutes les Nations, & que l'Amérique deviendra le centre des richesses de l'univers, comme l'a été jusqu'ici la Grande-Bretagne. L'étendue immense de nos côtes doit rendre notre navigation plus considérable que celle d'aucune autre Puissance. La variété de notre climat & par conséquent de nos productions, jointe à nos forces maritimes, nous assure un commerce très-considérable. Enfin, l'immensité de notre territoire nous rendra la plus grande puissance du monde entier. Alors notre commerce ne sera sujet à aucuns droits qu'à ceux qui tendront à l'avantage de l'Amérique; & nos forces nous mettront à l'abri d'une invasion. La résistance ne nous expose à aucun danger; & nous avons tout à craindre de la soumission. «

» La nature nous a placés à une si grande distance des autres Puissances, qu'il est impossible que nos relations respectives nous engagent dans aucune guerre, & si, par

## C AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

malheur, cet événement arrivoit, il y a tout lieu de présumer que nous ferions triompher le parti que nous embrasserions. Si nous nous soumettons, nos destinées seront toujours subordonnées à l'intérêt de la Grande-Bretagne. Nous serons obligés d'avoir la guerre, soit que nous en ayons envie ou non; & nous pourrions même être cédés à une autre Nation, si la Grande-Bretagne le juge à propos. «

» Voilà les calamités qu'il ne tient qu'à nous de prévenir. Il s'agit de déployer tous nos efforts, tandis qu'il en est tems, pour nous assurer d'une paix inaltérable, & de tous les avantages du commerce. Ce n'est point sur les propositions de paix que nous devons délibérer, mais sur les moyens de chasser de notre continent les armées d'une nation qui nous a fait des outrages impardonnables. «

» Que chacun de vous relise la déclaration d'indépendance, & qu'il la compare avec la conduite de la Grande-Bretagne: vous verrez si tous les articles de cette déclaration ne sont pas amplement justifiés. «

» Nous avons donc pour refuser les propositions actuelles, toutes les mêmes raisons que nous avions alors, & beaucoup d'autres survenues depuis. La Grande-Bretagne marche à grands pas vers sa ruine. Elle touche déjà au terme de sa carrière. Les États ne peuvent, sans se déshonorer, faire de paix

avec elle, s'ils n'en dictent eux-mêmes les conditions. »

» Nous avons cet avantage, que les efforts de la Grande-Bretagne ne sont que les convulsions d'une Nation expirante, au lieu que ceux de l'Amérique sont en quelque sorte l'essai des forces d'un peuple dans sa virilité. Prions le Dieu des armées de nous continuer sa protection, & de nous bénir dans nos travaux pour la défense de notre Pays. Jusqu'à présent le succès a passé nos espérances. Il me semble entendre la voix de ce Dieu puissant nous répondre : » Sortez du sein de cette Ville, ô mon peuple, afin que vous ne partagiez point les châtimens qui lui sont réservés ; car ses crimes ont monté jusqu'au ciel, & Dieu a toujours présents ses iniquités. »

Signé., MARCUS BRUTUS.

CETTE dernière piece vous fait voir, Monsieur, dans quelles dispositions le Général *Howe* a laissé les Américains, à son départ de Philadelphie le 24 Mai, pour revenir en Europe. Elles ne ressembtent gueres à l'idée qu'il s'en étoit faite, lorsqu'en 1775 il accepta le commandement de l'armée que le gouvernement destinoit à réduire l'Amérique. Il croyoit marcher à une conquête assurée : suivant lui la multitude n'attendoit que son arrivée pour venir se ranger sous

cij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

ses drapeaux : il ne voyoit qu'une poignée d'insurgents à soumettre , & il ne craignoit point de faire dépendre de l'événement sa propre réputation. Quelle différence aujourd'hui dans le jugement qu'il porte de ces mêmes Américains. Il quitte son armée pour venir rendre témoignage à la vertu guerrière des Américains & appuyer leurs prétentions à l'indépendance. Il vient pour démontrer au gouvernement l'impossibilité de les réduire, impossibilité prévue par les gens éclairés dès le commencement de la contestation. C'est bien le lieu de dire *quantum mutatus ab ille* ! Ce singulier changement dans sa façon de penser , vous rappellera les prédictions faites au Lord Howe son frere par le Docteur Franklin , dans sa réponse datée de Philadelphie le 20 Juillet 1776 , & vous leur assimilerez celles que le Général avoit reçues lui-même , plus d'un an auparavant de la part d'un de ses constituans dans ville de Nottingham qu'il représente à la Chambre des Communes. Ce morceau devient très-intéressant par les circonstances.

*Copie d'une lettre écrite le 10 Février 1775 ;  
au Général Howe , Député au Parlement pour  
la ville de Nottingham par le sieur Kirk ,  
Marchand de cette ville.*

MONSIEUR,

» Je ne puis vous donner une idée du

mécontentement & de la surprise que témoigne ici le plus grand nombre de vos constituans sur ce que vous avez accepté le commandement de l'expédition contre nos freres d'Amérique «.

» L'opinion que j'avois de votre probité en général , m'a engagé à voter pour vous lors de la dernière élection , quoique , dans certaines occurrences vous eussiez agi d'une manière contraire à mes sentimens. J'ai pris la liberté de m'en expliquer avec vous , & de vous faire les questions suivantes , savoir « ;

» S'il ne vous paroïssoit pas que toutes nos armées seroient insuffisantes pour effectuer la réduction de l'Amérique «.

» Si vous ne trouviez pas que les Ministres avoient poussé les choses trop loin « ?

» Si vous ne refuseriez pas le commandement des troupes en Amérique dans le cas où l'on vous y nommeroit « ?

» Et si vous ne voteriez pas pour la révocation des quatre actes du Parlement qu'aujourd'hui vous allez faire exécuter de vive force.

Je me trompe fort (& votre conscience doit vous dire que je ne me trompe pas ) ou vous avez répondu affirmativement à chacune de ces questions. Et moi , dans l'unique vue d'affermir votre crédit en cette ville , j'ai communiqué vos réponses à vos Constituans qui étoient dans la même incertitude que moi , relativement au choix qu'ils alloient faire de vous pour les représenter au Parle-

#### CIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

ment. Ces éclaircissémens ont effacé en grande partie les impressions défavorables que l'on avoit conçues contre vous & dont vous paroissiez vous même vivement affecté «.

» Quelle est notre surprise aujourd'hui d'apprendre que le Général Howe se prépare à s'embarquer pour l'Amérique avec le dessein d'y faire mettre ces mêmes actes en exécution. Jugez, si vous le pouvez, de la confusion dont cet événement couvre vos amis en cette ville. La raison la plus sensible qu'ils puissent donner de votre conduite, c'est que le Roi vous a mandé pour vous charger de ce commandement, & qu'il ne vous étoit gueres possible de le refuser. Mais pour moi je ne crains point de vous dire que vous vous seriez comporté comme un Grand-Homme, si vous eussiez refusé de prendre les armes contre l'Amérique. Plusieurs motifs auroient dû vous engager à ce refus, quand ce ne seroit que parce que votre frere est mort dans ce pays, & que les Américains ont marqué leur gratitude à votre nom & à votre famille, en élevant un monument à cet Officier qui a versé son sang pour la cause de la liberté. Votre frere étoit un brave homme: il a osé résister aux volontés de la Cour, lorsque son jugement l'instruisoit que cette opposition étoit juste; & cependant cet homme étoit comme vous un Soldat «.

» Nos esprits ont été exaltés dans le tems de l'élection par la mention de ce nom honoré

sur un papier que vous vous rappelez peut-être ; & j'ose vous parler de cette circonstance dans l'espoir que vous imiterez l'exemple d'un frere si aimable, si désintéressé & si respecté. Je crois qu'il n'y a personne, même parmi vos ennemis, qui osât imputer votre refus à un défaut de courage ; au contraire il ne serviroit qu'à faire briller votre courage avec plus d'éclat «.

» Si malgré mes conseils vous vous déterminiez à partir, je ne ferai point comme beaucoup d'autres des vœux pour que cette entreprise vous perde ; mais j'avoue que je ne puis souhaiter qu'elle réussisse «.

» Tels sont, Monsieur, les sentimens d'un grand nombre de vos Constituans ainsi que de «.

Votre obéissant serviteur.

Samuel KIRK.

*Réponse du Général Howe à M. Kirk, en date de Londres le 21 Février 1775.*

MONSIEUR,

» J'ai reçu votre lettre du 10, elle m'a causé d'autant plus de chagrin que je m'étois flaté d'avoir détruit toutes vos préventions contre moi, lorsque je me trouvai avec vous dans le tems de l'élection. La haine & la malignité de ceux qui ont été mes adversaires me causent le plus grand étonnement, si,

cvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

comme vous le dites , ils vont jusqu'à former des vœux , pour que je me perde en Amérique «.

» Je n'ai point demandé ce commandement. J'ai reçu des ordres auxquels je ne pouvois me refuser sans m'exposer au reproche odieux de *reculer* lorsqu'il s'agit de servir mon pays dans sa détresse. On pense tout autrement ici relativement à mon expédition ; & bien loin d'être insulté dans Londres à ce sujet , comme vous me faites entendre que je le serois à Nottingham , j'ai reçu les complimens les plus sinceres de la part des personnes même quin'approuvent pas les mesures de l'administration. Tous les sentimens particuliers doivent disparaître devant le grand intérêt du service public , sur-tout dans des circonstances aussi délicates que celles où sont actuellement nos affaires «.

» Quelqu'opprobre que l'on veuille jeter sur mon nom à Nottingham , j'ose dire que c'est le seul endroit où j'aie à craindre une pareille injustice. Je vous conjure en particulier de suspendre votre jugement sur cette affaire *jusqu'à ce que l'événement ait prouvé que je suis indigne de votre estime* «.

» Un mot sur l'Amérique. Vous vous trompez beaucoup si vous croyez qu'il n'y a pas dans ce pays un grand nombre de Sujets fideles à leur Souverain & qui aiment sincèrement la paix. Je pourrois même assu-



rer que les Insurgens sont *en très-petit nombre* en comparaison de toute la Nation «.

» Il y a certainement en Amérique des gens qui ne veulent point être taxés par la Grande-Bretagne; mais ces mêmes gens ne veulent point non plus se soustraire à la suprématie de la Métropole. J'espère qu'après avoir obtenu le redressement de leurs griefs, ceux-ci seront les premiers à rentrer sous l'obéissance due aux loix «.

» Quant au petit nombre de ceux que l'on m'a dit désirer la scission d'avec la Métropole, je présume que, lorsqu'ils se verront abandonnés par la parti modéré, la crainte des châtimens les aura bientôt fait rentrer dans leur devoir «.

» Pour ce qui regarde le commerce, le seul moyen d'établir sur une base solide celui de l'Angleterre avec l'Amérique, est de faire respecter les loix. Sans cette fermeté il est impossible que le gouvernement de la Métropole parvienne à cet état de vigueur, si indispensablement nécessaire à la prospérité de cet Empire «.

Je suis Monsieur, &c.

WILLIAM HOWE.

*Infames procédés de PATRIK TONYN, Gouverneur de la Floride envers ses prisonniers.*

Il m'est parvenu, Monsieur, des copies de

cviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

deux lettres écrites au Ministre de la Marine de France par des Sujets du Roi, qui ont essuyé les plus dures vexations de la part du Gouverneur pour le Roi d'Angleterre dans la ville de Saint-Augustin.

Je ne me dissimule point que leurs justes plaintes ne peuvent point manquer d'exciter vivement l'animosité de leurs compatriotes, & qu'il seroit bien mieux de porter les hommes à s'aimer qu'à se hair & à se faire du mal; mais d'un autre côté la crainte de voir leur nom flétri par le jugement de tout l'Univers, peut mettre un frein aux dispositions brutales & féroces de certains Commandans, & adoucir la condition des malheureux qu'un fort juste ou injuste fait tomber entre leurs mains. Pourquoi la conduite lâche & barbare du Gouverneur de la Floride Orientale envers les compagnons de M. le Chevalier de Bonvouloir & ceux de M. le Chevalier de Brétigny, ne seroit-elle pas dénoncée à toute l'Europe, s'il mérite d'être aussi détesté & méprisé de tous les gens honnêtes pour ses lâchetés privées, qu'il sera sans doute applaudi de sa Cour pour avoir fait perdre trois cents Matelots au Roi de France? Pourquoi les Ecrivains publics n'en feroient-ils pas un exemple, afin que tous ceux que les armes rendent les arbitres du sort de leurs semblables apprennent à se respecter dans l'usage qu'ils font de leur autorité?

Le tribunal de l'honneur n'est point le

même que celui des Rois. George III ne songera point à punir *Patrick Tonym*, Lieutenant-Colonel & Gouverneur de la Floride Orientale, pour avoir indignement trompé & volé des François ses prisonniers, & pour avoir offert leurs têtes à prix aux Sauvages. Mais tout ce qu'il y a d'Irlandois sur la face du globe renieront *Patrick Tonym* pour leur compatriote; mais tous les Officiers honorés d'un commandement comme *Patrik Tonym*, & ceux qui peuvent l'être un jour, diront que c'est un *misérable* dont ils ont les sentimens en horreur. En pareille occasion, ils craindront qu'on ne leur rappelle l'arrêt qu'ils auront eux-mêmes prononcé; l'honnêteté générale y gagnera sans que l'intérêt des Souverains puisse y rien perdre.

N°. I. Copie d'une lettre de M. Achard, Chevalier de Bonvouloir, à M. de Sartine.

Du Port au Prince le 10 Avril 1778.

*Monseigneur.*

» J'ai l'honneur de vous représenter qu'étant parti au mois de Janvier dernier du Port au Prince sur le Navire la *Rosiere d'Artois*, de Nantes, chargé de denrées de l'Amérique, expédié pour France, nous avons été escortés jusqu'au débouquement par la frégate du Roi la *Renommée*. Quelques jours après qu'elle nous eût quittés, nous avons reçu un

## CX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

coup de vent très-violent qui, après nous avoir fort maltraités & nous avoir fait une voie d'eau, nous a forcés, vû notre peu de vivres & notre mauvais état à relâcher dans le premier port pour nous y radoubier & ensuite faire voile pour l'Europe. Après un procès-verbal de notre situation, signé de tout l'équipage, le Capitaine s'est décidé à faire route pour Charles-Town. Environ vingt-quatre heures après nous avons vu trois bâtimens au vent à nous, dont un nous a tiré un coup de canon & a arboré pavillon Anglois. Nous l'avons attendu. Un instant après il a amené le pavillon Anglois & hissé celui Insurgent. Il nous a demandé d'où nous venions & où nous allions : à quoi nous avons répondu que nous venions du Port au Prince : que nos expéditions étoient pour Nantes, mais que le mauvais tems nous avoit si fort maltraités que nous allions relâcher à Charles-Town. Il a alors amené pavillon Insurgent & rehissé celui Royaliste. Le second Capitaine est venu à notre bord & a emmené notre Capitaine à son bord, où le Capitaine nous a dit que puisque nous avions besoin de relâcher, il devoit nous être égal d'aller dans un port ou dans un autre : que nous allions le suivre à Saint Augustin dans la Floride : qu'il nous feroit donner un sauf conduit, & qu'après que nous serions radoubés, nous continuerions notre route. Nous nous sommes fiés à sa parole, & nous

Pavons suivi quatorze jours *sans avoir de gardes à bord.*

» Dès que nous fumes arrivés à Saint Augustin, il nous fit mouiller sous sa volée ; & trois jours après, sans écouter nos raisons, on nous a enlevés de notre bord. *Le Capitaine s'est emparé d'une lettre à votre adresse, Monseigneur ; il l'a décachetée : on nous a mis à terre sans nous donner de vivres : on nous a fait essuyer les plus affreux traitemens. Les Sauvages avoient cent vingt livres par chaque chevelure qu'ils faisoient sur les François qui sortoient de la ville : on nous a gardés deux mois & demi : après cela on nous a renvoyés au Port au Prince sur une mauvaise barque avec de mauvais vivres, à peine suffisans pour la moitié de la traversée.*

» Voilà, Monseigneur, une foible esquisse des maux que cette orgueilleuse nation m'a fait souffrir. J'ose espérer que ma situation vous touchera, vous, Monseigneur, qui vous attendrissez sur le sort des malheureux, «

Je suis avec le plus profond respect,

Monseigneur,

Votre, &c.

Signé, ACHARD, Chevalier de Bon-vouloir.

CXIJ AFFAIRES DE L'ANGLÈTERRE

N<sup>o</sup>. II. Copie d'une lettre de M. le Chevalier  
de Brétigny à M. de Sartine, Saint-Augustin  
Floride de l'Est 14 Mars 1778.

MONSIEUR,

» Je crois devoir vous rendre compte,  
& de la position singulière dans laquelle je  
me trouve, & d'une foule de choses qui  
intéressent l'honneur du pavillon François,  
celui de la Nation en général, le service du  
Roi & le commerce «.

» J'étois Exempt des Suisses de la Garde  
du Corps de Monsieur : le desir de me faire  
connoître, l'envie d'apprendre mon métier, &  
peut-être l'envie encore de faire ma fortune  
militaire plus rapidement, tout cela m'a  
engagé de passer au service des Américains.  
L'assurance que j'avois d'y commander un  
corps de Chasseurs m'a séduit. J'ai, pour  
exécuter mon plan, fretté un vaisseau :  
j'ai engagé douze braves officiers que j'ai  
conduits à mes dépens : enfin, j'ai acheté  
des armes, des uniformes & toutes les choses  
nécessaires pour équiper le régiment que je  
devois commander. Je suis arrivé heureuse-  
ment dans la Caroline du Sud. Cette Pro-  
vince qui avoit accepté mes services fit armer  
un petit bâtiment pour me transporter en  
Virginie, y former mon régiment, & join-  
dre de-là l'armée du Général Washington «.

» Voilà, Monseigneur, la confession naïve  
de

de mes projets & de ma mission ; en voici l'issue. Deux frégates Angloises nous ont poursuivis , pris & mis à fond de cale. Nous avons été conduits dans cette ville où nous avons pour toute nourriture trois onces de lard salé & dix onces de biscuit par jour. Quatre cents François pris sur les côtes Américaines attesteront l'inhumanité & la barbarie des traitemens que nous essuyons ici. Au reste, Monseigneur, *nous nous ressouvenons tous que nous sommes Officiers François ;* & nous opposons à la dureté de nos ennemis une fermeté qui les étonne peut-être , mais qui ne les rend ni plus humains , ni plus généreux «.

» Depuis quatre mois que je suis prisonnier, j'ai été le témoin de vingt actes de vexations insultans pour la nation & absolument préjudiciables au service du Roi, & sur-tout à celui de la Marine en particulier. Je crois, Monseigneur, devoir vous en instruire & vous assurer que je n'avancerai rien que je ne sois en état de prouver & de certifier sur ma vie «.

» J'ai vu, Monseigneur, soixante Matelots François conduits dans une Isle deserte, enfermés dans une tour , oubliés pendant quatre jours sans recevoir la plus légère nourriture. On leur signifia que s'ils ne s'engageoient pas ou dans les régimens qui sont ici en garnison, ou sur les frégates, on les lais-

cxiv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

seroit périr de faim. Ils résisterent d'abord ; mais la menace fut suivie d'une prompte exécution ; & ces malheureux , pour éviter une mort affreuse , ont passé sous les drapeaux Anglois. Je les ai vus signer en pleurant leur engagement , me prendre à témoin de la violence qu'on leur faisoit , me conjurer d'accepter leurs protestations ; mais j'étois prisonnier & malheureux comme eux : je n'ai pu que gémir de la tyrannie barbare & détestable qu'on exerçoit sur ces infortunés contre le droit des gens. Cette scene affreuse s'est répétée dix fois ; & je puis attester que dans Saint-Augustin seulement , la France a perdu au moins deux cents cinquante Matelots. Ces vexations continuelles enleveront en peu de tems une foule de Marins au commerce ; & personne ne fait mieux que vous , Monseigneur , combien cette espece d'hommes est précieuse au commerce & à la marine du Roi «.

» On ne peut regarder les bâtimens qui vont sur les côtes Américaines que comme Contrebandiers : alors la confiscation est la seule peine que le Ministère Anglois puisse infliger aux Capitaines qui hazardent ce genre de commerce. Cependant on ne peut rien ajouter aux outrages , aux insultes , aux mauvais traitemens dont les Anglois accablent les prisonniers qu'ils font. On refuse des vivres aux Matelots , & à leurs Officiers les



moyens de repasser ou en France ou dans nos Isles. Toutes leurs actions sont marquées au coin du mépris, de la haine & de la proscription. Enfin, Monseigneur, le nom François est presque actuellement un titre humiliant. Jusqu'aux passagers qui ne sont ni Officiers ni Commerçans, éprouvent les traitemens les plus durs. *Les Officiers du Roi*, eux-mêmes, donnent à leurs Matelots l'exemple du vol & du brigandage. Des passagers avoient des épées & des couteaux de chasse qui leur plaisoient : ils ont proposé de les acheter au prix le plus bas : ces passagers l'ont refusé : alors on les en a dépouillés. Un Officier prisonnier avec moi a une bague fort belle : le Gouverneur la desire, lui propose une somme qui est acceptée : cet Officier en demande le payement ; le Gouverneur à la bassesse de le lui refuser ; & indigné de l'audace de ce gentilhomme, il le fait resserrer dans une prison plus étroite.

» Voilà, Monseigneur, voilà le narré très-précis, & sur-tout très-fidèle des vexations odieuses qu'éprouvent les François dans cette partie de l'Amérique. Il vous parviendra sans doute des plaintes des malheureux qui ont été opprimés. Je joins ma voix à la leur, non pas pour moi, mais pour quelques Officiers dignes d'un meilleur sort & dont l'âge & les services semblent mériter un traitement moins rigoureux. Quant à moi, je me sens

CXVj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
la force de supporter avec courage tous les  
maux dont me menace la politique Angloise «.

Je suis avec respect ,

Monseigneur ,

Votre &c.

Signé le Chevalier DE BRETIGNEY.

CE GOUVERNEUR de Saint-Augustin & les  
Officiers Anglois ses dignes camarades, trou-  
veroient, Monsieur, un rigide Censeur dans  
l'Auteur de l'écrit que vous allez lire, qui  
gourmande un certain parti, même pour les  
injures verbales qu'il se permet contre la  
Nation François. Que penseroit donc ce  
Spéculateur des vexations & des rapines  
exercées à la Floride contre d'honnêtes  
Officiers qui n'ont commis d'autre faute que  
d'aimer excessivement leur métier, & de se  
livrer à une impulsion belliqueuse qui, de  
tout tems a été le caractère distinctif de leur  
Nation? Lisez encore cet écrit, Monsieur,  
vous le trouverez intéressant autant par  
l'équité & la générosité qui y respirent, que  
par la vérité du tableau de la situation actuelle  
de l'Angleterre. Vous ne serez plus surpris  
d'avoir vu l'Amiral Keppel rentrer dans les  
ports, après avoir été insulter la France  
jusques dans ses eaux, ni de la peine qu'il a  
eue à en sortir une seconde fois, ni enfin  
de la dangereuse irrésolution qui le retient

peut être encore sur les Sorlingues où échoua en 1707 l'Amiral Anglois Shovel avec une partie de sa flotte.

*Observations sur la position actuelle de l'Angleterre.*

« Il n'y a peut-être jamais eu une époque aussi critique & aussi importante que celle-ci. L'indépendance Britannique ne tient plus qu'à un fil. Notre sort est entre les mains de l'Amiral Keppel. Si sa flotte est détruite ; si celle des François ne l'est pas, nous sommes perdus : nous disparoissions du milieu des Puissances de la terre : plus de commerce, plus de marine pour nous, plus de ressources pour nous relever ; nous ne serons plus les maîtres des mers : l'ennemi libre de tout obstacle fondra de toutes parts sur nos côtes ; tout fera dit «.

Pourquoi nous abuseroit-on d'un espoir trompeur ? Jamais nous n'aurons les forces nécessaires à opposer aux progrès de 30 à 40,000 hommes de troupes Françaises bien disciplinées & pourvues d'un train considérable d'artillerie. » Compteroit-on sur nos Milices composées de payfans balourds & niais, qui n'entendent pas encore la moitié de ce qu'on veut leur dire (a) : qui sont

---

[a] Il y a plusieurs régimens du pays de Galles dans lesquels les Officiers & les Soldats ne s'entendent point. L'exercice se commande par des Interprètes. On fait

toujours prêts à se révolter : qui désertent pour les moindres mécontentemens , pour le vent , pour la chaleur , pour la couleur du pain ? A bravoure égale , il est impossible que ces gens là puissent soutenir la discipline militaire des troupes réglées. Non , à moins que le Dieu des batailles n'envoie à notre secours une légion d'anges exterminateurs , il est impossible que ces forces puissent nous sauver dans un moment aussi critique. Voilà donc nos dernières ressources. Je ne puis envisager , sans frémir , les conséquences de notre situation «.

» Nos troupes réglées sont en trop petit nombre pour nous défendre ; nos Milices sont trop nouvellement levées & n'ont pas l'expérience & la discipline nécessaires. Il est vrai que les Milices Américaines ont montré une bravoure & une fermeté jusqu'alors sans exemple (a). Mais c'est que ces hommes là portoient dans leur cœur cet enthousiasme qui ne peut être inspiré

---

les troubles qu'il y a encore dans les camps Anglois , pour des objets de discipline , autant que pour les qualités des fournitures , & la peine que trouvent les Commandans à se faire obéir , même par les Officiers , Echevins , Greffiers , Notaires , &c. qui ont endossé l'habit militaire.

[a] C'est une observation du Général Burgoyne dans la Chambre des Communes : les camps Anglois n'étoient pas encore formés alors : sans doute aujourd'hui qu'il les a vus , il n'en parleroit pas si avantageusement.

que par l'amour de la liberté. Il est impossible que l'ame de nos Miliciens recèle la moindre éteincelle de ce feu céleste. Depuis nombre d'années ces malheureux sont en proie à la rapacité de nos Ministres, aux exactions de leurs propriétaires dont la dureté n'est égalée que par leur prodigalité, & à l'insatiable avarice du Clergé. Il leur manque d'ailleurs un puissant stimulant contre leur inertie & leur dégradation ; c'est l'exemple de leurs Supérieurs. Tous ceux de nos compatriotes qui ont de la naissance ou de la fortune , ont échangé les qualités propres à leur sexe contre les graces & la gentillesse des femmes. Ce sont des damoiseaux & des agréables, plutôt que des Soldats & des Héros. Il faut au moins deux années de la vie des camps pour en faire des hommes. Mais hélas ! avant ce terme , qui sait s'il existera encore dans l'Univers une Puissance du nom de la Grande-Bretagne ?

» Tandis que nous sommes dans la situation la plus périlleuse & la plus humiliante , nous convient-il de faire sonner si haut nos facultés nationales , de triompher avant la victoire , comme le font journellement certains Gazetiers soudoyés par nos Ministres ? Est-il honnête , est-il prudent d'y prodiguer les épithètes les plus insultantes à la Nation Française ? Notre cause en sera-t-elle plus juste & plus intéressante quand nos Ministres y feront qualifier les François de canailles ,

## CXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

de poltrons, de traîtres? Ces injures avilissent la bouche qui les profère même contre l'être le plus méprisable. Elles caractérisent un défaut d'éducation, de bon sens & d'usage du monde. Combien ne sont-elles pas ridicules & absurdes, lorsqu'on prétend les appliquer à une des plus grandes Nations de la terre, dont on ne fera point taire le canon par des gueulées?

La Nation Française n'a fait que ce qu'auroit fait toute autre Nation à sa place. Elle a tiré avantage de l'embarras où son ennemi naturel s'étoit plongé volontairement. N'avons-nous pas fait bien pis, nous autres, en cherchant à tirer un injuste & illégal avantage de l'Amérique qui étoit une partie de nous-mêmes? Gardons pour nous, Anglois & Ecoissois, les injures que nous faisons plus que mériter. Nous avons épuisé le Vocabulaire des Halles contre nos Colonies qui ont valeureusement défendu leur liberté & leurs propriétés. Elles ont triomphé de ceux qui les insultoient & de leurs projets d'invasion. Nous versons aujourd'hui notre fiel sur les François; mais craignons qu'ils ne nous en punissent comme l'ont fait les vertueux Américains, & que ce ne soit le sort qu'un Dieu vengeur nous a réservé.

P. S. du 17 Juillet.

Etat de l'escadre de l'Amiral Keppel, le 16  
Juillet.

<i>Vaisseaux.</i>	<i>Canons.</i>	<i>Capitaines.</i>
Victory .....	100	Amiral Keppel.
Queen .....	90	Amiral Harland.
Formidable .....	90	Amiral Palliser.
Ocean .....	90	Haetwell.
Sandwich .....	90	Edowards.
Prince George...	90	Lindsey.
Duke .....	90	.....
Foudroyant .....	80	Jarvis.
Berwick .....	74	Steward.
Centaure .....	74	Cosby.
Cumberland .....	74	Peyton.
Courageux .....	74	Mulgrave.
Egmont .....	74	Allen.
Elisabeth .....	74	Maitland.
Hector .....	74	Hamilton.
Monarque .....	74	Rowley.
Ramillies .....	74	Digby.
Robust .....	74	Hood.
Shrewsbury .....	74	Ross.
Terrible .....	74	Bicherton.
Thunderer .....	74	Walsingham.
Vengeance .....	74	Clements.
Vaillant .....	74	Gower.
Amérique .....	64	Longfort.
Bienfaisant .....	64	Macbride.
Défiance .....	64	Goodall.

# CXXIJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

<i>Vaisseaux.</i>	<i>Canons.</i>	<i>Capitaines.</i>
Exeter . . . . .	64	Moore.
Sterlingcastle . . . .	64	Douglas.
Vigilant . . . . .	64	Kingsmill.
Worcester . . . . .	64	Robinson.
Arethuse . . . . .	32	Marshall.
Andromede . . . . .	28	Bryne.
Proserpine . . . . .	28	Sutton.
Fox . . . . .	28	Windsor.
Milford . . . . .	28	Burnaby.
Rattlesnake . . . . .	12	.....
Alert . . . . .	Cutter.	.....
Pluton . . . . .	Brulot.	.....
Vulcain . . . . .	Brulot.	Lloyd.

1 vaisseau de 100 canons.
6 ..... de 90
1 ..... de 80
15 ..... de 74
7 ..... de 64
1 ..... de 32
4 ..... de 28
1 ..... de 12

30 Vaisseaux de ligne.  
 5 Frégates.  
 2434 Canons.

Pour former des équipages aux vaisseaux de renforts qui ont été successivement envoyés à l'Amiral Keppel depuis le 9, jour



qu'il a appareillé , on a dépouillé de leurs hommes tous les vaisseaux qui restent dans les ports de Portsmouth & de Plymouth. Le Capitaine du *Shrewsbury* parti de Plymouth le 15 , n'a pas même voulu attendre qu'on eût fait à son vaisseau les réparations nécessaires , & il a appareillé , quoiqu'il n'eût que 450 hommes. La *Vengeance* , le *Duc* & le *Centaure* n'ont pas la moitié du monde qu'il leur faut , & tous en général ont de foibles équipages. C'est ce qui fait que bien des gens s'obstinent à croire que l'Amiral Keppel n'a que des ordres défensifs , & que dans tous les efforts qui ont été faits pour compléter avec tant de célérité ses équipages , il ne faut voir que le dessein de rassurer l'Angleterre contre la peur d'une invasion , & nullement celui de soutenir l'honneur national , en ordonnant à Keppel d'aller faire ses évolutions dans les mêmes parages où il a osé le 17 Juin insulter le pavillon du Roi de France & enlever ses frégates.

Au surplus l'Angleterre attend encore une flotte Marchande , partie de la Jamaïque le 13 Juin , ainsi qu'une flotte du Canada & plusieurs vaisseaux de la Chine & de

## CXXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

*Lettre de M. John Adams , Député du Congrès  
en France , à l'Editeur des AFFAIRES DE  
L'ANGLETERRE ET DE L'AMÉRIQUE.*

*De Passy le 17 Juillet 1778.*

» Je vois , Monsieur , dans votre n°. 48 ,  
page 6 ( du Journal ) sous le n°. I , un  
article intitulé *Résolutions des Sauvages contre  
l'armée Angloise* , & un autre page 7 ,  
sous le n°. III. *Adresse des principaux habitans  
de cette ville ( Philadelphie ) à Robert Rogers ,  
Major - Général ( nommé par le Congrès ) &  
Commandant en chef des Sauvages* «.

» Je puis vous assurer , Monsieur , que ces  
deux articles sont faux , & ont été fabriqués  
par nos ennemis. Il est à propos que vous  
les détruisiez , pour plusieurs raisons , & sur-  
tout parce que s'ils n'étoient point contredits  
ils donneroient lieu de croire que ce sont les  
Américains qui , les premiers ont engagé les  
Sauvages à agir dans cette guerre , & le  
Gouvernement Anglois paroîtroit avoir été  
fondé à les attirer de son côté pour les empê-  
cher de se livrer à nous , tandis qu'il n'y a  
rien de plus contraire à la vérité «.

» Tous les traités faits avec les Sauvages ,  
par le Congrès ou par des Commissaires  
sous son autorité , ont eu pour objet de les  
engager à rester neutres. Bien loin de solli-  
citer leur alliance , le Congrès a plus d'une  
fois refusé leurs services. L'honneur de les

avoir employés appartient entièrement aux Anglois «.

» Il est faux pareillement, que Robert Rogers ait reçu une adresse des principaux habitans de Philadelphie; le Conseil de sûreté de cette ville le fit au contraire arrêter dès l'instant de son débarquement. Il obtint son élargissement sur sa parole, ce qui ne l'empêcha point de s'échapper & de gagner la Nouvelle-York où il a eu de l'emploi sous le Général Howe «.

» Jamais le Congrès ne lui a donné de commission; encore moins le grade de Major-Général, quoiqu'il l'eût sollicité. Mais il n'y a pas eu dans le Congrès une seule voix en sa faveur «.

» Il n'est pas vrai non plus que ce Rogers ait jamais eu aucune conférence ou liaison avec les Sauvages depuis le commencement de la guerre, comme il est dit, page 8, sous le n°. 4 «.

» Le tout est une imposture : vous pouvez l'affirmer hardiment. Il y a assez de témoins qui le certifieront au nombre desquels est votre, &c.

Jhon ADAMS.

L'ÉDITEUR s'est empressé de réparer la faute en publiant la lettre dont M. Adams l'a honoré. Il avoit vu tant de fois, avant l'époque de ces prétendues *résolutions* & *adresse*, les Sauvages employés par l'armée

Angloise , contre les Américains , qu'il lui avoit paru tout simple que ceux-ci eussent usé de leurs secours par représailles. Il doit d'autant plus rendre hommage au caractère de vérité qui se manifeste dans la lettre de M. Adams , qu'il a actuellement sous les yeux des pieces autentiques qui prouvent que le Congrès n'a jamais demandé autre chose aux Sauvages que de rester neutres , & qui viendront à leur date vers la fin de Juin 1776. Quand au Major Rogers , ses mauvais procédés se doivent trouver à leur place dans la suite du Journal. L'Editeur est en général très-obligé à M. Adams de la peine qu'il a bien voulu prendre de le redresser. Cet honorable Député ne pouvoit pas lui marquer d'une maniere plus flatteuse le suffrage qu'il daigne accorder à son travail.

PRISES FAITES A LA MER.

*Vaisseaux pris par les Anglois.*

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus &c.
Le <i>Sea-Nymph</i> , Capitaine Woodhousle, vaisseau Suédois.	Marstrand en Suède. -- Poudre, soufre, sel, &c. Parti le 13 Janvier.	Pour l'Amérique.	Pris par le paquebot le <i>Harriot</i> , Capitaine Spargo.
Cinq bâtimens.	Boston & les Isles Françaises. -- Tabac, farine, mercurein.	. . . . .	Pris par la corvette armée le <i>Hotham</i> .
Un Corsaire Américain de 18 canons.	Sorti de Salem depuis trois mois & ayant fait quatre prises.	. . . . .	Pris par le pî-que de guerre la <i>Fidélité</i> , & envoyé à Madere.
Le <i>Coswell</i> , brigantin, Capitaine Williams.	82 bouçauts de tabac & de la cire d'abeille.	. . . . .	Pris par le Corsaire la <i>Défiance</i> de Guernsey.
Le Corsaire le <i>Hampden</i> , de 18 canons.	.....	.....	Pris par le Capitaine Colpoys, après l'avoir fait échouer sur la côte de la Martinique.
Le <i>Mary</i> & <i>Fanny</i> .	De Williamsbourg en Virginie avec du tabac, valeur, 8,000 liv. sterling.	Bordeaux.	Pris le 30 Avril à 150 lieues du cap Clear par le Comte de <i>Chester</i> , & envoyé à Chester en Angleterre.

# cxxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

<u>Noms &amp; désignations des vaisseaux.</u>	<u>Lieu de leur départ &amp; chargement.</u>	<u>Lieu de leur destination.</u>	<u>Ce qu'ils sont devenus, &amp;c.</u>
---	--	----------------------------------	--

L'escadre de la Virginie a pris du 28 Décembre 1777 au 31 Mars 1778, les vaisseaux François suivans, dont il y en a eu quelques-uns de nommés ou comptés dans les états précédens.

<i>Arc en Ciel.</i>	Balotteries.	.....	{ Pris & détruit par le vaisseau de ligne le <i>Saint Albans.</i>
<i>Comte de Mi-quelon.</i>	Melasses & rum.	.....	
<i>Alexandrine.</i>	Tabac.	.....	<i>Dito.</i>
<i>Dragon.</i>	Tabac.	.....	<i>Dito.</i>
<i>Elégante.</i>	Tabac.	.....	{ Par le <i>Richmond</i> & l' <i>Emerald.</i>
Un Brigantin.	{ Balotteries, vin & sucre. }	.....	{ Détruit par le <i>Saint Albans.</i>
<i>Fortune.</i>	.....	.....	<i>Idem.</i>
<i>Marianne</i>	{ Balotteries & cordages. }	.....	{ Par l'allege de l' <i>Otter,</i>
<i>Le Hardy.</i>	.....	.....	<i>Idem.</i>

# ET DE L'AMÉRIQUE. CXXIX

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus, &c.
<p>Le <i>Vicomte de Vaux</i>, de 26 canons. (Déjà nommé).</p> <p>N. B. Il est parti de France avec un autre nom</p>	Balotteries &c.	Sur ce vaisseau étoit un Officier François avec rang de Major général.	Par le <i>Solebay</i> , le <i>Saint Albans</i> & le <i>Sénégal</i> .
Le <i>Tonnere</i> , de 20 canons.	Balotteries & cordages.	.....	Pris & détruit par le <i>Sénégal</i> .
Le <i>Heñor</i> , de 16 canons.	Balotteries & fel.	.....	Pris par le <i>Richmond</i> & le <i>Sénégal</i> .
<i>Jean Andria</i> , de 16 canons.	Balotteries & cordages.	.....	Pris par le <i>Saint Albans</i> .
Trois bâtimens François dont on ignore les noms.	.....	.....	Pris par le <i>Phœnix</i> & envoyés à New-York.
La <i>Bonne Espérance</i> .	Vaisseau Danois, chargé de fel.	.....	Pris par le <i>Richmond</i> .
La <i>Louise Ulric</i> . (Déjà nommée.)	Vaisseau Suédois chargé de canons de fonte.	.....	Pris par le <i>Sénégal</i> .
La frégate la <i>Virginie</i> , de 30 canons & 159 hommes, armée par 4 Congrès. (Déjà nommée).	.....	.....	Pris par l' <i>Emeralde</i> qui la guettoit depuis 14 mois. -- L' <i>Emeralde</i> l'auroit prise beaucoup plutôt; mais il est sale & a besoin de carene depuis vingt-six mois, ainsi que la plupart des autres frégates Angloises de cette itation.
Vingt petits bâtimens Américains.	.....	.....	.....

# CXXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

La flotte des Isles du Vent , partie de Saint Christophe le 30 Avril , est attendue d'un moment à l'autre en Angleterre.

La frégate la *Proserpine* , de 28 canons , qui a suivi l'escadre du Comte d'Estain à 80 lieues dans le Sud , après le passage du Détroit , a fait en six jours le voyage d'Angleterre à Gibraltar. ( C'est la plus courte traversée dont on se souvienne ) Elle y étoit arrivée le 28 Avril , étant partie de Londres le 22 , cinq jours avant qu'on y eût appris que l'escadre Françoise étoit sortie de Toulon le 13 Avril. Elle a attendu le Comte d'Estain environ vingt jours. Il paroît que sa mission consistoit à le voir sortir , à le suivre pour juger sa route & à venir en rendre compte. Son retour en Angleterre est du 5 Juin. Jusques-là il n'y avoit point d'escadre de partie. Peut-être bien attendoit-on les nouvelles qu'elle a apportées pour décider la route que prendroit l'escadre.

## Vaisseaux pris sur les Anglois.

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus , &c.
Le <i>Nouveau Ducensfield</i> , Capitaine Foyster, & trois autres.	.....		Pris par le Corsaire Américain le Portsmouth & envoyés à Portsmouth de Piscataqua.
Le <i>Lord Dugannon</i> , Capitaine Kirby de Corke pour les Indes Occidentales, & un vaisseau d'Afrique	Pour la Jamaïque, avec 380 Noirs.	.....	Pris par les Corsaires Américains vers la mi-Mars.



# ET DE L'AMÉRIQUE. CXXXJ

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus, &c.
Le Sukey, Capitaine Mitchel.	Afrique, avec 160 esclaves.	.....	Pris par les Américains & conduit à la Martinique.
Le Couple industriel, Capitaine Freemann.	Jamaïque, chargé de rum.	Philadelphie.	Envoyé à Salem.
Un vaisseau.	Londres.	Méditerranée.	Pris par la <i>Revenge</i> , & envoyé à la Corogne.
Le Fly & un sloop.	Grenade, 21 barriques de rum, dix de sucre & six Negres.	.....	Pris par des Américains armés à la Martinique.
Le Sally, Capitaine Parkinson	New-York.	Indes Occidentales.	Pris par un Corsaire Américain de 10 canons & conduit à la Martinique.
L'Expédition, Capitaine Marshall	New-York.	Philadelphie.	Perdu sur les chevaux de frise de la rivière Delaware.
La Marie, Capitaine Preto.	Londres.	Port Mahon.	Pris par la <i>Revenge</i> , Corsaire Américain & conduit à la Corogne.
Le paquebot Carolina, Capitaine Mac-Cullenn.	Corke.	New-York.	Pris à cinq lieues de New-York & conduit à Great Hegg-Harbour.

# CXXXIJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

<u>Noms &amp; désignations des vaisseaux.</u>	<u>Lieu de leur départ &amp; chargement.</u>	<u>Lieu de leur destination.</u>	<u>Ce qu'ils sont devenus.</u>
Le <i>Royal Oak</i> .	Lisbonne.	Terreneuve.	{ Pris le 17 Novembre dernier & envoyé à Boston.
Un brigantin.	.....	.....	{ Pris dans la mer d'Irlande par deux Corsaires Américains, qui l'ont pillé & coulé bas.
Un riche vaisseau.	Bristol.	.....	{ Pris par les mêmes
Un vaisseau.	Jamaïque.	Bristol.	{ Pris par les mêmes à la hauteur du molé de Galway.
Deux Caboteurs.			
L'Expériment, Capitaine Valley.	Pensacola.	Corke.	{ Pris & conduit à Charles-Town Caroline Méridionale.
Le Comte de Sandwich, Capitaine Hutchinson, armé à Whitehaven.	.....	.....	{ Pris par une frégate de 36 canons & conduit à l'Orient. Le Capitaine & l'équipage sont retenus prisonniers à bord.
Le George.	Lisbonne.	Terreneuve.	{ Pris en Décembre & conduit à Boston.
Deux bâtimens de transport armés qui avoient pris le Bredenot, Corsaire de Salem.	.....	.....	{ Pris par deux forts Corsaires Américains.
Le Charming-Betsy, Capitaine Gregory.	Afrique, 450 Negres.	Indes Occidentales	{ Pris près de la Barbade & conduit à la Guadeloupe.
Le Lord Grosvenor, Capitaine Tyler.	D'Oporto.	Pour Chester.	{ Pris par un Corsaire & conduit à Nanres.

L E T T R E.

*D'un Banquier de Londres, à M.\*\*\*  
à Anvers.*

De Londres le 30 Juillet 1778.

**V**ous avez vu, Monsieur, dans l'écrit attribué au Docteur Cooper de Boston pour tracer un plan de conduite aux peuples de l'Amérique, que l'Amérique se félicitoit d'avoir aujourd'hui un gouvernement plein de vigueur, & que l'administration de la justice étoit régulière & impartiale sous le régime du Congrès : j'ai encore bien mieux senti le prix d'une assertion si glorieuse pour nos nouveaux alliés, & pour nous si encourageante lorsque je l'ai vue justifiée par des faits authentiques. Ils font trop d'honneur à l'esprit de justice & de vérité qui a présidé à cette grande révolution, il importe trop au repos & à la satisfaction de toute la France, ainsi que des autres alliés que l'Amérique mérite d'avoir, que ces faits soient généralement connus pour que je ne me fasse pas un devoir autant qu'un plaisir de vous les communiquer d'après les actes originaux.

N.º I. *De Charles-Town dans la Caroline Méridionale le 25 Mars 1778.*

» On vient de plaider & de juger à notre Cour d'Amirauté une cause de la plus grande importance pour l'honneur & l'intérêt des Etats-Unis & pour l'honneur de l'Etat de la Caroline en particulier. Il s'agissoit d'une importation indirecte de manufactures Britanniques prohibées par les loix du Congrès. Le rapport du juré dans cette affaire est une preuve convaincante que nulle considération quelconque n'est capable d'engager les Americains à s'écarter ou à se départir en aucune manière des résolutions & des loix du grand Conseil Continental «.

» Voici le fait : il arriva il y a quelques tems dans un des ports de notre Etat un bâtiment commandé par un homme qui faisoit depuis long-tems la traite avec Charles-Town & qui se disoit arrivant de Hollande par Saint Eustache. On croyoit en conséquence que sa cargaison consistoit en manufactures étrangères ; mais bientôt on s'aperçut qu'elle étoit composée de marchandises Britanniques. Il s'éleva sur le champ un murmure parmi les observateurs rigides des résolutions du Congrès. On fit des poursuites contre le bâtiment & la cargaison , réclamés l'un & l'autre par le Capitaine qui d'après les vérifications , s'est trouvé être sujet & habitant de la Grande-Bretagne.

Les poursuites furent dirigées conséquemment aux arrêtés du Congrès pour le règlement du commerce & à un acte de l'assemblée générale de notre Etat pour la capture des vaisseaux & cargaison appartenans à des habitans & sujets de la Grande-Bretagne «.

» Il fut dit dans le procès-verbal que le bâtiment & sa cargaison appartenoint à des habitans ou sujets Britanniques; que les marchandises étoient du crû, du produit ou des manufactures de la Grande-Bretagne ou de quelque pays de sa domination : que la cargaison venoit d'un lieu appartenant à la Grande-Bretagne, & qu'elle avoit été importée en infraction & à l'encontre des arrêtés du Congrès «.

» Le Capitaine, comme seul propriétaire du bâtiment & de la cargaison, réclamoit l'un & l'autre en s'appuyant sur une clause d'un arrêté du Congrès du mois de Mars 1776 (avant la déclaration de l'indépendance) laquelle clause empêche d'étendre l'arrêté précédent à aucun vaisseau apportant des émigrans, des armes, des munitions ou provisions de guerre pour l'usage d'aucune Colonie ou d'aucuns de leurs habitans, partisans de la cause Américaine, ni à de semblables provisions de guerre importées comme effets de pareils émigrans qui veulent s'établir dans quelque Colonie. Le Capitaine allégua qu'il avoit quitté l'Angleterre avec une cargaison de marchandises déclarées

#### cxxxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

pour une Isle Britannique , quoique destinées pour une Isle étrangere , d'où après avoir transporté la propriété de son vaisseau & de sa cargaison à des Hollandois , & après avoir fait de nouveau l'acquisition de cette même propriété, il avoit fait voile pour une autre Isle étrangere où il avoit débarqué une partie de sa cargaison & pris d'autres marchandises en place : qu'ensuite il étoit parti pour la Caroline Méridionale avec l'intention de s'y établir : qu'une partie de la cargaison , ainsi que les douze canons de huit & de dix à bord de son vaisseau , les armes, munitions & autres articles de guerre qui composoient une partie de sa cargaison, avoient été importés pour l'usage de l'Etat de Charles-Town , & qu'il avoit choisi ce moyen pour pouvoir transporter ses biens en Amérique «.

» La plaidoirie qui avoit commencé à dix heures du matin , dura jusqu'à sept heures du soir. Enfin , après beaucoup de discussions savantes de part & d'autre , les Jurés qui s'étoient retirés de la Chambre , & qui étoient restés enfermés pendant une heure , sont revenus & ont déclaré qu'ils jugeoient le vaisseau & la cargaison de bonne prise. Si ce Capitaine est venu réellement avec le dessein de s'établir dans cette Colonie , & non de vendre une cargaison Britannique , il est fâcheux qu'il n'ait point converti son bien en manufactures étrangères & qu'il n'ait

point paru ni par les factures de la cargaison, ni par la nature & la qualité des marchandises, ni par aucune autre circonstance, qu'il avoit pû venir dans cette Colonie d'après le sens littéral & l'intention de la clause qu'il invoquoit pour sa défense «.

» L'auditoire étoit extrêmement nombreux. Il ne s'étoit pas encore présenté, & on ne verra peut-être jamais une cause aussi intéressante pour un Etat naissant «.

» La décision devoit ou consolider les arrêts du Congrès ou bien ouvrir une porte aux artifices de nos ennemis les Anglois pour rendre illusoire les loix les plus salutaires de notre commerce: elle auroit pû être telle qu'elle nous eût fait perdre notre réputation de gens *intègres & vertueux*, aux yeux de tout l'Univers, & qu'elle eût fait échouer tout le système de l'indépendance de l'Amérique «.

» Le jugement a été applaudi généralement: on le regarde comme une nouvelle preuve de la bonne foi & de la sagesse des habitans de cette Colonie, toujours jaloux de leur honneur en qualité de peuple, & attentifs à *remplir inviolablement leurs engagements publics*. Il est à croire que les doutes qui ont fait l'objet de ce jugement, se trouvent maintenant tellement déterminés, que désormais toutes les tentatives, quelque couleur qu'on puisse leur donner, pour éluder les arrêts du Congrès contre l'importation de marchan-

CXXXVII] AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
dites Britanniques, éprouveront le sort qu'elles  
méritent α.

L'AUTRE piece atteste avec quelle fidélité le Congrès entend que ses engagements soient observés , & de quel respect il est rempli pour les droits sacrés de la neutralité, à l'égard des Puissances qui n'ont rien de commun avec la guerre actuelle.

#### N.º II. *Proclamation du Congrès général.*

D'autant que le Congrès a reçu des informations & des plaintes , » qu'il avoit été exercé des violences par des vaisseaux Américains armés sur des Nations neutres, en faissant des vaisseaux appartenans à des sujets & ayant pavillon de ces mêmes Nations & en faisant des captures de vaisseaux ennemis pendant que ceux-ci étoient sous la protection de côtes neutres, ce qui est contraire à l'usage & à la coutume des Nations α : afin que des actes de piraterie aussi inexcusables, qui couvriroient d'opprobre le caractère national de ces Etats , puissent être prévenus efficacement à l'avenir, le Congrès a jugé a propos de statuer d'enjoindre & d'ordonner, ainsi qu'il statue, enjoint & ordonne par ces présentes à tous les Capitaines, Commandans, autres Officiers & gens de mer appartenans à aucuns vaisseaux Américains armés, de se conduire strictement en



tous points , conformément à la teneur de leurs commissions , & aux instructions & résolutions du Congrès ; particulièrement de respecter scrupuleusement les droits des puissances neutres & les usages & coutumes des nations civilisées , & de ne s'aviser sous aucun prétexte quelconque de prendre ou de saisir aucuns vaisseaux ou bâtimens appartenans à des Sujets de Princes ou de Puissances alliés avec ces Etats-unis , à moins que ces vaisseaux ou bâtimens n'ayent des marchandises de contrebande à leur bord ou des troupes destinées pour nos ennemis : aussi dans ce cas , de se conformer aux stipulations renfermées dans les Traités qui subsistent entre lesdits Princes ou Puissances & ces Etats ; & de ne prendre , saisir ou piller aucuns vaisseaux ou bâtimens de nos ennemis lorsqu'ils se trouveront sous la protection de Côtes , de Nations , ou de Princes neutres , sous peine de punitions proportionnées , & d'être contraints à donner satisfaction pour toutes especes de dommages & intérêts par forme de réparation dont ils seront responsables en leurs personnes & biens. De plus ledit Congrès arrête & déclare par les présentes , relativement à ceux qui contreviendront de propos délibéré à aucun des susdits articles , que si pour ce fait ils sont pris par aucune Puissance étrangere , ils ne seront point regardés comme ayant droit de reclamer la protection de ces Etats , mais

## CXL AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

qu'ils subiront la punition qui pourra leur être infligée, d'après les usages & coutumes des Nations pour de semblables délits.

Donné en Congrès à York dans l'Etat de Pensylvanie, le 9 Mai 1778.

Henri Laurens, Président.

Contresigné, Charles Thomson, Secrétaire.

UN Peuple qui débute dans la carrière du pouvoir, par faire éclater ainsi son amour pour la justice & son attachement aux loix de l'honneur, mérite certainement tous les éloges qu'un noble enthousiasme pour la vertu peut lui donner. Je ne doute point que rempli d'admiration comme vous l'êtes, Monsieur, pour toutes les belles qualités qu'il a développées depuis qu'il existe par lui-même, dans ses efforts pour rappeler l'Angleterre à ses vrais intérêts, dans la vigueur avec laquelle il a su repousser une injuste oppression, dans les loix qu'il s'est données, & enfin dans la fermeté avec laquelle il les fait observer, vous n'applaudissiez aux sentimens de vénération dont l'hommage lui est offert dans l'écrit suivant. C'est un épître dédicatoire, jointe au tome troisième du *Ta-bleau de l'Histoire générale des Provinces-unies*, ouvrage nouveau composé en Hollande par M. A. M. G. & dont il doit se trouver des exemplaires à Paris chez Barrois fils aîné.

*Aux Etats-Unis de l'Amérique.*

» Si les guerres, ces scènes d'horreur & de désolation, peuvent offrir une perspective consolante, c'est lorsqu'au lieu de servir l'ambition & la tyrannie, elles s'élèvent pour terrasser ces monstres affreux & fonder la liberté, le plus grand des biens. Les Pays-Bas ont donné au seizième siècle ce grand spectacle à l'univers : vous le donnez au dix-huitième. La circonstance ne pouvoit être plus favorable, pour vous offrir le tableau d'une révolution que vous ressuscitez avec le même éclat & un succès plus complet & plus rapide (a) ».

» En Europe, les cœurs paroissent s'avilir à mesure que les esprits préconisent davantage la liberté ? Vous seuls nous montrez, sur la surface du globe, la double élévation du cœur & de l'esprit. Vous seuls osez penser & agir en hommes libres. A ce spectacle intéressant les âmes fortes apprennent les ressources de la liberté, l'humanité dégénérée paroît se relever & s'ennoblir ; vos ennemis se troublent & ne se consolent de leurs revers qu'en se flattant d'avoir produit le peuple qui les a causés ».

---

(a) Je fais qu'il y a bien des différences entre les deux révolutions : je ne les compare que pour certains rapports assez frappans qu'elles ont l'une avec l'autre.

## CXLII AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

» Déjà, en partie, ils ont reconnu la légitimité de vos droits & l'imprudence de penser encore à les anéantir. Ils désapprouvent hautement des mesures aussi téméraires que barbares. Ils ont même justifié les Etats qui ont applaudi à vos nobles efforts. En effet, est-ce une démarche inique que de traiter avec une nation indépendante dans le fait ? Est-ce user de perfidie que de se déclarer, après avoir pris les précautions que les exemples que tous les siècles autorisent ? Est-ce menacer les libertés publiques que d'aider des peuples opprimés à défendre la leur ? On verra dans cette Histoire que la fameuse Elisabeth, dans une circonstance à peu près semblable, en agissoit avec moins de franchise & de désintéressement «.

» Si vos ennemis étoient conséquens, s'ils étoient fideles à leurs principes, pour leur gloire & même pour leur intérêt, ils se hâteroiént de vous déclarer indépendans. Au moins, dans leur désespoir, ils auroient eu recours à une résolution plus digne de leur courage & de leur amour pour la liberté (a) «.

» Braves Américains ! je m'applaudirai toujours de n'avoir imaginé une dédicace que pour consacrer mon premier hommage à un peuple aussi respectable. Cette histoire est une

---

(a.) Voyez page 182 de l'Histoire de la fondation des Colonies, chez J. Van Schoonhoven & Compagnie à Utrecht.

nouvelle preuve que vos augustes efforts seront couronnés des plus heureux succès. Un autre eut pû la tracer avec un pinceau plus habile & des couleurs plus brillantes. Mais personne ne pouvoit l'entreprendre avec plus de passion pour la liberté, avec plus d'impartialité & par conséquent l'exécuter d'une manière plus digne de vous.

*J'ai l'honneur d'être, &c.*

JE reçois dans l'instant, Monsieur, une multitude de lettres arrivées en France par les derniers paquebots Américains. Je n'ai que le tems d'en extraire les passages les plus intéressans pour vous donner les informations les plus précises de ce qui s'est passé jusqu'au 2 Juillet dans cette partie du monde. L'affaire de la négociation des Commissaires Britanniques, & son issue méritera sur-tout votre attention.

*Extrait d'une lettre de Trenton le 27 Mai.*

» Les Milices de cet état sont priées de faire désormais une attention particuliere aux signaux, d'autant qu'on s'attend à des mouvemens prochains, de la part de l'ennemi ».

» James Willing, ci-devant habitant de Philadelphie, Capitaine au service des Etats Américains unis, à la tête d'un corps de nos

**CXLIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE**

troupes , á pris possession de la partie de la Floride Occidentale appelée les *Natches* , au nom desdits Etats : il y a arboré leur drapeau & a fait les habitans prisonniers sur leur parole «.

*Extrait d'une lettre écrite du quartier général à Valley-Forge , en datte du 31 Mai.*

» Hier 30 , plusieurs bâtimens de l'ennemi ont descendu à midi la riviere de Delaware , & à la marée du matin leurs troupes ont continué à la traverser au bac de *Cooper*. Ce passage s'est exécuté sous la protection de 3000 hommes , qui sont venus jusqu'à *Germantown*. Comme nous n'avons eu ce matin aucune nouvelle de la ville ni des postes avancés , j'imagine que la pluie qui est tombée la nuit derniere aura interrompu leur traversée. Mais nous nous attendons à chaque moment à apprendre l'évacuation de la ville , & nous nous tenons prêts à marcher «.

*Extrait d'une lettre de Fishkil le 28 Mai.*

» Nous apprenons qu'il n'y a jamais eu à Boston une plus grande abondance de marchandises qu'actuellement , & que les prix en diminuent considérablement ; les modes & les étoffes de France s'y vendent très-bien. Depuis que le gouvernement Anglois a ordonné à ses marchands de nous fermer leurs  
magasins

magasins , d'autres qui ont d'aussi bonnes marchandises qu'eux , nous ouvrent les leurs , & nous ne doutons pas qu'ils ne soient plus reconnoissans de notre pratique «.

» Le Général Wadsworth & M. Hillhouse sont partis de Connecticut chargés de lettres pour le Conseil & l'Assemblée de Boston & des Etats de l'Est afin de savoir les raisons pour lesquelles ils n'ont point satisfait à la recommandation du Congrès , de régler les prix des marchandises &c. conjointement avec les autres Etats «.

*Extrait d'une lettre de Baltimore , le 27 Mai 1778.*

» Suivant mon opinion, les Anglois n'abandonneront Philadelphie que dans six ou huit jours ou peut-être dans dix : il est possible que la ville ne soit évacuée que dans quinze. La destination des troupes Angloises est incertaine. Il est très-probable que les malades , les blessés , les invalides & les femmes iront par eau à Newyork , & que ceux qui se portent bien traverseront les Jerseys pour se rendre à l'Isle Staten. Le Général Howe s'est embarqué dimanche dernier 24. Avant qu'il quittât la ville , Israel Pemberton se rendit chez lui pour lui demander le payement des dommages qu'on a faits à ses biens & qui se montent à plusieurs milliers de livres sterling ; sur le refus que lui fit le Général de

lui donner le moindre dédommagement, il le prévint qu'il étoit déterminé à le suivre à Londres pour réclamer le paiement des pertes qu'il a essuyées. Les Wighs & les Torys ont éprouvé des pertes irréparables dans la ville & dans les environs, lorsque la moindre circonstance l'exigeoit, ou lorsque le caprice des Royalistes se plaisoit à détruire les biens des particuliers. M. Samuel Burge est tellement affecté des pertes qu'il a faites, qu'il en a perdu l'esprit «.

Le lundi 25 au soir, il y eut une assemblée des principaux habitans de la ville ( sans distinction quant aux Sociétés Religieuses ) pour raisonner, dit-on, sur les démarches que l'on devoit faire pour obtenir la faveur & la protection du gouvernement, & de Son Excellence le Général Washington, qui est déjà informé du résultat de leur assemblée; car il est instruit de tout ce qui se passe, & il savoit l'intention où étoit l'ennemi d'évacuer Philadelphie avant que les habitans en eussent le moindre soupçon. — Cette nouvelle n'a été publique que samedi dernier 23, après midi.

Madame..... dit que le bruit & la confusion qui regnoient dans la ville le 25, lui ont presque fait tourner la tête; des charrettes, des traîneaux & des charriots chargés de marchandises & d'ustensiles de ménage tirés par des hommes dans les rues faute de chevaux & conduits vers les quais; des lits, des



caisses, des coffres, des chaises, des tables &c. emportés avec la promptitude & la confusion la plus grande; la joie répandue sur le visage des Wighs, & la consternation peinte sur ceux des Tories. — On me prie de ne point quitter les environs de Philadelphie que l'ennemi ne soit parti. — J'y entrerai alors des premiers. Les Quakers & autres sont courroucés contre l'armée du Roi.

*Extrait d'une lettre d'Annapolis le 5 Juin 1778.*

Nouvelles du Camp du premier Juin.

La brigade de Maxwell s'est mise en marche il y a quelques jours pour Jersey.

On croit que l'ennemi évacuera Philadelphie dans un jour ou deux: l'armée le suivra dans cet ordre.

*Première division.*

Le Major Général Lée: les brigades de Poor, de Varnum & d'Héningdon.

*Deuxième division.*

Le Major Général Mifflin: la première & la deuxième brigade de Pensylvanie & celle ci devant Conway.

*Troisième division.*

Le Marquis de la Fayette: les brigades  
k ij

cxlviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
de Woodford, de Scott & de la Caroline  
Septentrionale.

*Quatrieme division.*

Le Baron de Calb : les brigades de Globber,  
de Patterson & de Learned.

*Cinquieme division.*

Le Lord Stirling : les brigades de Weeden,  
de Mulenburg & la premiere & la deuxieme  
de Maryland.

Le détachement de Jackson entrera dans  
la Ville, où le Général Arnold prendra le  
commandement.

Il nous arrive beaucoup de déserteurs :  
on suppose que les ennemis traverseront les  
Jerseys pour aller à South-Amboy. On dit  
qu'ils ont transporté leurs chariots au bac  
de Cooper. Une personne de Chester ajoute  
que 100 bâtimens ennemis ont descendu la  
riviere au-dessous de Chester, & que le vais-  
seau Amiral étoit avec eux.

*En Congrès, à cinq heures après midi, le  
2 Juin 1778.*

Les nouvelles ci-dessus viennent de quel-  
qu'un qui approche le Général Washington,  
l'on peut compter sur leur authenticité. J'ai  
lu une lettre particuliere de Son Excellence  
à un Membre du Congrès, datée d'hier,  
dans laquelle il marque que l'ennemi évacuera  
bientôt Philadelphie.

*Lettre de M. Samuel Cooper , datée de Boston  
le premier Juin 1778 , à M. Benjamin  
Franklin.*

» Vos amis , MM. Carmichael & Hopker font partis de cette ville le 28 du mois dernier pour se rendre à Yorktown où se tient le Congrès. La veille , qui étoit le jour anniversaire de l'élection des Conseillers , j'ai eu le plaisir de dîner avec eux en public à Faneuil-Hall où l'on a porté les fantés du Roi de France , de son armée , de sa marine & de nos Ambassadeurs à sa Cour. Nous avons assisté à un très bon sermon sur ce sujet dans lequel , ainsi que dans les prières publiques , il a été fait une mention particulière de ce Monarque notre illustre allié. Les François qui étoient parmi nous ont été fort contents des témoignages répétés de respect qui ont été donnés à leur nation «.

» Nous avons vu la déclaration du traité faite par l'Ambassadeur de France , & la sensation qu'il a faite au Roi de la Grande-Bretagne & au Parlement. Ne devoit-on pas croire qu'ils déclareroient la guerre sur le champ ? Mais hélas ! pauvre Angleterre ! Quelle foiblesse ! Quel embarras & quelle irrésolution ! Ce que j'avois prévu est arrivé ; elle craint de s'engager dans une guerre avec la France & les Etats-unis «.

» Je vous ai parlé dans une de mes dernières , de la précipitation avec laquelle les bills

## cl AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

conciliatoires nous avoient été envoyés après une première lecture en Parlement, & des arrêtés vigoureux pris à ce sujet par le Congrès avant qu'il fût un mot de l'alliance. Ces Bills & un troisième, rédigés en actes avec quelques changemens, nous ont été envoyés de Newyork & de Philadelphie avec autant de précipitation. Il y a un an qu'ils auroient pu jusqu'à un certain point nous endormir & même nous diviser. A présent leur seul effet est de faire voir la foiblesse de la Grande-Bretagne «.

» Dans le tems même où l'on mettoit en avant ces propositions d'accommodement, l'ennemi faisoit une incursion subite de Reddy-Island à Warren & à Bristol, & il brûloit, détruisoit & pilloît avec sa barbarie ordinaire autant que pouvoit lui permettre la précipitation de son expédition. Quelle extravagance « !

» Tous les avis se réunissent pour nous confirmer que l'armée Britannique est sur le point d'évacuer Philadelphie ; nous faisons nos dispositions pour l'attaquer sur la rivière d'Hudson. — Je serois charmé que les Anglois fissent une nouvelle campagne dans l'espérance qu'ils retourneront vers le Nord. Si le théâtre de la guerre se rapproche de la Nouvelle Angleterre ; on peut être sûr que notre Milice se rassemblera avec ardeur & même sans solde, & j'espère que ce sera avec le même succès que l'année dernière.

On les verra combattre comme les Restaurateurs de la nation Juive , qui , en rebâtissant leur ville , tenoient une truelle d'une main & une épée de l'autre. C'est ainsi qu'on nous a vu triompher tout à la fois , & de la famine & de l'armée de Burgoyne «.

» Je vous envoie par cette occasion la procédure d'un conseil de guerre dans lequel le Colonel Henkey a été jugé comme très-brave Officier qui a traité les prisonniers de la convention avec beaucoup plus de douceur & d'égards que ne comportoit leur insolence. Je crois d'ailleurs que le courage & la fermeté de ce Colonel ont prévenu des soulevemens qui pouvoient être dangereux. C'est pour faire voir à toute la terre la douceur & l'équité extraordinaires des Américains vainqueurs , qu'on a accordé à Burgoyne un conseil de guerre : on lui a procuré l'occasion qu'il cherchoit avec ardeur de déployer son talent oratoire dans un tribunal Américain , & comme *Plaideur dans les fers*. C'étoit une situation bien désagréable pour un Général Anglois , & une pauvre consolation pour un vaincu. La carrière cependant lui fut ouverte , & il se montra aussi éloquent Avocat que bon Général. J'aurois eu pitié de lui s'il n'eût pas été aussi cruel envers nous , & s'il n'eût pas outragé le Colonel Henkey & mon pays , quoiqu'il nous ait les obligations les plus essentielles. Son procès est accompagné de la copie imprimée d'une constitution qui nous

## clij AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

avoit été proposée , & qui a été rejetée dans une très-nombreuse assemblée de cette ville comme elle doit l'être dans beaucoup d'autres pour toutes sortes de raisons , sur-tout parce que dans l'opinion des villes maritimes la représentation est trop inégale , tandis que suivant d'autres villes elle est trop égale , de maniere qu'il faut que nous allions comme nous sommes , & que nous attendions de meilleurs tems pour perfectionner notre gouvernement «.

*Etat du chargement du naviré, la Duchesse de Grammont , arrivé à Portsmouth dans la nouvelle Hampsphire au commencement de Juin 1778.*

13,433 habits complets de Soldat.

13,000 paires de bas.

80,000 livres pesant de cuivre.

32 futailles de pierres à fusils.

2 petites pieces d'artillerie de fonte.

1500 fusils de rampart.

775 mousquetons.

800 paires de pistolets.

1400 paires de fonte.

100 cartouches.

100 selles.

} pour la  
Cavalerie.

176,200 bouchons de Liège distribués parmi les fusils , &c.

Le tout pour le compte du Congrès , dont le premier achat en France est d'environ 800,000 liv. tournois.

RÉPONSE du Congrès aux Commissaires du Roi  
de la Grande-Bretagne, le 11 Juin.

Lecture faite d'une lettre du mardi 9 de ce mois, adressée au Congrès par le général Washington, avec une incluse à lui écrite le même jour par le général Chevalier Henri Clinton, pour l'informer que le Comte de Carlisle, William Eden, & le gouverneur Johnstone, tous trois du nombre des Commissaires pour le rétablissement de la paix entre la Grande-Bretagne & l'Amérique, sont arrivés à Philadelphie, & demandent un passeport pour le Docteur Ferguson leur Secrétaire, & d'une lettre desdits Commissaires au Congrès, le tout accompagné de la réponse du général Washington, par laquelle il s'est excusé d'accorder le passeport demandé jusqu'à ce qu'il fût les intentions du Congrès,

Ordonné que l'examen de ces pieces sera renvoyé à un Comité de trois.

Le 12.

Le Comité auquel avoit été renvoyée la lettre écrite le 9 par le général Washington, & les papiers y joints, a fait son rapport, lequel pris en considération, & après un débat,

Arrêté qu'il seroit sursis à la délibération.

Le 13.

Le Congrès ayant repris de nouveau en considération les affaires de la veille, pendant les débats est arrivé un exprès avec une lettre écrite le 11 par le général Washington, dont il fut fait lecture, ainsi que d'un paquet qui renfermoit, avec d'autres papiers, une lettre signée *Carlisle, William Eden, George Johnstone*, datée de Philadelphie le 9 Juin 1778, & adressée à son Excellence *Henri Laurens, Président, & aux autres Membres du Congrès*; laquelle lettre ayant été lue jusqu'à ces mots,

» L'insidieuse interposition d'une Puissance qui, depuis le premier établissement de ces Colonies, s'est toujours laissée guider par la haine commune qu'elle nous porte, & non-obstant la prétendue date ou la forme actuelle des offres de la France «

inclusivement, la lecture en fut ici interrompue, & une motion fut portée pour qu'on n'allât point plus avant, attendu l'offense faite par ces expressions de la lettre, à Sa Majesté Très-Chrétienne.

Sur quoi, s'étant élevé des débats,

Ordonné qu'il seroit sursis aux délibérations sur la motion. — Et le Congrès s'ajourna au Lundi 15 pour dix heures.

Le 15 après-midi.

Le Congrès reprit en considération la mo-



ET DE L'AMÉRIQUE. clv  
tion relative à la lettre des Commissaires du  
Roi de la Grande-Bretagne. — Après les  
débats, on s'ajourna au 16 pour dix heures.

Le 16.

Le Congrès reprit en considération la motion relative à la lettre des Commissaires du Roi de la Grande-Bretagne; & après avoir sursis à cet examen,

Il fut fait une motion pour que la lettre des Commissaires du Roi de la Grande-Bretagne restât sur le Bureau, — & ladite motion passa à la négative.

Sur une autre motion, il fut arrêté, — que lecture seroit faite de la lettre & des papiers qui l'accompagnoient. — En conséquence, il fut fait lecture de la lettre du 9, & d'une autre datée de Juin 1778, signées l'une & l'autre *Carlisle*, *William Eden*, *George Johnstone*, ainsi que d'un écrit intitulé: *Copie de la Commission pour le rétablissement de la paix &c. au Comte de Carlisle, au Lord Vicomte Howe, au Chevalier Guillaume Howe, ou en leur absence, au Chevalier Henri Clinton, à William Eden, & à George Johnstone.* Il fut fait lecture aussi de trois actes du Parlement Britannique, l'un desquels intitulé, *Acte pour révoquer un acte passé dans la quatorzième année du regne de Sa Majesté, intitulé Acte pour mieux régler le Gouvernement de la baye de Massachusetts dans la Nouvelle-Angleterre.* — Les deux autres étant les mêmes que les

clvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
bills déjà publiés : voici le contenu des lettres.

*A son Excellence Henri Laurens, Président, & autres Membres du Congrès.*

MESSIEURS,

» Pressés par le désir le plus ardent d'arrêter l'effusion du sang & les calamités de la guerre, nous vous adressons le plus tôt qu'il nous est possible, après notre arrivée en cette Ville, une copie de la Commission dont Sa Majesté a bien voulu nous honorer, ainsi que les actes du Parlement sur lesquels elle est fondée. Et en même tems que nous vous assurons que nous n'avons rien plus à cœur que de rétablir sur la base d'une liberté égale & d'une sûreté mutuelle, la tranquillité de ce pays, autrefois heureux ; vous observerez que nous sommes munis de pouvoirs suffisans pour cet objet, & dont l'étendue n'a même point d'exemple dans les annales de notre Histoire. «

» Dans l'état actuel de nos affaires, quoique les deux parties soient remplies de regrets mutuels, nous pouvons cependant goûter quelque consolation, & même former un heureux augure, en nous rappelant que dans notre Empire & dans beaucoup d'autres, on a vu une réconciliation & une affection cordiale succéder à des altercations & divisions passagères non moins violentes

que celles que nous éprouvons aujourd'hui. «

» Notre intention n'est point de revenir sur des objets qui ne sont plus matieres de discussion, & nous attendrons le tems convenable, pour nous occuper tant de l'espoir des avantages mutuels, que de la considération des maux, qui peuvent naturellement contribuer à déterminer vos résolutions ainsi que les nôtres, dans une occasion aussi importante. «

» Les actes du Parlement, que nous vous remettons, ayant passé avec une singuliere unanimité, ils vous prouveront suffisamment les dispositions de la Grande-Bretagne, & ils vous feront voir que les termes d'arrangement en contemplation avec Sa Majesté & avec le Parlement, ne restent point au dessous de tous les vœux que l'Amérique a pu former, soit dans une délibération tranquille, soit au milieu des plus vives appréhensions pour sa liberté. «

» Pour vous démontrer avec d'autant plus d'efficacité nos bonnes intentions, nous n'hésitons point à déclarer, même dès cette premiere ouverture, que nous sommes disposés à concourir à tout arrangement juste & satisfaisant pour établir, entr'autres, les points suivans :

» De consentir à une cessation d'hostilités, tant sur mer que sur terre ;

» De rétablir une communication libre de faire revivre l'affection mutuelle, & de renou-

veller les avantages communs de la naturalité dans les différentes parties de cet Empire ;

» De faire jouir le commerce de toute la liberté que nos intérêts respectifs peuvent demander ;

» De convenir qu'aucunes forces militaires ne seront entretenues dans les différens Etats de l'Amérique septentrionale, sans le consentement du Congrès général ou des assemblées particulières ;

» De concourir aux opérations nécessaires pour acquitter la dette de l'Amérique , & pour y relever le crédit & la valeur du papier en circulation ;

» De perpétuer notre union par une députation réciproque d'un ou de plusieurs Agens de la part des différens Etats , avec le privilège de séance & voix dans le Parlement de la Grande-Bretagne ; ou , relativement à ceux qui seroient envoyés de la Grande - Bretagne , avec pareille séance & voix dans les assemblées des différens Etats , vers lesquels ils pourroient être respectivement députés , avec charge de veiller aux différens intérêts de ceux par qui ils auroient été envoyés. «

» D'établir, enfin , le pouvoir des législatures respectives dans chaque Etat , de régler son revenu , & son établissement civil & militaire , & d'exercer une liberté parfaite de législation & de Gouvernement intérieur ; de

forte que les Etats Britanniques dans toute l'Amérique septentrionale, agissant avec nous en paix & en guerre sous un Souverain commun, puissent avoir la jouissance irrévocable de toutes les espèces de privilège qu'il est possible d'avoir, quand il n'y a point une séparation totale d'intérêts, ou qui puissent se concilier avec cette union de forces de laquelle dépend la sûreté de notre Religion & de notre liberté commune. «

» Dans notre anxiété pour le maintien de ces intérêts essentiels & sacrés, nous ne pouvons nous dispenser de parler de l'insidieuse interposition d'une Puissance qui, depuis le premier établissement de ces Colonies, s'est toujours laissé guider par la haine commune qu'elle nous porte. Et nonobstant la prétendue date ou la forme actuelle des offres de la France.

(ICI ON CESSA LA LECTURE, comme il a dit été plus haut.)

à l'Amérique Septentrionale, il est pourtant notoire que ces offres ont été faites sur la connoissance des plans d'accommodement antérieurement concertés dans la Grande-Bretagne, & dans la vue d'empêcher notre réconciliation & de prolonger cette guerre destructive «.

» Mais nous osons croire que les habitants de l'Amérique Septentrionale, unis à nous par les liens les plus étroits de la consanguinité, parlant la même langue, intéressés au maintien d'institutions semblables dans les

## CLX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

deux pays , s'ils se rappellent l'ancienne correspondance de bons offices qui faisoit le bonheur mutuel , & s'ils oublient les animosités récentes , rejetteront loin d'eux l'idée de servir d'accroissement aux forces d'un ci-devant ennemi commun , & préféreront une *coalition* ferme , libre & perpétuelle avec la Mere-Patrie , à une alliance étrangere que la nature reprouve & qui ne peut point être sincere «.

» La présente dépêche vous sera remise par le Docteur Ferguson , Secrétaire de la Commission de Sa Majesté , & pour parvenir à de plus amples éclaircissemens & discussions de tout sujet de difficultés , nous demandons à vous voir , soit collectivement , soit par députation , à New-York , à Philadelphie , à York-Town ou en tel autre lieu que vous pourrez proposer. Nous croyons qu'il est à propos cependant de vous informer que les instructions de Sa Majesté , ainsi que notre propre desir de nous écarter du siege actuel de la guerre , ne pouvant prendre aucune part active dans ses opérations , peuvent nous porter à nous retirer promptement à New-York ; mais le Commandant en chef des troupes de terre de Sa Majesté , qui nous est associé dans cette commission , concourra avec nous , si ce parti paroïssoit préférable , à une suspension d'hostilités , ou bien nous fournira tous les passe-ports & sauf conduits nécessaires , pour faciliter une entrevue ; &  
on

on attendra, comme cela est naturel, la même chose de votre part ».

» Si après le tems qui doit être nécessaire pour délibérer sur cette ouverture, & pour nous faire passer votre réponse, les horreurs & les dévastations de la guerre continuoient encore, nous prenons Dieu & l'univers à témoins que les maux qui en résulteront ne doivent point être imputés à la Grande-Bretagne; & ce n'est qu'avec le cœur pénétré de la douleur la plus réelle & la plus vive, que nous envisageons l'affreüse perspective des calamités, que nous desirons si ardemment de prévenir ».

Nous sommes avec (perfect respect) tout le respect possible.

*Messieurs,*

Vos très-obéissants & très-humbles  
serviteurs,

Carlisle.

W. Eden.

G. Johnstone.

A Philadelphie le 9 Juin 1778.

*A Son Excellence Henri Laurens, Président  
& autres Membres du Congrès.*

MESSIEURS.

» La dépêche incluse, a été portée ce  
Tome XI. l

clxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

matin au poste le plus près de l'armée du Général Washington , par le Docteur Ferguson , Secrétaire de la Commission de Sa Majesté , pour le rétablissement de la paix , &c. mais comme il n'y a point trouvé de passe-port , il est revenu ici ; c'est pour éviter tout délai inutile que nous envoyons de nouveau la susdite dépêche par la voie ordinaire de vos postes militaires. Aussi-tôt que le passe-port sera arrivé , le Docteur Ferguson se rendra auprès de vous , conformément à notre premier arrangement.

Nous sommes avec tout le respect possible.

*Messieurs, &c.*

A Philadelphie — Juin 1778.

*Ordonné* que ces lettres seront renvoyées à un Comité de cinq.

*Même jour après midi.*

Le Comité auquel ont été renvoyés les lettres & papiers du Comte de Carlisle , &c. Commissaire de la part du Roi de la Grande Bretagne , a fait rapport d'un projet de lettre , lequel ayant été lû.

*Arrêté* que l'examen dudit projet seroit remis à demain.

17 Juin.

Le Congrès a repris l'examen du projet de lettre , en réponse à la lettre & aux papiers



reçus du Comte de Carlisle, &c. Commissaire de la part du Roi de la Grande Bretagne, & ledit projet a été unanimement agréé. Voici son contenu.

*A leurs Excellences le très-Honorable Comte de Carlisle, le Sieur William Eden, & le Sieur George Johnstone, Commissaires de la part de Sa Majesté Britannique, de présent à Philadelphie.*

» J'ai reçu la lettre de vos Excellences en date du 9 de ce mois, avec les incluses, & je les ai mises sous les yeux du Congrès. Aucun autre motif que le plus sincere desir d'arrêter l'effusion du sang humain, n'a pû nous porter à lire un papier, contenant des expressions si offensantes envers Sa Majesté très-Chrétienne, le puissant & bon Allié de ces Etats, ainsi qu'à considérer des propositions si attentatoires à l'honneur d'une nation indépendante. «

» Les Actes du Parlement Britannique, la Commission de votre Souverain, & votre lettre supposent les peuples de ces Etats sous la domination de la Couronne de la Grande Bretagne, & sont fondés sur une idée de dépendance qui est entierement inadmissible. «

» J'ai ordre en outre d'informer vos Excellences que le Congrès est porté à la paix, malgré l'injustice des prétentions qui ont donné naissance à cette guerre, & la maniere barbare dont elle a été conduite. En consé-

clxiv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

quence le Congrès est tout prêt à entrer en pour parler pour un Traité de paix & de commerce, qui se concilie avec les Traités déjà subsistans, lorsque le Roi de la Grande Bretagne se montrera dans des dispositions sinceres à cet effet. L'unique preuve solide qu'il puisse donner de ces dispositions, consiste dans une reconnoissance explicite de l'indépendance de ces Etats, ou dans le rappel de ses armées de terre & de mer. »

J'ai l'honneur d'être,  
DE VOS EXCELLENCES,

Le très humble & très-obéissant serviteur,

Signé, par ordre du Congrès d'une voix unanime. HENRI LAURENS, Président.

*A York-Town le 17 Juin 1778.*

*Arrêté unanimement que la Congrès approuve la conduite du Général Washington dans le refus qu'il a fait d'un passeport pour le sieur Ferguson.*

Publié par ordre du Congrès.

Charles THOMSON.

*Lettre d'un Américain aux Imprimeurs de la Gazette de Pensylvanie.*

Je suis fâché pour le Gouverneur Johnstone qu'il ait imaginé d'écrire des lettres par-

ET DE L'AMERIQUE. clxv

ticulieres dans ces Etats au sujet de la commission publique , & je respecte autant que je le dois l'ordre du Congrès qui défend une correspondance particuliere avec l'ennemi ; mais je crois rendre un service réel à mes concitoyens en mettant sous leurs yeux les lettres suivantes. La réponse a été écrite immédiatement après la lettre du Gouverneur Johnstone , mais elle n'a point été envoyée à sa destination. Cependant la croyant trop précieuse pour être perdue, j'ai déterminé mon ami le Président à permettre qu'elle fut publiée avec la lettre qui lui a donné lieu. Je vous les envoie pour cet objet , & suis Messieurs , &c.

*A York-Town le 17 Juin 1778.*

W. H. Drayton.

( *Lettre particuliere.* )

De Philadelphie le 10 Juin 1778.

*Mon cher Monsieur.*

» Je vous prie de vouloir bien traiter mon ami le Docteur Ferguson avec l'amitié & les égards que mes amis MM. Manning & Osvald vous demandent pour moi. C'est un très-honnête homme , & qui jouit de la plus grande réputation dans la république des lettres «.

» Si vous suivez l'exemple de la Grande-

clxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Bretagne dans les moments de son insolence & que vous nous renvoyiez sans nous écouter, j'espère, d'après nos liaisons particulières, qu'il me sera permis de voir le pays & les dignes personnages qui le font respecter de tout l'univers: j'en ferai la demande de la manière que vous l'indiquerez.

Je suis avec la plus parfaite considération.

*Mon cher Monsieur.*

Votre très-humble & très-obéissant serviteur.

Geo. Johnston.

*A Son Excellence Henri Laurens, au Congrès.*

*D'York-Town, le 14 Juin.*

*Mon cher Monsieur.*

« J'ai reçu hier la lettre dont vous m'avez honoré, en date du 10, & je vous remercie de m'avoir fait passer celles de mes chers & dignes amis MM. Oswald & Manning. Si le Docteur Fergusson eût été le porteur de ces papiers, j'aurois certainement eu pour ce particulier tous les égards & toute la considération que les tems & les circonstances peuvent permettre ».

« C'est à la Grande-Bretagne à juger si ses Commissaires retourneront en Angleterre sans avoir été entendus par les Députés des Etats-unis, ou s'ils renoueront amitié avec

les habitans en général & resteront parmi nous aussi longtems qu'il leur plaira «.

» Vous êtes indubitablement informés des seules conditions auxquelles le Congrès peut traiter pour parvenir à cette heureuse fin; & quoique je ne vous écrive ici que comme particulier, je ne crains point de vous annoncer avec la plus parfaite assurance que le Congrès ne se départira jamais de ces conditions, même en supposant la continuation des hostilités, & quand même par une suite des fureurs de la guerre, le bon peuple de ces Etats seroit forcé à commencer un traité à l'Ouest des (a) montagnes. Permettez-moi d'ajouter, Monsieur, comme mon humble sentiment que dans l'état actuel de notre contestation, la Grande-Bretagne, trouveroit son intérêt réel à confirmer notre indépendance «.

» Le Congrès n'a point eu de momens d'insolence, mais supposer qu'il soit actuellement moins ferme qu'il ne l'étoit, dans un tems où, dépourvus de tous secours étrangers, & n'ayant même aucun espoir d'alliance, lorsque dans un jour de jeune & d'humiliation publique, aux pieds des Autels du Très-Haut, il s'est promis & a arrêté de n'entrer en aucune conférence ou traité avec aucuns Commissaires de la part de la Grande-Bretagne à

---

(a) Il parle des montagnes qui bordent la Pensylvanie. L'Ouest des montagnes est le pays des Sauvages.

clxviij    AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

moins, qu'au préalable, elle ne commençât par retirer ses flottes & ses armées, ou qu'en termes exprès & positifs, elle reconnût l'indépendance de ces états, ce seroit supposer une chose que toute raison condamneroit «.

» Dans d'autres tems, Monsieur, je me croirai très-honoré de vous accompagner en Personne, & je contribuerai de mon mieux à vous rendre agréables toutes les parties de vos Etats; mais jusqu'à ce qu'il soit établi entre nous une base de confiance mutuelle, en crois, Monsieur, qu'aucune ancienne jeison, ni autre considération ne peut engager le Congrès à consentir, que même le <sup>g</sup>eouverneur Johnstone, malgré tout ce qu'il Gêrite d'estime de la part de l'Amérique, entre dans le pays. Je n'ai qu'une seule voix; mais de la donneroïis pour m'y opposer. Je vous supplie cependant, mon cher Monsieur, de s'en point conclure, que je manque en ce point à l'affection que je dois à d'anciens amis qui m'ont procuré l'honneur d'être pour ce moment en correspondance avec vous, ni que je perde de vue les sentimens d'estime & de considération personnelle qui vous sont dus, Monsieur, de la part de votre très-obéissant & très-humble serviteur *Henri Laurens*, à l'honorable George Johnstone, de présent à Philadelphie «.

*Commission du Roi.*

GEORGE III, par la grace de Dieu,

Roi de la Grande-Bretagne, DE FRANCE & d'Irlande, Défenseur de la foi, &c.

A notre amé & féal Cousin & Conseiller Frédéric Comte de Carlisle, Chevalier du très-ancien Ordre du Chardon, notre amé & féal Cousin & Conseiller Richard Lord Vicomte Howe, de notre Royaume d'Irlande, notre amé & féal Chevalier William Howe, Chevalier du très-honorable Ordre du Bain, Lieutenant-général de nos armées, Général & Commandant en chef de toutes & chacune de nos forces employées, ou devant être employées dans nos Colonies de l'Amérique Septentrionale, sur l'Océan atlantique, depuis la Nouvelle Ecosse, au Nord, jusqu'à la Floride occidentale, au Sud, l'une & l'autre inclusivement, William Eden, l'un de nos Commissaires pour le Commerce & les Plantations; & George Johnstone, Capitaine de notre Marine Royale, Salut :

COMME, dans & par notre Commission & nos Lettres-Patentes sous notre grand sceau de la Grande-Bretagne, en date du 6 Mai, ou environ, de la seizième année de notre Règne, excités par le plus sérieux desir de délivrer tous nos Sujets, & toutes les parties des Domaines appartenans à notre Couronne, des calamités de la guerre, & de les reprendre de nouveau sous notre protection & bienveillance, Nous avons nommé & commis notre très-féal & amé Cou-

clxx AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

fin & Conseiller Richard Lord Vicomte Howe, de notre Royaume d'Irlande, & notre féal & amé William Howe, aujourd'hui Chevalier William Howe, Chevalier du Bain, Major-général de nos forces, & Général de nos forces dans l'Amérique Septentrionale seulement, & chacun d'eux, conjointement & séparément, pour être nos Commissaire & Commissaires, à cet égard, pour accomplir & exécuter tous les pouvoirs & autorités exprimés, dans & par ladite Commission & Lettres-Patentes, & confiés & commis à eux, & à chacun d'eux, selon la teneur desdites Lettres-Patentes, & des instructions ultérieures qu'ils recevront de tems à autre, sous notre cachet, ou propre signature, pour avoir, tenir, exécuter & posséder ledit office & place, offices & places, de notre Commissaire & Commissaires, ainsi qu'ils y sont mentionnés, avec tous les droits, appartenances en dépendans, ensemble avec tous & chacun les pouvoirs & autorités qui y sont accordés audit Lord Vicomte Howe & Général William Howe, & à chacun d'eux, pour & durant notre vouloir & bon plaisir, & pas plus long-tems, de la manière & dans la forme exprimée, comme il paroîtra plus amplement & plus pleinement dans & par notredite Commission & nosdites Lettres-Patentes, en tant qu'elles y ont rapport, entre autres diverses choses qui y sont contenues. Et comme pour appaiser & éteindre les diverses jalousies & appré-



ensions de danger pour leurs libertés & droits, qui ont allarmé plusieurs de nos Sujets dans les Colonies, Provinces & Plantations de New-Hampshire, Massachusets's Bay, Rhode-Island, Connecticut, New-York, New-Jersey, Pensilvanie, avec les trois Bas-Comtés sur la Delawarre, Maryland. Virginie, Caroline Septentrionale, Caroline Méridionale & Georgie, & pour une manifestation plus complete de nos justes & gracieuses intentions & de celles de notre Parlement, de maintenir, & d'assurer tous nos sujets dans la claire & parfaite jouissance de leurs libertés & droits, il est statué, entre autres choses, dans & par un certain acte fait & passé dans cette présente session du Parlement, intitulé » acte pour autoriser Sa Majesté à nommer des Commissaires, avec pouvoir suffisant pour traiter, consulter & convenir sur les moyens d'appaier les désordres actuellement subsistants dans quelques-unes de nos Colonies, Plantations & Provinces de l'Amérique Septentrionale, « qu'il pourra être & sera permis à Sa Majesté de tems à autre, par Lettres-Patentes sous le grand sceau de la Grande-Bretagne, d'autoriser, & de charger de pouvoirs, cinq personnes capables & suffisantes, ou trois d'entre elles, de faire & exécuter tels actes & telles choses, & d'employer & exercer leur autorité & leurs pouvoirs; ainsi qu'ils sont mentionnés, exprimés

clxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

& créés dans ledit acte concernant cet objet. Et comme nous désirons sérieusement de porter à une pleine & parfaite exécution les divers objets justes & gracieux & ci-dessus mentionnés;

Sachez à présent, que Nous avons révoqué & annullé, & par les présentes, Nous révoquons & annullons notredite Commission & nos Lettres Patentes, & tous & chaque pouvoir, autorité, clause, article & choses y contenues. Sachez de plus que mettant notre confiance particuliere en votre sagesse, fidélité, diligence, & circonspection dans la conduite des affaires qui seront commises à votre charge, Nous avons nommé, choisi, constitué & établi, & par les présentes, nous nommons, choisissons, constituons & établissons, vous, ledit Frédéric Comte de Carlisle, Richard Vicomte Howe, Chevalier William Howe, William Eden, George Johnstone, ou trois d'entre vous, pour être nos Commissaires à ce sujet, & exercer tous & chacun les pouvoirs & autorités qui vous sont remis & confiés par les présentes, à vous, ledit Frédéric Comte de Carlisle, Richard Vicomte Howe, Chevalier William Howe, William Eden, George Johnstone, ou à trois d'entre vous, & de faire & exécuter ainsi toutes autres choses & affaires qui vous sont par les présentes, ordonnées, & commises à vos soins, pendant notre vouloir & bon plaisir,

& pas plus long tems, suivant la teneur de nos présentes Lettres Patentes & de nos autres instructions ultérieures que vous recevrez de tems à autre, sous notre cachet royal, ou sous notre propre signature. Et c'est notre volonté royale, & notre bon plaisir, & par les présentes, Nous vous autorisons, chargeons de pouvoirs, & requérons, vous, ledit Frédéric Comte de Carlisle, Richard Vicomte Howe, Chevalier William Howe, William Eden, George Johnstone, ou trois d'entre vous, de traiter, consulter & convenir avec tel corps politique & corporation, ou avec telle ou telles assemblées d'hommes, ou encore avec telle ou telles personnes que vous, ledit Frédéric Comte de Carlisle, Richard Vicomte Howe, Chevalier William Howe, William Eden, George Johnstone, ou trois d'entre vous, qui serez jugés suffisans pour ce qui concerne leurs griefs ou plaintes de griefs existants, ou supposé existants dans le Gouvernement de chacune des Colonies, Provinces, ou Plantations, ci-dessus mentionnées, respectivement, ou dans les Loix & Statuts de ce Royaume, relatives à toutes lesdites loix ou à telles d'entr'elles, ou concernant aucuns impôts ou contributions qui devront être fournis par aucune desdites Colonies, Provinces, ou Plantations respectivement, pour la défense commune de ce Royaume & des domaines y appartenans: & concer-

nant tous autres réglemens, arrangemens, matieres & objets, nécessaires ou convenables pour notre honneur & pour celui de notre Parlement, & pour le bien commun de nos Sujets. Et telle est notre volonté & bon plaisir, que tout règlement, arrangement, matiere & objet qui aura été convenu entre vous, ledit Frédéric Comte de Carlisle, Richard Vicomte Howe, le Chevalier William Howe, William Eden, George Johnstone, ou trois d'entre vous, & telles personnes, ou Corps politiques, comme ci-dessus, que vous, ou trois d'entre vous, aurez jugés capables ou suffisans pour entrer dans une telle convention, sera pleinement & distinctement mis en écrit & rendu authentique par les signatures & cachets de vous ou de trois d'entre vous d'un côté, & sous telles signatures & cachets de vous, ou de trois d'entre vous, que l'occasion exigera, & qui pourront être convenables au caractère & à l'autorité du Corps politique ou de toute autre personne qui aura fait ladite convention; & ces instrumens rendus authentiques de la sorte, seront envoyés par vous ou par trois d'entre vous à l'un de nos principaux Secrétaires d'Etat, pour être mis sous les yeux de notre Parlement à l'effet de recevoir ratification ultérieure & plus parfaite, & jusqu'au moment de cette ratification, aucun de ces réglemens, provisions, matiere ou chose, n'aura aucune force ou efficacité, ni

ne pourra être mis à exécution au-delà des bornes prescrites ci-après. Et nous vous autorisons ultérieurement par les présentes, vous Frédéric Comte de Carlisle, Richard Vicomte Howe, Chevalier William Howe, William Eden, & George Johnstone, ou trois d'entre vous, à ordonner & proclamer de tems à autre, suivant que vous ou trois d'entre vous, le jugerez convenable, une cessation d'hostilités de la part de nos forces par mer ou par terre, pour tel tems & sous telles conditions, restrictions ou autres qualifications que, d'après votre prudence vous trouverez nécessaires, & à révoquer & annuler ces ordres & proclamations de la même manière & dans la même forme. Et c'est ultérieurement notre volonté & bon plaisir, & nous enjoignons & ordonnons par les présentes à tous nos Officiers & Ministres civils & militaires, & à tous autres affectionnés Sujets, quels qu'ils soient, d'observer & d'obéir à toutes ces proclamations respectivement. Et en conséquence ultérieure dudit acte du Parlement & des stipulations y renfermées, Nous vous autorisons par ces présentes, vous Frédéric Comte de Carlisle, Richard Vicomte Howe, Chevalier William Howe, William Eden, & George Johnstone, ou trois d'entre vous, à suspendre, par une proclamation munie de vos signatures & cachets respectifs, de tems à autre, suivant que vous le jugerez convenable, l'opération & l'effet d'un

certain acte du Parlement fait & passé dans la seizième année de notre regne, pour défendre tout commerce & liaison avec de certaines colonies & plantations y énoncées & pour les autres objets y mentionnés pareillement, ou aucune des stipulations ou restrictions y contenues, & à spécifier dans ladite proclamation dans quel tems & dans quels lieux respectivement, & avec quelles exceptions & restrictions, moyennant quels passeports & certificats, en place de ceux prescrits jusqu'à présent par aucun acte ou actes du Parlement, pour régler le commerce des colonies & des plantations, ladite suspension devra avoir lieu, & à annuler & revoquer, en la même manière & forme, lesdites suspension & proclamation. Et Nous vous autorisons ultérieurement par les présentes, vous Frédéric Comte de Carlisle, Richard Vicomte Howe, Chevalier William Howe, William Eden, & George Johnstone, ou trois d'entre vous, à suspendre de tems à autre, comme vous le jugerez à propos, dans aucuns lieux, & pour tel tems que ce soit renfermé dans la durée dudit premier acte, l'opération & l'effet d'aucun acte ou actes du Parlement, qui ont été passés depuis le 10 Février 1763, & qui concernent aucunes de nos Colonies, provinces ou plantations susdites dans l'Amérique septentrionale, en tant qu'ils ont rapport à icelles ou à aucune d'icelles, ou l'opération & l'effet d'aucune

d'aucune clause ou d'aucune stipulation, ou d'autres objets contenus dans ces actes, en tant que ces clauses, stipulations ou objets ont rapport à aucunes desdites Colonies, provinces ou plantations. Et Nous vous autorisons par les présentes ultérieurement, vous Frédéric Comte de Carlisle, Richard Vicomte Howe, Chevalier William Howe, William Eden & George Johnstone, ou trois d'entre vous, à accorder un pardon ou des pardons à tel nombre ou classes de personnes desdites Colonies, provinces ou plantations. Et Nous vous autorisons ultérieurement par les présentes, vous Frédéric Comte de Carlisle, Richard Vicomte Howe, le Chevalier William Howe, William Eden & George Johnstone, ou trois d'entre vous, à nommer & constituer de tems à autres dans aucunes de nos Colonies, provinces ou plantations susdites respectivement, où nous avons été en usage ci-devant de nommer & constituer un Gouverneur, par aucun instrument muni de vos signatures & cachets, ou des signatures & cachets de trois d'entre vous, une personne propre à être le Gouverneur & Commandant en chef dans aucune de ces Colonies, Provinces ou Plantations respectivement, pour tenir & exercer ledit office de Gouverneur & de Commandant en chef dans & pour aucune de ces Colonies, Provinces ou Plantations respectivement, avec tous les pouvoirs & l'autorité qu'aucun Gouverneur de pareille Pro-

clxxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
vince, nommé ci-devant par Nous, peut  
avoir exercé, en une maniere & forme aussi  
ample & aussi complete que si un semblable  
Gouverneur & Commandant en chef avoit  
été nommé & constitué par nos Lettres-  
Patentes ou Commission; & à cet effet, s'il  
est nécessaire, de révoquer & anéantir toutes  
Commissions ou Lettres-Patentes ci-devant  
accordées pour nommer un tel Gouverneur  
& Commandant en chef; d'autant que par  
certaines Lettres-Patentes scellées de notre  
grand sceau, ayant pour date le vingt-neu-  
vième jour d'Avril dans la quinzième année  
de notre regne, Nous avons constitué &  
nommé vous, ledit Chevalier William Howe,  
pour être Général & Commandant en chef  
de toutes & chacune nos forces employées  
ou à employer dans nos Colonies de l'Amé-  
rique septentrionale, situées sur l'Océan At-  
lantique, depuis la nouvelle Ecosse au Nord  
jusqu'à la Floride occidentale au Sud, l'une  
& l'autre inclusivement, pour avoir, tenir,  
exercer & jouir de ladite place pendant tout  
le temps qu'il nous plaira & que ce sera no-  
tre volonté; & dans le cas où vous, ledit  
Chevalier William Howe, seriez par Nous,  
ou de quelque autre maniere, mis hors d'état  
d'exercer ledit commandement, notre volon-  
té & bon plaisir y mentionné, a été que le  
même commandement, avec tous les pou-  
voirs, droits & privilèges contenus dans  
cette notredite commission, fussent dévolus



à tel Officier portant notre commission qui aura le rang immédiatement après vous Chevalier William Howe. Et d'autant que notre fidele & bien aimé le Chevalier Henri Clinton, Chevalier du très-honorable Ordre du Bain, Lieutenant Général de nos Troupes, & Général des Troupes de notre armée en Amérique seulement, porte actuellement notre commission, & a le rang immédiatement après vous ledit Chevalier William Howe; faisons sçavoir que notre volonté ultérieure & bon plaisir sont, & nous ordonnons par la présente, que dans le cas où ledit commandement mentionné dans lesdites Lettres-  
Patentes écheroit, en conséquence de ce, audit Chevalier Henri Clinton, tous & chacun, les pouvoirs & autorités remis par les présentes & confiés à vous ledit Chevalier William Howe, cesseront sur le champ, & les susdits pouvoirs & autorités, & chacun d'eux, seront de ce moment confiés par la suite & remis, & par les présentes nous les confions & remettons audit Chevalier Henri Clinton pour user des mêmes pouvoirs & autorités, & les exercer, faire, & exécuter toutes les autres affaires & choses comme ci-dessus dans une aussi pleine & ample étendue & forme & nulle autre, que vous ledit Chevalier William Howe êtes, par les présentes, autorisés à user & exercer, faire, effectuer & exécuter les mêmes pouvoirs & autorités. Et Nous requérons & comman-

CLXXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
donc à tous les Officiers Civils & Militaires,  
& à tous autres nos Sujets bien-aimés quel-  
conques de vous aider & assister, vous  
ledit Frédéric Comte de Carlisle, Richard,  
Vicomte Howe, Chevalier William Howe,  
William Eden, & George Jonhstone, dans  
l'exécution de notre présente Commission, &  
des pouvoirs & autorités qui y sont con-  
tenus. Pourvu toutefois, & Nous déclarons  
& ordonnons par les présentes que les divers  
offices, pouvoirs & autorités qui sont par  
elles accordés, cesseront, seront sans effet,  
& deviendront entièrement nuls, le premier  
de Juin 1779, quand même nous ne l'aurions  
pas alors révoqué & annullé par un autre  
acte. En témoignage de quoi, Nous avons  
fait publier les présentes Lettres. Signé par  
Nous, à Westminster, le 13 Avril, dans la  
dix-huitième année de notre Regne.

Par le Roi lui-même,  
Y O R K E.

*Pour vraie copie,*

ADAM FERGUSON, Secrétaire.

*Observations d'un Membre du Congrès sur la  
lettre des Commissaires & la commission  
du Roi.*

A leurs Excellences le Comte de Carlisle,  
William Eden, & George Johnstone,  
Commissaires Britanniques.

» Comme en conscience je ne puis donner

ET DE L'AMÉRIQUE. cxxxj

que quelques momens à une correspondance avec Vos Excellences, je me flatte que vous excuserez la maniere brusque dont je débute avec vous, & les observations que je me permets «.

» Votre lettre du 9 de ce mois au Congrès, votre commission & les actes du Parlement Britannique sur lesquels elles sont fondées, sont devenus le sujet de la conversation générale, & font rechercher sous combien de différens points de vue elles sont insidieuses, & totalement étrangères à l'objet de votre négociation ostensible. Quoique le Congrès ne puisse pas condescendre à examiner en détail vos propositions, cependant je me flatte que, portés comme vous êtes, au rétablissement de la paix, vous voudrez bien m'honorer un moment de votre attention, d'autant que Vos Excellences sont autorisées à entendre des particuliers «.

» Dans votre lettre du 9 de ce mois, le Gouverneur Johnstone a signé cette assertion; » malgré la prétendue date ou la forme actuelle des offres de la France à l'Amérique Septentrionale, il est cependant notoire qu'elles ont été faites sur la connoissance des projets d'accommodement concertés antérieurement dans la Grande Bretagne, comme aussi dans la vue d'empêcher notre réconciliation & de prolonger cette guerre destructive «.

» Le 5 Février, dans la Chambre des Communes, le Gouverneur Johnstone a aussi

# clxxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

signé cette autre assertion. » J'ai eu avis & j'ai de fortes raisons de croire que l'administration fera au Parlement dans quatre ou cinq jours une proposition qui peut servir de base à une réunion. Je n'en fais point au vrai les détails, néanmoins comme j'apprends que quelques préliminaires sont partis depuis peu de la France, je crois qu'il ne peut être désobligeant pour l'un ou pour l'autre pays, de vous donner connoissance de cette proposition qu'on a en vue, afin que vous vous puissiez servir de votre prudence pour ne rien faire à la hâte avec une puissance étrangère »

» Les préliminaires mentionnés par le Gouverneur Johnstone, comme partis depuis peu de France, étoient dans ce moment-là à la mer avec M. Simeon Deane & même depuis quelques semaines, Ils portoient ce qui suit, d'autant que Sa Majesté Très Chrétienne avoit résolu de reconnoître notre indépendance, & de conclure avec nous un traité d'amitié & de commerce : que dans ce traité on ne tireroit point avantage de notre situation actuelle, pour obtenir de nous des conditions qui, sans cette circonstance, pourroient ne point nous convenir, Sa Majesté desirant que ledit traité une fois conclu fut durable, & que l'amitié respective des deux nations, subsistât éternellement; ce qu'on ne pouvoit espérer qu'autant que le même avantage qu'elles auroient trouvé l'une & l'autre à former

cette alliance , les engageroit encore à la continuer : que l'intention de Sa Majesté étoit donc que les conditions du traité fussent telles que nous pourrions le souhaiter , si notre Etat établi depuis long tems jouissoit de toute la plénitude de sa force & de sa puissance , & qu'elles fussent de nature à nous satisfaire également , quand ce tems sera venu «.

» Que le Roi Très-Chrétien étoit bien déterminé , non - seulement à reconnoître , mais encore à soutenir notre indépendance , par tous les moyens qui seroient en son pouvoir : qu'en agissant ainsi , il ne se dissimuloit point que son royaume seroit peut-être bientôt engagé dans une guerre & dans toutes les dépenses , risques & pertes qui l'accompagnent ordinairement : que cependant Sa Majesté n'attendoit de notre part aucun dédommagement pour cet objet ; & qu'elle ne prétendoit pas non plus nous faire entendre que ce fût uniquement notre intérêt qu'elle avoit en vue , puisque indépendamment des avantages réels qu'elle nous procureroit à nous & à notre cause , il étoit notoirement de l'intérêt de la France que le pouvoir de l'Angleterre fût diminué par notre séparation d'avec cette puissance : que de plus Sa Majesté Très-Chrétienne , si elle s'engageoit dans une guerre avec l'Angleterre à notre sujet , n'entendoit pas même exiger que nous ne

CLXXXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
fissions point une paix séparée pour nous  
mêmes, dans le cas où l'on nous feroit des  
propositions utiles & avantageuses : que la  
seule condition requise par Sa Majesté Très-  
Chrétienne, & sur laquelle elle comptoit,  
étoit que, *dans aucun traité de paix avec*  
l'Angleterre, nous ne renoncerions à notre  
indépendance pour retourner sous l'obéis-  
sance de ce gouvernement «.

M. Gérard annonça au nom de Sa Majesté  
Très-Chrétienne ces préliminaires aux Com-  
missaires Américains à Paris, le 16 Décembre  
dernier. En conséquence de ces préliminaires,  
le traité de Paris, entre l'Amérique & la  
France, fut effectivement signé le 6 Février  
1778. Il est constant que ce fut le 19 Février  
que le Lord North fit les propositions au  
Parlement pour une réunion avec l'Améri-  
que «.

Deux points résultent de cet état des  
faits; il s'ensuit d'abord que les deux asser-  
tions signées par le Gouverneur Johnstone,  
se contredisent l'une l'autre en termes directs;  
en second lieu, que loin que les offres de la  
France aient été faites sur la connoissance des  
projets d'accommodement concertés dans la  
Grande Bretagne, ce sont tout au contraire ces  
projets d'accommodement qui ont été concertés sur  
la connoissance des offres de la France, puisque  
les offres de la France ont été faites le 16  
Décembre. Le Gouverneur Johnstone (lié

avec l'administration) dit expressément, le 5 Février, qu'il ne savoit alors aucunes particularités du plan d'accommodement. Le 6 Février, les offres de la France furent effectuées par un traité; & ce ne fut que le 19 Février que quelque projet d'accommodement fut communiqué au Parlement Britannique. Cependant Vos Excellences ne se font point scrupule, même dans votre première adresse au Congrès d'établir une assertion reconnue notoirement fausse. Je ne vous accuse point d'une fausseté préméditée. Le peuple jugera comme il voudra. En tout cas cette conduite de votre part l'avertit d'être toujours sur ses gardes à votre égard.

Après avoir ainsi vengé l'honneur de notre bon & grand allié le Roi de France, permettez moi de parler de vos propositions au Congrès.

Vos Excellences nous offrent une place pour nos Représentans dans votre Parlement. Heureusement pour nous, nous sommes trop bien informés du petit rôle qu'y jouent les Représentans Ecossois; pour espérer que les Représentans Américains, lorsqu'ils y seront admis y jouissent de la moindre considération, & que l'Amérique puisse tirer quelque avantage de cette représentation.

Vous proposez, comme une alternative, d'envoyer un Agent à nos assemblées; mais comme nous sommes sûrs que ce ne seroient que des espions que vous nous enverriez, ou

clxxxvj    **AFFAIRES DE L'ANGLETERRE**

*des Agens pour acheter nos voix ; nous ne nous soucions pas d'avoir de pareilles gens parmi nous.*

Vous proposez de concourir aux opérations tendantes à acquitter les dettes de l'Amérique ; cela ne se peut faire , sans le risque de notre indépendance , & sans que l'on impose quelque sorte de restriction sur notre commerce ; ainsi nous éprouverions nécessairement une diminution de nos propres facultés pour l'acquittement de ces dettes. Nous savons que vous ne pouvez pas payer les dettes de votre Nation , par conséquent nous ne pouvons pas espérer que vous veuilliez ou que vous desiriez même éteindre une partie des nôtres. Nous voulons & nous pouvons payer nos dettes sans votre concours ou votre aide. Votre offre ne présente donc qu'un secours que vous êtes dans l'impuissance de donner.

Vous proposez de donner au commerce toute la liberté que nos intérêts respectifs peuvent requérir. Est-ce que nous ne savons pas que vous avez un penchant naturel à monopoliser le commerce ? Ignorons - nous que votre intérêt & le nôtre , en matière de commerce , sont directement opposés. Il est de votre intérêt que notre commerce soit limité , & il nous importe que notre commerce soit illimité ; ainsi nous différons , *totò cælo*.

Vous proposez une cessation d'hostilités ;



## ET DE L'AMÉRIQUE. clxxxvij

retirez vos forces de terre , & les hostilités cesseront aussi-tôt sur terre. Vous n'avez aucun sujet d'être inquiets pour une cessation d'hostilités à la mer ; sur cet élément , c'est nous qui avons tout à craindre de votre part. Si vos intentions sont droites , pourquoi différez-vous de faire ce que vous paroissez désirer , & dont l'exécution dépend entièrement de vous ?

Telles sont vos principales offres en détail. *Qu'elles ont peu de valeur à nos yeux !*

Vous nous offrez tout , à l'exception de l'indépendance. Si vous parlez sérieusement , *combien peu doit nous importer une pareille liaison ?* Vos Excellences veulent-elles bien un moment voir avec moi la Grande-Bretagne & l'Amérique sous un même Souverain , la souveraineté dans la Grande-Bretagne , & l'Amérique jouissant des pouvoirs du Gouvernement, l'indépendance exceptée. Voyons ce qui en résultera.

L'Amérique faite pour constituer par elle-même un Empire , doit naturellement arriver à la souveraineté. Après en avoir goûté une fois , elle cherchera sans cesse à en jouir de nouveau. Après avoir acquis par les armes un certain pouvoir , toujours l'indépendance exceptée , elle croîtra en crédit & en facultés tendantes à l'indépendance , ce qui augmentera son desir de devenir indépendante. Ses succès antérieurs lui inspireront plus de confiance , & lui donneront plus

clxxxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

d'espérance; l'expérience la rendra sans cesse soupçonneuse sur les intentions de la Grande-Bretagne.

D'après cela, ayant en main les pouvoirs, à l'exception seulement de l'indépendance, elle sera toujours disposée à faire valoir ses droits, sur-tout n'ayant point perdu de vue l'état de foiblesse où elle étoit au commencement imprévu de la guerre actuelle. Dans une situation aussi effrayante, le plus léger dessein, le plus petit accident, le moindre soupçon ou mécontentement de part ou d'autre, ne peut manquer de rompre avant quelques années, le foible fil par lequel vous proposez de tenir l'Amérique sous la domination de la Grande-Bretagne. Et cette domination qu'il est question d'acquérir, & qui ne doit cependant tenir qu'à un fil aussi foible, mérite-t-elle une nouvelle campagne? Un tel projet peut-il exister dans la tête de tout homme honnête, & qui ait le sens commun?

Mais en admettant que vos offres soient ce qu'elles ne sont pas, c'est-à-dire extrêmement avantageuses à l'Amérique, sentez-vous combien vos pouvoirs sont insuffisans pour l'accommodement dont il s'agit. Le célèbre Lord Abingdon présente cette affaire sous le point de vue le plus clair. Dans sa très-humble protestation à ce sujet, il s'exprime ainsi: » De quelque chose que conviennent les Commissaires & le Congrès,

cette convention n'aura nul effet jusqu'à ce qu'elle soit confirmée par le Parlement; or c'est donner trop d'avantage au Parlement, en ce qu'il saura ce que le Congrès fera, & trop de désavantage au Congrès, en ce qu'il ne saura pas ce que le Parlement confirmera, pour que cette inégalité dans les positions ne mette pas un obstacle à l'accommodement. « Si l'Amérique entre en arrangement avec vous, voyez quelle en peut être les conséquences. Vos Excellences doivent convenir *qu'il est de notre devoir de les éviter.*

Nous avons fait un traité solennel avec la France. L'objet de ce traité est l'établissement de notre indépendance. Si nous traitons avec vous sur le pied de dépendance, nous manquons dès l'instant même de parole à la France, nous perdons pour toujours toute espèce de crédit auprès des nations étrangères, & nous nous ôtons *ipso facto* tout espoir de secours du dehors. Dans cette situation, *nous serons absolument à votre merci.* Votre Roi, vos Ministres & votre Parlement peuvent refuser de ratifier nos engagements, parce qu'ils ont le pouvoir de le faire. Le Gouverneur Johnstone a long-tems & habilement plaidé la cause de l'Amérique. Aujourd'hui il vient chez nous pour nous inviter à nous abandonner à la justice & à la miséricorde de nos ennemis les plus injustes & les plus vindicatifs; ennemis qui pendant

## CXC AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

une longue suite d'années, ont usé à notre égard des plus basses supercheries, & nous ont calomniés dans toute l'Europe; ennemis qui ont fait mourir de faim nos compatriotes, devenus leurs prisonniers, après les avoir chargés d'outrages lorsqu'ils étoient vivans & en leur pouvoir; ennemis qui ont excité les Sauvages leurs alliés à massacrer nos Fermiers, misérables vieillards sans armes & sans défense, & à égorger leurs femmes & leurs enfans; ennemis qui ont saccagé notre pays, brûlé nos Villes, & qui pour nous assujettir ont armé le fils contre le père, le serviteur contre le maître, & le frère contre le frère; ennemis qui ont remué l'enfer même pour effectuer leur projet sanguinaire & tyrannique; ennemis livrés totalement à la corruption, dénués de vertu publique, sourds à la voix de la justice & aux cris de l'humanité. Est-il possible d'espérer que de pareils ennemis, après la dissipation de tant de millions, après la perte d'une si grande quantité de leur propre sang, après toutes les disgrâces que leurs armes ont essuyées, après les insultes qu'ils ont été forcés d'endurer de la part des nations étrangères en s'acharnant à notre destruction, après les secousses violentes & allarmantes que notre résistance a occasionnées jusques dans les fondemens de l'Etat Britannique: peut-on, dis-je, espérer que *ces ennemis ainsi provoqués*, lorsque nous serons rentrés sous leur domination, voudront bien ra-

ET DE L'AMÉRIQUE. cxcj

tifier les conventions de Vos Excellences, à l'exception de l'indépendance, & se contenteront de nous assujettir par un fil aussi foible que celui d'une toile d'araignée. *Timeo Danaos & dona ferentes.*

L'Amérique est indépendante *de fait & de droit*. Elle conservera son état aux dépens de la dernière goutte de son sang. Il est inutile que vous sollicitiez ce que vous n'avez pu obtenir par la force de vos armes, même lorsqu'elles étoient toutes-puissantes. Bientôt votre position ne sera plus la même. L'Amérique est plus capable que jamais de soutenir la guerre. Notre résolution est prise ; les horreurs & les dévastations de la guerre, dont vous nous menacez à la fin de votre lettre, ne nous épouvantent point. La France a reconnu notre indépendance. Les grandes Puissances de l'Europe nous contemplent avec plaisir : nous comptons sur notre courage & sur la protection du Ciel. Nous continuerons d'être indépendans, tant que nous continuerons d'être fermes. Adieu.

W. H. D.

*A York-Town, le 17 Juin 1778.*

Ces observations sont de M. William Henri Drayton, Député au Congrès pour la Caroline Méridionale.

*Autres Observations pareillement d'un Membre  
du Congrès, aux Comte de Carlisle, Lord Vi-  
comte Howe, le Chevalier William Howe,  
(ou en son absence au Chevalier Henri Clinton)  
William Eden & George Johnstone.*

Féaux & amés serviteurs du Roi votre  
Maître, dignes objets de ses complaisances.

Comme vous êtes envoyés en Amérique  
pour l'objet exprès de traiter avec tout corps  
& tout être quelconque, vous voudrez bien  
pardonner cette lettre de la part de quelqu'un  
qui rougiroit de flatter même ses amis. C'est  
pourquoi si vous daignez jeter les yeux sur  
ce qui suit, vos chastes oreilles n'ont point  
à craindre d'être blessées par le langage de  
l'adulation, langage que vous méprisez.

J'ai vû votre très-élégante & très-admi-  
rable lettre à son Excellence Henri Laurens  
Président, & autres Membres du Congrès.  
Comme cette Assemblée a jugé que vos pro-  
positions ne méritoient pas qu'elle leur don-  
nât une attention particulière, il pourra être  
en quelque sorte satisfaisant pour votre cu-  
riosité, & ce sera peut-être un moyen de  
consoler des négociateurs si mal reçus ;  
que quelqu'un des individus de ce vaste conti-  
nent ait la complaisance de vous faire con-  
noître les sentimens de l'Amérique ; senti-  
mens que votre bon sens naturel vous a fait  
sans doute deviner, & qu'on n'expose ici  
que

que pour vous convaincre que , malgré les moyens d'instruction qui nous manquent dans ces extrémités du monde , la connoissance de nos droits , l'attention à nos intérêts , & un respect religieux pour la dignité de la nature humaine , nous ont au moins appris les vrais principes qui doivent régler notre conduite , & qui la régleront en effet.

Vous débutez par les doucereuses expressions d'humanité , & du desir le plus sincere de rétablir la paix & la tranquillité. On ne pouvoit pas imaginer un préliminaire plus agréable aux Américains. Notre amour pour la paix s'est assez manifesté par le sacrifice même de nos libertés que nous avons offert à votre Prince. Quant à l'humanité , c'est un sentiment que les barbaries exercées par vos armes n'ont pû encore déraciner de nos cœurs.

Vous nous apprenez que vos pouvoirs ont une étendue qui est sans exemple dans les Annales de votre Histoire ; & l'Angleterre , la malheureuse Angleterre se ressouviendra avec la douleur la plus amere , que ces pouvoirs ont été rendus inutiles par une conduite sans exemple dans les annales de l'humanité. Si le Roi votre Maître eût daigné prêter l'oreille aux prieres de plusieurs millions d'hommes , il ne vous auroit pas envoyés comme il l'a fait. Si la modération eût été même inconnue à la Puissance que nous étions fiers d'appeller notre *Mere Patrie* , sa dignité dans son éclat n'auroit pas péri sous elle.

## CXCIV AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

Vous nous dites que toutes les parties peuvent tirer quelque degré de consolation, & même former un heureux augure en se rappelant, &c. C'est ce que nous souhaitons très-sincèrement pour l'amour de *toutes les parties*. L'Amérique même subjuguée se seroit consolée par le sentiment de sa vertu. Elle eût mis son espoir, comme elle le met encore, dans la bonté de sa cause & dans la justice du Tout-Puissant. Voilà des sources d'espoir & de consolation que ni le tems, ni les hasards ne peuvent altérer ou enlever.

Vous parlez des avantages mutuels & de la considération des maux qui doivent naturellement déterminer nos résolutions. Quant au premier objet vous savez trop bien que nous n'avons aucun avantage à attendre d'une union avec vous ; & c'est une vérité si notoire que je croirois faire injure à votre sagacité si je m'appliquois à la démontrer. Quant à l'autre point, il seroit à souhaiter que vous eussiez fait voir dans votre conduite autant de délicatesse que vous en montrez dans vos sentimens. Mais des hommes qui aiment sincèrement la liberté, dédaignent de s'occuper de la considération de tous les maux auxquels il faut se soumettre pour l'obtenir. C'est encore une chose que vous ne pouvez ignorer. Si vous ne trouvez pas cette vérité dans vos propres cœurs, vous l'apprendrez dans les *Annales de votre Histoire*. Car dans ces Annales les traits de cette espèce ne sont



pas au moins sans exemple. Mais si ces traits ne suffisoient pas, nous vous exhorterions à ouvrir un livre encore plus clair, & ce livre c'est le courage indompté de l'Amérique.

Vous dites aussi que les actes du Parlement ont été passés avec une *unanimité singulière*; & c'est une chose que nous ne prétendons point révoquer en doute. Vous me permettez, Messieurs, d'observer que les raisons de cette unanimité sont très-bien assignées dans le rapport d'un comité du Congrès du 22 Avril dernier, & dont il est question dans une lettre du Congrès au Lord Vicomte Howe & au Chevalier Henri Clinton.

Vous êtes déterminés à consentir à une cessation d'hostilités tant par mer que par terre. Il est difficile pour des gens aussi grossiers que les Américains de juger si c'est sérieusement que vous faites cette proposition, ou si vous n'avez d'autre dessein que de vous moquer de leur simplicité. En supposant néanmoins que vous ayez trop d'élevation dans l'ame pour ne voir qu'un objet d'amusement dans une affaire d'une si grande importance pour l'Amérique, & qui n'est peut-être pas même absolument triviale aux yeux de ceux qui vous ont envoyés; je vous donne ma parole d'honneur que, si vous reconduisez vos troupes en Angleterre où avant peu votre Prince en aura certainement besoin, nous ne les y suivrons jamais. Nous n'avons pas une humeur si romanesque ni si

## CXCVJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

belliqueuse , & la Ville de Londres ne nous inspire pas une vénération assez profonde pour commencer une croisade dans l'unique vue de posséder cette *terre sainte*. Ainsi vous devez être bien sûrs que les hostilités cesseront par terre. Mais ce seroit la plus grave des insultes à votre esprit national de supposer que vous desiriez un semblable armistice sur mer. Les événemens de la guerre & l'état si florissant de votre commerce , malgré nos foibles efforts pour l'interrompre , prouvent clairement que vous pouvez nous exclure de la mer, *de la mer qui est votre Empire*.

Vous offrez de rétablir la libre communication , de faire revivre l'affection mutuelle , & de renouveler les avantages communs de la naturalité. Lorsque vos compatriotes devenus sages à leurs dépens , auront appris à connoître leurs véritables intérêts , ils nous trouveront très-disposés à admettre toute la correspondance qui est nécessaire pour les objets de commerce , & qui subsiste ordinairement entre les différentes nations. Mais quant au retour de l'affection réciproque , c'est la chose impossible. Nous vous pardonnons de tout notre cœur ; mais il n'est pas dans la nature des choses que vous nous pardonniez. Vous nous avez fait trop de mal. Il nous seroit aisé de vous rapporter à cette occasion quelques traits assez récents de la barbarie la plus révoltante , horreurs dont les troupes de Sa Majesté Britannique ont bien voulu partager l'opprobre avec celles de ses généreux

& fideles alliés les Senecas, les Onondagas & les Tufcaroras.

Mais nous craindrions de blesser l'oreille délicate d'un (a) courtifan, par le récit de ces scènes dégoûtantes. D'ailleurs ce seroit affliger les sentimens d'humanité qui, comme vous l'observez, vous ont déterminé à ces ouvertures, que de rappeler ces victoires brillantes d'une soldatesque effrenée, sur des hommes sans armes, renfermés dans des villages sans défense; leurs dévastations inutiles, les meurtres qu'ils ont commis de sang froid; ou de remettre sous vos yeux ces scènes de carnage, où de barbares sauvages ont déployé toute la férocité de leur caractère. Tous ces traits enchanteurs de l'humanité britannique, ne peuvent que rallumer dans nos cœurs cette affection de préférence que nous avons autrefois éprouvée pour tout ce qui portoit le nom d'anglois. Quant aux avantages réciproques de naturalité, c'est un objet que nous regardons avec la plus suprême indifférence. Quelques-uns de nos riches concitoyens, pourront par la suite aller en Angleterre ou à Rome, pour y voir les ruines de ces augustes temples où la Déesse de la Liberté avoit autrefois son culte. Il est douteux que ces voyageurs re-clament, comme un *avantage*, leurs droits de naturalité dans l'un ou l'autre de ces pays. D'un autre côté, ceux de vos sujets que le bras de fer de l'oppression forcera de cher-

---

(a) Le Lord Carlisle.

cxcvijj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
cher un refuge parmi ceux qu'ils persécutent  
actuellement, seront certainement admis *aux*  
*avantages de la naturalité*. Nous travaillons à  
préparer un asile à l'humanité, & nous re-  
grettons, Messieurs, que les circonstances ne  
vous permettent pas de concourir à un ou-  
vrage aussi conforme à votre caractère & à vos  
dispositions.

Mais de plus, vos Excellences disent :  
» Nous concourrons à étendre toutes les  
espèces de liberté de commerce, que nos  
intérêts respectifs pourront exiger. « Mal-  
heureusement il existe entre ces intérêts, une  
petite différence qu'il ne vous auroit pas été  
facile de concilier, si les membres qui com-  
posent le Congrès eussent été disposés à ris-  
quer leurs têtes en prêtant l'oreille à des con-  
ditions qui sont traitées, ainsi que j'ai l'hon-  
neur de vous l'assurer, avec un mépris inex-  
primable, par tout honnête *Whig* en Amé-  
rique. La différence dont je veux parler, c'est  
qu'il est de votre intérêt d'usurper le mono-  
pole de notre commerce, & que c'est le nôtre  
de commercer avec toute la terre. Il est vrai  
qu'il peut y avoir un moyen de couper ce  
nœud gordien, que peut être aucun homme  
d'état n'auroit l'esprit de dénouer. En laissant  
au Parlement de la Grande Bretagne, le droit  
de déterminer ce que requierent nos intérêts  
respectifs, il pourroit étendre ou circonscire  
la liberté du commerce, suivant son bon  
plaisir, sur ce qu'il pourroit appeller nos inté-

*vôtres respectifs* : mais je suis bien sûr que ce ne seroit point à notre *satisfaction mutuelle*. Votre » désir ardent d'arrêter l'effusion du sang & les calamités de la guerre « , vous conduiront donc , après de plus mures réflexions , à reprouver un plan qui n'engendreroit que de la discorde , & qui , avant vingt ans révolus , ameneroit une nouvelle expédition aussi extravagante que la première , de l'autre côté de l'océan atlantique , & quelques années après , une commission de même nature à peu près que celle dont il a plu à Sa Majesté de vous honorer.

« Nous ne pouvons refuser notre admiration à la générosité de sentimens qui vous porte à promettre » qu'aucunes forces militaires ne seront entretenues dans les différens Etats de l'Amérique septentrionale , sans le consentement du Congrès général ou des assemblées particulières. « La seule marque de reconnaissance que nous puissions donner pour une condescendance si exemplaire , est d'assurer vos Excellences , ainsi que j'ose le promettre solennellement au nom de mes concitoyens , qu'aucunes forces militaires ne seront entretenues dans les différens Etats de l'Amérique septentrionale , sans le consentement du Congrès général , & celui des *Législatures* de chacun de ces Etats. Ainsi vous ferez en sorte que les forces du Roi votre maître soient retirées ; car je puis vous assurer , sans risque de me tromper , que le

CC AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

Congrès n'a point consenti , & que probablement il ne consentira point , qu'elles y soient conservées. «

» Vous nous avez fait aussi , sans en être priés , l'offre de concourir aux succès des opérations propres à l'acquittement de la dette de l'Amérique , & à relever notre crédit & la valeur de notre papier en circulation. « Si par-là Vos Excellences entendent qu'elles solliciteront des places dans le département de nos finances , je puis vous assurer , comme je le fais avec (*perfect respect*) tout le respect possible , qu'il faudra de bien fortes recommandations. En effet , les Anglois n'ayant point encore pris les mesures nécessaires pour liquider leur propre dette , & relever le crédit & la valeur de leur papier en circulation , mais étant au contraire en bon train d'augmenter l'une , & de détruire entièrement l'autre , vous sentirez aisément que des financiers de cette nation auroient la plus mauvaise grace à se présenter pour mettre nos affaires de finances sur un meilleur pied. » Vous nous proposez un moyen » pour perpétuer notre union. « Mais il ne seroit point mal auparavant d'établir cette union , & c'est ce que vous ne pouvez faire qu'en acceptant le Traité de paix & de commerce qui vous est offert par le Congrès. *Un tel Traité* , j'ose vous l'assurer , dureroit autant qu'il seroit possible à vos Ministres de ne point violer la foi des Nations.

Quant à votre offre , pour me servir de votre propre langage , dont l'inexactitude , vu l'importance du sujet , ne doit point causer de surprise , ou au moins peut s'excuser ; quant à votre offre enfin , » d'établir le pouvoir des *législatures* respectives dans chaque Etat particulier , de régler son revenu , son établissement civil & militaire , & d'exercer une liberté parfaite de législation & de Gouvernement intérieur , de sorte que les Etats Britanniques dans toute l'Amérique Septentrionale , agissant avec vous , en paix & en guerre , sous un Souverain commun , puissent avoir la jouissance irrévocable de toute espèce de privilège , qu'il est possible d'avoir sans être totalement séparé d'intérêts , ou qui se concilie avec cette union de forces , de laquelle dépend la sûreté de notre religion & de notre liberté communes , « permettez-moi , Messieurs , de vous assurer que l'autorité des *législatures* respectives de chaque Etat , est déjà très-pleinement établie , & sur les fondemens les plus solides. Elle est établie sur la liberté parfaite de la législation , & sur une administration vigoureuse dans le Gouverneman intérieur. Pour l'article des réglemens du revenu , & de l'établissement civil & militaire , ce sont des affaires du moment pour lesquelles les diverses *législatures* ont la compétence suffisante.

J'ai aussi le plaisir de féliciter Vos Excellences sur ce que le pays pour l'intérêt du-

ccij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

quel vous vous êtes exposés aux hasards & aux fatigues d'un voyage très-désagréable, afin de régler son gouvernement, ses revenus, son administration, &c. pour lequel vous vous êtes engagés dans une négociation plus désagréable encore que le voyage, à en lui-même d'abondantes ressources pour défendre sa liberté actuellement, & jouir un jour d'un revenu dont la source sera intarissable. Comme les Etats de l'Amérique Septentrionale sont dans l'intention de posséder la jouissance irrévocable de leurs privilèges, il leur est absolument nécessaire d'éviter toutes liaisons avec un Parlement qui, même sous le régime des loix que vous reconnoissez, se réserve en termes exprès le pouvoir de révoquer chacune des propositions auxquelles vous pouviez donner votre consentement.

Nous rendons toute la justice que nous devons à l'honnêteté des offres que vous nous faites de nous accorder une part des avantages que vous retirez de votre Souverain; mais de bonne foi; Messieurs, nous ne sentons point en nous la moindre disposition à l'accepter. Ce bonheur peut vous aller à merveille; mais il ne vous va point. Vous paroissez empressés de prévenir une séparation totale d'intérêts, mais c'est ce que les affaires ameneront plutôt d'elles-mêmes. Et pour vous mettre parfaitement à votre aise sur ce point, nous prenons la liberté de vous observer, qu'à quelques égards, ce peut être, & que



probablement ce sera notre intérêt de vous assister, & alors nous le ferons du meilleur cœur. Si la nature des choses ne s'y prête point, certainement Vos Excellences ont trop de bon sens & d'honnêteté pour l'exiger. Il ne nous paroît point du tout que notre liberté puisse dépendre le moins du monde d'aucune réunion de nos forces avec les vôtres. Vous voyez en effet qu'après avoir fait agir toutes vos forces contre nous pendant plus de trois ans, nous sommes actuellement sur le point d'établir notre liberté, absolument malgré elles. Nous ne pouvons pas non plus concevoir qu'après l'épreuve que vous avez faite, aucune Nation d'Europe s'embarque dans une entreprise aussi folle que la réduction de l'Amérique. Rien n'exige que chacun prenne sur soi de jouer le rôle plaisant de Dom Quichotte. Il suffit d'un exemple dans un siècle pour l'amusement de tout l'Univers.

» J'espère que Vos Excellences m'excuseront si je ne suis point non plus de leur avis sur l'article de la Religion, que vous désirez de voir commune entre les deux Nations. La Religion de l'Amérique est celle de tout le genre humain. Toute personne peut rendre son culte à l'Être suprême de la manière qu'elle croit lui être la plus agréable ; & pourvu que chacun se comporte en bon citoyen, personne ne s'inquiétera chez nous de sa croyance ou de son culte ; car il nous

CCIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

importe fort peu que telle ou telle foi ou secte soit la dominante parmi nous. «

» Je suis extrêmement fâché de trouver dans votre Lettre quelques passages offensans pour Sa Majesté Très-Chrétienne. Certes, ce n'est une chose ni honnête, ni compatible, avec les principes de philanthropie, que vous professiez d'attaquer la réputation d'un homme honnête, sans lui fournir l'occasion de se défendre, & sur-tout un très-proche voisin, qui n'aguères étoit lié avec vous d'une amitié intime, qui d'ailleurs vous a donné en dernier lieu des preuves multipliées & les plus solides de dispositions pacifiques, & qui avec une droiture sans exemple & dont se glorifieroient d'autres Princes, a déclaré à votre Cour, de son propre mouvement & sans qu'on le lui demandât, l'effet & la nature d'un Traité qu'il venoit de conclure avec ces Etats. C'est encore une chose tout-à-fait contraire aux règles de l'honnêteté que de se servir de pareilles expressions, lorsque vous vous adressez au Congrès, sçachant que ce Prince est notre bon & fidele Allié. Il est vrai, comme vous l'observez très-bien, qu'il a été autrefois l'ennemi de Sa Majesté Britannique, & que nous nous sommes ressentis de cette inimitié; mais tout cela est provenu plutôt de notre liaison avec vous, que d'aucune mauvaise volonté à notre égard. En même temps, c'est une vérité constante & solemnelle, une vérité digne de toute votre

attention, que lorsque vous avez commencé la guerre actuelle, guerre dans laquelle nous avons souffert infiniment plus que dans aucune autre qui ait précédé, guerre sauvage, sanglante, cruelle, & où nous n'avons point été les agresseurs, vous ne l'avez point commencée à cause d'aucune liaison entre nous & notre présent Allié; mais qu'au contraire, aussi tôt que vous avez eu vent du Traité qui étoit sur le tapis, vous nous avez fait des propositions de paix, en conséquence de ce qu'il vous a plu de qualifier d'*interposition infidieuse*. Quel est actuellement l'état des choses entre nous? L'Amérique, étant en paix avec tout le monde, s'est trouvée autrefois engagée dans une guerre avec la France, à cause de sa liaison avec la Grande-Bretagne; aujourd'hui l'Amérique, étant en guerre avec la Grande-Bretagne, obtiendra probablement les conditions de paix les plus honorables, à cause de son intime union avec la France.

J'en appelle à vous-même, Messieurs, & je vous demande, s'il y a rien de plus vrai que ce que j'avance. Je fais qu'il est très dur pour vous d'abandonner ce que dès votre enfance vous avez été accoutumés à appeller vos Colonies. Votre situation me fait pitié, & c'est ce qui m'engage à excuser les écarts de la vérité que vous vous permettez dans votre Lettre. D'ailleurs il est possible que vous ayez été mal informés; car je ne sup-

poserais point que le but de votre Lettre ait été de tromper le peuple de ces Etats. Ces petits & malhonnêtes artifices vous réussissent si peu depuis quelque temps, qu'au défaut de la probité, la prudence du moins devroit vous suggérer de ne les plus mettre en usage. Pour vous détromper, je prends donc la liberté d'assurer Vos Excellences, d'après les meilleurs avis, que ce que vous appelez *la forme actuelle des offres de la France à l'Amérique septentrionale*, en d'autres mots les Traités d'alliance & de commerce entre Sa Majesté Très-Chrétienne & ces Etats, n'ont point été faits sur la connoissance d'aucuns plans d'accommodement concertés dans la Grande-Bretagne, ni dans la vue de prolonger cette guerre destructive. Vous ne douterez point de la certitude de mes assertions, lorsque vous considérerez que ces Traités étoient réellement conclus avant que l'extrait des bills, en vertu desquels vous agissez, eût été envoyé en Amérique, & qu'on doit avoir nécessairement employé beaucoup de temps à arranger des conventions de cette difficulté & de cette importance; & sur-tout lorsque vous ferez attention à la prompte notification que la Cour de France a donnée de ce Traité, & à l'assurance donnée que l'Amérique s'étoit réservé le droit de vous admettre même à un pareil Traité. Le fait est que lorsque les Ministres Britanniques ont su que nous traitions avec le plus grand Prince de l'Eu-

rope, ils ont travaillé tout de suite à détruire l'effet de ces négociations ; ce qui m'amène, malgré moi, à vous faire quelques observations que vous regarderez peut-être sous un point de vue désagréable.

Il me semble, Messieurs, que votre procédé tient un peu de la dissimulation, pardonnez-moi le mot. Je suppose que le Congrès ait accédé à vos propositions, & alors je vous fais deux questions. D'abord, votre commission vous a-t-elle donné le plein pouvoir de faire ces propositions ? Peut-être avez-vous cru que ce n'étoit pas la peine de suivre la lettre de votre commission ; mais nous autres Américains, nous aimons à comparer les choses entre elles, & à raisonner. Voici ma seconde demande : Quelle sûreté pourriez-vous nous donner, que le Parlement Britannique ratifiera vos conventions ? Vous ne pouvez point nous donner une telle sûreté ; & ainsi après avoir perdu notre honneur comme peuple, après que vous nous auriez enlevé par subtilité notre bonne réputation, & que vous nous auriez persuadé de donner à l'ennemi commun de l'humanité le trésor précieux de nos libertés, nous nous trouverions de nouveau sous la verge d'un Parlement, qui, pour ne rien dire de plus, ne nous a pas traités avec trop d'amitié. Il est absolument inutile d'ajouter, que quand même le Parlement ratifieroit les conditions que vous proposez, la pauvre Amé-

ccviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE  
rique se trouvera encore sous la férule de  
tout autre Parlement futur, ou bien il faudra  
qu'elle prenne les armes, & ce seroit certain-  
nement la position la plus désagréable où des  
hommes pussent s'engager.

Pour vous servir à telle fin que ce puisse  
être, je joins ici la formule de foi de tout  
bon Américain. Je crois que dans tout  
Royaume, Etat ou Empire, il doit y avoir,  
attendu la nécessité de la chose, un suprême  
pouvoir législatif autorisé à lier chaque par-  
tie dans tous les cas, du ressort des loix  
humaines. Je crois que voici la définition la  
plus juste d'un esclave : c'est celui qui est lié à  
des loix auxquelles il ne donne point son  
consentement, soit par lui-même, soit par  
son représentant. Ainsi, je crois qu'une dé-  
pendance de la Grande-Bretagne, de quelque  
manière qu'elle puisse être limitée ou quali-  
fiée, est totalement inconsistante avec toute  
idée de cette liberté, pour la défense de la-  
quelle j'ai engagé solennellement ma vie &  
ma fortune à mes compatriotes ; & je tien-  
drai religieusement à cet engagement toute  
ma vie. Amen.

Actuellement, si vous voulez bien écou-  
ter les humbles avis d'un homme qui aime  
réellement l'Angleterre & les Anglois, &  
dans les veines duquel il coule même un pen  
de sang écossais, renvoyez vos escadres &  
vos armées, reconnoissez l'indépendance de  
l'Amérique, & comme Ambassadeurs, &  
non

non comme Commissaires , sollicitez un traité de paix , d'amitié , de commerce & d'alliance , avec les autres naissans de ce monde occidental. Votre Nation chancelle sur le bord du précipice le plus affreux ; un instant de délai peut l'y engloutir pour jamais.

Vous avez dit au Congrès : « Si après le tems dont vous pouvez avoir besoin pour examiner cette ouverture & donner votre réponse , les horreurs & les dévastations continuoient , nous prenons à témoin Dieu & tout l'Univers que les malheurs qui en résulteront ne doivent point être imputés à la Grande-Bretagne. » J'aurois désiré que vous vous fussiez épargné cette protestation. Il se peut faire que vous n'attachiez pas la moindre importance à des paroles aussi sacrées ; vous ne regardez de semblables expressions que comme des fleurs ou des ornemens de Rhétorique ; mais elles sont bien autrement sérieuses que vous ne l'imaginez , elles sont enregistrées dans le grand livre de l'Eternel. Ressouvenez-vous que le Général Burgoyne a fait un abus terrible des mots , & ressouvenez-vous de sa destinée. Il y a un Etre au-dessus de nous , & cet Etre tirera une vengeance exemplaire de toute insulte faite à sa divine Majesté. Vous savez que la cause de l'Amérique est juste. Vous savez qu'elle combat pour cette liberté à laquelle tous les hommes ont le même droit , qu'elle se roidit contre l'oppression ,

**CCX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE**

la rapine & une cruauté plus que sauvage. Le sang de l'innocent est imprimé sur vos mains & toutes les eaux de l'Océan ne pourront jamais l'effacer. Nous renouvelons solennellement notre appel au Dieu du Ciel, pour décider entre vous & nous, & nous le supplions de nous être favorable dans les hasards de la guerre, parce que la justice est de notre côté; & que le Sauveur miséricordieux de toute la terre daigne pardonner à nos oppresseurs.

Je suis, Mylords & Messieurs;

L'ami de la nature humaine;  
& celui qui se glorifie du titre  
d'Américain.

*Extrait d'une Lettre du Docteur Samuel Cooper;  
à M. Benjamin Franklin.*

De Boston le 2 Juillet 1778.

Je vous envoie les détails de tout ce qui s'est passé dans le Congrès relativement aux Commissaires Britanniques, que vous serez sûrement bien aise d'avoir le plus promptement possible. Quoique la fermeté que le Congrès a montrée soit bien glorieuse, elle ne lui fait pas plus d'honneur que les fiers & vigoureuses résolutions qu'il avoit prises, avant que d'être informé de la conclusion de l'alliance avec Sa Majesté Très-Chrétienne.



Il persévéra dans ces sentimens en dépit des armes, des artifices & de l'ordre la Grande Bretagne. M. Samuel Adams m'écrivit dans une lettre du 21 Juin, qu'il n'a jamais vû le Congrès plus déterminé à soutenir l'indépendance de ces Etats, ni plus uni dans ses résolutions. Il n'est point du tout défavorable, soit pour la France, soit pour ces Etats, que les Commissaires Anglois soient venus, pour ainsi dire, échouer au port, & que dans leurs premières ouvertures au Congrès, avec la vûe de faire avorter la bonne volonté du Roi Très-Chrétien pour nous, ils aient avancé une fausseté palpable qui ne leur fera aucun honneur en Europe, & produira ici le meilleur effet pour notre cause. S'ils n'ont point d'autres offres à nous faire que ce que nous avons vû, ils pourront dire qu'ils ont fait là une *belle Ambassade*. Mais il en est de même qu'avec le Ministère Anglois qui ne va qu'au jour la journée. Cette tentative des Commissaires ne produira pas non plus grand effet sur les peuples. Voici le cri général aujourd'hui : *Indépendance & fidélité à nos engagements*.

Je vais vous donner les nouvelles de l'armée arrivées par le dernier exprès. Les Généraux Lee & Maxwell avec environ deux mille hommes chacun, ont été détachés en avant pour observer & inquiéter l'ennemi pendant qu'il se retireroit de Philadelphie.

ccxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

L'armée de Clinton en est partie avec précipitation ; & quoiqu'il s'y soit fait beaucoup de pillage , il n'y a eu que les munitions de guerre qui aient été détruites. Beaucoup de subsistances sont restées dans la Ville. Les ennemis ont campé entre Haddingfield & Billingsport à sept miles environ de Philadelphie. Après avoir passé deux ou trois jours, ils ont gagné Mount Holly. C'est tout ce que nous en savons. A la faveur du délai qu'ils ont apporté dans leur marche, le Général Washington a pris de l'avance sur eux. Il n'étoit pas loin de Princeton. Son armée a reçu de gros renforts , surtout de la milice des Jerseys. On assure qu'il a plus de vingt mille hommes & Clinton douze à quinze mille. Enfin, si les rapports sont vrais , la situation ne diffère guères de celle de Burgoyne ; mais comme Washington n'a pas d'aussi grandes forces qu'en avoit Gates , j'espère plus que l'événement fera le même , que je n'ose y compter. Quoiqu'il en soit , l'ennemi en quittant Philadelphie , défait tout son ouvrage de l'année dernière. Notre position devient plus brillante de jour en jour , & j'espère que notre pays sera bientôt délivré.

L'avis que vous nous avez donné de l'armement d'une flotte angloise ( de Byron ) pour l'Amérique , sera répandu partout , ainsi qu'il convient. — J'ai oublié de vous dire que lorsque Clinton a évacué Phi-

ladelphie, un corps de trois mille hommes de troupes légères, venoit de la quitter aussi & de s'embarquer. — Nous avons appris la glorieuse campagne du Capitaine Jones. Notre port est rempli de vaisseaux François & de prises. — L'espoir des Torys & des partisans des Ministres est pour le coup à l'agonie.

Je suis, &c.

Samuel COOPER.

L'armée Angloise étoit le 21 Juin à Monnt-Holy. Le Général Lee faisoit une marche forcée, pour la devancer & lui barrer le chemin. — Le Général Washington passoit la riviere au bac de Corell, & on comptoit que toute l'arriere-garde seroit ce jour-là de l'autre côté. Il se défioit d'un stratagème.

Un corps ennemi détaché de New-York, a débarqué à Elisabeth-Town, pour y faire un diversion. Une division aux ordres du Général Arnold a pris possession de Philadelphie.

Il est arrivé dans la Baye de Chesapeak un vaisseau François de 50 canons, avec des armes, des marchandises, &c. pour deux cents mille livres sterling.

Un parti détaché d'Amboy a enlevé le 13 Juin dans Long-Island, le Major Moncriff, Officier Anglois, & il a remis en liberté plusieurs Américains qui y étoient prisonniers.

VOICI ce qui a percé en Angleterre de l'issue de la négociation des Commissaires , & quelques circonstances curieuses qui l'ont accompagnée.

» Nous voilà donc au bout de nos *négociations* comme de nos conquêtes ! La mésintelligence s'est mise parmi les Commissaires. On avoit prévu que cela arriveroit , parce qu'il étoit impossible que M. Eden contînt sa pétulance. Il étoit l'*instrument de confiance* de M. Jenkinson , qui est le premier ministre *invisible* de la Junte ; les deux autres Commissaires n'étoient que des zéros. Il connoissoit son *importance* , & il n'y avoit pas de doute qu'il s'en prévaudroit. Le dénouement a prouvé que les conjectures étoient bien fondées. Lorsque le *Trident* est entré dans le Delaware , le Gouverneur Johnstone s'attendoit que les mouvemens que l'on se proposoit de faire faire à l'armée , lui seroient communiqués. Le projet de l'évacuation de Philadelphie , étoit connu de M. Eden , & avoit été caché au Gouverneur Johnstone. On fut que M. Eden portoit à l'armée des ordres secrets d'évacuer cette Ville , & que ces ordres étoient datés un mois -précisément avant que les Commissaires partissent d'Angleterre. Quand M. Eden envoya son paquet au Commandant en chef , le Gouverneur Johnstone soupçonna qu'il y avoit quelque *manœuvre secrète*. Etant lui-même Ecoissois , il n'eut pas de peine à démêler les intrigues de ses compatriotes dans le ministère ; & ayant observé que l'armée se

préparoit à s'en aller , il prit des informations sur les motifs de ce départ , & il en fut les raisons. Aussitôt il parla à M. Eden dans les termes les moins ménagés , & il l'accusa de *duplicité*. M. Eden déclara *sur son honneur* qu'il ne savoit rien du contenu du paquet qu'il avoit remis. Comme les ordres étoient datés bien longtems avant que les Commissaires sortissent des Ports d'Angleterre , & que M. Eden est l'ame damnée de M. Jenkinson , & sous-Secrétaire d'État , le Gouverneur Johnstone ne put jamais croire à l'ignorance que M. Eden affectoit ; & ne se souciant pas trop de s'en rapporter à ce que M. Eden affirmoit *sur son honneur* , il insista , dans les termes les plus forts , pour que M. Eden signât un écrit , par lequel il protestoit ignorer absolument la teneur de ces ordres. M. Eden fit d'abord quelques difficultés ; mais enfin il lui fut impossible de s'en défendre. Les ordres portoient d'évacuer Philadelphie , dans les cinq jours après l'arrivée du *Trident*. Le Gouverneur Johnstone qui avoit dessein de faire de Philadelphie le centre de la négociation , à cause de son voisinage avec le Congrès , & qui avoit envoyé au Congrès un courrier , fut extrêmement piqué de ce *dessous de cartes* , parce qu'il rompoit & faisoit avorter tout le plan de négociation qu'il avoit projeté.

Le Gouverneur Johnstone descendit à terre & fut absent deux ou trois jours. Les Américains étant instruits de cette circonstance

un plaissant fit inférer dans une des gazettes du nouveau Jersey, qu'un des Commissaires de Sa Majesté étoit perdu, & qu'on offroit une récompense à celui qui le trouveroit. Le Gouverneur Johnstone retourna au Vaisseau, & ses deux Collegues se sont rendus avec lui à New-York. Mais cela n'a pas empêché que la querelle n'ait continué. Le Gouverneur Johnstone a menacé de repasser en Angleterre. Avec le tems on saura s'il reviendra, ou non. Il envoya d'abord M. Ferguson au Congrès. Ce M. Ferguson étoit Secrétaire du Lord Stormont en France, & comme il avoit fallu le faire venir de Paris à Londres, c'est ce qui avoit occasionné quelque délai dans le départ des Commissaires. M. Robert Morris fut ensuite envoyé au Congrès par le Gouverneur Johnstone : mais ni l'un ni l'autre de ces Messieurs n'a réussi. Le Gouverneur Johnstone a vu que cette évacuation au moment même de la négociation, loin de relever le crédit des Commissaires, n'étoit propre qu'à le diminuer ; & il voit aujourd'hui ce que tout le monde a vu avant lui, c'est-à-dire que les indignes manœuvres de la Junte ont fait manquer cette affaire, de la même manière que toute autre opération a manqué depuis l'avènement du Roi au trône. Il est certain que tous les Commissaires auroient dû avoir connoissance des ordres qu'ils portoient : il n'y a aucune raison qui puisse justifier le contraire.

*Affaire du Marquis de la Fayette.*

D'York-Town, le 30 Mai 1778.

Extrait d'une lettre du Général Washington  
au Congrès.

Du Quartier Général à Valley - Forge le 24 Mai 1778.

Dans la nuit du 19, l'armée ennemie se porta en force contre le détachement aux ordres du Marquis de la Fayette, dont j'ai fait mention dans ma lettre du 18, qui fit une belle retraite à propos & en bon ordre, de l'autre côté du Schuikill, au gué de Matson. Notre perte s'est montée à neuf hommes en tout. . . . . On suppose celle de l'ennemi un peu plus forte. Sa marche s'est faite circulairement & a été rapide, & j'imagine que plusieurs de ses hommes en auront souffert. Le Général Clinton (a) commandoit, dit-on, en personne.

Publié par ordre du Congrès.

Charles THOMSON, Secrétaire.

Extrait d'une lettre d'un Particulier qui étoit au camp lorsque le Marquis de la Fayette y a retourné avec son détachement.

J'ai pris les informations les plus exactes sur l'entreprise du Marquis, & j'ai appris

---

(a) Suivant les Relations angloises, c'étoit le Lord Howe.

## ccxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

d'une personne, sur la véracité de laquelle on peut compter, les détails suivans.

L'objet du détachement est très-connu de tout le monde. Le 19 de ce mois, ce détachement, composé d'environ 2000 soldats & d'un corps irrégulier de 45 sauvages, est parti du camp & a fait halte à onze milles de Philadelphie, entre l'Eglise de Barven-hill & la Schuylkill. La nuit suivante, on a posté une chaîne de gardes & de sentinelles pour commander les entrées & les sorties de la Ville. Il y a apparence que pendant ce tems quelque infâme Tory a trahi le dessein du Marquis; car, malgré la vigilance des sentinelles, l'ennemi au nombre de 7000 hommes est sorti au milieu de la nuit, & par une marche pénible & circulaire, s'est avancé assez dans le pays pour parvenir au terrain que le Marquis avoit occupé la nuit précédente, & la première nouvelle n'en est parvenu au Marquis que le 21, à la pointe du jour. D'après le rapport du nombre d'ennemis, & la direction de sa marche, le détachement n'a rien eu de mieux à faire que de décamper promptement, sans pourtant négliger le bon ordre.

La colonne de l'ennemi, en s'approchant du détachement, s'est partagée, & a pris différentes routes pour l'environner plus efficacement; dans le même tems une autre colonne est partie de Philadelphie, s'avancant vers le front du Marquis. La retraite a été exécutée



dans le meilleur ordre, en présence des détachemens de cavalerie avancés de l'ennemi. Le Chevalier Henry Clinton, que l'on dit avoir été chargé du commandement du parti ennemi, ou tout autre qui l'étoit, doit avoir été trompé par la régularité & le bon ordre de la retraite, ou avoir craint d'être attiré dans une embuscade; autrement il n'y a que le manque de courage qui puisse l'excuser d'avoir laissé le Marquis se tirer d'affaire avec une perte aussi légère que de trois hommes tués & quatre prisonniers.

L'ennemi a eu deux cavaliers tués & plusieurs blessés. Les Sauvages, après avoir tiré leurs pièces sur la cavalerie légère, ont poussé le cri de guerre & ont pris la fuite, suivant leur usage. La cavalerie légère épouvantée par un bruit aussi inattendu, s'est enfuie aussi loin qu'ont pû l'emporter les chevaux. Les sauvages ont ramassé plusieurs manteaux que la cavalerie avoit laissé tomber dans la fuite, & en ont fait sur le champ des couvertures à leur usage.

Plusieurs des Habitans de Philadelphie se sont évadés de notre côté, & il se rend chaque jour à notre camp un grand nombre de déserteurs de l'armée ennemie.

*De Lancastre le 17 Juin.*

Les Prisonniers Hessois dans cette Ville & aux environs, seront échangés incessamment

**CCXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE**  
contre un nombre égal des nôtres, qui sont  
prisonniers chez l'ennemi.

On assure que le Général Clinton offre de  
rendre le Brigadier général Thompson, en  
échange du Gouverneur Franklin.

# ET DE L'AMÉRIQUE. CXXJ

## PRISES FAITES A LA MER.

### Vaisseaux pris par les Anglois.

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus, &c.
Le Peggy, Capitaine Kindrey.	Charles Town, Caroline Méridionale.	Nantes.	Pris par le floop le Martin & envoyé à Plymouth.
La Loyauté, Capitaine Campbell : prise Américaine de Gibraltar pour Antigoa.	.....		Repris & conduit à la Dominique.
Un vaisseau ci-devant monté par le Capitaine Cunningham, & son premier Corsaire.	Chargé de canons & de munitions.	Boston.	Pris par le Corsaire le Hunter de Guernsey.
Le Général Gates Corsaire de 14 pieces de 6, 2 de 4 & 85 hommes.	.....		Pris par le Friendship & conduit à la Jamaïque après un combat de sept heures, dans lequel le Corsaire a eu 25 hommes tués.
Un floop.	Caroline Méridionale, 105 boucauts de tabac.	.....	Pris & conduit à New-York par le Levant, lettre de marque, Capitaine Martin.
Un brigantin François.	Chargé de sel & balotteries pour 2,500 livres sterl.	.....	Pris & conduit à New-York par le vaisseau de guerre l'Ulyssé.

# CCXXIIJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils font devenir.
La Louise, Capitaine Prest.	Caroline Méridionale, chargé de riz, d'indigo & tabac.	Nantes.	Pris par une lettre de marque & envoyé à Madere.
Un floop.	Cap François, chargé de rum, sucre, mélasse, toiles de coton peintes, perles, &c. pharmacie.	Virginie.	Pris par la lettre de marque la Rose, & conduit le 24 Avril à New-York.
Le Saint Jago, gros vaisseau François de 500 tonneaux, monté de canons de 6, & 20 hommes, sous pavillon Espagnol, mais soupçonné avoir une commission du Congrès.	Caroline Meridionale, mille tierces de riz, qu'il avoit chargées le 12 Avril.	Nantes.	Conduit le 26 Avril à New-York par le Corsaire le Général Howe, Capitaine Carcy.
Le senaut le François.	La Rochelle, chargé de baloteries, de vin & eau-de-vie.	.....	Pris par l'allége de la frégate l'Otter, à 5 lieues de terre, par 36 d. 23 min. de latitude, & conduit à New-York.
Le Loup.	Saint Domingue, chargé de sel.		
Un gros brigantin	.....	Boston.	Pris par le Mersey, Capitaine Gibbons, & conduit à Philadelphie.
L'Elisabeth.	Caroline Méridionale.	Nantes.	Pris par un gros vaisseau des Isles, & conduit à Liverpool.

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus, &c.
Le Sally & l'Elisabeth, Capitaine Gostan.	Caroline Méridionale, riz, indigo & tabac.	.....	Pris par une lettre de marque. & conduit à Jersey.
Les Trois Freres.	De Charles-Town avec riz, tabac & indigo.	Pour Nantes.	Pris par la barque de douane la <i>Princesse Anne</i> . Capitaine Kyd, & conduit à Leith.
Un vaisseau François.	Des Isles, avec rum, sucre, mellasses, toiles peintes de Hollande, Perles, &c.	Pour Maryland	Pris par la <i>Rose</i> Capitaine Duncon, & conduit à New-York.
Un vaisseau Américain.	320 boucauts de tabac.	.....	Pris & conduit à Jersey par le Corsaire la <i>Défiance</i> .
Un petit vaisseau François.	Virginie, 95 boucauts de tabac.	.....	Pris & conduit à Guernesey par le Corsaire la <i>Charlotte</i> , Capitaine le Sieur.
Un vaisseau Américain.	Riz, indigo, & tabac.	France.	Envoyé à New-York par le <i>Thomas</i> , Capitaine Scot.
Un vaisseau.	.....		Pris le 18 Juin par l' <i>Atalantick</i> , sloop de guerre, & amené aux Dunnes.

# CXXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus, &c.
La Bonne Foi, Capitaine Despefailles, vaisseau très-riche.	Cap François.	Bayonne.	Pris par un Corsaire de Guernesey.
Un vaisseau François.	Caroline Méridionale, chargé d'indigo, riz, &c.	France.	Pris par le vaisseau de guerre l'Atalante & amené aux Dunes.
Un Brigantin de guerre.	.....		Pris par l'escadre de l'Amiral Kerpel.
La Licorne, frégate du Roi de France, de 32 canons, commandée par M. de Béliat.	.....		Prise par dito, & conduite à Portsmouth.
Le Lougre le Coureur, du Roi de France, commandé par M. de Rosily.	.....		Pris par dito & conduit à Plymouth.
La Pallas, frégate du Roi de France, de 32 canons, commandée par M. de Ransane.	.....		Prise par dito, & amenée à Portsmouth.

Les Amiraux Byron & Parker ont appareillé de Plymouth le 9 Juin par un vent Sud-Ouest avec treize vaisseaux de ligne : route à l'Ouest.

L'*Acteon*, de 44 canons, a du partir de la Tamise le 20 Juin pour convoyer jusqu'au Sund les vaisseaux du commerce de la Baltique.

Les Lords de l'Amirauté ont mis en commission la *Hyæne*, vaisseau neuf de 20 canons & 160 hommes pour convoyer les toiles de Newry & de Dublin à Chester pour la foire.

*Vaisseaux pris sur les Anglois.*

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus &c.
L' <i>Edouard</i> , Capitaine Bilby.	Isles du Vent.	Philadelphie.	Pris par un Corsaire Américain de 14 canons & conduit à la Martinique.
Le <i>George</i> .	Lisbonne.	Terreneuve.	Pris en Décembre par un Corsaire de 14 canons & conduit à Boston.
L' <i>Arabella</i> , Capitaine Wilkins.	Méditerranée.	. . . .	Pris au Nord du Cap Finistère & conduit à la Corogne. Le Corsaire & la prise ont été chassés par l' <i>Allarme</i> .
Le <i>Thomas &amp; Betsey</i> , Capitaine Greg.	Jamaïque.	Baye de Honduras.	Pris le 16 Mars par un Corsaire Américain de 14 canons, après 4 heures de combat & conduit à Boston.

# cxxvii] AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus, &c.
Deux vaisseaux Américains pris par une lettre de marque Angloise.	.....		Repris par un Corsaire Américain de 16 canons le 5 Juin, devant Dublin & conduits à Nantes.
Un vaisseau de transport.	New-York avec l'habillement du quarante-neuvième régiment.	Philadelphie.	Pris par un Corsaire Américain.
Le Robert, Capitaine Hall.	Isles du Vent.	Belfast.	Pris & conduit à Boston.
Le Sarah, lettre de marque, Capitaine Newby.	Dartmouth.	Terre-neuve.	Pris par deux Corsaires Américains.
La Patience, Capitaine Moor.	Dublin.	Drontheim.	Pris par un Corsaire Américain & conduit à Brest.
Le Lowing-Lass, Capitaine Ward.	Londres.	Pour l'Amérique Septentrionale.	Pris & conduit à Boston.
L'Amiral Kestrel, Capitaine Brown.	.....	Pour la Jamaïque.	Pris par le Corsaire Américain l'Olivier Cromwell, de 16 canons de 9, & 4 de 6, & 147 h. & envoyés en Amériq.
Le Cyrus, Capitaine Deake.	.....		

Les vaisseaux Anglois de la Baltique sont partis d'Elfseneur sous convoi, mais ils ont été dispersés par



le vent ; & il y en a plusieurs qui ne font point arrivés ( 23 Juin ). Voici les dates fixées par le Bureau de l'Amirauté pour le départ des convois entre *Le Nore* dans la Tamise & *Elseneur* : savoir de le Nore 5 — 20 Juin, 10 — 27 Juillet : 15 Août, 20 Septembre, 8 Octobre, premier Novembre.

D'Elseneur ou du Sund, 20 Juin : 8 — 28 Juillet, 20 Août, 15 Septembre, 10 Octobre, premier Novembre, premier Décembre.

Le Capitaine Squires du vaisseau l'*Eliott* a rencontré le 17 Mai, par 38 degrés 29 minutes de latitude, & 15 degrés 32 minutes de longitude, deux Corsaires Américains, l'un de 22 canons, l'autre de 16, tous deux remplis d'hommes.

